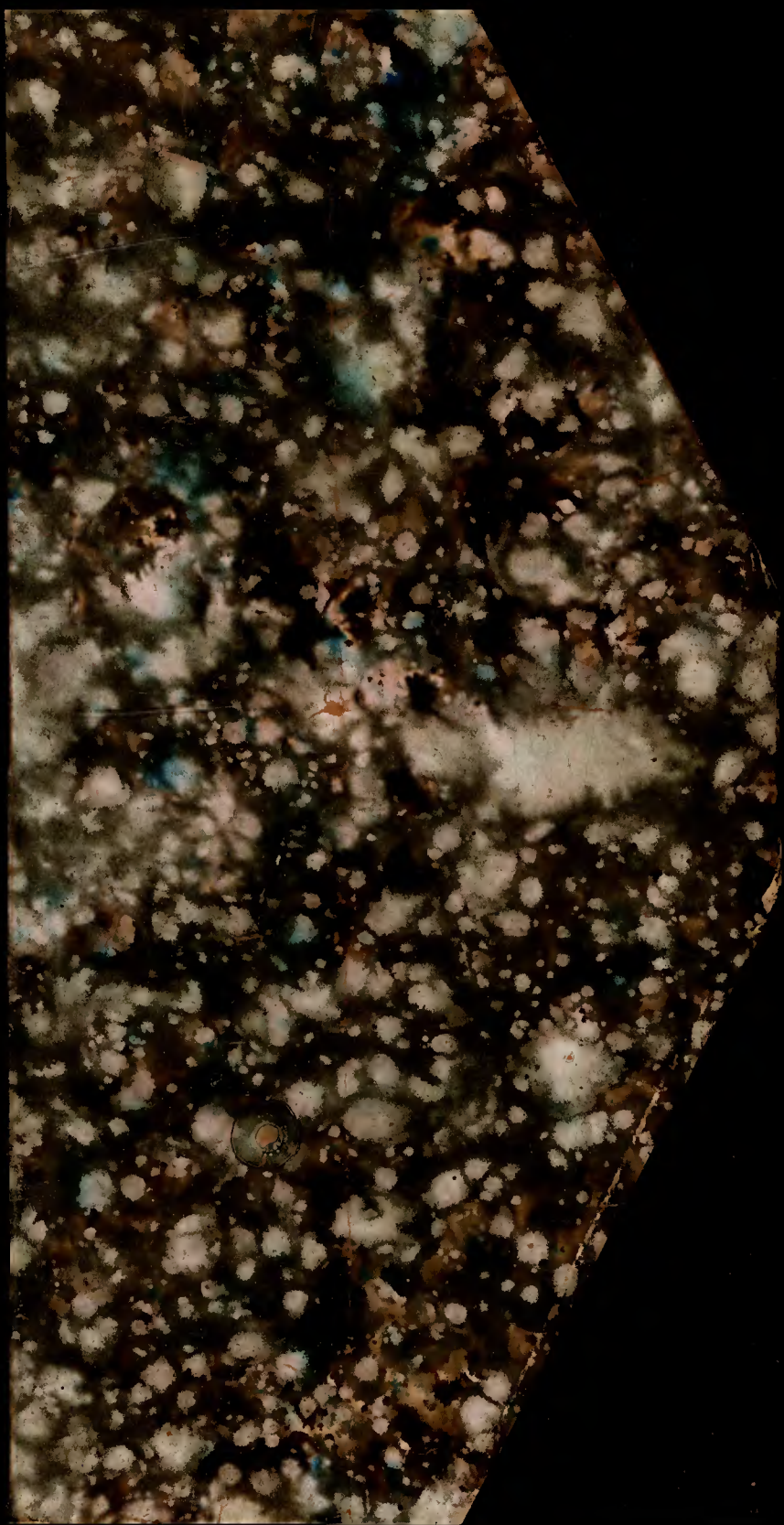
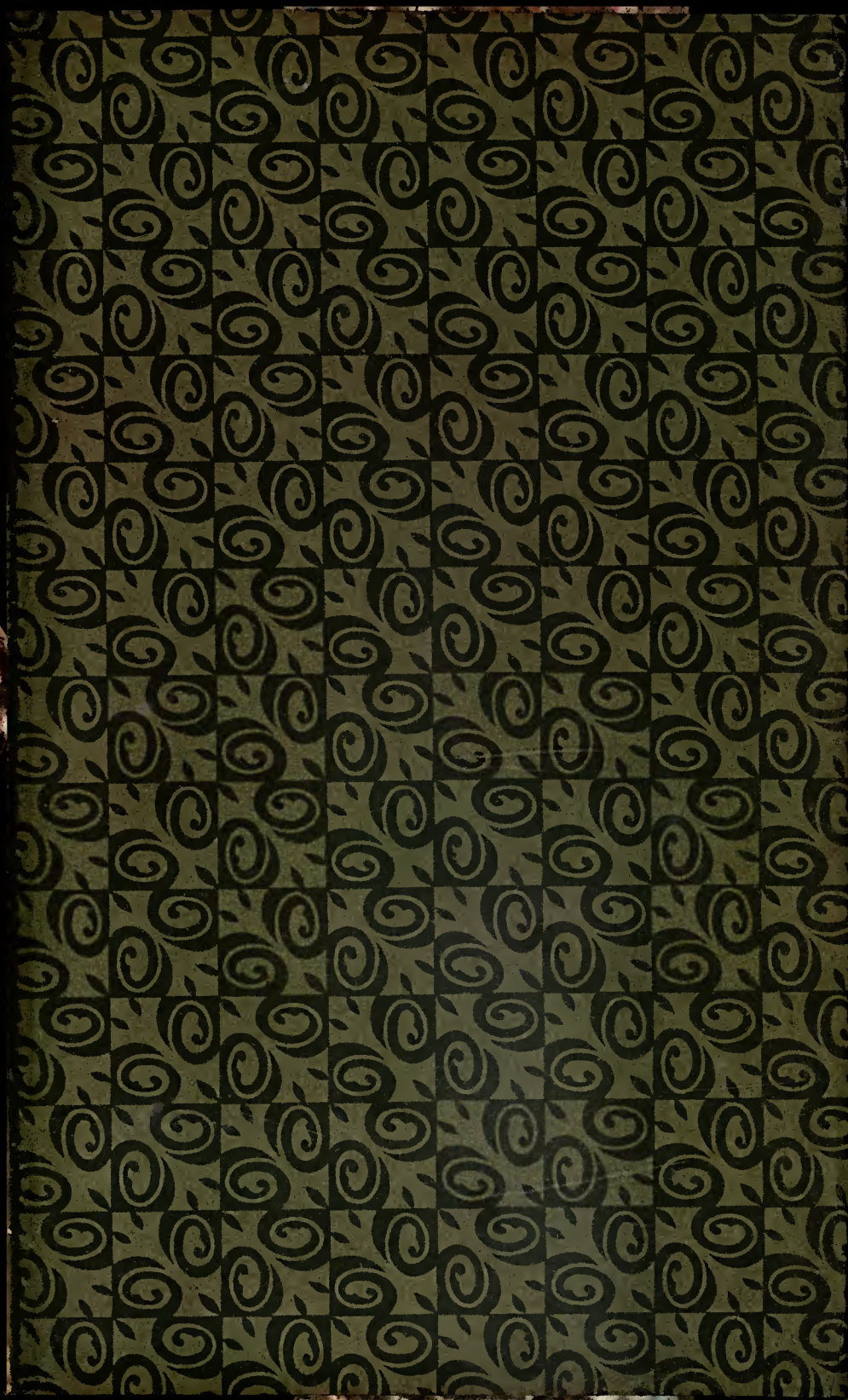
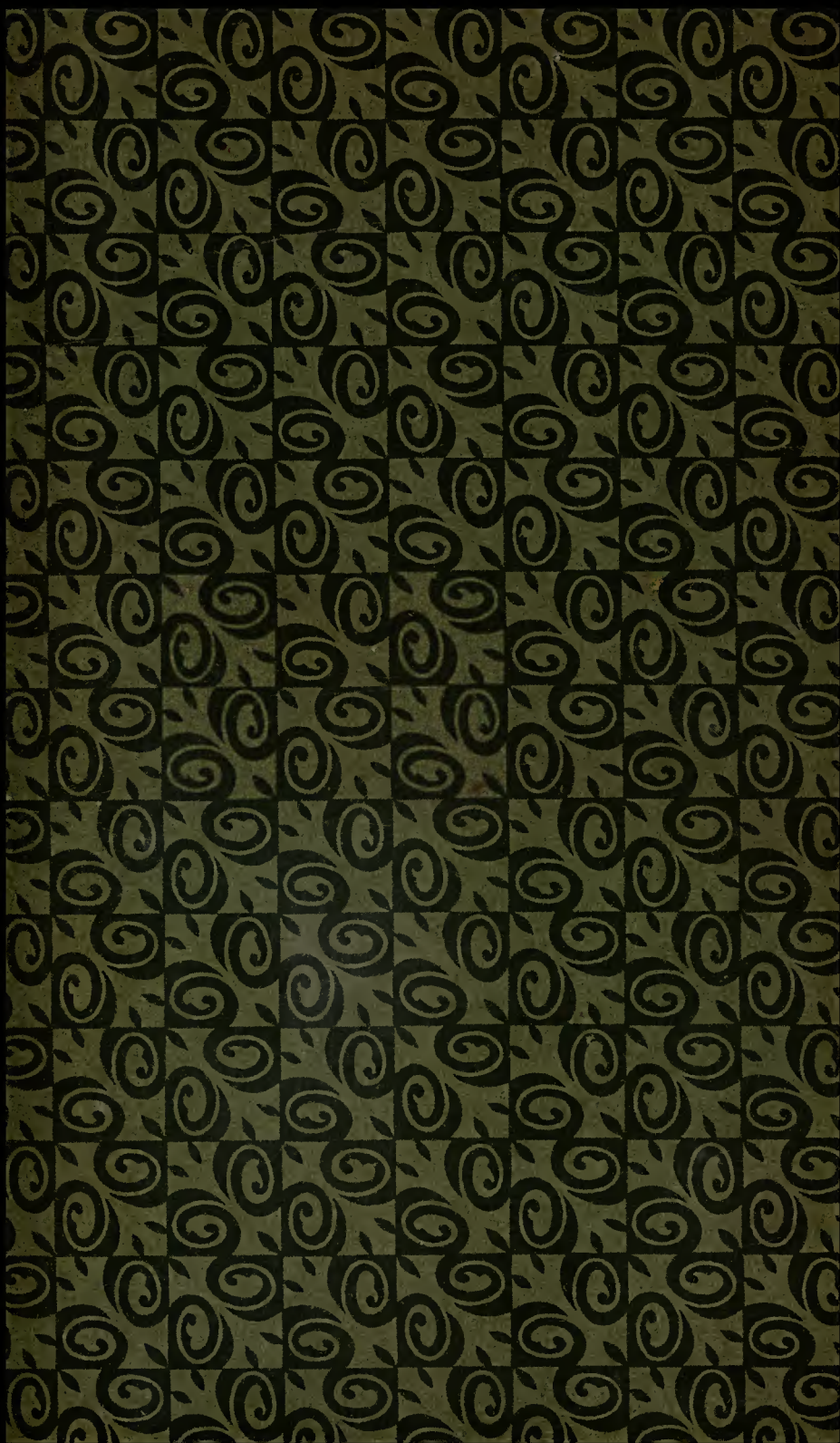
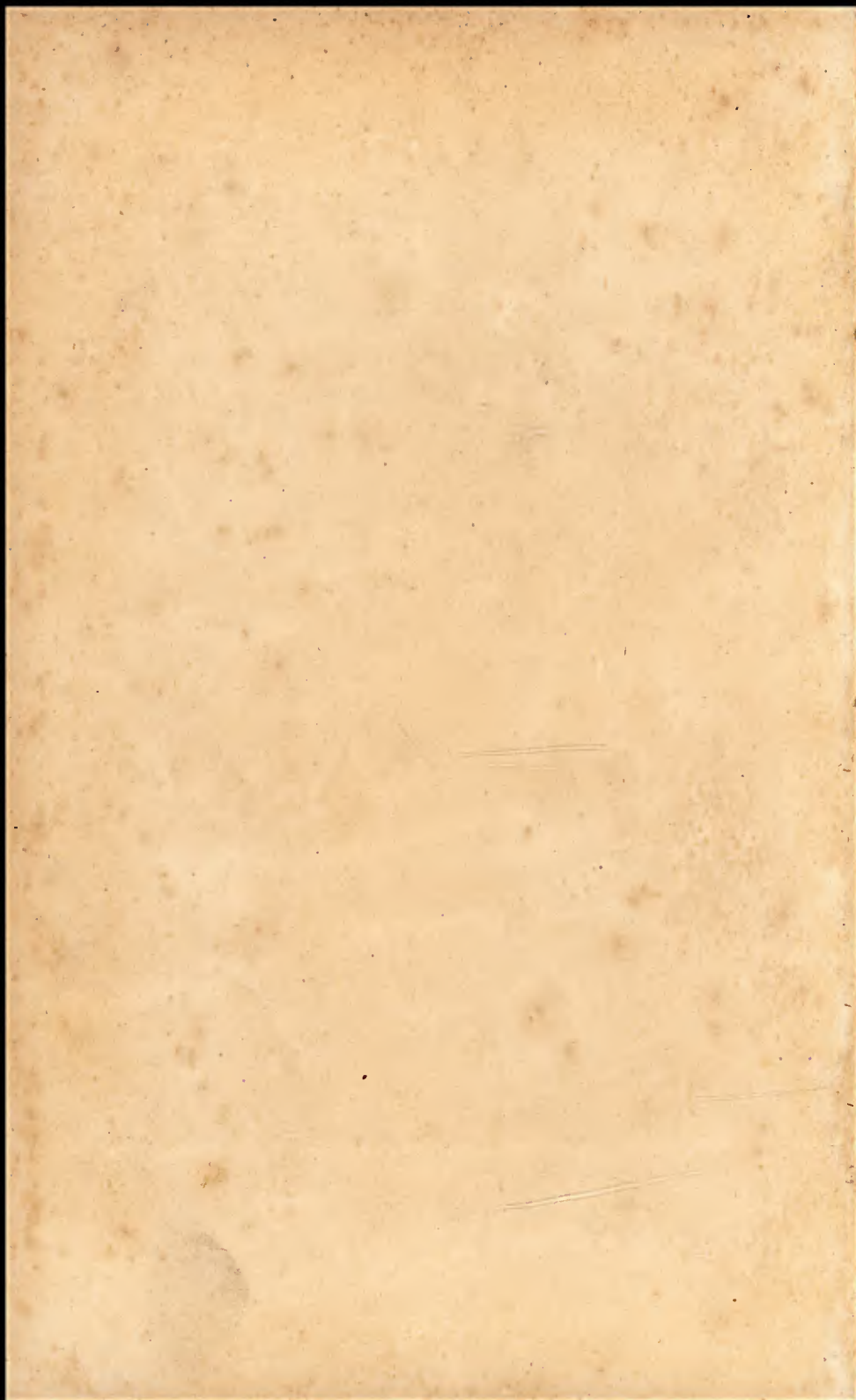
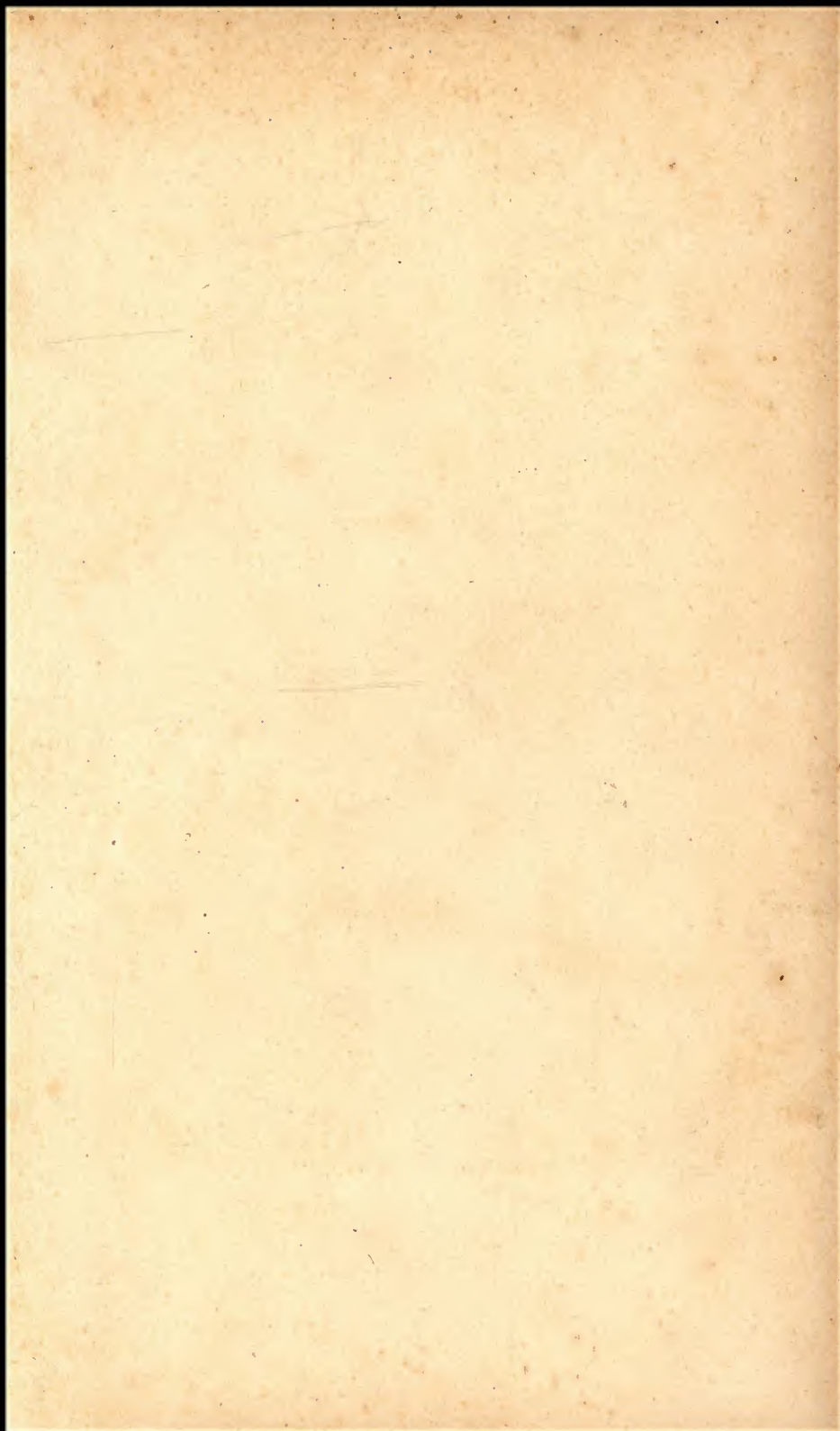














LE CAPITAL

CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE





BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE
Publiée sous la direction de Alfred BONNET

IV

LE CAPITAL

CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

PAR

KARL MARX

avec une préface de FRIEDRICH ENGELS

LIVRE III

LE PROCÈS D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

I

TRADUIT A L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES DE BRUXELLE

par

JULIAN BORCHARDT et HIPPOLYTE VANDERRYDT

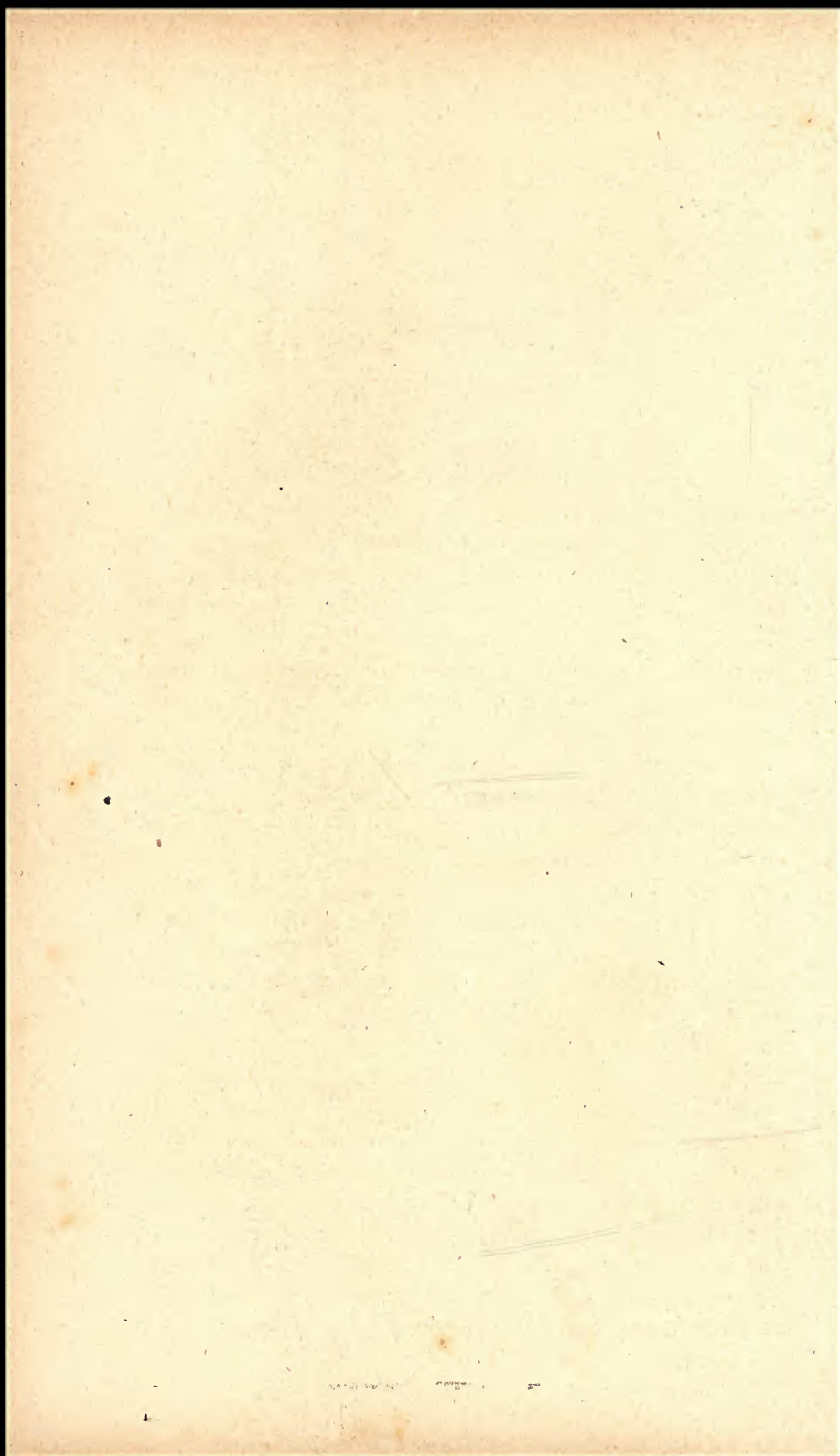
PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, 16

1901



PRÉFACE

Je puis enfin livrer à la publicité le troisième volume de l'œuvre capitale de Marx, la fin de la partie théorique. En publiant en 1885 le deuxième volume, j'entrevois que l'impression du troisième ne présenterait guère que des difficultés matérielles, sauf dans quelques parties très importantes. Il en a été réellement ainsi ; mais j'avais été loin de me rendre compte des difficultés que me réservaient ces parties, les plus importantes de l'ensemble, ni de prévoir les autres obstacles qui vinrent tant retarder la préparation de ce livre.

Je fus avant tout contrarié par une faiblesse persistante de la vue, qui pendant des années limita au minimum le travail que je pus faire à la plume et qui, même aujourd'hui, ne me permet qu'exceptionnellement d'écrire à la lumière artificielle. Puis j'eus à m'occuper d'autres travaux urgents : de rééditions et de traductions d'œuvres antérieures de Marx et de moi, ainsi que de revisions, de préfaces, d'arrangements, qui la plupart ne purent être faits sans études, ni recherches. Je fus absorbé principalement par la publication, en anglais, du premier volume, dont je portais toute la responsabilité et qui me prit beaucoup de temps. Quiconque a suivi quelque peu l'extension colossale de la littérature socialiste internationale pendant ces dix dernières années et notamment les nombreuses traductions qui ont été faites de publications de Marx et de moi, pensera que je dois m'estimer heureux de ne connaître que quelques langues et d'avoir échappé ainsi à l'obligation de revoir les travaux d'un nombre trop considérable de traducteurs. Le développement de la littérature ne fut



d'ailleurs qu'un symptôme de l'extension du mouvement ouvrier international, extension qui vint m'imposer de nouveaux devoirs. Dès les premiers jours de notre activité publique, nous dûmes, Marx et moi, assumer une bonne partie de l'œuvre d'entente entre les mouvements socialistes et ouvriers des différents pays, et cette tâche ne fit que s'accroître à mesure que nos idées gagnèrent du terrain. Bien que Marx ne cessa jusqu'à sa mort d'en prendre la part la plus lourde, le travail qui m'échut alla sans cesse en augmentant. Aujourd'hui les organisations ouvrières des diverses nations correspondent directement entre elles et malgré que ces communications directes soient de plus en plus fréquentes, mon intervention est encore réclamée plus souvent que je ne le voudrais dans l'intérêt de mes travaux théoriques. Mêlé au mouvement depuis plus de cinquante ans, j'ai pour devoir de ne pas me soustraire aux services que l'on réclame de moi. De même que le seizième siècle, notre époque mouvementée ne compte, dans le domaine des intérêts publics, des théoriciens purs que du côté de la réaction, qui au lieu de faire de la vraie théorie ne font que de l'apologie vulgaire.

Cette circonstance que je réside à Londres a pour conséquence que mes communications avec le parti socialiste se poursuivent surtout par lettres en hiver et par visites personnelles en été. Il en résulte que c'est en hiver seulement et spécialement pendant les trois premiers mois de l'année, que je puis m'occuper de travaux ne souffrant aucune interruption, ce qui est devenu de plus en plus une nécessité, à mesure que j'ai été appelé à m'intéresser au mouvement dans un nombre de plus en plus grand de pays et à une presse de plus en plus étendue. Lorsqu'on a septante années derrière soi, on s'aperçoit de la lenteur inévitable avec laquelle les fibres d'association de Meynert fonctionnent dans le cerveau, et l'on ne vient plus à bout des interruptions de travail aussi facilement qu'avant, surtout quand il s'agit d'études théoriques difficiles. Aussi



m'est-il arrivé souvent de devoir recommencer l'hiver suivant une grande partie du travail que je n'avais pu achever l'hiver précédent ; ce qui fut notamment le cas de la cinquième partie, la plus difficile de toutes.

Ainsi qu'on s'en apercevra tout à l'heure, le travail de rédaction du troisième volume fut très différent de celui du deuxième. Pour ce troisième volume, je ne disposais que d'une ébauche très incomplète. Les commencements de chaque chapitre étaient, il est vrai, achevés généralement avec soin, même au point de vue de la forme ; mais plus loin l'élaboration devenait imparfaite : plus on avançait, plus nombreuses étaient les incursions dans des domaines secondaires, entreprises au cours de l'étude et appelées à être classées ultérieurement ; plus longues et plus compliquées devenaient les phrases, dans lesquelles les idées avaient été coulées à l'état naissant. En maint endroit, l'écriture et le texte décelaient clairement l'apparition et les progrès d'un mal provoqué par le surmenage, rendant le travail continu de plus en plus difficile et par périodes complètement impossible. Il devait nécessairement en être ainsi. De 1863 à 1867, Marx avait non seulement arrêté le plan des deux derniers volumes du *Capital* et achevé entièrement le premier, il avait en outre accompli le travail gigantesque de la fondation et de l'organisation de l'Association internationale des Travailleurs. Aussi dès 1864 et 1865 s'étaient manifestés les premiers symptômes de la maladie, qui devait l'empêcher de mettre la dernière main aux deuxième et troisième volumes.

Je commençai par la transcription du manuscrit, dont bien des passages étaient presque indéchiffrables pour moi-même. Après cette besogne, qui prit assez de temps, j'entrepris la rédaction proprement dite. J'ai limité ce travail au strict nécessaire, conservant l'œuvre dans toute son originalité partout où la clarté n'en souffre pas, respectant les redites là où, comme cela arrive souvent chez Marx, elles marquent un autre aspect des choses ou les expriment d'une autre manière. J'ai mis entre crochets et



signé de mes initiales les passages dont j'ai été obligé de modifier et de compléter le fond ainsi que ceux pour lesquels j'ai dû retravailler, en y laissant la pensée de l'auteur, les matériaux que j'avais à ma disposition. Si en certains endroits les crochets ont été oubliés, je n'ai jamais négligé de parapher les passages dont je suis responsable.

Ainsi que cela arrive dans tout avant-projet, le manuscrit indiquait, par une simple mention, des points qui devaient être développés plus tard et pour lesquels cette promesse n'a pas été tenue ; j'ai conservé ces indications, parce qu'elles expriment les intentions de l'auteur au sujet de certains développements qui devaient compléter son œuvre.

En ce qui concerne la première partie, le manuscrit principal ne fut utilisable qu'avec de fortes restrictions. Cette partie commençait par les calculs relatifs aux rapports entre le taux de la plus-value et le taux du profit, dont j'ai fait le chapitre III, alors que la matière que j'ai utilisée pour le chapitre I était traitée plus loin et accessoirement. J'eus heureusement à ma disposition deux essais de remaniement de cette partie, de huit pages chacun, qui me permirent de l'arranger. Le chapitre II est transcrit directement du manuscrit principal. Pour le chapitre III, je disposais d'une série complète de calculs inachevés et d'un cahier daté de 1870, faisant l'exposé des rapports entre le taux de la plus-value et le taux du profit. Mon ami Samuel Moore, qui a fait également la plus grande partie de la traduction anglaise du premier volume, se chargea de l'arrangement de ce cahier, ce qui lui fut facile comme ancien mathématicien de Cambridge. Le résumé qu'il me remit me permit, avec l'aide du manuscrit principal, de rédiger le chapitre III. Du chapitre IV, je n'avais trouvé que le titre : l'influence de la rotation sur le taux du profit. Comme cette question est de la plus haute importance, je l'ai traitée moi-même et c'est pour cette raison qu'elle figure entre crochets dans le texte. L'étude



que je fis me permit de reconnaître que, pour être vraie dans tous les cas, la formule du taux du profit donnée au chapitre III devait subir une modification: A partir du chapitre V, le reste de la première partie a été emprunt entièrement, sauf les modifications et les additions indispensables, au manuscrit principal.

Pour les trois parties suivantes, je pus m'en tenir entièrement, excepté pour la rédaction, au travail original; je dus cependant, surtout aux passages relatifs à l'influence de la rotation, les mettre en concordance avec le chapitre IV que j'avais ajouté. J'ai eu soin de mettre entre crochets et de signer de mes initiales les passages que j'ai modifiés.

La difficulté principale se dressa à la cinquième partie, qui est la plus complexe de tout l'ouvrage et pendant l'élaboration de laquelle Marx subit un de ces cruels assauts de la maladie dont j'ai parlé plus haut. Je ne disposais ni d'un projet achevé, ni d'un canevas dont je n'aurais eu qu'à remplir les vides; à peine une ébauche, constituée en plus d'un endroit par un amas désordonné de notices, de remarques, d'extraits. J'essayai, procédant comme je l'avais fait pour la première partie, de combler les lacunes et de rédiger les passages simplement indiqués, de manière à donner au moins approximativement ce que l'auteur avait voulu écrire. Je fis cet essai à trois reprises et échouai chaque fois, perdant un temps considérable et augmentant le retard de la publication du livre. Je reconnus enfin que j'avais fait fausse route. J'aurais dû revoir toute la littérature si volumineuse traitant de cette partie, ce qui aurait abouti à un exposé qui, malgré tout, n'aurait pas été de Marx. Je me résignai à m'en tirer avec les documents que je possédais et que j'ai classés de mon mieux, en les complétant où cela était indispensable. Au printemps 1893, cette partie fut enfin achevée dans ses grandes lignes.

J'avais trouvé, terminés dans leurs parties essentielles, les chapitres XXI à XXIV de la cinquième partie et je complétais les chapitres XXV et XXVI au moyen de matériaux pris à d'autres endroits. Je pus donner les chapitres



XXVII et XXIX d'après le manuscrit, mais j'eus à modifier l'arrangement du chapitre XXVIII. La difficulté commença réellement au chapitre XXX, à partir duquel il ne s'agit plus seulement de suppléer à des passages manquants, mais de rétablir la suite des idées, déviées à chaque instant par des digressions et des dissertations. Le chapitre XXXI, qui présentait plus de suite, était suivi d'une partie très longue du manuscrit, portant comme titre « La Confusion » et reproduisant simplement des extraits des rapports parlementaires sur les crises de 1848 et 1857, dans lesquels étaient réunis et commentés avec humour les avis de vingt-trois économistes et hommes d'affaires sur l'argent et le capital, le drainage de l'or, la surspéculation, etc. Dans cette partie, Marx s'était proposé, en reproduisant tantôt des questions, tantôt des réponses, de passer en revue sous forme satyrique toutes les idées ayant cours sur les rapports entre l'argent et le capital et de mettre en relief la « confusion » qui règne sur le rôle de l'argent et du capital sur le marché financier. Après de nombreuses tentatives, j'ai dû reconnaître que la reconstitution de ce chapitre était impossible et je me suis borné à tirer parti des matériaux, surtout de ceux commentés par Marx, là où l'occasion s'en est offerte.

Venaient ensuite, assez bien arrangé, ce qui m'a servi à faire le chapitre XXXII, puis une nouvelle série d'extraits des rapports parlementaires, relatifs à toutes les questions traitées dans la partie, accompagnés de remarques plus ou moins longues de l'auteur. Vers la fin, les extraits et les commentaires concernant le mouvement des métaux précieux et les cours du change se multipliaient pour se terminer par des renseignements complémentaires de toute nature. Par contre, le chapitre XXXVI était entièrement achevé.

De tous ces matériaux, à partir de la partie consacrée à la « confusion » et sauf ce que j'ai utilisé ailleurs, j'ai composé les chapitres XXXIII à XXXV, ce que je ne suis parvenu à faire qu'en intercalant fréquemment des pas-



sages de mon erû, néeessaires pour établir l'enchainement des idées. J'ai eu soin de signer ees passages, partout où mon intervention n'a pas porté exclusivement sur la forme. Je suis parvenu ainsi à ineorporer au texte tout ee que l'auteur avait éerit sur les questions qu'il se proposait d'examiner et n'ai dû rejeter que les quelques passages qui répétaient ee dont je m'étais déjà servi ou se rapportaient à des points que le manuscrit ne développait pas.

La partie relative à la rente foneière était bien mieux travaillée sans être convenablement arrangée cependant, ainsi que le montre la partie du chapitre XLIII (la dernière partie du manuserit sur la rente) dans laquelle Marx juge néeessaire de retracer rapidement le plan de toute la seetion. Cette réeapitulation fut d'autant plus utile pour le travail que j'avais à faire, que le manuserit eommençait par le chapitre XXXVII, auquel faisaient suite les ehapitres XLV à XLVII, puis les ehapitres XXXVIII à XLIV. Ce furent les tableaux sur la deuxième forme de la rente différentielle, qui me donnèrent le plus de tablature, ainsi que la constatation que dans le chapitre XLIII l'auteur avait négligé d'examiner le troisième eas de ee genre de rente, qu'il aurait dû y étudier.

Vers 1870, Marx avait reeommeneé, en vue de eette partie, des reeherehes toutes spéeiales sur la rente foneière. Pendant de longues années il avait étudié, d'après les textes originaux, les relevés statistiques dressés en Russie après la « Réforme » de 1861 ainsi que les publications sur la propriété foneière que des amis russes avaient mis à profusion à sa disposition ; il se proposait d'en tirer parti pour remanier son travail. Par la grande variété des formes qui revêtent la propriété foneière et l'exploitation des produits agrieoles, la Russie aurait dû jouer, dans son étude sur la rente foncière, le rôle que l'Angleterre oeeupe, dans le premier volume, au point de vue des salaires industriels. Il ne lui fut pas permis de donner suite à ee projet.

Enfin la septième partie était entièrement éerite, mais pas



d'une manière définitive, avec des phrases interminables qui devaient être remaniées avant de passer à l'impression. Le dernier chapitre, dont il n'existe que le commencement, devait établir que l'aboutissement de la période capitaliste est l'existence, avec leurs luttes inévitables, des trois grandes classes des propriétaires, capitalistes et salariés, correspondant au trois grandes formes du revenu, la rente, le profit et le salaire. Marx s'était proposé d'écrire ces considérations d'ensemble au moment où le manuscrit allait être envoyé à l'imprimeur, afin d'utiliser les publications historiques les plus récentes, pour illustrer avec plus d'actualité les développements théoriques.

Le lecteur remarquera que, de même que dans le deuxième volume, les citations et les documents à l'appui sont moins abondants dans le troisième que dans le premier. Les renvois à ce dernier se rapportent aux deuxième et troisième éditions ; les extraits des économistes étaient simplement indiqués dans le manuscrit par les noms de ceux-ci et ne devaient être copiés que lorsque le travail aurait été achevé. J'ai maintenu naturellement les choses en cet état. Il n'a été fait usage, mais largement, que des quatre rapports parlementaires suivants :

1° *Reports from Committees* (Chambre des Communes), Vol. VIII, *Commercial Distress*, Vol. II, Part. I, 1847-48. *Minutes of Evidence* (Document cité sous le titre : *Commercial Distress*, 1847-48).

2° *Secret Committee of the House of Lords on Commercial Distress 1847. Report printed 1848. Evidence printed 1857.* (L'« *evidence printed* » avait été considéré comme trop compromettant pour 1848). Ce document est désigné dans le texte par C. D. 1848-57.

3° *Report : Bank Acts 1857* et *Report : Bank Acts 1858.* Ces deux documents sont les rapports de la Commission de la Chambre des Communes sur le fonctionnement des *Bank Acts* de 1844 et de 1845, accompagnés des dépositions recueillies aux enquêtes. Ils sont désignés par : C. B. (parfois C. A.) 1857 ou 1858.



J'entreprendrai, quand je le pourrai, la publication du quatrième volume, consacré à l'histoire de la théorie de la plus-value.

Dans la préface du deuxième volume du *Capital*, je me trouvai en présence de Messieurs qui, à cette époque, faisaient beaucoup de tapage parce qu'ils « avaient découvert en Rodbertus l'initiateur secret et le précurseur méconnu de Marx ». Je leur offris l'occasion d'établir « ce dont l'économie de Rodbertus est capable » et je les provoquai à démontrer « comment un taux de profit moyen uniforme doit se réaliser, non seulement sans que la loi de la valeur soit enfreinte, mais en vertu de celle-ci ». Ces Messieurs, qui pour des raisons subjectives ou objectives et en tout cas nullement scientifiques posaient alors le bon Rodbertus en étoile économique de toute première grandeur, sont restés muets sur toute la ligne ; mais d'autres se sont donnés la peine de s'occuper de la question.

Celle-ci fut reprise par le professeur W. Lexis, dans une critique du deuxième volume du *Capital*, qu'il publia dans les *Jahrbücher* de Conrad, XI, 5, 1885, p. 452-65, et dans laquelle il dit : « La solution de la contradiction (entre la loi de la valeur de Ricardo-Marx et l'uniformité du taux du profit moyen) est impossible lorsque l'on considère *une à une* les différentes espèces de marchandises, en admettant l'égalité de leur valeur et de leur valeur d'usage, et l'égalité ou la proportionnalité de leur valeur d'usage à leur prix ». La question ne peut être résolue que « pour autant que l'on admette que la valeur de chaque espèce de marchandise est mesurée par le travail ; que l'on considère la production dans son *ensemble* et que l'on envisage la distribution au point de vue des classes entières des capitalistes et des ouvriers..... La classe ouvrière ne reçoit qu'une certaine partie du produit total..... l'autre partie, constituant la part des capitalistes, représente, d'après la théorie

**



de Marx, le surproduit et par conséquent... la plus-value. Les membres de la classe des capitalistes se partagent cette plus-value, *non* d'après le nombre d'ouvriers qu'ils occupent, mais d'après l'importance du capital y compris le sol et le sous-sol qu'ils ont engagé. » Les valeurs idéales de Marx, déterminées par les unités de travail incorporées aux marchandises, ne correspondent pas aux prix, mais « peuvent être considérées comme le point de départ d'une tendance qui conduit aux prix réels ; ceux-ci ont pour base le désir qui pousse les capitaux d'égale grandeur à vouloir des bénéfices d'égale importance ». C'est ainsi qu'il se fait que certains capitalistes vendent des marchandises à des prix plus élevés, d'autres à des prix plus bas que la valeur idéale. « Comme ces excédents et ces déchets de plus-value se compensent pour l'ensemble de la classe des capitalistes, la grandeur totale de la plus-value est la même que si tous les prix étaient proportionnels aux valeurs idéales des marchandises ».

Ainsi qu'on le voit, la question, si elle n'est pas résolue à fond, est exactement bien que pas assez nettement posée. C'est plus que ce que nous étions en droit d'attendre d'un écrivain, qui avec une certaine crânerie se range parmi les « économistes vulgaires » ; c'est même étonnant si l'on considère les élucubrations d'autres économistes vulgaires dont nous aurons à nous occuper plus loin. L'Economie vulgaire de notre critique ne s'écarte cependant pas du genre. Il dit que le bénéfice du capital *peut* sans contredit être expliqué comme le fait Marx, mais que rien *n'impose* cette explication, la suivante, qui est celle de l'Economie vulgaire, étant même plus plausible : « Le vendeur capitaliste, le producteur de matières premières, le fabricant, le négociant de gros, le commerçant de détail réalisent des bénéfices, parce que chacun vend plus cher qu'il n'achète et majoré, dans une certaine mesure, le prix de revient de sa marchandise. L'ouvrier n'est pas en état de s'octroyer pareil supplément de valeur ; sa situation d'infériorité par rapport aux capitalistes le met en demeure de céder son



travail au prix qu'il lui coûte, c'est-à-dire au prix de ses moyens d'existence indispensables.... et c'est ainsi que les majorations de valeur conservent toute leur importance contre les ouvriers acheteurs et provoquent la transmission à la classe capitaliste d'une partie de la valeur du produit total. »

Il ne faut pas s'astreindre à une grande tension d'esprit pour voir que cette explication du profit du capital « d'après la théorie de l'Economie vulgaire » aboutit pratiquement au même résultat que la théorie marxiste de la plus-value. Les ouvriers, dans la conception de Lexis, se trouvent dans la même « situation défavorable » que ceux de Marx et comme ceux-ci ils sont des spoliés, puisqu'ils sont les seuls à ne pas pouvoir vendre au-dessus du prix. Sur cette théorie il est possible d'édifier un socialisme vulgaire aussi plausible que celui qui a été fondé en Angleterre, en prenant pour base la théorie de Jevons et de Menger sur la valeur d'usage et l'utilité-limite. J'entrevois même que le jour où il connaîtra cette théorie du profit, M. George Bernard Shaw s'y accrochera des deux mains et, donnant congé à Jevons et à Karl Menger, fondera sur ce rocher la reconstruction de l'église fabienne de l'avenir.

En réalité la théorie de Lexis n'est qu'un pastiche de celle de Marx. D'où sont donc extraits tous ces suppléments ajoutés aux prix ? Du « produit total » de l'ouvrier. Et comment ? Parce que la « marchandise-travail » ou, comme dit Marx, la force de travail doit être vendue au-dessous de sa valeur. En effet, si les marchandises ont comme propriété commune d'être vendues plus cher que leur coût de production et si, faisant seul exception à cette règle, le travail est toujours vendu à son coût de production, il faut bien que la vente du travail se fasse constamment au-dessous de ce qui est le prix dans le monde de l'Economie politique vulgaire. Le surprofit qui échoit à la classe des capitalistes ne provient donc et ne peut provenir que de l'ouvrier qui, après avoir produit ce qui équivaut au prix de son tra-



vail, doit fournir un produit supplémentaire qui ne lui est pas payé, un surproduit, de la plus-value.

Lexis est un homme extraordinairement prudent dans le choix de ses expressions. Nulle part il n'exprime en toutes lettres ce que je viens de dire ; cependant si mon explication est la sienne, il est évident que nous n'avons pas affaire à un de ces économistes vulgaires qui, comme il le dit lui-même, sont considérés par Marx « comme étant tout au plus des imbéciles sans rémission », mais à un marxiste travesti en économiste vulgaire. Ce travestissement est-il conscient ou inconscient, c'est une question de psychologie qui ne nous intéresse pas ici ; celui qui se proposerait de l'approfondir devrait rechercher en même temps comment il a été possible qu'à certaine époque un homme intelligent comme Lexis ait pu défendre une absurdité comme le bimétallisme.

Le premier qui a essayé réellement de répondre à la question est le Dr. Conrad Schmidt, dans son volume *Die Durchschnittsprofitrate auf Grundlage des Marx'schen Werthgesetzes* (Stuttgart, Dietz, 1889), où il s'est efforcé de mettre d'accord les détails de la formation des prix du marché tant avec la loi de la valeur qu'avec le taux du profit moyen. Le capitaliste industriel trouve dans le produit le capital qu'il a avancé pour celui-ci et un surproduit. Pour obtenir ce dernier, il doit engager son capital dans une production, c'est-à-dire mettre en œuvre une quantité déterminée de travail matérialisé. A ses yeux, le capital qu'il engage est donc la quantité de travail matérialisé qui est socialement nécessaire pour lui procurer le surproduit, et ce qui est vrai pour lui, est vrai pour tous les autres capitalistes. Or, en vertu de la loi de la valeur, les produits s'échangent en proportion du travail qui a été socialement nécessaire pour les produire ; il en résulte, étant donné que pour le capitaliste le travail nécessaire pour son surproduit n'est aussi que le travail passé transformé en capital, que les surproduits s'échangent en proportion des capitaux nécessaires pour les produire et non en proportion du tra-



vail qui y est *réellement* incorporé. La part assignée à chaque unité de capital est donc égale au quotient de la somme de toutes les plus-values divisée par la somme de tous les capitaux qui les ont engendrées. D'où il résulte que des capitaux égaux donnent dans des temps égaux des profits égaux, ce qui doit être, parce que le produit est vendu à un prix qui est égal à la somme de son coût de production et du coût de production du surproduit (le profit moyen), calculé d'après les bases qui viennent d'être indiquées. Le taux du profit moyen se forme malgré que, ainsi que le pense Schmidt, les prix moyens des marchandises se déterminent d'après la loi de la valeur.

Le raisonnement est très ingénieux et conforme à la dialectique de Hegel ; mais comme la plupart des raisonnements hégéliens, il n'est pas exact. Il n'y a aucune différence entre le surproduit et le produit payé : si la loi de la valeur s'applique *directement* aux prix moyens, le surproduit et le produit payés doivent l'un et l'autre être vendus en raison du travail socialement nécessaire, exigé et dépensé pour leur production. La loi de la valeur proteste contre l'idée empruntée à la conception capitaliste, d'après laquelle le travail passé, dont l'accumulation constitue le capital, ne serait pas seulement une quantité déterminée de valeur achevée, mais également, comme facteur de la production et du profit, un générateur de valeur, pouvant produire plus de valeur qu'il n'en représente lui-même ; il est incontestable que cette propriété appartient exclusivement au travail vivant. On sait que les capitalistes s'attendent à des profits directement proportionnels à l'importance de leurs capitaux et qu'ils considèrent leurs avances comme une sorte de prix de revient de leur profit ; mais lorsque Schmidt fait usage de cette conception pour mettre en concordance, avec la loi de la valeur, les prix calculés d'après le taux du profit moyen, il supprime la loi même de la valeur, puisqu'il y incorpore, comme facteur déterminant, une proposition qui y contredit formellement.

Ou bien le travail accumulé est créateur de valeur au



même titre que le travail vivant, et alors la loi de la valeur est fausse ; ou bien il ne l'est pas, et alors la démonstration de Schmidt est incompatible avec la loi.

Si Schmidt a été dévoyé au moment où il touchait à la solution, parce qu'il a cru qu'il devait trouver une formule mathématique établissant, pour chaque marchandise, la concordance du prix moyen avec la loi de la valeur, le reste de sa brochure démontre qu'il a su, avec une pénétration remarquable, approfondir les conclusions des deux premiers volumes du *Capital*. L'honneur lui revient d'avoir trouvé de lui-même l'explication de la tendance à la baisse du taux du profit, explication qui n'avait pas été formulée avant lui et que Marx donne dans la troisième partie de ce volume ; de même il a énoncé une série de remarques sur l'intérêt et la rente foncière, anticipant sur des points examinés dans les quatrième et cinquième parties de cet ouvrage.

Plus tard, dans une étude publiée dans la *Neue Zeit* (Nos 4 et 5 de 1892-93), Schmidt a essayé de résoudre la question d'une autre manière, en développant que c'est la concurrence qui détermine le taux moyen du profit, parce qu'elle provoque l'émigration du capital des branches de production à profit inférieur vers celles à profit supérieur. Que la concurrence soit la grande niveleuse du profit, tout le monde est d'accord sur ce point ; mais Schmidt a voulu prouver, en outre, que l'opération qui égalise les profits est identique à celle qui ramène les prix de vente des marchandises produites en excès à la valeur que la société peut payer d'après la loi de la valeur. Les développements de Marx dans ce troisième volume démontrent que cette tentative devait être vaine.

Après Schmidt, ce fut P. Fireman qui s'attaqua au problème (*Jahrbücher* de Conrad, Dritte Folge, III, p. 793). Je ne m'occuperai pas des remarques qu'il fait sur certains passages de l'exposé de Marx et qui sont inspirées par ce malentendu qu'il a cru voir des définitions où il y a uniquement des développements. Il est, en effet, inutile de chercher chez



Marx des définitions définitives, vraies une fois pour toutes ; il va de soi que lorsque les choses et leurs rapports réciproques sont considérés comme variables et nullement immuables, leurs images, les conceptions, sont également sujettes à variation et à transformation, et que loin de pouvoir les enfermer dans des définitions figées, on doit les développer d'après leur formation historique ou logique. Il est dès lors clair que Marx, qui au commencement du premier volume, suivant l'ordre historique, est parti de la production de la marchandise pour aboutir au capital, devait choisir également ici comme point de départ la simple marchandise et non la forme abstraite et historiquement secondaire de la marchandise déjà transformée par le capitalisme ; ce que Fireman ne peut comprendre d'aucune manière. Nous laisserons de côté ces aspects secondaires et d'autres, bien qu'ils puissent donner lieu à des considérations de diverses nature, et nous abordons immédiatement le nœud de la question

Alors que la théorie enseigne que, le taux de la plus-value étant donné, celle-ci est proportionnelle à la force de travail mise en œuvre, l'expérience montre que, pour un taux déterminé du profit moyen, le profit est proportionnel au capital total engagé. Fireman explique ces faits en invoquant que le profit n'est qu'un phénomène conventionnel, inhérent, comme il dit, à une formation sociale déterminée, naissant et disparaissant avec elle. A ses yeux, l'existence du profit se lie intimement à celle du capital, qui, s'il est assez puissant pour se faire octroyer un profit, se voit obligé par la concurrence à vouloir des taux de profit égaux pour tous les autres capitaux. Sans taux de profit égaux, la production capitaliste serait impossible et du moment que la production a pris cette forme, le profit de chaque capitaliste dépend exclusivement, pour un taux de profit donné, de la grandeur de son capital. D'autre part, le profit est constitué par de la plus-value, du travail non payé. Comment la plus-value, qui est proportionnelle à l'exploitation du travail, se transforme-t-elle en profit,



qui est proportionnel au capital nécessaire pour exploiter le travail ? « Uniquement parce que dans toutes les branches de production où le rapport entre..... le capital constant et le capital variable atteint le maximum, les marchandises sont vendues au-dessus de leur valeur, que dans celles où le rapport $\frac{c}{v}$ descend au minimum, les marchandises sont vendues au-dessous de leur valeur et que dans celles où le capital constant et le capital variable sont dans un rapport déterminé, les marchandises sont échangées à leur véritable valeur..... Les écarts entre les prix et la valeur sont-ils en contradiction avec le principe de la valeur ? D'aucune manière, car les prix supérieurs à la valeur s'éloignent de celle-ci dans la même mesure que ceux qui y sont inférieurs, de sorte qu'en dernière analyse la somme des prix est égale à la somme des valeurs ». Ces écarts sont des « troubles » ; « or, dans les sciences exactes, un trouble calculable n'infirmé pas la loi ».

Que l'on compare à cette explication les passages du chapitre IX traitant de la question et l'on verra que Fireman a mis réellement le doigt sur le point décisif. Mais que de développements il fallait encore pour donner la solution évidente du problème ! L'indifférence nullement méritée qui accueillit son article si remarquable, le démontre clairement. C'est que si le problème était tentant pour la plupart, tous redoutaient de s'y brûler les doigts ; c'est ce qui résulte non seulement de la forme inachevée sous laquelle Fireman a abandonné sa découverte mais de l'imperfection indéniable tant de sa conception de l'exposé de Marx que de sa critique générale basée sur cette conception.

Lorsqu'il se présente une question difficile, M. le professeur Julius Wolf de Zurich ne manque jamais l'occasion de s'y discréditer. Le problème est entièrement résolu, nous raconte-il (*Jahrbücher* de Conrad, Neue Folge, II p. 352 et suiv.), par la plus-value relative, dont la production repose sur l'accroissement du capital constant par rapport au capital variable. « Une augmentation du capital cons-



tant suppose une augmentation de la force productive des ouvriers et comme cette augmentation de la force productive entraîne un accroissement de la plus-value, le rapport se trouve rétabli entre la plus-value accrue et le capital constant augmenté. Un accroissement du capital constant correspond à un accroissement de la force productive du travail. Le capital variable restant le même pendant que le capital constant augmente, la plus-value doit augmenter, comme le dit Marx. Telle est la question qui nous était posée ».

Constatons qu'en plus de cent passages du premier volume, Marx dit absolument le contraire ; qu'affirmer que selon Marx la plus-value relative augmente proportionnellement au capital constant lorsque le capital variable diminue est d'une audace qu'il est impossible de qualifier d'une expression parlementaire ; que chaque ligne démontre que M. Julius Wolf n'a pas la moindre notion, ni absolue, ni relative de ce qu'est la plus-value, ou absolue, ou relative ; qu'enfin M. Julius Wolf dit lui-même : « au premier abord, on a l'impression de se trouver ici au milieu d'un tissu d'absurdités », ce qui, soit dit en passant, est le seul mot juste de son article. Mais qu'est-ce que cela fait ? M. Julius Wolf est tellement fier de sa découverte géniale qu'il ne peut pas s'empêcher de rendre un hommage posthume à Marx et, lui attribuant sa sottise élucubration, de considérer celle-ci « comme une nouvelle preuve de la subtilité et de la profondeur de sa critique de l'Economie capitaliste » !

Mais il y a plus. M. Wolf ajoute : « Ricardo a également énoncé : à capital égal, plus-value (profit) égale, de même qu'à travail égal, plus-value (totale) égale. Ce qui a fait naître la question : comment concilier ces deux principes ? Marx n'a pas admis la question sous cette forme. *Il a démontré à l'évidence (dans le troisième volume)* que le second principe n'est pas une conséquence inévitable de la loi de la valeur, qu'il est au contraire en contradiction avec celle-ci et que pour cette raison..... il doit être rejeté sans



discussion ». Et alors M. Julius Wolf se demande qui de nous, Marx ou moi, s'est trompé, ne pensant pas un instant que c'est lui-même qui erre loin de la vérité.

Je ferais injure à mes lecteurs et je nuirais au comique de la situation, si je consacrais un seul mot à cette critique. Je dirai seulement qu'avec la même audace qui lui permettait de parler déjà, à cette époque, « de ce que Marx a démontré à l'évidence, dans le troisième volume », il saisit l'occasion pour donner le vol à un cancan de professeur et dire que le travail de Conrad Schmidt « a été inspiré directement par Engels ». Il se peut que dans le monde où M. Julius Wolf s'agite, il soit de règle que celui qui pose publiquement un problème en communique secrètement la solution à ses amis ; je crois volontiers Julius Wolf capable d'un acte pareil. Dans le milieu où je vis on ne s'abaisse pas à de pareilles misères ; cette préface le montre à l'évidence.

Marx était à peine mort que, sans perdre une minute, M. Achille Loria lui consacra, dans la *Nuova Antologia* (avril 1883), un article traçant sa biographie d'après des documents inexacts et faisant la critique de son activité publique, politique et littéraire. La conception matérialiste de l'histoire y était faussée et déformée avec un aplomb qui trahissait clairement une préoccupation qui ne tarda pas à éclater au grand jour. En effet, en 1886, M. Loria publia *La teoria economica della costituzione politica*, un volume dans lequel il revendiqua devant le monde étonné la paternité de la théorie marxiste de l'histoire, mais arrangée comme il l'avait fait intentionnellement dans son article de 1883, abaissée à un niveau béotien, agrémentée de citations et d'exemples historiques fourmillant d'erreurs, que l'on ne passerait pas à un élève de quatrième. Et tout cela pour aboutir à quoi ? A signaler que c'est lui, M. Loria, qui a découvert en 1886, et non pas Marx en 1845, que partout et toujours les situations et les événements politiques trouvent leur explication dans des circonstances économiques correspondantes. C'est du moins



ce que M. Loria est parvenu à faire accroire à ses compatriotes et aussi à quelques Français qui ont lu la traduction de son livre, et ce qui lui permet de parader en Italie comme auteur d'une nouvelle théorie de l'histoire, en attendant que les socialistes de son pays trouvent le temps de lui arracher les plumes de paon dont il s'est paré.

Mais ce n'est là qu'un petit exemple de la manière de M. Loria. Il nous affirme que toutes les théories de Marx reposent sur un sophisme dont leur auteur a conscience (*un consaputo sofisma*) et que Marx ne reculait pas devant les paralogismes, même quand il les savait tels (*sapendoli tali*). Et lorsque par une série de ces ficelles grossières il a préparé ses lecteurs à considérer Marx comme un ambitieux à la Loria, mettant ses petits effets en scène avec les mêmes petits moyens et le même *humbug* malpropre que lui, il peut lui confier un secret important et il le ramène au taux du profit.

M. Loria dit : D'après Marx, dans une affaire industrielle capitaliste, la plus-value (que M. Loria identifie avec le profit) dépend du capital variable qui y est engagé, le capital constant ne produisant pas de profit. Cependant il n'en est pas ainsi en réalité, car, en pratique, le profit est proportionnel, non au capital variable, mais au capital total. Marx le voit lui-même (Vol. I, chap. XI) et accorde qu'en apparence les faits contredisent sa théorie. Comment résoud-il ce désaccord ? En renvoyant ses lecteurs à un volume suivant, n'ayant pas encore paru. Et comme antérieurement déjà, Loria avait dit à ses lecteurs qu'il ne croyait pas que Marx eût pensé un instant à écrire ce livre, il s'écrie cette fois triomphalement : « Je n'avais donc pas admis à tort que ce second volume dont Marx menaçait sans cesse ses adversaires, sans jamais le publier, était simplement un expédient ingénieux, inventé à défaut d'arguments scientifiques (*un ingegnoso spediente ideato dal Marx a sostituzione degli argomenti scientifici*) ». Et si maintenant il se trouve encore quelqu'un qui n'est pas convaincu que Marx est un charlatan de la science aussi fort



que l'illustre Loria, il faut réellement désespérer de l'humanité.

Nous savions donc que d'après M. Loria la théorie marxiste de la plus-value est absolument inconciliable avec le fait d'un taux de profit général et uniforme. Parut le second volume et avec lui la question que je posai publiquement sur le même point. Si M. Loria avait été comme vous ou moi un allemand timide, il aurait été quelque peu gêné. Mais il est un méridional débordant, originaire d'un pays chaud, où comme il le croit sans doute l'effronterie est jusqu'à un certain point une condition naturelle. La question du taux du profit est posée publiquement ; publiquement il a déclaré qu'elle est insoluble ; à cause de cette déclaration il se surpassera et publiquement il donnera la solution.

Ce miracle s'accomplit dans les *Jahrbücher* de Conrad (Vol. XX, p. 272 et suiv.), dans un article consacré au livre de Conrad Schmidt. M. Loria ayant appris dans cet écrit comment le profit commercial prend naissance, aussitôt toutes les ténèbres qui obscurcissaient son cerveau se sont dissipées : « Puisque la détermination de la valeur par le temps de travail avantage les capitalistes qui dépensent en salaires une plus grande partie de leur capital, le capital improductif (commercial) de ces capitalistes avantagés peut exiger un intérêt (profit) plus élevé et assurer l'égalité entre les capitalistes industriels considérés individuellement.... Si, par exemple, les capitalistes industriels A, B, C produisent chacun au moyen de 100 journées de travail et respectivement au moyen de 0, 100, 200 de capital constant, et que ces 100 journées de travail représentent 50 journées de plus-value, le taux du profit sera de 100 % pour A, de 33,3 % pour B et de 20 % pour C. Si maintenant un quatrième capitaliste D accumule un capital improductif de 300, qui prélève sur A un intérêt « (profit) » équivalent à 40 journées de travail et sur B un intérêt équivalent à 20 journées de travail, les taux des profits des capitalistes A et B descendront au même niveau (20 %)



que celui du capitaliste C, et D, avec son capital de 300, réalisera un profit de 60, c'est-à-dire un taux de profit de $20 \frac{0}{100}$, comme les autres ».

En un tour de main et avec une adresse étonnante, l'illustre Loria résoud cette fois la question qu'il avait déclarée insoluble dix ans auparavant. Il est vrai qu'il ne nous confie pas le secret qui donne au « capital improductif » la puissance, non seulement de soutirer aux industriels le surprofit dépassant le taux moyen du profit, mais encore de garder devers lui ce surprofit, absolument comme le propriétaire foncier lorsqu'il empêche l'excédent de profit de ses fermiers. En effet, d'après cette théorie, les commerçants doivent prélever sur les industriels un tribut analogue à la rente foncière, établissant le taux du profit moyen. Tout le monde sait que le capital commercial est un facteur très important de la formation du taux général du profit ; mais il faut réellement un aventurier de la littérature, un homme qui intérieurement se moque de l'Economie politique, pour attribuer à ce capital le pouvoir magique d'attirer à lui, avant même qu'elle soit constituée, toute la plus-value en excès sur le taux général du profit et d'en faire une rente foncière, prenant naissance sans qu'il y ait une propriété foncière. Non moins étonnante est la pensée que le capital commercial est capable de découvrir les industriels chez qui la plus-value équivaut simplement au taux du profit moyen et de se faire un devoir d'adoucir quelque peu le sort de ces malheureuses victimes de la loi marxiste de la valeur, en leur vendant gratuitement, même sans provision, leurs produits.

Notre illustre Loria ne brille cependant de toute sa gloire que lorsqu'il est en parallèle avec ses concurrents du Nord, par exemple avec M. Julius Wolf, qui cependant n'est pas né d'hier. Quel pauvre roquet, ce dernier, même avec son gros volume : *Sozialismus und kapitalistische Gesellschaftsordnung*, à côté de l'Italien ! Combien il est gauche, je dirais presque combien il est humble, devant la noble audace avec laquelle le Maestro affirme



que Marx, ni plus ni moins que tout le monde, était un sophiste, un paralogiste, un gaseon et un saltimbanque de même envergure que lui, M. Loria, promettant au public, lorsqu'il se trouvait acculé, de terminer l'exposé de sa théorie dans un prochain volume, que d'avance il savait ne pouvoir, ni vouloir produire. Avec cela effronté au delà de toute limite, visqueux comme une anguille pour se faufiler à travers les situations impossibles, recevant des coups de pied avec un dédain héroïque, s'appropriant sans vergogne les productions d'autrui, avide de réclame autant qu'un charlatan, organisant la célébrité à coups de fanfares des camarades. Qui est plus vil que lui !

L'Italie est le pays du classicisme. Depuis la grande époque où elle a vu poindre chez elle l'aurore du monde civilisé, elle a produit de grands caractères, classiquement complets, depuis Dante jusque Garibaldi. Mais la période de la décadence et de la domination étrangère lui légua aussi des caricatures classiques de caractères, parmi lesquelles deux types remarquablement burinés : Sganarelle et Duleamare. Notre illustre Loria réunit en lui l'unité classique des deux.

Pour finir je dois conduire le lecteur outre-mer. Le docteur en médecine Georges C. Stiebeling de New-York a trouvé également une solution du problème, et une solution extraordinairement simple. Tellement simple que nulle part il s'est trouvé quelqu'un pour l'admettre, ce qui le mit très en colère et l'amena à se plaindre amèrement de cette injustice en une série de brochures et d'articles de journaux qu'il répandit à profusion des deux côtés de l'océan. On avait beau lui dire, dans la *Neue Zeit*, que sa solution repose sur une erreur de calcul ; sa sérénité n'en était pas troublée : Marx aussi a fait des erreurs de calculs et a néanmoins raison sur un grand nombre de points. Examinons donc la solution de Stiebeling :

« Je suppose deux fabriques travaillant avec des capitaux égaux, pendant des durées égales, mais utilisant des capitaux constants et variables dans des proportions différentes.



J'égale à y le capital total $(c + v)$ et désigne par x la différence entre les deux capitaux constants et les deux capitaux variables. Par conséquent, dans la fabrique I, $y = c + v$, tandis que dans la fabrique II, $y = (c - x) + (v + x)$; le taux de la plus-value est de $\frac{m}{v}$ dans la première et de $\frac{m}{v + x}$ dans la seconde. Je désigne sous le nom de profit (p) la quantité totale de plus-value qui vient s'ajouter au capital $y = c + v$, dans un temps déterminé ; donc $p = m$. Le taux du profit est par conséquent $\frac{p}{y}$ ou $\frac{m}{c + v}$ dans la fabrique I et $\frac{p}{y}$ ou $\frac{m}{(c - x) + (v + x)}$, c'est-à-dire également $\frac{m}{c + v}$, dans la fabrique II. Le.... problème se résoud donc de telle sorte, en vertu de la loi de la valeur, qu'avec des capitaux égaux et des temps égaux, mais des quantités différentes de travail vivant, les taux des profits moyens sont égaux bien que les taux des plus-values ne soient pas les mêmes. » (G. C. Stiebeling, *Das Werthgesetz und die Profitrate*, New-York, John Heinrich.)

Quelque beau et quelque évident que soit ce calcul, je me vois obligé d'adresser *une* question à M. le docteur Stiebeling : Comment sait-il que la plus-value produite dans la fabrique I est égale, à un cheveu près, à celle obtenue dans la fabrique II ? Il nous dit explicitement de c, v, y, x , par conséquent de tous les autres facteurs du calcul, qu'ils ont des grandeurs égales dans les deux fabriques et il ne nous dit rien de m . De ce qu'il représente par un même caractère algébrique (m) les deux quantités de plus-value en présence, il ne résulte évidemment pas que ces deux quantités sont égales, et c'est même cela qui doit être démontré, étant donné que sans autre explication M. Stiebeling identifie le profit p avec la plus-value. Or deux cas seulement sont possibles : ou bien les deux m ont la même valeur, les deux fabriques produisent la même plus-value et donnent le même profit à des capitaux totaux



égaux, et alors M. Stiebeling a admis comme prémisse ce qu'il se propose de démontrer ; ou bien l'une des fabriques produit plus de plus-value que l'autre et tout son calcul est à l'eau.

M. Stiebeling n'a épargné ni la peine, ni la dépense pour édifier des montagnes de chiffres sur cette erreur de calcul et les exhiber au public. Je puis le tranquilliser en lui donnant l'assurance qu'ils sont à peu près tous d'une égale inexactitude et que là où par exception il n'en est pas ainsi, ils démontrent absolument autre chose que ce que M. Stiebeling en attend. C'est ainsi qu'en faisant la comparaison des census américains de 1870 et de 1880 il établit en fait la baisse du taux du profit, mais déclare que cette baisse n'existe pas, parce qu'il croit que, d'après la théorie de Marx, la pratique doit nous montrer un taux du profit invariable, toujours le même. Or il résulte de la troisième partie de ce volume que cette « invariabilité du taux du profit », dont l'auteur endosse la paternité à Marx, est purement imaginaire et que la tendance à la baisse du taux du profit a des causes diamétralement opposées à celles données par le Dr. Stiebeling. Il est incontestable que M. Stiebeling est de bonne foi ; mais qui veut s'occuper de questions scientifiques, doit apprendre avant tout à lire, telles que l'auteur les a écrites, les publications qu'il veut utiliser et ne pas y voir ce qui ne s'y trouve pas.

En résumé, pour la solution de la question que j'avais posée, de nouveau l'Ecole marxiste seule a produit quelque chose. S'ils lisent ce livre, Fireman et Conrad Schmidt auront le droit de se déclarer satisfaits de leur travail.

Londres, le 4 Octobre 1894.

F. ENGELS.



LE

PROCÈS D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

PREMIÈRE PARTIE

LA TRANSFORMATION DE LA PLUS-VALUE EN PROFIT ET DU TAUX
DE LA PLUS-VALUE EN TAUX DU PROFIT

CHAPITRE PREMIER

PRIX DE REVIENT ET PROFIT

Dans le premier volume nous avons analysé les phénomènes que présente le *procès de production* capitaliste pris isolément et abstraction faite de toutes les circonstances secondaires qui lui sont étrangères. Ce procès n'occupe pas toute l'existence du capital ; il est complété par le *procès de circulation* dont les phénomènes ont été étudiés dans le volume II. Cette étude, surtout dans la troisième section qui traite du procès de circulation comme intermédiaire de la reproduction sociale, a démontré que l'ensemble du procès de production capitaliste comprend les phénomènes de production et de circulation. Le troisième volume que nous publions maintenant n'a pas pour objet de développer des réflexions générales sur ce point ; il se propose de



rechercher et de caractériser les formes concrètes qui surgissent du *mouvement du capital considéré dans son entier*. Les formes concrètes, que les capitaux revêtent dans la production et dans la circulation, ne correspondent qu'à des cas spéciaux; celles que nous analyserons dans ce volume se rapprochent graduellement de ce qui se présente dans la société, sous l'influence de la concurrence et par l'action des capitaux les uns sur les autres, ainsi que dans la conscience même des agents de la production.

En régime capitaliste, la valeur de toute marchandise s'exprime par la formule : $M = c + v + pl$. Si nous retranchons de cette expression la plus-value, il reste la valeur qui remplace le capital $c + v$ dépensé dans la production.

Si, par exemple, la fabrication d'un objet demande un capital de 500 £, soit 20 £ pour l'usure des moyens de travail, 380 £ pour les matières de production et 100 £ pour la force de travail, et si le taux de la plus-value est de 100 %, la valeur du produit sera $400_c + 100_v + 100_{pl} = 600$ £. Si nous retranchons de cette somme les 100 £ qui représentent la plus-value, il nous reste une valeur de 500 £ qui remplace simplement le capital dépensé. Cette partie de la valeur de la marchandise, qui équivaut au prix des moyens de production et de la force de travail, exprime ce que la marchandise coûte au capitaliste et représente le prix de revient. Elle diffère absolument de ce que coûte la production de la marchandise en elle-même. En effet, la plus-value faisant partie de la valeur de la marchandise ne coûte rien au capitaliste, pour la bonne raison qu'elle représente du travail non payé à l'ouvrier. Mais en régime capitaliste, l'ouvrier, dès qu'il est entré dans le procès de production, constitue un élément du capital productif en fonction, et comme le capitaliste, propriétaire de ce capital productif, est le véritable producteur de la marchandise, le prix de revient de celle-ci lui apparaît nécessairement comme son coût réel. Si nous désignons par K le prix de revient, la formule $M = c + v + pl$ devient $M = K + pl$, c'est-



à-dire : valeur de la marchandise $\equiv$ prix de revient + plus-value.

Cette juxtaposition, dans l'expression du prix de revient, des différents éléments de la valeur de la marchandise qui remplacent la valeur du capital dépensé, caractérise la production capitaliste. Alors que la marchandise a comme coût réel la dépense de *travail* qui a été nécessaire pour la produire, son coût capitaliste se mesure d'après la dépense de *capital* qui a été faite pour elle. Le prix de revient capitaliste diffère donc quantitativement du prix de revient réel ; il est plus petit que la valeur de la marchandise, car de ce que $M = K + pl$, il résulte que $K = M - pl$. Le *prix de revient* ne se rencontre pas seulement dans la comptabilité capitaliste. Au cours de la production il se dégage continuellement du reste de la valeur de la marchandise ; il reprend, par l'intermédiaire de la circulation, la forme de capital productif et sert au rachat des éléments qui ont été absorbés par la production.

Par contre, le prix de revient n'a rien à voir dans la création de la valeur de la marchandise, ni dans la mise en valeur du capital. Quand je sais que, dans une marchandise d'une valeur de 600 £, les $\frac{5}{6}$ de cette valeur représentent les 500 £ de capital qui ont été dépensées pour la produire et qui sont nécessaires pour racheter les éléments qui la constituent, j'ignore absolument de quelle manière ces $\frac{5}{6}$ représentant le prix de revient et le dernier $\frac{1}{6}$ représentant la plus-value ont été produits. L'analyse montre cependant qu'en régime capitaliste le prix de revient acquiert l'apparence d'une catégorie de la production de la valeur.

Reprenons notre exemple et supposons que la valeur qu'un ouvrier produit pendant une journée sociale moyenne de travail s'exprime par une somme d'argent de 6 sh. La valeur du capital avancé, 500 £ $\equiv$ 400_c + 100_v, est dans ce cas le produit de 1666 $\frac{2}{3}$ journées de travail de 10 heures, dont 1333 $\frac{1}{3}$ journées sont cristallisées dans 400_c, va-



leur des moyens de production, et $333\frac{1}{3}$ journées dans 100_v , valeur de la force de travail. Le taux de la plus-value étant de 100% , la production de la nouvelle marchandise coûte une dépense de force de travail égale à $100_v + 100_{pl} = 666\frac{2}{3}$ journées de travail de 10 heures.

Nous savons (vol. I, chap. IX, p. 94) que la valeur du nouveau produit de 600 £ se compose de la valeur du capital constant dépensé pour les moyens de production, soit 400 £, et d'une nouvelle valeur de 200 £. Le prix de revient de la marchandise (500 £) comprend ainsi les 400, qui réapparaissent et la moitié (100_v) de la nouvelle valeur de 200 £, c'est-à-dire deux éléments d'origines absolument différentes.

Grâce à son caractère d'utilité, le travail accompli pendant les $666\frac{2}{3}$ journées de 10 heures transfère au produit la valeur des moyens de production consommés (400 £), valeur qui réapparaît dans le produit, non parce qu'elle a pris naissance au cours de la production, mais parce qu'elle existait dans le capital avancé. Le capital constant dépensé est donc reconstitué par la partie de la valeur de la marchandise qu'il y a ajoutée lui-même, ce qui fait que cet élément du prix de revient a un double rôle : d'une part, il fait partie du prix de revient, parce qu'il représente la partie de la valeur de la marchandise qui reconstitue le capital dépensé ; d'autre part, il fait partie de la valeur de la marchandise, parce qu'il est la valeur d'un capital dépensé, le prix des moyens de production.

Il en est tout autrement de l'autre élément du prix de revient. Le travail dépensé pendant les $666\frac{2}{3}$ journées de la production crée une nouvelle valeur de 200 £ ; mais une partie seulement de cette valeur reconstitue le capital variable avancé de 100 £, c'est-à-dire le prix de la force de travail employée, et ce capital n'est pour rien dans la création de la nouvelle valeur. Car, si dans le capital avancé la force de travail figure comme *valeur*, c'est dans le procès de production qu'elle se manifeste comme *créatrice* de valeur.



La différence entre les deux éléments du prix de revient saute aux yeux au moindre changement de la valeur du capital constant ou du capital variable. Supposons que le prix des moyens de production (le capital constant) passe de 400 à 600 £ ou descende à 200 £. Dans le premier cas, non seulement le prix de revient passe de 500 £ à $600_c + 100_v = 700$ £, mais la valeur de la marchandise s'élève également de 600 £ à $600_c + 100_v + 100_{pl} = 800$ £ ; dans le second cas, il y a à la fois chute du prix de revient, qui tombe de 500 £ à $200_c + 100_v = 300$ £, et baisse de la valeur de la marchandise, qui de 600 £ descend à $200_c + 100_v + 100_{pl} = 400$ £. Toute hausse ou toute baisse du capital constant détermine, toutes autres circonstances égales, une variation correspondante de la valeur du produit. Supposons maintenant que le prix de la force de travail monte de 100 à 150 £ ou tombe à 50 £. Il en résultera que le prix de revient montera de 500 £ à $400_c + 150_v = 550$ £, ou tombera de 500 £ à $400_c + 50_v = 450$ £ ; mais il ne s'en suivra aucune variation de la valeur de la marchandise : celle-ci continuera à être de 600 £, ayant pour expression, dans le premier cas, $400_c + 150_v + 50_{pl}$ et, dans le second, $400_c + 50_v + 150_{pl}$. Le capital variable ne transfère pas sa valeur au produit ; dans celui-ci apparaît une nouvelle valeur créée par le travail. Une modification quantitative de la valeur du capital variable, déterminée exclusivement par une variation du prix de la force de travail, n'a aucune répercussion sur la nouvelle valeur créée par le travail ni, par conséquent, sur la valeur de la marchandise. Elle n'affecte que le rapport des deux parties de la nouvelle valeur, dont l'une représente la plus-value et dont l'autre renouvelle le capital variable, et entre à ce titre dans le prix de revient. Les deux éléments du prix de revient ($400_c + 100_v$ dans notre exemple) n'ont que ce point de commun, qu'ils reconstituent tous les deux le capital qui a été avancé.

Les choses apparaissent nécessairement d'une manière inverse, quand on les considère au point de vue de la pro-



duction capitaliste. Celle-ci diffère entre autres de la production par esclaves, en ce que la valeur (le prix) de la force de travail s'y présente comme valeur (prix) du travail c'est-à-dire comme salaire (vol. I, chap. XVI), et que la partie variable du capital avancé y apparaît comme un capital dépensé en salaire, payant la valeur (le prix) de tout le travail accompli. Si, par ex., une journée moyenne de travail de 10 heures est exprimée par une somme de 6 sh., un capital variable de 100 £ sera l'expression monétaire de la valeur produite par $333 \frac{1}{3}$ journées de 10 heures. Cependant la valeur de la force de travail qui figure dans le capital avancé ne fait pas partie du capital qui fonctionne réellement ; sa place est prise dans le procès de production par la force de travail elle-même. Si cette dernière est exploitée, comme dans notre exemple, à 100 %, elle ajoute au produit, lorsqu'elle est dépensée pendant $666 \frac{2}{3}$ journées de 10 heures, une nouvelle valeur de 200 £. Or dans le capital avancé, c'est la partie variable de 100 £ qui se présente comme capital dépensé pour le salaire ou comme prix du travail accompli pendant les $666 \frac{2}{3}$ journées de 10 heures ; en divisant ces 100 £ par $666 \frac{2}{3}$, nous obtenons 3 sh, le prix de la journée de 10 heures, la valeur produite par un travail de 5 heures.

Si nous comparons le capital avancé et la valeur de la marchandise, nous trouvons que :

I. Le capital avancé de 500 £ se compose de 400 £, dépensées en moyens de production, et de 100 £, dépensées pour le travail (prix de $666 \frac{2}{3}$ journées de travail).

II. La valeur (600 £) de la marchandise est constituée par les 500 £ du prix de revient (400 £, prix des moyens de production + 100 £, prix des $666 \frac{2}{3}$ journées de travail) et par 100 £ de plus-value.

Dans ces expressions, le capital avancé pour le travail diffère de celui avancé pour les moyens de production (le coton ou les charbons par ex.), uniquement parce qu'il sert à payer un élément de production d'une nature différente et nullement parce qu'il jouerait un rôle différent



dans la création de la valeur et dans la mise en valeur du capital. Les moyens de production étant consommés utilement, leur prix réapparaît dans le prix de revient tel qu'il a figuré dans le capital avancé, et il en est de même des $666 \frac{2}{3}$ journées de travail. Les éléments du capital avancé qui concourent à la formation de la valeur du produit sont donc des valeurs toutes faites, achevées, qui ne créent aucune valeur nouvelle; à ce point de vue, toute distinction de capital constant et capital variable disparaît entre eux. Il en résulte que le prix de revient de 500 £ acquiert un double sens : d'une part, il est la fraction de la valeur (600 £) de la marchandise qui reconstitue le capital dépensé dans la production; d'autre part, il ne fait partie du prix de la marchandise que parce qu'il existait déjà comme coût des éléments de production (moyens de production et de travail), c'est-à-dire comme capital avancé. La valeur-capital réapparaît donc dans le prix de revient dans la mesure où elle a été dépensée comme valeur-capital.

De ce que les diverses fractions du capital ont été dépensées pour les divers éléments de la production, pour des moyens de travail, des matières premières et auxiliaires et du travail, il résulte simplement que le prix de revient de la marchandise doit racheter ces éléments de production; quant à sa constitution, elle n'est influencée que par la distinction entre le capital fixe et le capital circulant. Dans notre exemple, nous avons admis que 20 £ représentent l'usure des moyens de travail ($400\text{c} = 20 \text{ £}$ pour l'usure des moyens de travail + 380 £ pour les matières de production). Si les moyens de travail ont une valeur de 1200 £, la production fera passer 20 £ dans la valeur de la marchandise et laissera $1200 - 20 = 1180 \text{ £}$ aux mains du capitaliste, non comme capital-marchandise, mais comme capital productif. Au contraire, les matières de production et le salaire seront entièrement dépensés et leur valeur sera incorporée entièrement au produit. Nous avons vu comment ces divers composants du capital acquièrent, dans la rotation, les formes de capital fixe et de capital circulant.



Alors que le capital avancé est de 1680 £, 1200 £ de capital fixe et 480 £ de capital circulant (380 £ de matières de production + 100 £ de salaire), le prix de revient n'est que de 500 £ (20 £ pour l'usure du capital fixe + 480 £ pour le capital circulant); il est donc constitué exclusivement par le capital dépensé dans la production.

Pour produire la marchandise, on emploie des moyens de travail d'une valeur de 1200 £, dont 20 £ seulement se perdent dans la production. Le capital fixe ne passe donc que partiellement au prix de revient, et cela parce qu'il n'est consommé que partiellement dans la production. Le capital circulant, au contraire, y entre tout entier, parce qu'il est consommé entièrement; ce qui montre une fois de plus que le capital fixe et le capital circulant figurent dans le prix de revient en proportion de la partie de leur valeur qui est consommée, ce qui revient à dire que le prix de revient représente exclusivement le capital qui a été dépensé dans la production. S'il n'en était pas ainsi, il faudrait demander pourquoi le capital fixe de 1200 £ ajoute à la valeur du produit seulement les 20 £ qu'il perd dans la production et non les 1180 £ qu'il garde.

La différence entre le capital fixe et le capital circulant confirme donc cette conclusion, qui n'est vraie qu'en apparence, que le prix de revient résulte de la valeur-capital dépensée, c'est-à-dire du prix payé par le capitaliste pour les éléments de production (travail compris). Et ce qui rend plus complet ce mystère de la création capitaliste de la valeur, c'est que le capital variable avancé pour la force de travail s'identifie expressément dans ce calcul, sous la rubrique de capital circulant, avec le capital constant avancé pour les matières de production (1).

Après avoir considéré l'un des éléments de la valeur de

(1) En citant l'exemple de Senior (vol. 1, chap. IX, 3, p. 96 et suiv.) nous avons montré quelle confusion peut en résulter dans l'esprit de certains économistes.



la marchandise, le prix de revient, tournons-nous maintenant vers l'autre élément, la plus-value. Celle-ci représente d'abord un excédent de la valeur de la marchandise sur le coût de production, c'est-à-dire un accroissement de la valeur du capital qui a été dépensé dans la production et que la circulation a restitué. Bien qu'elle provienne exclusivement d'un changement de valeur du capital variable v , elle constitue, à l'issue du procès de production, un accroissement de la valeur de tout le capital dépensé, $c + v$. La formule $c + (v + pl)$, qui indique que pl a pris naissance, parce que le capital v avancé pour la force de travail s'est transformé de valeur d'une grandeur constante en valeur d'une grandeur variable, peut aussi s'écrire : $(c + v) + pl$. Avant la production, nous étions en présence d'un capital de 500 £ ; après, nous avons devant nous le même capital de 500 £ augmenté de 100 £ (1).

La plus-value est un accroissement du capital qui concourt et du capital qui ne concourt pas à la création de la valeur, donc un accroissement, non seulement du capital *dépensé*, qui sera reconstitué par le prix de revient, mais de tout le capital *engagé* dans la production. Avant celle-ci, nous étions en présence d'un capital de 1680 £ : 1200 £ de capital fixe, avancé pour les moyens de travail (dont 20 £ seulement seront transférées à la marchandise par l'usure) et 480 £ de capital circulant, avancé pour les matières de production et les salaires. Après la production, il reste au capitaliste 1180 £ comme capital productif, et un capital-marchandise de 600 £, soit en tout 1780 £, c'est-à-dire 100 £ de plus que le capital de 1680 £ qu'il avait avancé. Les 100 £ de plus-value constituent donc autant un accroissement de la valeur (1680 £) du capital engagé

(1) « Nous savons déjà que la plus-value est une simple conséquence du changement de valeur qui affecte v , (la partie du capital transformée en force de travail) et que par conséquent $v + pl = v + \Delta pl$ (v plus un incrément de v). Mais le caractère réel de ce changement de valeur ne perçoit pas à première vue ; cela provient de ce que, par suite de l'accroissement de son élément variable, le total du capital avancé s'accroît aussi. Il était 500 et il devient 590 » (vol. I. chap. IX 1, p. 92).



qu'une augmentation du capital de 500 £ qui a été dépensé dans la production.

Le capitaliste voit bien que cet accroissement de valeur, qui ne fait son apparition qu'après la production, résulte de l'action productive à laquelle le capital a été soumis, c'est-à-dire du capital lui-même. Si l'on se place au point de vue du capital dépensé, la plus-value semble jaillir indistinctement de toutes ses parties constituantes, des moyens de production comme du travail. Ces deux éléments concourent, en effet, à la constitution du prix de revient; ils ajoutent, l'un et l'autre, leur valeur (qui existe dans le capital avancé) à la valeur du produit, et ne se différencient pas au point de vue de la variabilité ou de la constance. Il suffit pour s'en convaincre de supposer que le capital dépensé soit représenté exclusivement ou par le salaire ou par les moyens de production. Dans le premier cas, la valeur de la marchandise sera exprimée, non par $400_c + 100_v + 100_{pl}$, mais par $500_v + 100_{pl}$, expression dans laquelle le capital de 500 £, avancé pour le salaire, représente la valeur de tout le travail qui a été accompli pour produire une marchandise d'une valeur de 600 £, et constitue, par conséquent, le prix de revient de tout le produit. De ce qui constitue la valeur de la marchandise, nous ne connaissons que ce prix de revient, qui n'est que la valeur du capital qui a été dépensé; d'où proviennent les 100 £ de plus-value? Nous l'ignorons. Il en est de même, si nous considérons la seconde hypothèse qui assigne à la marchandise une valeur de $500_c + 100_v$. Dans les deux cas, la plus-value ne peut provenir que d'une valeur qui a été avancée sous forme de capital productif, soit pour le travail, soit pour les moyens de production. Et cependant le capital avancé ne peut pas produire de la plus-value par ce seul fait qu'il a été dépensé et qu'il constitue le prix de revient de la marchandise; car dans ce prix, il ne fait que reconstituer l'équivalent du capital dépensé. Par conséquent, si le capital crée de la plus-value, il le fait, non pas en sa qualité de capital dépensé, mais en sa qualité de capital avancé.



et engagé. La plus-value provient de la partie fixe comme de la partie circulante du capital avancé, de ce qui n'entre pas comme de ce qui entre dans le prix de revient. Au point de vue matériel, c'est le capital tout entier, les moyens de travail au même titre que les matières de production et le travail, qui crée le produit et fonctionne dans le procès réel de travail. Mais une fraction seulement participe à la création de la valeur, et c'est peut-être pour cette raison que le capital n'intervient que partiellement dans la constitution du prix de revient alors que c'est son ensemble qui détermine la plus-value. Quoi qu'il en soit, il reste acquis que la plus-value jaillit indistinctement de toutes les parties du capital engagé dans la production, conclusion à laquelle Malthus arrive directement lorsqu'avec autant de brutalité que de simplicité, il écrit : « Le capitaliste attend un profit égal de toutes les fractions de capital qu'il a avancées » (1).

Lorsqu'on la considère comme le produit de l'ensemble du capital avancé, la plus-value prend la forme de *profit*. Par conséquent, une valeur est capital lorsqu'elle est avancée dans le but d'engendrer un profit (2), ou inversement le profit prend naissance lorsqu'une valeur est appliquée comme capital. Si nous désignons le profit par p , la formule $M = c + v + pl = K + pl$, se change en $M = K + p$ ou *valeur de la marchandise = prix de revient + profit*.

Le profit, tel qu'il nous apparaît en ce moment, est donc la plus-value, mais sous une forme mystérieuse inhérente au régime capitaliste. Comme la constitution apparente du prix de revient ne fait constater aucune différence entre le capital constant et le capital variable, la cause de la modification de valeur qui se manifeste pendant la production est attribuée, non au capital variable, mais au capital entier,

(1) Malthus, *Principles of Pol. Econ.*, 2^e éd. London, 1836, p. 267, 268 ; trad. franç. *Œuvres de Malthus*, t. II, p. 347, éd. Guillaumin, 1847.

(2) « Capital ; that which is expended with a view to profit » Malthus, *Definitions in Pol. Econ.*, London, 1827, p. 86.



et de même qu'à l'un des pôles la valeur de la force de travail apparaît sous forme de salaire, de même la plus-value s'affirme à l'autre sous forme de profit.

Nous avons vu que le prix de revient est plus petit que la valeur de la marchandise : $M = K + pl$, d'où $K = M - pl$. La formule $M = K + pl$ ne devient $M = K$ (valeur de la marchandise égale au prix de revient) que lorsque $pl = 0$, ce qui n'arrive jamais en régime capitaliste, bien que le prix de vente puisse descendre dans certains cas jusqu'au prix de revient et même en-dessous.

Lorsque la marchandise se vend à sa valeur, le profit est égal à l'excédent de celle-ci sur le prix de revient, c'est-à-dire à toute la plus-value. Lorsqu'elle est vendue à un prix inférieur à sa valeur, elle peut laisser néanmoins un profit, ce qui a lieu aussi longtemps que le prix de vente, tout en étant inférieur à la valeur, reste supérieur au prix de revient. Dans notre exemple, la marchandise a une valeur de 600 £ pour un prix de revient de 500 £. Elle peut être vendue à 510, 520, 530, 560, 590 £, c'est-à-dire à un prix inférieur de 90, 80, 70, 40, 10 £ à sa valeur et rapporter néanmoins un profit de 10, 20, 30, 60, 90 £. Toute une série de prix de vente peut donc être intercalée entre la valeur et le prix de revient, et l'écart réservé à cette série est d'autant plus grand que la plus-value est plus considérable. Par là s'expliquent certains faits qui se manifestent journellement dans la concurrence, comme la vente en-dessous du prix (*underselling*) et les baisses anormales dans certaines industries (1). C'est également sur cette différence entre la valeur et le prix de revient (qui permet de réaliser un profit sur une marchandise vendue en dessous de sa valeur) que repose la loi fondamentale de la concurrence capitaliste, qui détermine le taux général du profit et ce que l'on appelle le prix de production, loi que l'Economie politique n'a pas encore comprise.

(1) Comp. vol. I, chap. XIX.



Le prix de vente a comme limite inférieure le prix de revient. S'il tombe en-dessous de ce dernier il devient insuffisant pour permettre la reconstitution de tous les éléments du capital productif, et celui-ci doit nécessairement disparaître si cet état de choses se prolonge. C'est là déjà une première considération qui amène le capitaliste à considérer le prix de revient comme la valeur *intrinsèque* de la marchandise, puisque c'est lui qui détermine le prix qui est indispensable pour la simple conservation du capital. Mais le prix de revient représente également le prix que le capitaliste a payé pour produire la marchandise. Il est donc naturel que l'excédent de valeur (la plus-value) résultant de la vente soit considéré par lui comme une différence, non entre la valeur et le prix de revient, mais entre le prix de vente et la valeur, et qu'à ses yeux la plus-value soit produite et non réalisée par la vente. Dans notre vol. I, chap. 5 (Contradictions de la formule générale) nous avons déjà mis en lumière cette illusion ; nous y revenons un instant pour la réfuter sous la forme que lui ont donnée Torrens et d'autres, croyant être en progrès sur l'économie politique de Ricardo.

« Le prix naturel, qui est le coût de production ou, en d'autres termes, le capital avancé pour la production ou la fabrication d'une marchandise, ne peut aucunement comprendre le profit.... Lorsqu'un fermier avance pour la culture de ses champs 100 quarters de grains et en récolte 120, l'excédent du produit sur l'avance, 20 quarters, constitue son profit ; mais il serait absurde d'appeler cet excédent ou profit une partie de son avance.... Le fabricant avance une certaine quantité de matières premières, d'instruments et de subsistances, et reçoit en échange une quantité de marchandises toutes faites. Ces marchandises doivent posséder une valeur d'échange supérieure à celle des matières premières, instruments et subsistances, qui furent avancés pour les acquérir. » Torrens en conclut que l'excédent du prix de vente sur le prix de revient, c'est-à-dire le profit provient



de ce que les consommateurs donnent, par l'échange immédiat ou médiat (*circuitous*) une partie de l'ensemble des éléments du capital, qui est supérieure à celle que coûte la production » (1).

En effet, de même que ce qui excède une grandeur déterminée ne peut pas en constituer une partie, de même le profit, l'excédent de la valeur de la marchandise sur l'avance du capitaliste, ne peut pas constituer une fraction de cette dernière. Si la valeur avancée par le capitaliste est le seul élément qui concourt à la création de la valeur de la marchandise, il est impossible que la production fournisse une valeur supérieure à celle qui y a été engagée, à moins qu'on n'admette que quelque chose se forme de rien. Torrens n'échappe à la difficulté de cette hypothèse qu'en la transportant de la sphère de la production dans celle de la circulation. Le profit ne peut pas provenir de la production, dit-il, car il serait déjà contenu dans le coût de production et ne représenterait pas un excédent par rapport à celui-ci. Mais, lui répond Ramsay, il ne peut pas non plus provenir de l'échange des marchandises, à moins qu'il n'existe déjà avant cet échange; car celui-ci ne modifie en rien la somme des valeurs des produits échangés, qui est la même après comme avant. (Remarquons en passant que Malthus s'appuie pour cette question expressément sur l'autorité de Torrens (2), bien que lui-même explique autrement ou plutôt n'explique pas du tout pourquoi les marchandises sont vendues au-dessus de leur valeur; ses arguments, comme les autres, se ramènent en cette matière au « poids négatif du phlogistique » si célèbre en son temps).

Dans une société capitaliste, tout producteur, même s'il n'est pas producteur capitaliste, est dominé par les idées de l'organisation sociale au sein de laquelle il vit. Balzac,

(1) R. Torrens, *An Essay on the Production of Wealth*, London 1821, p. 51-53, 70-71.

(2) Malthus, *Definitions in Pol. Econ.*, London 1853, p. 70, 71.



qui se distingue par une observation pénétrante de la vie réelle, montre avec une grande vérité, dans son dernier roman « Les Paysans », que pour s'assurer la bienveillance de l'usurier, le petit paysan lui rend gratuitement quantité de services, se figurant qu'il ne lui donne rien, parce que son travail ne représente pour lui aucune dépense d'argent. L'usurier fait ainsi d'une pierre deux coups : il réalise une économie de salaire et il se rend maître du paysan, qui se ruine de plus en plus à mesure qu'il ne travaille plus sur son propre champ, et qui s'empêtre tous les jours davantage dans la toile de l'araignée qui le guette.

Avec sa charlatanerie habituelle et son semblant de science, Proudhon a publié à son de trompe, comme une découverte tout à fait nouvelle du socialisme, la théorie superficielle et absurde qui fait du prix de revient la valeur réelle de la marchandise, et qui considère la plus-value comme résultant de la différence entre le prix de vente et la valeur (les marchandises se vendant à leur valeur lorsque le prix de vente coïncide avec le prix de revient) ; il en a fait la base de sa banque populaire. Nous avons développé précédemment (vol. I, chap. IX 2, p. 94) que les différentes parties de la valeur d'un produit peuvent être exprimées en fonction du produit lui-même. Si, par ex. la valeur de 20 lb de fil est de 30 sh, dont 24 pour les moyens de production, 3 pour la force de travail et 3 pour la plus-value, cette dernière peut-être exprimée par $\frac{1}{10}$ du produit = 2 lb de fil. Si les 20 lb de fil sont vendues à leur prix de revient, soit 27 sh, l'acheteur reçoit 2 lb gratuitement, la vente de la marchandise se faisant à $\frac{1}{10}$ au-dessous de la valeur ; mais l'ouvrier n'en aura pas moins accompli son surtravail, non pas au profit du capitaliste fabricant du fil, mais au profit de l'acheteur. Il serait absolument faux d'admettre que si toutes les marchandises se vendaient à leur prix de revient, le résultat serait le même que si elles étaient vendues à leur valeur, c'est-à-dire au-dessus de leur prix de revient, car si même la valeur de la force de travail, la durée de la journée de travail et le degré



d'exploitation étaient égaux partout, les différentes marchandises contiendraient, suivant la composition organique des capitaux qui les ont produites, des quantités inégales de plus value (1).

(1) « La valeur de la force de travail et le degré de son exploitation étant supposés égaux dans différentes entreprises, les masses de plus-value produites sont en raison directe de la grandeur des parties variables des capitaux employés, c'est-à-dire en raison directe de leurs parties converties en force de travail » (vol. I, chap. XI, p. 132, 133).



CHAPIRE II

LE TAUX DU PROFIT

La formule générale du capital est $A - M - A'$: une valeur est versée à la circulation pour qu'elle en sorte augmentée. Cet accroissement est obtenu par la production capitaliste et est réalisé par la circulation du capital. Le capitaliste ne produit pas la marchandise pour elle-même, dans le but de créer une valeur d'usage ou de subvenir à sa consommation personnelle ; il n'a en vue que l'excédent de la valeur du produit sur la valeur du capital consommé. Il engage ce dernier sans se préoccuper des rôles différents qu'en joueront les divers éléments dans la plus-value ; son objectif est non seulement de le reconstituer, mais de le reproduire avec un excédent de valeur. Il ne peut atteindre ce but qu'en échangeant son capital variable contre du travail vivant et en exploitant celui-ci. A cet effet il doit avancer également ce qui est nécessaire pour la mise en œuvre du travail : des moyens et des objets de travail, des machines et des matières premières ; en un mot, il doit transformer en moyens de production une valeur qu'il possède. Il n'est capitaliste et il ne peut exploiter le travail que parce qu'il se dresse comme propriétaire des conditions du travail en face du travailleur, qui ne possède que la force de travail ; ainsi que nous l'avons vu dans le premier volume, les travailleurs sont ouvriers salariés et les non travailleurs capitalistes, uniquement parce que les derniers possèdent les moyens de production. Il est sans importance pour le



capitaliste qu'il avance le capital constant pour retirer un profit du capital variable ou qu'il avance le capital variable pour mettre en valeur le capital constant, qu'il engage de l'argent sous forme de salaires en vue d'augmenter la valeur des machines et des matières premières, ou qu'il l'engage sous forme de machines et de matières premières afin d'exploiter la force de travail. Bien que la partie variable du capital soit seule à créer la plus-value, elle ne le fait qu'à la condition que les autres parties du capital, les instruments de production, soient également avancées. Comme le capitaliste ne peut exploiter le travail que s'il avance du capital constant et qu'il ne peut mettre en valeur le capital constant que s'il avance du capital variable, ces différents éléments s'identifient dans sa conception, et cela d'autant plus facilement que le taux réel de son gain se détermine par le rapport de celui-ci, non pas au capital variable, mais au capital total, par le taux du profit et non par celui de la plus-value. (Nous verrons dans la suite qu'un même taux de profit peut correspondre à différents taux de plus-value).

Toutes les valeurs que le capitaliste paie ou dont il engage l'équivalent dans la production entrent dans le prix de revient, et il faut évidemment que l'équivalent de celui-ci soit restitué, pour que le capital se conserve ou se reproduise avec son importance primitive.

La valeur contenue dans la marchandise est égale au temps de travail, payé et non payé, nécessaire pour la fabriquer. Pour le capitaliste, le coût de la marchandise est déterminé exclusivement par le travail qu'il paye ; il fait abstraction du surtravail qu'elle contient, parce que celui-ci ne lui coûte rien, bien qu'il demande à l'ouvrier de la peine et qu'il crée de la valeur au même titre que le travail payé. Le profit provient de ce que le capitaliste peut mettre en vente une chose qu'il n'a pas payée ; il résulte, comme la plus-value, de l'excédent de la valeur de la marchandise sur le prix de revient, c'est-à-dire de l'excédent du travail total qui lui est incorporé sur le travail payé



qu'elle contient. La plus-value, quelle que soit son origine, est un excédent par rapport à la totalité du capital avancé.

Le rapport $\frac{pl}{C}$ entre cet excédent et l'ensemble C du capital exprime le taux du profit, qui diffère par conséquent de l'expression $\frac{pl}{v}$ représentant le taux de la plus-value ; en

$$\text{effet } \frac{p}{C} = \frac{pl}{c + v}$$

On appelle taux de la plus-value l'expression du rapport de la plus-value au capital variable, et taux du profit l'expression du rapport de la plus-value au capital tout entier. Dans les deux cas, il s'agit d'une même grandeur (la plus-value) mais rapportée à une mesure différente suivant le taux que l'on considère. Partant de la transformation du taux de la plus-value en taux du profit, on peut déduire la transformation de la plus-value en profit. L'inverse n'est pas possible. En effet, historiquement, c'est le taux du profit qui a servi de point de départ ; la plus-value et son taux sont l'invisible, l'essentiel à découvrir, tandis que le profit et son taux sont les phénomènes apparents.

La seule chose qui intéresse le capitaliste est le rapport de la plus-value (de l'excédent de valeur que lui rapporte la vente de ses marchandises) à l'ensemble du capital qu'il a avancé ; quant au rapport entre cet excédent et les divers éléments de son capital, il ne s'en préoccupe guère et il a même tout intérêt à s'en faire une idée faussée. Bien que l'excédent de la valeur de la marchandise sur le prix de revient naisse dans le procès de production, il ne se réalise que dans le procès de circulation, et comme sa réalisation et son importance sont déterminées par la concurrence et les conditions du marché, c'est aussi dans le procès de circulation qu'il semble prendre naissance. Cependant, qu'une marchandise se vende au-dessus ou au-dessous de sa valeur, il n'en résulte qu'une modification dans la répartition de la plus-value, qui n'affecte ni l'importance ni la nature de cette dernière. En outre, la circulation réelle est



non seulement accompagnée des transformations que nous avons étudiées dans le volume II, mais celles-ci y marchent de pair avec la concurrence ainsi qu'avec l'achat et la vente des marchandises au-dessus et au-dessous de leur valeur, qui font que la plus-value réalisée par chaque capitaliste dépend autant de la fraude que de l'exploitation du travail.

Dans le procès de circulation, le temps de circulation agit concurremment avec le temps de travail pour limiter la quantité de plus-value qui peut être réalisée dans un temps déterminé. Des facteurs provenant de la circulation exercent leur influence sur le procès de production, font que les deux procès pénètrent constamment l'un dans l'autre et altèrent leurs différences caractéristiques. La production de la plus-value et celle de la valeur en général prennent, ainsi que nous l'avons montré antérieurement, de nouvelles allures dans le procès de circulation. Le capital, lorsqu'il a parcouru le cercle de ses métamorphoses, abandonne sa vie interne pour une existence externe, caractérisée non plus par des rapports de capital à travail, mais par des rapports de capital à capital et même d'individu à individu, se présentant comme acheteur et vendeur l'un en face de l'autre. Le temps de circulation et le temps de travail s'entrecroisent et semblent déterminer dans une égale mesure la plus-value; les rapports primitifs entre le capital et le travail salarié sont travestis par l'intervention de facteurs qui, en apparence, en sont indépendants; la plus-value apparaît, non plus comme l'appropriation d'un certain temps de travail, mais comme l'excédent du prix de vente sur le prix de revient, et comme ce dernier semble être la valeur intrinsèque du produit, le profit apparaît comme excédent du prix de vente sur la valeur immanente de la marchandise.

Durant le procès de production, la nature de la plus-value n'échappe pas un instant au capitaliste avide du travail d'autrui, comme nous l'avons constaté dans l'étude de la plus-value. Mais le procès de production est passager et se confond continuellement avec le procès de circula-



tion ; de sorte que si le capitaliste peut s'assimiler, avec plus ou moins de netteté, la conception d'un gain né de la production et si, par conséquent, il se rend compte de la nature de la plus-value, cette notion arrive tout au plus à acquérir la même importance que l'idée qui fait résulter la plus-value de la circulation indépendamment de la production, du mouvement du capital en dehors de ses rapports avec le travail. Même des économistes modernes, comme Ramsay, Malthus, Senior, Torrens, invoquent les phénomènes de circulation comme preuve de ce que le capital seul, dans son existence objective et dégagé de ses rapports sociaux avec le travail (rapports sans lesquels il ne serait pas capital), est une source de plus-value. D'autre part, en rangeant sous une seule rubrique de dépenses, le salaire, le prix des matières premières, l'usure des machines, etc., on communique au travail non payé l'aspect d'une économie sur l'un des articles de cette rubrique, d'une réduction de dépense pour une quantité déterminée de main-d'œuvre (absolument comme l'économie que l'on réalise lorsqu'on achète la matière première à meilleur marché ou que l'on diminue l'usure de l'outillage). L'extorsion du sur-travail perd ainsi son caractère spécifique et son rapport avec la plus-value est obscurci, conséquence qui est accentuée, ainsi que nous l'avons établi dans notre volume I (section VI), par le fait que la valeur de la force de travail se présente sous forme de salaire.

La transformation de la plus-value en profit par l'intermédiaire du taux du profit n'est cependant que la suite de l'interversion du sujet et de l'objet dans le procès de production, où les forces productives du travail (forces subjectives) prennent l'apparence de forces productives du capital. D'un côté, la valeur, le travail passé qui assujettit le travail présent, est personnifiée dans le capitaliste ; de l'autre côté, l'ouvrier apparaît sous la forme objective de la force de travail, comme une marchandise. Cette intervention, qui se fait déjà sentir dans les rapports simples de la production, est accentuée par les transformations et les



modifications qui se manifestent dans le procès de circulation.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte par l'exemple de l'école ricardienne, il est absolument inexact de considérer les lois du taux du profit comme étant les mêmes que celles du taux de la plus-value ou inversement, ce qui répond, il est vrai, à la conception des capitalistes. L'expression $\frac{pl}{G}$

rapporte la plus-value à la valeur de tout le capital avancé, que celui-ci soit consommé ou seulement employé dans la production. Elle représente le degré d'augmentation de valeur du capital tout entier et exprime, pour employer des termes qui correspondent à la nature de la plus-value, le rapport entre la grandeur de la variation du capital variable et la grandeur du capital total avancé.

En elle-même la valeur du capital total n'a pas de rapport interne, du moins direct, avec la grandeur de la plus-value. Lorsqu'on en soustrait le capital variable, elle ne se compose plus que du capital constant, qui comprend les objets nécessaires à la production, c'est-à-dire les moyens et les matières de travail, dont une certaine quantité est nécessaire pour qu'une quantité déterminée de travail puisse être réalisée sous forme de marchandises et créer de la valeur. Dans chaque cas particulier, une proportion technique règle l'importance des moyens de travail qui doivent être combinés avec une quantité donnée de force de travail, de même qu'il existe un rapport déterminé entre la plus-value ou le surtravail et la grandeur des moyens de production. Par ex., si la durée du travail nécessaire pour produire le salaire est de 6 heures par jour, l'ouvrier doit travailler 12 heures pour donner 6 heures de surtravail et produire une plus-value de 100 p. e.. Pendant ces 12 heures, il met en œuvre deux fois plus de moyens de production que pendant 6 heures, et cependant la plus-value qu'il crée n'est nullement en rapport avec la valeur des moyens de production qu'il aura consommés. Le seul point intéressant est la masse des moyens de production techni-



quement nécessaires ; peu importe que les matières premières et les moyens de travail soient chers ou à bon marché, pourvu qu'ils aient la valeur d'usage nécessaire et qu'ils soient là en quantité suffisante par rapport au travail vivant qui doit les absorber. Si je sais qu'en une heure on peut filer x lb de coton coûtant a shillings, je puis calculer qu'en 12 heures on filera $12 x$ lb de coton représentant $12 a$ shillings. et je suis à même de rapporter la plus-value à la valeur de 12 heures aussi bien qu'à celle de 6 heures. Le rapport du travail vivant à la *valeur* des moyens de production n'intervient dans ce calcul que pour autant que a shillings servent à désigner x lb de coton ; car si une quantité déterminée de coton a un prix donné, inversement un prix déterminé peut être employé pour désigner une quantité donnée de coton, aussi longtemps que le prix ne varie pas. Si je sais que pour m'approprier 6 heures de surtravail, je dois faire travailler pendant 12 heures et avoir du coton pour 12 heures, et si je connais le prix du coton nécessaire au travail de 12 heures, je connais, par cette voie détournée, le rapport qui existe entre le prix du coton (index de la quantité nécessaire) et la plus-value. Mais de ce prix de la matière première je ne puis nullement déduire la quantité de coton qui sera filé pendant une ou pendant six heures. Il n'existe donc aucun rapport nécessaire entre la valeur du capital constant et la plus-value, ni entre la valeur du capital total ($c + v$) et la plus-value.

Le taux et la grandeur de la plus-value étant donnés, le taux du profit n'est que la plus-value rapportée à une autre mesure, au capital total au lieu de la partie de ce capital qui, par son échange avec le travail, la produit directement. Dans la réalité (c'est-à-dire dans le monde des apparences) les choses sont vues inversement. La plus-value est donnée d'avance et considérée comme un excédent du prix de vente sur le prix de revient, ce qui a pour conséquence de cacher l'origine de cet excédent, d'empêcher de voir s'il résulte, ou de l'exploitation du travailleur dans le procès de production, ou de l'exploitation du con-



sommateur dans le procès de circulation, ou des deux exploitations à la fois. Ce qui est donné également, c'est le taux du profit, c'est-à-dire le rapport de l'excédent à la valeur du capital total, et il est très naturel qu'il en soit ainsi, car le calcul de la différence entre le prix de vente et le prix de revient renseigne exactement sur ce que le capital total rapporte, sur le taux de sa mise en valeur. Si l'on part de ce taux du profit, il est impossible de découvrir aucun rapport spécial entre l'excédent et le capital variable avancé pour les salaires. (Dans un des chapitres suivants je montrerai les cabrioles cocasses que fait Malthus lorsqu'il s'efforce de percer le mystère de la plus-value et de son rapport spécifique à la partie variable du capital). L'expression du taux du profit montre en effet que les différentes parties du capital jouent des rôles équivalents dans l'excédent et elle ne marque entre elles d'autre différence que leur distinction en capital fixe et capital circulant. Et même cette distinction n'apparaît-elle que parce qu'on envisage l'excédent de deux manières : d'abord comme simple différence entre le prix de vente et le prix de revient (qui comprend tout le capital circulant et la partie usée du capital fixe) ; ensuite en le rapportant à la valeur de tout le capital avancé (dans ce cas le capital fixe est compté en entier comme le capital circulant). Le capital circulant intervient donc de la même manière dans les deux calculs, tandis que le capital fixe y est introduit de deux manières différentes ; aussi la seule différence qui apparaît est celle entre le capital fixe et le capital circulant.

En employant la terminologie de Hegel, nous pouvons donc dire que l'excédent, lorsqu'il se reflète du taux du profit en lui-même, c'est-à-dire lorsqu'il se caractérise par ce dernier, apparaît comme engendré par le capital, soit annuellement, soit dans une période de circulation déterminée.

Bien que la différence quantitative ne porte que sur les taux du profit et de la plus-value et non sur la plus-value



et le profit eux-mêmes, le profit est une autre forme de la plus-value, dans laquelle celle-ci dissimule son origine et son existence. Alors que la plus-value met en lumière la relation qui existe entre le capital et le travail, le profit, qui est rapporté au capital tout entier, montre celui-ci *en relation avec lui-même* et établit la différence entre sa valeur primitive et la nouvelle valeur qu'il s'est créée. Que cette valeur nouvelle ait pris naissance dans les procès de production et de circulation, cela tombe sous le sens ; mais sa genèse reste mystérieuse et semble déterminée par des vertus spéciales et secrètes du capital. Plus nous approfondirons le problème de la mise en valeur, plus les rapports du capital paraîtront mystérieux et moins se révélera le secret de son organisme interne.

Dans l'étude que nous venons de faire, le taux du profit diffère quantitativement du taux de la plus-value, alors que le profit et la plus-value ont été envisagés comme ayant la même grandeur sous deux formes différentes. Nous allons voir maintenant que les différences sont plus profondes et que même numériquement le profit se distingue de la plus-value.



CHAPITRE III

RAPPORT ENTRE LE TAUX DU PROFIT ET LE TAUX DE LA PLUS-VALUE

Ainsi que nous l'avons dit à la fin du chapitre précédent, nous supposons, dans cette première partie, que le profit donné par un capital est égal à la plus-value qu'il produit pendant une période déterminée de circulation. Provisoirement nous faisons abstraction de la subdivision de la plus-value en intérêt, rente, impôts, etc., et de la différence qui se présente dans la plupart des cas entre elle et le profit, ainsi que le montrera l'étude du taux moyen du profit à laquelle nous consacrerons notre deuxième partie.

Le profit étant supposé quantitativement égal à la plus-value, sa grandeur absolue et son taux seront déterminés par des rapports entre des nombres donnés ou à déterminer dans chaque cas. Notre analyse sera donc d'abord purement mathématique.

Nous conservons les notations admises dans les premier et deuxième volumes de cet ouvrage. Le capital total C se subdivise en capital constant c et capital variable v ; il produit une plus-value pl . Le rapport $\frac{pl}{v}$ de cette plus-value au capital variable est le taux de la plus-value ; nous le désignerons par pl' , de sorte que nous avons : $\frac{pl}{v} = pl'$; d'où $pl = pl' \times v$.

Lorsque nous considérons la plus-value comme produite, non par le capital variable, mais par le capital total, nous



lui donnons le nom de profit (p) ; son rapport $\frac{pl}{C}$ au capital total C constitue le taux (p') du profit : $p' = \frac{pl}{C} = \frac{pl}{c + v}$.

En remplaçant pl par son équivalent $p'l \times v$, nous avons :

$$p' = p'l \frac{v}{C} = p'l \frac{v}{c + v}$$

égalité qui peut se mettre sous forme de proportion :

$$p' : p'l = v : C.$$

Le taux du profit est au taux de la plus-value comme le capital variable est au capital total.

Il résulte de là que p' , le taux du profit, est toujours plus petit que $p'l$, le taux de la plus-value ; car sauf le seul cas (impossible en pratique) où il y aurait exclusivement une avance de salaire et où, le capital constant (c) étant nul, on aurait $v = C$, le capital variable (v) est toujours plus petit que $C = c + v$.

Dans notre recherche, nous devrions cependant tenir compte d'autres facteurs qui exercent une influence sur les grandeurs de c , de v et de pl . Ces facteurs sont :

1°) La *valeur de la monnaie* ; nous la supposons partout constante.

2°) La *rotation*. Nous en ferons abstraction provisoirement, parce que nous nous occuperons dans un chapitre spécial de l'influence qu'elle a sur le taux du profit. [Nous signalerons anticipativement que la formule $p' = p'l \frac{v}{C}$ n'est rigoureusement exacte que pour une rotation du capital variable. Nous l'appliquerons cependant à la rotation annuelle, en substituant au taux simple ($p'l$) de la plus-value, son taux annuel $p'l \times n$, expression dans laquelle n représente le nombre de rotations du capital variable pendant une année (voir vol. II. chap. XVI, 1) — F. E.].

3° La *productivité du travail*. Son influence sur le taux de la plus-value a été longuement exposée dans le vol. I, section IV. Elle peut aussi se manifester sur le taux du



profit, du moins sur celui d'un capital individuel qui opère avec une productivité supérieure à la productivité sociale moyenne (ainsi que nous l'avons développé vol. I, chap. XII, p. 137) et qui, obtenant ses produits à une valeur inférieure à la valeur sociale moyenne, réalise un profit extraordinaire. Cependant ce cas n'est pas à considérer ici, car dans cette partie nous admettons encore l'hypothèse que les marchandises sont produites dans des conditions sociales normales et sont vendues à leur valeur. Nous supposons que dans chaque cas la productivité du travail reste constante. En effet la composition du capital engagé dans une industrie, c'est-à-dire le rapport entre le capital variable et le capital constant correspond à un degré déterminé de productivité du travail ; chaque fois que ce rapport se modifie et que cette modification n'est pas la conséquence d'un changement de valeur des éléments du capital constant ou d'une variation du salaire, la productivité du travail doit aussi se modifier, et c'est ainsi que nous verrons fréquemment que des modifications des facteurs c , v et pl entraîneront des changements dans la productivité du travail.

Il en est de même des trois autres facteurs : *durée de la journée de travail, intensité du travail et salaire*. Leur influence sur la masse et le taux de la plus-value a été longuement développée dans le premier volume de cet ouvrage. Bien que dans un but de simplification, nous ayons toujours admis que ces trois facteurs restent constants, il est cependant clair qu'ils peuvent varier lorsque des modifications se produisent dans les valeurs de v et de pl . Et à ce sujet, il convient de se rappeler que le salaire exerce, sur l'importance et le taux de la plus-value, une action inverse de celle de la durée et de l'intensité du travail : alors qu'une hausse des salaires diminue la plus-value, l'accroissement des heures et de l'intensité du travail l'augmente.

Admettons, par ex., qu'un capital de 100, occupant 20 ouvriers pendant 10 heures par jour et pour un salaire hebdomadaire de 20, donne une plus-value de 20. Nous aurons :

$$80_c + 20_v + 20_{pl} ; p' = 100 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 20 \text{ } ^0\text{/}_0.$$



Supposons que, sans que le salaire soit augmenté, la journée de travail soit portée à 15 heures. La valeur produite par les 20 ouvriers passera donc de 40 à 60 ($10 : 15 = 40 : 60$), et le salaire v restant invariable, la plus-value s'élèvera de 20 à 40. Ce qui nous conduira à :

$$80_c + 20_v + 40_{pl}; p'l' = 200 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 40 \text{ } ^0\text{/}_0.$$

Mais si, la journée de travail restant invariable (10 heures), le salaire tombait de 20 à 12, la valeur produite serait de 40 comme dans la première supposition ; toutefois sa répartition serait différente : v tomberait à 12 et pl s'élèverait à 28, de sorte que nous aurions :

$$80_c + 12_v + 28_{pl}; p'l' = 233 \frac{1}{3} \text{ } ^0\text{/}_0, p' = \frac{28}{92} = 30 \frac{10}{23} \text{ } ^0\text{/}_0.$$

Nous voyons ainsi qu'une augmentation des heures de travail (et il en est de même d'un accroissement de l'intensité du travail) ou une diminution du salaire augmentent la masse et le taux de la plus-value, tandis qu'une augmentation du salaire a une influence inverse, toutes autres circonstances restant égales. Lorsque v augmente par suite d'un accroissement du salaire, il y a une quantité, non plus grande, mais plus chère de travail, et au lieu de s'élever, $p'l'$ et p' tombent.

Toute modification de la durée, de l'intensité et du prix du travail entraîne donc une modification correspondante de v , de pl et de leur rapport, ainsi qu'une modification du rapport (p') de pl à $c + v$; de même un changement dans le rapport de v à pl implique une modification d'au moins une des trois conditions du travail.

Ici se montrent clairement la relation organique qui lie le capital variable au mouvement et à la mise en valeur du capital total ainsi que la différence qui le sépare du capital constant. Celui-ci n'intervient que par sa grandeur dans la création de la valeur, ce qui revient à dire qu'il est sans importance qu'un capital constant de 1500 £ représente 1500 tonnes de fer à 1 £ ou 500 tonnes à 3 £. La quantité de



matières qui correspond à sa grandeur est absolument indifférente pour la création de la valeur et pour le taux du profit ; celui-ci varie en raison inverse de cette grandeur, quelle que soit la variation de la valeur du capital constant par rapport à la quantité de valeurs d'usage qu'elle représente.

Il en est tout autrement du capital variable. Ce n'est pas sa valeur en tant que travail incorporé en lui qui est l'élément intéressant, mais bien sa valeur en tant qu'index du travail total qu'il met en mouvement et qui n'est pas exprimé en lui. En effet, dans ce travail total, la partie qui crée la plus-value est proportionnellement d'autant plus grande que la partie qui correspond au travail payé est plus petite. Supposons qu'une journée de 10 heures équivaille à 10 shillings. Si le travail nécessaire pour reconstituer le salaire, le capital variable, est de 5 heures = 5 shillings, le surtravail sera de 5 heures, et la plus-value, de 5 shillings ; tandis que si le travail nécessaire était de 4 heures = 4 shillings, le surtravail serait de 6 heures = 6 shillings.

Dès que la valeur du capital variable cesse d'être l'index de la quantité de travail qu'il met en mouvement, toute variation de la grandeur de cet index entraîne une modification proportionnelle, mais en sens inverse, du taux de la plus-value.

Appliquons maintenant aux divers cas qui peuvent se présenter dans la pratique, l'expression du taux du profit

$$p' = p' \frac{v}{c} .$$

A cet effet faisons varier successivement les différents facteurs de $p' \frac{v}{c}$ et voyons ce qui en résulte pour le taux du profit. Agissant ainsi, nous envisagerons une série de cas que nous pourrions considérer, soit comme des applications d'un même capital, soit comme des applications de différents capitaux opérant simultanément dans différentes industries ou différents pays. Si certains de nos exemples



paraîtront forcés ou pratiquement impossibles pour un seul et même capital, cette difficulté s'effacera lorsqu'on les considérera comme appliqués à plusieurs capitaux de nature différente.

Nous séparerons donc les deux facteurs p' et $\frac{v}{C}$ du produit $p' \frac{v}{C}$ et, supposant d'abord que p' reste constant, nous étudierons les résultats de toutes les variations possibles de $\frac{v}{C}$; nous admettrons ensuite que $\frac{v}{C}$ reste constant et nous ferons passer p' par toutes les variations possibles. Enfin nous ferons varier les deux facteurs simultanément et nous épuiserons de la sorte toute la série de cas qui nous permettra de définir les lois du taux du profit.

I. p' constant, $\frac{v}{C}$ variable.

Ce cas présente plusieurs aspects et peut être exprimé par une formule générale. Soient deux capitaux C et C_1 , avec des parties variables v et v_1 différentes, le même taux p' de plus-value et des taux de profit p' et p'_1 . Nous aurons :

$$p' = p' \frac{v}{C}; \quad p'_1 = p' \frac{v_1}{C_1}$$

Si nous exprimons par E le rapport $\frac{C_1}{C}$ et par e le rapport $\frac{v_1}{v}$ (ce qui nous donne $E = \frac{C_1}{C}$ et $e = \frac{v_1}{v}$) nous pouvons écrire : $C_1 = EC$ et $v_1 = ev$. En substituant ces valeurs de C_1 et de v_1 dans l'expression de p'_1 , nous obtenons :

$$p'_1 = p' \frac{ev}{EC}$$

Mais des deux expressions de p' et de p'_1 , nous pouvons déduire une autre formule du taux du profit. Si nous mettons ces expressions sous forme de proportion, nous avons :

$$p' : p'_1 = p' \frac{v}{C} : p' \frac{v_1}{C_1} = \frac{v}{C} : \frac{v_1}{C_1}$$



Comme la valeur d'une fraction reste invariable lorsqu'on multiplie le numérateur et le dénominateur par un même nombre, nous pouvons transformer $\frac{v}{C}$ et $\frac{v_1}{C_1}$ en ramenant C et C_1 à 100. Pour cela il suffit d'écrire $\frac{v}{C} = \frac{v}{100}$ et $\frac{v_1}{C_1} = \frac{v_1}{100}$, et alors le rapport de p' à p'_1 devient :

$$p' : p'_1 = v : v_1$$

ou en d'autres termes :

Lorsque deux capitaux donnent un même taux de plus-value, leurs taux de profit sont entre eux comme leurs parties variables, calculées en supposant le capital total égal à 100.

Ces deux formules embrassent toutes les variations de $\frac{v}{C}$. Avant de les passer en revue, remarquons que, puisque $C = c + v$ (somme du capital constant et du capital variable) et que les taux de la plus-value et du profit sont ordinairement exprimés en $\%$, il est plus commode d'exprimer également c et v en $\%$, c'est-à-dire de supposer $c + v = 100$. En effet, quand il s'agit de déterminer non la grandeur absolue mais le taux du profit, il est indifférent que l'on spécifie que c'est un capital de 15000, composé d'un capital constant de 12000 et d'un capital variable de 3000, qui produit une plus-value de 3000 ou que l'on ramène le tout à une valeur du capital supposée égale à 100 :

$$\begin{aligned} 15000 C &= 12000_c + 3000_v + (3000_{pl}) \\ 100 C &= 80_c + 20_v + (20_{pl}) \end{aligned}$$

Dans les deux cas le taux de la plus-value est de 100 % et celui du profit de 20 %.

Il en est de même lorsqu'il s'agit de comparer deux capitaux. Ainsi s'il faut comparer le capital ci-dessus au capital suivant :

$$\begin{aligned} 12000 C &= 10800_c + 1200_v + (1200_{pl}) \\ 100 C &= 90_c + 10_v + (10_{pl}) \end{aligned}$$



pour lequel $p'' = 100 \text{ ‰}$ et $p' = 10 \text{ ‰}$, la comparaison est même plus claire quand de part et d'autre on ramène à 100.

Il n'en est plus ainsi quand il faut noter les variations subies par un même capital ; la méthode des pourcentages a alors pour effet d'effacer ces variations dans le plus grand nombre des cas. C'est ainsi que lorsqu'un capital ramené à la valeur de 100 passe de la composition $80_c + 20_v + 20_{pl}$ à la composition $90_c + 10_v + 10_{pl}$, on ne voit pas si la modification est due, soit à la diminution absolue de v , soit à l'augmentation absolue de c , soit à toutes les deux à la fois. Ici il est donc indispensable de recourir aux chiffres absolus. C'est cette méthode que nous devons suivre dans l'analyse que nous allons entreprendre et dans laquelle il sera important de savoir si $80_c + 20_v$ se sont transformés en $90_c + 10_v$, soit parce que les 12000_c ont été portés à 27000_c , les 3000_v restant invariables, soit parce que les 3000_v ont été ramenés à $1333\frac{1}{3}_v$, les 12000_c restant constants, ou encore parce que les deux facteurs ont varié simultanément, devenant par ex. $13500_c + 1500_v$. C'est parce que nous aurons à passer successivement ces différents cas en revue que nous serons obligés de renoncer à la méthode si commode des pourcentages, ou du moins de ne nous en servir qu'accessoirement.

1) p' et C constants, v variable.

Lorsque v varie, C ne peut conserver sa grandeur que pour autant que l'autre élément qui le constitue, le capital constant c , varie parallèlement à v , mais en sens inverse. Par exemple, C étant égal à $80_c + 20_v = 100$, il ne peut conserver sa grandeur, lorsque v tombe à 10, que si c s'élève à 90, ce qui conduit à la composition : $90_c + 10_v = 100$. D'une manière générale, nous pouvons donc dire que si v devient $v \pm d$, c doit se transformer en $c \mp d$,



c'est-à-dire qu'il doit varier de la même somme que v , mais en sens inverse.

De même, lorsque le taux de la plus-value p' reste invariable et que le capital variable v change, la grandeur absolue de la plus-value doit varier ; car dans l'expression $pl = p' \times v$, le facteur v a pris une nouvelle valeur.

La variation de v nous donne, à côté de

$$p' = p' \frac{v}{C}$$

une nouvelle expression

$$p'_1 = p' \frac{v_1}{C}$$

dans laquelle v est devenu v_1 . La combinaison de ces deux expressions nous permet de déterminer le nouveau taux du profit :

$$p' : p'_1 = p' \frac{v}{C} : p' \frac{v_1}{C} = v : v_1.$$

Le taux de la plus-value et le capital total restant invariables, le taux originaire du profit est au taux nouveau dû à la variation du capital variable, comme le capital variable originaire est au capital variable modifié.

Supposons, par exemple, qu'un capital de

$$\text{I. } 15000 \text{ C} = 12000_c + 3000_v + (3000_{pl})$$

se transforme en

$$\text{II. } 15000 \text{ C} = 13000_c + 2000_v + (2000_{pl}).$$

Dans les deux cas, nous avons un capital total de 15000 et un taux de plus-value $p' = 100 \text{ } \%$; mais le taux du profit de I ($20 \text{ } \%$) est au taux du profit de II ($13 \frac{1}{3} \text{ } \%$) comme le capital variable de I (3000) est au capital variable de II (2000) ; c'est-à-dire : $20 \text{ } \% : 13 \frac{1}{3} \text{ } \% = 3000 : 2000$.

Le capital variable peut augmenter ou diminuer. Envisageons le premier cas et supposons un capital présentant la constitution et le fonctionnement suivants :

$$\text{I. } 100_c + 20_v + 10_{pl} ; C = 120, p' = 50 \text{ } \%, p' = 8 \frac{1}{3} \text{ } \%.$$

Si le capital variable monte à 30, le capital constant doit tomber à 90, afin que le capital total reste égal à 120 ; quant à la plus-value, son taux restant de 50 0/0, elle doit monter à 15.

Nous aurons donc :

$$\text{II. } 90_c + 30_v + 15_{pl}; C = 120, p' = 50 \text{ 0/0}, p' = 12 \frac{1}{2} \text{ 0/0}.$$

Supposons d'abord que le salaire reste invariable ; les autres facteurs du taux de la plus-value, la journée et l'intensité du travail, resteront également constants. L'accroissement de v (passant de 20 à 30) ne peut donc résulter que d'une augmentation de moitié du nombre des ouvriers. La valeur produite augmentera également de moitié ; de 30 elle atteindra 45, et comme avant elle se répartira par $\frac{2}{3}$ sur le salaire et $\frac{1}{3}$ sur la plus-value. Mais en même temps et malgré l'augmentation du nombre des ouvriers, le capital constant (la valeur des moyens de production) aura rétrogradé de 100 à 90. Nous nous trouverons donc en présence d'une productivité décroissante du travail combinée avec une diminution du capital constant.

Ce cas est-il économiquement possible ?

Dans l'agriculture et les industries extractives, où la diminution de la productivité du travail et l'augmentation du nombre des ouvriers sont admissibles, ces variations, la production étant capitalisée, doivent être accompagnées, non d'une diminution, mais d'une augmentation du capital constant. Si même la diminution de c était déterminée uniquement par une baisse des prix, un capital isolé ne pourrait passer de I à II que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Il n'en est pas de même quand on se trouve en présence de deux capitaux engagés, en des pays différents, dans des branches différentes de l'agriculture ou d'une industrie extractive. Dans ce cas, il n'y a rien d'étonnant à ce que d'un côté on emploie plus d'ouvriers que de l'autre, (par conséquent, plus de capital variable) tout en travaillant avec des moyens de production moins importants ou moins coûteux.



Supposons maintenant que l'accroissement de 20 à 30 du capital variable soit dû à une augmentation correspondante du salaire, le même nombre d'ouvriers, 20 par exemple, continuant à travailler avec les mêmes ou presque les mêmes moyens de production. Si la journée de travail restait la même, 10 heures par exemple, la valeur produite serait également la même et continuerait à s'élever à 30. Mais comme ces 30 seraient absorbés entièrement pour remplacer le capital variable, la plus-value aurait disparu. Or nous avons supposé que le taux de la plus-value se maintient à 50 % comme dans I. Il n'est donc pas possible que la journée de travail reste invariable et il faut, pour obtenir la plus-value que nous avons prévue, que sa durée soit portée à 15 heures. Les 20 ouvriers produiront alors (en 15 heures) une valeur de 45 et nous aurons réalisé toutes les conditions prévues par nos formules :

$$\text{II. } 90_c + 30_v + 15_{pl} : C = 120, p' = 50 \%, p' = 12\frac{1}{2} \%$$

La quantité de moyens de travail, outils, machines, etc., sera donc la même que dans le cas I, mais celle de matières premières et auxiliaires devra être augmentée de moitié. Une baisse des prix de ces matières rendra très possible, pour un capital isolé, le passage de la situation I à la situation II, dans les conditions que nous avons supposées, et la perte que subira le capitaliste par la dépréciation de son capital constant sera compensée, du moins dans une certaine mesure, par l'augmentation de son profit.

Supposons maintenant qu'au lieu d'augmenter, le capital variable diminue. Renversons donc notre exemple précédent et admettons que le capital, qui avait originairement la composition II, ait la composition I après sa transformation. Donc II. $90_c + 30_v + 15_{pl}$ se change en I. $100_c + 20_v + 10_{pl}$. Il est évident que cette intervention ne modifie en rien les deux taux du profit, ni les conditions qui les déterminent.

Si v tombe de 30 à 20, parce qu'une diminution du nombre des ouvriers marche de pair avec une augmenta-



tion du capital constant, nous sommes en présence de la marche normale de l'industrie moderne : la productivité croissante du travail, c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens de production de plus en plus puissants par des ouvriers de moins en moins nombreux. La troisième partie de ce volume montrera que ce résultat est accompagné nécessairement de la baisse du taux du profit.

Si au contraire v tombe de 30 à 20, parce que les ouvriers restés en nombre égal reçoivent moins de salaire, la valeur produite sera comme précédemment $30_v + 15_{pl} = 45$, à condition que la journée de travail reste invariable. Mais dans ce cas, v n'étant plus que de 20, la plus-value devrait s'élever à 25 et atteindre le taux de 125 0/0, conséquence qui est en opposition avec nos prémisses. Pour que celles-ci soient maintenues, la plus-value devrait tomber de 50 0/0 au taux de 10 0/0 et la valeur produite reculer de 45 à 30, ce qui n'est possible que si la journée de travail est raccourcie de $\frac{1}{3}$. Nous aurons donc :

$$100_c + 20_v + 10_{pl} ; p' = 50 \text{ 0/0}, p' = 8 \frac{1}{3} \text{ 0/0}$$

Inutile de dire que cette diminution des heures de travail se réalisant concurremment avec une diminution du salaire ne se présente pas en pratique. Mais cela est sans importance ; le taux du profit est fonction de plusieurs variables, dont l'action ne peut être dégagée qu'en examinant l'influence de chacune isolément, sans se préoccuper si les suppositions qu'on fait de la sorte sont ou ne sont pas économiquement possibles pour un même capital.

2) p' constant, v variable et C modifié par la variation de v .

Le cas ne se différencie du précédent que par une question de degré. Au lieu d'augmenter ou de diminuer à mesure que v diminue ou augmente, C reste constant. Actuellement dans la grande industrie et l'agriculture le capital variable intervient pour une part relativement petite



dans le capital total et ne peut donc faire varier celui-ci que dans des limites très étroites. Partons encore du capital :

$$\text{I. } 100_c + 20_v + 10_{pl} ; C = 120, p' = 50\%, p' = 8\frac{1}{3}\%$$

et supposons qu'il subisse la transformation suivante :

$$\text{II. } 100_c + 30_v + 15_{pl} ; C = 130, p' = 50\%, p' = 11\frac{7}{13}\%$$

Si la transformation était inverse, si elle était caractérisée par une diminution du capital variable, nous n'aurions qu'à supposer que c'est II qui se transforme en I.

Dans le cas que nous examinons, les conditions économiques sont essentiellement les mêmes que dans le cas précédent; aussi jugeons-nous inutile de les détailler à nouveau. Le passage de I à II est caractérisé par une diminution de moitié de la productivité du travail : la mise en œuvre de 100_c exige $1\frac{1}{2}$ fois plus de travail dans II que dans I. Ce cas peut se produire dans l'agriculture (1).

Alors que dans le cas précédent, le capital total restait invariable parce que du capital constant se transformait en capital variable ou vice versa, ici tout accroissement ou toute diminution du capital variable entraîne un engagement ou un dégagement de capital.

3) p' et v constants, c et C variables.

Dans ce cas, l'expression

$$p' = p' \frac{v}{C}$$

se change en

$$p'_1 = p' \frac{v}{C_1}$$

et la combinaison des deux nous conduit à :

$$p'_1 : p' = C : C_1$$

(1) Le manuscrit contient ici la note : « A rechercher plus tard comment ce cas influence la rente foncière ».



Les taux de la plus-value et les capitaux variables étant les mêmes, les taux du profit sont en raison inverse des capitaux totaux.

Par exemple, les formules suivantes correspondant à trois capitaux différents ou à des états différents d'un même capital :

- I. $80c + 20v + 20_{pl}$; $C = 100$, $p'' = 100\%$, $p' = 20\%$.
 II. $100c + 20v + 20_{pl}$; $C = 120$, $p'' = 100\%$, $p' = 16\frac{2}{3}\%$.
 III. $60c + 20v + 20_{pl}$; $C = 80$, $p'' = 100\%$, $p' = 25\%$.

donnent lieu aux proportions suivantes :

$$20\% : 16\frac{2}{3}\% = 120 : 100 \text{ et } 20\% : 25\% = 80 : 100$$

La formule générale, $p'_1 = p'' \frac{ev}{EC}$, trouvée plus haut, des variations de $\frac{v}{C}$ lorsque p'' reste constant, devient maintenant :

$$p'_1 = p'' \frac{v}{EC}$$

(car v ne changeant pas, le facteur $e = \frac{v_1}{v}$ devient égal à 1).

Nous savons que $p'' \times v = p'l$, l'ensemble de la plus-value. Or p'' et v restent constants ; les variations de C n'affectent donc pas $p'l$; elles n'ont aucune répercussion sur la somme totale de la plus-value.

Si c tombait à zéro, p' , le taux du profit, serait égal à p'' , le taux de la plus-value.

La variation de c peut résulter d'un changement, ou de la valeur des éléments du capital constant, ou de la composition technique du capital total, c'est-à-dire de la productivité du travail. Dans ce dernier cas, l'accroissement de la productivité du travail social, qui serait une conséquence du développement de la grande industrie et de l'agriculture, aurait pour effet, dans l'exemple que nous



avons choisi, de déterminer la transition de III à I et de I à II. Une quantité de travail payée 20 et produisant 40 mettrait d'abord en œuvre 60 de moyens de travail ; la productivité augmentant et la valeur restant la même, les moyens de travail passeraient à 80 et ensuite à 100. L'inverse caractériserait la décroissance de la productivité ; une même quantité de travail mettrait en œuvre moins de moyens de production et l'exploitation deviendrait plus restreinte, ainsi que cela peut se présenter dans l'agriculture, les mines, etc.

Une économie de capital constant augmente le taux du profit et dégage du capital ; elle est donc importante pour le capitaliste. Nous nous en occuperons plus loin lorsque nous étudierons les conséquences des variations des prix des éléments (surtout les matières premières) du capital constant.

Le cas que nous venons d'analyser établit une fois de plus que l'action d'une variation du capital constant sur le taux du profit est indépendante de la cause de cette variation, que celle-ci résulte d'une augmentation ou d'une diminution des éléments matériels de c ou d'une simple modification de valeur de ceux-ci.

4) p' constant, v , c et C variables

La formule générale de la variation du taux du profit,

$$p'_1 = p' \frac{ev}{EC}$$

trouve son application ici. Il en résulte que, le taux de la plus-value restant le même :

a) Le taux du profit diminue, lorsque E est plus grand que e , c'est-à-dire si le capital constant augmente de telle sorte que l'accroissement du capital total est plus rapide que celui du capital variable. Si un capital $80_c + 20_v + 20_{pl}$ se transforme en $170_c + 30_v + 30_{pl}$, le



taux p' reste égal à 100% , mais $\frac{v}{C}$ tombe de $\frac{20}{100}$ à $\frac{30}{200}$, bien que v ait augmenté en même temps que C ; le taux du profit tombe de 20% à 15% .

b) Le taux du profit ne reste constant que lorsque $e = E$, car la fraction $\frac{v}{C}$ reste invariable quand on en multiplie le numérateur et le dénominateur par un même nombre. $80_c + 20_v + 20_{pl}$ et $160_c + 40_v + 40_{pl}$ donnent évidemment un même taux de profit, puisque, dans les deux cas, p' est égal à 100% et que l'on a d'un côté, $\frac{v}{C} = \frac{20}{100}$ et de l'autre $\frac{v}{C} = \frac{40}{200}$

c) Le taux du profit monte lorsque e est plus grand que E , c'est-à-dire lorsque le capital variable s'accroît plus vite que le capital total. Si $80_c + 20_v + 20_{pl}$ se transforme en $120_c + 40_v + 40_{pl}$, le taux du profit passe de 20% à 25% , parce que, p' restant invariable, $\frac{v}{C}$ s'est élevé de $\frac{20}{100}$ à $\frac{40}{160}$, soit de $1/5$ à $1/4$.

Lorsque v et C varient dans le même sens, nous pouvons admettre que jusqu'à une certaine limite ils subissent des variations proportionnelles (c'est-à-dire que $\frac{v}{C}$ reste invariable), et que, passé cette limite, un des deux seulement varie; ce qui nous permet de ramener ce cas compliqué à l'un des cas plus simples examinés précédemment.

Par exemple, si $80_c + 20_v + 20_{pl}$ se transforme successivement jusqu'à devenir $100_c + 30_v + 30_{pl}$, le rapport de v à c et par conséquent celui de v à C restent invariables jusqu'à la transformation $100_c + 25_v + 25_{pl}$; jusque-là, le taux du profit n'est pas modifié. A partir de $100_c + 25_v + 25_{pl}$, par exemple, lorsque v , en devenant égal à 30 , augmente de 5 et que C passe de 125 à 130 , nous retombons dans le second cas, c'est-à-dire la simple variation de v et la variation de C qui en résulte. Le taux du profit, qui était de



20 0/0, augmente par cette addition de $5v$, le taux de la plus-value restant égal à $23 \frac{1}{13}$ 0/0.

La même réduction à un cas plus simple est possible, lorsque v et C varient en sens inverse. Si par ex. $80c + 20v + 20_{pl}$ varie jusqu'à se transformer en $110c + 10v + 10_{pl}$, il donne lorsqu'il devient $40c + 10v + 10_{pl}$, le même taux du profit (20 0/0) qu'au début. Une addition de $70c$ fera ensuite tomber ce taux à $8 \frac{1}{3}$ 0/0. En envisageant les choses de la sorte nous avons ramené le cas à celui où un seul facteur (c) varie.

Les variations simultanées de v , c et C ne constituent donc pas un problème nouveau et aboutissent en dernière instance au cas où un seul facteur varie. Il en est même ainsi de la dernière hypothèse qui est à examiner, celle où v et C , restant numériquement invariables, subissent une modification quant à la valeur de leurs éléments constitutifs, v exprimant un autre quantum de travail et c un autre quantum de moyens de production.

Dans $80c + 20v + 20_{pl}$, $20v$ représente le salaire de 20 ouvriers, fournissant 10 heures de travail par jour. Supposons que ce salaire augmente dans la proportion de 1 à $1 \frac{1}{4}$, ce qui revient à dire que $20v$ ne pourra plus servir qu'à payer 16 ouvriers. Si 20 ouvriers produisaient, pendant 200 heures de travail, une valeur de 40, pendant 160 heures, 16 ouvriers ne produiront, en supposant qu'ils travaillent 10 heures par jour, qu'une valeur de 32. Si de cette valeur nous déduisons les $20v$ dépensés en salaires, il ne restera que 12 de plus-value et le taux de celle-ci sera tombé de 100 0/0 à 60 0/0. Mais nous avons admis que le taux de la plus-value reste invariable ; il faut donc que la journée de travail soit prolongée d'un quart et portée de 10 à 12 heures $\frac{1}{2}$. Les 16 ouvriers travailleront alors pendant 200 heures par jour c'est-à-dire autant que les 20 ouvriers faisant des journées de 10 heures, et comme ceux-ci ils produiront 40 ; le capital de $80c + 20v$ donnera dans les deux cas une plus-value de 20.

Inversement : si le salaire tombe de façon que $20v$ paie



30 ouvriers, p' ne restera constant que si la journée de travail se raccourcit de 10 à $6 \frac{2}{3}$ heures ($20 \times 10 = 30 \times 6 \frac{2}{3} = 200$ heures de travail).

Nous avons déjà examiné jusqu'à quel point c , restant constant comme valeur en argent, peut varier par les quantités de moyens de production qu'il représente. Ce cas ne se présentera que très exceptionnellement sous sa forme pure. Quant aux variations des valeurs des éléments de c qui, la valeur de celui-ci restant constante, ont pour effet de modifier les rapports de ses parties constituantes, elles n'affectent ni le taux du profit, ni celui de la plus-value aussi longtemps qu'elles ne modifient pas la grandeur de v .

Nous avons ainsi passé en revue toutes les variations de v , de c et de C qui peuvent se présenter, et nous avons vu qu'alors que la plus-value reste constante, le taux du profit est susceptible de toutes les variations, parce qu'il est affecté par la moindre modification du rapport de v à c et par conséquent de v à C . Nous avons vu en outre que la variation de v ne peut pas franchir une certaine limite au delà de laquelle la constance de p' est économiquement impossible. Et comme la variation de c est soumise également à une limite au delà de laquelle v ne peut plus rester constant, il est clair qu'il existe pour les variations de $\frac{v}{C}$ des limites à partir desquelles p' doit également varier. Cette action réciproque des différentes variables de notre expression apparaîtra plus clairement encore dans l'étude des variations de p' à laquelle nous allons passer maintenant.

II. p' variable.

Pour avoir une formule générale du taux du profit, quel que soit le taux de la plus-value, $\frac{v}{C}$ étant constant ou variable, il suffit de mettre l'expression

$$p' = p' \frac{v}{C}$$



sous la forme

$$p'_1 = p'l'_1 \frac{v_1}{C_1}$$

dans laquelle p'_1 , $p'l'_1$, v_1 et C_1 sont les valeurs modifiées de p' , $p'l'$, v et C . Le rapprochement de ces deux expressions donne :

$$p' : p'_1 = p'l' \frac{v}{C} : p'l'_1 \frac{v_1}{C_1}$$

D'où :

$$p'_1 = \frac{p'l'_1}{p'l'} \times \frac{v_1}{v} \times \frac{C}{C_1} \times p'$$

$$1) p'l' \text{ variable, } \frac{v}{C} \text{ constant.}$$

$\frac{v}{C}$ étant constant, les expressions de p' et de p'_1 deviennent :

$$p' = p'l' \frac{v}{C} ; p'_1 = p'l'_1 \frac{v}{C}$$

D'où :

$$p' : p'_1 = p'l' : p'l'_1$$

Les taux de profit de deux capitaux ayant la même composition sont entre eux comme les taux de plus-value. Les grandeurs absolues ne jouant aucun rôle dans la fraction $\frac{v}{C}$, qui est envisagée uniquement comme un rapport, la règle que nous venons d'énoncer est vraie pour tous les capitaux ayant la même composition, quelle que soit leur grandeur absolue.

$$\begin{aligned} 80_c + 20_v + 20_{pl} ; C = 100, p'l' = 100 \text{ } 0/0, p' = 20 \text{ } 0/0. \\ 160_c + 40_v + 20_{pl} ; C = 200, p'l' = 50 \text{ } 0/0, p' = 10 \text{ } 0/0. \\ 100 \text{ } 0/0 : 50 \text{ } 0/0 = 20 \text{ } 0/0 : 10 \text{ } 0/0 \end{aligned}$$

Lorsque les grandeurs absolues de v et de C sont les



mêmes dans les deux cas, les taux des profits sont entre eux comme les sommes de plus-value :

$$p' : p'_1 = p'l' \times v : p'l'_1 \times v = p'l' : p'l'_1.$$

Par exemple :

$$\begin{aligned} 80_c + 20_v + 20_{pl} ; p'l' &= 100 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 20 \text{ } ^0\text{/}_0 \\ 80_c + 20_v + 10_{pl} ; p'l' &= 50 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 10 \text{ } ^0\text{/}_0 \\ 20 \text{ } ^0\text{/}_0 : 10 \text{ } ^0\text{/}_0 &= 100 \times 20 : 50 \times 20 = 20_{pl} : 10_{pl}. \end{aligned}$$

Il est clair que pour des capitaux de même composition (soit d'une manière absolue, soit seulement au point de vue des rapports des parties intégrantes) le taux de la plus-value ne peut être différent que pour autant qu'il y ait une différence, soit dans le taux du salaire, soit dans la durée de travail, soit dans l'intensité du travail. Considérons les trois cas :

- I. $80_c + 20_v + 10_{pl} ; p'l' = 50 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 10 \text{ } ^0\text{/}_0,$
- II. $80_c + 20_v + 20_{pl} ; p'l' = 100 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 20 \text{ } ^0\text{/}_0,$
- III. $80_c + 20_v + 40_{pl} ; p'l' = 200 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 40 \text{ } ^0\text{/}_0.$

La valeur produite est $20_v + 10_{pl} = 30$ dans I ; elle est de 40 dans II et de 60 dans III. Ces différences peuvent résulter de trois espèces de causes.

Primo. — Les salaires peuvent être différents : 20_v ne correspond pas, dans chaque cas, à un même nombre d'ouvriers. Supposons, par ex., que dans I, 15 ouvriers, travaillant pendant 10 heures pour un salaire de $1 \frac{1}{3}$ £, produisent une valeur de 30 £, dont 20 remplaçant le salaire et 10 constituant la plus-value. Si le salaire tombe à 1 £, on peut occuper 20 ouvriers pendant 10 heures et produire une valeur de 40 £, dont 20 pour payer le salaire et 20 pour former la plus-value. Si le salaire baisse jusqu'à $\frac{2}{3}$ £, 30 ouvriers pourront être occupés pendant 10 heures et ils produiront une valeur de 60 £, dont 20 pour le salaire et 40 pour la plus-value.

Ce cas (constance de la composition du capital, constance de la durée et de l'intensité du travail, variation du taux de

la plus-value par suite de la variation du salaire) est le seul auquel s'applique la règle de Ricardo : « profits would be high or low, *exactly in proportion* as wages would be low or high » (1) (*Principles*, ch. I, sect. III p. 18 des *Works* of D. Ricardo, ed. Mac Culloch, 1852).

Secundo. — L'intensité du travail peut varier. En travaillant 10 heures par jour, 20 ouvriers produisent, avec les mêmes moyens de travail, dans I, 30, dans II, 40, dans III, 60 pièces d'une marchandise déterminée, chaque pièce ayant une valeur supérieure de 1 £ à celle des moyens de production qu'elle a absorbés. 20 pièces = 20 £ étant nécessaires dans chaque cas pour payer le salaire, il reste comme plus-value, dans I, 10 pièces = 10 £, dans II, 20 pièces = 20 £, dans III, 40 pièces = 40 £.

Tertio. — La journée de travail peut être différente. Si 20 ouvriers travaillent, avec la même intensité, dans I, 9 heures par jour, dans II, 12 heures, dans III, 18 heures, les produits qu'ils fourniront seront dans le rapport 9 : 12 : 18. Leur salaire étant de 20 dans chaque cas, il restera comme plus-value, 10, 20 et 40.

Par conséquent le taux de la plus-value et, $\frac{v}{C}$ restant constant, le taux du profit varient en raison inverse des variations du salaire et en raison directe des variations de l'intensité et de la durée de la journée de travail.

2) p' et v variables, C constant.

A ce cas s'applique la proportion :

$$p' : p'_1 = p' \frac{v}{C} : p'_1 \frac{v_1}{C} = p' v : p'_1 v_1 = p l : p l_1.$$

Les taux de profit sont entre eux comme les quantités de plus-value.

(1) « Les profits seront hauts ou bas *exactement en raison* de ce que les salaires sont bas ou hauts ».



Nous avons vu qu'à une variation du taux de la plus-value, le capital variable restant constant, correspond une variation de la grandeur et de la répartition de la valeur produite. De même les variations simultanées de v et de p' impliquent toujours une autre répartition de la valeur produite, mais elles n'ont pas toujours comme conséquence un changement de grandeur de celle-ci. Trois cas sont possibles.

a) v et p' varient en sens inverse, mais de quantités égales.

Par ex. :

$$\begin{aligned} 80_c + 20_v + 10_{pl} ; p' &= 50 \text{ } ^0/0, p' = 10 \text{ } ^0/0 \\ 90_c + 10_v + 20_{pl} ; p' &= 200 \text{ } ^0/0, p' = 20 \text{ } ^0/0. \end{aligned}$$

Les valeurs produites et les quantités de travail fournies sont les mêmes dans les deux cas ; $20_v + 10_{pl} = 10_v + 20_{pl} = 30$. Mais dans le premier cas, on paie 20 pour le salaire et il reste 10 de plus-value, tandis que dans le second, le salaire est de 10 et la plus-value de 20. C'est le seul cas où les variations simultanées de v et de p' n'affectent pas le nombre des ouvriers, l'intensité et la durée de la journée de travail.

b) v et p' varient en sens inverse, mais de quantités différentes.

La variation de l'un ou de l'autre prédomine.

$$\begin{aligned} \text{I. } 80_c + 20_v + 20_{pl} ; p' &= 100 \text{ } ^0/0, p' = 20 \text{ } ^0/0 \\ \text{II. } 72_c + 28_v + 20_{pl} ; p' &= 71 \text{ } ^3/7 \text{ } ^0/0, p' = 20 \text{ } ^0/0 \\ \text{III. } 84_c + 16_v + 20_{pl} ; p' &= 125 \text{ } ^0/0, p' = 20 \text{ } ^0/0 \end{aligned}$$

Dans I, un produit de 40 est payé par 20_v , dans II, un produit de 48 par 28_v et dans III, un produit de 36 par 16_v . La valeur produite et le salaire ont changé. Or une variation de la valeur produite correspond à une variation de la quantité de travail fournie, due soit à une variation du nombre des ouvriers, soit à une variation de la durée ou de l'intensité du travail, soit à plusieurs de ces causes agissant simultanément.



c) $p'l'$ et v varient dans le même sens. Dans ce cas l'action de l'un s'ajoute à celle de l'autre.

$$\text{I. } 90_c + 10_v + 10_{pl}; p'l' = 100 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 10 \text{ } ^0\text{/}_0$$

$$\text{II. } 80_c + 20_v + 30_{pl}; p'l' = 150 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 30 \text{ } ^0\text{/}_0$$

$$\text{III. } 92_c + 8_v + 6_{pl}; p'l' = 75 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 6 \text{ } ^0\text{/}_0$$

La valeur produite est de 20 dans I, de 50 dans II, de 14 dans III. Les différences des quantités de travail fournies sont en rapport avec des différences soit du nombre d'ouvriers, soit de la durée ou de l'intensité du travail, soit de plusieurs de ces facteurs.

3) $p'l'$, v et C variables.

Ce cas ne donne lieu à aucune considération nouvelle et rentre dans la formule générale, donnée sous II, $p'l'$ variable.

Par conséquent, les cas suivants se présentent dans l'étude de l'action de la variation du taux de la plus-value sur le taux du profit :

1) p' augmente ou diminue dans la même mesure que $p'l'$, $\frac{v}{C}$ restant constant.

$$80_c + 20_v + 20_{pl}; p'l' = 100 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 20 \text{ } ^0\text{/}_0$$

$$80_c + 20_v + 10_{pl}; p'l' = 50 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 10 \text{ } ^0\text{/}_0$$

$$100 \text{ } ^0\text{/}_0 : 50 \text{ } ^0\text{/}_0 = 20 \text{ } ^0\text{/}_0 : 10 \text{ } ^0\text{/}_0.$$

2) p' augmente ou diminue plus rapidement que $p'l'$, $\frac{v}{C}$ variant dans le même sens que $p'l'$.

$$80_c + 20_v + 10_{pl}; p'l' = 50 \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 10 \text{ } ^0\text{/}_0$$

$$70_v + 30_v + 20_{pl}; p'l' = 66 \frac{2}{3} \text{ } ^0\text{/}_0, p' = 20 \text{ } ^0\text{/}_0$$

$$50 \text{ } ^0\text{/}_0 : 66 \frac{2}{3} \text{ } ^0\text{/}_0 < 10 \text{ } ^0\text{/}_0 : 20 \text{ } ^0\text{/}_0$$



3) p' augmente ou diminue moins rapidement que pl' , $\frac{v}{C}$ variant en sens inverse et moins rapidement que pl' .

$$80_c + 20_v + 10_{pl}; pl' = 50\% , p' = 10\%$$

$$90_c + 10_v + 15_{pl}; pl' = 150\% , p' = 15\%$$

$$50\% : 150\% > 10\% : 15\%$$

4) p' varie en sens inverse de pl' , $\frac{v}{C}$ variant en sens inverse et plus rapidement que pl' .

$$80_c + 20_v + 20_{pl}; pl' = 100\% , p' = 20\%$$

$$90_c + 10_v + 15_{pl}; pl' = 150\% , p' = 15\%$$

pl' s'élève de 100 à 150 % pendant que p' tombe de 20 à 15 %.

5) Enfin p' reste constant alors que pl' augmente ou diminue, $\frac{v}{C}$ variant en sens inverse, mais dans la même mesure que pl' .

Ce dernier cas demande quelques explications. Alors que l'étude des variations de $\frac{v}{C}$ nous avait montré qu'un même taux de la plus-value peut s'exprimer dans les taux de profit les plus variés, nous voyons ici que le même taux du profit peut correspondre à des taux de plus-value absolument différents. Mais alors que, dans l'hypothèse de pl' constant, n'importe quel changement du rapport de v à C suffisait pour modifier le taux du profit, il faut, dans l'hypothèse de pl' variable, que $\frac{v}{C}$ subisse une variation inverse et correspondante pour que le taux du profit reste constant. Or cela ne se présente que très exceptionnellement, soit pour un même capital, soit pour deux capitaux engagés dans le même pays. Soit p. ex. un capital de

$$80_c + 20_v + 20_{pl}; C = 100, pl' = 100\% , p' = 20\%.$$

Supposons que le salaire fléchisse dans des conditions telles que le même nombre d'ouvriers puisse être payé par



16_v au lieu de 20_v . Toutes autres circonstances égales, 4_v seront dégagés et nous aurons :

$$80_c + 16_v + 24_{pl} ; C = 96, p'l' = 150 \text{ } 0/0, p' = 25 \text{ } 0/0$$

Pour que p' soit de $20 \text{ } 0/0$ comme auparavant, le capital total devra s'élever à 120 et le capital constant à 104 :

$$104_c + 16_v + 24_{pl} ; C = 120, p'l' = 150 \text{ } 0/0, p' = 20 \text{ } 0/0.$$

Or cela n'est possible que si la baisse du salaire est accompagnée d'une variation de la productivité du travail correspondant à la nouvelle composition du capital, ou si la valeur argent du capital constant monte de 80 à 104 ; toutes conditions qui ne se présentent simultanément que par hasard et par exception. En effet, une variation de $p'l'$ indépendante d'une variation de v et par conséquent de $\frac{v}{C}$ n'est possible que dans des circonstances tout à fait spéciales, notamment dans les industries qui ne font appel qu'à du capital fixe et du travail, et utilisent des matières premières fournies directement par la nature.

Il n'en est pas de même quand on compare des pays différents ; dans ce cas, le même taux du profit exprime le plus souvent des taux différents de plus-value.

Il résulte des cinq cas que nous avons passés en revue que la hausse, la baisse ou l'invariabilité du taux du profit peuvent correspondre soit à une augmentation, soit à une diminution du taux de la plus-value ; elles peuvent correspondre également, ainsi que nous l'avons vu précédemment, à l'invariabilité de ces derniers.

Le taux du profit est donc déterminé par deux facteurs principaux, le taux de la plus-value et la composition du capital, dont les effets peuvent se résumer comme suit (nous exprimons simplement les rapports, étant donné qu'il est sans importance que la variation procède de telle ou telle partie du capital) :

Les taux du profit de deux capitaux ou d'un même capital dans deux états successifs, sont *égaux* :



1^o Lorsque, pour une même composition centésimale, ces capitaux ont les mêmes taux de plus-value ;

2^o Lorsque, la composition centésimale et les taux de la plus-value étant différents, ces capitaux produisent des quantités égales de plus-value ($pl = pl'v$), en d'autres termes, lorsque les facteurs pl' et v y sont en raison inverse l'un de l'autre.

Les taux du profit sont *inégaux* :

1^o Lorsque, pour une même composition centésimale, les capitaux ont des taux de plus-value inégaux. Dans ce cas, les taux du profit sont entre eux comme les taux de plus-value.

2^o Lorsque, les taux de la plus-value étant égaux, la composition centésimale des capitaux est différente. Dans ce cas, les taux du profit sont entre eux comme les capitaux variables.

3^o Lorsque les taux de la plus-value et la composition centésimale des capitaux sont différents. Dans ce cas, les taux du profit sont entre eux comme les produits $pl' \times v$, c'est-à-dire comme les quantités de plus-value, rapportées au capital total (1).

(1) Le manuscrit contient d'autres calculs très détaillés relatifs à des particularités très intéressantes des taux de la plus-value et du profit (pl' et p'), dont les mouvements, notamment dans les cas où ces deux taux se rapprochent ou s'éloignent l'un de l'autre, peuvent être représentés par des diagrammes. Je renonce à la reproduction de ces calculs, parce qu'ils sont peu importants pour le but immédiat de ce volume et qu'il suffit de les signaler à l'attention des lecteurs qui auraient l'intention d'approfondir cette étude.

F. E.



CHAPITRE IV

ACTION DE LA ROTATION SUR LE TAUX DU PROFIT

[L'action de la rotation sur la production de la plus-value et du profit a été analysée dans notre second volume. En peu de mots elle peut être exposée comme suit : La rotation devant avoir une certaine durée, tout le capital ne peut pas être appliqué, en une fois, à la production ; une partie en reste continuellement en frie, sous forme de capital-argent, de matière première, de capital-marchandise non encore vendu ou de créances non encore échues. Cette partie vient en déduction du capital engagé dans la production active et utilisé à la création de la plus-value ; elle réduit par conséquent l'importance de cette dernière. Plus le temps de rotation est court, plus la partie de capital en frie est petite par rapport au capital total, plus importante est la récolte de plus-value, toutes autres circonstances égales.

Nous avons montré, dans notre second volume, comment le raccourcissement du temps de rotation ou de l'une de ses deux périodes, le temps de production ou le temps de circulation, augmente la production de la plus-value. Cet effet se répercute sur le taux du profit, qui est le rapport de la plus-value au capital total engagé dans la production. Ce que nous avons dit, dans la deuxième partie du second volume, concernant la plus-value, s'applique donc au profit et à son taux, et nous pouvons nous dispenser de le répéter ici. Nous insisterons cependant sur quelques points essentiels.



Le moyen le plus efficace pour raccourcir le temps de production est l'accroissement de la productivité du travail, ce qui, dans le langage ordinaire, est la caractéristique du progrès de l'industrie. Cet accroissement a pour conséquence la hausse du taux du profit, à moins qu'il ne soit accompagné, par suite de la mise en œuvre de machines coûteuses, d'une augmentation sensible du capital engagé. Une pareille hausse du taux du profit a été provoquée, par exemple, dans la métallurgie et l'industrie chimique, par la plupart des progrès les plus récents. C'est ainsi que les procédés de fabrication de l'acier découverts par Bessemer, Siemens, Gilchrist-Thomas et d'autres, sont venus réduire au minimum la durée d'opérations autrefois très longues, tout en ramenant les frais à un taux relativement insignifiant. De même la préparation, au moyen du goudron de houille, de l'alizarine, qui remplace la garance, donne en quelques semaines et sans autres installations que celles en usage pour les autres couleurs obtenues par le goudron, des résultats qu'on mettait autrefois des années à obtenir. Il fallait un an pour la pousse de la garance, dont les racines devaient ensuite mûrir pendant plusieurs années avant de pouvoir être appliquées à la teinture.

Quant à la diminution du temps de circulation, elle est activée avant tout par le perfectionnement des moyens de communication. Les dernières cinquante années ont amené, dans ce domaine, une révolution qui ne peut être comparée qu'à la révolution industrielle de la seconde moitié du siècle dernier. Le chemin de fer a pris la place de la route empierrée, les navires à vapeur rapides et réguliers se sont substitués aux voiliers lents et capricieux et le télégraphe a envahi le globe tout entier. C'est en réalité par le canal de Suez que la pénétration en Extrême-Orient et en Australie est devenue possible. Alors qu'en 1847 il fallait douze mois au moins (voyez notre deuxième volume, p. 270) pour envoyer des marchandises en Asie orientale, il ne faut plus que douze semaines aujourd'hui. Les deux grands foyers



des crises de la période de 1825 à 1857, l'Amérique et les Indes, sont rapprochés de 70 à 90 % des pays industriels de l'Europe, ce qui rend impossible dans une large mesure le retour de ces événements offensifs.

Le temps de rotation du commerce mondial a été diminué considérablement et l'activité du capital a été doublée et même triplée. Il va de soi que cette révolution ne s'est pas accomplie sans contre-coup sur le taux du profit. Pour apprécier d'une manière exacte l'influence de la rotation sur ce dernier, nous devons admettre que tous les autres éléments (taux de la plus-value, journée de travail, composition centésimale) sont les mêmes pour les deux capitaux que nous mettrons en parallèle.

Prenons un capital A, ayant la composition $80_c + 20_v = 100 C$, et qui, pour un taux de plus-value de 100 %, accomplit deux rotations par an. Son produit annuel sera $160_c + 40_v + 40_{pl}$. Le taux du profit devant être calculé en rapportant 40_{pl} , non pas au capital employé de 200, mais au capital avancé de 100, nous aurons $p' = 40 \%$.

Soit un second capital $B = 160_c + 40_v = 200 C$ qui, pour le même taux de plus-value de 100 %, n'accomplit qu'une rotation par an. Son produit annuel sera également de $160_c + 40_v + 40_{pl}$; mais les 40_{pl} devront être rapportés au capital avancé de 200, ce qui donnera un taux de profit de 20 %, la moitié de celui de A.

Les taux de profit de deux capitaux de même composition, de même taux de plus-value et de même durée de travail, sont donc en rapport inverse des périodes de rotation. Si la composition, le taux de plus-value, la journée de travail ou le salaire n'étaient pas identiques pour les deux capitaux comparés, il en résulterait d'autres différences pour le taux du profit; mais ces différences, dont nous nous sommes déjà occupés dans le chap. III, sont indépendantes de la rotation et ne nous intéressent pas ici.

L'effet d'une diminution du temps de circulation sur la production de plus-value et par conséquent de profit se traduit directement par un accroissement de l'activité du



capital variable. Nous avons démontré, vol. II, chap. XVI (la rotation du capital variable), qu'un capital variable de 500, accomplissant dix rotations par an, rapporte autant de plus-value qu'un capital variable de 5000 qui, avec le même taux de plus-value et le même salaire, n'en accomplit qu'une.

Prenons un capital I composé d'un capital fixe de 10000, donnant lieu à une usure annuelle de $10\text{ ‰} = 1000$, d'un capital circulant (constant) de 500 et d'un capital variable de 500. Supposons que ce dernier, avec un taux de plus-value de 100 ‰ , accomplisse dix rotations par an (nous admettons donc, et dans un but de simplification nous ferons de même dans tous les exemples qui vont suivre, que le capital circulant constant a la même durée de rotation que le capital variable, ce qui est généralement vrai en pratique). Le produit d'une période de rotation sera :

$$100_c (\text{usure}) + 500_c + 500_v + 500_{pl} = 1600,$$

et celui d'une année entière, comprenant dix rotations :

$$1000_c (\text{usure}) + 5000_c + 5000_v + 5000_{pl} = 16000$$

$$C = 11000, pl = 5000, p' = \frac{5000}{11000} = 45 \frac{5}{11} \text{ ‰}.$$

Prenons maintenant un capital II : 9000 de capital fixe avec une usure annuelle de 1000, 1000 de capital circulant constant et 1000 de capital variable. Taux de plus-value de 100 ‰ et 5 rotations par an du capital variable. Le produit de chaque période de rotation sera :

$$200_c (\text{usure}) + 1000_c + 1000_v + 1000_{pl} = 3200,$$

et celui des cinq rotations de l'année sera :

$$1000_c (\text{usure}) + 5000_c + 5000_v + 5000_{pl} = 16000,$$

$$C = 11000, pl = 5000, p' = \frac{5000}{11000} = 45 \frac{5}{11} \text{ ‰}.$$



Prenons enfin un capital III, sans partie fixe, avec 6000 de capital circulant constant et 5000 de capital variable ; une rotation par an et un taux de plus-value de 100 %/0. Le produit de l'année sera :

$$6000_c + 5000_v + 5000_{pl} = 16000,$$

$$C = 11000, pl = 5000, p' = \frac{5000}{11000} = 45 \frac{5}{11} \%.$$

Dans les trois cas, nous avons la même somme annuelle de plus-value (5000) et le même capital total (11000). Il en résulte que nous devons également avoir le même taux de profit, $45 \frac{5}{11} \%.$

Il n'en serait plus de même si le capital I (c'est-à-dire sa partie variable) accomplissait 5 rotations au lieu de 10 par an. Dans ce cas, le produit d'une rotation serait :

$$200_c (\text{usure}) + 500_c + 500_v + 500_{pl} = 1700,$$

et le produit annuel :

$$1000_c (\text{usure}) + 2500_c + 2500_v + 2500_{pl} = 8500,$$

$$C = 11000, pl = 2500, p' = \frac{2500}{11000} = 22 \frac{8}{11} \%.$$

Le taux du profit aurait donc baissé de moitié parce que le temps de rotation aurait doublé.

La plus-value récoltée en une année est égale à la plus-value d'une période de rotation du capital *variable*, multipliée par le nombre de rotations de l'année ; de sorte que si nous désignons par Pl la plus-value ou le profit d'une année, par pl la plus-value d'une période de rotation et par n le nombre annuel de rotations du capital variable, nous avons $Pl = pl \times n$, alors que le taux annuel de la plus-value sera $Pl' = pl' \times n$, ainsi que nous l'avons expliqué dans notre vol. II, chap. XVI, 1.

Il va de soi que la formule du taux du profit $p' = pl' \frac{v}{C}$
 $= pl' \frac{v}{c+v}$ n'est exacte que si le v du numérateur est le

même que celui du dénominateur. Le v du numérateur représente toute la partie du capital qui est utilisée comme capital variable, pour payer le salaire. Le v du dénominateur est déterminé en premier lieu par la plus-value pl dont il a provoqué la production, et qui rapportée à v donne le taux pl' de la plus-value ($pl' = \frac{pl}{v}$) ; c'est en introduisant

cette valeur de pl dans l'expression $p' = \frac{pl}{c+v}$, qu'on a obtenu $p' = pl' \frac{v}{c+v}$. Le v du dénominateur est ensuite dé-

terminé de plus près en ce qu'il doit toujours être égal au v du numérateur, c'est-à-dire à toute la partie variable du capital C . En d'autres termes, l'expression $p' = \frac{pl}{C}$ ne

peut être transformée sans erreur en $p' = pl' \frac{v}{c+v}$ que pour autant que pl exprime la plus-value produite par une rotation du capital variable. Si pl ne correspondait qu'à une partie de cette plus-value, l'expression $pl = pl'v$ serait exacte, mais le v qu'elle contiendrait serait plus petit que celui de $C = c + v$, car tout le capital variable n'aurait pas été dépensé en salaire. Si, au contraire, pl représentait plus que la plus-value d'une rotation, le v qu'elle contiendrait fonctionnerait deux fois, d'abord dans la première rotation, ensuite dans la seconde, ou dans la seconde et la suivante ; le v qui produirait la plus-value et qui est la somme de tous les salaires, serait alors plus grand que le v de $c + v$, et le calcul ne serait plus exact.

Pour que la formule du taux annuel du profit devienne exacte, nous devons substituer le taux annuel de la plus-value au taux simple de cette dernière, par conséquent substituer Pl' ou $n \times pl'$ à pl' (donc multiplier le taux pl' de la plus-value ou, ce qui revient au même, le capital variable v contenu en C , par n , le nombre annuel des rotations de ce capital variable). Nous obtenons ainsi : $p' = pl'n \frac{v}{C}$, expression donnant le taux annuel du profit.



Dans la plupart des cas le capitaliste lui-même ne se fait pas une idée exacte de l'importance du capital variable de son entreprise. Pour lui, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre VIII du deuxième volume et que nous le constaterons plus loin encore, le capital présente une seule subdivision essentielle, celle en capital fixe et en capital circulant. Il puise dans une même caisse, qui contient la partie en espèces de son capital circulant (à moins qu'elle ne soit déposée à la banque), l'argent pour les salaires et l'argent pour les matières premières et auxiliaires, et il porte les deux dépenses au crédit d'un même compte de caisse. Et même s'il tenait un compte spécial des salaires, ce compte se solderait à la fin de l'année par la somme payée $v \times n$, et ne serait nullement égal au capital variable v lui-même. Pour déterminer l'importance de ce dernier, il devrait faire un calcul spécial, dont nous allons donner un exemple.

Considérons la filature de coton de 10000 broches, que nous avons décrite dans notre premier volume, et supposons que les chiffres donnés pour une semaine d'avril 1871 soient vrais pour toute l'année. Nous avons un capital fixe de 10000 £ engagé dans les machines. Nous supposons que le capital circulant, qui n'était pas déterminé, soit de 2500 £, un chiffre élevé qui se justifie par la supposition dont nous ne pouvons pas nous départir, que le crédit n'intervient pas dans nos opérations, qui s'accomplissent sans que de l'argent étranger y joue un rôle, transitoirement ou définitivement. La valeur du produit hebdomadaire comprenait 20 £ correspondant à l'usure de la partie mécanique, 358 £ de capital circulant constant (loyer 6 £, coton 342 £, charbon, gaz, huile, 10 £), 52 £ de capital variable payées pour le salaire et 80 £ de plus-value ; elle s'élevait par conséquent à $20_c + 358_c + 52_v + 80_{pl} = 510$. Le capital circulant avancé hebdomadairement était de $358_c + 52_v = 410$, soit 87,3 % de capital constant et 12,7 % de capital variable, ou encore, en rapportant ces éléments à l'ensemble du capital circulant, 2182 £ de capital constant et 318 £ de capital varia-



ble. Comme la dépense annuelle de salaire s'élevait à $52 \times 52 \text{ £} = 2704 \text{ £}$, le capital variable (318 £) accomplissait environ $8 \frac{1}{2}$ rotations par an. Quant au taux de la plus-value, il était de $\frac{80}{52} = 153 \frac{11}{13} \text{ ‰}$. Ces éléments étant connus, il nous suffit, pour calculer le taux du profit, de les introduire dans la formule $p' = pl'n \frac{v}{C}$, en y faisant $pl' = 153 \frac{11}{13}$, $n = 8 \frac{1}{2}$, $v = 318$, $C = 12500$. Nous trouvons ainsi que :

$$p' = 153 \frac{11}{13} \times 8 \frac{1}{2} \times \frac{318}{12500} = 33,27 \text{ ‰}.$$

Pour en faire la preuve, nous nous servirons de la formule simple $p' = \frac{pl}{C}$. La plus-value ou, ce qui revient au même, le profit de toute l'année s'élève à $80 \times 52 \text{ £} = 4160 \text{ £}$. Si nous divisons ce nombre par le capital total, soit par 12500, nous obtenons environ $33,28 \text{ ‰}$. Ce profit est anormalement élevé ; il s'explique par une conjoncture exceptionnellenent favorable (des prix très bas pour le coton et très élevés pour le fil), qui n'a certainement pas duré pendant toute l'année.

Dans la formule $p' = pl' \times n \frac{v}{C}$, le produit $pl' \times n$ représente, ainsi que nous l'avons dit, ce qui a été nommé dans notre second volume le taux annuel de la plus-value.

Dans notre exemple, il est égal à $153 \frac{11}{13} \text{ ‰} \times 8 \frac{1}{2} = 1307 \frac{9}{13} \text{ ‰}$

Le naïf, qui aurait jeté les bras au ciel à la vue du taux annuel de plus-value de 1000 ‰ invoqué dans notre second volume, se calmera peut-être quand il apprendra que le taux annuel de 1300 ‰ dont nous parlons ici, a été réellement réalisé à Manchester. Pareil profit n'est pas rare dans les périodes de très grande prospérité, que nous n'avons plus traversées, il est vrai, depuis un certain temps.

Le cas qui nous a servi d'illustration nous fournit inci-



demment un exemple de la composition du capital dans la grande industrie moderne. Le capital que nous avons envisagé se subdivise en 12182 £ de capital constant et 318 £ de capital variable, en tout 12500 £, soit $97\frac{1}{2}\%$ de capital constant et $2\frac{1}{2}\%$ de capital variable. La quarantième partie du capital total seulement sert, mais en jouant ce rôle plus de huit fois par an, à payer les salaires. Comme il n'y a guère de capitalistes qui soient disposés à faire des calculs semblables au sujet de leurs entreprises, la statistique ne fournit presque pas de données sur le rapport entre la partie constante et la partie variable du capital de la société. Seuls les recensements américains renseignent — et ce sont les seuls chiffres possibles dans les conditions actuelles — sur les salaires et les profits dans les différentes branches d'industrie. Quelque sujettes à caution que soient ces données, qui reposent exclusivement sur les déclarations non contrôlées des industriels, ce sont les uniques que nous possédions et elles sont très précieuses par conséquent. En Europe nous avons trop de délicatesse pour nous permettre de pareilles indiscretions à l'égard de nos grands industriels. — F. E.]



CHAPITRE V

ÉCONOMIE DANS L'APPLICATION DU CAPITAL CONSTANT

I. Considérations générales.

L'augmentation absolue de la plus-value, c'est-à-dire la prolongation du surtravail et par conséquent de la journée de travail, le nombre et le salaire nominal des ouvriers restant constants — il est sans importance que les heures supplémentaires soient payées ou non — réduit le rapport du capital constant au capital total et au capital variable, et augmente par cela même le taux du profit, quels que soient l'importance et l'accroissement de la plus-value et quelle que soit l'augmentation éventuelle du taux de cette dernière. La partie fixe du capital constant (bâtiments, machines, etc.) reste la même, que la journée de travail soit de 12 ou de 16 heures, et cette partie, la plus coûteuse de celles qui le constituent, ne donne lieu à aucune dépense supplémentaire lorsqu'on prolonge la journée de travail. D'ailleurs cette prolongation a pour conséquence la reproduction du capital fixe en un nombre plus petit de rotations et par suite le raccourcissement du temps pendant lequel il doit rester engagé pour donner un profit déterminé. La prolongation de la journée de travail augmente donc le profit, même lorsque le travail supplémentaire est payé, et elle l'accroît même dans une certaine mesure lorsque les heures supplémentaires sont mieux payées que les heures ordinaires. C'est ainsi que la nécessité croissante d'augmenter le capital fixe dans l'industrie moderne, a été



un des principaux motifs qui ont poussé les capitalistes après au gain à prolonger la journée de travail (1).

Il n'en est pas de même lorsque la journée de travail est constante. Il faut alors, ou bien augmenter le nombre des ouvriers et dans une certaine mesure le capital fixe (bâtimens, machines, etc.) pour exploiter une plus grande quantité de travail (car nous faisons abstraction des réductions qui ramènent le salaire à un taux inférieur au taux normal) ; ou bien augmenter l'intensité ou la productivité du travail, pour produire plus de plus-value relative. Les industries qui emploient de la matière première doivent, dans ce dernier cas, donner plus d'importance à la partie circulante de leur capital constant, parce qu'elles consomment plus de matière première dans le même espace de temps, et elles doivent faire conduire un plus grand nombre de machines par le même nombre d'ouvriers, c'est-à-dire augmenter la partie fixe de ce même capital constant. L'accroissement de la plus-value est donc accompagné d'une augmentation du capital constant et le raffinement de l'exploitation du travail est suivi d'une extension du capital avancé. Il en résulte que si le taux du profit hausse d'un côté, il baisse de l'autre.

Une bonne partie des frais généraux échappe à l'influence des variations de la journée de travail. La surveillance coûte moins pour 500 ouvriers qui travaillent 18 heures, que pour 750 ouvriers occupés pendant 12 heures. « Les frais d'exploitation d'une fabrique sont à peu près les mêmes pour dix que pour douze heures de travail » (*Rep. Fact.* Oct. 1848, p. 37). Les impôts de l'Etat et de la commune, l'assurance contre l'incendie, le salaire de certains employés, la dépréciation des machines et bien d'autres frais généraux d'une fabrique ne sont pas affectés par un

(1) « Puisque, dans toutes les fabriques, une très grande somme de capital fixe est engagée dans les bâtimens et les machines, le gain sera d'autant plus grand que le nombre d'heures pendant lesquelles les machines peuvent travailler sera plus considérable ». (*Rev. of Insp. of Fact.* 31 Octobre 1858, p. 8).



changement du temps de travail ; ils croissent relativement au profit au fur et à mesure que la production diminue. (*Rep. Fact.* Oct. 1862, p. 19)

Le temps nécessaire pour la reproduction des installations mécaniques et des autres parties du capital fixe dépend en pratique, non seulement de leur construction, mais de la durée du procès de travail dans lequel elles agissent et s'usent. Lorsque les ouvriers travaillent pendant 18 heures au lieu de 12, cette prolongation représente 3 jours de plus par semaine et fait d'une semaine une semaine et demie, et de deux ans, trois ans. Si les heures supplémentaires ne sont pas payées, les ouvriers donnent gratuitement une semaine ou un an de travail sur trois, ce qui augmente de 50 % la valeur des machines annuellement reproduites et diminue de $\frac{1}{3}$ la durée de la reproduction.

Pour éviter des complications inutiles, nous supposerons, dans cette recherche ainsi que dans celle relative aux variations de prix des matières premières (chap. VI), que la plus-value est donnée par sa valeur absolue et par son taux.

Ainsi que nous l'avons fait ressortir en étudiant la coopération, la division du travail et le machinisme, la production en grand est économique avant tout parce que les trois facteurs que nous venons d'énumérer y fonctionnent comme facteurs sociaux du travail, c'est-à-dire comme conditions d'un travail social. Dans le procès de production ils sont mis en action collectivement, par des ouvriers dont les efforts sont combinés, et non individuellement, par des travailleurs isolés ou coopérant directement dans des limites très étroites. Lorsqu'une grande fabrique est mise en mouvement par un ou deux grands moteurs, les frais inhérents à ceux-ci ne croissent pas en raison directe du nombre de chevaux-vapeur, c'est-à-dire de leur puissance ; les dépenses pour les transmissions n'augmentent pas proportionnellement à la quantité de machines qu'elles actionnent ; les prix des bâtis des machines-outils ne renchérissent



pas à mesure que leurs organes font travailler un plus grand nombre d'outils. La concentration des moyens de production réduit l'étendue des bâtiments réservés tant aux magasins qu'aux ateliers et en diminue les frais de chauffage et d'éclairage ; de plus elle n'augmente pas l'importance de certaines autres installations qui doivent être les mêmes, qu'elles soient utilisées par peu ou par beaucoup de travailleurs.

Toute cette économie inhérente à la concentration des moyens de production et à leur fonctionnement en masse implique, comme condition essentielle, l'agglomération et la collaboration des ouvriers, c'est-à-dire la combinaison sociale du travail. Elle résulte de cette dernière condition absolument comme la plus-value provient du surtravail de chaque ouvrier considéré isolément. Même les améliorations, qui sont continuellement possibles et nécessaires, sont dues exclusivement aux expériences et observations collectives que permet la production en grand, par le travail combiné de beaucoup d'ouvriers.

Il en est de même du second aspect de l'économie dans la production, c'est-à-dire de l'utilisation des déchets de fabrication dans la même ou dans une autre industrie qui les verse à nouveau dans le torrent de la production et de la consommation. Ces économies, dont nous parlerons plus tard un peu plus longement, sont également le résultat du travail social à grande échelle. C'est par leur grande masse que les déchets deviennent des objets de commerce, des éléments de production, et ce n'est que lorsqu'ils sont des résidus de la production collective et en grand, qu'ils ont une valeur d'usage et une importance dans le procès de production. Abstraction faite du bénéfice qui résulte de leur utilisation, ils font baisser, à mesure qu'ils deviennent vendables, les dépenses de matières premières, dont le prix tient toujours compte du déchet qui est normalement perdu pendant le travail. La diminution des frais de cette partie du capital constant fait monter dans la même mesure le



taux du profit, le capital variable et le taux de la plus-value étant donnés.

Lorsque la plus-value est donnée, le taux du profit ne peut augmenter que par la diminution de la valeur du capital constant nécessaire à la production de la marchandise, et à ce point de vue ce n'est pas la valeur d'échange du capital constant, mais sa valeur d'usage qui est importante. La quantité de travail que la filature peut incorporer au lin dépend non de la valeur mais de la quantité de celui-ci, la productivité du travail et le développement technique étant donnés ; de même le service qu'une machine rend à trois ouvriers, par ex., dépend non pas de sa valeur mais de sa valeur d'usage. A un degré déterminé du développement technique, une mauvaise machine peut être chère, tandis que dans d'autres circonstances, une bonne machine peut être à bon marché.

Le profit qu'un capitaliste récolte en plus, p. ex., par une baisse des prix du coton et des machines à filer, est le résultat de l'accroissement de la productivité du travail, non dans le filage, mais dans la culture du coton et la construction des machines. Pour réaliser un quantum déterminé de travail, c'est-à-dire s'approprier un quantum déterminé de surtravail, il faut moins de dépenses pour la mise en œuvre du travail.

Nous avons déjà parlé de l'économie qui accompagne l'application collective des moyens de production par le travail combiné d'un grand nombre d'ouvriers. Plus loin, nous parlerons d'autres économies de capital constant résultant du raccourcissement du temps de circulation (activé principalement par le développement des moyens de communication). Nous dirons encore ici un mot de l'économie qui est due à l'amélioration incessante des installations mécaniques et qui porte notamment : 1° sur les matériaux dont elles sont faites ; p. ex., la substitution du fer au bois ; 2° sur le perfectionnement de la fabrication des machines. (Il en résulte que si la valeur de la partie fixe du capital constant ne cesse d'augmenter avec le dévelop-



pement du travail en grand, elle croît moins rapidement que ce dernier) (1) ; 3° sur des améliorations spéciales qui permettent aux machines et aux mécaniques déjà en activité de travailler à moins de frais et d'une manière plus efficace. (Telles sont des améliorations aux chaudières, etc., dont nous nous occuperons plus loin avec plus de détails) ; 4° sur la diminution des déchets, par l'application d'appareils plus perfectionnés.

Tout ce qui contribue à réduire l'usure des installations mécaniques et du capital fixe en général, pendant une période de production donnée, ne provoque pas seulement la baisse du prix de la marchandise (sur laquelle se reporte une part correspondante de l'usure), mais détermine une diminution de l'avance de capital pour la même période. Les travaux de réparation, etc., à mesure qu'ils doivent être exécutés, s'ajoutent dans les comptes aux dépenses primitives des installations mécaniques, dont le coût diminue par conséquent d'autant plus qu'elles résistent d'avantage à l'usure.

Il en est de ces économies comme des précédentes ; elles ne sont possibles que dans le travail combiné et à grande échelle ; elles exigent une coopération plus complexe encore des travailleurs dans le procès de production.

D'autre part, le développement de la productivité du travail dans *une* branche de production, par ex. dans la sidérurgie, l'extraction de la houille, la construction des machines, l'industrie du bâtiment (ce développement peut tenir en partie à des progrès d'ordre intellectuel, notamment des progrès dans les sciences naturelles et leurs applications), se présente comme une condition de la diminution de la valeur et du coût de l'emploi des moyens de production dans d'autres branches d'industrie, par ex. dans l'industrie textile et dans l'agriculture. Il en est nécessairement ainsi lorsque la marchandise qui sort d'une

(1) Voir Ure, *Philosophie des manufactures*.



industrie comme produit, entre dans une autre comme moyen de production. Elle est plus ou moins chère suivant la productivité du travail dans l'industrie d'où elle sort ; elle peut être non seulement une condition de baisse du prix de la marchandise dans la branche où elle servira comme moyen de production, mais également une cause de diminution de la valeur du capital constant dont elle devient un élément, et par suite une cause d'élévation du taux du profit.

Ce genre d'économie du capital constant, qui résulte du développement continu de l'industrie, est caractéristique en ce que la hausse du taux du profit dans *une* branche d'industrie est due au développement de la productivité du travail dans une *autre*. Ce que le capitaliste gagne de la sorte, bien que n'étant pas prélevé sur les ouvriers qu'il exploite directement, est néanmoins le produit du travail social. Ce progrès de la productivité se ramène en dernière instance au caractère social du travail mis en œuvre, à la division du travail au sein de la société et au progrès du travail intellectuel, principalement le progrès des sciences naturelles. Le capitaliste tire ainsi parti des avantages de tout le système de la division sociale du travail. C'est le développement de la productivité dans les autres branches que celle qu'il exploite directement et qui lui fournissent des moyens de production, qui détermine la diminution de la valeur relative du capital constant qu'il doit engager et la hausse du taux du profit qu'il récolte.

Une autre augmentation du taux du profit résulte, non d'une économie du travail qui produit le capital constant, mais d'une économie dans l'emploi du capital constant lui-même, par la concentration et la coopération des ouvriers. Les bâtiments, les installations de chauffage et d'éclairage coûtent relativement moins pour les grandes exploitations que pour les petites, et il en est de même des machines motrices et des machines-outils. Si leur valeur augmente d'une manière absolue, elle diminue relativement à l'extension croissante de la production, à la quantité de capital variable



et de force de travail mis en œuvre. L'économie dans la branche de production à laquelle le capital est directement appliqué porte en premier lieu sur le travail et se traduit par une diminution de la main-d'œuvre payée dans cette branche ; celle dont nous parlons maintenant se réalise au contraire par l'appropriation la plus grande et la plus économique possible du travail non payé. A moins qu'elle ne trouve sa source dans l'exploitation de la productivité du travail social consacré à la production du capital constant, elle résulte ou bien directement de la coopération et de la forme sociale du travail dans la branche de production considérée, ou bien de la production des installations mécaniques à une échelle où sa valeur ne croît pas proportionnellement à sa valeur d'usage.

Deux points doivent fixer l'attention ici : 1° Si la valeur de c était nulle, p' serait égal à pl' et le taux du profit atteindrait son maximum. 2° Ce n'est pas la valeur des moyens d'exploitation (soit celle du capital fixe, soit celle des matières premières et auxiliaires) qui joue le rôle essentiel dans l'exploitation du travail ; cette valeur est sans importance, étant donné que les installations mécaniques, les bâtiments, les matières premières n'interviennent que pour matérialiser le travail, pour le réaliser ainsi que le surtravail. Ce qui est important, c'est la quantité et l'utilité des moyens d'exploitation ; la masse de ceux-ci doit être en rapport avec la quantité du travail vivant avec lequel ils doivent entrer en combinaison technique et il faut non seulement que l'installation mécanique soit bonne, mais que les matières premières et auxiliaires soient de bonne qualité. La qualité des matières premières détermine en partie le taux du profit. De bonnes matières donnent moins de déchets et peuvent, en quantités moindres, absorber la même quantité de travail ; elles se laissent travailler mieux et plus facilement par les machines. Il en résulte un avantage même au point de vue de la plus-value et de son taux. Lorsque la matière première est de mauvaise qualité, l'ouvrier met un temps plus considérable pour en travailler



la même quantité ; d'où une diminution de surtravail, le taux du salaire restant le même. Enfin, l'influence se fait sentir également sur la reproduction et l'accumulation du capital qui, ainsi que nous l'avons montré dans notre volume I, p. 265 et suivantes, dépend plus de la productivité du travail que de sa quantité.

On comprend dès lors que le capitaliste soit un fanatique de l'économie des moyens de production. C'est par l'éducation des ouvriers, par l'organisation et la surveillance du travail combiné, qu'il parvient à éviter que les moyens de travail ne soient détruits ou gaspillés et à obtenir qu'ils soient mis en œuvre convenablement ; ces mesures ne sont évidemment pas nécessaires lorsque l'ouvrier travaille pour son compte et elles sont en grande partie superflues lorsque le travail aux pièces est appliqué. Le capitaliste satisfait aussi son besoin d'économiser les éléments de production, en falsifiant ceux-ci, ce qui lui permet de diminuer la valeur du capital constant relativement au capital variable et d'élever le taux du profit. Un autre aspect de cette filouterie, c'est qu'elle conduit à la vente des produits au-dessus de leur valeur, aspect qui apparaît principalement dans l'industrie allemande qui a pour devise : « Qu'on leur fournisse de mauvaises marchandises, les clients sont contents pourvu qu'ils aient eu de bons échantillons. » Mais nous voilà dans le chapitre de la concurrence qui ne nous intéresse pas en ce moment.

Il convient de noter que l'accroissement du taux du profit, déterminé par la diminution de la valeur et du coût du capital constant, ne dépend nullement de la nature de l'industrie où il est obtenu, que celle-ci produise des objets de luxe, des objets de consommation pour les ouvriers ou des moyens de production. La distinction ne devrait être faite que s'il était question du taux de la plus-value, qui dépend essentiellement de la valeur de la force de travail et par conséquent de la valeur des objets consommés ordinairement par les ouvriers. Mais, pour notre recherche, nous nous sommes donné la plus-value comme



valeur absolue et comme taux. Dans ces conditions, le rapport de la plus-value au capital total — c'est-à-dire le taux du profit — dépend exclusivement de la valeur du capital constant et de la valeur d'usage de ses composants.

La diminution relative de la valeur des moyens de production n'exclut évidemment pas l'accroissement de leur valeur absolue ; car l'importance absolue de leur emploi s'accroît considérablement avec le développement de la productivité du travail et l'extension de la production qui en est la conséquence. L'économie dans l'emploi du capital constant, quelle que soit la manière dont on l'envisage, est due en partie à ce que les moyens de production sont mis en œuvre collectivement par des ouvriers dont le travail est combiné, ce qui montre que l'économie réalisée de ce côté résulte du caractère social du travail immédiatement productif. Elle est aussi en partie le résultat du développement de la productivité du travail dans les branches qui fournissent les moyens de production, de sorte que si l'on se place au point de vue des rapports, non entre le capitaliste X et ses ouvriers, mais entre tous les travailleurs et tous les capitalistes, l'économie se présente encore comme résultat du développement de la productivité du travail social, mais avec cette différence que le capitaliste X profite de la productivité du travail, non seulement dans sa propre usine, mais dans les usines des autres. L'économie du capital constant n'en apparaît pas moins au capitaliste comme réalisée tout à fait en dehors des ouvriers et comme leur étant absolument étrangère, bien qu'il ne perde pas un instant de vue que les ouvriers ont cependant quelque intérêt à ce qu'il achète beaucoup ou peu de travail pour le même argent. L'économie dans l'emploi des moyens de production, la poursuite d'un résultat déterminé avec les dépenses les plus petites possibles apparaît, plus qu'aucune autre force inhérente au travail, comme une puissance propre au capital et une méthode caractéristique de la production capitaliste. Cette conception est d'autant moins étonnante qu'elle est d'accord en apparence avec les faits



et que l'organisation capitaliste dissimule la connexion interne des choses, en montrant l'ouvrier totalement indifférent et étranger aux conditions de réalisation de son travail. En effet :

Primo : Les moyens de production qui constituent le capital constant ne représentent que l'argent du capitaliste (comme, à Rome, le corps du débiteur représentait l'argent du créancier, suivant Linguet), et ne concernent que lui. Pour l'ouvrier ils sont simplement des valeurs d'usage, des moyens et des objets de travail utilisés dans le procès de production ; la variation de leur valeur n'affecte pas plus ses rapports avec le capitaliste que la nature du métal, fer ou cuivre, qu'il doit travailler. Il est vrai que le capitaliste, ainsi que nous le verrons plus loin, aime à concevoir autrement les choses dès qu'une augmentation de la valeur des moyens de production vient diminuer le taux de son profit.

Secundo : Les moyens de production étant, dans la production capitaliste, des instruments d'exploitation du travail, l'ouvrier est aussi peu impressionné par la hausse ou la baisse de leur prix que le cheval par la variation du coût de son mors ou de sa bride.

Tertio : Ainsi que nous l'avons montré, l'ouvrier est absolument indifférent au caractère social de son travail, à la combinaison de celui-ci avec le travail des autres en vue d'un but commun ; il ne s'intéresse nullement aux objets sur lesquels s'exerce cette combinaison d'efforts, objets qui ne sont pas sa propriété et dont le gaspillage n'aurait aucune importance pour lui, s'il n'était contraint de les mettre en œuvre avec économie. Il en est tout autrement dans les fabriques qui appartiennent aux ouvriers, comme celle de Rochdale.

Il n'est donc guère nécessaire de signaler que si la productivité du travail dans une industrie améliore et économise les moyens de production dans une autre (ce qui conduit à une hausse du taux du profit), cette connexion universelle du travail social n'intéresse nullement les ouvriers et ne concerne que les capitalistes, qui sont seuls



à acheter et à s'approprier les moyens de production. Le procès de circulation intervient heureusement pour dissimuler qu'en achetant le travail des ouvriers qu'il occupe directement, le capitaliste achète en même temps le travail des ouvriers des autres industries et qu'il profite de l'activité de ceux-ci à mesure qu'il s'approprie gratuitement la production des siens.

Comme la production en grand n'a commencé à se développer que sous la forme capitaliste, où la poursuite du profit et la concurrence poussent à la plus grande réduction possible du coût de production, l'économie dans l'emploi de capital constant semble inhérente à la production capitaliste et paraît y répondre à une fonction spéciale : la production capitaliste développe la productivité du travail social, qui, à son tour, provoque l'emploi économique du capital constant.

La production capitaliste ne se contente pas cependant de faire deux choses séparées, indépendantes l'une de l'autre, du travail vivant, l'ouvrier, et des objets de travail. Par une de ces contradictions qui lui sont propres, elle va jusqu'à compter, parmi les moyens d'économiser le capital constant et d'augmenter le taux du profit, le gaspillage de la vie et de la santé des travailleurs, la réduction de leurs moyens d'existence.

Comme l'ouvrier consacre au procès de production la majeure partie de sa vie, les conditions de la production s'identifient en grande partie avec les conditions de son existence. Toute économie réalisée sur ces dernières doit se traduire par une hausse du taux du profit, absolument comme le surmenage, la transformation du travailleur en bête de somme sont, ainsi que nous l'avons montré précédemment, une méthode d'activer la production de la plus-value. L'économie sur les conditions d'existence des ouvriers se réalise par : l'entassement d'un grand nombre d'hommes dans des salles étroites et malsaines, ce que dans la langue des capitalistes on appelle l'épargne des installations ; l'accumulation, dans ces mêmes salles, de ma-



ehines dangereuses, sans appareils protecteurs contre les accidents; l'absence de mesures de précaution dans les industries malsaines et dangereuses, comme les mines par exemple. (Nous ne pensons naturellement pas aux installations qui auraient pour but de rendre le procès de production humain, agréable ou seulement supportable, et qui, aux yeux de tout bon capitaliste, constitueraient un gaspillage sans but et insensé). Malgré sa tendance à la lésinerie, la production capitaliste n'est pas regardante quand il s'agit de la vie des ouvriers, de même qu'elle est dépensière des moyens matériels de production, à cause de son système de distribution des produits par le commerce et de l'application de la méthode de la concurrence, qui aboutissent à faire perdre à la société ce qui est gagné et mis en poche par les individus.

Le capitaliste n'obéit pas seulement à la préoccupation de réduire au minimum strictement indispensable le travail vivant qu'il emploie directement et de raccourcir le plus possible, par l'exploitation de la productivité sociale, le travail indispensable pour l'obtention d'un produit, en un mot de faire le plus d'économie possible sur le travail vivant en lui-même; il est aussi guidé par le désir d'appliquer, dans les conditions les plus favorables, le travail ainsi réduit, c'est-à-dire de ramener au minimum le capital constant. Lorsque la valeur des marchandises est déterminée, non par le temps de travail quel qu'il soit, mais par le temps de travail strictement indispensable qui y est incorporé, cette détermination est faite par le capital, qui s'efforce sans cesse à raccourcir le temps de travail socialement nécessaire pour la production. Le prix des marchandises est ainsi amené au minimum, puisque le travail pour les produire est réduit autant que possible.

Il convient enfin de faire la distinction suivante quant à l'économie dans l'emploi du capital constant. L'augmentation simultanée de la masse et de la valeur du capital engagé correspond à la concentration d'une plus grande quantité de capital dans une même main. C'est précisément cette masse



plus grande réunie dans une seule main — à laquelle correspond le plus souvent un nombre absolu plus grand (bien que relativement plus petit) de travailleurs — qui permet l'économie du capital constant. Au point de vue du capitaliste, il y a augmentation de l'avance nécessaire de capital, surtout de capital fixe ; il y a diminution (diminution relative), au contraire, au point de vue des matières mises en œuvre et du travail exploité.

Quelques illustrations vont nous permettre de développer plus complètement ces considérations. Nous commencerons par l'économie dans les conditions de production, qui sont en même temps les conditions d'existence des ouvriers.

II. Economies aux dépens des ouvriers dans les conditions du travail.

Les mines de houille. — Les dépenses les plus nécessaires y sont évitées. « La concurrence entre les possesseurs des mines de houilles... les pousse à ne faire que les dépenses strictement nécessaires pour surmonter les difficultés matérielles les plus évidentes, et celle entre les ouvriers mineurs, dont il y a ordinairement abondance, décide ceux-ci à s'exposer à plaisir à des dangers considérables et aux influences les plus malsaines pour un salaire qui ne dépasse guère celui des journaliers des fermes voisines, et cela parce que le travail dans les mines leur permet de placer avantageusement leurs enfants. Cette double concurrence suffit largement pour.... déterminer ce résultat que la ventilation et l'épuisement sont insuffisants dans la plupart des mines et que les puits sont mal construits, avec de mauvais guidonnages, des machinistes incapables et des galeries mal établies. D'où des cas de mort, de mutilation et de maladie, dont la statistique donnerait un tableau terrifiant. » (*First Report on Children's Employment in Mines and Collieries*, etc. 21 Avril 1829, p. 102). Vers 1860, quinze hommes



en moyenne étaient tués par semaine dans les charbonnages anglais. D'après le rapport sur les *Coal Mines Accidents* (6 février 1862), 8466 hommes furent tués dans un espace de 10 années, de 1852 à 1861, et le rapport ajoute que cette évaluation reste de beaucoup en dessous de la réalité, parce que dans les premières années de l'inspection les districts des inspecteurs étaient trop étendus, ce qui fit que quantité d'accidents, même mortels, échappèrent au recensement. La tendance naturelle de l'exploitation capitaliste est mise en lumière par ce fait que la fréquence des accidents, bien que la tuerie soit encore très grande, a diminué considérablement depuis que les inspecteurs, dont le nombre et le pouvoir sont cependant insuffisants, sont entrés en fonction. Ces sacrifices humains étaient dus en grande partie à l'avarice sordide des possesseurs de mines, qui souvent n'établissaient qu'un seul puits, de telle sorte que non seulement la ventilation n'était pas assez active, mais que toute issue était supprimée dès que le puits était bouché.

Considérée en détail et abstraction faite du procès de circulation et des exagérations de la concurrence, la production capitaliste est très parcimonieuse du travail matérialisé, représenté par la marchandise ; par contre, plus que tout autre mode de production, elle est prodigue de vies humaines et de travail vivant, gaspilleuse non seulement de chair et de sang, mais de nerfs et de cerveaux. Ce n'est, en effet, que par le mépris le plus cynique du développement des individus, que le développement de l'humanité est assuré à cette époque de l'histoire, qui précède immédiatement la reconstitution consciente de la société humaine. Comme toute l'économie dont il est question ici résulte du caractère social du travail, c'est à ce dernier qu'il faut attribuer ce mépris de la vie et de la santé des travailleurs ; la question suivante posée par l'inspecteur B. Baker est caractéristique à cet égard : « The whole question is one for serious consideration, in what way this sacrifice of infant life occasioned by congregational

labour can be best averted ? » (Rep. Fact. Oct. 1863, p. 157).

Les fabriques. — Nous mentionnons ici la négligence des moindres mesures de précaution concernant la sécurité et la santé des ouvriers même dans les fabriques proprement dites, négligence qui alimente en grande partie les bulletins de bataille faisant le dénombrement des blessés et des tués de l'armée industrielle (voir les Rapports annuels sur les fabriques). Sous la même rubrique nous rangeons le défaut d'espace, le manque de ventilation, etc.

En octobre 1855, Léonard Horner se plaint encore de la résistance que présentent un très grand nombre de fabricants à l'application de la loi déterminant les précautions relatives aux transmissions, bien que des accidents, souvent mortels, viennent en démontrer continuellement le danger et que les appareils protecteurs ne soient pas coûteux et ne contrarient pas le travail (*Rep. Fact. Oct. 1855, p. 6*). Dans leur résistance à la mise en vigueur des lois de ce genre, les fabricants étaient fortement appuyés par les juges de paix qui avaient à les juger et qui, fonctionnaires mal payés, étaient le plus souvent fabricants eux-mêmes ou amis des fabricants. Le juge supérieur Campbell, ayant à décider en seconde instance, caractérise dans les termes suivants un arrêt rendu par un de ces magistrats : « Ce n'est pas une interprétation de l'acte du Parlement, c'en est purement et simplement la suppression » (*Ib., p. 11*). Dans le même rapport, Horner signale que, dans beaucoup de fabriques, les machines sont mises en mouvement sans que les ouvriers soient avertis. « Comme il y a toujours quelque chose à faire à une machine, même lorsqu'elle est arrêtée, des mains et des doigts y sont continuellement engagés et nombre d'accidents sont occasionnés parce qu'on néglige de donner un simple signal » (*Ib., p. 44*). A cette époque, les fabricants avaient fondé, à Manchester, sous le nom de « National Association for the Amendment of the Factory Laws », une Trade-Union pour résister à la législation des fabriques. Ils prélevaient 2 sh.



de cotisation par cheval-vapeur et avaient réuni, en mars 1855, une somme de plus de 50.000 £, destinée à faire face aux frais des poursuites intentées sur les rapports des inspecteurs de fabriques et aux dépenses des procès engagés au nom de la ligue. Ils entendaient démontrer que « *killing is no morder* », que tuer n'est pas assassiner, pourvu qu'on le fasse pour la cause sainte du profit. Sir John Kincaird, l'inspecteur pour l'Ecosse, rapporte qu'une usine de Glasgow n'avait dépensé que 9 £ 1 sh., en utilisant ses vieilles ferrailles à la confection d'appareils de protection pour toutes ses machines ; si elle s'était affiliée à la ligue, elle aurait dû payer, pour ses 110 chevaux-vapeur, 11 £ de cotisation, plus, par conséquent, que le coût de tous les appareils protecteurs qu'elle avait installés. Il est vrai que l'Association Nationale, créée en 1854, avait été fondée avant tout pour braver la loi imposant les mesures de précaution.

Cette loi avait été lettre morte de 1844 à 1854, lorsque, par ordre de Palmerston, les inspecteurs annoncèrent que dorénavant elle serait sévèrement appliquée. Immédiatement les fabricants fondèrent leur association, qui ne tarda pas à compter parmi ses membres les plus éminents quantité de juges de paix appelés, de par leurs fonctions, à appliquer la loi. Même lorsqu'en avril 1855, le nouveau ministre de l'intérieur, sir George Grey, fit une proposition transactionnelle par laquelle le gouvernement déclarait se contenter de précautions presque purement nominales, l'association le combattit avec indignation, et l'on vit dans plusieurs procès le célèbre ingénieur Thomas Fairbairn intervenir en qualité d'expert et risquer sa réputation en faveur de l'économie et de la liberté menacée du capital.

La persécution et la diffamation se donnèrent libre carrière sur le dos de Léonard Horner, le chef de l'inspection des fabriques. Les fabricants ne désarmèrent que lorsqu'ils eurent obtenu un arrêt de la *Court of Queens Bench* déclarant que la loi de 1844 ne prescrivait aucune précaution pour les transmissions installées à plus de 7 pieds au-dessus du sol, et que satisfaction leur fut donnée en 1856 par un acte



du Parlement dû à l'initiative de Wilson Patten, un de ces eagots faisant étalage de dévotion et dont la religion est continuellement à l'affût de services malpropres à rendre aux chevaliers du coffre-fort. Cet acte enleva en fait toute protection aux ouvriers ; il les renvoya aux tribunaux ordinaires (une véritable dérision en présence du coût de la procédure anglaise) pour toutes les revendications de dommages du chef d'accidents déterminés par les machines, et il prescrivit pour l'expertise des dispositions tellement subtiles que la perte d'un procès devenait pour ainsi dire impossible pour les fabricants. La nouvelle loi eut pour conséquence un accroissement rapide de la fréquence des accidents, au point que dans les six mois de mai à octobre 1858, l'inspecteur Baker eut à enregistrer une augmentation de 21 % par rapport aux six mois précédents. D'après lui, 36,7 % de ces accidents auraient pu être évités. Il est vrai qu'en 1858 et 1859 le nombre des accidents diminua de 29 % par rapport à 1845 et 1846, bien que le nombre des ouvriers dans les industries soumises à l'inspection eût augmenté de 20 %. Pour autant que les causes de cette diminution soient connues jusqu'à présent (1865), il faut l'attribuer à l'introduction de machines de construction récente, pourvues d'appareils protecteurs au moment de leur acquisition et ne donnant pas lieu à des dépenses supplémentaires pour prévenir les accidents. D'ailleurs quelques ouvriers étaient parvenus quand même à se faire allouer des dommages élevés, en poussant les choses jusqu'en dernière instance (*Rep. Fact.*, 30 Avril 1861, p. 31 ; *id.*, Avril 1862, p. 17).

Nous en resterons là en ce qui concerne l'économie dans les moyens de protéger la vie des ouvriers (et surtout de beaucoup d'enfants) contre les dangers du travail aux machines.

Le travail dans les salles fermées de tout genre. — On sait comment on entasse les ouvriers dans des locaux étroits pour réaliser des économies de bâtiments et de ventilation. Cette pratique, s'ajoutant aux longues journées de



travail, multiplie la fréquence des maladies des organes respiratoires et par conséquent de la mortalité. Nous empruntons les faits suivants à l'étude publiée par le docteur John Simon (dont nos lecteurs ont fait la connaissance dans notre premier volume) dans les Rapports sur la Santé publique (*6th Rep.*, 1863).

C'est le travail associé et combiné qui rend possible l'application en grand des machines, la concentration et l'utilisation économique des moyens de production ; mais c'est lui également qui entraîne l'entassement des ouvriers, en nombre considérable, dans des salles fermées, construites non en vue de la santé des travailleurs, mais de la facilité de la production. Il en résulte que si cette concentration dans un même atelier est une source de profit pour le capitaliste, elle est une cause de destruction de la santé et de la vie des ouvriers, à moins qu'elle ne soit compensée par une réduction des heures de travail et d'autres mesures spéciales.

Le Dr Simon énonce la règle suivante, à l'appui de laquelle il produit un nombre considérable de faits : « Toutes circonstances égales, la mortalité déterminée par des maladies des organes respiratoires croît, dans un district déterminé, en proportion directe de l'accroissement du nombre des ouvriers condamnés au travail en commun » (p. 23). Cette mortalité croissante a pour cause la mauvaise ventilation. « Il est probable que l'Angleterre entière n'offre pas une seule exception à cette règle, que du moment qu'un district possède une industrie notable exercée dans des locaux fermés, la mortalité y est caractérisée par une proportion exagérée de décès dus à des maladies pulmonaires » (p. 24).

En 1860 et 1861, l'Office de Santé dressa spécialement ses statistiques au point de vue de la mortalité dans les industries exercées dans les locaux fermés. Il arriva aux résultats suivants : la mortalité par la phthisie et d'autres maladies des poumons ayant été supposée égale à 100 pour les hommes de 15 à 55 ans, dans les districts agri-



coles de l'Angleterre, elle s'éleva à : 163 à Coventry, 167 à Blackburn et Skipton, 168 à Congleton et Bradford, 171 à Leicester, 182 à Leek, 184 à Macclesfield, 190 à Bolton, 192 à Nottingham, 193 à Rochdale, 198 à Derby, 203 à Salford et Ashton-under-Lyne, 218 à Leeds, 220 à Preston, 263 à Manchester (p. 24). Un exemple plus frappant est donné par le tableau suivant, qui exprime la mortalité sur 100.000 séparément pour les deux sexes et pour des individus âgés de 15 à 25 ans. Les districts choisis sont ceux où les femmes ne travaillent que dans des locaux fermés tandis que les hommes sont occupés à toutes sortes de travaux.

DISTRICTS	INDUSTRIES PRINCIPALES	MORTALITÉ par des maladies des organes respiratoires.	
		Hommes	Femmes
Berkhampstead....	Tressage de la paille, par des femmes.	219	578
Leighton Buzzard..	Tressage de la paille, par des femmes.	309	554
Newport Pagnell..	Fabrication de dentelles, par des femmes.	301	617
Towcester.....	Fabrication de dentelles; par des femmes.	239	577
Yeovil.....	Ganterie, spécialement par des femmes.	280	409
Leek.....	Soierie, principalement par des femmes.	437	856
Congleton.....	Soierie, principalement par des femmes.	566	790
Macclesfield.....	Soierie, principalement par des femmes.	593	890
District agricole...	Agriculture.	331	333

La mortalité des hommes augmente dans les districts de l'industrie de la soie, où leur participation au travail dans les fabriques est plus considérable. Cette mortalité plus grande caractérise, pour les deux sexes, suivant l'expression du rapport, « les conditions hygiéniques atroces (*atrocious*) dans lesquelles une grande partie de l'industrie de la soie est exploitée ». Cependant c'est dans cette même industrie



que les fabricants demandèrent et obtinrent jusqu'à un certain point des journées de travail démesurément longues pour les enfants de moins de 13 ans, en invoquant les conditions hygiéniques spécialement favorables de leurs exploitations (Vol. I, chap. X, 6, p. 126).

Aucune des industries qui ont été soumises à l'enquête n'a accusé une situation plus grave que celle que le Dr Smith a constatée dans la confection des vêtements. « Bien que les ateliers, dit-il, diffèrent beaucoup au point de vue de l'hygiène, presque tous sont remplis à l'excès, mal aérés et très malsains... Il y règne nécessairement une température élevée, qui monte à 80 et même 90 degrés Fahrenheit (27 à 33° C) lorsqu'on allume le gaz par les temps de brouillard et pendant la soirée en hiver ; la condensation de la vapeur sur les vitres provoque un égouttement continu, qui oblige les ouvriers d'ouvrir des fenêtres, au prix de quelque gros rhume, qui en est la conséquence inévitable. » Voici en quels termes il décrit seize ateliers des plus importants dans le Westend de Londres : « Le cube d'air dans ces chambres mal aérées varie de 270 à 105 pieds par ouvrier, avec une moyenne de 156. Dans un atelier entouré d'une galerie et ne recevant le jour que par des tabatières, sont occupés de 92 à plus de 100 hommes, qui le soir sont éclairés par un grand nombre de bees de gaz. Les cabinets sont immédiatement à côté et le cube d'air ne dépasse pas 150 pieds par individu. Dans un autre atelier, un véritable chenil installé dans une cour éclairée d'en haut et dans lequel l'air peut être renouvelé par une petite lucarne, 5 ou 6 hommes travaillent dans un cube d'air de 112 pieds par personne ». Et « dans ces ateliers horribles (*atrocious*), décrits par le Dr Smith, les tailleurs sont occupés en temps normal 12 à 13 heures par jour et parfois 14 à 16 heures » (p. 25, 26, 28).



NOMBRE de personnes employées.	INDUSTRIES et localités.	MORTALITÉ par 100.000 personnes âgées de		
		25-35 ans	35-45 ans	45-55 ans
958.265	Agriculture. Angleterre et Galles.	743	805	1195
22.301 hommes. 12.377 femmes.	Vêtement. Londres.	958	1262	2093
13.803	Typographie. (compositeurs et imprimeurs) Londres.	894	1747	2367

(P. 30). Il faut remarquer, et le fait a été mis en évidence par John Simon, chef du département de l'hygiène et rédacteur du rapport, que les chiffres indiqués, dans le tableau ci-dessus, pour la mortalité des tailleurs et des typographes de Londres âgés de 25-35 ans, sont inférieurs à la réalité, parce que dans ces deux branches d'industrie les patrons occupent, jusqu'à l'âge de 30 ans, un grand nombre de jeunes gens qui leur arrivent de la campagne, comme apprentis et « *improvers* », désirant se perfectionner. Ces jeunes gens grossissent le nombre des travailleurs auquel on rapporte la mortalité, mais ne contribuent pas de la même manière à la statistique des décès ; ils ne résident à Londres que temporairement et lorsqu'ils deviennent malades, retournent à la campagne où leur décès est enregistré. Les chiffres renseignés pour les âges inférieurs ne sont donc pas exacts et ils sont loin de donner la caractéristique vraie de l'état sanitaire de la population industrielle de Londres (p. 30).

La situation des tailleurs a comme pendant celle des typographes, qui souffrent non seulement du manque et de la corruption de l'air, mais des conséquences du travail de nuit. Leur journée est ordinairement de 12 à 13 heures



et s'élève parfois à 13 ou 16 heures. « La chaleur est grande et l'air est étouffant dès que le gaz est allumé... Il n'est pas rare que l'atmosphère des salles supérieures soit empestée par les vapeurs de la fonderie, l'odeur des machines et des fosses d'aisance montant du rez-de-chaussée. L'air est surchauffé par la chaleur transmise par les planchers et devient insupportable dans les salles basses, dès qu'on y fait brûler un grand nombre de becs de gaz. La situation est plus pénible encore lorsque des chaudières installées au rez-de-chaussée répandent dans tout le bâtiment une chaleur désagréable... D'une manière générale on peut dire que partout la ventilation est insuffisante pour éloigner après le coucher du soleil la chaleur et les produits de la combustion du gaz, et que dans beaucoup d'ateliers, principalement dans ceux qui servaient précédemment d'habitation, la situation est hautement déplorable ». Dans quelques ateliers, surtout ceux qui impriment des journaux hebdomadaires et qui occupent des adolescents de 12 à 16 ans, on travaille deux jours et une nuit presque sans interruption ; dans d'autres, qui se chargent de préférence de travaux urgents, le dimanche n'apporte aucun repos et les ouvriers travaillent sept jours par semaine (p. 26, 28).

Dans notre premier volume (chap. VIII, 3, p. 109), nous nous sommes occupés de l'excès de travail imposé aux ouvrières des magasins de modes (*milliners and dress-makers*), dont les ateliers sont décrits, dans notre rapport, par le D^r Ord. Même quand ils ne sont pas trop mauvais pendant le jour, ces ateliers sont surchauffés, infects (*foul*) et malsains pendant les heures où brûle le gaz. Dans les 34 ateliers les mieux tenus, le D^r Ord constata que le cube d'air atteignait en moyenne par ouvrière plus de 500 pieds dans 4 établissements, de 400 à 500 dans 4, de 200 à 250 dans 3, de 150 à 200 dans 4 et de 100 à 150 dans 9 ; dans le cas le plus favorable, il était à peine suffisant pour un travail permanent dans un local imparfaitement aéré... Or, même lorsqu'ils sont bien aérés, les ateliers de-

viennent chauds et étouffants le soir à cause du grand nombre de bees de gaz.

Le Dr Ord décrit comme suit un atelier mal tenu, exploité pour compte d'un intermédiaire (*middleman*), qu'il eut l'occasion de visiter : « Une chambre de 1280 pieds cubes ; 14 personnes, soit 91,5 pieds cubes par personne. Des ouvrières paraissant succomber au surmenage et au dépérissement, et gagnant d'après leur déposition de 7 à 15 sh. par semaine, y compris le thé... Heures de travail de 8 à 8. La petite chambre où ces 14 personnes étaient entassées était mal aérée ; il y avait deux fenêtres mobiles et une cheminée bouchée. Aucune trace d'un appareil quelconque de ventilation » (p. 27).

Le même rapport dit au sujet du surmenage des modistes : « Dans les beaux magasins de modes, le surmenage des jeunes filles ne sévit que pendant quatre mois de l'année, mais d'une manière tellement monstrueuse que bien des fois il a provoqué l'étonnement et l'indignation du public. Pendant ces mois, l'atelier travaille régulièrement 14 heures par jour, et lorsque les commandes arrivent en grand nombre ou qu'elles sont urgentes, on fait des journées de 17 à 18 heures. Le reste de l'année, l'atelier travaille 10 à 14 heures, et les ouvrières qui sont occupées à domicile sont régulièrement à la besogne pendant 12 à 13 heures. Dans les ateliers qui font la confection de manteaux de dames, de cols, de chemises et où l'on travaille à la machine à coudre, les journées sont moins longues et ne dépassent guère 10 à 12 heures ; mais, dit le Dr Ord, « à certaines époques, des heures supplémentaires payées spécialement viennent s'ajouter, dans certaines maisons, aux heures régulières, tandis que, dans d'autres, les ouvrières emportent de l'ouvrage qu'elles font chez elles après les heures de l'atelier » et, ajoute-t-il, « ce travail supplémentaire, qu'il soit exécuté d'une manière ou de l'autre, est souvent obligatoire » (p. 28). John Simon complète cette page par la note suivante : « M. Redcliffe, secrétaire de l'*Epidemiological Society*, qui avait très souvent l'occasion d'examiner la santé des modistes



dans les premières maisons de commerce, trouva, sur vingt jeunes filles qui se disaient elles-mêmes « bien portantes », une seulement en bonne santé ; les autres souffraient à différents degrés de surmenage physique, d'exténuation nerveuse et de troubles fonctionnels. Il attribue cette situation : premièrement aux longues journées de travail, qui, d'après lui, comprennent 12 heures au minimum pendant les périodes calmes ; deuxièmement « à la présence d'un grand nombre de personnes dans les ateliers, à la mauvaise ventilation, à la corruption de l'air par l'éclairage au gaz, à la nourriture insuffisante ou mauvaise et au mépris du confort intérieur ».

Le Chef de l'Office sanitaire anglais arrive à la conclusion « qu'il est pratiquement impossible aux ouvriers de vivre conformément à ce qui est théoriquement leur premier droit à la santé, le droit, quand ils travaillent en commun, de voir écarter d'eux, autant que possible et aux frais de celui qui les occupe, tous les éléments qui peuvent avoir une influence nuisible sur leur santé. Or, les ouvriers ne sont pas pratiquement en état d'obtenir eux-mêmes cette justice sanitaire et, par le fait, ils ne peuvent pas s'attendre, malgré les intentions du législateur, à un secours efficace quelconque de la part des fonctionnaires chargés de poursuivre l'exécution des *Nuisances Removal Acts*. » (p. 29). « Sans doute on se heurtera à quelques difficultés techniques de détail pour délimiter avec précision la réglementation. Mais... en principe, le droit à la protection de la santé est universel. Et dans l'intérêt des myriades d'ouvriers et d'ouvrières dont l'existence est ruinée et raccourcie inutilement par les innombrables souffrances physiques résultant de leurs occupations, j'ose exprimer l'espoir que les conditions hygiéniques du travail seront l'objet d'une protection légale, universelle et suffisante. J'ose espérer, tout au moins, qu'une ventilation efficace sera exigée pour tous les ateliers fermés et que dans les industries malsaines par leur nature, les influences nuisibles seront combattues dans la mesure du possible » (p. 63).



III. Economies dans la production et la transmission de la force mécanique et dans les bâtiments.

Dans son rapport d'octobre 1852, L. Horner cite une lettre du célèbre ingénieur James Nasmyth de Patricoft, l'inventeur du marteau à vapeur, dans laquelle il est dit entre autres :

« Le public connaît très-peu l'augmentation énorme de force motrice qui peut être obtenue par des modifications et des améliorations (aux machines à vapeur) comme celles dont je parle. Pendant quarante ans, le développement des machines a été contrarié, dans notre district (Lancashire), par des traditions reposant sur la timidité et le préjugé ; heureusement aujourd'hui nous en sommes émancipés. Pendant ces quinze dernières années, et surtout depuis quatre ans (c'est-à-dire depuis 1848), des changements très-importants apportés à la conduite des machines à condensation... ont eu pour résultat... que ces machines travaillent dans de meilleures conditions et avec une consommation moindre de charbon... Pendant de longues années après l'introduction des moteurs dans les fabriques de ce district, on n'osa faire tourner les machines à condenseurs qu'à une vitesse correspondant à une course du piston de 220 pieds par minute ; de sorte que la marche d'une machine à course de 5 pieds était limitée réglementairement à une vitesse de 22 tours. On considérait qu'il n'était pas avantageux de faire tourner les machines plus vite, et comme toutes les installations étaient faites d'après la vitesse de 220 pieds de course à la minute, cette marche lente et irrationnellement limitée domina l'exploitation pendant beaucoup d'années. Enfin, soit par une heureuse ignorance du règlement, soit à la faveur d'une conception rationnelle d'un courageux innovateur, une vitesse plus grande fut essayée, et comme le résultat fut très favorable, l'exemple trouva aussitôt des imitateurs. On lâcha, suivant l'expression du temps, la bride aux machines et on modifia



les poulies des transmissions de manière que, les moteurs marchant à des vitesses de 300 pieds et plus par minute, les machines-outils et les métiers eussent leur ancienne vitesse... Cet accroissement de la vitesse de rotation des machines à vapeur est pour ainsi dire d'application générale aujourd'hui, parce qu'il est démontré que non seulement le rendement du moteur est augmenté, mais que sa marche est également plus régulière. La pression de la vapeur et le vide au condenseur restant les mêmes, la simple accélération de la course du piston augmente la puissance de la machine. Si, par ex., par une transformation convenable, la pression et l'échappement restant les mêmes, nous pouvons faire tourner à une vitesse de 400 pieds par minute une machine qui, faisant 200 pieds, donnait 40 chevaux-vapeur, nous en aurons exactement doublé la puissance ; et comme les pressions d'admission et d'échappement n'auront pas varié, les organes de la machine resteront soumises aux mêmes efforts et l'augmentation de vitesse n'aura pas accru les chances d'accidents. Il y aura seulement cette différence que nous aurons une augmentation de consommation de vapeur proportionnelle à l'accélération de la course du piston et une usure un peu plus grande, mais ne valant pas la peine d'être signalée, des coussinets et des autres pièces frottantes... Evidemment pour obtenir d'une même machine plus de travail par une course plus rapide du piston, il faut brûler plus de charbon dans la chaudière et employer peut-être une chaudière plus puissante, en un mot produire plus de vapeur. C'est ce que l'on fit ; des chaudières d'une vaporisation plus énergique furent installées pour l'alimentation des anciennes machines « accélérées », dont le travail fut augmenté de 100 % dans beaucoup de cas. Vers 1842, l'attention fut attirée sur le coût extraordinairement réduit de la production de force par les machines à vapeur des mines de Cornouailles, et vers la même époque la concurrence vint obliger les filateurs de coton de rechercher dans les économies la source principale de leurs profits. Aussi la consommation de charbon,



par heure et par cheval-vapeur, relativement inférieure, des machines de Cornouailles ainsi que le fonctionnement extraordinairement avantageux des machines à double expansion de Woolff, ne tardèrent pas à mettre au premier plan, dans notre district, la question de l'économie du combustible. Les machines de Cornouailles et celles à double expansion fournissaient un cheval-vapeur par heure en consommant de $3\frac{1}{2}$ à 4 livres de charbon, tandis que celles des districts du coton en consommaient généralement de 8 à 12. Une différence aussi importante décida nos constructeurs de machines à poursuivre, par des procédés similaires, les résultats remarquablement économiques qui étaient déjà courants en Cornouailles et en France, où le prix élevé du charbon avait contraint les fabricants de réduire le plus possible cette partie importante de leurs dépenses. Les résultats suivants furent aussi obtenus : 1^o) Beaucoup de chaudières dont la moitié de la surface était exposée à l'air froid au bon vieux temps des grands profits furent maintenant couvertes de couches épaisses de feutre, de maçonnerie ou d'autres matières calorifuges, empêchant la perte par rayonnement de la chaleur qui était obtenue à tant de frais. Les conduites de vapeur furent protégées de la même manière et les cylindres enveloppés de feutre et de bois. 2^o) Les hautes pressions entrèrent en pratique. Jusque-là les soupapes de sûreté avaient été réglées pour souffler lorsque la pression de vapeur atteignait 4, 6 ou 8 lb par pouce carré ; on trouva qu'une économie notable de combustible était réalisée en portant la pression à 14 ou 20 lb ; de la sorte, le travail de la fabrique fut accompli avec une consommation de charbon beaucoup moindre... Ceux qui eurent les moyens et la hardiesse appliquèrent le système des hautes pressions et de l'expansion dans toute leur étendue et firent construire des chaudières marchant à 30, 40, 60 et 70 lb par pouce carré, des pressions qui auraient épouvanté un ingénieur de l'ancienne école. Mais comme le résultat économique de cette augmentation de la pression.... ne tarda pas à se manifester sous la forme bien



tangible de livres, shillings et pence, les chaudières à haute pression furent bientôt d'un emploi général pour les machines à condensation. Ceux qui appliquèrent radicalement la réforme installèrent des machines de Woolff : il en fut ainsi pour la plupart de ceux qui eurent à acheter de nouvelles machines. Ils donnèrent la préférence aux moteurs à deux cylindres, dans lesquelles la vapeur travaille à haute pression dans l'un des cylindres, pour s'échapper, non pas dans l'atmosphère comme autrefois, mais dans le deuxième cylindre, celui-ci à basse pression et avec un volume quatre fois plus considérable que le premier, et y travailler à expansion avant de passer au condenseur. Le résultat économique des machines de ce genre est que le cheval-heure ne demande que de 3 1/2 à 4 fr de charbon, tandis que la consommation des machines de l'ancien système était de 12 à 14 fr . Une combinaison ingénieuse avait permis d'appliquer le système Woolff à deux cylindres, c'est-à-dire la combinaison de la haute et de la basse pression, à des machines anciennes et d'en augmenter la puissance tout en diminuant la consommation. Le même résultat a été obtenu pendant ces dix dernières années en combinant une machine à haute pression avec une machine à condensation, la vapeur d'échappement de la première étant utilisée pour faire tourner la seconde ; ce système est applicable dans beaucoup de cas.

« Il ne serait guère possible de dresser un tableau exact des augmentations de rendement qui ont été obtenues par l'application de l'un, de l'autre ou de tous ces perfectionnements à un même système de machine. Je suis cependant certain que, pour un même poids de vapeur, nous obtenons aujourd'hui au moins 50 % en moyenne de travail en plus, et que dans beaucoup de cas la même machine, qui fournissait 50 chevaux-vapeur à l'époque des vitesses réduites de 220 pieds par minute, en fournit actuellement plus de 100. Les résultats économiques de l'emploi de la vapeur à haute pression dans les machines à condensation et le travail plus considérable qui est demandé aux ancien-



nes machines par suite de l'extension des entreprises, a provoqué dans ces trois dernières années l'introduction des chaudières tubulaires, qui ont déterminé une nouvelle et notable diminution du coût de la vaporisation (*Rep. Fact.*, Oct. 1852, p. 23-27).

Ce qui est vrai des machines motrices l'est également des mécaniques qui transmettent le mouvement et des machines-outils. « Les progrès rapides de la mécanique dans ces dernières années ont permis aux fabricants de donner de l'extension à leur production sans augmentation de force motrice. Le raccourcissement de la journée de travail a rendu indispensable une application plus économique du travail et a fait naître, dans la plupart des fabriques bien dirigées, la préoccupation d'augmenter la production tout en diminuant les dépenses. J'ai devant moi une statistique, que je dois à l'obligeance d'une personne très intelligente de mon district, qui a relevé pour sa fabrique, depuis 1840 jusqu'à ce jour, le nombre et l'âge des ouvriers, les machines utilisées et les salaires payés. En octobre 1840, sa maison occupait 600 ouvriers, dont 200 de moins de 13 ans ; en octobre 1852, elle n'avait plus que 350 ouvriers, dont 60 seulement âgés de 13 ans et moins. Le nombre des machines en exploitation était à peu près le même et le total des salaires payés n'avait guère varié d'une époque à l'autre ». (Rapport de Redgrave, dans *Rep. Fact.*, Oct. 1852, p. 58).

L'effet des perfectionnements des installations mécaniques ne se fait sentir dans toute son intensité que dans les établissements nouveaux, montés d'une manière rationnelle. « En ce qui concerne les perfectionnements des installations mécaniques, je dois faire remarquer qu'avant tout un grand progrès a été réalisé dans la construction des fabriques devant utiliser les mécaniques nouvelles... Je tords tout mon fil au rez-de-chaussée et à cet effet j'y ai installé 29000 broches à organiser. J'estime à 10 % au moins l'économie de main-d'œuvre que je réalise dans cette salle, non pas tant à cause du perfectionnement de mon système



d'organsinage, que par suite de la concentration des machines sous une seule direction. En outre, un seul arbre de transmission suffit pour actionner toutes mes broches, ce qui représente pour moi une économie de poulies de 60 à 80 $\frac{0}{0}$ par rapport à mes concurrents. Je réalise de plus une économie d'huile, de graisse, etc.... En un mot l'installation rationnelle de ma fabrique et l'emploi de machines perfectionnées m'ont valu au bas mot une économie de 10 $\frac{0}{0}$ de travail, sans compter l'économie de force, de charbon, d'huile, de suif, d'arbres, de courroies, etc. » (Déposition d'un filleur de coton, *Rep. Fact.*, oct. 1863, p. 110).

IV. Utilisation des résidus de la production.

La production capitaliste a pour conséquence de donner plus d'importance à l'utilisation des résidus de la production et de la consommation. Par résidus de la production, nous entendons les déchets de l'industrie et de l'agriculture ; par résidus de la consommation, les déjections naturelles de l'homme et les déchets des objets d'usage qu'il consomme. Comme résidus de la production, nous comptons, par exemple, les produits secondaires de l'industrie chimique, dont les petites exploitations ne tirent aucun parti, les copeaux obtenus dans le travail des machines-outils et qui sont utilisés comme matière première dans la production du fer, etc. Comme résidus de la consommation, nous avons la gadoue, les chiffons, etc., dont certains sont de la plus haute importance pour l'agriculture, bien que leur utilisation donne lieu, dans la société capitaliste, à un gaspillage considérable. C'est ainsi qu'à Londres, les déjections de 4 $\frac{1}{2}$ millions d'hommes ne sont employées qu'à empestier la Tamise et cela moyennant une dépense énorme.

C'est naturellement le renchérissement des matières premières qui pousse à l'utilisation des résidus, utilisation pour laquelle il faut : 1^o) que les résidus soient produits



en grande quantité, ce qui ne se présente que dans la production en grand ; 2^o) que les machines soient perfectionnées, de manière qu'elles puissent donner, à des matières primitivement inutilisables, une forme qui les rende aptes à entrer dans une fabrication nouvelle ; 3^o) que les sciences, spécialement la chimie, aient fait suffisamment de progrès pour découvrir les propriétés utiles des résidus. La culture maraîchère, développée comme elle l'est en Lombardie, dans la Chine méridionale et au Japon, rend de très grands services à ce point de vue, bien qu'en règle générale, ce système d'agriculture paie la productivité par un énorme gaspillage de force humaine, enlevée à d'autres sphères de la productivité.

Les soi-disant déchets jouent un rôle important dans la plupart des industries. C'est ainsi que le rapport de l'inspection des fabriques de décembre 1863 signalait qu'en Angleterre et dans beaucoup de parties de l'Irlande, les fermiers n'aimaient pas à cultiver le lin, parce que la préparation dans les *scutch mills* (les petits peignages à moteur hydraulique) entraînait une perte notable... Ce déchet, qui était relativement petit pour le coton, était très important pour le lin et ne pouvait être diminué que par le rouissage dans l'eau et le peignage mécanique... En Irlande, le lin était généralement peigné d'une façon scandaleuse et on en perdait de 28 à 30 0/0, ce qui aurait été évité si on avait eu recours à de meilleures machines. L'étoupe y était produite en quantité telle que l'inspecteur de fabrique pouvait dire : « Il m'est revenu que dans plus d'un peignage les ouvriers emportent les étoupes, de grande valeur cependant, pour les employer comme combustible dans leurs foyers » (l. c., p. 140). Nous parlerons plus loin des déchets de coton, lorsque nous nous occuperons de la variation des prix des matières premières.

L'industrie de la laine a été plus intelligente que celle du lin. « On y renonçait autrefois à la réutilisation des déchets et des chiffons. Il n'en est plus ainsi depuis que le *Shoddy trade*, l'industrie de la laine artificielle, est devenu



une branche importante de fabrication dans le district de Yorkshire, et il n'y a pas de doute que bientôt il en sera de même du coton, dont la réutilisation des déchets donnera lieu également à une fabrication répondant à un besoin qui sera généralement reconnu. Les chiffons de laine, qui il y a une trentaine d'années valaient en moyenne 4 £ 4 sh. la tonne, ont atteint dans ces dernières années le prix de 44 £, et la demande en est devenue tellement forte qu'on utilise également les tissus mixtes de laine et de coton, dans lesquels on est parvenu à détruire le coton en conservant intacte la laine. Actuellement des milliers d'ouvriers sont occupés à la fabrication du *shoddy*, au plus grand avantage des consommateurs qui achètent maintenant à un prix très modéré du drap d'une bonne qualité moyenne » (*Rep. Fact.*, déc. 1863, p. 107). Déjà à la fin de 1862, la laine artificielle intervenait pour un tiers dans le total des matières premières consommées par l'industrie anglaise (*Rep. Fact.*, oct 1862, p. 81). Le « grand avantage » qui en est résulté pour le « consommateur », c'est que ses vêtements de laine s'usent trois fois plus vite et montrent la corde au bout de six fois moins de temps.

L'industrie anglaise de la soie était engagée sur la même pente. De 1839 à 1862, la consommation de soie pure brute avait légèrement diminué, tandis que celle de déchets de soie avait doublé ; grâce à des machines perfectionnées, on tirait parti de ces derniers qui étaient autrefois presque sans valeur et on en faisait une soie bonne à différents usages.

C'est l'industrie chimique qui fournit l'exemple le plus remarquable de l'utilisation des résidus. Non seulement elle consomme et réutilise les déchets des fabrications qui lui sont propres, mais elle trouve un emploi à ceux de beaucoup d'autres industries. C'est ainsi que du goudron de gaz, presque inutilisable autrefois, elle tire les couleurs d'aniline, l'alizarine et jusque (dans ces derniers temps) des médicaments.

Il convient évidemment de distinguer l'économie de la



production déterminée par l'utilisation des résidus de l'économie dans la production des résidus, cette dernière consistant à ramener à un minimum les déchets de toute production, c'est-à-dire à utiliser directement jusqu'à la dernière limite les matières premières et les matières auxiliaires entrant dans la production. L'économie dans la production des résidus dépend en partie du perfectionnement de l'outillage. On consomme d'autant moins d'huile, d'eau de savon, etc., que les pièces des machines sont fabriquées avec plus de précision et sont mieux polies. Et ce qui est vrai de ces matières auxiliaires est vrai également, mais avec une importance beaucoup plus grande, des matières premières, qui abandonnent d'autant moins de déchets dans la production qu'elles sont travaillées par des machines et des outils de meilleure fabrication. Enfin la qualité des matières premières joue également un rôle dans la diminution des résidus de la production. Cette qualité dépend d'une part du développement des industries extractives et de l'agriculture (c'est-à-dire du progrès de la civilisation dans le sens propre du mot), d'autre part, du perfectionnement des industries préparatoires, qui transforment la matière première avant qu'elle soit livrée à la manufacture.

« Parmentier a prouvé que, depuis une époque assez rapprochée, le siècle de Louis XIV, par exemple, l'art de moudre a reçu en France de bien grands perfectionnements, que la différence de l'ancienne à la nouvelle mouture peut s'étendre jusqu'à la moitié en sus du pain fourni par la même quantité de blé. En effet, on assigne d'abord 4 setiers, puis 3, enfin 2 setiers de blé pour la consommation annuelle d'un habitant de Paris, qui n'est plus aujourd'hui que de $1 \frac{1}{3}$ setier ou à peu près 342 livres par individu. J'ajouterai à ces faits mes observations directes et ma propre expérience. Dans le Perche, que j'ai longtemps habité, des moulins grossièrement fabriqués, qui avaient des meules de granit et de trapp, ont été reconstruits d'après les règles de la mécanique, dont les progrès, depuis trente ans, ont été si considérables. On les a pour-



vus de bonnes meules de La Ferté, on a moulu le grain en deux fois, on a imprimé au bluteau un mouvement circulaire, et le produit en farine de la même quantité de blé s'est accru d'un sixième.

« Ainsi s'explique facilement l'énorme disproportion entre la consommation journalière de blé chez les Romains et chez nous ; la raison en est toute dans l'imperfection des procédés de mouture et de panification. Ainsi doit s'expliquer un fait remarquable signalé par Pline (XVIII, xx, 2). et que M. Boeckh s'est contenté d'indiquer en passant, probablement parce qu'il n'en a pas soupçonné la cause. La farine, se vendait à Rome, suivant sa qualité, 40, 48 ou 96 as le *modius*. Ces prix, si élevés, relativement aux cours des grains à cette époque, ont leur raison dans l'imperfection des procédés de mouture, qui étaient alors dans l'enfance et devaient entraîner des frais considérables » (Dureau de la Malle, *Économie politique des Romains*, Paris, 1840, tome I, p. 240).

V. Économie due aux inventions.

Cette économie dans l'emploi du capital fixe résulte, ainsi que nous l'avons déjà dit, de ce que les moyens de travail et les matières premières sont mis en œuvre à une grande échelle, c'est-à-dire utilisés par du travail socialisé, agissant coopérativement dans le procès de production. Sans cette condition, les inventions en mécanique et en chimie ne pourraient être appliquées sans renchérissement du prix des marchandises, ce qui est toujours la condition *sine qua non*, de même que l'économie résultant d'une consommation productive commune ne serait pas possible si la production ne se faisait pas à une grande échelle. Enfin il faut l'expérience du travail combiné pour déterminer où et comment les inventions peuvent être appliquées de la manière la plus simple, et quelles sont les frictions à vaincre



pour la mise en pratique de la théorie et son application au procès de production.

Signalons en passant la distinction entre le travail général et le travail en commun. L'un et l'autre jouent un rôle important dans le procès de production et bien que l'un se transforme en l'autre, une différence très nette les sépare. Par travail général il faut entendre tout travail scientifique; toute découverte, toute invention, résultant soit de la coopération des vivants, soit de l'utilisation du travail des morts; quant au travail en commun, il suppose la coopération directe des individus.

Ce que nous venons de dire au sujet de l'économie due aux inventions est confirmé par les observations que nous avons enregistrées à maintes reprises et notamment par : 1^o) la grande différence qui existe entre le coût de la construction de la première machine d'un nouveau type et celui des machines suivantes (Voir à ce sujet Ure et Babbage). 2^o) les dépenses plus élevées auxquelles donne lieu l'exploitation d'un établissement installé d'après des inventions récentes, par rapport aux établissements qui s'élèvent plus tard de ses ruines, *ex suis ossibus*. Alors que les premiers entrepreneurs font le plus souvent faillite, on voit généralement ceux qui leur succèdent et qui ont acquis dans de meilleures conditions leurs bâtiments et leurs machines, faire de bonnes affaires. Il en résulte que c'est le plus souvent la catégorie la moins digne et la plus méprisable des capitalistes d'argent qui tire le plus grand profit des progrès du travail général de l'esprit humain et de son application sociale par le travail combiné.



CHAPITRE VI

EFFETS DES VARIATIONS DE PRIX

I. Oscillations des prix de la matière première. Leurs effets directs sur le taux du profit.

Nous supposons, ainsi que nous l'avons fait jusqu'à présent, qu'aucune variation ne se produise dans le taux de la plus-value, hypothèse nécessaire pour examiner le phénomène dans toute sa pureté. Il se pourrait cependant, le taux de la plus-value étant invariable, que pour un même capital le nombre des ouvriers augmente ou diminue par suite d'une variation du prix de la matière première ; dans ce cas, qui est tout à fait spécial et que nous n'avons pas à considérer, la plus-value totale peut varier, alors que le taux en reste constant. Lorsqu'un perfectionnement de l'outillage et une variation du prix de la matière première agissent simultanément, soit pour faire varier le nombre d'ouvriers occupés par un même capital, soit pour modifier le taux du salaire, il faut simplement combiner l'action des variations du capital constant et celle des variations du salaire sur le taux du profit ; le résultat s'en déduira tout seul.

Il convient de répéter ici les remarques générales faites précédemment : des variations résultant, soit d'une économie de capital constant, soit d'une variation de prix de la matière première, affectent toujours le taux du profit, même quand elles n'agissent pas sur le salaire et par conséquent sur le taux et la somme de plus-value. Elles font varier



C dans $pl \frac{v}{c}$ et par conséquent la valeur de toute l'expression. Contrairement à ce qui se passe pour la plus-value, la nature des industries dans lesquelles se produisent les variations n'a aucune importance, que ces industries produisent ou non des subsistances pour les ouvriers ou du capital constant pour l'obtention de ces subsistances. Ce qui vient d'être dit s'applique également aux variations dans les industries de luxe, et nous considérons comme telles toutes les branches de production qui ne sont pas indispensables pour la reproduction de la force de travail.

Nous étendons ici la dénomination de matières premières aux matières auxiliaires, comme l'indigo, le charbon, le gaz et, pour autant que l'outillage soit à considérer sous la même rubrique, au fer, au bois, au cuir, etc., qui entrent dans sa fabrication. Le prix de l'outillage est en effet affecté par les variations de prix de ces matières, et nécessairement le taux du profit diminue lorsque les matières premières ou les matières auxiliaires viennent augmenter le coût d'emploi de l'outillage.

Les recherches suivantes n'envisageront que les variations de prix des matières premières entrant directement dans le procès de production de la marchandise et ne tiendront pas compte des matières premières et des matières auxiliaires consommées pour et par l'outillage. Nous remarquerons cependant que les richesses naturelles, telles que le fer, le bois, le charbon, qui sont les éléments essentiels de la construction et de la mise en action des machines, sont considérées comme dues à la fécondité naturelle du capital et concourent à la détermination du taux du profit indépendamment du niveau des salaires.

Le taux du profit étant exprimé par $\frac{pl}{c} = \frac{pl}{c+v}$, il est évident qu'il se modifie à la moindre variation de c et de C , alors même que pl , v et leur rapport restent invariables. Or, la matière première est une partie essentielle du capital constant et si, dans certaines industries, elle



ne joue aucun rôle, les matières auxiliaires et les matières constitutives des machines interviennent toujours pour influencer le taux du profit par les variations de leurs prix. Si une diminution d vient affecter le prix de la matière première, l'expression $\frac{pl}{c} = \frac{pl}{c+v}$ se transforme en $\frac{pl}{c-d} = \frac{pl}{(c-d)+v}$ et le taux du profit augmente ; inversement, si le prix de la matière première augmente, $\frac{pl}{c} = \frac{pl}{c+v}$ devient $\frac{pl}{c+d} = \frac{pl}{(c+d)+v}$ et le taux du profit baisse. Toutes circonstances égales, le taux du profit varie par conséquent en sens inverse du prix de la matière première. Il s'ensuit que le bas prix de la matière première est d'une importance extrême pour les pays industriels, même si les variations n'en sont pas accompagnées de modifications des débouchés, c'est-à-dire même si l'on fait abstraction du rapport entre l'offre et la demande. Il en résulte également que le commerce étranger exerce une influence sur le taux du profit, même lorsqu'il n'agit pas sur le salaire, en réduisant le prix des subsistances indispensables et qu'il se borne à affecter les prix des matières premières et auxiliaires destinées à l'industrie et à l'agriculture. L'ignorance plus ou moins complète de la nature du taux du profit et de la différence qui le sépare du taux de la plus-value, a été cause que certains économistes, comme Torrens, qui ne considèrent que les faits et mettent au premier plan l'influence considérable des prix de la matière première sur le taux du profit, ont donné une fausse explication théorique du phénomène, tandis que d'autres, comme Ricardo, s'en tenant aux principes généraux, ont visé, par exemple, l'influence du commerce mondial sur le taux du profit.

On comprend de quelle importance doit être pour l'industrie, la question de la suppression ou de la réduction des droits d'entrée sur les matières premières et comment cette question devint un des points principaux de la doctrine du système prohibitif dès qu'il eut pris un développement rationnel. A côté de la suppression des droits sur le blé,



elle fut l'objet de la revendication principale des *free traders* anglais, qui étaient préoccupés avant tout de l'abolition des droits d'entrée sur le coton.

L'utilisation de la farine dans l'industrie du coton peut être invoquée comme un exemple remarquable de l'importance de la diminution de prix, non d'une matière première proprement dite, mais d'une matière auxiliaire, jouant en même temps, il est vrai, un rôle important dans l'alimentation. En 1837, R. H. Greg (1) estimait que les 100.000 métiers à vapeur et les 250.000 métiers à main que l'industrie du coton exploitait alors en Grande-Bretagne, consommaient annuellement 41 millions de q de farine pour le collage des chaînes, plus environ le tiers de cette quantité pour le blanchiment et d'autres préparations, et il évaluait à 342.000 £ par an, la valeur de la farine qui avait été ainsi mise en œuvre pendant les dix dernières années. La comparaison avec les prix du continent démontrait que les droits d'entrée sur les céréales imposaient aux fabricants une dépense supplémentaire, rien que pour la farine, de 170.000 £ par an. Greg évalue cette dépense à 200.000 £ au moins pour l'année 1837, et il cite une maison qui, par l'augmentation du prix de la farine, fut entraînée à dépenser 1000 £ de plus par an. Ces faits amenèrent de grands fabricants, des hommes d'affaires sérieux et prudents à dire qu'une journée de dix heures de travail suffirait largement, si les droits d'entrée sur le blé étaient abolis » (*Rep. Fact.*, oct. 1898, p. 98). Ces droits ainsi que ceux sur le coton et d'autres matières premières furent en effet supprimés ; mais à peine cette mesure fut-elle prise, que l'opposition des fabricants à la loi des dix heures devint plus violente que jamais, et lorsque la loi abaissant à dix heures la journée de travail dans les fabriques fut votée, les industriels n'eurent rien de plus pressé que de tenter de réduire d'une manière générale les salaires.

(1) *The Factory Question and the Ten Hours Bill*. By R. H. Greg, London 1837, p. 115.



La valeur des matières premières et auxiliaires passe tout entière et en une fois dans la valeur du produit, tandis que la valeur du capital fixe n'y passe que petit à petit, au fur et à mesure qu'il s'use. Il en résulte que la matière première affecte beaucoup plus le prix du produit que le capital fixe, bien que le taux du profit soit déterminé par la valeur totale du capital mis en œuvre, quelle que soit la fraction qui en soit consommée. Il est cependant clair — nous n'en parlons qu'en passant, car nous supposons toujours que les marchandises soient vendues à leur valeur, abstraction faite des variations de prix déterminées par la concurrence — que l'étendue du marché dépend du prix de chaque marchandise prise isolément et varie en raison inverse de ce prix. C'est pour cette raison qu'il arrive parfois que la hausse ou la baisse de la matière première n'est pas suivie d'une hausse ou d'une baisse exactement proportionnelle du produit, ce qui a pour conséquence une chute ou une ascension plus grande du taux du profit que si les marchandises s'étaient vendues à leur valeur.

Si l'importance et la valeur de l'outillage croissent en même temps que la productivité du travail, ils n'augmentent pas proportionnellement à celle-ci, c'est-à-dire proportionnellement aux quantités de marchandises produites en plus. Par conséquent, dans les industries qui consomment de la matière première, c'est-à-dire des produits ayant déjà nécessité un travail antérieur, l'accroissement de la productivité est caractérisé en ce qu'une même quantité de travail est absorbée par une quantité plus grande de matière première, en ce que la quantité de matière première qui, en une heure par exemple, peut être transformée en marchandise, est plus considérable. A mesure que la productivité du travail augmente, la valeur de la matière première devient un élément de plus en plus important de la valeur du produit, non seulement parce qu'elle y entre tout entière, mais parce que la valeur correspondant à l'usure de l'outillage et celle créée par le nouveau travail y interviennent pour une part de plus en plus petite.



L'importance relative de la matière première dans la valeur du produit augmente donc sans cesse, à moins que la valeur de la matière première elle-même ne vienne à diminuer par suite de la productivité croissante du travail qui l'engendre.

Les matières premières, les matières auxiliaires et le salaire, faisant partie du capital circulant, doivent être entièrement reconstitués par la vente du produit, tandis que pour l'outillage l'usure seule doit être compensée et encore provisoirement, sous forme d'un fonds de réserve (il est sans importance que chaque transaction apporte ou non sa part au fonds de réserve ; il suffit que la réserve de l'année soit constituée par la vente de l'année). Une hausse du prix de la matière première peut donc entraver ou arrêter tout le procès de reproduction ; il suffit pour cela que la vente ne rapporte pas un prix suffisant pour reconstituer tous les éléments de la marchandise, ou que ce prix ne soit pas assez élevé pour permettre au capitaliste de continuer le procès de production à une échelle en rapport avec son organisation technique, soit qu'il se voie obligé d'arrêter une partie de son outillage, soit qu'il soit forcé de réduire les heures de travail de toute son installation.

Enfin les pertes provenant des déchets varient en raison directe du prix de la matière première, mais dans une certaine limite seulement. En 1850 on pouvait encore dire : « L'augmentation du prix de la matière première donne lieu à une perte non sans importance, que seuls les praticiens de la filature peuvent apprécier : c'est la perte due aux déchets. On me rapporte que lorsqu'il y a hausse du coton, les frais du filateur, surtout de celui qui fabrique les qualités inférieures, augmentent plus rapidement que les prix. Pour les fils grossiers, la filature donne un déchet de plus de 15 0/0, ce qui fait une perte de $\frac{1}{2}$ d. par lb , lorsque le prix du coton est de $3\frac{1}{2}$ d., et une perte de 1 d. par lb , lorsque le prix s'élève à 7 d. par lb ». (*Rep. Fact.*, Avril 1850, p. 17). Mais lorsque la guerre civile américaine fit monter le coton à des prix inconnus depuis pres-



que cent ans, le rapport s'exprima tout autrement : « Le prix que l'on obtient maintenant du déchet du coton et la réintroduction de celui-ci dans la fabrication comme matière première, compensent quelque peu, entre le coton des Indes et celui d'Amérique, la différence de $12\frac{1}{2}\%$ environ qui résulte de la perte due au déchet. Le coton des Indes en donne 25% , de sorte que ce coton coûte au fileur $\frac{1}{4}$ de plus que ce qu'il le paie. Cette perte fut peu importante, aussi longtemps que le coton américain coûta 5 ou 6 d. la lb , car alors elle ne dépassait pas $\frac{3}{4}$ d. par lb ; elle est considérable maintenant que le coton coûte 2 sh. la lb , ce qui fait une perte de 6 d. due au déchet (1) (*Rep. Fact.*, Oct. 1863, p. 106).

II. Renchérissement et dépréciation. Dégagement et engagement de capital.

Les phénomènes que nous étudierons dans ce chapitre n'atteignent leur plein développement que sous l'action du crédit et de la concurrence sur le marché mondial, qui constituent en quelque sorte l'atmosphère de la production capitaliste. Ils ne peuvent être exposés clairement sous leurs formes concrètes que pour autant que la nature du capital en général soit bien comprise ; sous cet aspect ils sortent du plan de cet ouvrage et l'analyse pourra en être faite plus tard. Nous nous en occuperons cependant d'une manière générale, étant donné qu'ils se rattachent directement à l'étude du profit. Ils doivent, du reste, être exposés brièvement, parce qu'ils donnent aux choses une fausse appa-

(1) Il y a une erreur dans la dernière phrase du rapport : il faut 3 d. au lieu de 6 d. pour la perte due au déchet. La perte est, il est vrai, de 25% pour le coton des Indes ; mais elle est seulement de $12\frac{1}{2}\%$ à 15% pour le coton d'Amérique dont il est question ici et dont le prix fut bien de 5 à 6 d. comme le dit le rapport. Il convient d'ajouter que le déchet augmenta dans une notable proportion pour le coton qui fut envoyé en Europe pendant les dernières années de la guerre.



renée et qu'ils portent à croire que non seulement le taux, mais la valeur absolue du profit (laquelle est égale à la valeur absolue de la plus-value) peuvent augmenter et diminuer indépendamment des variations de la plus-value.

Faut-il considérer comme des phénomènes différents le dégagement et l'engagement de capital, d'un côté, le renchérissement et la dépréciation, de l'autre ?

Demandons-nous d'abord ce qu'il faut entendre par dégagement et engagement de capital (inutile de dire ce que c'est que le renchérissement et la dépréciation). Ces mots expriment simplement que la valeur du capital a été augmentée ou diminuée (il ne s'agit pas du sort d'un capital particulier) sous l'action de n'importe quelles circonstances économiques générales, par conséquent en dehors de l'augmentation due au surtravail. Nous dirons qu'il y a engagement de capital lorsque une partie de la valeur du produit doit être reconvertie en capital constant ou variable, pour que la production puisse continuer à la même échelle ; de même nous dirons qu'il y a dégagement lorsqu'une partie de la valeur du produit, qui jusque là avait dû être reconvertie en capital constant ou variable, devient disponible ou superflue, bien que la production se poursuive à la même échelle. Le dégagement et l'engagement de capital sont donc différents du dégagement et de l'engagement de revenu. Si, par ex., le capital C donne x de plus-value annuelle, il peut se présenter que, par suite d'une baisse du prix des marchandises que le capitaliste consomme personnellement, $x - a$ suffise pour acheter la même somme de jouissances que précédemment. Dans ce cas, la partie a du revenu est dégagée et peut être employée soit à donner plus d'importance à la consommation, soit à être accumulée pour être retransformée en capital. Inversement, si pour continuer son genre de vie, le capitaliste a besoin de $x + a$, il faut qu'il se décide soit à réduire ses dépenses, soit à dépenser comme revenu une partie a du produit annuel qu'il accumulait précédemment.

Le renchérissement et la dépréciation peuvent affecter



ou le capital constant, ou le capital variable, ou l'un et l'autre, et quand ils affectent le capital constant la répercussion peut se faire soit sur la partie fixe, soit sur la partie circulante, soit sur les deux parties de ce capital.

Dans le capital constant il faut considérer, d'une part, les matières premières, les matières auxiliaires et les demi-fabricats que nous réunissons, dans ce chapitre, sous le nom de matières premières ; et d'autre part, l'outillage et le reste du capital fixe.

Plus haut nous avons observé l'influence des variations du prix et de la valeur de la matière première sur le taux du profit, et nous avons posé en loi générale que, les autres circonstances restant les mêmes, le taux du profit varie en raison inverse de la valeur de la matière première. Cette loi est absolument vraie pour tout capital qui est engagé pour la première fois dans une entreprise, pour tout argent qui est transformé pour la première fois en capital productif. Mais si l'on fait abstraction de ce capital qui va être engagé pour la première fois, on voit qu'une grande partie du capital déjà en fonction se trouve dans la sphère de la circulation, pendant qu'une autre partie est engagée dans la sphère de la production. Une fraction se rencontre sur le marché à l'état de marchandises destinées à être converties en argent ; une autre fraction a déjà revêtu la forme argent et attend qu'elle soit reconvertie en éléments de production ; enfin une troisième fonctionne dans la sphère de production, soit comme moyens de production (matières premières, matières auxiliaires, demi-fabricats achetés, outillage et autre capital fixe), soit comme produit non encore achevé. L'influence du renchérissement ou de la dépréciation dépend de l'importance relative de ces diverses fractions. Pour simplifier la question, nous écarterons provisoirement tout le capital fixe et nous n'envisagerons que la partie du capital constant qui se compose de matières premières et auxiliaires, de demi-fabricats, de marchandises inachevées et achevées.

Si le prix de la matière première, du coton par exemple,



hausse, le prix des fabricats — tant celui des demi-fabricats comme le fil, que celui des marchandises achevées comme les tissus — hausse également. Il en est de même de la valeur du coton non encore travaillé se trouvant dans les magasins et du coton engagé dans la fabrication ; et comme ce dernier représente, par répercussion, un temps de travail plus considérable, il ajoute au produit une valeur plus grande que celle qu'il possédait lorsque le capitaliste l'a acheté. Si la hausse se produit à un moment où des quantités considérables de marchandises achevées, quel que soit le degré de fabrication auquel elles soient arrivées, se trouvent sur le marché, la valeur de ces marchandises augmente et il en résulte un accroissement de la valeur du capital existant. Il en est de même des provisions de matières premières, etc., possédées par les producteurs. Cette augmentation de valeur peut compenser ou même plus que compenser, pour un capitaliste ou toute une industrie, la baisse du taux du profit qui suit la hausse de la matière première. (Sans détailler ici les effets de la concurrence, nous ferons, pour être complet, les constatations suivantes : 1^o lorsque les provisions de matière première sont considérables, elles contrarient la hausse qui tend à prendre naissance dans les centres de production ; 2^o lorsque le marché est encombré de demi-fabricats ou de marchandises achevées, le prix de ces produits ne peut pas augmenter dans la même mesure que celui de la matière première.)

L'inverse se produit lorsqu'il y a baisse du prix de la matière première, ce qui, toutes les autres circonstances restant invariables, a pour conséquence une hausse du taux du profit : les marchandises non encore vendues, les articles non encore achevés, les matières premières approvisionnées sont dépréciées et l'augmentation du taux du profit qui se produit en même temps est contrariée.

Par conséquent, une variation de prix de la matière première se manifeste d'une manière d'autant plus significative que les provisions sont moins considérables dans les établissements de production et sur le marché, ce qui se



présente notamment à la fin de l'année commerciale — en agriculture, par exemple, après la moisson — lorsque la matière première nouvelle est sur le point d'être livrée en abondance.

Toute notre analyse part de la supposition que le renchérissement et la dépréciation expriment de réelles variations de la valeur. Mais puisqu'il ne s'agit ici que de l'influence, sur le taux du profit, des variations de prix, les causes de celles-ci n'ont aucune importance, et ce que nous avons dit est vrai alors même qu'elles seraient dues, non à des modifications de la valeur, mais à l'action du crédit, de la concurrence, etc. Le taux du profit étant exprimé par le rapport de l'excédent de valeur du produit à la valeur totale du capital avancé, une augmentation de ce taux résultant de la dépréciation du capital avancé, serait accompagnée d'une perte de valeur du capital, et une diminution, provoquée par un accroissement de valeur du capital avancé, pourrait être accompagnée d'un gain.

Quant à la seconde partie du capital constant, l'outillage et le capital fixe, il est indispensable, pour analyser les accroissements de valeurs qui peuvent s'y produire et qui affectent notamment les bâtiments, le sol, etc., de tenir compte de la rente foncière ; pour cette raison il n'y a pas lieu de les étudier ici. Il faut citer cependant, comme ayant une importance générale au point de vue de la dépréciation, les améliorations qui sont apportées continuellement à l'outillage et aux installations, et qui viennent à chaque instant en diminuer la valeur d'usage et, par cela même, la valeur. Elles agissent surtout énergiquement au début de l'application d'un outillage nouveau, lorsque celui-ci n'a pas encore acquis un degré suffisant de perfection, et elles ont pour conséquence de rendre les machines surannées avant qu'elles aient reproduit leur valeur. Elles provoquent généralement une prolongation exagérée de la journée de travail, que les capitalistes font durer jour et nuit, afin d'amortir l'outillage le plus vite possible sans en évaluer la dépréciation à un taux trop élevé. Lorsque cet



expédient ne suffit pas pour compenser le raccourcissement (à cause des améliorations éventuelles) de l'existence de l'outillage, l'usure morale intervient pour une part exagérée dans la valeur du produit et celui-ci est incapable de soutenir la concurrence de la fabrication à la main (1).

Lorsque l'outillage, les bâtiments, en un mot le capital fixe sont arrivés à un degré de perfection tel qu'ils peuvent fonctionner pendant de longues années sans devoir subir une modification fondamentale, il intervient une autre dépréciation, due au perfectionnement des méthodes de reproduction du capital fixe. L'outillage voit alors diminuer sa valeur, non parce qu'il doit être rejeté ou qu'il est déprécié par suite de l'introduction de machines plus récentes et plus productives, mais parce qu'il peut être reproduit dorénavant à meilleur marché. Ceci explique comment il arrive fréquemment que de grands établissements ne prospèrent que lorsqu'ils sont remis en exploitation après que ceux qui les ont possédés en premier lieu ont fait faillite ; les capitalistes qui les reprennent les achètent à bas prix et commencent ainsi leurs entreprises avec des avances moindres de capital.

Il saute aux yeux, principalement dans l'agriculture, que les circonstances qui font varier les prix des produits modifient dans le même sens la valeur du capital, qui d'ailleurs se compose en grande partie de produits, par ex. de céréales, de bétail, etc. (Ricardo).

Il nous reste à nous occuper du capital variable.

La valeur de la force de travail, dont les variations se font dans le même sens que celles de la valeur des subsistances — ce qui revient au renchérissement ou à la dépréciation du capital variable — provoque une diminu-

(1) Voir les exemples chez Babbage entre autres. L'expédient ordinaire, la réduction des salaires, est également appliqué, et c'est ainsi que cette dépréciation continue agit tout autrement que M. Carey ne l'entrevoit dans son cerveau harmonique.



tion de la plus-value lorsqu'elle augmente, et inversement une augmentation lorsqu'elle diminue, pourvu que la durée de la journée de travail reste la même. D'autres phénomènes, tels que l'engagement et le dégagement de capital, accompagnent ces variations et vont être rapidement passés en revue.

Si le salaire baisse par suite d'une diminution de valeur de la force de travail (phénomène qui peut être accompagné d'une augmentation du prix réel du travail), une partie du capital engagé pour le salaire est dégagée ; il y a donc dégagement de capital variable. S'il s'agit d'un capital qui est avancé pour la première fois, il se produit simplement une élévation du taux de la plus-value : il faut moins d'argent que précédemment pour mettre en œuvre la même quantité de travail et la fraction non payée du travail augmente aux dépens de la fraction payée. S'il s'agit d'un capital qui a déjà fonctionné, il n'y a pas seulement élévation du taux de la plus-value, mais une partie du capital engagé pour le salaire devient libre. Jusque-là, cette partie était retranchée chaque fois du produit de la vente pour être avancée comme salaire, pour fonctionner comme capital variable, afin de maintenir l'entreprise à la même échelle ; maintenant elle devient disponible et elle peut fonctionner comme capital nouveau, soit pour donner de l'extension à la même entreprise, soit pour alimenter une autre branche de production.

Supposons que pour occuper 500 ouvriers, il fallût précédemment 500 £ par semaine et qu'il n'en faille plus que 400. La valeur produite étant de 1000 £ dans les deux cas, la plus-value hebdomadaire avait, avant la baisse des salaires, une valeur absolue de 500 £ et un taux de $\frac{500}{500} = 100\%$; maintenant sa valeur absolue est de $1000 - 400 = 600$ £, et son taux s'est élevé à $\frac{600}{400} = 150\%$. Cette augmentation du taux de la plus-value est le seul phénomène qui se produise pour le capitaliste qui, dans



cette branche d'affaires, commence une entreprise avec un capital variable de 400 £ et un capital constant suffisant. Il n'en est pas de même pour une entreprise déjà en fonction. Pour celle-ci la dépréciation du capital variable a non seulement comme conséquence la majoration de la plus-value absolue, qui passe de 500 à 600 £, et la hausse du taux de la plus-value, qui s'élève de 100 à 150 % ; mais elle provoque un dégagement de 100 £ de capital, qui pourront être employés à exploiter du travail. Non seulement la même quantité de travail sera exploitée à des conditions plus avantageuses, mais par suite du dégagement de 100 £, le même capital variable de 500 £ pourra exploiter, dans des conditions plus avantageuses, plus d'ouvriers qu'au-paravant.

Voyons maintenant le cas inverse. 500 ouvriers étant occupés et la répartition du produit se faisant suivant $400_v + 600_{pl} = 1000$, le taux de la plus-value est de 150 % et le salaire hebdomadaire de chaque ouvrier est de $\frac{400}{500}$ £ ou 16 shillings. Si, par suite de l'accroissement de valeur du capital variable, le travail des 500 ouvriers coûte désormais 500 £, le salaire hebdomadaire de chacun sera de 1 £, et 400 £ ne permettront de mettre à l'œuvre que 400 ouvriers. Si le nombre des travailleurs reste le même, nous aurons $500_v + 500_{pl} = 1000$ et le taux de la plus-value tombera d'un tiers, de 150 % à 100 %. Le taux du profit, les circonstances restant égales, baissera également, mais dans une proportion moindre. En effet, si $c = 2000$, nous avons, avant la hausse du salaire, $2000_c + 400_v + 600_{pl} = 3000$; $p_l' = 150\%$, $p' = \frac{600}{2400} = 25\%$; et après la hausse, $2000_c + 500_v + 500_{pl} = 3000$; $p_l' = 100\%$, $p' = \frac{500}{2500} = 20\%$. Telles seront les conséquences pour un capital qui commence à fonctionner. Elles seront plus compliquées pour un capital qui est déjà engagé. Un capital variable de 400 £ ne pourra plus occuper que 400 ouvriers, et encore à la condition que le taux de la plus-value ne soit plus que de



100 0/0, ce qui ramènera la plus-value totale à 400 £. D'autre part, comme pour faire produire le capital constant de 2000 il faut 500 ouvriers, les 400 ouvriers qui seront maintenus au travail après la hausse du salaire, ne pourront plus mettre en œuvre qu'un capital de 1600 £. Par conséquent, pour continuer la production à la même échelle et éviter le chômage de $\frac{1}{3}$ de l'outillage, il faudra augmenter de 100 £ le capital variable et occuper comme auparavant 500 ouvriers. Du capital disponible jusque-là devra être engagé : une partie de l'argent accumulé en vue de l'extension de l'entreprise sera détournée de sa destination ou une partie du revenu qui devait être dépensé pour la personne du capitaliste devra être ajoutée au capital. Le capital variable ainsi augmenté de 100 £ produira néanmoins une plus-value inférieure de 100 £ à la précédente. Plus de capital sera nécessaire pour occuper le même nombre d'ouvriers et la plus-value fournie par chaque ouvrier sera diminuée.

Les avantages résultant du dégagement et les désavantages inhérents à l'engagement du capital variable ne se présentent que pour le capital déjà engagé et se reproduisant dans des conditions déjà données. Un capital nouveau n'est affecté que par la hausse ou la baisse du taux de la plus-value, qui sont accompagnées d'une variation dans le même sens, mais non proportionnelle, du taux du profit.

Le dégagement et l'engagement du capital variable que nous venons d'examiner sont la conséquence d'une dépréciation ou d'un renchérissement des éléments du capital variable, c'est-à-dire des frais de reproduction de la force de travail. Un dégagement de capital variable peut cependant se produire, le taux du salaire restant invariable, lorsqu'un développement de la production a pour conséquence de réduire le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre un même capital constant, de même qu'inversement un engagement de capital variable peut être provo-



qué par un recul de la productivité. Si, par contre, une partie du capital variable est transformée en capital constant, c'est-à-dire si une modification survient dans les conditions d'emploi des parties d'un même capital, il en résulte évidemment une altération des taux de la plus-value et du profit, mais ces changements ne rentrent pas dans la catégorie des phénomènes que nous étudions ici comme engagement et déengagement du capital.

Ainsi que nous l'avons vu, du capital constant peut être engagé ou dégagé lorsqu'il se produit un renchérissement ou une dépréciation de ses éléments constitutifs. En dehors de ce cas et de celui où une partie du capital variable est transformée en capital constant, il ne se produit un engagement de capital constant qu'à la suite d'un accroissement de la productivité du travail, c'est-à-dire lorsque la même quantité de travail engendre plus de produits et met par conséquent plus de capital constant en mouvement. Il en est de même, dans certaines circonstances, lorsqu'il y a diminution de la force productive ; par exemple, dans l'agriculture, lorsque, pour produire la même quantité de produits, une même somme de travail exige une plus grande masse de moyens de production, plus de semences, plus de fumier, plus d'installations de drainage.

Du capital constant peut être dégagé, sans qu'il y ait dépréciation, lorsque, par suite d'améliorations, de mise en œuvre de forces naturelles, etc., il devient possible à un capital constant d'importance moindre de rendre les mêmes services techniques qu'un capital de valeur supérieure.

Nous avons vu dans le volume II qu'une partie de l'argent provenant de la vente des marchandises doit être reconvertie en éléments matériels du capital constant, dont l'importance dépend du caractère technique de la branche de production que l'on considère. Parmi ces éléments, le plus important, abstraction faite du salaire, c'est-à-dire du capital variable, est la matière première, rubrique sous laquelle nous comprenons également les matières auxi-



liaires, qui sont avant tout importantes dans les industries extractives, notamment les mines, qui fonctionnent sans matière première proprement dite. En effet, la partie du prix qui correspond à l'usure de l'outillage constitue plutôt un facteur idéal du calcul, aussi longtemps que l'outillage est en état de fonctionner, et il importe peu qu'elle soit payée et convertie en argent aujourd'hui, demain ou à tout autre moment de la rotation. Il en est autrement de la matière première, dont une augmentation de prix peut avoir pour conséquence de rendre la valeur de la marchandise insuffisante pour payer le renouvellement du salaire et de la matière première renchérie. C'est ainsi que des variations violentes des prix peuvent déterminer, dans le procès de production, des interruptions, des crises intenses et même des catastrophes. C'est le cas notamment des produits de l'agriculture et des matières premières fournies par la nature organique, dont la valeur passe par des hauts et des bas considérables, par suite — nous continuons à faire abstraction du crédit — des imprévus des récoltes, etc. Dans ces productions, une même quantité de travail peut être représentée par des quantités très différentes de valeurs d'usage, suivant la clémence ou l'inclémence des saisons et l'influence favorable ou défavorable de certaines forces naturelles, qui échappent au contrôle de l'homme et qui ont pour conséquence d'assigner des prix très inégaux à une même valeur d'usage. Si une valeur x est représentée par 100 th d'une marchandise a , le prix d'une th sera de $\frac{x}{100}$, tandis qu'elle s'abaissera à $\frac{x}{1000}$, si la valeur x est représentée par 1000 th de a .

Un second facteur de la variation du prix des matières premières, que nous ne citons que pour être complet (car nous continuons à faire abstraction de la concurrence et du crédit) résulte des circonstances suivantes : les matières premières végétales et animales, qui par leur nature sont soumises, dans leur naissance et leur croissance, à l'ac-



tion de lois naturelles, ne peuvent pas être augmentées subitement et dans la même mesure que les machines, par exemple, ni que ces autres capitaux fixes, les charbons, les minerais, etc., qui, leurs conditions naturelles d'existence étant connues, peuvent être produits en quantités plus ou moins grandes et en délais plus ou moins courts dans les pays développés industriellement. Il est donc possible et là où la production capitaliste est développée, il est même inévitable que la partie du capital constant constituée par le capital fixe, l'outillage, etc., augmente beaucoup plus rapidement que la seconde partie du capital constant, qui comprend les matières premières organiques ; il en résulte que la demande de ces matières premières peut augmenter plus rapidement que l'offre et donner lieu à une hausse de leur prix. Cette hausse aura pour conséquences : 1^o) que des matières premières pourront être amenées de centres plus éloignés, la majoration du prix étant suffisante pour couvrir l'augmentation des frais de transport ; 2^o) que plus d'extension sera donnée à la production de ces matières premières, mesure dont l'effet, étant donnée la nature des choses, ne se fera sentir qu'un an plus tard ; 3^o) qu'il sera fait usage de succédanés sans emploi précédemment et dont l'utilisation aura pour conséquence une économie de déchets. Au moment où la hausse des prix commence à agir très sensiblement sur la production et l'offre, le point culminant est le plus souvent atteint ; la persistance de l'accroissement des prix de la matière première et des marchandises auxquelles elle sert, a fini par déterminer une régression de la demande et par suite un recul des prix. La dépréciation du capital sous toutes ses formes donne lieu alors à des convulsions et à d'autres conséquences dont nous nous occuperons bientôt.

De ce que nous venons de dire nous pouvons conclure que plus la production capitaliste est développée : 1^o) plus il est possible d'augmenter subitement et d'une manière continue la partie du capital constant constituée par l'outillage, etc. ; 2^o) plus rapide est l'accumulation (dans les



périodes de prospérité, par exemple) et plus grande la surproduction relative d'outillage et de capital fixe de toute nature ; 3^o) plus fréquente est la production relativement insuffisante de matières premières végétales et animales, accompagnée de la hausse de prix et de la réaction que nous venons de décrire, et plus fréquentes sont par conséquent les révolutions déterminées par la variation violente de prix de l'un des éléments principaux de la reproduction.

L'effondrement de ces prix élevés survenant, soit parce que la demande diminue, soit parce que la production prend de l'extension, soit encore parce que l'on fait appel à des produits de centres plus éloignés et qui n'étaient pas utilisés jusque-là (toutes circonstances qui déterminent une offre dépassant la demande) entraîne une série de conséquences intéressantes à observer.

La baisse subite du prix de la matière première en ralentit la production et rétablit, parfois avec certaines restrictions, le monopole des pays qui la livraient dans les conditions les plus favorables. Mais si la production se ralentit, elle se poursuit néanmoins, à cause de l'impulsion qui lui a été communiquée, à une échelle plus grande, surtout dans les pays qui jouissent plus ou moins d'un monopole ; de sorte que grâce au dernier cycle de rotation elle se fait sur une base nouvelle, considérablement élargie, en rapport avec les extensions de l'outillage et qui désormais, lorsqu'elle aura encore subi quelques oscillations, sera considérée comme la nouvelle base normale, le nouveau point de départ. Cependant il n'en sera pas ainsi dans les centres d'importance secondaire, où la production avait pris un certain essor et où elle subira un ralentissement considérable. C'est ainsi que sur les tableaux d'exportation on peut montrer du doigt, pendant ces trente dernières années (jusqu'en 1865), comment la production du coton a augmenté aux Indes chaque fois qu'il y a eu un déficit dans la production américaine et comment ensuite elle a diminué subitement dans une proportion plus ou moins grande.

Lorsque les prix de la matière première augmentent, les industriels s'associent pour régler la production ; il en fut ainsi, par exemple, à Manchester, en 1848, après la hausse du coton, et il en fut de même en Irlande pour la production du lin. Mais dès que la première secousse est passée, le principe universel de la concurrence : « acheter au prix le plus avantageux » redevient souverain et l'on abandonne de nouveau au « prix » le soin de régler l'afflux des marchandises. Toute idée d'un contrôle général et prévoyant de la production des matières premières (contrôle qui est du reste incompatible avec les lois de la production capitaliste et, qui restant à l'état de désir irréalisable, ne pourra jamais se traduire que par quelques mesures exceptionnelles dans les moments de danger imminent) fait place à la croyance que l'offre et la demande doivent se balancer (1). La superstition des capitalistes sous ce rapport est tellement grossière que même les inspecteurs de fabriques en sont frappés d'étonnement.

Les alternatives de bonnes et de mauvaises années ramènent naturellement la mise en œuvre de matières premières d'un prix moindre, qui viennent influencer le taux du profit et agir directement et indirectement sur la demande. Les phénomènes que nous avons décrits plus haut, le dévelop-

(1) Depuis que ceci a été écrit (1865), la concurrence sur le marché mondial s'est considérablement accentuée par le développement rapide de l'industrie dans tous les pays civilisés, surtout en Amérique et en Allemagne. Les capitalistes acquièrent de plus en plus la conviction que les forces productives modernes, avec leur développement rapide et gigantesque, échappent tous les jours davantage aux lois de l'échange capitaliste, qui devraient les diriger. Les deux symptômes suivants l'établissent à l'évidence : 1^o la nouvelle et universelle manie des droits de protection, qui se distingue de l'ancienne idée protectionniste en ce qu'elle poursuit avant tout la protection des articles susceptibles d'exportation ; 2^o les cartels et les trusts qui se créent dans les grandes branches de production pour régler la production, les prix et les profits. Il va de soi que ces essais ne sont réalisables que lorsque les circonstances économiques s'y prêtent. Le premier orage les démolit et vient démontrer que si la production a besoin d'une réglementation, ce n'est pas la classe capitaliste qui est appelée à l'organiser. En attendant, les cartels s'arrangent pour que les petits soient mangés plus vite que jamais par les grands. — F. E.



pement de l'outillage plus rapide que celui de la production de matières premières, se reproduisent alors, mais dans un cadre élargi. Une véritable amélioration de la production de la matière première, portant non seulement sur la quantité mais sur la qualité (les Indes, par exemple, étant amenées à fournir du coton valant le coton américain), exigerait une demande continue, ininterrompue et régulièrement croissante de l'Europe (abstraction faite des conditions économiques dans lesquelles est placé le producteur indien). Malheureusement il est loin d'en être ainsi; continuellement la production de matières premières est soumise à des changements brusques; tantôt elle est largement épanouie, tantôt elle est violemment contractée. Tous ces faits, de même qu'en général la tendance de la production capitaliste, peuvent être étudiés de très près dans la disette de coton de 1861 à 1865, dont le caractère fut d'autant plus accentué qu'il s'agissait d'une matière première constituant un des éléments les plus essentiels de la reproduction et qui fit totalement défaut pendant un certain temps. Les prix peuvent hausser, ou bien parce que l'offre quoique suffisante se produit dans des conditions difficiles, ou bien parce que la matière première fait réellement défaut; ce fut cette dernière éventualité qui se trouva réalisée au début de la crise du coton.

Plus nous nous rapprochons, dans l'histoire de la production, de l'époque actuelle, et plus régulièrement nous constatons, dans les industries importantes et pour les matières premières fournies par la nature organique, la succession de périodes de renchérissement et de périodes de dépréciation. Les exemples qui vont suivre, empruntés aux rapports des inspecteurs de fabriques, constituent une illustration frappante de cette règle. L'observation des phénomènes agricoles montre également que le système capitaliste est en opposition avec une agriculture rationnelle ou que l'agriculture rationnelle est incompatible avec le système capitaliste (bien que celui-ci en provoque le développement technique) et qu'elle réclame ou l'activité du petit cultiva-



teur travaillant lui-même ou le contrôle des producteurs associés.

Nous passons la plume aux inspecteurs de fabriques :

« Les affaires marchent mieux ; mais la durée des bonnes et des mauvaises périodes devient moindre à mesure que l'outillage joue un rôle plus important. Comme il en résulte une demande plus importante de matières premières, les soubresauts se multiplient dans la marche des affaires.....

« Pour le moment, non seulement la confiance qui avait été ébranlée par la panique de 1857 est rétablie, mais la panique semble être presque totalement oubliée. Cela durera-t-il ? Le prix des matières premières décidera en grande partie de ce qui arrivera. Dès maintenant il est possible de prévoir que, pour certains produits, on est à la veille d'atteindre des prix au-dessus desquels la fabrication deviendra de moins en moins lucrative jusqu'à atteindre le maximum au-dessus duquel tout profit sera impossible. Examinons, par ex., les années 1849 et 1850, qui ont été très bonnes pour l'industrie du worsted. Nous constatons que le prix était de 13 d. pour la laine peignée anglaise et de 14 à 17 d. la lb pour la laine australienne, et que de 1841 à 1850, le prix moyen ne s'éleva jamais au-dessus de 14 d. pour la laine anglaise, ni au-dessus de 17 d. par lb pour la laine d'Australie. Mais au commencement de 1857, l'année terrible, le prix de la laine australienne était arrivé à 23 d. ; en décembre, au moment où la panique atteignait toute sa violence, il était tombé à 18 d. et dans le courant de 1858 il était revenu à son niveau actuel de 21 d. De même, la laine anglaise débuta en 1857 par le prix de 20 d., qui s'éleva à 21 d. en avril et en septembre, tomba à 14 d. en janvier 1858, pour remonter depuis à 17 d., c'est-à-dire à 3 d. plus haut que le prix moyen des dix années considérées... Cela montre, à mon avis, ou bien que les faillites de 1857, qui avaient été déterminées par ces prix, sont oubliées ; ou que

la production ne fournit que la quantité de laine que les broches existantes peuvent filer ; ou bien encore que les prix des tissus subiront une hausse durable... Cependant l'expérience m'a enseigné qu'il faut un temps incroyablement court pour augmenter non seulement le nombre, mais la vitesse des métiers et des broches. J'ai assisté en outre à la progression de notre exportation de laine en France, alors cependant que, sous l'action de l'accroissement de la population et de l'avidité des éleveurs faisant le plus vite possible argent de leurs étables, l'âge moyen des moutons dans les fermes diminuait de plus en plus dans le pays et à l'étranger. C'est pour cette raison que j'ai été souvent anxieux lorsque je voyais des gens ignorants de ces faits confier leur sort et leur capital à des entreprises, dont le succès dépend d'un produit qui ne peut être augmenté que par l'action des lois biologiques... Le rapport entre l'offre et la demande de toutes les matières premières... semble avoir été la cause d'un grand nombre d'oscillations qui se sont produites dans l'industrie du coton, de même qu'il peut expliquer la situation du marché anglais de la laine en automne 1857 et la crise qui en résulta » (1) (R. Baker, dans *Rep. Fact.*, Oct. 1858, p. 56-61).

Ce fut en 1849-1850 que l'industrie du worsted arriva à sa plus belle prospérité dans le West-Riding du Yorkshire. Alors qu'elle y occupait 29.246 personnes en 1838, 37.000 en 1843 et 48.097 en 1845, elle en utilisait 74.891 en 1850 ; pendant la même période le nombre des métiers mécaniques avait été de 2.768 en 1838, de 11.438 en 1841, de 16.870 en 1843, de 19.121 en 1845 et de 29.539 en 1850 (*Rep. Fact.*, 1850, p. 60). En octobre 1850, cette prospérité de l'industrie de la laine peignée commença à éveiller des inquiétudes, si bien que dans son rapport d'avril 1851 le sous-inspecteur Baker peut dire en parlant de Leeds et Bradford : « La situa-

(1) Il va de soi que nous ne voulons pas *expliquer*, comme Mr. Baker, la crise de l'industrie de la laine en 1857 par la disproportion entre les prix de la matière première et des produits fabriqués. Cette disproportion ne fut qu'un symptôme, et la crise fut générale. — F. E.



tion des affaires est très peu satisfaisante depuis quelque temps. Les filateurs de peigné perdent rapidement les profits de 1850 et la plupart des tisseurs ne vont guère de l'avant. Je crois que le chômage des métiers à laine est plus considérable que jamais et les filateurs de lin congédient des ouvriers et arrêtent des machines. La marche de l'industrie textile est devenue extrêmement incertaine et sous peu nous verrons, je pense,... qu'il existe une disproportion entre la productivité des fuscaux, la quantité de matière première et l'accroissement de la population » (p. 52).

Les mêmes faits se produisaient dans l'industrie du coton. Dans ce même rapport d'octobre 1858, il est dit : « Depuis que les heures de travail sont limitées dans les fabriques, une simple règle de trois fixe, dans toute l'industrie textile, la consommation de matières premières, l'importance de la production et le taux des salaires... J'emprunte le passage suivant à une conférence récente... de Mr. Payns, actuellement maire de Blackburn, sur l'industrie du coton, conférence dans laquelle il a coordonné, avec la plus grande exactitude, la statistique industrielle de sa région :

« Chaque cheval-vapeur effectif met en mouvement 450 broches de self-actor avec les filofinisseuses, ou 200 broches de métier continu, ou 15 métiers à drap de 40 pouces de largeur, avec les dévidoirs, les tondeuses et les machines à lustrer. Chaque cheval-vapeur occupe 2 $\frac{1}{2}$ ouvriers dans les filatures et 10 dans les tissages, et le salaire moyen de ces travailleurs est de 10 $\frac{1}{2}$ sh. par semaine. Les numéros fabriqués ordinairement sont du 30, du 31 et du 32 en chaîne, du 34, du 35 et du 36 en trame, de sorte que si nous évaluons à treize onces le rendement hebdomadaire d'une broche, nous arrivons à une production de 824.700 lb de fil par semaine, soit une consommation de 970.000 lb ou de 2300 balles de coton au prix de 28.300 £... Dans notre district (s'étendant sur un rayon de 5 milles anglais autour de Blackburn) la consommation hebdomadaire de coton est de 1.530.000 lb ou de 3650 balles, au prix de revient de 44.625 £, ce qui repré-



sente $\frac{1}{48}$ du produit global de la filature de coton dans le Royaume-Uni, et $\frac{1}{46}$ du tissage mécanique. »

« D'après les calculs de Mr. Payns, le nombre des broches à coton s'élèverait donc à 28.800.000 dans le Royaume et il faudrait, pour occuper entièrement cet outillage, 1.432.080.000 lb de coton par an. Mais en 1856 et 1857, la balance de l'importation et de l'exportation ne donna que 1 022.576.832 lb , de sorte qu'il y eut nécessairement un déficit de 409.503.168 lb . M. Payns, qui a eu l'obligeance de discuter ce point avec moi, considère qu'en prenant pour base du calcul de la consommation annuelle la quantité de coton consommée dans le district de Blackburn, on arrive à un chiffre trop élevé, parce que les numéros des cotons filés et le perfectionnement de l'outillage ne sont pas partout les mêmes. Il évalue à un milliard de lb la consommation totale du Royaume-Uni. Si son évaluation est exacte et si en réalité l'importation dépasse de 22 $\frac{1}{2}$ millions l'exportation, l'équilibre semble devoir exister en ce moment entre l'offre et la demande, abstraction faite des broches et des métiers que, selon M. Payns, on est en train d'installer dans son district et qui le seront vraisemblablement dans d'autres » (p. 59, 60).

III. Exemple général : La crise du coton de 1861-1865.

Période : 1845-1860.

1845 : Prospérité de l'industrie cotonnière. Prix très bas du coton. Voici ce que dit L. Horner : « Il ne m'a pas été donné, pendant ces huit dernières années, d'observer une période d'affaires plus active que celle de l'été et de l'automne derniers. La filature du coton s'est particulièrement distinguée. Pendant toute cette période, il n'y a pas eu une semaine où de nouveaux engagements de capital dans des



fabriques ne m'aient été signalés ; tantôt il s'agissait de la construction de nouvelles fabriques, tantôt c'étaient les rares établissements inoccupés qui avaient trouvé de nouveaux locataires, tantôt d'anciennes fabriques étaient agrandies et recevaient de nouvelles machines à vapeur plus fortes et un outillage plus puissant » (*Rep. Fact.*, Nov. 1845, p. 13).

1846 : Les plaintes commencent. « Depuis quelque temps déjà, un grand nombre de fabricants de coton me communiquent leurs plaintes sur la mauvaise situation des affaires... Pendant ces six dernières semaines, plusieurs fabriques ont diminué les journées de travail et les ont ramenées de 12 à 8 heures ; cet exemple paraît devoir être suivi... une hausse considérable s'est produite dans le coton et... non seulement elle n'a pas été suivie d'une hausse correspondante des produits fabriqués, mais... les prix de ceux-ci sont plus bas qu'avant la hausse. La grande extension des fabriques de coton, pendant ces quatre dernières années, doit avoir eu pour conséquences, d'un côté, un accroissement considérable de la demande de matières premières et, d'autre part, une augmentation importante de l'offre de produits fabriqués. Ces deux causes auront fait baisser le profit pendant tout le temps que l'offre de matières premières et de la demande de produits fabriqués seront restées invariables, et leur influence se sera considérablement accentuée dans ces derniers temps, lorsque le coton s'est mis à affluer en quantités insuffisantes et que la demande de produits fabriqués a diminué sur différents marchés du pays et de l'étranger » (*Rep. Fact.*, Déc. 1846, p. 10).

L'accroissement de la demande de matières premières et l'engorgement du marché des produits fabriqués marchent évidemment d'un pas égal. Disons en passant que l'industrie du coton ne fut pas seule à être éprouvée par cette succession d'une expansion et d'une stagnation des affaires. Dans le district de Bradford, le district de la laine peignée, le nombre des fabriques, qui était de 318 en 1836, s'élevait à 490 en 1846. Mais ces chiffres sont loin

d'exprimer l'extension réelle de la production, car pendant la même période les fabriques existantes ont été agrandies considérablement. Il en fut de même des filatures de lin. « Toutes ont contribué plus ou moins, pendant ces dix dernières années, à l'encombrement du marché, cause essentielle de la stagnation actuelle des affaires... La situation pénible que nous traversons est la conséquence naturelle d'une extension rapide des fabriques et de l'outillage » (*Rep. Fact.*, Nov. 1846, p. 30).

1847 : En octobre, crise monétaire ; le taux de l'escompte atteint 8 0/0. Symptômes préliminaires : l'effondrement de la spéculation frauduleuse des chemins de fer et de la circulation de complaisance avec les Indes.

« M. Baker donne des détails très intéressants sur l'augmentation, pendant les dernières années, de la demande de coton, de laine et de lin, déterminée par l'expansion de l'industrie. Cette augmentation s'étant produite pendant une période où l'importation de ces matières premières était loin d'atteindre la moyenne ordinaire, il considère qu'elle permet d'expliquer, sans faire intervenir les troubles du marché financier, la situation précaire dans laquelle se trouvent actuellement les industries des produits textiles et de la laine. Cette opinion est entièrement confirmée par mes observations personnelles et les conversations que j'ai eues avec des personnes compétentes. Ces industries étaient déjà fortement atteintes, lorsqu'il était encore possible d'escompter à 5 0/0 et moins. Par contre, la soie brute arrivait en quantité considérable et donnait lieu, bien que les prix fussent modérés, à un marché très actif, jusque... dans les deux ou trois dernières semaines, pendant lesquelles la crise monétaire vint frapper non seulement les tisseurs, mais également, et plus énergiquement peut-être, leurs principaux clients, les fabricants d'articles de modes. Un coup d'œil sur les rapports officiels montre que dans les trois dernières années, l'extension de l'industrie du coton a atteint environ 27 0/0. Il en est résulté que le prix du coton a haussé, en chiffres ronds, de 4 d. à 6 d. à



la *W*, alors que le fil, grâce à l'augmentation des arrivages, n'est qu'un peu plus cher qu'autrefois.

« L'industrie de la laine commença à se développer en 1836 et depuis lors son importance s'est accrue de 40 % dans l'Yorkshire et davantage en Ecosse. Les progrès de l'industrie du worsted (1) ont été plus grands encore et ont donné lieu, pendant la même période, à une extension de plus de 74 %. La consommation de laine brute a donc dû être énorme. Depuis 1839, l'industrie du lin accuse un accroissement de 25 % environ en Angleterre, de 22 % en Ecosse et de presque 90 % en Irlande (2) ; il en est résulté que les mauvaises récoltes de lin ont fait hausser le prix de la matière première de 10 £ à la tonne et que le fil a baissé de 6 d. au paquet » (*Rep. Fact.*, Oct. 1847, p. 30).

1849 : Il y a une reprise des affaires depuis les derniers mois de 1848. « Le prix du lin, qui était tellement bas qu'il garantissait un profit acceptable dans toutes les circonstances que l'avenir pouvait réserver, a engagé les fabricants à pousser vivement leurs affaires. Au commencement de l'année, les fabricants de laine ont été très occupés pendant un certain temps... mais je craignais que des consignations de produits fabriqués ne tinssent souvent lieu de commandes réelles et qu'ainsi cette période de prospérité apparente et de pleine occupation, ne fut pas déterminée par une demande effective. Pendant quelques mois, les affaires en worsted ont été spécialement prospères... Au début de la période mentionnée, la laine était à un prix exceptionnellement bas ; les filateurs en avaient fait des approvisionnements à des prix avantageux et probablement en quantités

(1) On distingue en Angleterre la *Woollen manufacture*, qui file et tisse de la laine courte et cardée (centre principal, Leeds) la *Worsted manufacture*, qui travaille de la laine longue et peignée (centre principal, Bradford dans l'Yorkshire). F. E.

(2) C'est cette extension rapide du filage mécanique du lin en Irlande qui donna le coup de mort à l'exportation des produits allemands (de la Silésie, de la Lusace et de la Westphalie) tissés avec du lin filé à la main.

F. E.



considérables, dont ils profitèrent lorsqu'une hausse se manifesta dans les ventes publiques du printemps et qu'inévitablement se manifesta une demande considérable de produits fabriqués » (*Rep. Fact.*, 1849, p. 30, 31).

« Lorsque nous passons en revue les variations qui ont affecté la situation des affaires depuis trois ou quatre ans, dans les districts industriels, nous devons, je crois, reconnaître qu'il existe quelque part une cause importante de perturbation... Un nouveau facteur n'aurait-il pas été introduit par la productivité extraordinaire et l'extension de l'outillage ? » (*Rep. Fact.*, Avril 1899, p. 42).

L'activité des affaires s'accrut en novembre 1848 et en 1849, pendant le mois de mai et depuis l'été jusqu'en octobre : « Cela s'applique surtout aux étoffes en laine peignée, dont la fabrication, organisée autour de Bradford et Halifax, ne connut à aucune époque antérieure une prospérité comparable même de loin à celle d'aujourd'hui... De tout temps, l'incertitude quant aux arrivages de matières premières et la spéculation qui en résulte ont provoqué, dans l'industrie du coton, des troubles plus profonds et des variations plus importantes que dans toute autre industrie. Pour le moment, il se crée un stock considérable de produits fabriqués de qualité grossière, qui inquiète les petits filateurs et leur cause déjà du préjudice, au point que plusieurs d'entre eux ont dû réduire leur durée de travail ». (I. e. p. 42, 43).

1850. Avril : La prospérité persiste. Il y a cependant « une grande dépression dans une partie de l'industrie du coton, par suite de l'insuffisance de l'arrivée de la matière première pour les numéros ordinaires de fil et les tissus lourds... On craint que l'importance plus grande donnée récemment à l'outillage de l'industrie du worsted n'entraîne une réaction semblable. M. Baker calcule que, rien qu'en 1849, la production a augmenté, dans cette industrie, de 40 % pour les métiers à tisser et de 25 à 30 % pour les broches à filer, et l'extension continue dans la même mesure » (*Rep. Fact.*, Avril 1850, p. 54).



1850. Octobre : « Le prix du coton continue à causer... une grande dépression dans cette branche d'industrie, surtout pour les marchandises dont le coût de production est déterminé en grande partie par le prix de la matière première. Une dépression s'est manifestée également dans l'industrie de la soie, par suite de la baisse considérable de la soie brute ». (*Rep. Fact.*, Oct. 1850, p. 15). — D'après le rapport du Comité de la société royale pour la culture du lin en Irlande, le haut prix du lin, se produisant concurremment avec une baisse du prix d'autres produits agricoles, permettait de pronostiquer, pour l'année suivante, une recrudescence sensible de la production de lin en Irlande (p. 33)

1853. Avril : Grande prospérité. « Pendant les dix-sept années que je recueille des renseignements officiels sur la situation de l'industrie dans le district du Lancashire, il ne m'a pas été donné d'enregistrer une prospérité générale semblable à celle qui y règne actuellement ; l'activité est extraordinaire dans toutes les branches ». L. Horner. (*Rep. Fact.*, Avril 1853, p. 19).

1853. Octobre : Dépression de l'industrie du coton. « Surproduction » (*Rep. Fact.*, Octobre 1853, p. 15).

1854. Avril : « Bien qu'elle ne soit pas très prospère, l'industrie de la laine est pleinement occupée dans toutes les fabriques et il en est de même de l'industrie du coton. Les affaires en worsted ont été irrégulières pendant tout le dernier semestre... La guerre de Crimée, en réduisant les quantités de lin et de chanvre importées de la Russie, est venue jeter la perturbation dans l'industrie du lin » (*Rep. Fact.*, 1854, p. 37).

1859. « L'industrie du lin est encore dans une situation précaire en Ecosse... la matière première étant rare et chère ; la récolte insuffisante de l'année dernière dans les pays de la mer baltique, qui nous approvisionnent en grande partie, exercera une influence nuisible sur les affaires de notre district ; par contre, le jute, qui remplace peu à peu le lin pour beaucoup d'articles ordinaires, n'est ni



exceptionnellement cher, ni exceptionnellement rare... la moitié environ des machines de Dundee file maintenant du jute » (*Rep. Fact.*, Avril 1859, p. 19).

« Par suite du prix élevé de la matière première, la filature de lin est encore loin d'être lucrative, et alors que toutes les autres fabriques travaillent la journée pleine, nous en comptons plusieurs qui sont arrêtées dans l'industrie linière... La filature de jute... est dans une situation plus satisfaisante, parce que récemment cette matière est tombée à un prix plus modéré ». (*Rep. Fact.*, Octobre 1859, p. 30).

1861-64 : *La guerre civile américaine et la « Cotton Famîne ».*
L'exemple le plus remarquable de l'interruption de la production par le manque et le renchérissement de la matière première.

1860. Avril : « Quant à la situation des affaires, je suis heureux de pouvoir vous communiquer que, malgré le prix élevé des matières premières, toutes les industries textiles, à l'exception de la soie, ont été très occupées pendant le dernier semestre... Dans quelques districts du coton, on a demandé des ouvriers par voie d'annonces et on en a vu immigrer de Norfolk et d'autres comtés agricoles... Il paraît que la matière première fait défaut dans toutes les branches d'industrie. C'est uniquement... cette rareté qui nous impose des limites. Dans l'industrie du coton, la création d'établissements nouveaux, l'extension des anciens et la demande de la main-d'œuvre n'ont peut-être jamais été aussi importantes qu'aujourd'hui. On lance des affiches dans toutes les directions pour obtenir de la matière première » (*Rep. Fact.*, Avril 1860).

1860, Octobre : « Les affaires ont bien marché dans les districts du coton, de la laine et du lin ; elles sont même très bonnes en Irlande depuis plus d'un an et elles y auraient été meilleures, si elles n'avaient pas subi l'influence



de l'élévation du prix de la matière première. Les filateurs de lin semblent attendre avec plus d'impatience que jamais que les chemins de fer et les progrès de l'agriculture viennent leur ouvrir les ressources de l'Inde et enfin... leur assurer une importation de lin en rapport avec leurs besoins » (*Rep. Fact.*, Octobre 1860, p. 37).

1861. Avril : « La situation des affaires est momentanément pénible... quelques fabriques de coton réduisent leurs heures de travail et beaucoup de fabriques de soie ne sont occupées que partiellement. La matière première est chère ; dans presque toutes les branches de l'industrie textile, elle dépasse le prix auquel elle peut être mise en œuvre en vue de la consommation » (*Rep. Fact.*, Avril 1861, p. 33).

On voyait maintenant qu'en 1860 il y avait eu surproduction dans l'industrie du coton ; l'effet s'en faisait encore sentir. Il a fallu deux à trois ans pour que la surproduction de 1860 fût absorbée par le marché mondial » (*Rep. Fact.* Décembre 1863, p. 127). « La dépression, au commencement de 1860, des marchés de l'Asie Orientale pour les produits en coton, eut son contre coup sur l'industrie de Blackburn, où 30.000 métiers mécaniques en moyenne sont presque exclusivement occupés pour ces marchés. La demande de main-d'œuvre y était déjà tombée plusieurs mois avant que les conséquences du blocus du coton ne se fissent sentir... ce qui heureusement sauve beaucoup de fabricants de la ruine. Les matières approvisionnées augmentèrent de valeur pendant tout le temps qu'on les retint dans les magasins, et l'on parvint ainsi à éviter la terrible dépréciation qui sans cela se serait produite infailliblement dans une crise pareille » (*Rep. Fact.*, Octobre 1862, p. 28-29).

1861. Octobre : « Les affaires sont très déprimées depuis quelque temps... Il n'est pas invraisemblable que beaucoup de fabriques diminuent considérablement leur temps de travail pendant les mois d'hiver. C'était d'ailleurs à prévoir... même si les causes qui sont venues interrompre nos importations ordinaires de coton d'Amérique et



notre exportation n'avaient pas agi, une réduction du temps de travail se serait imposée l'hiver prochain, par suite de l'accroissement considérable de la production pendant les trois dernières années et des perturbations des marchés indien et chinois » (*Rep. Fact.*, Oct. 1861, p. 19).

Emploi de déchets de coton et de coton des Indes Orientales (surat); son influence sur les salaires. Perfectionnement de l'outillage. Le coton remplacé par de la fécule et des produits minéraux. Action de la colle de fécule sur les ouvriers. Filateurs de numéros plus fins. Fraudes des fabricants. — « Un fabricant m'écrivit ce qui suit : « En ce qui concerne l'évaluation de la consommation de coton par broche, il me paraît que vous ne tenez pas suffisamment compte de ce fait que lorsque le coton est cher, les fabricants de numéros ordinaires (jusqu'au numéro 40, mais surtout les numéros 12 à 32) filent aussi fin que possible, c'est-à-dire qu'ils font du numéro 16 là où précédemment ils faisaient du 12 et que là où ils faisaient du 16, ils filent du 22 ; il en résulte que le tisserand qui doit travailler ces fils fins, donne à son coton le poids habituel en y ajoutant plus de colle. Cet expédient est appliqué aujourd'hui d'une manière vraiment scandaleuse. J'ai appris de bonne source que des shirtings ordinaires destinés à l'exportation portent 2 lb de colle par pièce pesant 8 lb . D'autres tissus sont chargés jusqu'à 50 $\frac{0}{100}$ de colle ; de sorte que le fabricant ne ment pas lorsqu'il se vante de faire fortune en vendant la livre de tissu moins cher qu'il n'a acheté le fil qui a servi à la fabriquer (*Rep. Fact.*, Oct. 1863, p. 63).

« J'ai reçu également des dépositions d'après lesquelles les tisserands attribuent la recrudescence de leurs maladies à l'encollage des chaînes filées en coton indien, auxquelles on n'applique plus comme auparavant de la colle faite uniquement de farine. La matière substituée à la farine offre le grand avantage d'augmenter considérablement le poids du tissu, 15 lb de fil donnant après le tissage 20 lb de toile. » Cette matière était ou du kaolin moulu appelé *China clay*, ou du plâtre appelé *French*



chalk. — « Le salaire des ouvriers tisserands est diminué notablement par l'emploi de ces succédanés de la farine pour l'encollage des chaînes. La nouvelle colle fait le fil plus lourd et le rend dur et cassant. Or, dans le métier chaque fil de la chaîne passe par la lice, dont les fils plus forts maintiennent la chaîne dans la bonne position; rendues dures par la colle, les chaînes cassent continuellement dans la lice et la réparation de chacune de ces ruptures entraîne une perte de cinq minutes pour le tisserand. Ces accidents sont actuellement deux fois plus fréquents qu'autrefois et il en résulte que le métier produit d'autant moins pendant une même durée de travail » (l. c., p. 42, 43).

« A Ashton, Stralybridge, Mossley, Oldham, etc., la journée de travail a été raccourcie d'un tiers et de nouvelles réductions sont appliquées chaque semaine... Dans beaucoup de branches cette diminution des heures de travail est accompagnée d'une réduction des salaires » (p. 13). — Au commencement de 1861, une grève éclata dans les tissages mécaniques de quelques localités du Lancashire. Plusieurs fabricants avaient annoncé une réduction de salaires de 5 à 7 $\frac{1}{2}$ 0/0. Les ouvriers demandèrent le maintien du taux des salaires avec une réduction de la journée de travail, et comme leur proposition ne fut pas acceptée, la grève éclata; après un mois ils durent céder. Actuellement les deux mesures leur sont appliquées: « A la diminution des salaires que les ouvriers ont enfin acceptée, beaucoup de fabriques ajoutent une réduction des heures de travail » (*Rep. Fact.*, Avril 1863, p. 23).

1862. Avril: « Les souffrances des ouvriers ont beaucoup augmenté depuis mon dernier rapport; mais à aucune époque de l'histoire de l'industrie, des souffrances aussi subites et aussi graves n'ont été supportées avec autant de résignation silencieuse et de dignité patiente » (*Rep. Fact.*, Avril 1862, p. 10). — « Le nombre relatif des ouvriers qui sont complètement inoccupés en ce



moment ne semble pas beaucoup plus grand qu'en 1848, année où la panique fut cependant telle qu'elle décida les fabricants inquiets à dresser une statistique de l'industrie du coton, semblable à celle qu'ils publient maintenant toutes les semaines... En mai 1848, à Manchester, 45 % des ouvriers du coton étaient sans travail, 12 % travaillaient des journées incomplètes, et plus de 70 % étaient pleinement occupés. Le 28 mai 1862, 15 % étaient sans travail, 35 % travaillaient des journées incomplètes, 49 % des journées complètes... Dans les localités avoisinantes, à Stockport par exemple, le nombre des ouvriers sans travail et des ouvriers incomplètement occupés est relativement plus élevé et celui des ouvriers complètement occupés plus petit », parce qu'on y file des numéros plus gros qu'à Manchester (p. 16).

1862. Octobre : « La dernière statistique officielle accuse l'existence dans le Royaume-Uni de 2887 fabriques de coton, dont 2109 dans mon district (Lancashire et Cheshire). Je savais bien qu'en grande partie ces 2109 fabriques étaient de petits établissements, n'occupant que peu de personnes, et cependant j'ai été surpris d'apprendre combien le nombre des petits établissements est important. Dans 392 fabriques, soit 19 %, la force motrice, vapeur ou eau, est inférieure à 10 chevaux-vapeur ; dans 345, soit 16 %, elle est de 10 à 20 chevaux ; dans 1372, elle est de 20 chevaux ou plus... Un très grand nombre de ces petits fabricants, plus du tiers du nombre total, étaient encore des ouvriers il n'y a pas longtemps ; ils ne disposent d'aucun capital... La charge principale retombera donc sur les deux autres tiers. » (*Rep. Fact.*, Octobre 1862, p. 18,19).

Le même rapport signale que parmi les ouvriers du coton dans le Lancashire et le Cheshire, 40146, soit 11,3 %, étaient alors complètement occupés, 134 767, soit 38 %, partiellement occupés, et 197 721, soit 50,7 %, sans travail. Si l'on retranche de ces chiffres ceux de Manchester et de Bolton, où l'on file surtout des numéros fins et où la pro-



duction a été relativement peu affectée par la disette de coton, la situation se présente sous un jour encore plus défavorable : 8,5 0/0 complètement occupés, 38 0/0 incomplètement occupés, 53,3 0/0 sans travail (p. 19, 20).

« Les ouvriers trouvent une grande différence à travailler du bon ou du mauvais coton. Lorsque, dans des premiers mois de l'année, les fabricants voulurent conjurer l'arrêt de leurs exploitations en consommant les matières premières offertes à des prix modérés, beaucoup de mauvais coton fut mis en œuvre dans des fabriques où jusque-là on n'en avait employé que du bon. Il en résulta pour les salaires des différences tellement considérables que dans beaucoup d'établissements les ouvriers firent grève, parce qu'ils ne parvenaient plus à gagner une journée admissible avec l'ancien prix à la pièce... Dans quelques cas, la différence alla jusqu'à la moitié du salaire, la durée du travail restant la même » (p. 27).

1863. Avril : « Pendant cette année, le nombre des ouvriers du coton qui pourront être complètement occupés ne dépassera guère la moitié » (*Rep. Fact.*, Avril 1863, p. 14).

« Un désavantage sérieux du coton indien que les fabriques sont obligées d'employer actuellement, résulte de ce que la vitesse des machines doit être considérablement réduite, alors que pendant ces dernières années tout a été fait pour accélérer cette vitesse et augmenter ainsi la production. Le ralentissement atteint les ouvriers autant que les fabricants, car la plupart d'entre eux sont payés à la pièce, le fileur recevant tant par œ de matière filée, le tisserand tant par pièce tissée ; et même ceux qui sont payés à la journée voient leurs salaires diminués à cause de la diminution de la production. D'après mes recherches... et suivant les statistiques qui m'ont été communiquées sur les salaires des ouvriers du coton pendant cette année... il s'est produit une réduction moyenne de 20 0/0, et quelque fois même de 50 0/0, par rapport aux salaires de 1861 » (p. 13). « La somme gagnée dépend., de la qualité de



la matière travaillée.... La situation des ouvriers en ce qui concerne leur salaire est maintenant (octobre 1863) beaucoup meilleure que l'année dernière, à la même époque. L'outillage a été amélioré, la matière première est mieux connue et les ouvriers triomphent plus aisément des difficultés qu'ils avaient à combattre au début. Au printemps dernier je visitais une école de couture (institution de bienfaisance pour les sans-travail) à Preston ; deux jeunes filles que l'on avait envoyées la veille dans un tissage, où d'après le fabricant elles auraient gagné 4 *sh.* par semaine, demandaient à rentrer à l'école, se plaignant qu'elles n'avaient pu gagner qu'un shilling. J'ai reçu des dépositions concernant des conducteurs de *self actors*... qui, conduisant deux métiers, avaient gagné après 14 jours de travail complet 8 *sh.* 11 *d.*, dont devait être déduit le loyer ; le fabricant (le généreux !) leur ayant fait remise de la moitié de ce dernier, ils purent rapporter à la maison la somme de 8 *sh.* 11 *d.* Dans beaucoup de localités, les conducteurs de self-acting gagnaient, pendant les derniers mois de 1862, de 5 à 9 *sh.* par semaine et les tisserands de 2 à 6 *sh.* . Maintenant la situation est plus favorable bien que dans beaucoup de districts les salaires soient encore fort réduits... La longueur plus petite et la malpropreté du coton indien n'ont pas été les seules causes qui ont provoqué la réduction des salaires. L'habitude s'est introduite de mêler à ce coton de grandes quantités de déchets, ce qui naturellement rend plus difficile le travail du fileur. La fibre étant plus courte, le fil casse plus facilement lorsque le fuseau l'attire à lui et lui imprime la torsion, et le fuseau ne peut pas être maintenu régulièrement en marche... De même une plus grande attention devant être portée sur les fils, il arrive que la plupart des ouvriers ne peuvent surveiller qu'un seul métier, et il n'y en a guère qui puissent en surveiller plus de deux... Dans beaucoup de cas, les salaires ont été réduits de 5, de 7 $\frac{1}{2}$ et de 10 $\frac{0}{0}$... la plupart du temps on laisse l'ouvrier se débrouiller avec la matière première

et s'efforcer d'obtenir le plus de rémunération possible sur la base du prix ordinaire du travail... Une autre difficulté, contre laquelle les tisserands ont quelquefois à se débattre, résulte de ce qu'on leur demande de faire un bon tissu avec du mauvais fil, en les menaçant de réductions de salaire si le travail ne donne pas un résultat convenable » (*Rep. Fact.*, Octobre 1863, p. 41-43).

Les salaires étaient misérables même là où l'on travaillait toute la journée. Les ouvriers du coton offraient leurs bras pour tous les travaux publics, drainages, construction de routes, cassage de pierres, pavage de rues, auxquels les autorités locales les employaient pour leur venir en aide (ces secours étaient payés en réalité par les fabricants, voir vol. I, p. 251). Toute la bourgeoisie avait l'œil sur eux ; s'ils refusaient le salaire plus que misérable qu'on leur offrait, leurs noms étaient rayés des listes des comités de bienfaisance. Cette époque était nécessairement une époque d'or pour messieurs les fabricants, car les ouvriers devaient, ou bien mourir de faim, ou bien accepter de travailler au prix le plus avantageux pour les bourgeois, autour desquels les comités de bienfaisance fonctionnaient comme de dévoués chiens de garde. En outre les fabricants s'assuraient secrètement l'appui du gouvernement pour contrarier l'émigration et ne pas perdre le capital constitué par le sang et la chair des ouvriers, et afin également de ne pas être privés des loyers de leurs maisons ouvrières.

« Les comités de bienfaisance étaient très sévères à ce point de vue. Les ouvriers auxquels du travail était offert étaient rayés en même temps de la liste des secours, de sorte qu'ils devaient accepter toutes les conditions qu'on leur faisait. S'ils refusaient... c'est qu'on leur offrait un salaire purement nominal, le travail étant extraordinairement difficile » (*l. c.*, p. 97).

Les ouvriers acceptaient n'importe quel travail qui leur était offert par application du *Public Works Act*. « Les travaux industriels furent organisés d'après des principes



très différents dans les diverses villes. Mais même là où le travail en plein air n'était pas considéré comme *labour test*, il ne reçut comme rémunération que le secours prévu par les règlements ou une somme supérieure à celle-ci de si peu qu'il devait être considéré comme *labour test* » (p. 69). « Le *Public Works Act* de 1863 fut décrété pour porter remède à cette situation et rendre l'ouvrier à même de gagner sa journée comme journalier indépendant. Cette loi avait un triple but : 1^o permettre aux autorités communales d'emprunter de l'argent (avec l'autorisation de l'Administration centrale de bienfaisance de l'Etat) aux Commissaires d'emprunt du Trésor ; 2^o améliorer la situation dans les villes des districts du coton ; 3^o procurer aux ouvriers sans travail de l'occupation et un salaire rémunérateur (*remunerative wages*). » Les emprunts contractés en vertu de cette loi s'élevaient à 883700 £ à la fin d'octobre 1863 (p. 70). On exécuta principalement des travaux de canalisation, de construction de routes, de pavage de rues, de creusement de réservoirs pour les services d'eau, etc.

M. Henderson, le président du comité de Blackburn, écrit à ce sujet à l'inspecteur Redgrave : « De toutes mes observations au cours de cette période de souffrances et de misère, aucune ne m'a plus frappé et ne m'a fait plus de plaisir que le bon vouloir avec lequel les ouvriers sans travail de notre district ont accepté l'ouvrage qui leur a été offert par le conseil municipal de Blackburn, en vertu du *Public Works Act*. On se figure difficilement un contraste plus frappant que celui du fileur de coton occupé précédemment comme ouvrier qualifié dans une fabrique et du même fileur travaillant maintenant comme journalier dans un égout, à 14 ou 18 pieds sous terre ».

[Les ouvriers recevaient pour ce travail de 4 à 12 sh. par semaine, selon l'importance de leur famille, 12 sh. étant le salaire énorme alloué à ceux dont la famille se composait de 8 personnes. Pendant ce temps les bourgeois faisaient double profit : ils empruntaient à un taux



exceptionnellement bas l'argent pour améliorer leurs villes enfumées et mal entretenues, et ils avaient des ouvriers à un salaire de beaucoup au-dessous du taux ordinaire]. « Habitué, comme il l'était, à exécuter dans une température pour ainsi dire tropicale un travail où l'habileté et la précision sont infiniment plus nécessaires que la force musculaire et donnant une rémunération double et même triple de celle qui lui est allouée aujourd'hui, l'ouvrier qui accepte de bon cœur l'occupation qui lui est offerte fait preuve de qualités de renoncement et de conciliation qui lui font le plus grand honneur. A Blackburn les gens ont été mis à l'essai dans presque tous les travaux en plein air : ils ont fouillé à une grande profondeur une terre argileuse, lourde et dure, ils ont fait des travaux de drainage, cassé des pierres, construit des routes, creusé des égouts à des profondeurs de 14, 16 et parfois 20 pieds. Ils ont travaillé avec les pieds et les jambes dans 10 à 12 pouces d'eau et de boue, dans un climat froid et humide qu'aucun autre ne surpasse et peut-être n'égale en Angleterre » (p. 91-92). — « L'attitude des ouvriers a été irréprochable...en ce qui concerne l'empressement avec lequel ils ont accepté le travail en plein air » (p. 69).

1864. Avril. « De temps en temps on se plaint dans divers districts de ce que les ouvriers font défaut, surtout dans certaines branches, dans les tissages, par exemple... mais ces plaintes ont autant pour cause l'insuffisance du salaire que les ouvriers touchent, parce qu'ils sont obligés de travailler du fil de mauvaise qualité, que la rareté réelle des travailleurs même dans cette branche spéciale. Quantité de différends se sont élevés, le mois dernier, entre des fabricants et leurs ouvriers au sujet des salaires. Je regrette que les grèves aient été si fréquentes... Les fabricants se ressentent de la concurrence du *Public Works Act* et il en est résulté que le comité local de Bacup a suspendu son fonctionnement, un manque d'ouvriers s'étant manifesté bien que toutes les fabriques ne fussent pas



encore en activité » *Rep., Fact.* (Avril 1864, p. 9-10). Il était grand temps pour messieurs les fabricants. A cause du *Public Works Act*, la demande avait augmenté tellement que quelques ouvriers de fabrique gagnaient maintenant 4 à 5 *sh.* par jour dans les carrières de Bacup. Aussi on cessa petit à petit les travaux publics, cette nouvelle édition des Ateliers nationaux de 1848, établis cette fois au profit de la bourgeoisie.

Expériences in corpore vili. — « Bien que les ouvriers entièrement occupés touchent un salaire très réduit dans les différentes fabriques, il ne faut pas en conclure qu'ils gagnent la même somme une semaine dans l'autre. Leur rémunération est soumise à de grandes variations à cause des expériences auxquelles se livrent les fabricants en mettant à l'essai toutes sortes de cotons et de déchets ; les « mélanges », ainsi qu'ils appellent ces matières premières, varient fréquemment, et le gain des ouvriers augmente ou diminue suivant la qualité du mélange. Il s'est élevé parfois à 15 % au-dessus du salaire précédent et pendant une ou deux semaines il est tombé à 50 ou 60 % au-dessous ». L'inspecteur Redgrave qui écrit ces lignes, cite quelques chiffres empruntés aux faits, dont voici des exemples :

« A..., tisserand, famille de 6 personnes, travaille 4 jours par semaine, 6 *sh.* 8 1/2 *d.* ; B..., tordeur, 4 1/2 jours par semaine, 6 *sh.* ; C..., tisserand, famille de 4 personnes, 5 jours par semaine, 5 *sh.*, 1 *d.* ; E..., tisserand, famille de 7 personnes, 3 jours, 5 *sh.* », et ainsi de suite. Redgrave continue : « Ces statistiques méritent qu'on y prête attention, car elles prouvent qu'avoir à travailler peut devenir une calamité pour mainte famille ; non seulement il s'en suit une réduction du revenu, mais cette réduction peut être tellement importante qu'une petite partie seulement des besoins les plus urgents peut être satisfaite et qu'il faudrait l'allocation de secours dans les cas où le gain de la famille n'atteindrait pas la somme qui lui serait allouée



par le comité de bienfaisance si tous ses membres étaient sans travail » (*Rep. Fact.*, Octobre 1863, p. 50-53).

Depuis le 5 juin 1863, les ouvriers n'ont pas été occupés en moyenne plus de 2 jours 7 heures et quelques minutes par semaine » (*l. c.*, p. 121).

« Depuis le commencement de la crise jusqu'au 25 mars 1863, presque trois millions de £ ont été dépensées par les Administrations de bienfaisance, le Comité central d'assistance et le *Mansion-Rouse-Committee* de Londres (p. 13).

« Dans un district où l'on file probablement les numéros les plus fins... les fileurs subissent une réduction indirecte de salaire de 15 0/0, par suite de la substitution du coton d'Egypte au Sea Island... Dans un district étendu où l'on travaille le déchet de coton mélangé au coton indien, les fileurs ont subi une réduction de salaires de 5 0/0, et une perte de 20 à 30 0/0 par suite de l'emploi de surat et de déchets. Les tisserands ne conduisent plus que deux métiers au lieu de quatre, et alors qu'ils gagnaient 5 *sh.* 7 *d.* par métier en 1860, ils n'ont plus que 3 *sh.* 4 *d.* aujourd'hui... Les amendes qui pour les tisserands travaillant le coton américain variaient de 3 à 6 *d.*, s'élèvent maintenant de 1 *sh.* à 3 *sh.* 6 *d.* » Dans un district où l'on met en œuvre du coton égyptien mélangé à du coton indien : « Le salaire moyen aux métiers continus était de 18 à 25 *sh.* en 1860 ; il n'est plus que de 10 à 18 *sh.* aujourd'hui. Cette réduction n'est pas due uniquement à la qualité plus mauvaise du coton, mais aussi à la marche plus lente du métier, afin de donner au fil un retordage plus fort, ce qui en temps ordinaire aurait été payé supplémentairement suivant tarif » (p. 43, 44, 45-50). « Bien que ça et là l'emploi du coton indien soit avantageux pour les fabricants, nous constatons cependant (voir la liste des salaires p. 53) que les ouvriers en pâtissent, si on compare leurs salaires à ceux de 1861. Si l'emploi du surat persiste, les ouvriers réclameront la même rémunération qu'en 1857, ce qui affectera sérieusement le profit du fabricant, si la différence n'est pas com-



pensée par le prix du coton ou des produits fabriqués » (p. 103).

Loyer. — « Lorsque les cottages que les ouvriers habitent appartiennent au fabricant, le loyer en est généralement défalqué du salaire, même quand ils ne travaillent qu'une partie de la semaine. Néanmoins la valeur de ces maisons a diminué et on les a maintenant de 25 à 50 0/0 moins cher qu'autrefois ; un cottage qui se louait dans le temps 3 sh. 6 d. par semaine, se loue actuellement 2 sh. 4 d. et souvent moins » (p. 57).

Emigration. — Les fabricants étaient naturellement, adversaires de l'émigration, parce qu'« en attendant des temps meilleurs ils voulaient conserver les moyens d'exploiter leurs fabriques au mieux de leurs intérêts. » En outre « beaucoup d'entre eux sont propriétaires des maisons habitées par leurs ouvriers et quelques-uns au moins espéraient récupérer plus tard une partie des loyers qui ne leur avaient pas été payés » (p. 96).

Le 22 octobre 1864, M. Bernall Osborne, s'adressant à ses électeurs, dit que les ouvriers du Lancashire se sont conduits comme de vrais stoïciens. N'a-t-il pas voulu dire comme des moutons ?



CHAPITRE VII

CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES

En supposant que l'hypothèse que nous avons admise dans cette partie soit vraie, c'est-à-dire que le profit approprié dans chaque branche de production soit égal à la plus-value produite par le capital total de cette branche, le profit ne serait quand même pas considéré par le bourgeois comme étant identique à la plus-value, c'est-à-dire au sur-travail non payé. Voici pourquoi :

1° Quand le capitaliste envisage le procès de circulation, il ne tient pas compte du procès de production. La réalisation de la valeur de la marchandise, opération qui comprend la réalisation de la plus-value, provoque d'après lui la création de la plus-value. [Une page blanche dans le manuscrit indique que Marx avait l'intention de développer ce point. F. E.].

2° En faisant abstraction de l'influence du crédit, des filouteries auxquelles se livrent les capitalistes entre eux et des avantages résultant du choix d'un marché avantageux, nous avons vu que bien que le degré d'exploitation du travail soit le même, le taux du profit peut être très différent : *a)* suivant que la matière première est achetée plus ou moins cher, avec plus ou moins d'habileté et de compétence ; *b)* selon que l'outillage est plus ou moins productif, efficace et coûteux ; *c)* selon que l'ensemble des installations, pour les différents stades du prix de production, est plus ou moins perfectionné ; *d)* selon que le gaspillage de matières est plus ou moins



supprimé et que la direction et la surveillance sont plus ou moins simples et efficaces. En un mot la plus-value correspondant à un capital variable étant donnée, la capacité technique, soit du capitaliste, soit de ses surveillants et de ses commis, intervient pour une large part pour décider si cette plus-value se traduira par un profit plus ou moins élevé, tant comme taux que comme valeur absolue. Une même plus-value de 1000 £, produite par une même dépense en salaires de 1000 £, peut avoir exigé, dans une entreprise A, un capital constant de 9000 £ et, dans une entreprise B, un capital constant de 11000 £ ; d'où, pour A, $p' = \frac{1000}{10000} = 10 \%$ et, pour B,

$$p' = \frac{1000}{12000} = 8 \frac{1}{3} \%$$

Dans l'entreprise A le capital total produit donc relativement plus de profit que dans l'entreprise B, parce que le taux du profit y est plus élevé, bien que dans les deux cas le capital variable et la plus-value soient de 1000 £, et que par conséquent le même nombre d'ouvriers y soient soumis à une exploitation d'intensité égale. Une telle différence dans les expressions d'une même quantité de plus-value, c'est-à-dire une telle différence dans les taux et les valeurs absolues du profit donné par une même exploitation du travail, peut aussi être due à d'autres causes. C'est ainsi qu'elle peut résulter uniquement d'une inégalité de capacité entre ceux qui dirigent les deux entreprises, et c'est précisément cette possibilité qui induit le capitaliste en erreur et lui donne la conviction que son profit est dû, non à l'exploitation du travail, mais à d'autres circonstances et surtout à son action personnelle.

Le raisonnement et les faits que nous venons d'exposer dans cette première partie démontrent la fausseté de la théorie (de Rodbertus) qui veut que (contrairement à ce



qu'elle soutient pour la rente, qui peut croître alors que la surface qui la produit reste invariable) une variation du capital est sans influence sur le taux du profit, parce que la valeur absolue du capital à laquelle on rapporte le profit pour en déterminer le taux, augmente ou diminue en même temps que la valeur absolue du profit. Cette théorie se vérifie cependant dans deux cas :

Primo. — Lorsque, toutes les autres circonstances et surtout le taux de la plus-value restant invariables, il intervient un changement dans la valeur de la marchandise qui sert de monnaie (ou dans les signes qui la représentent). Soit un capital de 100 £, donnant un profit de 20 £ ; le taux du profit sera de 20 %₀. Si la valeur de l'or vient à augmenter de 100 %₀, ce capital, qui primitivement ne valait que 100 £, en vaudra 200 et donnera un profit d'une valeur de 40 £ ; si la valeur de l'or diminuait de 100 %₀, il ne vaudrait plus que 50 £ et il donnerait comme profit un produit de la valeur de 10 £. Cependant dans les deux cas on a $200 : 40 = 50 : 10 = 100 : 20 = 20\%$. A aucun moment il n'est intervenu un changement dans la grandeur de la valeur du capital ; il s'est produit uniquement une modification de l'expression monétaire de cette valeur et de celle de la plus-value, modification qui n'a pu avoir aucune influence sur le taux $\frac{p^l}{C}$ du profit.

Secundo. — Lorsque la grandeur de la valeur se modifie réellement, mais sans que ce changement soit accompagné d'une modification du rapport $\frac{v}{c}$, c'est-à-dire lorsque le taux de la plus-value restant constant, le rapport entre le capital avancé pour la force de travail (le capital variable étant considéré comme l'expression de la force de travail mise en œuvre) et le capital avancé pour les moyens de production reste le même. Dans ces conditions, que nous ayons C ou $n \times C$ ou $\frac{C}{n}$, c'est-à-dire 1000, 2000 ou 500, le taux du profit étant de 20 %₀, le profit sera de 200, de 400



ou de 100, et nous aurons $\frac{200}{1000} = \frac{400}{2000} = \frac{100}{500} = 20 \%$. Le taux du profit est constant, parce que la composition du capital reste invariable malgré les changements qui interviennent dans sa grandeur, et l'augmentation ou la diminution de la valeur absolue du profit correspond simplement à une augmentation ou une diminution de la grandeur absolue du capital engagé. Alors que la grandeur du capital engagé ne varie qu'en apparence dans le premier cas, elle varie réellement ici, mais cette variation n'est accompagnée d'aucune modification de la composition organique du capital, du rapport entre sa partie variable et sa partie constante.

A part ces deux cas, tout changement de grandeur du capital engagé est ou bien la *conséquence* d'un changement préalable de valeur d'un de ses éléments, c'est-à-dire la conséquence d'une modification des grandeurs relatives de ses éléments (à moins que la plus-value ne change en même temps que le capital variable) ; ou bien la *cause* d'une modification des grandeurs relatives des deux éléments qui le constituent (ce qui se présente dans les grands travaux, ou lorsqu'on introduit des machines nouvelles). Nous pouvons donc dire d'une manière générale qu'une variation de la grandeur du capital engagé doit être accompagnée d'une variation du taux du profit.

Toute augmentation du taux du profit résulte d'une augmentation relative ou absolue de la plus-value par rapport à son coût de production, c'est-à-dire par rapport au capital total, ou d'une diminution de la différence entre le taux du profit et le taux de la plus-value.

Alors qu'aucune modification n'affecte le capital, soit dans sa grandeur absolue, soit dans les éléments qui le constituent, il peut se produire des variations du taux du



profit, lorsque la valeur du capital avancé, soit fixe, soit circulant, augmente ou diminue par suite d'une augmentation ou d'une diminution (indépendante du capital déjà existant) du temps de travail nécessaire à sa reproduction. La valeur de toute marchandise — par conséquent la valeur des marchandises qui constituent le capital — est déterminée, non par le temps de travail nécessaire qui y est contenu, mais par le temps de travail *social* nécessaire pour sa reproduction. Cette reproduction peut s'accomplir dans des circonstances plus ou moins favorables que celles de la production primitive, de sorte qu'un capital ayant originairement une valeur de 100 £, vaudra, la valeur de la monnaie restant invariable, 200 £ ou 50 £, suivant qu'il faudra, d'une manière générale, un temps double ou moitié moindre pour le reproduire. Si cette variation de valeur affecte uniformément toutes les fractions du capital, le profit s'exprimera par une somme d'argent double ou moitié moindre ; mais s'il implique un échange de la composition organique du capital, c'est-à-dire s'il modifie le rapport entre le capital variable et le capital constant, le taux du profit (toutes autres circonstances restant les mêmes) augmentera ou diminuera, selon que le capital variable aura été relativement augmenté ou diminué. S'il ne se produit qu'une modification de la valeur monétaire du capital avancé (par suite d'un échange de valeur de la monnaie), l'expression monétaire de la plus-value variera dans la même proportion, mais le taux du profit restera invariable.



DEUXIÈME PARTIE

LA TRANSFORMATION DU PROFIT EN PROFIT MOYEN

CHAPITRE VIII

DIFFÉRENCE DES TAUX DE PROFIT DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES DE PRODUCTION PAR SUITE DES DIFFÉRENCES DE COMPOSITION DU CAPITAL.

Dans la partie précédente nous avons exposé comment le taux du profit peut varier alors que le taux de la plus-value reste constant. Dans ce chapitre nous admettons que dans toutes les branches de production d'un pays le travail est soumis à un même degré d'exploitation, c'est-à-dire qu'il fonctionne dans toutes les entreprises pendant des journées de même longueur, avec un même taux de plus-value. A. Smith a démontré que bien des différences se présentant dans l'exploitation du travail n'existent qu'en apparence et passagèrement ; elles n'entrent pas en ligne de compte pour l'analyse des conditions générales de la production, parce qu'elles se compensent pour toutes sortes de raisons, effectives ou imaginaires, acceptées par le préjugé. D'autres différences, par exemple celles relatives aux salaires, se basent en grande partie sur la distinction, dont nous nous sommes occupés dans notre vol. I, page 17, entre le travail simple et le travail



qualifié, et n'ont aucune influence sur le degré d'exploitation du travail, bien qu'elles rendent très inégaux les sorts des ouvriers dans les différentes sphères de la production. Si, par ex., le travail d'un joaillier est payé plus cher que celui d'un journalier, le surtravail du joaillier produit aussi relativement une plus grande quantité de plus-value que celui du journalier. Bien que le nivellement des salaires et des journées de travail et, par conséquent, le nivellement des taux de la plus-value soient entravés par quantité d'obstacles locaux dans les différentes sphères de la production, voire même pour les divers capitaux d'une même branche de production, ils se réalisent cependant de plus en plus à mesure que la production capitaliste fait des progrès et extermine les autres modes de production. Quelqu'importante que soit l'étude de ces faits pour des recherches spéciales sur le salaire, elles sont accessoires et négligeables dans une analyse générale de la production capitaliste. En effet, dans toute analyse générale, il faut admettre au préalable que les conditions réelles correspondent à la conception qu'on en a, ou, ce qui revient au même, il ne faut exposer les conditions réelles que pour autant qu'elles rentrent dans le type général.

Les différences des taux de la plus-value d'un pays à l'autre et par suite le degré de l'exploitation nationale du travail sont absolument indifférents pour l'analyse que nous allons faire. Ce que nous voulons étudier dans cette partie, c'est la manière dont se forme un taux général du profit dans un pays donné. Lorsqu'il s'agira de comparer les taux de profit des divers pays, il suffira de combiner ce que nous avons dit antérieurement avec ce que nous allons exposer maintenant : on observera en premier lieu les différences des taux de la plus-value dans chaque pays et on comparera ensuite, en se basant sur ces taux de plus-value, les différences des taux nationaux du profit. Si ces différences ne résultent pas de différences entre les taux nationaux de plus-value, elles devront



être attribuées à des circonstances qui ne peuvent être dégagées qu'en supposant, comme nous le faisons dans ce chapitre, que la plus-value est la même partout et par conséquent constante.

Nous avons démontré dans le chapitre précédent que, le taux de la plus-value étant constant, le taux du profit d'un capital donné peut hausser ou baisser sous l'action de circonstances qui augmentent ou diminuent la valeur de l'un ou l'autre élément du capital constant, et affectent ainsi le rapport entre la partie constante et la partie variable du capital. Nous avons fait remarquer en outre que si des circonstances qui prolongent ou raccourcissent la durée de la rotation peuvent agir d'une manière semblable sur le *taux* du profit, elles n'ont aucune action sur sa *valeur absolue*, celle-ci étant identique à celle de la plus-value. En effet ces circonstances ne font que modifier le rapport entre une plus-value ou un profit de grandeur donnée et la grandeur du capital avancé. Ce n'est que lorsque des variations de valeur provoquent un engagement ou un dégagement de capital, qu'il peut en résulter une influence sur la valeur absolue du profit et alors le taux n'est pas affecté. Pareille influence ne se ferait d'ailleurs sentir que sur des capitaux déjà engagés et non sur des capitaux à engager, et l'augmentation ou la diminution de profit résulterait de ce que, par suite des variations de la valeur, un même capital mettrait en œuvre plus ou moins de travail, c'est-à-dire produirait plus ou moins de plus-value, le taux de celle-ci restant constant. Loin d'être en contradiction avec la loi générale ou d'en représenter une dérogation, cette exception apparente en est en réalité un cas spécial.

Nous avons vu dans la partie précédente que, le degré d'exploitation du travail restant constant, toute variation de valeur des éléments du capital constant et toute modification de la durée de rotation du capital modifient le taux du profit ; il en résulte que des branches de production coexistantes doivent donner naissance à des taux de profit



différents, lorsque, toutes autres circonstances égales, les périodes de rotation de leurs capitaux sont différentes ou que les rapports entre les valeurs des éléments constituant de leurs capitaux ne sont pas les mêmes. Les modifications successives que nous observions précédemment dans un même capital se présentent maintenant comme des différences coexistantes dans des capitaux engagés dans des branches de production différentes, et nos recherches devront porter sur les différences tant dans la *composition organique* que dans les périodes de rotation des capitaux.

Il va de soi que lorsque dans cette analyse nous parlerons de la composition ou de la rotation du capital dans une branche de production donnée, il s'agira du capital moyen engagé normalement dans cette branche, et qu'il sera fait abstraction des différences accidentelles qui peuvent se présenter pour les capitaux isolés.

De ce que nous avons supposé que le taux de la plus-value, la journée de travail et le salaire sont constants, il résulte qu'une quantité déterminée de capital variable exprime une quantité déterminée de force de travail mise en œuvre et par conséquent une quantité déterminée de travail réalisé. 100 £ représentant le salaire et, en réalité, la force de travail de 100 ouvriers, $n \times 100$ £ représenteront le salaire et la force de travail de $n \times 100$ ouvriers et $\frac{100 \text{ £}}{n}$ ceux de $\frac{100}{n}$ ouvriers. Le capital variable étant l'expression (et il en est toujours ainsi lorsque le salaire est donné d'avance) de la quantité de travail mise en œuvre par un capital donné, toute variation de la grandeur de ce capital annonce qu'une différence est survenue dans la masse de force de travail. Si 100 £ représentent 100 ouvriers travaillant une semaine et par conséquent 6000 heures de travail (chaque ouvrier travaillant 60 heures par semaine), 200 £ représenteront 12000 et 50 £, 3000 heures de travail.

Ainsi que nous l'avons énoncé dans notre premier volume, nous entendons par composition du capital le rap



port entre les éléments actifs et passifs qui le constituent, le rapport entre le capital variable et le capital constant. Ce rapport doit être considéré à deux points de vue, d'importance inégale, qui dans certaines circonstances se traduisent par les mêmes effets.

En premier lieu, il doit être envisagé au point de vue technique, comme correspondant à un stade déterminé du développement de la productivité. Une quantité donnée de force de travail, représentée par un nombre déterminé d'ouvriers, est nécessaire pour produire, par exemple en une journée, une quantité voulue de produits et mettre en œuvre, consommer productivement, une quantité voulue de moyens de production, de machines, de matières premières, etc. Un nombre déterminé d'ouvriers correspond, par conséquent, à une quantité déterminée de moyens de production, une quantité donnée de travail vivant répond à une quantité donnée de travail matérialisé. Le rapport entre ces quantités diffère considérablement d'une industrie à l'autre et souvent même dans la même industrie d'une branche à l'autre, bien que le hasard puisse vouloir qu'il soit le même dans des branches très éloignées l'une de l'autre; il détermine la composition technique du capital et est en réalité la base de sa composition organique.

Mais il arrive également que, dans des industries différentes, il y ait le même rapport entre le capital variable, simple index de la force de travail, et le capital constant, simple index de la masse de moyens de production mis en œuvre. C'est ainsi que certains travaux, qu'ils soient exécutés en cuivre ou en fer, donnent lieu à un même rapport entre la force de travail et la masse de moyens de production; mais comme le cuivre est plus cher que le fer, le rapport entre les valeurs du capital variable et du capital constant n'est pas le même dans les deux cas et par conséquent la composition de la valeur du capital total est également différente. A une même composition technique peuvent donc correspondre diverses compositions-valeurs, et le fait se manifeste dans chaque branche d'industrie lors-

que, la composition technique restant constante, le rapport des valeurs des deux parties du capital varie. L'inverse se produit également, mais seulement lorsque la modification du rapport entre les quantités de moyen de production et de force de travail est compensée par une modification en sens inverse de leurs valeurs.

Nous appellerons composition *organique* du capital sa composition-valeur, à condition qu'elle soit déterminée par sa composition technique et qu'elle en soit le reflet (1).

Nous considérons donc le capital variable comme l'expression d'une quantité déterminée de force de travail, d'un nombre déterminé d'ouvriers, d'une quantité déterminée de travail vivant mis en œuvre. Alors que dans la partie précédente une variation de la valeur du capital variable ne pouvait exprimer qu'une variation du prix d'une quantité donnée de travail, il n'en est plus de même ici, où nous admettons que la journée de travail et le taux de la plus-value sont constants et qu'un salaire déterminé correspond à une durée donnée de travail. Par contre une différence dans la grandeur du capital constant peut être, ou l'expression d'une modification de la quantité de moyens de production mis en œuvre par une quantité donnée de force de travail, ou le résultat d'une différence entre la valeur des moyens de production d'une industrie et celle des moyens de production des autres.

Le salaire hebdomadaire de 100 ouvriers étant de 100 £ et la durée de leur travail de 60 heures, supposons que le taux de la plus-value soit de 100 %. Les ouvriers travaillent donc 30 heures par semaine pour eux et gratuitement 30 heures pour le capitaliste. Dans leurs 100 £ de salaire, il ne se trouve incorporé que 30 heures de travail de 100 ouvriers, soit 3000 heures de travail ; les autres

(1). Ce qui vient d'être dit est brièvement développé dans la 3^e édition du 4^{er} volume, p. 628, au commencement du chap. XXIII (Trad. franç., p. 269, chap. XXV). Comme les deux premières éditions ne contiennent pas ce passage nous avons jugé qu'il était nécessaire de le reproduire. — F. E.



3000 heures sont incorporées dans les 100 £ de plus-value ou de profit accaparées par le capitaliste. Bien que le salaire de 100 £ n'exprime pas la valeur dans laquelle s'est matérialisé le travail hebdomadaire des 100 ouvriers, il indique cependant (puisque la durée de la journée de travail et le taux de la plus-value sont donnés) que le capital a occupé 100 ouvriers pendant 6000 heures. Cette indication est fournie par la valeur 100 £ du capital variable, qui renseigne en premier lieu sur le nombre d'ouvriers occupés (1 £ représentant 1 ouvrier par semaine, 100 £ représentant 100 ouvriers) et ensuite sur la durée de leur travail. (Le taux de la plus-value étant de 100 %, chaque ouvrier accomplit deux fois plus de travail que ce qui est représenté par son salaire, c'est-à-dire que son salaire de 1 £, expression d'une demi-semaine de travail, équivaut à une semaine entière de travail actif ; par conséquent les 100 £, tout en n'exprimant que 50 semaines de travail, en représentent 100 de travail actif). Il y a une distinction profonde à établir dans l'expression de la valeur du capital variable suivant qu'elle désigne la somme des salaires, c'est-à-dire une quantité donnée de travail matérialisé, ou simplement la quantité de travail vivant qu'elle met en œuvre. Cette quantité de travail vivant est toujours plus grande que la quantité de travail contenue dans le salaire et est représentée par une valeur plus grande que celle du capital variable, car elle est déterminée d'une part par le nombre d'ouvriers occupés par ce capital et d'autre part par le surtravail qu'ils produisent.

Supposons que dans l'industrie A un capital de 700 soit dépensé en 100 de capital variable et 600 de capital constant, et que dans l'industrie B le même capital soit dépensé en 600 de capital variable et 100 de capital constant. Le capital A de 700 n'occupera donc qu'une force de travail de 100, ce qui représentera, en reprenant nos chiffres de tantôt, 100 semaines ou 6000 heures de travail vivant, tandis que le capital B de 700 occupera 600 semaines ou 36000 heures de travail vivant. Le capital A ne



pourra donc s'approprier que 50 semaines, soit 3000 heures, de surtravail, alors que le capital B, sans être plus considérable, accaparera 300 semaines ou 18000 heures. Le capital variable exprime non seulement le travail qu'il contient en lui-même, mais aussi (le taux de la plus-value étant donné) le supplément de travail qu'il peut mettre en œuvre, le surtravail. Le degré d'exploitation du travail étant le même, le profit sera de $\frac{100}{700} = \frac{1}{7} = 14 \frac{2}{7} \%$ dans l'industrie A et de $\frac{600}{700} = 85 \frac{5}{7} \%$ dans l'industrie B, soit un taux de profit six fois plus grand dans B que dans A. Et non seulement le taux du profit, mais le profit lui-même sera six fois plus considérable (600 pour B et 100 pour A), puisque le même capital occupe six fois plus de travail vivant dans l'industrie B que dans l'industrie A et produit six fois plus de plus-value et six fois plus de profit.

Si au lieu d'un capital de 700 £, A en employait un de 7000 (B continuant à opérer avec son capital de 700 £), il dépenserait, en supposant que la composition organique reste la même, 1000 £ en capital variable; il occuperait par semaine 1000 ouvriers, représentant 60000 heures de travail vivant, dont 30000 heures de surtravail. Et cependant, avec 700 £ de capital variable, A ne mettrait en œuvre que $\frac{1}{6}$ de travail vivant et de surtravail de plus que B et ne produirait que $\frac{1}{6}$ de profit en plus. Quant au taux du profit, il sera de $\frac{1000}{7000} = \frac{100}{700} = 14 \frac{2}{7} \%$ du côté de A, contre $\frac{600}{700} = 85 \frac{5}{7} \%$ qu'il était pour B. Par conséquent, des capitaux engagés de même importance donnent des taux de profit différents lorsque, pour un même taux de la plus-value, les valeurs absolues de la plus-value et du profit sont différentes, les quantités de travail vivant mis en œuvre étant différentes dans les deux cas.

Le résultat est le même lorsque, les conditions techniques étant identiques dans les deux industries, les valeurs du capital constant sont différentes. Supposons que de part et d'autre il faille 100 £ comme capital variable pour payer



100 ouvriers par semaine et mettre en œuvre des quantités égales de machines et de matières premières. Supposons que ces dernières soient plus chères dans l'industrie B que dans l'industrie A, et que les 100 £ de capital variable exigent, par ex., 200 £ de capital constant dans A et 400 £ dans B. Le taux de la plus-value étant de 100 0/0, la plus-value et le profit seront de 100 £ dans les deux cas ; mais dans A on aura $\frac{100}{200c + 100v} = \frac{1}{3} = 33 \frac{1}{3} \text{ 0/0}$, tandis que dans B le rapport sera de $\frac{100}{400c + 100v} = \frac{1}{5} = 20 \text{ 0/0}$, ce qui provient de ce que sur 100 £ de capital engagé, il y a $\frac{1}{5}$ ou 20 £ de capital variable dans B, et $\frac{1}{3}$ ou 33 $\frac{1}{3}$ £ dans A. Sur 100 £, l'industrie B obtiendra donc moins de profit que A, parce que sur 100 £ de capital avancé, elle occupe moins de travail vivant et recueille moins de plus-value.

Entre nos deux exemples, il y a cependant une différence : dans le second il suffirait, pour obtenir un résultat identique dans les deux industries, de modifier le capital, soit du côté de A, soit du côté B, l'organisation technique restant la même ; dans le premier, il faudrait transformer complètement la composition technique des deux industries pour aboutir des deux côtés au même résultat.

La composition organique des capitaux étant indépendante de leur grandeur absolue, tout revient à savoir pour quelles parts relatives y figurent le capital variable et le capital constant. Des capitaux différents au point de vue de la composition centésimale, mais de grandeur absolue égale, produisent des quantités très différentes de plus-value et de profit (le degré d'exploitation et la journée de travail étant les mêmes), lorsque le capital variable n'est pas le même de part et d'autre et que, par conséquent, les quantités de travail vivant mis en œuvre et de surtravail, source de plus-value, sont différentes.

Si un capital ayant comme composition centésimale 90c + 10v produisait, avec un même degré d'exploitation du travail, autant de plus-value ou de profit qu'un capital



ayant la composition $10_c + 90_v$, il serait clair comme le jour que la plus-value et la valeur en général n'auraient pas le travail pour source et que l'économie politique serait privée de toute base rationnelle. Le salaire payé à l'ouvrier pour une semaine de 60 heures de travail étant de 1 £ et le taux de la plus-value étant de 100% , il est certain que toute la valeur que l'ouvrier peut produire en une semaine est de 2 £. Dix ouvriers ne pourront pas fournir plus de 20 £, et comme dans cette valeur 10 £ servent à payer leurs salaires, il leur sera impossible de produire plus de 10 £ de plus-value. Par contre, 90 ouvriers livrant hebdomadairement un produit de 180 £ et ne recevant comme salaire que 90 £, fourniront une plus-value de 90 £. Le taux du profit sera donc de 10% d'un côté et de 90% de l'autre. S'il en était autrement la valeur et la plus-value ne seraient pas du travail matérialisé.

Etant donné que dans les différentes industries la composition centésimale des capitaux assigne des valeurs différentes à leur partie constante et à leur partie variable, et fait par conséquent varier de l'une à l'autre les quantités de travail vivant qu'elles occupent et les quantités de plus-value et de profit qu'elles produisent, le taux du profit, qui n'est autre chose que l'expression du rapport de la plus-value au capital total, doit varier d'une branche de production à l'autre. Or, si des capitaux de même importance, mais engagés dans des industries différentes, produisent des profits inégaux, parce que leur composition organique n'est pas la même, il s'ensuit que le rapport entre les profits de capitaux inégaux appliqués à des industries différentes ne peut pas être égal au rapport des grandeurs de ces capitaux. S'il en était autrement, il faudrait en conclure que, malgré les différences de leur composition organique, des capitaux de même importance donneraient les mêmes taux de profit dans toutes les industries. Ce n'est donc que dans la même industrie ou dans des industries différentes appliquant des capitaux de même composition organique, que la valeur absolue du profit est en raison directe de la valeur du ca-



pital engagé. Dire que les profits de capitaux inégaux sont en raison des grandeurs de ceux-ci, serait affirmer que des capitaux de même importance produisent nécessairement des profits égaux, ou encore que le taux du profit est le même pour tous les capitaux, quelles que soient leur importance et leur composition organique.

Ce que nous venons de dire n'est vrai que pour autant que les marchandises se vendent à leurs valeurs. La valeur d'une marchandise est égale à la valeur du capital constant qu'elle contient, plus la valeur du capital variable qui est reproduit en elle, plus la plus-value produite par ce capital variable. Le taux de la plus-value étant constant, la quantité de plus-value dépend évidemment de l'importance du capital variable. La valeur du produit d'un capital de 100 peut être, ou $90_c + 10_v + 10_{pl} = 110$, ou $10_c + 90_v + 90_{pl} = 190$; si les marchandises sont vendues à leurs valeurs, le prix du premier produit sera de 110 et contiendra 10 de plus-value ou de travail non payé, celui du second sera de 190 et comprendra 90 de plus-value ou de travail non payé.

Cet aspect des choses est surtout important lorsqu'il s'agit de comparer des taux de profit dans des pays différents. Supposons que dans un pays d'Europe le taux de la plus-value soit de 100 %, ce qui revient à dire que les ouvriers y travaillent la moitié de la journée pour eux et l'autre moitié pour les patrons, et admettons que dans un pays d'Asie le taux de la plus-value soit de 25 %, les ouvriers y travaillant les $\frac{4}{5}$ de la journée pour eux et $\frac{1}{5}$ pour leurs patrons. Supposons en outre que dans le pays européen le capital national ait la composition $84_c + 16_v$, alors que dans le pays asiatique, où l'on emploie peu de machines, et où, dans un temps donné, une quantité déterminée de force de travail consomme relativement peu de matières premières, la composition soit $16_c + 84_v$. Dans ces conditions, on aura :

1° Dans le pays européen : valeur du produit : $84_c + 16_v + 16_{pl} = 116$. Taux du profit : $\frac{16}{100} = 16\%$.



2° Dans le pays asiatique : valeur du produit : $16_c + 84_v + 21_{pt} = 121$. Taux du profit : $\frac{21}{100} = 21\%$.

Le taux du profit est donc de plus de 25% plus grand en Asie qu'en Europe, bien que le taux de la plus-value y soit quatre fois plus petit. Les Carey, les Bastiat et *tutti quanti* seraient incontestablement arrivés à la conclusion inverse. Disons en passant que dans le plus grand nombre des cas les différences, dans un même pays, entre les taux des profits sont déterminées par des différences entre les taux des plus-values (ce qui ne nous intéresse pas dans ce chapitre, où nous comparons des taux de profit inégaux correspondant à des taux égaux de plus-value).

En dehors des différences dans la composition organique des capitaux, c'est-à-dire en dehors de l'inégalité des quantités de travail et (toutes circonstances égales) de surtravail mises en œuvre par des capitaux égaux dans des branches différentes de production, il existe une autre cause d'inégalité des taux du profit ; c'est la différence, d'une industrie à l'autre, de la longueur de la période de rotation du capital. Nous avons vu, dans le chapitre IV, que, la composition organique des capitaux étant la même, les taux de profit sont en raison inverse des périodes de rotation, et qu'un même capital variable, soumis à des périodes de rotation différentes, produit annuellement des quantités différentes de plus-value. L'inégalité des périodes de rotation est donc une autre cause de ce que des capitaux égaux engagés dans des industries différentes ne rapportent pas le même profit dans le même espace de temps, et donnent des taux de profit différents.

Quant au rapport entre la partie fixe et la partie circulante du capital, il n'a par lui-même aucune action sur le taux du profit ; sa variation ne peut se répercuter sur ce dernier que pour autant qu'elle coïncide avec une variation du rapport entre la partie constante et la partie variable du capital et, dans ce cas, c'est exclusivement à cette dernière que sera due l'altération du taux du profit. Une



modification du rapport entre la partie fixe et la partie circulante peut aussi agir sur le taux du profit lorsqu'elle provoque une modification de la période de rotation, pendant laquelle un profit déterminé doit être réalisé. Lorsque les rapports des parties fixe et circulante dont se composent les capitaux sont différents, il en résulte toujours, il est vrai, des différences dans les durées des périodes de rotation ; mais il ne s'ensuit nullement que les périodes de rotation pendant lesquelles les mêmes capitaux donnent du profit soient inégales. Peu importe que A doive convertir une plus grande partie de son produit en matières premières que B et que B soit astreint à faire travailler pendant plus de temps les mêmes machines en consommant moins de matières premières ; tous les deux, pendant qu'ils produisent, ont constamment une partie de leur capital engagée : chez l'un, elle l'est sous forme de matières premières, par conséquent de capital circulant ; chez l'autre, elle l'est sous forme de machines, partant de capital fixe. A convertit sans cesse une partie de son capital-marchandise en argent et cet argent en matières premières, tandis que B emploie pendant longtemps une partie de son capital sous forme d'instruments de travail, sans la convertir. S'ils mettent en œuvre la même quantité de travail, ils vendront, il est vrai, pendant l'année des produits de valeurs différentes, mais ces produits contiendront la même quantité de plus-value, et les taux de leurs profits, calculés d'après le capital total avancé, seront les mêmes, bien que les capitaux qu'ils ont engagés ne soient pas composés de la même manière en éléments fixe et circulant et n'aient pas eu la même rotation. Les deux capitaux auront donc produit le même profit dans le même temps, bien qu'ils aient parcouru des rotations de durées différentes (1). Une différence dans

(1) Il résulte du chap. IV que ce qui vient d'être dit n'est exact que pour autant que les capitaux A et B diffèrent au point de vue de leur composition-valeur et que leurs éléments variables, calculés sur cent, varient en raison directe de leur durée de rotation, c'est-à-dire en raison inverse de leurs nombres de rotations. Si, par exemple, le capital A a la



le temps de rotation n'a de l'importance que pour autant qu'elle affecte la quantité de surtravail appropriée et réalisée par un même capital, dans un espace de temps déterminé. Etant donné qu'une variation de la composition en capital fixe et capital circulant n'implique pas nécessairement une modification de la période de rotation, déterminant à son tour une variation du taux du profit, il est clair que si le taux du profit vient à se modifier, ce changement doit être considéré comme résultant, non de ce que le rapport entre la partie fixe et la partie circulante du capital a été altérée, mais de ce qu'une différence est intervenue dans la durée de la période de rotation.

La composition très variée (en partie fixe et partie circulante) du capital constant engagé dans les diverses industries n'a donc aucune importance au point de vue du taux du profit, étant donné que c'est le rapport entre le capital variable et le capital constant qui est le facteur décisif et que ce rapport de même que la valeur du capital constant sont absolument indépendants des parties constituantes (fixe ou circulante) de ce dernier. Il arrivera cependant — et il peut en résulter des conclusions erronées — qu'une grande importance du capital fixe soit l'indice d'une production se faisant à une grande échelle et comportant un capital constant de beaucoup supérieur au capital variable, c'est-à-dire une application de travail vivant relativement inférieure à celle des moyens de production.

Nous avons donc montré que les taux des profits varient d'une industrie à l'autre à cause des différences de la composition organique des capitaux et, jusqu'à un certain

composition 20_c fixe + 70_c circulant, soit $90_c + 10_v = 100$, le taux de la plus-value étant de 100% , les 10_v produiront en une rotation 10_{pl} , soit un taux du profit de 10% . Si le capital B a la composition 60_c fixe + 20_c circulant, soit $80_c + 20_v = 100$, les 20_v produiront à chaque rotation 20_{pl} , soit un taux du profit de 20% , c'est-à-dire un taux double de celui de A. Mais si A fait 2 rotations par an et si B n'en fait qu'une, le profit annuel de A sera de $2 \times 10_{pl}$, et le taux de son profit annuel sera de 20% , c'est-à-dire le même que celui de B — F.E.



point, des inégalités de leurs périodes de rotation. Il en résulte que lorsque les taux de plus-value sont les mêmes, la loi de proportionnalité des profits aux grandeurs des capitaux n'est vraie, du moins comme tendance, que pour des capitaux de même composition organique et de même période de rotation ; ces conditions étant remplies, des capitaux de même importance donnent pendant le même temps des profits égaux, pour autant (ce que nous n'avons pas cessé d'admettre jusqu'à présent) que les marchandises se vendent à leur valeur. D'autre part, il est hors de doute qu'abstraction faite de quelques différences accidentelles et secondaires qui se compensent, il n'existe en réalité et il ne peut exister, à moins que tout le système de la production capitaliste ne prenne fin, de différence entre les taux moyens du profit dans les diverses industries. Il semble donc que la théorie de la valeur soit ici inconciliable avec le mouvement réel et les phénomènes de la production, et qu'il faille renoncer à l'espoir de comprendre ceux-ci.

Il résulte de la première partie de ce volume que les prix de revient sont les mêmes dans des industries différentes lorsque celles-ci comportent des capitaux avancés de même importance, quelle que soit la composition organique de ces derniers. Quand il s'agit du prix de revient, le capitaliste n'établit aucune distinction entre le capital constant et le capital variable ; une marchandise dont la production a exigé une avance de 100 £ lui coûte le même prix, que l'avance se soit faite sous forme de $90_c + 10_v$ ou de $10_c + 90_v$. Lorsque les capitaux avancés sont égaux, les prix de revient sont les mêmes, quelles que différentes que puissent être les valeurs et les plus-values produites ; cette égalité des prix de revient sert de base à la concurrence des capitaux, qui est le point de départ du profit moyen.



CHAPITRE IX

FORMATION D'UN TAUX GÉNÉRAL (MOYEN) DU PROFIT ET TRANS- FORMATION DE LA VALEUR DES MARCHANDISES EN COÛT DE PRODUCTION.

La composition organique du capital dépend à chaque instant de deux facteurs : 1^o) du rapport technique entre la force de travail et la quantité de moyens de production mis en œuvre ; 2^o) du prix des moyens de production. Nous déterminerons l'importance relative des parties constituant le capital en supposant celui-ci égal à cent, de sorte que la composition organique d'un capital dont les $\frac{4}{5}$ sont du capital constant et $\frac{1}{5}$ du capital variable sera exprimée par $80c + 20v$. En outre, nous supposerons, dans les comparaisons que nous allons établir, que le taux de la plus-value est uniformément égal à 100 % ; notre capital de $80c + 20v$ rapportera donc une plus-value de 20, ce qui signifie un taux de profit de 20 %. Ces éléments étant donnés, la valeur réelle du produit ne dépend plus que de l'importance de la partie fixe du capital constant et de son usure, et comme ces facteurs n'ont aucune influence sur le taux du profit et ne présentent par conséquent aucune importance pour notre recherche, nous sommes autorisés à admettre, dans un but de simplification, que le capital constant passe toujours entièrement dans le produit annuel. Nous supposerons également que les capitaux des différentes industries rapportent annuellement des quantités égales de plus-value, c'est-à-dire que nous ferons abstraction provisoirement des différences qui



peuvent résulter de l'inégalité des périodes de rotation. (Cette question sera examinée plus loin.)

Supposons cinq industries distinctes, comportant des compositions organiques différentes des capitaux qui y sont engagés :

Capitaux	Taux de la plus-value	Plus-value	Valeur du produit	Taux du profit
I. $80c + 20v$	100 %	20	120	20 %
II. $70c + 30v$	100 %	30	130	30 %
III. $60c + 40v$	100 %	40	140	40 %
IV. $85c + 15v$	100 %	15	115	15 %
V. $95c + 5v$	100 %	5	105	5 %

Bien que l'exploitation du travail soit faite au même degré dans ces industries, les taux du profit y sont très-différents, par suite des différences existant dans les compositions organiques des capitaux.

Le total des capitaux engagés est de 500 et la plus-value totale est de 110 ; les marchandises produites valent en tout 610. Supposons que les cinq industries n'en constituent qu'une et que les capitaux I à V soient les différentes parties d'un capital unique, ce qui se présente par exemple dans une fabrique de coton, où les départements de la carderie, de l'étirage, de la filature et du tissage exigent des proportions différentes de capital variable et de capital constant, et où par conséquent le rapport moyen, applicable à l'établissement tout entier, ne peut être déterminé qu'en second lieu. Dans cette hypothèse, notre capital de 500 aurait comme composition moyenne $390c + 110v$, soit $78c + 22v$ sur 100. Cette composition étant celle de chacun des capitaux de 100 entrant dans le capital total, la plus-value moyenne correspondant à cha-



cun sera de 22, le taux moyen du profit s'élèvera à 22 % et le prix moyen du produit qu'ils fournissent sera de 122. C'est à ce prix de 122 qu'il faudra par conséquent vendre le produit de chaque cinquième du produit du capital total.

Afin d'échapper à des conclusions tout à fait erronées, il conviendra cependant de ne pas égaler à 100 tous les prix de revient. En effet, le capital I, dont la composition est $80_c + 20_v$, donnera, le taux de la plus-value étant de 100 %, un produit dont la valeur totale sera de $80_c + 20_v + 20_{pl} = 120$, à condition que le capital constant soit consommé tout entier par la production annuelle; ce qui peut arriver dans certaines industries, mais très difficilement là où $c : v = 4 : 1$. Il faut donc tenir compte de ce que les valeurs des marchandises produites par chaque capital de 100 peuvent être différentes; ce qui se présentera lorsque c comportera un rapport différent entre sa partie fixe et sa partie circulante, et lorsque les éléments fixes des divers capitaux s'usant différemment ajouteront au produit des valeurs inégales, dans les mêmes temps. Mais il n'en résultera aucune influence sur le taux du profit : que les 80_c abandonnent au produit annuel une valeur de 80, de 50 ou de 5, que le produit annuel vaille $80_c + 20_v + 20_{pl} = 120$, ou $50_c + 20_v + 20_{pl} = 90$, ou $5_c + 20_v + 20_{pl} = 45$, la différence entre la valeur du produit et le prix de revient sera toujours de 20 et le taux du profit résultant du rapport de 20 à 100 (valeur du capital) sera uniformément de 20 %. Le tableau suivant, dans lequel les cinq capitaux abandonnent au produit des fractions différentes de capital constant, rend ces conclusions plus intelligibles :



Capitaux	Taux de la plus-value	Plus-value	Taux du profit	c consommé	Valeur de la marchandise	Prix de revient
I. $80c + 20v$	100 %	20	20 %	50	90	70
II. $70c + 30v$	100 %	30	30 %	51	111	81
III. $60c + 40v$	100 %	40	40 %	51	131	91
IV. $85c + 15v$	100 %	15	15 %	40	70	55
V. $95c + 5v$	100 %	5	5 %	10	20	15
Somme : $390c + 110v$	—	110	110 %	—	—	—
Moyenne : $78c + 22v$	—	22	22 %	—	—	—

En considérant de nouveau ces capitaux I à V comme n'en formant qu'un seul, nous constatons que la somme des cinq capitaux est égale à $500 = 390c + 110v$, soit pour chacun une composition moyenne de $78c + 22v$ et une plus-value de 22. Cette dernière étant appliquée uniformément aux capitaux I à V, il en résulte les prix de vente suivants :

Capitaux	Plus-value	Valeur	Prix de revient	Prix de vente	Taux du profit	Différence entre le prix et la valeur
		des marchandises				
I. $80c + 20v$	20	90	70	92	22 %	+ 2
II. $70c + 30v$	30	111	81	103	22 %	— 8
III. $60c + 40v$	40	131	91	113	22 %	— 18
IV. $85c + 15v$	15	70	55	77	22 %	+ 7
V. $95c + 5v$	5	20	15	37	22 %	+ 17

Les marchandises seront donc vendues à $2 + 7 + 17 = 26$ au-dessus et à $8 + 18 = 26$ au-dessous de leur



valeur, c'est-à-dire qu'il y aura compensation des différences qui affectent les prix par suite de la répartition uniforme de la plus-value et de l'addition à chaque capital de 100 d'un même profit (le profit moyen) de 22. C'est uniquement parce qu'une partie des marchandises est vendue au-dessus et l'autre au-dessous de sa valeur et que ces différences se balancent, que le taux du profit est le même (22 %) dans les cinq branches de production, malgré la différence de composition organique des capitaux qui y sont engagés. Le *coût de production* s'obtient en ajoutant au prix de revient dans une sphère de production donnée la moyenne des taux de profit dans les différentes sphères de production. Le calcul du coût de production part donc de la supposition qu'il y a un taux général du profit, ce qui suppose que dans chaque branche de production les divers taux du profit soient ramenés à un taux moyen. Les taux spéciaux de profit sont exprimés par $\frac{pl}{C}$ dans chaque sphère de production et ils dérivent, ainsi qu'on l'a vu dans la première partie de ce volume, de la valeur de la marchandise.

Cette analyse préalable était nécessaire pour donner une idée précise du taux général du profit et par suite du coût de production des marchandises. Celui-ci est donc égal au prix de revient augmenté du profit calculé d'après le taux général du profit ou, plus court, il est le prix de revient augmenté du profit moyen.

Par suite des différences qui existent dans la composition organique des capitaux engagés dans les différentes industries et de l'inégalité des quantités de travail mises en œuvre par des capitaux de même grandeur, les quantités de surtravail appropriées et de plus-value produites sont très inégales. Il en résulte qu'au début les taux de profit sont très différents dans les diverses industries. Mais la concurrence intervient pour les ramener à un taux général qui représente la moyenne de tous les taux spéciaux. On appelle profit moyen, le profit qui, calculé sur la base



du taux général, échoit à un capital de grandeur déterminée, quelle que soit sa composition organique. Le coût de production d'une marchandise est donc aussi égal à son prix de revient, augmenté de la partie du profit annuel moyen qui lui est assignée en raison des conditions de sa rotation et du capital engagé (et pas seulement du capital consommé) pour sa production. Soit, par exemple, un capital de 500, dont la partie fixe (égale à 100) s'use de 10 % pendant une rotation de sa partie circulante (égale à 400). Si une rotation rapporte un profit moyen de 10 %, le prix de revient du produit sera : $10c$ pour l'usure + 400 ($c + v$) de capital circulant = 410, et le coût de production sera : 410 (prix de revient) + 50 (10 % de profit sur 500) = 460.

Bien que la vente des marchandises restitue les valeurs des capitaux qui ont été dépensés pour les produire, chaque capitaliste ne reçoit pas exactement la quantité de plus-value et de profit produite par la branche d'industrie à laquelle il appartient ; la quantité qui lui tombe en partage est proportionnelle à sa participation au capital total de la société et à l'ensemble de la plus-value et du profit créés par ce capital. Le profit qu'il touche pour 100 de capital avancé (quelle que soit la composition de celui-ci) est le même, qu'il soit calculé pour une année ou toute autre durée, que celui qui échoit à 100 de capital total pendant la même période. Les capitalistes sont donc dans la situation des actionnaires d'une société distribuant tel bénéfice pour cent et leur situation, quant au profit, ne diffère de l'un à l'autre que d'après l'importance de leur participation à l'ensemble des entreprises de la société, d'après le capital qu'ils y ont engagé, d'après les actions qu'ils y ont prises. Alors que la fraction du prix de vente qui rembourse le prix de revient se détermine dans chaque industrie d'après l'avance de capital qui y est faite, l'autre fraction, qui représente le profit et s'ajoute au prix de revient, se calcule, non d'après le profit qui a été produit par ce capital dans un espace de temps donné, mais



d'après le profit moyen qui échoit, pendant un temps déterminé, à ce capital considéré comme une fraction du capital total de la société (1).

En vendant sa marchandise au coût de production, le capitaliste en retire une somme d'argent rigoureusement proportionnelle à la valeur du capital qu'il a dépensé pour la produire et il réalise un profit qui est en rapport avec la part d'intervention de son capital dans le capital total de la société. Si son prix de revient est spécifique, le profit qui s'y ajoute est indépendant de la nature spéciale de l'industrie dans laquelle il est engendré et représente simplement un tant pour cent du capital avancé.

Supposons que les cinq établissements de notre exemple appartiennent à un capitaliste et que l'on sache quelles sont, sur 100 de capital avancé dans chacun, les quantités de capital variable et de capital constant consommées pour la production des marchandises. Ces quantités constitueront incontestablement une partie du prix des marchandises, car ce prix doit être au moins assez élevé pour reconstituer le capital qui a été avancé et consommé. Les prix de revient seront donc différents pour les établissements I à V et seront établis d'une manière différente dans chacun. Quant aux quantités de plus-value et de profit, le capitaliste pourra les déterminer en bloc en les considérant comme produites par l'ensemble du capital qu'il a avancé, et les répartir uniformément à tant pour cent entre les cinq capitaux partiels. Le prix de revient sera donc différent pour chacune des marchandises I à V, et à ce prix sera ajouté, pour faire le prix de vente, une somme représentant le profit, calculée d'après une base unique, à un taux pour cent uniforme pour les cinq catégories de produits. Le prix total des marchandises I à V sera donc égal à la somme de leurs valeurs, c'est-à-dire à la somme de leurs prix de revient, augmentée de la somme des plus-values (des profits) créées pendant leur production; il sera par con-

(1) Cherbuliez.

séquent l'expression monétaire du travail matérialisé et vivant contenu dans ces marchandises. Ce qui est vrai pour un capitaliste isolé est vrai lorsqu'on se place au point de vue social, et que l'on considère l'ensemble de toutes les entreprises : la somme des coûts de production des marchandises est égale à la somme de leurs valeurs.

Cette thèse semble en contradiction avec ce fait qu'en régime capitaliste les éléments du capital productif s'achètent ordinairement sur le marché, leurs prix contiennent déjà un profit réalisé, de sorte que le profit d'une industrie passe dans le prix de revient d'une autre. Cependant si nous plaçons d'un côté la somme des prix de revient des marchandises d'un pays et si nous plaçons de l'autre la somme des profits ou des plus-values, il est certain que d'un côté comme de l'autre l'équilibre doit s'établir. Prenons, par exemple, une marchandise A dont le prix de revient contient les profits de B, C et D, qui, à leur tour, voient figurer dans leurs prix de revient le profit de A. Il est évident que le profit de A ne fera pas partie du prix de revient de A et qu'il en sera de même de B, C et D, pour la bonne raison que personne ne compte son profit dans son prix de revient. Si donc il existe n sphères de production et si dans chacune le profit s'élève à p , le prix de revient global sera $K - np$; si le profit d'une sphère de production entre dans le prix de revient d'une autre et ainsi de suite, tous ces profits figureront dans le prix final du produit achevé et ne seront pas comptés une seconde fois. Le profit global apparaît par conséquent lorsque la marchandise est un produit achevé, dont le coût de production ne fait pas partie du prix de revient d'une autre marchandise.

Lorsque le prix de revient k d'une marchandise contient une somme p représentant les profits des producteurs des moyens de production et donne lieu à un profit p_1 , le profit total est $P = p + p_1$, et l'on peut écrire $k + P = k + p + p_1$. Dans l'étude de la plus-value (vol. I, chap. IX, 2, p. 94), nous avons vu que le produit d'un capital peut être considéré



comme formé de deux parties, dont l'une ne sert qu'à reconstituer le capital et dont l'autre n'exprime que la plus-value. Pour être appliqué au produit total de la société, cette manière de calculer doit être rectifiée, car le profit contenu, par exemple, dans le prix du lin ne peut pas être porté en compte deux fois, d'abord comme profit du producteur du lin et ensuite comme faisant partie du prix de la toile.

Aucune différence n'existe entre le profit et la plus-value, lorsqu'il s'agit, par ex., de la plus-value de A entrant dans le capital constant de B ; il est en effet sans importance pour la valeur des marchandises que le travail qu'elles contiennent soit payé ou non. C'est donc B qui paie la plus-value de A et dans le calcul général cette plus-value n'est pas comptée deux fois. Mais le prix du produit du capital B peut différer de sa valeur, parce que la plus-value réalisée peut être plus grande ou plus petite que le profit ajouté au produit, et il peut en être de même des marchandises qui constituent la partie constante et la partie variable (sous forme de subsistances des ouvriers) de ce même capital. En effet, cette partie constante représente un prix de revient augmenté d'une plus-value, par conséquent un prix de revient augmenté d'un profit, et celui-ci peut être plus grand ou plus petit que la plus-value à laquelle il a été substitué. Quant à la partie variable, elle représente le salaire moyen et est toujours égale à la valeur que fournit l'ouvrier pendant les heures qu'il travaille pour produire les subsistances nécessaires ; mais ce nombre d'heures lui-même peut être erroné, notamment lorsque les coûts de production des subsistances ne sont pas les mêmes que leurs valeurs. Il y a donc là une source d'erreurs, mais toutes ces différences se balancent parce qu'un excédent de plus-value dans une marchandise est compensé par un manquant dans une autre, et que les inégalités de valeur qui se produisent dans les prix de production des marchandises s'équilibrent. En effet, ce qui caractérise la production capitaliste, c'est que les lois générales ne s'y manifestent que sous une forme tendancielle, d'une man-



tière approximative et vague, comme l'expression moyenne d'oscillations éternelles.

Puisque le taux général du profit est égal à la moyenne des taux de profit des capitaux avancés pendant un temps donné, un an par ex., il n'y a pas lieu de tenir compte des différences résultant de l'inégalité des périodes de rotation ; mais ces différences influent sur le taux du profit dans chaque sphère de production et c'est la moyenne de tous ces taux qui constitue le taux général du profit.

Dans l'exemple précédent, nous avons admis qu'un capital de 100 était engagé dans chaque sphère de production, et nous avons fait cette supposition pour mettre en lumière les différences qui existent entre les taux de profit et par suite les différences qui se présentent entre les valeurs des marchandises produites par des capitaux de même importance. Il va de soi que les quantités de plus-value produites dans chaque sphère de production dépendent (la composition du capital étant donnée) de la grandeur des capitaux engagés et que le taux du profit n'est nullement affecté par cette grandeur, qu'elle soit de 100, de $m \times 100$ ou de $xm \times 100$. Le taux du profit est de 10 %, que le profit total soit de 10 donné par un capital de 100 ou de 100 donné par un capital de 1000.

Nous avons vu que les taux de profit diffèrent d'une industrie à l'autre, parce que les quantités de plus-value (profit) varient d'après les rapports du capital variable au capital total ; il en résulte que le profit moyen pour cent du capital social et, par conséquent, le taux moyen ou le taux général du profit doivent être très inégaux suivant les grandeurs relatives des capitaux engagés dans les diverses industries. Prenons quatre capitaux A, B, C, D, ayant un même taux de plus-value égal à 100 %. Si, sur 100 de capital total, le capital variable est représenté, dans A par 25, dans B par 40, dans C par 15 et dans D par 10, la plus-value ou le profit fourni par 100 de capital total sera de 25 pour A, de 40 pour B, de 15 pour C, de 10 pour D, en



tout 90, soit un taux moyen de profit de $\frac{90}{4} = 22 \frac{1}{2} \%$ (en admettant que les quatre capitaux soient de même importance). Si la valeur du capital total était de 200 pour A, de 300 pour B, de 1000 pour C et de 4000 pour D, les profits obtenus seraient respectivement de 50, 120, 150 et 400, soit en tout 720 sur 5500 de capital, soit un taux moyen de profit de $13 \frac{1}{11} \%$.

Les valeurs produites diffèrent d'après les grandeurs des capitaux avancés dans A, B, C, D. Le taux général du profit n'est donc pas simplement la moyenne des divers *taux* de profit dans les diverses industries, mais il dépend également du « poids » de chacun de ces taux, c'est-à-dire de l'importance relative du capital qui l'a engendré, de la part que celui-ci représente du capital total de la société. Il est évident que le résultat doit être tout différent suivant qu'une plus grande ou une plus petite partie du capital total donne un taux de profit plus grand ou plus petit, par conséquent suivant qu'une quantité plus grande ou plus petite de capital est engagée dans des industries où le rapport du capital variable au capital total est plus grand ou plus petit. Les choses se passent ici comme chez l'usurier qui, prêtant ses capitaux à des taux très différents, 4, 5, 6, 7 %, détermine le taux moyen en tenant compte de l'importance de chaque capital prêté à chacun de ces taux.

Le taux général du profit est donc déterminé par deux facteurs : 1° la composition organique des capitaux, par conséquent les taux du profit dans les diverses industries ; 2° la répartition du capital total de la société entre les différentes industries, c'est-à-dire l'importance relative du capital engagé dans chaque industrie.

Dans les volumes I et II, nous ne nous étions occupés que de la *valeur* des marchandises ; dans ce troisième volume, nous avons isolé une partie de cette valeur, le *prix de revient*, et nous en avons présenté une nouvelle forme, le *coût de production*.

En admettant que la composition moyenne du capital social soit de $80_c + 20_v$ et que le taux annuel de la plus-



value soit de 100% , le profit annuel moyen d'un capital de 100 sera de 20 et le taux général annuel du profit sera de 20% . Quel que soit le prix de revient (k) des marchandises produites annuellement par un capital de 100, leur coût de production sera $k + 20$. Dans les industries dont le capital aura la composition $(85 - x)_c + (20 + x)_v$, la plus-value (le profit) réellement produite pendant l'année sera de $20 + x$, c'est-à-dire supérieure à 20, et la valeur des marchandises sera de $k + 20 + x$, c'est-à-dire supérieure au coût de production. Par contre, dans les industries dont le capital aura la composition $(80 + x)_c + (20 - x)_v$, la plus-value (le profit) produite annuellement sera de $20 - x$, c'est-à-dire inférieure à 20, et la valeur des marchandises sera de $k + 20 - x$, c'est-à-dire inférieure au coût de production. Celui-ci n'est donc égal à la valeur (abstraction faite des différences provenant du temps de rotation) que dans les industries dont le capital a la composition $80_c + 20_v$.

Le développement de la productivité sociale du travail diffère d'une branche de production à l'autre ; il est en rapport avec le quantum de moyens de production qui peut être mis en œuvre par un quantum déterminé de travail, c'est-à-dire par un nombre déterminé d'ouvriers travaillant pendant une journée de durée déterminée. Nous appelons capitaux de composition *supérieure* ceux qui contiennent, pour cent, plus de capital constant et moins de capital variable que le capital social moyen ; capitaux de composition *inférieure*, ceux qui présentent le phénomène inverse ; et capitaux de composition *moyenne* ceux dont la composition est identique à celle du capital social moyen. Si ce dernier a la composition $80_c + 20_v$, le capital $90_c + 10_v$ sera un capital *supérieur* et le capital $70_c + 30_v$ sera un capital *inférieur* ; ou d'une manière générale : $m_c + n_v$ représentant le capital social moyen (m et n étant des grandeurs constantes dont la somme est égale à 100), $(m + x)_c + (n - x)_v$ représentera un capital isolé ou un groupe de capitaux de composition supé-



rieure et $(m - x)_c + (n + x)_v$, un capital isolé ou un groupe de capitaux de composition inférieure. Le fonctionnement de ces capitaux, le taux moyen du profit étant de 20 % et la durée de la rotation étant d'un an, est donné par le tableau suivant, dans lequel I correspond à la composition moyenne :

I. $80_c + 20_v + 20_{pl}$. Taux du profit = 20 %

Prix du produit = 120 Valeur = 120.

II. $90_c + 10_v + 10_{pl}$. Taux du profit = 20 %

Prix du produit = 120. Valeur = 110.

III. $70_c + 30_v + 30_{pl}$. Taux du profit = 20 %

Prix du produit = 120. Valeur = 130.

Les marchandises produites par le capital II ont une valeur inférieure à leur coût de production et celles produites par le capital III ont un coût de production inférieur à leur valeur ; seuls les capitaux I, dont la composition est par hasard la même que celle du capital social moyen, produisent des marchandises dont le coût de production est égal à leur valeur. Lorsqu'il s'agit d'appliquer cette règle à des cas déterminés, il convient naturellement de tenir compte de l'écart qui existe entre le rapport $\frac{c}{v}$ et la moyenne sociale, non par suite d'une différence dans la composition technique, mais d'une variation de la valeur des éléments du capital constant.

Ce que nous venons de développer vient modifier jusqu'à un certain point le mode de détermination du prix de revient des marchandises. Nous avons admis jusqu'ici que le prix de revient est égal à la *valeur* des marchandises consommées dans la production. Mais le coût de production et le prix de revient se confondent pour l'acheteur, et ce qui est le coût de production d'une marchandise peut figurer comme prix de revient dans la constitution du coût d'une autre marchandise. Or, le coût de production et la



valeur d'une marchandise peuvent différer l'un de l'autre ; il se peut donc que le prix de revient d'une marchandise, constitué au moyen du coût de production d'autres marchandises, soit supérieur ou inférieur à la valeur des moyens de production qui ont concouru à sa formation. Il convient, par conséquent, de ne pas perdre de vue que l'on risque de faire une erreur chaque fois que, dans une branche de production donnée, on égale le prix de revient des marchandises à la valeur des moyens de production consommés pour les obtenir.

Nous jugeons inutile, pour l'étude que nous poursuivons en ce moment, d'insister sur ce point et nous nous bornons à retenir que le prix de revient des marchandises est toujours plus petit que leur valeur. L'erreur que nous venons de signaler n'a d'ailleurs aucune importance pour le capitaliste, quel que soit l'écart entre le prix de revient de ses marchandises et la valeur de ses moyens de production. Pour lui le prix de revient est une quantité donnée, indépendante de la production, tandis que le résultat de cette dernière est une marchandise qui contient de la plus-value, une valeur en excès par rapport au prix de revient. La proposition que le prix de revient d'une marchandise est plus petit que sa valeur s'est souvent transformée, dans la pratique, en cette autre que le prix de revient est plus petit que le coût de production, et le fait est, qu'au point de vue du capital total de la société, pour lequel le coût de production est égal à la valeur, ces deux propositions sont identiques. Bien que la proposition qui énonce que le prix de revient est moins élevé que la valeur présente des exceptions quand on considère les différentes branches d'industrie, elle repose cependant sur ce fait que lorsqu'on envisage le capital total de la société, le prix de revient de l'ensemble des marchandises est inférieur à leur coût de production, c'est-à-dire à leur valeur. Le prix de revient d'une marchandise n'exprime que le travail payé qu'elle contient ; la valeur est constituée par tout le travail, payé et non payé ; enfin le coût de production exprime le



travail payé augmenté d'un quantum de travail non payé, déterminé pour chaque industrie indépendamment d'elle.

Puisque p est égal à kp' (p' exprimant le taux général du profit) l'expression $(k + p)$ du coût de production peut s'écrire $k + kp'$. Si $k = 300$ et $p' = 15\%$, le coût de production sera $k + kp' = 300 + 300 \frac{15}{100} = 345$.

Dans chaque industrie, le coût de production peut changer :

1° La valeur des marchandises restant invariable (la même quantité de travail, matérialisé et vivant, concourant à la production), lorsqu'il se produit une modification du taux général du profit ;

2° Le taux général du profit restant constant, lorsque survient une modification de la valeur, soit dans les différentes branches de production, par suite de transformations techniques, soit dans les marchandises qui entrent comme éléments de production dans le capital constant ;

3° Par les deux causes à la fois.

Malgré les changements profonds qui se produisent continuellement (ainsi que nous le verrons plus loin) dans les taux de profit réels des différentes industries, le taux général du profit ne se modifie qu'à la longue, à la suite d'oscillations dont la résultante ne se dessine qu'après des périodes de longue durée, à moins que n'interviennent des événements économiques exceptionnels et imprévus. Lorsqu'une modification du coût de production se manifeste au bout d'une période de courte durée (nous faisons abstraction des oscillations des prix du marché), il faut en chercher l'explication, en tout premier lieu, dans une modification réelle de la valeur des marchandises, c'est-à-dire dans une variation de la quantité de travail nécessaire pour les produire, une variation de l'expression monétaire de la valeur n'étant pas à considérer ici (1).

Si l'on envisage le capital total de la société, il est évi-

(1) Corbett, p. 174.



dent que la valeur (en monnaie, le prix) de l'ensemble des marchandises qu'il produit, est égale à la valeur du capital constant + la valeur du capital variable + la plus-value. Le degré d'exploitation du travail et la quantité de plus-value étant considérés comme constants, le taux du profit ne peut varier que par une variation de valeur, ou du capital constant, ou du capital variable, ou des deux simultanément, ce qui détermine une variation de C et, par cela même, de $\frac{pl}{C}$. Une modification du taux général du profit suppose donc en tout cas un changement de la valeur des marchandises qui entrent comme éléments de production, ou dans le capital constant, ou dans le capital variable, ou dans les deux à la fois.

Le taux général du profit peut aussi varier, la valeur des marchandises restant constante, lorsqu'une variation affecte le degré d'exploitation du travail. Enfin il peut aussi se modifier, le degré d'exploitation du travail restant le même, lorsqu'une transformation technique du processus de travail vient altérer le rapport entre le capital constant et la quantité de travail appliquée directement. Mais de telles transformations, qui modifient la quantité de travail nécessaire pour la production, sont toujours accompagnées d'un changement de valeur des marchandises.

Nous avons vu dans la première partie que la plus-value et le profit ont la même valeur absolue, mais que le taux de l'une est différent de celui de l'autre. Cette différence apparaît au début comme si elle avait pour cause les manières différentes dont on calcule les deux taux et elle a pour effet de rendre obscure et de cacher la véritable origine de la plus-value, le taux du profit pouvant varier alors que le taux de la plus-value reste constant et étant le seul, en pratique, à intéresser le capitaliste. Dans le calcul du taux du profit on rapporte la plus-value au capital total ; il en résulte que la différence organique entre le capital constant et le capital variable ne se voit pas dans le profit et qu'en se transformant en celui-ci la



plus-value renie son origine, perd son caractère et devient méconnaissable.

Au début, la différence entre la plus-value et le profit résultait uniquement d'une modification qualitative, d'un changement de forme, et si dans ce premier aspect des choses, il s'est manifesté une différence quantitative, elle est apparue entre le taux du profit et le taux de la plus-value, et non entre le profit et la plus-value. Il n'en a plus été ainsi dès que s'est formé un taux général du profit et, avec lui, un profit moyen proportionnel au capital engagé dans les diverses industries. Maintenant la plus-value (le profit) réellement produite dans une industrie ne peut plus qu'accidentellement être égale au profit contenu dans le prix de vente de la marchandise, et non seulement les taux, mais les valeurs absolues du profit et de la plus-value diffèrent quantitativement. Le degré d'exploitation du travail étant donné, la valeur absolue de la plus-value dans une industrie déterminée est maintenant plus importante pour le profit moyen du capital social, c'est-à-dire pour toute la classe des capitalistes, que pour le capitaliste exploitant cette industrie ; car celui-ci n'y est intéressé (1) que parce que le quantum de plus-value qu'il produit concourt à la formation du profit moyen et encore s'agit-il là d'une opération à laquelle il ne participe pas directement, qu'il ne voit ni ne comprend et à laquelle il est indifférent. La différence quantitative qui existe en réalité dans chaque industrie entre le profit et la plus-value (et non plus seulement entre leurs taux) finit par dissimuler complètement la nature et l'origine du profit, non seulement au capitaliste qui a un intérêt à s'y tromper, mais aussi à l'ouvrier. La transformation de la valeur en coût de production cache la base de la détermination de la valeur. Enfin, la transformation de la plus-value en profit, qui

(1) Il va de soi que nous ne parlons pas des profits extraordinaires et momentanés, obtenus par des réductions de salaire, des prix de monopole, etc.



sépare la partie de la marchandise qui constitue le prix de revient de celle qui représente le profit, a pour conséquence d'effacer du cerveau du capitaliste la notion de la valeur, puisqu'il a devant les yeux, non le travail total que coûte la production, mais seulement la partie qu'il a payée sous forme de moyens de production inanimés et vivants. Le profit lui apparaît ainsi comme existant en dehors de la valeur immanente de la marchandise, et cette vision se précise et prend une forme réelle par ce fait que, dans chaque industrie, le profit qui s'ajoute au prix de revient résulte, non des conditions de création de la valeur dans cette industrie même, mais de circonstances qui lui sont étrangères. Cette étude est la première qui mette en lumière cet aspect des phénomènes ; nous établirons dans la suite et spécialement dans notre quatrième volume, que si jusqu'à présent ce côté a été laissé dans l'ombre par les économistes, c'est ou bien parce qu'ils ont supprimé radicalement les différences entre la plus-value et le profit, tant comme valeur absolue que comme taux, afin de conserver intacte leur conception de la formation de la valeur, ou bien qu'ils n'ont signalé que les différences qu'il était impossible de cacher et ont renoncé du coup à la détermination de la valeur et au droit à toute prétention scientifique. Cette confusion des théoriciens explique d'une manière éclatante comment le capitaliste, absorbé par la concurrence dont il est incapable de saisir les phénomènes, se laisse tromper par les apparences et ne pense pas à se rendre compte des faits.

Les lois qui ont été développées dans la première partie sur les variations du taux du profit peuvent être caractérisées comme suit :

1° Ce sont les lois du taux général du profit. On pourrait croire que ce taux doit varier journellement, étant donné la multiplicité des causes qui peuvent affecter les taux de profit. Mais le mouvement dans une branche de production arrête celui dans une autre, et les influences se croisent et se paralysent. Nous examinerons plus tard com-



ment se détermine la résultante de ces oscillations, dont l'action se fait d'ailleurs sentir lentement. Grâce à leur rapidité, leur diversité et leurs durées inégales, les oscillations dans chaque branche de production finissent par se compenser en partie, de sorte que les hausses et les baisses de prix se succèdent et se localisent dans quelques industries, dont les mouvements se neutralisent à leur tour. Dans chaque sphère de production, il se produit des variations qui ne se répercutent plus sur le taux général du profit, soit parce qu'au bout d'un certain temps elles se compensent entre elles, soit parce que d'autres variations se produisant en même temps agissent en sens contraire. Comme le taux général du profit dépend non seulement des taux du profit dans chaque branche de production, mais aussi de la répartition du capital social entre les différentes branches, il est clair qu'il subit l'influence de toute variation affectant cette répartition. Ces variations sont fréquentes, mais comme elles sont diffuses et intermittentes, elles se neutralisent entre elles.

2° Dans chaque sphère de production il faut une amplitude et un temps déterminés, avant qu'une hausse ou une baisse du taux du profit atteigne l'importance et la persistance nécessaires pour que l'influence s'en fasse sentir sur le taux général du profit et que son action soit plus que locale. Les lois du taux du profit développées dans la première partie de ce volume ne sont vraies que dans les limites de cette amplitude et de cette durée.

La théorie qui soutient qu'à la première transformation de la plus-value en profit, chaque partie du capital rapporte une même quantité de profit (1) répond aux faits. Quelle que soit la composition du capital industriel, qu'il occupe un quart de travail matérialisé et trois quarts de travail vivant, ou un quart de travail vivant et trois quarts de travail matérialisé, qu'il s'incorpore trois fois plus de surtravail et produise trois fois plus de plus-value d'un

(1) Malthus.



côté que de l'autre, il n'en rapporte pas moins le même profit, pour autant que le degré d'exploitation du travail soit le même et que l'on fasse abstraction des différences accidentelles. (Du reste celles-ci ne comptent pas, puisque nous envisageons de part et d'autre la composition moyenne d'une industrie tout entière). Le capitaliste isolé (ou même l'ensemble des capitalistes d'une industrie), dont la vue est bornée, croit avec raison que son profit ne provient pas exclusivement du travail que lui ou son industrie met en œuvre, car il en est ainsi de son profit moyen ; mais il ignore absolument, et les théoriciens bourgeois ne lui ont rien appris à cet égard, jusqu'à quel point ce profit dérive de l'exploitation de tout le travail social par l'ensemble des capitaux et des capitalistes. Une épargne de travail — non seulement une réduction du travail nécessaire pour obtenir un produit déterminé, mais une diminution de l'ensemble des ouvriers occupés — et une plus grande application de travail matérialisé (capital constant) constituent une opération qui paraît très rationnelle au point de vue économique, mais qui à première vue ne semble devoir affecter ni le taux général du profit, ni le profit moyen. Comment le travail vivant serait-il la source exclusive du profit, puisque non seulement une diminution du travail nécessaire à la production ne paraît pas affecter le profit, mais semble même, dans certaines circonstances, être le moyen le plus efficace pour l'augmenter, du moins pour un capitaliste particulier ?

Lorsque, dans une branche de production, la partie du prix de revient qui représente la valeur du capital constant varie, c'est parce qu'elle provient de la circulation et que la valeur en a été augmentée ou diminuée avant qu'elle entre dans le procès de production. Si, d'autre part, les ouvriers occupés produisent plus ou moins dans le même espace de temps, c'est-à-dire si le nombre d'ouvriers restant constant, la quantité de travail nécessaire pour produire une même quantité de marchandises varie, il se peut que la partie du prix de revient qui représente le capital variable reste la



même et intervienne avec la même grandeur dans le prix de revient du produit total. Mais à chacune des marchandises constituant le produit total, il correspondra plus ou moins de travail (payé et non payé) et par conséquent plus ou moins de salaire : le salaire total payé par le capitaliste restera le même, mais la part afférente à chaque marchandise sera différente, et il en résultera une modification de cette partie du prix de revient. Que le prix de revient de la marchandise (ou de toutes les marchandises produites par un capital déterminé) soit ou non affecté par de pareils changements de valeur, soit de la marchandise elle-même, soit des éléments qui la constituent, le profit moyen, s'il est, par exemple de 10 %, continue à être de 10 %, bien que 10 % de la marchandise en cause représente une grandeur très différente, suivant la modification qu'aura apportée à son prix de revient la variation supposée de la valeur (1).

En ce qui concerne le capital variable — et ce que nous allons dire est le plus important, car le capital variable est la source de la plus-value, et tout ce qui dissimule son action sur l'enrichissement du capitaliste a pour conséquence de rendre mystérieux tout le système — voici sous quel aspect les choses se présentent au capitaliste. Supposons qu'un capital variable de 100 £ représente le salaire hebdomadaire de 100 ouvriers. Si, avec une journée de travail donnée, ces 100 £ produisent 200 M de marchandise, chaque M coûtera $\frac{100 \text{ £}}{200} = 10$ shillings, abstraction faite de la partie du prix de revient qui est ajoutée par le capital constant. Si la productivité du travail vient à se doubler, le même nombre d'ouvriers produira 400 M par semaine et le prix de revient de 1 M (pour autant qu'il consiste exclusivement en salaire) sera de $\frac{100 \text{ £}}{400} = 5$ shillings ; il sera au contraire de $\frac{200 \text{ £}}{200} = 1 \text{ £}$, si la

(1) Corbett.



productivité du travail diminue de moitié. Les variations du temps de travail nécessaire à la production des marchandises et par conséquent les variations de leur valeur, ont la même action sur le prix de revient et par suite sur le coût de production que des répartitions différentes d'une même quantité de salaire sur plus ou moins de marchandises. Ce que voient le capitaliste et l'économiste, c'est que le travail payé incorporé à chaque M de marchandise et par conséquent la valeur de chaque M varient avec la productivité du travail; ce qu'ils ne voient pas, c'est qu'il en est de même du travail non payé contenu dans chaque M , et ils voient moins encore que le profit moyen ne dépend qu'accidentellement du travail non payé absorbé dans sa sphère de production. Même lorsque les faits sont présentés sous cette forme grossière et obscure, ils montrent que la valeur des marchandises est déterminée par le travail qu'elles contiennent.



CHAPITRE X

ACTION ÉGALISATRICE DE LA CONCURRENCE SUR LES TAUX GÉNÉRAUX DES PROFITS — PRIX ET VALEURS DU MARCHÉ — SURPROFIT

Dans un certain nombre de branches de production, le capital présente en moyenne une composition identique ou à peu près identique à celle du capital social moyen ; le coût de production y est exactement ou approximativement égal à la valeur des marchandises exprimée en argent. Mais la concurrence entraîne une répartition du capital social dans des conditions telles que dans chaque branche d'industrie, les coûts de production ont pour prototype les coûts des branches de composition moyenne, c'est-à-dire $k + kp'$, prix de revient + prix de revient multiplié par le taux moyen du profit, ce taux moyen du profit n'étant autre que le profit pour cent des branches de composition moyenne, par conséquent des branches dans lesquelles le profit et la plus-value sont égales. Le taux du profit est donc le même dans toutes les branches de production, et il est égal à celui donné par le capital de composition moyenne. Il en résulte que la somme des profits est égale à la somme des plus-values et que la somme des coûts de production de tous les produits de la société est égale à la somme de leurs valeurs. Il est clair que l'égalisation des taux dans des industries de composition différente doit toujours tendre à rapprocher celles-ci des branches de composition moyenne, que ces dernières représentent exactement ou approximativement la moyenne sociale. Ces branches, plus ou moins rapprochées les unes des autres, tendent à



se confondre à leur tour, en se rapprochant davantage de la composition moyenne idéale, qu'elles n'atteignent jamais en réalité et autour de laquelle elles gravitent. C'est ainsi que l'on est inévitablement tenté de considérer le coût de production simplement comme une forme spéciale de la valeur et d'envisager le profit comme une fraction de la plus-value, calculée non d'après la plus-value effective, mais d'après le capital employé, des capitaux égaux, quelle que soit leur composition, participant dans la même mesure à la plus-value produite par l'ensemble du capital social.

Pour les capitaux de composition moyenne ou se rapprochant de la moyenne, le coût de production est égal (absolument ou à peu près) à la valeur, et le profit, à la plus-value. Sous la pression de la concurrence, tous les capitaux tendent à prendre la composition moyenne, et comme celle-ci est égale ou à peu près à celle du capital social moyen, tous les capitaux, quelle que soit la plus-value qu'ils donnent, tendent à réaliser, dans le prix des marchandises qu'ils produisent, non pas cette plus-value, mais le profit moyen, c'est-à-dire le coût de production.

D'autre part on peut dire que chaque fois qu'un profit moyen et par conséquent un taux général du profit prend naissance, de quelque manière que ce résultat soit obtenu, ce profit ne peut être que celui du capital social moyen (la somme des profits étant égale à la somme des plus-values) et que les prix constitués par l'addition de ce profit moyen aux prix de revient ne peuvent être que les valeurs transformées en coûts de production. Cette règle est vraie même si les capitaux de certaines branches de production échappent pour une cause quelconque à la tendance vers l'uniformité de composition, auquel cas le profit moyen est déterminé d'après la partie du capital total qui est comprise dans l'égalisation. Il est clair que le profit moyen ne peut être que le résultat de la répartition de la plus-value totale entre les capitaux des différentes branches de production, proportionnellement à leur importance. Cette plus-value totale représente tout le travail non payé



incorporé, au même titre que le travail payé, aux marchandises et à l'argent appartenant aux capitalistes.

La difficulté du problème consiste à déterminer comment les profits s'égalisent pour former le taux général du profit, lequel est évidemment un résultat et non un point de départ.

Tout d'abord il est certain qu'une estimation de la valeur des marchandises, en argent par ex., ne peut résulter que de leur échange, et que si nous admettons pareille estimation, nous devons la considérer comme résultant de l'échange réel de marchandises contre marchandises. Mais comment celles-ci ont-elles pu être échangées à leurs valeurs vraies ?

Supposons que dans toutes les branches de production les marchandises soient vendues à leurs valeurs réelles. Que se passera-t-il ? Les taux des profits seront très différents d'une branche à l'autre ; car dire que des marchandises sont vendues à leur valeur, c'est-à-dire sont échangées en quantités proportionnelles à la valeur qu'elles contiennent, c'est tout autre chose que dire qu'elles sont vendues à des prix tels que des profits égaux retombent sur des quantités égales de capital avancées pour les produire.

Lorsque des capitaux mettent en œuvre des quantités différentes de travail vivant et produisent des quantités inégales de plus-value, on peut admettre, au moins dans une certaine mesure, ou que les degrés d'exploitation et par suite les taux de plus-value sont les mêmes, ou que les différences entre ces éléments sont compensées pour des raisons réelles ou conventionnelles. Ce résultat suppose que les ouvriers sont en concurrence et passent continuellement d'une branche de production à l'autre. Nous admettons l'existence de ce taux général de la plus-value ou la tendance vers ce taux général, afin de simplifier notre exposé théorique et parce que nous savons qu'il est en réalité une condition de la production capitaliste. En effet sa formation n'est guère contrariée dans la pratique que par des frictions qui provoquent des différences locales plus ou moins importantes, comme les *settlement laws*, les lois anglaises sur le



domicile des journaliers agricoles, troubles qui peuvent être écartés; car nous devons admettre en théorie que les lois de la production capitaliste se manifestent dans la plénitude de leur action et ne pas perdre de vue que si la réalité ne nous fait voir que des approximations, celles-ci sont d'autant plus grandes que le régime capitaliste est plus développé et plus complètement dégagé des résidus des situations économiques antérieures.

Toute la difficulté provient de ce que les marchandises sont échangées, non pas simplement comme *marchandises*, mais comme *produits de capitaux* qui revendiquent dans la plus-value totale une part en rapport avec leur importance. Or c'est le prix total des marchandises produites par un capital déterminé, dans un temps donné, qui doit donner satisfaction à cette revendication, et ce prix n'est que la somme des prix des différentes marchandises produites par ce capital.

Pour mieux faire ressortir le point saillant du problème, supposons que les ouvriers soient propriétaires des moyens de production et qu'ils échangent directement leurs marchandises. Celles-ci ne seront donc pas des produits du capital. Selon la nature technique des entreprises, les moyens et les objets de travail seront de valeurs différentes dans les différentes branches de production, et les quantités de moyens de production mises en œuvre par une même quantité de travail ne seront pas les mêmes. Supposons également que les ouvriers soient astreints, en moyenne, à des durées équivalentes de travail, les longueurs de celles-ci étant déterminées en tenant compte des différences d'intensité, etc., des travaux. Deux ouvriers trouveront donc, en premier lieu, dans les marchandises représentant le produit de leur journée de travail, la contre-valeur de de leurs avances, c'est-à-dire les prix de revient des moyens de production qu'ils ont mis en œuvre. Ces prix seront différents si les branches de production ne sont pas les mêmes. En second lieu, nos ouvriers auront créé la même valeur nouvelle, représentant la journée de travail qu'ils



ont incorporée aux moyens de production et comprenant leur salaire avec la plus-value, c'est-à-dire avec le surtravail en excédent sur le travail nécessaire pour leurs besoins indispensables. Ce surtravail leur appartient entièrement, de sorte que si nous nous servons du langage des capitalistes, nous dirons que les deux ouvriers recueillent le même salaire avec le même profit, représentant une même valeur, par exemple le produit de 10 heures de travail.

Admettons que les valeurs des marchandises produites par les deux ouvriers ne soient pas égales ; supposons que la marchandise I ait absorbé des moyens de production d'une valeur plus grande que la marchandise II et qu'elle ait exigé plus de travail vivant, par conséquent une plus longue durée de travail que cette dernière. Les valeurs des deux marchandises seront donc très différentes, et il en sera de même des valeurs-marchandises qui représenteront les produits du travail de chacun des deux ouvriers pendant le même temps. Si, dans ce cas, nous désignons sous le nom de taux du profit le rapport entre la plus-value et la valeur totale des moyens de production engagés, il y aura une différence très grande entre le taux du profit de I et celui de II. Les aliments consommés journellement pendant la production et qui représentent le salaire, constitueront ici la partie de l'avance de moyens de production que nous appelons capital variable. Pour une même durée de travail, la plus-value sera la même pour I et pour II ou, plus exactement, déduction faite de la valeur des éléments constants qui auront été avancés, I et II recevront, dans la valeur du produit d'une journée de travail, des valeurs égales, dont une partie remplaçant les aliments qu'ils ont absorbés et l'autre formant la plus-value. Si les avances faites par I ont été plus importantes que celles de II, il y aura dans la valeur de la marchandise qu'il aura produite, une partie plus considérable pour restituer cette partie « constante », et il sera obligé de retransformer en éléments matériels une fraction plus importante de la valeur de son produit. II, au contraire, touchera moins de ce chef, mais



aura également moins à reconvertir. Dans ces conditions, une différence dans les taux de profit est sans importance, de même qu'il est sans importance pour le salarié d'aujourd'hui quel est le taux de profit qui correspond à la plus-value qui lui est extorquée. de même que les différences entre les taux de profit des nations qui échangent des marchandises n'intéressent d'aucune manière le commerce international.

L'échange des marchandises à leurs valeurs ou approximativement à leurs valeurs correspond à un stade de développement économique de beaucoup inférieur à celui de l'échange aux coûts de production, qui nécessite déjà un certain progrès du capitalisme. En outre, quel que soit le procédé d'après lequel les prix des marchandises aient été fixés au début pour être opposés les uns aux autres, leur mouvement est dominé par la loi de la valeur. Lorsque le temps de travail nécessaire pour les produire diminue, leurs prix baissent ; lorsque ce temps augmente, leurs prix haussent, les autres circonstances restant les mêmes. Abstraction faite de l'action décisive de la loi de la valeur sur les prix et le mouvement des prix, il est donc permis de considérer, non seulement théoriquement mais historiquement, les valeurs comme les points de départ des coûts de production. Ainsi, ce sont les valeurs qui interviennent lorsque l'ouvrier est propriétaire des moyens de production ; ce qui est le cas, dans le monde ancien comme dans le monde moderne, du paysan cultivant la terre qui lui appartient et de l'artisan. Ces faits confirment l'opinion (1) que nous avons exprimée ailleurs, que les produits deviennent marchandises lorsque l'échange, au lieu d'être limité aux membres d'une même communauté, s'étend aux communautés entre elles. Et cette règle s'applique aux sociétés basées sur l'esclavage et le servage et aux métiers orga-

(1) C'était là, en 1865, une simple opinion de Marx, que les recherches sur les communautés primitives, depuis Maurer jusqu'à Morgan, ont fait admettre universellement aujourd'hui. — F. E.



nisés en corporations, aussi longtemps que les moyens de production ne sont guère transportables d'une industrie à une autre et que les différentes branches de production sont séparées les unes des autres par des frontières comme des pays étrangers ou des communautés communistes.

Les conditions suivantes doivent être remplies pour que les prix auxquels les marchandises s'échangent correspondent approximativement à leurs valeurs : 1° L'échange doit cesser d'être un événement exceptionnel ou occasionnel ; 2° Les marchandises, pour autant qu'elles soient échangées par troc, doivent être produites en quantités correspondant approximativement aux besoins des parties en présence (cette condition résultera de l'échange lui-même, car c'est l'expérience qui fera connaître quelles sont les quantités qui seront nécessaires) ; 3° Aucun monopole, soit naturel, soit artificiel, ne doit permettre à l'une des parties de vendre au-dessus de la valeur, ni la contraindre de céder au-dessous (nous entendons par monopole accidentel celui dont profite l'acheteur ou le vendeur lorsque se présente un rapport exceptionnel entre l'offre et la demande).

L'hypothèse que, dans chaque branche de production, la marchandise est vendue à sa valeur, signifie que cette valeur est le point autour duquel les prix de cette marchandise oscillent et auquel s'établit l'équilibre de leurs hausses et de leurs baisses continuelles. Il existe donc une distinction entre la *valeur du marché* (dont nous nous occuperons plus tard) et la valeur de chaque marchandise considérée à part et variant d'un producteur à l'autre. Pour les uns, cette valeur sera inférieure à la valeur du marché (la marchandise aura nécessité moins de temps de travail que celui qui correspond à cette valeur) ; pour les autres, elle sera supérieure. La valeur du marché représentera donc, d'une part, la valeur moyenne des marchandises produites dans une branche d'industrie, d'autre part, la valeur particulière de toute marchandise qui, dans cette branche, est produite d'après les conditions moyennes (la grande masse des marchandises se trouve dans ce cas). Il faut réelle-



ment des conjonctures extraordinaires pour que les marchandises produites dans les conditions les plus favorables ou les plus défavorables déterminent la valeur du marché; celle-ci est le centre d'oscillation des prix du marché, qui sont les mêmes pour les marchandises de même nature.

Lorsque l'offre de marchandises ayant la valeur moyenne répond à la demande habituelle, il y a plus-value exceptionnelle ou surprofit pour les marchandises dont la valeur est inférieure à la valeur du marché, tandis que les marchandises dont la valeur est supérieure ne peuvent réaliser qu'une fraction de la plus-value qu'elles contiennent. Dans ce cas, il ne sert à rien d'affirmer que la vente des marchandises produites dans les conditions les moins favorables prouve qu'elles sont nécessaires pour couvrir la demande; car si le prix avait été supérieur à la valeur moyenne du marché, l'offre aurait été plus grande. Offerte à un certain prix, une marchandise peut prendre sur le marché une importance déterminée, qui échappera à l'action de la variation des prix, à la seule condition que la hausse ou la baisse de ceux-ci coïncide avec une diminution ou une augmentation de l'offre. Lorsque la demande a une intensité telle qu'elle ne se contracte pas lorsque le prix en arrive à être réglé par la valeur des marchandises produites dans les conditions les plus défavorables, ce sont ces dernières qui déterminent la valeur du marché; ce cas ne se présente que lorsque la demande reste au-dessus ou l'offre au-dessous des conditions ordinaires. Enfin, lorsque la quantité de marchandises produites dépasse ce qui peut être écoulé à la valeur moyenne du marché, ce sont les marchandises obtenues dans les conditions les plus favorables qui règlent la valeur du marché, et elles sont vendues exactement ou approximativement à leur valeur. Dans ce cas, les marchandises produites dans les conditions les plus défavorables ne parviennent pas à réaliser leur prix de revient, et les marchandises obtenues dans des condi-



tions moyennes ne réalisent qu'une fraction de la plus-value qu'elles contiennent.

Ce que nous venons de dire de la valeur du marché s'applique évidemment au coût de production dès qu'il se substitue à celle-ci. Chaque industrie a un coût de production qui lui est propre, qui varie selon les circonstances et qui est le point autour duquel oscillent les prix quotidiens du marché et auquel ils s'équilibrent en des périodes déterminées (Voir Ricardo sur la détermination des coûts de production par les producteurs travaillant dans les conditions les plus défavorables). Quels que soient les facteurs qui règlent les prix :

1° La loi de la valeur domine leur mouvement, étant donné que toute diminution ou toute augmentation du temps de travail nécessaire à la production fait hausser ou baisser le coût de production. C'est dans ce sens que Ricardo (qui sent bien que ses coûts de production s'écartent des valeurs des marchandises) dit que « la recherche sur laquelle il désire attirer l'attention du lecteur, porte sur l'effet des variations de la valeur relative, et non de la valeur absolue des marchandises ».

2° Le profit moyen qui détermine les coûts de production doit toujours être approximativement égal à la plus-value qui échoit à un capital donné, considéré comme partie aliquote du capital total de la société. Supposons que la valeur argent du taux général du profit et par conséquent du profit moyen, soit plus élevée que la valeur-argent de la plus-value moyenne. Dans ce cas, il importe peu aux capitalistes qu'ils se portent mutuellement en compte soit 10, soit 15 0/0 de profit ; l'un de ces taux ne représente pas plus de valeur réelle que l'autre, l'exagération de l'expression monétaire étant la même de part et d'autre. Il n'en est pas de même des ouvriers, pour autant qu'ils reçoivent leur rémunération normale, c'est-à-dire que la hausse du profit moyen, exprimant la plus-value normale du capitaliste, ne résulte pas d'une réduction réelle du salaire. Pour que leur situation ne change pas, il faut qu'à la hausse du



prix des marchandises, résultant de la hausse du profit moyen, corresponde une hausse de la valeur-argent du capital variable. En effet, une hausse nominale universelle du taux du profit et du profit moyen au-dessus du taux donné par le rapport entre la plus-value réelle et le capital total, n'est possible que si elle est accompagnée d'une augmentation des salaires et des prix des marchandises qui constituent le capital constant. Et puisque c'est la valeur totale des marchandises qui détermine la plus-value totale et par suite le profit moyen et le taux général du profit, c'est bien la loi de la valeur qui règle les coûts de production. Quant à la concurrence, si on la considère dans une industrie déterminée, elle a pour effet de confondre les différentes valeurs (selon les producteurs) d'une même marchandise en une valeur du marché uniforme, un prix du marché unique. Si on l'observe dans les différentes industries, elle détermine d'abord le coût de production, qui ramène ensuite à un taux unique les taux de profit des différentes branches de production ; mais pour que ce dernier phénomène se produise, la production capitaliste doit avoir atteint un degré de développement assez élevé.

Deux conditions sont nécessaires pour que des marchandises de même genre et de qualités à peu près égales, produites par la même industrie, se vendent à leur valeur :

Primo. — Les valeurs de ces marchandises doivent être ramenées à une valeur sociale *unique*, la valeur du marché, ce qui exige la concurrence entre les producteurs ainsi que l'existence d'un marché. Pour que des marchandises identiques, mais produites dans des circonstances différentes, aient un prix du marché égal à la valeur du marché, il faut que la pression qu'exercent les vendeurs les uns sur les autres soit suffisante pour faire arriver au marché la quantité de marchandises que réclame le besoin social et dont la société est à même de payer la valeur du marché. Si la quantité de produits fournis dépassait ce besoin, les marchandises se vendraient



au-dessous de la valeur du marché, de même qu'elles se vendraient au-dessus, si la quantité était insuffisante, ou ce qui revient au même, si la concurrence entre les vendeurs n'était pas assez énergique pour les forcer à apporter cette quantité au marché. Toute modification de la valeur du marché a pour conséquence une altération des conditions auxquelles la quantité totale de marchandises peut être vendue : si cette valeur baisse, il en résulte une extension du besoin social (des consommateurs capables de payer) et une absorption plus grande de marchandises ; si elle hausse, l'effet est inverse. Donc, s'il est vrai que l'offre et la demande règlent les prix du marché ou plutôt déterminent les écarts entre ces prix et la valeur du marché, de son côté, la valeur du marché règle le rapport entre l'offre et la demande, c'est-à-dire fixe le point autour duquel gravitent les prix du marché sous l'action de l'offre et de la demande.

En regardant les choses de près, on voit que les règles qui sont vraies pour la valeur d'une marchandise sont applicables à la valeur de toutes les marchandises de même genre. Il doit en être ainsi, parce qu'il est de la nature de la production capitaliste, de produire par grandes quantités à la fois, et que dans les productions qui n'ont pas encore atteint ce stade de développement, les marchandises — du moins les articles importants — sont produites par un grand nombre de petits fabricants éparpillés et affluent aux mains de quelques commerçants, qui les portent au marché comme le produit global ou du moins une partie du produit de toute une branche de production.

N'oublions pas de dire en passant que le « besoin social » qui règle la demande résulte essentiellement des rapports qui existent entre les classes sociales et de la relativité de leur situation économique, c'est-à-dire dépend à la fois du rapport entre la plus-value totale et le salaire et du rapport entre les divers éléments de la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, impôts, etc.). Nous voyons ainsi une fois de plus que la loi de l'offre et de la



demande n'explique rien, tant que la base sur laquelle elle repose n'est pas mise en lumière.

Bien que la marchandise et la monnaie soient à la fois valeurs d'échange et valeurs d'usage, nous avons vu (vol. I, chap. I, 3) que dans la vente-achat leurs qualités apparaissent aux pôles opposés, la marchandise (le vendeur) représentant la valeur d'usage et la monnaie (l'acheteur) la valeur d'échange. L'une des conditions de la vente, c'est que la marchandise ait une valeur d'usage et réponde à un besoin social; l'autre, c'est que le quantum de travail qui y est contenu représente du travail socialement nécessaire, afin que la valeur de la marchandise (et, ce qui dans cette hypothèse est la même chose, son prix de vente) soit égale à sa valeur sociale (1).

Appliquons ce raisonnement à l'ensemble des marchandises d'une branche de production se trouvant sur le marché et, pour simplifier les choses, considérons ces différentes marchandises comme n'en formant qu'une, dont le prix est égal à la somme des prix des produits qu'elle représente. Ce que nous avons dit d'une marchandise s'appliquera donc à l'ensemble des produits d'une branche de production. La valeur individuelle de chaque marchandise sera égale à sa valeur sociale, car l'ensemble des produits contient le travail social qui a été nécessaire pour les produire et la valeur en est égale à la valeur du marché.

Supposons que la plus grande partie des marchandises que nous considérons ait été produite dans les conditions normales et ait, par conséquent, une valeur égale à la valeur des différentes marchandises qui la constituent; admettons également que les quelques marchandises obtenues en dehors (au-dessus ou au-dessous) des conditions normales aient des valeurs, les unes au-dessus, les autres au-dessous de la valeur moyenne de la plus grande partie de la production, mais dans des conditions telles que ces différences se compensent. La valeur du marché ou la

(1) K. Marx, *Critique de l'Econ. pol.* (1859), trad. franç., Paris, 1899.



valeur sociale sera donc déterminée par la valeur des marchandises produites dans des conditions moyennes (1), et la valeur de l'ensemble des marchandises sera égale à la somme des valeurs de toutes les marchandises isolées, tant de celles produites dans les conditions moyennes que de celles obtenues dans des conditions exceptionnelles.

Supposons, au contraire, le quantum des marchandises versées au marché restant le même, que les valeurs des produits obtenus dans des conditions exceptionnellement favorables n'équilibrent pas celles des produits obtenus dans des conditions exceptionnellement défavorables, à tel point que celles-ci aient une importance notable dans l'ensemble; dans ce cas, la valeur du marché, c'est-à-dire la valeur sociale résultera de la valeur des marchandises obtenues dans des conditions défavorables.

Supposons enfin que l'inverse ait lieu et que les marchandises produites dans des conditions plus favorables que la moyenne, représentent une masse beaucoup plus considérable que celles obtenues dans des conditions plus défavorables et d'une certaine importance par rapport à celles fabriquées dans les conditions normales. Ce seront les marchandises produites dans les meilleures conditions qui régleront la valeur du marché. Nous faisons abstraction, dans notre raisonnement, des cas où il y a encombrement du marché et où nécessairement le prix du marché est déterminé par les marchandises produites dans les conditions les plus avantageuses; d'ailleurs nous ne nous occupons pas ici des écarts qui peuvent se produire entre le prix du marché et la valeur du marché, mais uniquement des facteurs qui fixent cette dernière (2).

(1) K. Marx, *Critique de l'économie politique*.

(2) Dans la discussion entre Storch et Ricardo au sujet de la rente foncière, discussion tout à fait objective sur le point de savoir si la valeur du marché (chez eux, plutôt le prix du marché, c'est-à-dire le coût de production) est déterminée par les marchandises produites dans les conditions les plus défavorables (l'opinion de Ricardo) ou par celles obtenues dans les conditions les plus favorables (la thèse de Storch), ils ont tous les deux tort et raison, parce que tous les deux ont perdu de vue les



Rigoureusement — la réalité n'est jamais qu'approximative et présente des modifications de toute nature — la valeur du marché de l'ensemble des marchandises doit être égale, dans le premier cas, à la somme des valeurs des différentes marchandises, bien que la valeur moyenne soit imposée aux produits obtenus de la manière la plus favorable ou la plus défavorable, les produits obtenus dans les meilleures conditions étant vendus au-dessus de leur valeur et les autres étant vendus au-dessous de leur valeur. Dans le deuxième cas, les valeurs des marchandises produites au-dessus et au-dessous des conditions moyennes ne s'équilibrent pas et ce sont les dernières qui prédominent. A la rigueur le prix moyen ou la valeur du marché devrait résulter, pour chaque marchandise, de la somme des valeurs des marchandises produites dans les diverses conditions, divisée par la quantité de ces marchandises. La valeur du marché qu'on obtiendrait de la sorte serait plus élevée que la valeur des marchandises obtenues tant dans les conditions les plus favorables que dans les conditions normales, et elle serait moins élevée que la valeur des marchandises fabriquées dans les conditions défavorables ; l'écart qu'elle présenterait par rapport à la valeur de ces dernières dépendrait évidemment de la quantité de celles-ci. Si, dans le deuxième cas, la demande ne dépasse guère l'offre, le prix du marché sera déterminé par les marchandises produites dans les conditions les

marchandises produites dans des conditions moyennes. Écoutez Corbett sur le cas où le prix est réglé par les marchandises produites dans les conditions les plus favorables : « Il ne faut pas croire qu'il (Ricardo) ait prétendu que deux marchandises isolées, par exemple un chapeau et une paire de bottes, s'échangent lorsqu'elles sont produites par des quantités égales de travail. Par « marchandises » il faut entendre ici « genre de marchandises » et non une marchandise déterminée, un chapeau ou une paire de bottes. C'est le travail tout entier consacré à la production totale des chapeaux en Angleterre, qui doit être considéré, dans ce cas, comme réparti entre tous les chapeaux. C'est ce qui me paraît ne pas être exprimé ni dans l'exposé de la doctrine, ni dans ses commentaires généraux » (*Observations on some verbal disputes in Pol. Econ.*, etc., London, 1821, pp. 53, 54).



plus défavorables. Enfin, dans le troisième cas, où la quantité des marchandises produites dans les conditions les plus favorables est plus grande non seulement que celle des marchandises obtenues dans les conditions les plus défavorables, mais aussi que celles fabriquées dans les conditions moyennes et où la valeur du marché tombe au-dessous de la valeur des produits moyens, la valeur moyenne obtenue par l'addition des valeurs des trois catégories de marchandises serait inférieure à la valeur des produits moyens et s'en écarterait d'autant plus que la quantité de marchandises produites dans des conditions favorables serait plus importante. Si la demande est faible relativement à l'offre, les produits obtenus dans les conditions les plus favorables s'empareront du marché, parce que leurs prix pourront se rapprocher de leurs valeurs. La valeur du marché ne sera cependant jamais égale à la valeur des marchandises produites dans les conditions les plus favorables, à moins que l'offre ne dépasse considérablement la demande.

Cette détermination de la valeur du marché, que nous venons d'exposer sous une forme abstraite, se réalise en fait sous l'action de la concurrence des acheteurs, à condition que la demande soit suffisante pour absorber, à la valeur ainsi déterminée, toutes les marchandises offertes.

Secundo : Dire que la marchandise a une valeur d'usage, c'est dire uniquement qu'elle répond à un besoin social. Tant que nous avons parlé des marchandises considérées chacune à part, nous avons pu admettre que chacune correspondait à un besoin (la quantité en étant exprimée dans le prix) et nous n'avons pas eu à nous préoccuper de la quantité qui en était réellement exigée par les besoins à satisfaire. Il n'en est plus de même dès que l'on envisage, d'un côté, les produits d'une industrie tout entière et, de l'autre, le besoin social ; la quantité des produits devient alors un facteur essentiel.

En étudiant précédemment les éléments qui déterminent la valeur du marché, nous avons supposé que la quantité



totale des produits reste constante et que seule varie l'importance relative des différents genres de marchandises. (Chaque genre de marchandise étant obtenu dans des conditions qui lui sont propres, une modification de la quantité produite entraîne une modification de la valeur du marché de l'ensemble.) Supposons que la quantité totale de marchandises produites représente l'offre ordinaire, abstraction faite des produits qui provisoirement sont tenus éloignés du marché. Si, dans ce cas, la demande se maintient à son importance habituelle, les marchandises seront vendues à la valeur du marché, de quelque manière (l'un ou l'autre des trois cas envisagés plus haut) que cette valeur ait été déterminée ; la quantité de marchandises ne répond pas seulement à un besoin, mais elle satisfait ce besoin dans toute son importance sociale. Si cette quantité est plus petite ou plus grande que la demande, il y aura un écart entre le prix du marché et la valeur du marché : si elle est plus petite, ce seront les marchandises produites dans les conditions les moins favorables qui fixeront la valeur du marché, et l'inverse se produira si elle est plus grande. Dans les deux cas, ce seront les produits s'écartant le plus de la production moyenne qui détermineront la valeur du marché, bien que le simple rapport des quantités produites dans les diverses conditions dût aboutir à un autre résultat. Quant à l'écart entre le prix et la valeur du marché, il sera d'autant plus considérable que la différence entre la demande et la quantité de marchandises produites sera plus importante.

Différentes causes peuvent provoquer une différence entre la quantité de marchandises produites et la quantité de marchandises demandées : 1^o Une modification de la quantité produite, devenue trop petite ou trop grande parce que la reproduction se fait à une autre échelle que la production qui déterminait jusque-là la valeur du marché. L'offre est altérée bien que la demande reste la même. 2^o Une modification de la demande, devenant plus intense ou plus faible pendant que la reproduction (l'offre) reste la



même. Les conséquences seront inverses de celles du cas précédent. 3° Enfin des variations affectant à la fois l'offre et la demande, soit en sens opposé, soit dans le même sens et dans des mesures différentes. Dans les deux cas, le rapport qui existait primitivement entre l'offre et la demande est altéré et l'une des conséquences envisagées aux 1° et 2° se manifeste.

La définition de l'offre et de la demande est difficile, parce qu'elle semble être une tautologie. Considérons d'abord l'offre, c'est-à-dire les produits se trouvant sur le marché ou qui doivent y être envoyés, et pour ne pas entrer dans des détails inutiles, envisageons uniquement les quantités reproduites annuellement dans les diverses industries, en faisant abstraction des produits qu'on tient éloignés du marché et qu'on emmagasine en vue de la consommation de l'année suivante, par exemple. Il s'agit donc non seulement de valeurs d'usage propres à satisfaire des besoins humains, mais de quantités nettement déterminées de valeurs d'usage. En outre, ces quantités de marchandises ont une valeur marchande donnée, multiple de la valeur unitaire de chaque marchandise en particulier.

Aucun rapport n'existe nécessairement entre les quantités de marchandises se trouvant sur le marché et les valeurs du marché, la valeur spécifique des marchandises variant de l'une à l'autre, une quantité très petite de l'une pouvant représenter une valeur très élevée, alors qu'une valeur peu importante peut correspondre à une quantité très grande d'une autre. La productivité du travail étant donnée, la production d'un quantum voulu d'articles exige dans chaque industrie un quantum déterminé de temps de travail social, qui varie considérablement d'une industrie à l'autre et ne dépend ni de la nature (en tant que valeur d'usage) ni de l'utilité du produit auquel il est consacré. Toutes les autres circonstances restant les mêmes, si une quantité a d'un produit coûte b temps de travail, une quantité $n \times a$ du même produit coûtera $n \times b$ temps de travail.



La société doit nécessairement payer les objets qu'elle crée pour donner satisfaction à ses besoins, et auxquels elle consacre, la production étant basée sur la division du travail, une fraction du temps de travail disponible ; ceux de ces membres auxquels elle assigne l'obligation de produire ces objets doivent par conséquent en recevoir l'équivalent en travail social, sous forme d'articles propres à satisfaire leurs besoins. Mais il n'existe aucun rapport nécessaire entre le quantum de travail social consacré à un produit social, c'est-à-dire l'importance de la production de cet objet dans l'ensemble de la production sociale, et l'intensité du besoin social auquel il doit donner satisfaction. Bien que chaque article ou chaque quantum d'une marchandise prise isolément ne puisse contenir que le travail socialement nécessaire à sa production et que par conséquent sa valeur du marché, considérée à ce point de vue, ne représente que du travail nécessaire, une partie du temps de travail social est néanmoins gaspillée dès que la marchandise est produite en plus grande quantité que ne l'exige le besoin social ; dans ce cas la marchandise représente sur le marché une quantité de travail social beaucoup plus petite que celle qu'elle contient en réalité (Ce n'est que lorsqu'elle contrôle efficacement la production de manière à pouvoir la déterminer d'avance, que la société fait correspondre le temps de travail consacré à la production d'un article à l'importance du besoin que cet article doit satisfaire). Aussi la marchandise doit-elle être vendue au-dessous de sa valeur marchande et même arrive-t-il qu'une partie ne peut pas en être vendue. L'inverse a lieu lorsque le travail social consacré à la production d'un article est insuffisant, étant donné l'importance du besoin qui réclame satisfaction. Enfin lorsque l'un de ces éléments a une valeur correspondant à celle de l'autre, la marchandise est vendue à la valeur du marché. Or l'équivalence de deux marchandises exige qu'elles soient échangées ou vendues à leurs valeurs ; c'est sur cette loi ration-



nelle qu'il faut se baser pour en éclaircir les exceptions et non sur celles-ci pour expliquer la loi elle-même.

Considérons maintenant la demande. Les marchandises sont achetées pour servir, soit à la consommation productive, soit à la consommation personnelle, soit à ces deux genres de consommation ; la demande émane donc, ou des producteurs (des capitalistes, lorsque les moyens de production sont du capital), ou des consommateurs. Les deux formes de la demande semblent supposer un quantum donné de besoins sociaux, auquel correspond une production déterminée dans les diverses industries. Pour que l'industrie du coton puisse faire sa reproduction annuelle à une échelle donnée, il lui faut la quantité habituelle de coton, ou une quantité plus considérable, si une extension de la reproduction est rendue possible par l'accumulation de capital. Il en est de même des aliments : pour que la classe ouvrière puisse continuer son existence, il faut qu'elle trouve devant elle la même quantité de subsistances qu'auparavant (celles-ci seront peut-être réparties d'une autre manière) et même qu'il y en ait davantage s'il y a accroissement de la population. La même règle plus ou moins modifiée est évidemment applicable aux autres classes de la société.

La demande semble donc représenter un besoin social d'une grandeur déterminée, exigeant l'existence sur le marché d'une quantité donnée d'articles. Cependant son importance n'est fixe qu'en apparence, et en réalité elle est essentiellement élastique et fluctuante. En effet, il suffit que le salaire en argent monte ou que le prix des subsistances diminue, pour que les achats des ouvriers augmentent et que par conséquent le « besoin social » des marchandises qu'ils consomment devienne plus grand (même quand on fait abstraction des pauvres, dont la demande reste inférieure aux besoins physiques les plus urgents). De même, lorsque le prix du coton diminue, les capitalistes donnent plus d'extension à leur demande et engagent plus de capital dans leur industrie. En outre,



la demande en vue de la consommation productive émane, d'après notre hypothèse, du capitaliste, dont le seul objectif est de recueillir de la plus-value et qui ne produit des marchandises que dans ce but. (Ce qui n'empêche que lorsqu'il se présente sur le marché en qualité d'acheteur de coton, par exemple, il représente la demande de coton, demande à laquelle le marchand de coton répond sans qu'il ait à se demander si la marchandise qu'il fournira sera convertie en chemises, en fulmi-coton, ou en tampons pour boucher ses oreilles et celles du monde entier.) L'écart entre la demande, c'est-à-dire le besoin représenté sur le *marché*, et le véritable besoin *social*, par conséquent l'écart entre la quantité demandée et la quantité qui serait demandée si la marchandise avait un autre prix ou si les acheteurs vivaient dans d'autres circonstances, varie naturellement beaucoup d'une marchandise à une autre.

Rien n'est plus facile que de voir les inégalités de l'offre et de la demande et les écarts qu'ils déterminent entre le prix et la valeur du marché ; par contre il y a une véritable difficulté à donner la définition de ce qu'il faut entendre par l'équilibre de l'offre et de la demande.

On dit que l'offre et la demande se font équilibre lorsque leur rapport est tel que les produits d'une industrie peuvent être vendus exactement à leur valeur du marché (ni au-dessus, ni au-dessous) ; on dit également que cet équilibre existe lorsque les marchandises sont vendables à leurs prix du marché.

L'équilibre de l'offre et de la demande, c'est-à-dire l'action de deux forces agissant en sens inverse avec la même intensité et se paralysant, ne peut donner lieu à aucune manifestation extérieure, et si pareille manifestation est constatée, elle doit être attribuée à une autre cause. Cet équilibre n'influence donc pas la valeur du marché et n'intervient pas pour décider si elle sera exprimée par telle somme d'argent plutôt que par telle autre. De même, il ne peut pas être invoqué (il devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie, dont il ne peut être question ici)



pour expliquer les lois de la production capitaliste, puisque ces lois ne se manifestent sous leur forme pure que lorsque l'offre et la demande s'équilibrent, c'est-à-dire lorsqu'aucune résultante ne peut être attribuée à leur action.

L'équilibre de l'offre et de la demande ne se manifeste que par hasard, ce qui revient à dire qu'il n'a aucune importance scientifique. Et cependant l'Economie politique suppose qu'il existe. Pourquoi? D'abord, pour étudier les phénomènes sous leur forme régulière, conformément à la conception qu'elle en a, indépendamment des apparences que leur communie le mouvement de l'offre et de la demande; ensuite pour constater et fixer pour ainsi dire la vraie tendance de ce mouvement. Entre l'offre et la demande se manifestent des inégalités de sens contraire, qui se suivent sans interruption et finissent par s'équilibrer au bout d'une période plus ou moins longue. De sorte que s'il ne se présente pas un seul cas dans lequel l'équilibre de l'offre et de la demande se produit réellement, on peut néanmoins considérer le phénomène comme existant, en admettant qu'il soit le résultat moyen d'un mouvement d'une certaine durée. C'est ainsi que les prix du marché, bien qu'ils s'écartent des valeurs du marché, ont après un certain nombre d'oscillations une valeur moyenne égale à ces dernières. La fréquence de ces oscillations et des équilibres est loin d'avoir une importance purement théorique, car le placement des capitaux se fait en en tenant compte pendant une période déterminée.

L'influence du rapport entre l'offre et la demande se traduit, d'une part, par des écarts entre les prix du marché et les valeurs du marché, d'autre part, par la tendance à l'équilibre de ces deux éléments, qui n'est en réalité que la tendance à la suppression de l'action réciproque de l'offre et de la demande. Cette influence peut être annihilée de différentes manières. Ainsi une diminution de la demande, entraînant une baisse des prix, peut avoir pour conséquence des retraits de capitaux et par suite une dimi-

nution de l'offre ; mais il peut également en résulter que, par suite de l'application d'inventions diminuant le temps de travail nécessaire, la valeur du marché elle-même diminue et tombe au niveau du prix du marché. Si, au contraire, la demande augmente et fait monter le prix du marché au-dessus de la valeur du marché, il peut arriver que trop de capital soit engagé dans l'industrie considérée, d'où une augmentation telle de la production que le prix du marché tombe au-dessous de la valeur du marché, à moins que la hausse du prix n'aboutisse à une diminution de la demande. Enfin, il se peut aussi que dans l'une ou l'autre branche de production, la valeur du marché monte pendant une période plus ou moins longue, parce qu'une partie des marchandises demandées est produite dans des conditions défavorables.

S'il est vrai que l'offre et la demande déterminent le prix, il est vrai, d'autre part, que le prix et en dernière analyse la valeur du marché déterminent l'offre et la demande. Cela est évident pour la demande, puisqu'elle varie en sens inverse des prix. Il en est de même de l'offre, car le prix des moyens de production détermine la demande de ceux-ci et provoque par conséquent l'offre des marchandises auxquelles ils doivent être incorporés, et cette offre implique à son tour une demande des moyens de production. C'est ainsi que les prix du coton déterminent l'offre des étoffes de coton.

A cette première cause de confusion — la détermination des prix par l'offre et la demande, et d'autre part la détermination de l'offre et de la demande par les prix — s'en ajoute une seconde, résultant de ce que l'offre est déterminée par la demande et la demande par l'offre, le marché par la production et la production par le marché (1).

(1) Le passage suivant dans lequel l'auteur croit avoir fait preuve de beaucoup de sagacité, montre cette confusion : « Lorsque la quantité de salaire, de capital et de sol nécessaire à la production d'un article varie, ce qu'Adam Smith appelle son prix naturel varie également et devient, étant donnée cette variation, son prix du marché ; car bien que l'offre, ni la demande aient peut-être changé (elles varient dans ce cas toutes les



Même l'économiste vulgaire (voir la note) voit que le rapport entre l'offre et la demande peut varier par suite d'une variation de la valeur du marché, sans qu'aucune circonstance extérieure n'intervienne, et il doit même admettre que quelle que soit cette valeur, elle ne se fixe que lorsque l'offre et la demande sont en équilibre. En d'autres termes, ce n'est pas le rapport entre l'offre et la demande qui explique la valeur du marché, c'est celle-ci qui explique les oscillations de l'offre et de la demande. L'auteur des *Observations* que nous citons en note dit en un autre passage : « Cependant ce rapport (entre l'offre et la demande), les termes *demande* et *prix naturel* conservant le sens que leur donne Adam Smith, doit toujours être un rapport d'égalité, car ce n'est que lorsque l'offre est égale à la demande vraie, c'est-à-dire à la demande qui n'accepte que le prix naturel et ne désire payer ni plus ni moins,

deux précisément parce qu'une variation de la valeur entraîne une variation de la valeur du marché ou plutôt, suivant A. Smith, du prix de production, l'offre ne correspond plus exactement (elle est supérieure ou inférieure) à la demande des personnes qui peuvent et désirent payer ce qui est maintenant le coût de production ; de sorte que le rapport entre l'offre et la demande vraie — vraie en tenant compte du nouveau coût de production — n'est plus le même qu'avant. A moins qu'un obstacle s'y oppose, une modification interviendra dans l'offre et amènera la marchandise à son nouveau prix naturel. Certains peuvent donc se croire autorisés à dire que, la marchandise parvenant à son prix naturel par suite d'une modification de l'offre, le prix naturel est le résultat de tel rapport entre l'offre et la demande, alors que le prix du marché est le résultat de tel autre ; ce qui revient à affirmer que le prix naturel dépend, comme le prix du marché, du rapport entre l'offre et la demande. (Le grand principe de l'offre et de la demande intervient aussi bien pour déterminer ce qu'Adam Smith appelle les prix naturels que pour déterminer les prix du marché. — Malthus) » (*Observations on certain verbal disputes*, etc. London, 1821, p. 60, 61) Le brave homme ne voit pas que, dans le cas qu'il envisage, c'est précisément la variation du coût de production et de la valeur qui produit la variation de la demande et modifie ainsi le rapport entre l'offre et la demande. Or cette variation de la demande peut produire une variation de l'offre, ce qui établirait le contraire de ce que notre penseur veut prouver et démontrerait par conséquent que la variation des coûts de production n'est nullement réglée par le rapport entre l'offre et la demande, et que c'est, au contraire, celui-ci qui est réglé par celle-là.



que le prix naturel est réellement payé. Par conséquent, une même marchandise peut avoir, à deux époques différentes, des prix naturels très différents, le rapport entre l'offre et la demande étant cependant le même (l'égalité) dans les deux cas ». Notre auteur admet donc qu'alors même que le prix naturel d'une marchandise présente de très grandes différences à deux époques différentes, l'offre et la demande peuvent et doivent néanmoins s'équilibrer chaque fois, pour que la marchandise se vende à son prix naturel. Le rapport entre l'offre et la demande reste donc le même, tandis que le prix naturel varie ; il est par conséquent évident que celui-ci ne dépend nullement de ce rapport.

Pour qu'une marchandise se vende à la valeur du marché (c'est-à-dire à un prix en rapport avec le travail social nécessaire qu'elle contient) il faut que la quantité de travail social consacrée à toutes les marchandises du même genre soit en rapport avec le besoin social capable de les payer. La concurrence ainsi que les oscillations des prix du marché qui correspondent aux variations du rapport entre l'offre et la demande, tendent continuellement à ramener à cette limite la quantité de travail consacrée à chaque genre de marchandises.

Le rapport entre l'offre et la demande reproduit d'abord le rapport entre la valeur d'échange et la valeur d'usage, entre l'argent et la marchandise, le vendeur et l'acheteur ; ensuite, le rapport entre le producteur et le consommateur, ceux-ci pouvant être représentés par des commerçants. Pour étudier le rapport qui existe entre le vendeur et l'acheteur, il suffit de les considérer isolément. Trois personnes seulement sont nécessaires pour la métamorphose complète de la marchandise, pour l'acte de vente-achat : A vend sa marchandise à B ; celui-ci la transforme en argent qu'il reconvertit en une marchandise, qu'il achète à C. Tout le procès se déroule entre ces trois personnes. Lorsque précédemment nous nous sommes occupés de la monnaie, nous avons supposé que les marchandises se ven-



daient à leur valeur ; nous n'avions alors aucune raison d'établir une distinction entre le prix et la valeur, puisque nous nous plaçons exclusivement au point de vue des changements de forme que la marchandise subit en devenant argent et que l'argent subit en devenant marchandise. La marchandise étant vendue et l'argent produit par cette vente étant reconverti en marchandise, nous avions devant nous tout le phénomène de transformation que nous voulions observer et nous n'avions pas à nous inquiéter si le prix de la marchandise avait été supérieur ou inférieur à sa valeur. Cependant dans ce phénomène la valeur de la marchandise joue un rôle important, car c'est d'après elle seulement qu'on peut comprendre la monnaie et le prix, qui n'est que la forme-argent de la valeur. Il est vrai que l'étude de l'argent comme moyen de circulation suppose de nombreuses transformations de la même marchandise, et c'est seulement en considérant celles-ci que l'on se rend compte de la circulation de l'argent et de l'origine de sa fonction d'instrument de la circulation. Mais autant cet enchaînement est important pour établir la transition qui amène l'argent à jouer le rôle d'agent de la circulation et prendre une forme adéquate à ce rôle, autant il est sans intérêt au point de vue des transactions entre les acheteurs et les vendeurs.

Dans l'étude de l'offre et de la demande, au contraire, l'offre représente la totalité des vendeurs ou producteurs d'un genre de marchandises, et la demande, la totalité des acheteurs ou consommateurs, et elles agissent l'une sur l'autre comme masses, comme agrégats de forces. L'individu ne compte que comme un élément de la force sociale, comme un atome de la masse, et c'est par cet aspect et par l'antagonisme des masses que s'affirme le caractère *social* de la production et de la consommation.

Cet antagonisme est faible (cela montre combien les uns sont dépendants des autres), lorsque des individus agissent indépendamment de la masse, soit pour opérer seuls dans la même direction qu'elle, soit, ce qui arrive plus souvent,



pour opérer directement contre elle ; au contraire elle est forte lorsque la masse reste une de part et d'autre. Lorsque pour un genre déterminé de marchandises la demande dépasse l'offre, chaque acheteur renchérit dans une certaine mesure sur les autres et fait monter la marchandise au-dessus du prix du marché, d'autant plus que les vendeurs agissent avec ensemble pour vendre au prix le plus élevé possible. Au contraire, lorsque l'offre est supérieure à la demande, l'un ou l'autre vendeur commence à vendre meilleur marché que les autres ; bientôt ceux-ci doivent suivre et tous cèdent devant la pression des acheteurs, qui de commun accord cherchent à faire tomber le prix du marché bien au-dessous de la valeur du marché. Dans cette lutte chacun ne fait cause commune avec les autres qu'aussi longtemps qu'il y va de son intérêt personnel. L'entente cesse dès qu'elle n'est plus efficace et que chacun peut se tirer d'affaire en opérant isolément. D'ailleurs s'il arrive qu'un producteur parvienne à fabriquer à meilleur compte et à vendre moins cher, par conséquent à occuper plus de place sur le marché, ses concurrents se voient obligés, l'un après l'autre, d'appliquer également un procédé plus économique, apportant une nouvelle réduction de la quantité de travail socialement nécessaire. Lorsque dans la lutte l'avantage s'affirme d'un côté, tous ceux qui se trouvent de ce côté en profitent et les choses se passent comme s'ils exploitaient un monopole en commun. En même temps, du côté le plus faible, chacun travaille pour son compte et cherche à être le plus fort (à être celui dont les frais de production sont les plus bas) ; chacun s'efforce de s'en tirer le mieux possible, sans s'inquiéter de son voisin, bien que sa tactique fasse sentir ses effets, non-seulement pour lui, mais pour tous ses compagnons (1).

(1) « Si chaque membre d'une classe ne pouvait jamais obtenir qu'une part proportionnelle des gains de toute la classe, il agirait énergiquement pour élever ces gains (c'est ce qu'il fait dès que le rapport entre l'offre et la demande le permet) ; c'est le cas du monopole. Mais lorsque chacun considère qu'il lui est permis de pousser à l'augmentation de sa part



L'offre et la demande supposent que la valeur se transforme en valeur du marché et elles comportent, dans une société capitaliste où les marchandises sont des produits du capital, des conditions autrement compliquées que la simple vente-achat. Quand elles interviennent, il ne s'agit plus seulement d'un changement de forme de la valeur devenant le prix ; il s'agit des écarts quantitatifs qui s'établissent entre les prix du marché et les valeurs du marché et entre les prix du marché et les coûts de production. Tant qu'il n'est question que de la vente-achat, il n'y a à considérer que des producteurs de marchandises ; l'offre et la demande, au contraire, supposent l'existence de différentes classes avec leurs subdivisions se partageant le revenu social et représentant la demande correspondant à celui-ci ; elles exigent la connaissance de la structure complète de la production capitaliste.

Dans une société capitaliste, le but n'est pas seulement d'obtenir en échange de la valeur mise en circulation sous forme de marchandise, une valeur équivalente sous une autre forme (monnaie ou marchandise) ; mais, quelle que soit la branche de production, de faire produire à un capital déterminé la même somme de plus-value ou de profit qu'à un autre capital de même importance. Les marchandises doivent être vendues au moins à des prix donnant le profit moyen, restituant les cours de production. C'est lorsqu'il est vu sous cet aspect que le capital apparaît comme une *puissance sociale*, dont chaque capitaliste est un élément d'autant plus important qu'il possède un capital plus considérable.

La production capitaliste en elle-même n'est nullement intéressée à la nature des valeurs d'usage, ni aux caractères particuliers des marchandises qu'elle produit. Toute industrie a pour unique objectif de produire de la plus-value,

par n'importe quel moyen, même en diminuant le gain total, il le fera généralement ; c'est le régime de la concurrence. • (*An inquiry into those principles respecting the nature of demand*, etc. London 1821, p. 105).



de s'approprier dans le produit du travail une certaine quantité de travail non payé. De même, le travail salarié asservi au capital reste de par sa nature indifférent à ses caractères spécifiques ; il se modifie d'après les exigences du capital et il passe sans résistance d'une industrie à l'autre.

Toute branche de production n'est ni meilleure, ni plus mauvaise qu'une autre ; chacune rapporte le même profit et celle qui ne fournirait pas une marchandise répondant à un besoin social quelconque, serait inutile.

Si les marchandises se vendaient à leurs valeurs, les taux du profit seraient très différents d'une branche de production à l'autre et varieraient d'après la composition organique des capitaux qui les produisent. Mais le capital abandonne les branches de production où le taux du profit est bas pour se lancer dans celles où il est plus élevé, et cette migration incessante a pour effet que les profits moyens s'égalisent dans les différentes entreprises et que les valeurs se transforment en coûts de production. Cette égalisation se réalise d'autant plus facilement dans un pays que le capitalisme y a pris plus d'extension et que l'organisation économique y est mieux adaptée au mode capitaliste de production. Plus celui-ci se développe, plus complexes deviennent les conditions de son existence, plus complètement il soumet à ses lois et à sa manière d'être les organes de la société dans laquelle il existe.

L'égalisation des diverses industries se réalise d'autant plus vite que le capital et la force de travail sont plus mobiles, c'est-à-dire se transportent plus facilement d'une industrie et d'un lieu à l'autre. La mobilité du capital a pour conditions : 1° La liberté complète du commerce et la suppression de tous les monopoles, à part ceux qui résultent de la production capitaliste elle-même ; 2° Le développement du crédit, effectuant la concentration des capitaux disponibles pour les mettre à la disposition des capitalistes qui en ont besoin ; 3° L'accaparement des différentes branches de production par les capitalistes. (Cette



condition est comprise dans les prémisses, puisque nous avons admis qu'il s'agit de la transformation des valeurs en coûts de production dans toutes les branches de production exploitées en mode capitaliste. A ce point de vue, l'égalisation des industries rencontre cependant des obstacles sérieux, lorsque des exploitations non capitalistes — par exemple, la culture de la terre par de petits paysans — s'intercalent en grand nombre entre les exploitations capitalistes et se lient intimement à elles) ; 4° Enfin, comme dernière condition, il faut une grande densité de la population.

Pour que la mobilité de la force de travail se manifeste, il faut que toutes les lois qui empêchent l'ouvrier de changer d'industrie ou de domicile soient supprimées ; que le travailleur soit devenu indifférent à son travail en lui-même et que dans toutes les branches de production celui-ci soit ramené le plus possible à du travail simple (non qualifié) ; que tous les préjugés professionnels aient disparu du cerveau des ouvriers ; enfin et surtout que les travailleurs soient soumis à la production capitaliste. Nous insisterons davantage sur ces points lorsque nous nous occuperons spécialement de la concurrence.

De ce qui a été dit, il résulte que chaque capitaliste et par conséquent l'ensemble des capitalistes de chaque branche de production sont intéressés à l'exploitation et au degré d'exploitation de la classe ouvrière tout entière par le capital tout entier, non seulement par sympathie de classe, mais par intérêt immédiat, étant donné que le taux moyen du profit dépend (toutes les autres circonstances et notamment la valeur du capital constant restant les mêmes) du degré d'exploitation du travail social par le capital social. Mais la valeur du capital avancé n'est que l'un des facteurs qui déterminent le taux du profit ; à côté d'elle en figure un autre qui résulte de ce qu'un capitaliste (ou tout le capital d'une industrie) n'est intéressé spécialement à l'exploitation des ouvriers qu'il occupe directement, que s'il lui est possible de réaliser un surprofit (un profit



dépassant le profit moyen), soit par du surtravail exceptionnel, soit par la réduction des salaires au-dessous de la moyenne, soit par une productivité exceptionnelle du travail. En effet, si ces inégalités dans l'exploitation du travail n'existaient pas, un capitaliste qui dans la branche de production à laquelle il appartient n'a engagé aucun capital variable et par conséquent n'occupe (hypothèse exagérée) aucun ouvrier, aurait le même intérêt à l'exploitation de la classe ouvrière par le capital et retirerait le même profit du surtravail non payé, qu'un capitaliste qui n'engage que du capital variable, c'est-à-dire avance tout son capital en salaires (ce qui est également une hypothèse exagérée). Le degré d'exploitation du travail dépend, pour une journée d'une durée donnée, de l'intensité moyenne du travail, de même que, pour une intensité donnée, il dépend de la durée de la journée; il détermine le taux de la plus-value, par conséquent la quantité de plus-value et le profit correspondant à un capital variable d'une importance donnée.

D'une part, chaque capitaliste (et tout le capital d'une industrie donnée) est intéressé, au même titre que tous les autres, à la productivité de tout le travail social mis en œuvre par le capital total de la société; car de cette productivité dépendent : 1^o la quantité des valeurs d'usage, auxquelles s'incorpore le profit moyen (ce qui est doublement important, puisque le profit moyen alimente le fonds d'accumulation de capital pour les entreprises nouvelles et le fonds de revenu pour la consommation personnelle); 2^o la valeur du capital avancé (constant et variable) qui, lorsque la plus-value totale est donnée, détermine le taux du profit, c'est-à-dire le profit afférent à chaque capital particulier. D'autre part, il profite de la productivité spéciale du travail dans l'industrie ou dans l'entreprise qu'il exploite directement, puisque c'est à lui seulement et non à tous les capitalistes de cette industrie ou des entreprises similaires, que cette surproductivité permet de faire un surprofit. Nous voyons ainsi, à la



lumière d'un raisonnement pour ainsi dire mathématique, pourquoi les capitalistes, qui se conduisent en faux frères lorsqu'ils se font la concurrence, s'entendent comme des francs-maçons lorsqu'il s'agit d'exploiter la classe ouvrière.

Le coût de production contient le profit moyen. Nous avons donné le nom de coût de production à ce qui est appelé « *natural price* » par A. Smith, « *price of production* » ou « *cost of production* » par Ricardo et « prix nécessaire » par les Physiocrates (dont aucun n'a développé la différence entre le coût de production et la valeur), parce que cet élément devient à la longue la condition de l'offre, c'est-à-dire de la reproduction (1). On comprend pourquoi les économistes qui n'admettent pas que la valeur des marchandises est déterminée par le travail qu'elles contiennent, ne cessent de signaler que les coûts de production sont les centres autour desquels gravitent les prix du marché. Ils peuvent se le permettre parce que le coût de production est déjà une forme extériorisée et à première vue incompréhensible de la valeur, qu'ils connaissent sous l'aspect qu'elle revêt dans la concurrence et dans la conscience du capitaliste vulgaire.

De ce qui vient d'être développé il résulte que la valeur du marché (il en est de même, avec les restrictions nécessaires, du coût de production) comprend un surprofit en faveur de ceux qui, dans chaque sphère de production, produisent dans les meilleures conditions. Sauf les cas de crise ou de surproduction, cette règle s'applique à tous les prix du marché, quel que soit l'écart qui les sépare des valeurs du marché ou des coûts de production. Le prix du marché s'applique en effet à toutes les marchandises d'un même genre, bien qu'elles soient produites dans des conditions très différentes et soient loin d'avoir le même prix

(1) Malthus.



de revient. (Nous faisons abstraction des surprofits qui résultent de monopoles, artificiels ou naturels, dans le sens ordinaire du mot). Cependant un surprofit peut aussi prendre naissance, lorsque des industries sont en état de se soustraire à la transformation des valeurs de leurs marchandises en coûts de production et, par conséquent à la réduction de leur profit au profit moyen. Nous nous en occuperons lorsque nous traiterons de la rente foncière.



CHAPITRE XI

EFFETS DES OSCILLATIONS DU SALAIRE SUR LES COUTS DE PRODUCTION

Supposons que le capital social ait comme composition moyenne $80_c + 20_v$ et donne 20 % de profit. Le taux de la plus-value est donc de 100 %. Nous savons qu'une hausse générale des salaires, toutes les autres circonstances restant les mêmes, provoque une baisse du taux de la plus-value, et que pour le capital moyen le profit et la plus-value ont la même valeur. Admettons que les salaires haussent de 25 %. La quantité de travail qui était payée 20 précédemment, coûte, maintenant 25, et, au lieu de notre valeur de rotation $80_c + 20_v + 20_p$, nous avons $80_c + 25_v + 15_p$. Le travail mis en œuvre par le capital variable continue à produire 40. Si v s'élève de 20 à 25, il ne reste pour p ou p' que 15, et le taux du profit moyen tombe à $\frac{15}{105} = 14 \frac{2}{7}$ %. Le coût de production des marchandises ne sera pas modifié, car pour le capital moyen ce coût est égal à la valeur. La hausse du salaire a donc entraîné une réduction du profit, mais n'a apporté aucune modification à la valeur, ni au prix des marchandises.

Lorsque le profit moyen était de 20 %, le coût de production des marchandises produites dans une période de rotation était égal à leur prix de revient plus un profit de 20 % sur ce prix de revient, c'est-à-dire égal à $k + kp'$ $= k + \frac{20}{100} k$. Dans cette expression, k est une grandeur variable selon la valeur des moyens de production et l'usure



du capital fixe. Lorsque survient la hausse des salaires, le coût de production devient $k + \frac{14\frac{2}{7}k}{100}$.

Considérons maintenant un capital $50_c + 50_v$, ayant une composition inférieure à la composition $(80_c + 20_v)$ que nous avons attribuée au capital moyen (lequel, après la hausse des salaires, a eu la composition $76\frac{4}{21}_c + 23\frac{17}{21}_v$). Supposons, dans un but de simplification, que le capital fixe soit usé entièrement à la fin de chaque année et que le temps de rotation soit le même que dans notre premier exemple, avant la hausse des salaires. Le coût de production du produit annuel est donc de $50_c + 50_v + 20_p = 120$. Une hausse des salaires de 25% exigera, pour la même quantité de travail, un capital variable de $62\frac{1}{2}$ au lieu de 50, et si le produit annuel continue à être vendu au même prix (120) qu'avant la hausse, ce prix aura pour expression $50_c + 62\frac{1}{2}_v + 7\frac{1}{2}_p$, d'où un taux du profit de $6\frac{2}{3}\%$. Mais le nouveau taux moyen du profit est de $14\frac{2}{7}\%$, et puisque nous avons admis que toutes les autres circonstances restent égales, notre capital de $50_c + 62\frac{1}{2}_v$ devra également réaliser ce profit. Or un capital de $112\frac{1}{2}$ donne, lorsque le taux du profit est de $14\frac{2}{7}\%$, un profit de $16\frac{1}{12}$ en chiffres ronds. Le coût de production des marchandises produites dans ces conditions doit donc être de $50_c + 62\frac{1}{2}_v + 16\frac{1}{12}_p = 128\frac{7}{12}$, de sorte qu'une hausse des salaires de 25% a comme conséquence de faire monter le prix de la marchandise de 120 à $128\frac{7}{12}$, c'est-à-dire de plus de 7% .

Considérons enfin une branche de production de composition supérieure à celle du capital moyen, soit $92_c + 8_v$, donnant également un profit moyen de 20 et un coût de production de 120 (nous supposons, comme dans l'exemple précédent, que le capital fixe passe tout entier dans le produit d'une année et que le temps de rotation soit le même que dans le premier cas). Lorsque surviendra une hausse des salaires de 25% , le capital variable, pour la même quantité de travail, s'élèvera de 8 à 10 et le prix de revient



passera de 100 à 102. Par contre, le taux moyen du profit tombera de $20 \frac{0}{0}$ à $14 \frac{2}{7} \frac{0}{0}$, soit un profit de $14 \frac{4}{7}$ (approximativement) pour le capital de 102. Le prix de vente du produit sera donc $k + kp' = 102 + 14 \frac{4}{7} = 116 \frac{4}{7}$; d'où une baisse du coût de production de 120 à $116 \frac{4}{7}$, soit de plus de $3 \frac{0}{0}$.

Une hausse de $25 \frac{0}{0}$ des salaires entraîne donc les conséquences suivantes : 1° Lorsque le capital a la composition moyenne, le coût de production reste le même ; 2° Lorsque le capital est de composition inférieure, le coût de production augmente, mais pas dans la même mesure que le profit tombe ; 3° Lorsque le capital est de composition supérieure, le coût de production diminue, et également dans une proportion moindre que le profit.

Le coût de production des marchandises produites par le capital moyen ne s'étant pas modifié et étant resté égal à la valeur du produit, la somme des coûts de production des produits de tous les capitaux reste également la même, et est égale à la somme des valeurs produites par le capital total ; la hausse d'un côté et la baisse de l'autre se compensent quant on considère l'ensemble.

Si le coût de production monte dans le deuxième exemple et tombe dans le troisième, ces effets opposés de la baisse du taux de la plus-value montrent qu'une hausse générale des salaires ne peut pas trouver sa compensation dans le prix, car dans le troisième cas la baisse du coût de production ne peut évidemment fournir aucune compensation pour éviter la diminution du profit, et celle-ci n'est pas empêchée non plus dans le deuxième, malgré la hausse du prix. Dans les deux cas, bien que le coût de production ait haussé d'un côté et baissé de l'autre, le profit est le même que celui du capital moyen, pour lequel le coût de production est resté constant, et la hausse des salaires a eu pour effet de le réduire de $5 \frac{5}{7}$, soit d'un peu plus de $25 \frac{0}{0}$. Il en résulte que si le coût de production ne montait pas dans le deuxième exemple et ne tombait pas dans le troisième, le capital II vendrait au-dessous et le capital III

au-dessus du nouveau profit moyen. Il est évident que suivant que le travail absorbe 50, 25 ou 10 $\frac{0}{0}$ d'un capital, une hausse des salaires doit avoir des effets très différents. L'élévation des coûts de production d'un côté, leur réduction de l'autre, selon que le capital est de composition supérieure ou inférieure à la moyenne, n'est réalisée que par leur adaption au nouveau profit moyen.

Pour déterminer l'influence d'une baisse de tous les salaires, suivie d'une hausse de tous les taux de profit et du taux moyen du profit, sur les prix de production des marchandises produites par des capitaux s'écartant de la composition moyenne, nous n'avons qu'à renverser le raisonnement précédent. (Cet aspect du problème n'a pas été examiné par Ricardo).

I. Composition moyenne.

Capital $= 80_c + 20_v = 100$; taux de la plus-value $= 100 \frac{0}{0}$; coût de production $=$ valeur de la marchandise $= 80_c + 20_v + 20_p = 120$; taux du profit $= 20 \frac{0}{0}$. Si le salaire se réduit d'un quart, le même capital constant est mis en œuvre par 15_v au lieu de 20_v et la valeur de la marchandise est de $80_c + 15_v + 25_p = 120$. Le quantum de travail accompli par v reste le même, mais la nouvelle valeur qu'il crée se partage autrement entre le capitaliste et les ouvriers. La plus-value s'augmente de 20 à 25 et son taux, qui était de $\frac{20}{20}$, devient $\frac{25}{15}$, c'est-à-dire passe de $100 \frac{0}{0}$ à $166 \frac{2}{3} \frac{0}{0}$. Le profit d'un capital de 95 est maintenant de 25, ce qui correspond à un taux du profit de $26 \frac{6}{19} \frac{0}{0}$ et la nouvelle composition centésimale du capital est $89 \frac{4}{19}_c + 15 \frac{15}{19}_v$.

II. Composition inférieure

Le capital est d'abord de $50_c + 50_v$. Le salaire étant réduit d'un quart, v tombe à $37 \frac{1}{2}$ et le capital total a pour expression $50_c + 37 \frac{1}{2}_v = 87 \frac{1}{2}$. Le taux du profit



étant maintenant de $26 \frac{6}{19} \frac{0}{0}$, nous avons $100 : 26 \frac{6}{19} = 87 \frac{1}{2} : 23 \frac{1}{38}$. Les marchandises qui coûtaient précédemment 120, coûtent maintenant $87 \frac{1}{2} + 23 \frac{1}{38} = 110 \frac{10}{19}$, soit environ $10 \frac{0}{0}$ en moins.

III. Composition supérieure

Capital originaire : $92_c + 8_v$. Une réduction du salaire d'un quart ramène 8_v à 6_v et le capital total à 98. D'où : $100 : 26 \frac{6}{19} = 98 : 23 \frac{15}{19}$. Le coût de production, qui était d'abord de 120, est maintenant de $98 + 23 \frac{15}{19} = 123 \frac{15}{19}$, soit une augmentation de près de $4 \frac{0}{0}$.

La baisse générale des salaires a donc pour conséquences une augmentation générale de la plus-value et, par suite, la hausse du taux de la plus-value, et si les autres circonstances restent les mêmes, la hausse du taux du profit (mais dans une proportion différente). Elle entraîne également la diminution du coût de production pour les capitaux de composition inférieure et son augmentation pour les capitaux de composition supérieure, c'est-à-dire le résultat inverse d'une hausse générale des salaires (1). Dans les deux cas — hausse et baisse des salaires — nous avons admis que la journée de travail ainsi que les prix des subsistances nécessaires restent invariables. Le cas de la baisse des salaires suppose donc, ou que des salaires s'élevant au-dessus du prix normal du travail aient été réduits, ou que des salaires aient été ramenés sous ce niveau. Nous examinerons plus loin (en partie dans la partie traitant de la rente foncière) comment les choses se modifient lorsque la variation des salaires résulte d'une

(1) Il est très singulier que Ricardo (qui évidemment raisonne autrement que nous puisqu'il n'a pas vu que les valeurs se ramènent aux coûts de production) n'a pas examiné cette hypothèse, alors qu'il a considéré le premier cas, la hausse des salaires et son influence sur les coûts de production. Et naturellement le *servum pecus imitatorum* n'est pas allé plus loin que lui et n'a pas pensé un instant à faire cette application si naturelle et, on peut dire, toute logique.



variation des valeurs et, par conséquent, des coûts de production des marchandises consommées habituellement par les ouvriers. Remarquons cependant une fois pour toutes que si la variation des salaires provient d'une variation des valeurs des subsistances indispensables, les modifications que nous avons envisagées plus haut ne peuvent se produire que pour les marchandises dont les variations de prix font varier le capital variable et qui sont en même temps des éléments du capital constant (qui, par conséquent, n'agissent pas exclusivement sur les salaires).

Dans tout ce chapitre, nous avons admis l'existence d'un taux général du profit et, par conséquent, la transformation des valeurs en coûts de production ; nous n'avons donc eu à discuter que l'influence d'une hausse ou d'une baisse générale des salaires sur des coûts de production admis d'avance. Mais cette question est d'importance très secondaire à côté des autres que nous avons passées en revue, et c'est cependant la seule qui ait été examinée par Ricardo, et encore, très incomplètement, ainsi qu'on le verra plus loin.



CHAPITRE XII

CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES

I. Causes modifiant le coût de production.

Le coût de production d'une marchandise ne peut varier que dans deux circonstances :

Primo. Lorsque le taux général du profit se modifie, ce qui n'est possible que lorsque le taux moyen de la plus-value varie ou que le rapport entre la plus-value et le capital avancé varie.

A moins qu'elle ne provienne d'une hausse ou d'une baisse du salaire par rapport à son niveau normal (donc de simples oscillations du salaire), la variation du taux de la plus-value ne peut dériver que d'un changement de valeur de la force de travail, changement qui implique une variation de la productivité du travail qui fournit les subsistances, c'est à-dire une variation de la valeur des marchandises consommées par l'ouvrier.

Quant à la variation du rapport entre la plus-value et le capital avancé, comme elle ne peut pas résulter, dans ce cas, du taux de la plus-value, elle doit provenir du capital total et, en réalité, de sa partie constante. Or, si on se place au point de vue technique, on voit que le capital constant varie d'après la force de travail qui est achetée par le capital variable, et que par conséquent sa valeur varie à la fois d'après l'augmentation ou la diminution de sa quantité (en tant que capital constant) et d'après la valeur du capital variable. Si le même travail met en œuvre plus de capital constant, sa productivité augmente, tandis qu'elle



diminue dans le cas contraire ; il en résulte nécessairement une modification de la valeur de certaines marchandises.

Dans les deux cas, la loi suivante est vraie : La valeur d'une marchandise peut rester invariable lorsque son coût de production varie par suite d'une variation du taux général du profit ; pour qu'il en soit ainsi il faut que d'autres marchandises aient eu leur valeur modifiée.

Secundo. — Lorsque le taux général du profit reste constant. Dans ce cas le coût de production de la marchandise ne peut varier que par suite d'une variation de sa valeur, c'est-à-dire parce qu'il faut plus ou moins de travail pour la produire elle-même ou pour reproduire les marchandises nécessaires à sa production. C'est ainsi que le prix de production du fil de coton peut diminuer, ou bien parce que le coton brut se fabrique à meilleur marché, ou bien parce que de nouvelles inventions ont rendu les métiers à filer plus productifs.

Ainsi que nous l'avons établi plus haut, le coût de production est égal à $k + p$ = prix de revient + profit. Cette expression revient à $k + kp'$, dans laquelle le prix de revient k est une grandeur indéterminée, qui varie d'une branche de production à l'autre et est égale dans chacune à la valeur des capitaux constant et variable mis en œuvre, et dans laquelle p' représente le taux ($p \text{ } ^0/0$) moyen du profit. Si $k = 200$ et $p' = 20 \text{ } ^0/0$, le coût de production $k + kp' = 200 + 200 \times \frac{20}{100} = 200 + 40 = 240$.

Il est clair que ce coût de production peut rester constant alors que la valeur des marchandises varie.

Toutes les variations du coût de production des marchandises se ramènent en dernière analyse à des variations de la valeur ; mais toutes les variations de la valeur ne se traduisent pas par des variations du coût de production, celui-ci étant déterminé, non par la valeur d'une marchandise, mais par celle de toutes. Une différence dans la valeur de la marchandise A peut être compensée par une différence en sens inverse dans la valeur de la marchandise B ; ce qui a pour résultat de laisser le rapport général intact.



II. Coût de production des marchandises de composition moyenne.

Nous avons montré que l'écart entre le coût de production et la valeur provient :

1° De ce que pour faire le coût de production, on ajoute au prix de revient de la marchandise le profit moyen et non la plus-value ;

2° De ce que le coût de production d'une marchandise peut devenir un élément du prix de revient d'autres marchandises et par conséquent y introduire l'écart qui existe entre le prix et la valeur des moyens de production auxquels il correspond.

Il en résulte que même les marchandises produites par des capitaux de composition moyenne peuvent présenter une différence entre leur prix de revient et la valeur totale des éléments qui le constituent. La composition moyenne étant $80_c + 20_v$, il suffira pour que 80_c soit plus grand ou plus petit que la valeur du capital constant c , que le coût de production des marchandises représentées par c soit différent de leur valeur. De même 20_v peut s'écarter de sa valeur, lorsque les ouvriers consomment des marchandises dont les coûts de production diffèrent de leurs valeurs, ou en d'autres termes lorsque pour acheter ces marchandises, les ouvriers doivent accomplir plus ou moins de travail qu'il n'en faudrait si les coûts de production étaient égaux aux valeurs.

Ces considérations ne modifient pas nos conclusions quant aux marchandises de composition moyenne. La part de profit qui leur est attribuée est égale à la plus-value qu'elles contiennent. Dans notre capital $80_c + 20_v$, la plus-value est déterminée, moins par les valeurs 80_c et 20_v en elles-mêmes, que par le rapport qui existe entre elles ; elle résulte donc essentiellement de ce que v est égal à $\frac{1}{5}$ et c aux $\frac{4}{5}$ du capital total, et chaque fois qu'il en sera ainsi, la plus-value produite par v sera égale au profit moyen. Mais de ce que la plus-value est égale au profit moyen,



nous avons : coût de production = prix de revient + profit
 $= k + p = k + pl$, c'est-à-dire égal en réalité à la valeur de la marchandise. Dans ce cas, une variation des salaires n'influence pas plus $k + p$ que la valeur de la marchandise, et elle provoque uniquement une variation en sens inverse du taux du profit ; de sorte que si la hausse ou la baisse des salaires détermine une variation des prix des marchandises, il en résulte un taux de profit au-dessus ou au-dessous du niveau des profits dans les autres sphères, tandis que si elle ne modifie pas ce prix, le niveau des taux de profit reste uniforme. Les choses se passent donc en pratique comme si les produits des branches de production de composition moyenne se vendaient à leurs valeurs ; car c'est seulement dans ce cas que, toutes circonstances égales, une variation du salaire provoque une variation inverse du profit, sans entraîner une variation de la valeur des marchandises, et se borne à affecter la grandeur de la plus-value.

III. Causes de compensation pour le capitaliste.

Nous avons dit que la concurrence ramène le profit à un taux uniforme (le taux moyen) dans les différentes branches de production et transforme ainsi les valeurs des produits en coûts de production. Ce phénomène s'accomplit grâce à la migration du capital qui, tout en tenant compte des oscillations qui atteignent le profit dans une même branche par suite de la succession des années grasses et des années maigres, passe continuellement des industries donnant moins de profit à celles qui en rapportent plus. Il en résulte un mouvement oscillatoire du taux du profit dont la résultante tend vers la formation d'un taux uniforme et de même niveau pour toutes les productions.

La migration des capitaux est provoquée en premier lieu par les prix du marché qui élèvent le profit au-dessus ou l'abaissent au-dessous de la ligne moyenne. (Nous faisons abstraction provisoirement du capital commercial, que



nous ne connaissons pas encore et que la spéculation se complait à retirer brusquement en grandes masses de telle branche d'affaires pour la lancer dans telle autre). Cette migration — dans l'industrie, l'agriculture, l'exploitation des mines — ne va pas sans rencontrer de sérieux obstacles, notamment de la part du capital fixe ; d'autant plus que l'expérience apprend que si une industrie, l'industrie cotonnière par ex., rapporte pendant un certain temps des profits extraordinaires, elle en donne de très petits et se trouve même en perte pendant la période suivante, de sorte qu'elle parcourt des cycles dont chacun donne un profit moyen d'importance à peu près égale à celui des autres branches.

Ce que la concurrence ne montre *pas*, ce sont les valeurs qui, cachées derrière les coûts de production, déterminent ceux-ci et dominent la production. Ce qu'elle montre, ce sont : 1° les profits moyens, indépendants de la composition organique du capital dans les diverses sphères de production, indépendants, par conséquent, du quantum de travail vivant approprié par un capital donné dans une exploitation déterminée ; 2° la variation des coûts de production par suite de la variation des salaires, phénomène qui, à première vue, est en contradiction complète avec celui de la valeur relative des marchandises ; 3° les oscillations des prix du marché, ramenant le prix moyen d'une période, non à la *valeur* du marché, mais à un coût de production qui s'en écarte considérablement. Tous ces phénomènes *semblent* contredire aussi bien à la détermination de la valeur par le temps de travail qu'à la nature de la plus-value constituée par le travail non payé. *La concurrence fait donc voir tout sous un faux aspect* : les rapports économiques ont une forme apparente qui diffère considérablement et indique en réalité le contraire de leur constitution interne, et ceux qui en sont les représentants et les agents en ont une conception absolument erronée.

Dès que la production capitaliste est arrivée à un certain développement, l'égalisation des taux du profit ne résulte



plus simplement des mouvements d'attraction et de répulsion que les prix du marché communiquent au capital ; les prix moyens et les prix du marché qui y correspondent étant bien fixés, chaque capitaliste *se rend compte* de ce que l'uniformité de ces prix résulte de la *compensation de certaines différences* et il en tient note dans ses calculs.

L'idée fondamentale est celle du profit moyen, c'est-à-dire que des capitaux d'importance égale doivent donner dans le même espace de temps des profits égaux. Elle se base à son tour sur la conception que le capital engagé dans chaque branche de production doit participer, en raison de son importance, à la plus-value extorquée aux ouvriers par le capital total de la société ; c'est-à-dire que chaque capital ne compte que comme une fraction du capital social et que chaque capitaliste n'est qu'un actionnaire de l'entreprise totale de la société.

C'est d'après cette conception que le capitaliste fait ses comptes et qu'il calcule, par exemple, qu'un capital dont le temps de rotation est plus long, soit parce que son procès de production dure plus longtemps, soit parce que ses produits se vendent sur des marchés plus éloignés, n'a pas moins droit au profit qu'il perd de la sorte et doit le trouver dans un renchérissement correspondant du prix. Il en est de même des capitaux exposés à de grands dangers, ceux placés dans les entreprises maritimes par exemple, bien que les assurances, qui se développent parallèlement à la production capitaliste, aient pour effet de rendre le risque égal pour toutes les industries (voir Corbett), en faisant payer, il est vrai, aux plus dangereuses une prime plus élevée, remboursée par le prix des marchandises. En pratique, toute circonstance qui rend un placement plus favorable et un autre moins favorable (jusqu'à un certain point, tous les placements sont considérés comme également nécessaires) est portée en compte une fois pour toutes comme facteur de compensation et il n'est pas nécessaire que la concurrence intervienne chaque fois pour en justifier l'application. Seulement les capitalistes oublient —



ou plutôt ne voient pas, la concurrence ne le leur montrant pas — que toutes ces causes de compensation portées en compte dans le calcul des prix des différentes branches de production, établissent que tous réclament, avec une égale énergie, une part du butin commun, une part de la plus-value totale en rapport avec leur capital. Parce que le profit qu'ils encaissent est différent de la plus-value qu'ils extorquent à leurs ouvriers, ils se *figurent* que les facteurs de compensation, loin d'égaliser les parts de tous dans la plus-value totale, *créent le profit*, celui-ci ayant simplement pour cause l'économie que chacun d'eux parvient, par un procédé ou l'autre, à réaliser sur le prix de revient.

D'ailleurs, ce qui a été dit au chap. VII sur les idées des capitalistes quant à la source de leur plus-value s'applique également au profit moyen, avec cette seule différence que, pour un prix déterminé des marchandises et une exploitation donnée du travail, les qualités personnelles (habileté, perspicacité, etc.) des capitalistes interviennent pour fixer l'économie qu'ils peuvent réaliser sur le prix de revient.



TROISIÈME PARTIE

LOI TENDANCIELLE DE LA BAISSÉ DU TAUX DU PROFIT

CHAPITRE XIII

LA LOI EN ELLE-MÊME

Le salaire et la journée de travail étant donnés, un capital variable déterminé, un capital de 100 par exemple, correspond à l'emploi d'un nombre déterminé d'ouvriers et est la caractéristique de ce nombre. Supposons que le salaire de 100 ouvriers soit de 100 £ pendant une semaine; si ces ouvriers fournissent autant de surtravail que de travail (c'est-à-dire s'ils travaillent une moitié du temps pour reproduire leur salaire et l'autre moitié pour créer de la plus-value pour le capitaliste), ils produiront une valeur de 200 £, comprenant 100 £ de plus-value. Le taux $\frac{pl}{v}$ de la plus-value sera donc de 100 % et il donnera lieu, ainsi que nous l'avons vu, à des taux de profit p' très différents, suivant l'importance du capital constant c et du capital total C , car le taux du profit est exprimé par $\frac{pl}{C}$



Si $c = 50$ et $v = 100$, on aura, $p' = \frac{100}{150} = 66 \frac{2}{3} \%$

$c = 100$ et $v = 100$, id. $p' = \frac{100}{200} = 50 \%$

$c = 200$ et $v = 100$, id. $p' = \frac{100}{300} = 33 \frac{1}{3} \%$

$c = 300$ et $v = 100$, id. $p' = \frac{100}{400} = 25 \%$

$c = 400$ et $v = 100$, id. $p' = \frac{100}{500} = 20 \%$

Un même taux de plus-value, avec un même degré d'exploitation du travail, donne lieu à un taux de profit allant en décroissant, lorsque la valeur du capital constant et par conséquent la valeur du capital total vont en augmentant.

Si l'on admet que cette variation du capital se manifeste, non-seulement dans quelques industries, mais plus ou moins dans toutes les branches de la production ou du moins dans les plus importantes, de telle sorte que la composition organique du capital social moyen s'en trouve affectée, cet accroissement général du capital constant relativement au capital variable, entraînera nécessairement une *baisse graduelle du taux général du profit*, bien que le taux de la plus-value, c'est-à-dire l'exploitation du travail par le capital, reste invariable. Or, à mesure que la production capitaliste se développe, le capital variable perd en importance relativement au capital constant et au capital total : un même nombre d'ouvriers met en œuvre, grâce au perfectionnement des méthodes de production, une quantité sans cesse croissante de moyens de travail, de matières premières et de matières auxiliaires, c'est-à-dire un capital constant de valeur de plus en plus grande. Cette diminution progressive du capital variable relativement au capital constant et au capital total correspond au perfectionnement de la composition organique du capital social moyen et est l'indice du progrès de la productivité du travail social. Grâce à l'emploi de plus en plus considérable de machines et de capital fixe,



un même nombre d'ouvriers peut mettre en œuvre, dans le même temps, une masse de plus en plus grande de matières premières et auxiliaires. Cette importance croissante de la valeur du capital constant, à laquelle ne correspond nullement une augmentation quantitative des valeurs d'usage, éléments matériels du même capital, entraîne une baisse progressive des prix : chaque produit contient une moindre quantité de travail que dans les stades antérieurs de la production, où le capital avancé pour le travail était plus grand relativement à celui consacré aux moyens de production. La série de chiffres que nous avons établie au commencement de ce chapitre exprime donc la vraie tendance de la production capitaliste, qui est caractérisée par une diminution progressive du capital variable par rapport au capital constant et une baisse correspondante des taux de profit pour des taux de plus-value, (une exploitation du travail) constants ou même croissants. (Nous verrons plus loin que cette baisse est tendancielle et non absolue.) La tendance à une baisse du taux général des profits est donc la *caractéristique capitaliste* du progrès de la productivité du travail social ; ce qui ne veut pas dire que d'autres facteurs ne puissent pas déterminer la baisse des taux de profit, mais ce qui exprime qu'il est de l'essence de la production capitaliste d'entraîner par son développement progressif une transformation du taux de la plus-value en des taux de profit de plus en plus petits. Puisque l'importance du travail vivant diminue continuellement par rapport au travail matérialisé (moyens de production) qu'il met en œuvre, il est évident que la quantité de travail vivant non payé, la quantité de plus-value, doit diminuer continuellement par rapport au capital total. Le rapport entre la plus-value et le capital total étant l'expression du taux du profit, celui-ci doit donc diminuer progressivement.

Autant cette loi paraît simple d'après ce que nous venons de développer, autant il a été impossible, ainsi que nous le montrerons plus loin, aux économistes de la



découvrir. Le phénomène brutal n'échappa pas à leurs observations ; mais toutes les tentatives qu'ils firent pour l'expliquer échouèrent. Et cependant la loi que nous avons énoncée a une importance capitale pour la production capitaliste, au point que l'on peut dire qu'elle est le problème dont la solution a occupé toute l'économie politique depuis Ad. Smith et qui a servi de base à la ligne de démarcation entre les différentes écoles. Il devait en être nécessairement ainsi, si l'on considère que jusqu'aujourd'hui l'économie politique n'était pas parvenue à formuler en termes précis la différence entre le capital constant et le capital variable, à distinguer la plus-value du profit, à concevoir le profit en lui-même indépendamment des différentes formes (profit industriel, profit commercial, intérêt, rente) qu'il revêt, à observer à fond les différences qui se présentent dans la composition organique des capitaux et à analyser la formation du taux général du profit.

C'est à dessein que nous formulons la loi avant de procéder à l'étude des différentes catégories de profits ; nous démontrerons ainsi qu'elle est indépendante de ces subdivisions. Le profit, tel que nous l'étudions en ce moment, n'est que la plus-value sous un autre nom, la plus-value rapportée au capital total au lieu de l'être au capital variable qui lui a donné naissance ; la baisse du taux du profit n'est donc que la baisse du rapport de la plus-value au capital total et elle est indépendante de toute subdivision de la plus-value en catégories.

Nous avons vu que lorsque le développement capitaliste est arrivé à un stade où la composition du capital répond à la formule $c : v = 50 : 100$, un taux de plus-value de 100 % s'exprime par un taux de profit de $66 \frac{2}{3} \%$, et que lorsque le développement est arrivé à un stade plus élevé, exprimé par la formule $c : v = 400 : 100$, le même taux de la plus-value correspond à un taux de profit de 20 % seulement. Ce que nous avons constaté de la sorte pour des capitaux d'un même pays, arrivés à des stades



différents de développement, s'applique évidemment aux situations relatives de différents pays inégalement avancés au point de vue de la production capitaliste ; et c'est ainsi que dans le pays le moins développé, le taux général du profit s'élève à $66 \frac{2}{3} \%$, alors qu'il n'est plus que de 20% dans un pays beaucoup plus avancé.

Cette différence entre les taux de profit d'une nation à l'autre peut s'effacer et même devenir inverse, lorsque le travail est moins productif dans le pays le moins développé, c'est-à-dire lorsqu'une plus grande quantité de travail y produit une quantité moindre de marchandises et qu'une plus grande quantité de valeurs d'échange y est représentée par une moindre quantité de valeurs d'usage. Dans pareil pays l'ouvrier devrait donner une plus grande partie de son temps de travail à la reproduction de ses moyens de subsistance et consacrer une moindre partie à la production de plus-value, ce qui aurait pour conséquence de faire baisser le taux de cette dernière.

Si, par exemple, dans le pays le moins développé l'ouvrier travaillait $\frac{2}{3}$ de la journée pour lui-même et $\frac{1}{3}$ pour le capitaliste, sa force de travail, dans l'exemple précédent, serait payée $133 \frac{1}{3}$ et ne laisserait qu'un excédent de $66 \frac{2}{3}$. Au capital variable de $133 \frac{1}{2}$ correspondrait un capital constant de 50, d'où un taux de plus-value de $\frac{133 \frac{1}{3}}{66 \frac{2}{3}} = 50 \%$ et un taux de profit de $\frac{183 \frac{1}{3}}{66 \frac{2}{3}} = 36 \frac{1}{2} \%$ environ.

Comme nous n'avons pas encore étudié les différentes parties du profit et que, par conséquent, elles n'existent pas encore pour nous, notons ce qui suit pour éviter des malentendus : lorsque l'on compare des pays inégalement développés — surtout lorsque l'on met en parallèle un pays de production essentiellement capitaliste avec un autre où le travail n'est pas encore formellement subordonné au capital, mais où le travailleur est réellement exploité par le capitaliste (tel, par exemple, l'Inde où le ryot, pas encore asservi au capital, travaille en paysan

indépendant et se voit extorquer par l'usurier, sous forme d'intérêt, non-seulement tout son surtravail, mais une part de son salaire) — il est absolument inexact d'apprécier le taux national du profit d'après le taux national de l'intérêt. Dans les pays peu développés l'intérêt englobe tout le profit et même davantage, tandis que dans les pays développés au point de vue capitaliste, il ne représente qu'une partie de la plus-value et par conséquent du profit. Dans ces derniers, le taux de l'intérêt se détermine avant tout par des éléments (avances de l'usurier aux grands propriétaires) qui n'ont rien à voir avec le profit et il exprime seulement quelle est la part prélevée par l'usurier sur la rente foncière.

Lorsque l'on compare deux pays inégalement développés au point de vue capitaliste (dans lesquels le capital a des compositions organiques différentes), il peut se présenter que le taux de la plus-value (l'un des facteurs du taux du profit) soit le plus élevé dans le pays ayant la journée normale de travail la plus courte. Si, par exemple, par suite de l'intensité plus forte du travail, la journée de 10 heures en Angleterre équivaut à la journée de 14 heures en Autriche, il se peut que 5 heures de surtravail de l'ouvrier anglais représentent sur le marché mondial une valeur plus grande que 7 heures de surtravail de l'ouvrier autrichien ; sans compter qu'en Angleterre, le surtravail peut-être fourni par une plus grande partie de la journée qu'en Autriche.

On peut également exprimer comme suit la tendance à la baisse du taux du profit correspondant à un taux de plus-value restant constant ou allant même en augmentant : Une fraction de plus en plus grande du capital moyen de la société se convertit en moyens de travail tandis que une fraction de plus en plus petite est consacrée au travail vivant. Il en résulte que le travail vivant ajouté aux moyens de travail diminue sans cesse relativement à ceux-ci et que la valeur du travail non payé devient de moins en moins grande par rapport à la valeur du capital total. On peut dire aussi : une partie de plus en plus petite du capi-



tal total est convertie en travail vivant. Le capital total absorbe, par conséquent, une quantité de surtravail de plus en plus petite eu égard à son importance, bien qu'en même temps puisse s'accroître le rapport de la partie non payée à la partie payée du travail. Cette diminution du capital variable relativement au capital constant alors que tous les deux augmentent en valeur absolue, n'est qu'une autre expression de la productivité croissante du travail.

Considérons un capital de 100, ayant la composition $80_c + 20_v$ et occupant 20 ouvriers; le taux de la plus-value étant de 100 %, ces ouvriers travaillent une demi-journée pour eux et une demi-journée pour le capitaliste. Considérons, dans un pays moins développé, un capital $20_c + 80_v$ occupant 80 ouvriers, travaillant $\frac{2}{3}$ de la journée pour eux et $\frac{1}{3}$ pour le capitaliste. Les ouvriers du premier pays produiront une valeur de 40; ceux du second une valeur de 120. Le produit du premier capital est $80_c + 20_v + 20_{pl} = 120$, d'où un taux de profit de 200 %; le produit du second est $20_c + 80_v + 40_{pl} = 140$, soit un taux de profit de 400 %. Le taux du profit est donc deux fois plus grand dans le second pays que dans le premier, bien que le taux de la plus-value soit deux fois plus élevé dans le premier (100 %) que dans le second (50 %). C'est que le capital a la même valeur dans les deux pays, mais que dans le premier il s'approprie le surtravail de 20 ouvriers seulement, tandis qu'il s'empare de celui de 80 dans le second.

La loi de la baisse progressive du taux du profit ou de l'appropriation décroissante de la plus-value eu égard à la quantité de travail matérialisé mis en œuvre par le travail vivant, n'exclut point l'accroissement absolu du travail occupé et exploité par le capital social, ni l'accroissement absolu du surtravail approprié par ce capital; elle n'empêche pas non plus que les masses de travail et de surtravail asservies aux capitaux individuels aillent en croissant, ni même que le surtravail augmente alors que le nombre de travailleurs reste constant.



Soit une population ouvrière de deux millions, ayant une journée de travail de longueur et d'intensité données, jouissant d'un salaire déterminé et présentant, par conséquent, un rapport donné entre le travail nécessaire et le surtravail. Le travail de ces deux millions d'ouvriers et leur surtravail, source de plus-value, produiront constamment la même valeur. Le rapport de cette dernière au capital constant (fixe et circulant) diminuera à mesure que se produira un accroissement de ce dernier et cette diminution, qui sera accompagnée de la baisse du taux du profit, aura lieu bien que le travail vivant mis en œuvre reste le même et que la même somme de surtravail soit absorbée par le capital. Ce rapport se modifie, non parce que le travail vivant diminue, mais parce que le travail matérialisé mis en œuvre par le travail vivant augmente. Sa diminution est relative, non absolue, et elle est indépendante de la somme absolue de travail et de surtravail. La baisse du taux du profit résulte, non d'une diminution absolue, mais d'une diminution relative de la partie variable du capital total.

Ce que nous venons de dire de la quantité de travail et de surtravail s'applique à l'augmentation du nombre des travailleurs et, par conséquent, dans les limites de notre hypothèse, à l'accroissement du travail vivant en général et du surtravail en particulier. Supposons que la population ouvrière s'élevant de 2 à 3 millions, le capital variable avancé pour les salaires monte de 2 à 3 millions et que le capital constant passe de 4 à 15 millions. La quantité de plus-value augmentera de moitié, étant données les circonstances que nous avons admises (constance de la journée de travail et du taux de la plus-value), et elle s'élèvera à 3 millions. Le rapport du capital variable au capital constant qui était $\frac{2}{4}$ deviendra $\frac{3}{15}$, et le rapport de la plus-value au capital total sera le suivant pour chacun des cas :

$$\text{I. } 4_c + 2_v + 2_{pl}; C = 6, p' = 33 \frac{1}{3} \text{ } \%. \quad .$$

$$\text{II. } 15_c + 3_v + 3_{pl}; C = 18, p' = 16 \frac{2}{3} \text{ } \%.$$



Par conséquent, bien que la plus-value ait augmenté de moitié, le taux du profit a baissé et il n'est plus que la moitié de ce qu'il était précédemment. Le profit étant la plus-value rapportée au capital de la société, sa grandeur absolue, considérée au point de vue social, est égale à la grandeur absolue de la plus-value ; elle a par conséquent subi une augmentation de 50 0/0, bien que l'expression de son rapport au capital total, c'est-à-dire le taux général du profit, ait diminué considérablement. La baisse progressive du taux du profit *peut* donc se produire alors même qu'il y a augmentation du nombre des ouvriers occupés, accroissement de la quantité absolue de travail mis en œuvre et de surtravail accaparé par le capital, extension de la quantité absolue de plus-value et de profit recueillis. Et non seulement il *peut* en être ainsi, mais, à part les oscillations passagères, il *doit* en être ainsi en régime capitaliste.

Le procès capitaliste de production est de par sa nature un procès d'accumulation. Nous avons vu qu'à mesure que la production capitaliste progresse, la valeur qui devrait être simplement reproduite et conservée augmente par suite de la productivité croissante du travail, alors même que la quantité de travail mise en œuvre reste constante. A plus forte raison s'accroissent la production quantitative de valeurs d'usage et avec elle la quantité de moyens de production. Le travail supplémentaire nécessaire pour reconvertir en capital cette richesse supplémentaire dépend, non de la valeur, mais de la quantité des moyens de production (y compris les subsistances), car dans le procès de travail c'est la valeur d'usage et non la valeur des moyens de production qui intéresse l'ouvrier. Or, l'accumulation du capital et la concentration capitaliste qui l'accompagne, sont des facteurs matériels de l'extension de la productivité, laquelle ne va pas sans l'accroissement de la population ouvrière, sans la création d'une masse de travailleurs correspondant au capital supplémentaire et dépassant sans cesse les besoins, par conséquent



sans une surpopulation ouvrière. Lorsque le capital supplémentaire est momentanément en excès par rapport à la population ouvrière, il se produit une augmentation des salaires qui pousse à l'accroissement de la population ouvrière, en facilitant les mariages et en diminuant la mortalité ; cette influence est renforcée par l'application de nouvelles méthodes de création de plus-value (extension et perfectionnement du machinisme) qui hâtent la formation d'une surpopulation artificielle, allant en s'amplifiant à mesure que la misère — en régime capitaliste la misère pousse à la reproduction — qui en est la conséquence devient plus considérable. L'accumulation capitaliste (qui n'est qu'un aspect de la production capitaliste) n'accroît donc pas seulement la quantité de moyens de production devant être convertis en capital ; elle provoque en même temps une extension de la population ouvrière en rapport avec l'augmentation des moyens de production et parfois en excès sur elle.

Le développement de la production et de l'accumulation capitalistes entraînent donc nécessairement du surtravail qui peut être approprié et qui l'est en réalité, par conséquent une augmentation de la valeur absolue du profit accaparé par le capital social. Mais ces mêmes lois de la production et de l'accumulation font croître la *valeur* du capital constant plus rapidement que celle du capital variable, et c'est ainsi que tout en attribuant au capital social une quantité de profit plus considérable, elles déterminent la baisse du taux du profit.

Nous faisons abstraction en ce moment de ce que le développement de la production capitaliste et l'accroissement de la productivité du travail social qui en résulte, ont pour conséquence de faire correspondre à une même valeur une quantité sans cesse croissante de valeurs d'usage et de jouissance.

A mesure que se développent la production et l'accumulation capitalistes, le procès du travail prend des proportions plus considérables et exige, dans chaque entreprise,



des avances de capital de plus en plus grandes. Ce développement a donc comme condition et comme résultat une concentration croissante des capitaux, accompagnée, mais dans une proportion moindre, d'une augmentation du nombre des capitalistes ; il entraîne nécessairement une expropriation progressive des producteurs plus ou moins immédiats. Chaque capitaliste occupant ainsi une masse d'ouvriers de plus en plus considérable (bien que son capital variable diminue par rapport à son capital constant), il en résulte que la somme de plus-value (de profit) qu'il recueille augmente malgré la baisse du taux du profit. Les mêmes causes qui ramènent les armées ouvrières sous les ordres de quelques capitalistes accentuent sans cesse la disproportion entre la masse de capital fixe, de matières premières et de matières auxiliaires et la masse de travailleurs qui les mettent en œuvre.

Nous pouvons nous borner à signaler que la population ouvrière restant constante, tout accroissement du taux de la plus-value, qu'il résulte d'une prolongation ou d'une intensification de la journée de travail ou d'une baisse de la valeur du salaire par suite de la productivité croissante du travail, doit entraîner une augmentation de la plus-value et de la quantité absolue de profit, bien que le capital variable diminue relativement au capital constant.

L'accroissement de la productivité du travail social, l'intervention décroissante du capital variable dans le capital total, l'accumulation de capital, base du développement continu de la productivité et de la décroissance relative du capital variable, marchent donc de pair, à part des oscillations transitoires, avec l'extension continue de la force de travail mise en œuvre et l'accroissement de la valeur absolue de la plus-value et du profit.

Quelle forme devra revêtir cette double loi de la diminution du *taux* et de l'augmentation *absolue* du profit, se présentant simultanément et résultant des mêmes causes, en admettant, ainsi que nous l'avons fait, que la quantité de surtravail (plus-value) appropriée augmente et qu'au



point de vue du capital total (ou d'un capital isolé considéré comme une fraction du capital total) le profit et la plus-value soient identiques ?

Considérons un capital de 100, ayant la composition du capital social moyen, soit, par ex., $80_c + 20_v$. Nous avons vu, dans la deuxième partie de ce volume, que le taux moyen du profit dépend, non de la composition particulière du capital d'une branche de production, mais de la composition moyenne du capital social. Nous avons vu également que si dans un capital de 100 le capital variable diminue relativement au capital constant, le taux du profit baisse, lorsque le degré d'exploitation du travail augmente ou reste invariable et qu'en même temps diminue la grandeur relative de la plus-value, c'est-à-dire son importance par rapport au capital total de 100. Et non seulement il y a diminution de la grandeur relative de la plus-value, mais également de sa grandeur absolue et du profit tombant en partage à ce capital de 100. Le taux de la plus-value étant de 100 %, un capital $60_c + 40_v$ produit 40 de plus-value, un capital $70_c + 30_v$ en donne 30 et un capital $80_c + 20_v$ en fournit 20. La plus-value décroît d'un capital à l'autre, parce que pour un même capital de 100 le travail vivant mis en œuvre va en décroissant et que par conséquent le surtravail, le degré d'exploitation étant le même, suit la même régression. Dans toute partie aliquote du capital social (du capital de composition moyenne) prise comme base pour la détermination de la plus-value — et c'est ainsi qu'on calcule toujours le profit — la baisse relative de la plus-value coïncide avec sa baisse absolue. Dans nos exemples, les taux du profit doivent être respectivement de 40 %, de 30 % et de 20 %, parce que les quantités absolues de plus-value et par suite de profit sont respectivement de 40, de 30 et de 20, et que ces quantités sont produites par un même capital de 100. Cette régression du taux du profit résulte, ainsi que nous l'avons démontré, de ce que nous avons considéré des capitaux à des stades différents du développement de la production capitaliste.



Les mêmes causes qui déterminent, pour un capital donné, une diminution absolue de la plus-value et du profit et par conséquent une baisse du taux du profit, entraînent une augmentation de la quantité de plus-value et de profit appropriée par le capital social (c'est à-dire par l'ensemble des capitalistes). Comment cela peut-il et doit-il se produire ? Qu'y a-t-il au fond de cette apparente contradiction ?

Si une partie aliquote $= 100$ du capital social (un capital de 100 ayant la composition sociale moyenne) est une grandeur donnée et si par conséquent pour elle une diminution du taux du profit correspond à une diminution absolue de ce dernier, il n'en est pas de même du capital total de la société, ni du capital d'un capitaliste quelconque, qui sont au contraire des grandeurs variables et qui, d'après ce que nous avons admis, doivent varier en raison inverse de la diminution du capital variable qui en fait partie.

Dans l'exemple précédent, le capital $60_c + 40_v$ produisait 40 de plus-value ou de profit, d'où un taux de profit de 40 %. Si le capital total de la société correspondant à cette composition moyenne avait été d'un million, la plus-value et le profit se seraient élevés à 400.000. Plus tard la composition s'est modifiée et est devenue $80_c + 20_v$; comme le degré d'exploitation du travail est resté le même, la plus-value ou le profit n'a plus été que de 20 par 100 de capital. Mais nous avons démontré que la quantité absolue de plus-value augmente malgré la diminution du taux du profit. Supposons donc qu'au lieu d'être de 400.000 elle se soit élevée à 440.000. Il ne pourra en être ainsi que pour autant que le capital total ait été l'objet d'une augmentation correspondante et qu'il soit devenu 2.200.000. Le capital total aura par conséquent augmenté de 220 %, pendant que le taux du profit baissait de 50 %. Si le capital s'était simplement dédoublé, il n'aurait produit, au taux de 20 %, que la plus-value et le profit donnés par l'ancien capital exploité au taux de 40 %. S'il avait augmenté de moins du double, il aurait produit moins de plus-value et



de profit que le capital de 1.000.000 qui, en conservant sa composition, n'aurait dû passer de 1.000.000 qu'à 1.100.000 pour donner 440.000 de plus-value au lieu de 400.000.

Nous retrouvons ici la loi que nous avons développée précédemment, en vertu de laquelle une diminution relative du capital variable, c'est-à-dire une augmentation de la productivité du travail social, a pour condition une augmentation continue du capital total, la quantité de force de travail restant constante. A mesure que s'étend la production capitaliste, se marque la possibilité de l'existence d'une population ouvrière relativement surabondante, résultant non d'une *diminution* mais d'une *augmentation* de la productivité du travail, non d'une disproportion entre le travail et les subsistances ou les moyens de les produire; mais d'une disproportion entre l'accroissement progressif du capital et de la diminution relative de sa demande d'ouvriers.

Lorsque le taux du profit tombe de 50 $\%$, la quantité de profit ne peut être maintenue que pour autant que le capital soit doublé; car elle ne peut rester constante lorsque le taux du profit diminue que pour autant que le capital augmente en raison directe de la baisse du taux. Lorsque le taux du profit tombe de 40 à 20, le capital total doit augmenter de 20 à 40 pour que la quantité de profit reste la même; de même lorsque le taux du profit tombe de 40 à 8, le capital doit augmenter de 8 à 40. Un capital de 1.000.000 à 40 $\%$ et un capital de 5.000.000 à 8 $\%$ donnent tous les deux 400.000. La quantité de profit ne pourrait augmenter que si le capital s'accroissait plus que proportionnellement à la baisse du taux du profit, ce qui revient à dire que le capital variable, tout en intervenant pour une part plus petite dans le capital total, ne peut augmenter d'une manière absolue que pour autant que le capital total subisse une augmentation relative plus considérable que la diminution relative du capital variable; cette augmentation du capital total doit être telle que la fraction de sa composition nouvelle affectée à l'achat de la force de travail



soit plus grande que l'ancien capital variable. Un capital total de 100 dans lequel le capital variable tombe de 40 à 20, doit atteindre une valeur supérieure à 200 pour pouvoir employer plus de 40 comme capital variable.

Si même la population ouvrière restait constante et que seules la longueur et l'intensité de la journée de travail augmentaient, le capital total devrait s'accroître ; car il doit déjà le faire pour employer l'ancienne quantité de travail dans les anciennes conditions, lorsque sa composition change.

En régime capitaliste, le progrès de la productivité du travail se traduit donc par une tendance à la baisse du taux du profit et par l'augmentation de la quantité absolue de plus-value et de profit, de telle sorte que le capital variable et le profit augmentent en valeur absolue pendant qu'ils diminuent en valeur relative. Ce double effet ne peut se manifester, ainsi que nous l'avons dit, que pour autant que l'accroissement du capital total soit plus rapide que la baisse du taux du profit. Un capital variable devenu plus grand ne peut fonctionner avec un capital total dont la composition a atteint un degré plus élevé ou qui comporte un capital constant agrandi, que pour autant que la grandeur du capital total se soit accrue plus que proportionnellement au progrès de sa composition. Il s'ensuit qu'à mesure que la production capitaliste se développe, le capital nécessaire pour mettre en œuvre une force de travail déterminée devient plus considérable ; c'est pour cette raison qu'en régime capitaliste, les progrès de la productivité du travail entraînent nécessairement l'existence permanente d'une surpopulation ouvrière apparente. Si au lieu d'intervenir pour la moitié, comme dans notre hypothèse précédente, le capital variable n'intervient plus que pour $\frac{1}{6}$ dans le capital total, il faudra, pour que la même force de travail soit mise en œuvre, que le capital total soit triplé et il devra être sextuplé si l'on veut qu'il occupe deux fois plus de travail.

Ne parvenant pas à trouver une explication de la loi de la baisse du taux du profit, l'Economie politique s'est con-



solée en invoquant l'accroissement absolu du profit, tant pour le capitaliste isolé que pour le capital de la société ; elle n'a mis en avant que des probabilités et des lieux communs vulgaires.

Dire que le profit a pour facteurs le taux du profit d'une part et la grandeur du capital d'autre part, c'est énoncer une tautologie. Dire ensuite qu'il est possible que le profit augmente alors que le taux du profit diminue, n'avance guère, car il est tout aussi possible que le capital s'accroisse sans que le profit augmente et même lorsqu'il diminue. 100 à 25 % donnent 25 tandis que 400 à 5 % ne donnent que 20. (1) Mais si l'on considère que les mêmes causes qui font baisser le taux du profit accélèrent l'accumu-

(1) « On serait ainsi porté à croire que, quelle que soit la diminution des profits du capital occasionnée par l'accumulation des capitaux consacrés à la terre et par la hausse des salaires, la somme totale des profits doit cependant augmenter. Supposons que par l'accumulation renouvelée souvent d'un capital de 100.000 £. le taux des profits tombe successivement de 20 à 19, à 18, à 17 pour cent, toujours en diminuant, on croirait que la somme totale des profits retirés par les possesseurs de ces capitaux successifs, doit toujours être progressive, et qu'elle sera plus forte lorsque le capital est de 200.000 £ que quand il n'est que de 100.000 £, et plus forte encore quand il est de 300.000 £, en continuant ainsi à augmenter, quoique dans une proportion moindre, par suite de toute nouvelle augmentation de capital. Cette progression, cependant, n'est exacte que pendant un certain temps ; car 19 pour cent sur 200.000 £ sont plus que 20 pour cent sur 100.000 £ ; et 18 pour cent sur 300.000 £ sont plus que 19 pour cent sur 200.000 £. Mais lorsqu'une grande somme de capital a été déjà accumulée et que les profits ont baissé, une nouvelle accumulation diminue la somme totale des profits. Supposons, par exemple, que l'accumulation soit de 1.000.000 £ et les profits de 7 pour cent, la totalité des profits montera à 70.000 £ ; qu'on ajoute ensuite à ce million un capital de 100.000 £ et que les profits baissent à 6 pour cent, les capitalistes ne recevront plus que 66.000 £, c'est-à-dire 4000 £ de moins, quoique le capital se trouve porté de 1.000.000 £ à 1.100.000 £ » (Ricardo, *Principes de l'Economie politique*, Chap. VI, dans les Œuvres complètes, Edition Guillaumin, 1847, p. 95 et 96).

En effet, Ricardo admet ici que le capital augmente de 1.000.000 à 1.100.000 c'est-à-dire de 10 %, tandis que le taux du profit tombe de 7 à 6, c'est-à-dire de $14\frac{2}{7}\%$. *Hinc illae lacrimae.*



lation, c'est-à-dire la formation de capitaux nouveaux, et que chaque capital nouveau met en œuvre de nouvelles quantités de travail et augmente la production de plus-value ; si, d'autre part, on tient compte de ce que toute baisse du taux du profit implique un accroissement du capital constant et par conséquent du capital total, le procès cesse d'être mystérieux. On verra plus tard comment on fausse intentionnellement les calculs pour cacher les augmentations absolues du profit coïncidant avec des diminutions du taux du profit.

Nous avons montré que les mêmes causes qui tendent à faire baisser le taux général du profit, déterminent une accélération de l'accumulation de capital et, par conséquent, un accroissement de la quantité absolue de surtravail (de plus-value, de profit). De même que tout paraît renversé dans la concurrence, ou plus exactement dans la conscience des agents de la concurrence de même les facteurs qui, selon cette loi, sont en concordance, semblent en apparence être en contradiction. Il est manifeste que, dans les conditions énoncées plus haut, un capitaliste disposant d'un grand capital doit réaliser plus de profit qu'un petit capitaliste, dont les profits sont élevés en apparence. L'observation la plus superficielle montre en outre que dans certaines circonstances le grand capitaliste tire parti de cette situation et réduit intentionnellement le taux de son profit, en temps de crise par exemple, pour se tailler de la place sur le marché et en expulser les petits. C'est avant tout le capital commercial, dont nous nous occuperons plus loin en détail, qui présente ces phénomènes, qui font apparaître la baisse du profit comme une conséquence de l'agrandissement de l'entreprise et du capital ; nous donnerons plus tard l'expression scientifique véritable de cette fausse conception.

On en arrive à des conclusions tout aussi superficielles lorsque l'on compare les taux de profit dans différentes branches d'affaires, soumises les unes à la libre concurrence, les autres au monopole. Toute la vulgarité de pen-



sée des agents de la concurrence se retrouve chez notre Roseher, lorsqu'il dit que la réduction du taux du profit est « plus humaine et plus sage ». La baisse du taux du profit apparaît ici comme une *conséquence* de l'augmentation du capital et du calcul du capitaliste, attendant de cette baisse une augmentation de la valeur absolue de son profit. Chez tous, sauf chez A. Smith dont nous parlerons plus loin, ces idées ont pour base une ignorance complète de la nature du taux général du profit et cette conception bizarre que les prix sont faits en réalité par l'addition d'un profit plus ou moins arbitraire à la valeur réelle des marchandises. Quelles que singulières que soient ces idées, elles résultent cependant nécessairement de l'intervention apparente que la concurrence communique aux lois immanentes de la production capitaliste.

La loi en vertu de laquelle la baisse du taux du profit provoquée par le développement de la productivité est accompagnée d'une augmentation absolue du profit, a également pour conséquence que toute baisse des prix des marchandises issues de la production capitaliste ne va pas sans une augmentation relative des profits qui y sont contenus et qui sont réalisés par leur vente.

Par suite du développement de la force productive et des progrès correspondants de la composition du capital, une quantité de plus en plus grande de moyens de production est mise en œuvre par une quantité de plus en plus petite de travail ; il en résulte que chaque fraction du produit total, chaque marchandise absorbe moins de travail vivant et contient moins de travail matérialisé, que l'on considère ce dernier comme provenant de l'usure du capital fixe ou qu'on l'envisage comme provenant des matières premières et auxiliaires mises en œuvre. Chaque marchandise contenant ainsi moins de travail passé (fourni par les moyens de production) et moins de travail présent (vivant),



son prix diminue nécessairement. Cependant la quantité de profit qu'elle représente peut augmenter, et il suffit pour cela que le taux de la plus-value absolue ou relative augmente ; la marchandise contiendra, il est vrai, moins de travail nouveau, mais la fraction non payée de celui-ci aura augmenté par rapport à la fraction payée. Pareille conséquence ne se constate cependant que dans certaines limites. En effet, la diminution — cette diminution s'accroît — de plus en plus à mesure que la production se développe — de la quantité de travail vivant incorporé à chaque marchandise est accompagnée d'une diminution de la quantité de travail non payé, quel que soit l'accroissement de cette dernière relativement à la quantité de travail payé. Sous l'action des progrès de la productivité du travail, le profit correspondant à chaque marchandise diminue considérablement malgré l'accroissement du taux de la plus-value ; et cette diminution (de même que la baisse du taux du profit) n'est ralentie que par la dépréciation des éléments du capital constant et l'action des autres facteurs, dont nous nous sommes occupés dans la première partie de ce volume, qui poussent à l'accroissement du taux du profit alors que le taux de la plus-value reste constant ou même est en décroissance.

Dire que le prix des marchandises dont l'ensemble constitue le produit total diminue, c'est dire qu'une même quantité de travail est incorporée à une quantité plus grande de marchandises ou que chaque marchandise prise isolément contient moins de travail qu'auparavant ; ce cas se présente même lorsque le prix d'une partie seulement du capital constant augmente, par exemple, le prix des matières premières. A part quelques exceptions (comme lorsque la production du travail diminue dans une même mesure tous les éléments du capital constant et du capital variable), le taux du profit baisse malgré l'élévation du taux de la plus-value : 1^o lorsque le travail vivant nécessaire étant devenu moindre, la fraction non payée de ce travail, bien que représentant une partie plus considérable de ce dernier,



est plus petite qu'auparavant ; 2° lorsque le capital ayant atteint une composition plus élevée, ce progrès a pour conséquence de faire diminuer, dans chaque marchandise, la fraction de la valeur représentant le travail vivant par rapport à l'autre fraction représentant les matières premières, les matières auxiliaires et l'usure du capital fixe.

Cette modification du rapport des éléments du prix de chaque marchandise exprime une diminution du capital variable par rapport au capital constant, et comme cette diminution est absolue pour une quantité donnée (100 par exemple) de capital, elle est aussi absolue pour toute marchandise considérée comme une fraction du capital reproduit. Cependant, si l'on calculait le taux du profit d'après les éléments des prix de chaque marchandise prise isolément, on s'écarterait sensiblement du taux réel et cela pour la raison suivante :

[Le taux du profit est calculé d'après la totalité du capital employé, mais seulement pour une période déterminée, qui est d'un an en pratique ; il est égal au quotient, rapporté à 100, de la plus-value (du profit) réalisée en un an divisée par le capital total. Il n'est donc pas nécessairement égal au taux qui serait calculé, non pour un an, mais pour une période de rotation ; les deux taux ne sont égaux que lorsque la période de rotation est exactement d'un an.

Le profit réalisé pendant un an est la somme des profits pendant cette année sur les marchandises produites et vendues. Si nous calculons le profit par rapport au prix de revient, nous trouvons que le taux est exprimé par $\frac{p}{K}$

expression dans laquelle p représente le profit réalisé pendant l'année et K la somme des prix de revient des marchandises produites et vendues pendant la même période.

Il saute aux yeux que le taux $\frac{p}{K}$ ne peut être égal à $\frac{p}{C}$, le taux réel du profit (le profit total divisé par le capital total), que pour autant que l'on ait $K = C$, c'est-à-dire que le capital fasse une rotation par an.



Considérons un capital industriel dans trois situations différentes :

I. Un capital de 8000 £ produit et vend annuellement 5000 pièces de marchandises, à raison de 30 sh. la pièce ; d'où une rotation annuel de 7500 £. Le profit sur chaque pièce étant de 10 sh. (soit 2500 £ sur les 5000 pièces produites en une année), chaque pièce contient 20 sh. de capital et 10 sh. de profit, ce qui conduit à un taux de profit de $\frac{10}{20} = 50\%$. La somme de 7500 £, en rotation pendant une année, se décompose en 5000 £ de capital et 2500 £ de profit, d'où pour la rotation, un taux $\frac{P}{K}$ du profit s'élevant également à 50 %. Par contre le taux de profit $\frac{P}{C}$ calculé sur le capital total est de $\frac{2500}{8000} = 31 \frac{1}{4}\%$.

II. Le capital est maintenant de 10.000 £ et par suite d'une productivité plus grande du travail, il produit annuellement 10.000 pièces, au prix de revient de 20 sh. ; il les vend à 24 sh., faisant un profit de 4 sh. par pièce. Le prix du produit annuel est donc de 12.000 £, dont 10.000 de capital et 2000 de profit. Le profit $\frac{P}{K}$ est maintenant de $\frac{4}{20} = 20\%$ par pièce et de $\frac{2000}{10.000}$, c'est-à-dire également de 20 % pour la rotation annuelle ; et comme le capital total (10.000 £) est égal à la somme des prix de revient, $\frac{P}{C}$, le véritable taux du profit est également de 20 %.

III. La productivité croissante du travail a entraîné une augmentation du capital ; celui-ci s'élève maintenant à 15.000 £ et produit annuellement 30.000 pièces, au prix de revient de 13 sh. Ces pièces sont vendues avec 2 sh. de profit, soit à 15 sh. La rotation annuelle est donc de $30.000 \times 16 \text{ sh.} = 225.000 \text{ £}$, dont 19.500 de capital et 3000 de profit, et nous avons :

$$\frac{P}{K} = \frac{2}{13} = \frac{3.000}{19.500} = 15 \frac{5}{13}\% ; \quad \frac{P}{C} = \frac{3.000}{15.000} = 20\%.$$



Nous voyons donc que c'est uniquement dans le cas II, où le capital en rotation est égal au capital total, que le taux du profit par pièce ou par rotation est le même que le taux calculé d'après le capital total. Dans le cas I, où la somme en rotation est plus petite que le capital total, le taux du profit calculé par rapport au prix de revient est plus élevé, et dans le cas III, où le capital total est plus petit que la somme en rotation, ce taux est plus bas que le véritable taux du profit calculé par rapport au capital total. Il en est ainsi d'une manière générale.

Dans la pratique commerciale, la rotation est souvent calculée inexactement. On admet que le capital a fait une rotation dès que la somme des prix des marchandises vendues est égale au capital avancé ; cependant le *capital* n'a fait une rotation complète que lorsque la somme des *prix de revient* des marchandises vendues est égale au capital avancé. — F. E.]

Nous voyons ici une fois de plus combien il est important, dans la production capitaliste, de considérer une marchandise ou le produit d'une période, non pas isolément comme une simple marchandise, mais comme un produit en rapport à la fois avec un capital qui a été avancé pour l'obtenir et avec le capital total de la branche de production à laquelle il appartient.

Bien que le *taux* du profit doive être calculé en rapportant la plus-value réalisée, non à la partie de capital qui a été consommée et qui réapparaît dans la marchandise, mais à cette partie augmentée de celle qui a été employée sans être consommée et qui, pour cette raison, continue à fonctionner dans la production, il n'est pas moins vrai que la *quantité du profit* ne peut être égale qu'à la plus-value contenue dans la marchandise et réalisée par la vente.

Lorsque la productivité de l'industrie s'accroît, le prix des marchandises tombe ; elles contiennent moins de travail payé et non payé. Si, par exemple, le même travail fabrique trois fois plus de produits, chaque marchandise contient $\frac{2}{3}$ de travail en moins et, comme le profit



est une fraction du travail contenu dans la marchandise, il doit diminuer par unité de marchandise, même, du moins dans certaines limites, lorsque le taux de la plus-value augmente. Dans tous les cas, le profit sur le produit total ne tombe pas au-dessous de son quantum originaire aussi longtemps que le capital emploie le même nombre d'ouvriers, exploités au même degré. (Le même résultat est obtenu quand on emploie moins d'ouvriers exploités à un degré plus élevé.) En effet, la quantité des produits augmente dans la même proportion que tombe le profit par unité de produit. Ce profit resté le même se répartit maintenant autrement sur les marchandises, ce qui ne change rien à la répartition, entre ouvriers et capitalistes, de la valeur ajoutée par le travail vivant. La somme de profit ne peut augmenter que si le surtravail non payé augmente, la quantité de travail restant la même, ou si le nombre des ouvriers devient plus considérable, le degré d'exploitation du travail restant invariable, ou par ces deux causes à la fois. Dans tous ces cas — qui, selon notre hypothèse, supposent l'accroissement du capital constant par rapport au capital variable et l'accroissement du capital total — chaque marchandise contient moins de profit et le taux du profit baisse même par marchandise ; un même quantum de travail correspond à une quantité plus grande de marchandise et chaque marchandise coûte moins cher. Considérée d'une manière abstraite, la baisse du prix de la marchandise par suite d'une augmentation de la productivité (qui entraîne une augmentation de la quantité de marchandise, celle-ci étant moins chère) peut ne pas affecter le taux du profit. Il suffit, par exemple, que l'augmentation de la productivité agisse également et simultanément sur tous les éléments de la marchandise, de manière à faire baisser le prix de celle-ci en raison directe de l'augmentation de la productivité du travail, et que le rapport entre les éléments de la marchandise reste le même. Le taux du profit pourrait même hausser, si l'élévation du taux de la plus-value était accompagnée d'une dépréciation considérable des



éléments du capital constant et surtout du capital fixe ; cette hausse ne se maintiendrait pas cependant et disparaîtrait à la longue. Dans aucun cas, la baisse du prix d'une marchandise ne permet à elle seule de formuler une conclusion quant au mouvement du taux du profit ; car tout dépend de l'importance du capital qui est engagé dans la production. Supposons que le prix d'une aune de tissu tombe de 3 sh. à $1\frac{2}{3}$ sh., et que l'on sache que le prix, qui avant la baisse était composé de $1\frac{2}{3}$ sh. de capital constant (fil, etc.), $\frac{2}{3}$ sh. de salaire et $\frac{2}{3}$ sh. de profit, comprenne après celle-ci 1 sh. de capital constant, $\frac{1}{3}$ sh. de salaire et $\frac{1}{3}$ sh. de profit. Rien ne permettra de conclure à une variation ou au maintien du taux du profit ; pour pouvoir le faire, on devrait savoir si et de combien le capital total a augmenté et combien d'aunes il produit en plus dans le même temps.

Cette action de la productivité du travail, résultant de la nature même de la production capitaliste, qui fait tomber le prix des marchandises en en accroissant la quantité, baisser le profit pour chaque marchandise et le taux du profit pour l'ensemble tout en en augmentant la somme totale, se manifeste à la surface uniquement par la réduction du profit par marchandise, la baisse des prix et l'augmentation du profit sur l'ensemble (augmenté) des produits. Aussi le vulgaire se figure-t-il que c'est par un simple acte de volonté que le capitaliste prend moins de profit sur chaque marchandise et se dédommage en en produisant un plus grand nombre ; d'où également la théorie du *profit upon alienation* (profit par la vente), que l'observation du capital commercial a fait naître.

Nous avons vu précédemment, dans les quatrième et septième parties du premier volume, que la productivité croissante du travail, en augmentant la quantité et en diminuant le prix des marchandises, n'affecte pas le rapport entre le travail payé et le travail non payé entrant dans un produit, sauf lorsqu'il s'agit de marchandises jouant un rôle décisif dans le prix de la force de travail.



Comme dans la concurrence tout apparaît à rebours, le capitaliste peut s'imaginer : 1^o qu'en diminuant les prix, il réduit son profit par unité de marchandise, mais qu'il augmente son profit total en vendant plus de marchandises ; 2^o qu'il fixe lui-même le prix de chaque marchandise et obtient par une simple multiplication le prix du produit total, lorsque les faits se suivent dans un ordre inverse, c'est-à-dire que la première opération est une division (vol. I, chap. XII, p. 137) et que la multiplication, qui arrive seulement en second lieu, n'est exacte que si elle a cette division pour base. Quant à l'économiste vulgaire, il ne fait rien d'autre que de traduire en un langage en apparence plus théorique et plus général, les idées bizarres des capitalistes engagés dans la concurrence et de s'éreinter pour donner à ses propositions une structure scientifique.

En réalité, la baisse des prix, accompagnée de l'accroissement du profit à mesure que les marchandises deviennent moins chères et plus abondantes, n'est qu'une autre expression de la loi de la baisse du taux du profit se produisant concurremment avec une augmentation de la quantité de profit. Nous n'avons pas plus à rechercher ici jusqu'à quel point la baisse du taux du profit peut marcher de pair avec une hausse des prix que nous n'avons eu à le faire dans le vol. I, p. 137 à propos de la plus-value relative. Le capitaliste qui applique des méthodes de production perfectionnées et non encore généralisées, vend au-dessous du prix du marché et au-dessus de son coût de production, et profite d'un taux de profit plus élevé jusqu'à ce que la concurrence ramène ce dernier au niveau commun. Mais pendant qu'il est ramené à la période de l'égalité des taux de profit, il a donné plus d'importance à son capital engagé, et suivant la mesure de cet accroissement, il est à même d'utiliser soit le même nombre, soit plus d'ouvriers qu'avec l'ancienne méthode et de produire une quantité de profit égale ou plus grande.

CHAPITRE XIV

FACTEURS ANTAGONISTES

Lorsque l'on compare le développement énorme de la productivité du travail social, même en ne considérant que ces trente dernières années, à la productivité des périodes antérieures, lorsque l'on considère notamment la masse énorme de capital fixe que la production sociale absorbe en dehors de ce qui est représenté par l'outillage proprement dit, on voit qu'il ne s'agit plus seulement de résoudre la difficulté qui a occupé les économistes et qui consiste à déterminer la cause de la baisse du taux du profit, mais qu'il importe bien plus d'expliquer pourquoi cette baisse n'est pas plus grande, ni plus rapide. Des facteurs antagonistes interviennent pour paralyser l'action de la loi générale et la ramener à une simple influence tendancielle, ce qui nous a amené à parler non pas de la baisse mais de la tendance à la baisse du taux général du profit. Parmi ces facteurs antagonistes les plus importants sont les suivants :

I. L'accroissement de l'exploitation du travail

Pour exploiter davantage le travail, pour s'appropriier plus de surtravail et de plus-value, le capitaliste prolonge la journée de travail et intensifie celui-ci. Nous avons étudié longuement ces deux questions en nous occupant, dans notre premier volume, des plus-values absolue et relative. Souvent l'intensification du travail est réalisée par un accroissement du capital constant par rapport au capital



variable, par conséquent au prix d'une baisse du taux du profit ; tel est le cas lorsqu'on augmente le nombre des machines-outils ou des métiers conduits par chaque ouvrier. On constate alors le fait qui accompagne généralement la production de la plus-value relative, c'est-à-dire que les causes qui font hausser le taux de la plus-value provoquent une réduction de la masse de plus-value rapportée à l'ensemble du capital engagé. Le travail peut aussi être rendu plus intense par d'autres procédés, notamment une accélération de la marche des machines, leur permettant de mettre en œuvre pendant le même temps une plus grande quantité de matières premières, ce qui il est vrai hâte leur usure, mais n'affecte pas le rapport entre leur valeur et le salaire des travailleurs qui les conduisent. Mais c'est la prolongation de la journée de travail, cette invention de l'industrie moderne, qui est avant tout l'arme dont se sert le capitaliste, parce qu'elle lui permet de s'approprier une plus grande quantité de surtravail, tout en ne modifiant que fort peu le rapport entre le travail en action et le capital constant en mouvement, et en diminuant en réalité la valeur relative de ce dernier. Nous avons démontré — et c'est là le vrai mystère de la baisse du taux du profit — que tous les procédés pour produire la plus-value relative tendent d'une part à retirer d'une quantité donnée de travail le plus de plus-value possible, d'autre part à faire correspondre le moins de travail possible à une avance donnée de capital ; de telle sorte que les mêmes causes interviennent pour augmenter le degré d'exploitation du travail et diminuer la quantité de travail mise en activité par un même capital. Tels sont les facteurs antagonistes qui, tout en augmentant le taux de la plus-value, réduisent la quantité de plus-value produite par un capital déterminé et réduisent par conséquent le taux du profit. A côté d'eux, il convient de citer encore l'emploi en masse de femmes et d'enfants, car la famille entière doit venir grossir le tribut de surtravail à payer au capital, dût-il en résulter, ce qui cependant n'est pas généralement le cas,



une augmentation du total de salaires qui lui est alloué. — Tout ce qui augmente la plus-value relative par un simple perfectionnement des procédés et sans accroissement du capital engagé, tend au même but, même lorsque ce perfectionnement ne se traduit pas, comme c'est le cas dans l'agriculture, par une extension du capital constant par rapport au capital variable et s'affirme uniquement par un accroissement du produit par rapport à la force de travail mise en œuvre. Enfin le même effet est atteint lorsque la force de travail (qu'elle produise des objets de consommation ou des moyens de production) est affranchie des obstacles qui en contrarient la circulation, des entraves et des atteintes qui en restreignent le libre fonctionnement, à condition toutefois qu'il n'en résulte aucune modification du rapport entre le capital constant et le capital variable.

Il faut également comprendre parmi les influences accélérant la baisse du taux du profit, les augmentations passagères de la plus-value qui se produisent continuellement, tantôt dans une branche, tantôt dans une autre, parce que des capitalistes mettent en application des inventions avant qu'elles ne soient tombées dans le domaine public.

La quantité de plus-value produite par un capital déterminé est le produit de deux facteurs : le taux de la plus-value et le nombre d'ouvriers occupés, c'est-à-dire la quantité absolue de capital variable. Or les causes qui font monter le taux de la plus-value relative font diminuer en général la quantité de force de travail mise en œuvre ; mais ces mouvements opposés ne se font pas toujours dans la même mesure, et la tendance à la baisse du taux du profit est souvent enrayée, notamment par la hausse du taux de la plus-value résultant de la prolongation de la journée de travail.

Nous avons vu qu'un accroissement du capital total engagé, tout en déterminant la baisse du taux du profit, provoque une augmentation de la masse de celui-ci, et que pour un même capital variable, la plus-value est égale au



profit. Nous avons vu également que la masse et le taux de la plus-value augmentent parallèlement, la société ayant une tendance à mettre en œuvre une quantité de plus en plus grande de force de travail (ce qui augmente la masse de la plus-value) et à rendre de plus en plus intense le degré d'exploitation des travailleurs (ce qui en augmente le taux). Cependant quand on considère un capital déterminé, il peut arriver que la plus-value hausse comme taux alors qu'elle baisse comme quantité, ce qui provient de ce que le taux résulte de la mise en valeur du capital variable, tandis que la quantité dépend du rapport entre le capital variable et le capital total.

Le taux de la plus-value augmente alors que le capital constant ne croît pas ou ne croît guère par rapport au capital variable ; il en résulte qu'il détermine directement la masse de la plus-value et, par conséquent, le taux du profit. Ce fait n'infirme pas la loi générale, mais a pour conséquence de lui assigner une action tendancielle, que des facteurs antagonistes peuvent affaiblir, ralentir et même arrêter. Mais comme les causes qui augmentent le taux de la plus-value (même la prolongation du travail est un résultat de la grande industrie) sont les mêmes que celles qui tendent à réduire la quantité de force de travail mise en œuvre par un capital déterminé, les mêmes influences interviennent pour accélérer et pour retarder la diminution du taux du profit. Lorsqu'un ouvrier est astreint à faire le travail de deux, dans des circonstances où ces deux occupés rationnellement pourraient faire le travail de trois, il fournira autant de plus-value que les deux (d'où une augmentation du taux de celle-ci), mais moins de plus-value que les trois. Dans ce dernier cas, la plus-value aura diminué comme quantité et augmenté comme taux. Lorsque le taux de la plus-value augmente pour toute la population occupée, il y a accroissement de la quantité de plus-value, bien que la population reste stationnaire. Cet accroissement est plus rapide lorsque la population augmente, bien que



dans ce cas il y ait une diminution du rapport du capital total au nombre d'ouvriers occupés.

Avant de nous éloigner de ce point, insistons encore sur ce fait que pour un capital déterminé, le *taux* de la plus-value peut augmenter, alors que la *quantité* diminue et inversement. La quantité est égale, il est vrai, au taux multiplié par le nombre d'ouvriers ; mais le taux est calculé non d'après le capital total, mais d'après le capital variable, c'est-à-dire par journée de travail. Au contraire, pour un capital déterminé le *taux du profit* ne peut varier que pour autant que la *quantité de plus-value* varie, et il varie dans le même sens que cette dernière.

II. La réduction du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail.

Nous ne faisons que mentionner ce facteur qui, de même que beaucoup d'autres, n'a rien à voir avec l'analyse générale du capital et doit être étudié dans le chapitre de la concurrence, dont nous ne nous occupons pas dans cet ouvrage. Il figure cependant parmi ceux dont l'action est la plus énergique pour enrayer la tendance à la baisse du taux du profit.

III. La dépréciation des éléments du capital constant.

Tout ce qui a été dit, dans la première partie de ce volume, des causes qui augmentent le taux du profit indépendamment du taux de la plus-value s'applique ici, notamment que le capital constant augmente moins rapidement en valeur qu'en importance matérielle. C'est ainsi que la quantité de coton qu'un ouvrier fileur met journellement en œuvre dans une fabrique moderne est incomparablement plus considérable que celle que le fileur du siècle dernier travaillait au rouet, alors que la valeur du coton est loin d'avoir augmenté dans la même mesure. Il en est de même des machines et de tout le capital fixe.



L'évolution qui pousse à l'augmentation du capital constant par rapport au capital variable tend à faire baisser, par la productivité croissante du travail, la valeur des éléments qui le constituent et à empêcher que sa valeur absolue augmente aussi rapidement que son importance matérielle. Il peut même arriver que la masse des éléments du capital constant s'accroisse alors que sa valeur reste invariable ou même diminue.

La dépréciation des éléments matériels du capital sous l'action du développement de l'industrie est également un des facteurs qui agissent sans cesse pour contrarier la baisse du taux du profit, bien qu'elle puisse aussi diminuer dans certaines circonstances la masse de profit, notamment lorsqu'elle a pour effet de réduire l'importance du capital engagé. Une fois de plus nous constatons que les mêmes causes provoquent et entraînent la baisse du taux du profit.

IV. La surpopulation relative

La formation d'une surpopulation relative est activée par le développement de la productivité du travail et la baisse du taux du profit qui le caractérise. Elle est cause que dans nombre de branches de production le travail reste plus ou moins subordonné au capital et que cette subordination persiste plus longtemps que ne le comporte, à première vue, le degré général du développement ; il en est ainsi à cause de l'avalissement du prix et de l'augmentation croissante de la force de travail disponible ainsi que de la résistance qu'opposent certaines branches de production à la substitution des machines au travail manuel. Mais, d'autre part, cette surpopulation relative devenue inoccupée à cause de la prépondérance prise par le capital constant dans certaines branches de production, pousse à la création de nouvelles industries, surtout dans le domaine de la consommation de luxe. Dans les deux cas, le capital variable constitue une partie considérable du capital total et le salaire reste au-dessous de la moyenne, de sorte que



dans ces branches de production la plus-value est exceptionnellement élevée comme taux et comme quantité. Comme le taux général du profit résulte du nivellement des taux de profit dans les différentes industries, nous constatons de nouveau que la cause qui provoque la tendance à la baisse du taux du profit paralyse en même temps son effet.

V. Le commerce international.

Le commerce international, en diminuant le prix des éléments du capital constant et des aliments pour lesquels est dépensé le capital variable, fait hausser à la fois le taux de la plus-value et le taux du profit. D'autre part, en poussant à l'agrandissement de l'échelle de la production, en accélérant l'accumulation, il provoque une diminution de l'importance du capital variable par rapport au capital constant et par conséquent la baisse du taux du profit. De même, le commerce international qui était un facteur de la production capitaliste lorsqu'elle commençait à se développer, en devient un produit dès qu'un marché international est indispensable pour l'écoulement des marchandises. (Cet aspect double du commerce international a complètement échappé à Ricardo).

Ici se pose une question qui à proprement parler sort du cadre de nos recherches : Le taux de profit plus élevé que réalisent les capitaux engagés dans le commerce international et surtout dans le commerce colonial, a-t-il pour conséquence l'augmentation du taux général du profit ?

Le commerce international rapporte un profit dont le taux est plus élevé parce qu'il offre des marchandises à des pays moins avancés au point de vue des procédés de fabrication et qu'il peut, tout en les leur cédant à un prix inférieur au leur, les vendre au-dessus de leur valeur. Le travail des pays avancés compte dans ce cas comme travail d'un poids spécifique plus élevé et est porté en compte comme travail de qualité supérieure, bien qu'il ne soit pas



payé comme tel ; d'où nécessairement une hausse du taux du profit. Ce qui n'empêche pas que le produit soit fourni au pays dans lequel on l'exporte à un prix moins élevé que celui auquel ce dernier pourrait le produire, la quantité de travail qui y est incorporé par le pays exportateur étant beaucoup moindre que celle que le pays moins avancé devrait y consacrer ; de même un fabricant qui applique une nouvelle invention avant qu'elle soit généralisée, peut profiter de la productivité spécifique plus élevée du travail qu'il met en œuvre et réaliser un surprofit en vendant ses marchandises moins cher que ses concurrents, bien qu'à un prix qui en dépasse notablement la valeur.

D'autre part, les capitaux engagés dans les colonies rapportent des profits d'un taux plus élevé, parce que telle est la règle dans les pays peu avancés au point de vue économique, où l'on fait travailler des esclaves et des coolies et où l'on exploite le travail avec plus d'âpreté. À moins que des monopoles ne fassent sentir leur influence, rien ne s'oppose sous un régime de libre concurrence à ce que ces taux plus élevés contribuent à une majoration du taux général du profit (1). Cependant Ricardo n'est pas de cet avis. D'après lui l'argent des marchandises vendues aux pays étrangers sert à importer des marchandises provenant de ces pays et qui, vendues dans les pays qui les importent, rapportent tout au plus un bénéfice exceptionnel et passager aux producteurs qui ont été les points de départ de l'échange. L'erreur de Ricardo apparaît dès qu'on fait abstraction de la monnaie. Le pays qui expédie aux colonies échange moins de travail contre plus de travail, bien que la différence, comme dans tout échange entre le capital et le travail, ne profite qu'à une classe. Mais le taux du profit est plus élevé dans les colonies, ce qui, dans des conditions

(1) Dans le passage suivant où il vise surtout A. Smith, Ricardo a tort : « Nous ne différons qu'en ceci : ils prétendent que la hausse générale des profits doit en amener l'égalité ; et moi, je soutiens que les profits de la branche de commerce favorisée doivent retomber promptement au niveau général ». Ricardo, *Œuvres complètes*, p. 401. Edit. Guillaumin, 1847.



naturelles défavorables, correspond à une dépréciation de la valeur des marchandises ; par conséquent s'il y a compensation, elle n'a pas lieu au niveau primitif, comme le croit Ricardo.

D'un côté, le commerce international développe la production capitaliste et, par conséquent, la diminution du capital variable par rapport au capital constant ; d'autre part, en exagérant les besoins de l'étranger, il provoque la surproduction et entraîne ainsi à la longue un effet opposé.

Nous voyons donc qu'en général les causes qui déterminent la baisse du taux général du profit mettent en jeu des facteurs antagonistes, qui retardent, ralentissent et paralysent en partie cette chute, qui ne suppriment pas la loi, mais en affaiblissent l'action, si bien que celle-ci ne frappe les yeux que dans des circonstances spéciales et lorsqu'on l'observe pendant une période de longue durée.

Avant d'aller plus loin et afin d'éviter tout malentendu, nous énoncerons de nouveau deux principes que nous avons déjà mis en évidence à plusieurs reprises :

Primo. — Le même procès, qui au cours du développement de la production capitaliste détermine la baisse des prix des marchandises, entraîne la modification de la composition organique du capital productif de la société et, par conséquent, la baisse du taux du profit. La diminution du coût relatif de chaque marchandise, même en y comprenant l'usure de l'outillage, ne doit donc pas être identifiée avec l'augmentation de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable, bien que toute diminution du coût relatif du capital constant, l'importance de ses éléments matériels restant invariable ou augmentant, entraîne la baisse du taux du profit, c'est-à-dire une diminution de la valeur du capital constant par rapport à celle du capital variable.

Secundo. — De ce que le travail vivant contenu dans les différentes marchandises représentant le produit du capital diminue de plus en plus par rapport aux matières et aux moyens de production qui y sont incorporés, il ne résulte



nullement que le travail non payé qu'elles contiennent diminue relativement au travail payé. Le contraire est vrai ; la partie non payée augmente par rapport à la partie payée, par suite de la diminution soit absolue, soit relative de cette dernière, par suite de l'accroissement de la plus-value absolue ou relative. A la tendance à la baisse du taux du profit se rattache une tendance à la hausse du taux de la plus-value, c'est à-dire du degré d'exploitation du travail. Rien de plus absurde donc que d'expliquer la baisse du taux du profit par une hausse du taux des salaires, bien que le fait puisse se présenter exceptionnellement. La statistique ne parvient à analyser d'une manière intelligente les salaires aux différentes époques et dans les différents pays que si elle part d'une saine compréhension des rapports qui déterminent le taux du profit. Celui-ci baisse, non parce que le travail devient moins productif, mais parce que sa productivité augmente ; la baisse du taux de la plus-value et celle du taux du profit ne sont que des expressions capitalistes de l'accroissement de la productivité du travail.

VI. L'accroissement du capital par actions.

Aux cinq facteurs dont nous venons d'analyser l'influence, il convient d'ajouter le suivant sur lequel nous ne nous appesantirons guère pour le moment. A mesure que la production capitaliste et l'accumulation du capital se développent, une partie de ce dernier n'est utilisée que pour produire des intérêts ; non pas des intérêts comme ceux qui accompagnent les prêts d'argent et qui n'ont rien à voir avec le taux général du profit, qui part de l'expression : intérêt + profits de toute nature + rente ; mais des dividendes comme ceux qu'abandonnent, déduction faite de tous les frais, grands et petits, les capitaux engagés dans les grandes entreprises industrielles, telles que les chemins de fer, etc. Bien que ces capitaux ne contri-



buent pas à l'égalisation des taux de profit, puisqu'ils donnent un profit inférieur à la moyenne, on peut cependant les faire entrer théoriquement en ligne de compte pour le calcul du taux général. Celui-ci devient alors plus petit que celui qui existe en apparence et qui attire les capitalistes, car c'est précisément dans ces entreprises que le capital constant est le plus grand par rapport au capital variable.



CHAPITRE XV

LE DÉVELOPPEMENT DES CONTRADICTIONS IMMANENTES DE LA LOI

I. Considérations générales

Nous avons vu, dans la première partie de ce volume, que le taux du profit est toujours inférieur à celui de la plus-value et nous venons d'exposer que même l'accroissement du taux de la plus-value a une tendance à se traduire par une baisse du taux du profit. Les deux taux ne sont égaux que dans le seul cas où c est égal à zéro, c'est-à-dire lorsque le capital est exclusivement avancé pour le salaire. La baisse du taux du profit n'est accompagnée d'une baisse du taux de la plus-value que lorsque le rapport entre la valeur du capital constant et la quantité de force de travail reste invariable ou que cette dernière augmente par rapport à la première. Si Ricardo confond le taux du profit avec le taux de la plus-value, c'est parce qu'il assigne une grandeur constante à la journée de travail, qu'elle soit intensive ou extensive.

La baisse du taux du profit et l'accélération de l'accumulation sont des manifestations d'un même phénomène, puisqu'elles expriment l'une et l'autre le développement de la productivité. L'accumulation accentue la baisse du taux du profit, parce qu'elle détermine la concentration des travaux et une composition supérieure du capital. A son tour, la baisse du taux du profit active la concentration et la centralisation du capital parce qu'elle pousse à la mise hors combat des petits capitalistes et à l'expropriation



des derniers survivants de la production directe, accélérant ainsi l'accumulation en tant que masse, la faisant tomber en tant que taux.

Cependant la plus-value étant le but de la production capitaliste, la baisse du taux du profit ralentit la formation de capitaux nouveaux et favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la surabondance de capital et la surpopulation. Aussi les économistes comme Ricardo, qui considèrent la production capitaliste comme une forme définitive, constatent-ils qu'elle se crée elle-même ses limites et attribuent-ils cette conséquence, non pas à la production, mais à la Nature (dans la théorie de la rente). Ce qui les épouvante surtout dans la baisse du taux du profit, c'est le sentiment que le régime capitaliste rencontre dans le développement des forces productives, des bornes qui n'ont rien à voir avec la production de la richesse en elle-même, des limites qui établissent le caractère historique, passager, du mode capitaliste et montrent qu'à un moment donné il doit forcément se trouver en conflit avec les conditions mêmes de son développement.

Il est vrai que Ricardo et son école ne considèrent que le profit industriel (qui comprend l'intérêt). Mais le taux de la rente foncière a également une tendance à baisser bien qu'il puisse augmenter relativement au taux du profit industriel et que la rente puisse s'accroître d'une manière absolue (Voir Ed. West, qui *avant* Ricardo a développé la loi de la rente foncière). Considérons le capital total C de la société et appelons p_1 le profit industriel, déduction faite de l'intérêt et de la rente foncière, i l'intérêt et r la rente foncière. Nous avons :

$$\frac{pl}{C} = \frac{p}{C} = \frac{p_1 + i + r}{C} = \frac{p_1}{C} + \frac{i}{C} + \frac{r}{C}.$$

Nous avons vu que si le développement de la production capitaliste a pour effet de faire augmenter pl , la masse de plus-value, il n'en est pas de même de $\frac{pl}{C}$, qui décroît



d'une manière continue, parce que C augmente plus rapidement que pl . Il n'y a donc aucune contradiction à ce que p_1 , i et r augmentent sans cesse l'un indépendamment de l'autre, pendant que $\frac{pl}{C} = \frac{p}{C}$, $\frac{p_1}{C}$, $\frac{i}{C}$ et $\frac{r}{C}$ diminuent de même continuellement, ni à ce que p_1 augmente par rapport à i , ou r par rapport à p_1 , ou r par rapport à p_1 et i . Lorsque la plus-value ou le profit ($pl = p$) augmente pendant que le taux du profit $\frac{pl}{C} = \frac{p}{C}$ baisse, les valeurs de pl , p_1 , i et r peuvent se modifier l'une par rapport à l'autre, sans que les grandeurs de pl et de $\frac{pl}{C}$ en soient affectées. Les variations réciproques de p_1 , i et r expriment simplement que pl se répartit de différentes manières entre le profit, l'intérêt et la rente. Les rapports $\frac{p_1}{C}$, $\frac{i}{C}$ et $\frac{r}{C}$ peuvent augmenter l'un par rapport à l'autre pendant que $\frac{pl}{C}$, le taux général du profit, baisse, pourvu que leur somme reste égale à $\frac{pl}{C}$. Le taux de la plus-value étant de 100 p. e., supposons qu'une modification de la composition du capital, de $(50_c + 50_v)$ devenant $(75_c + 25_v)$, entraîne une chute du taux du profit, tombant de 50 % à 25 %. Avec la première composition, un capital de 1000 fournira 500 de profit, tandis qu'avec la seconde un capital de 4000 n'en donnera que 1000 ; pl ou p aura doublé, alors que p' sera réduit de moitié. En supposant que dans le premier cas, les 50 % se soient divisés en 20 de profit, 10 d'intérêt et 20 de rente, c'est-à-dire que l'on ait eu $\frac{p_1}{C} = 20\%$, $\frac{i}{C} = 10\%$, $\frac{r}{C} = 20\%$, on obtiendra dans le second (la répartition restant la même) : $\frac{p_1}{C} = 10\%$, $\frac{i}{C} = 5\%$, $\frac{r}{C} = 10\%$. Il est certain que si la répartition donnait $\frac{p_1}{C} = 8\%$ et $\frac{i}{C} = 4\%$, on aurait $\frac{r}{C} = 13\%$; la



grandeur de r se serait accrue par rapport à p_1 et i , mais p' serait resté constant.

L'hypothèse de Ricardo qu'à l'origine le profit industriel (plus l'intérêt) absorbe toute la plus-value, est fausse historiquement et logiquement. Ce n'est que lorsque la production capitaliste a atteint un certain développement que le profit tout entier afflue d'abord aux capitalistes, industriels et commerçants, pour être reparté, et que la rente se ramène à ce qui reste après déduction du profit. Cette base capitaliste étant établie, la rente, qui est une partie du profit (c'est-à-dire de la plus-value, du produit du capital total) et non une partie du produit que le capitaliste empoche, recommence à croître.

Les moyens de production, c'est-à-dire une accumulation suffisante de capital, étant donnés, la formation de la plus-value n'a d'autre borne que la population ouvrière, si le degré d'exploitation du travail est déterminé, et que le degré d'exploitation du travail, si la population ouvrière est donnée. L'obtention de cette plus-value, qui est le but et le motif de l'organisation capitaliste, constitue le procès immédiat de production. Dès que tout le surtravail qu'il est possible d'extorquer est matérialisé sous forme de marchandise, la plus-value est produite. Mais à ce moment le premier acte seulement du procès de production capitaliste, la production proprement dite, est terminé, et le second acte doit commencer. Les marchandises produites, qu'elles incorporent le capital constant et le capital variable ou qu'elles représentent la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente est impossible, ou si elle ne peut être faite qu'en partie, ou encore si elle a lieu à des prix au-dessous des coûts de production, l'exploitation de l'ouvrier, qui existe en tout cas, est sans profit pour le capitaliste; la plus-value extorquée n'est pas réalisée ou n'est réalisée qu'en partie; peut-être même le capital est-il partiellement ou totalement perdu.

Les conditions de l'exploitation du travail et de sa mise en valeur ne sont pas les mêmes et elles diffèrent, non



seulement au point de vue du temps et du lieu, mais en elles-mêmes. Les unes sont bornées exclusivement par la force productive de la société, les autres par l'importance relative des diverses branches de production et la puissance de consommation de la masse. Quant à cette dernière, elle dépend non de ce que la société peut produire et consommer, mais de la distribution de la richesse, qui a une tendance à ramener à un minimum, variable entre des bornes plus ou moins étroites, la consommation de la grande masse ; elle est limitée en outre par le besoin d'accumulation, d'agrandissement du capital et d'obtention de quantités de plus en plus fortes de plus-value. Elle obéit ainsi à une loi qui trouve son origine dans les révolutions incessantes des méthodes de produire et la dépréciation constante du capital qui en est la conséquence, dans la concurrence générale et la nécessité, dans un but de conservation et sous peine de ruine, de perfectionner et d'étendre sans cesse la production. Aussi la société capitaliste doit-elle agrandir continuellement ses débouchés et donner de plus en plus aux conditions qui déterminent et règlent le marché, les apparences d'une loi naturelle indépendante des producteurs et échappant au contrôle, afin de rendre moins apparente la contradiction immanente qui la caractérise. Seulement plus la puissance productive se développe, plus elle rencontre comme obstacle la base trop étroite de la consommation, bien qu'au point de vue de cette dernière, il n'y ait aucune contradiction dans la coexistence d'une surabondance de capital avec une surabondance croissante de population. Car il suffirait d'occuper l'excès de population par l'excès de capital pour augmenter la masse de plus-value ; mais dans la même mesure s'accentuerait le conflit entre les conditions dans lesquelles la plus-value est produite et réalisée.

Pour un taux déterminé, la masse du profit dépend de la grandeur du capital. L'accumulation est la fraction de cette masse qui est convertie en capital ; elle est égale,



par conséquent, au profit moins le revenu et elle dépend non seulement de la valeur absolue du profit, mais des prix des marchandises que le capitaliste achète, soit pour sa consommation personnelle, soit pour son capital constant (nous supposons que le salaire reste invariable).

La quantité de capital que l'ouvrier met en œuvre et dont il conserve la valeur en la transformant en produit, diffère absolument de la valeur qu'il y ajoute. Si ce capital est, par exemple, égal à 1000 et si le travail y ajoute 100, le capital reproduit a une valeur de 1100 ; si le capital est de 100 et si le travail y ajoute 20, le capital reproduit est de 120. Dans le premier cas le taux du profit est de 10 %, dans le second il est de 20 %, et, pourtant, des 100 ajoutés dans le premier cas, on peut accumuler davantage que des 20 du second cas. Abstraction faite de la dépréciation résultant du progrès de la force productive, le potentiel d'accumulation du capital est donc en raison de l'élan que celui-ci possède déjà et non en raison du taux du profit. Un taux élevé du profit marche de pair avec un taux élevé de la plus-value, lorsque la journée de travail bien que peu productive est très longue, lorsque les besoins des ouvriers sont très modestes et par suite le salaire très bas. Le capital s'accumule alors lentement, malgré le taux élevé du profit ; la population est stagnante et le temps de travail que coûte le produit est considérable bien que le salaire soit peu élevé.

Le taux du profit baisse, non parce que l'ouvrier est moins exploité, mais parce que moins de travail est mis en œuvre par un capital déterminé.

La baisse du taux du profit marchant parallèlement à une augmentation de la masse du profit, une quantité plus grande du produit annuel du travail est appropriée par le capitaliste comme capital (pour renouveler le capital consommé) et une partie relativement plus petite comme profit. D'où cette fantaisie du pasteur Chalmers, que moins est considérable la partie du produit annuel que les capitalistes dépendent comme capital, plus est grande la quantité de profit



qu'ils empêchent, opération pour laquelle ils sont, il est vrai, assurés du concours des églises d'Etat, qui s'entendent à merveille à consommer et non capitaliser une grande partie du surproduit. Le pasteur confond la cause et l'effet. Même lorsqu'il diminue comme taux, le profit augmente comme masse, à mesure que le capital avancé devient plus considérable. Mais il faut pour cela, d'abord la concentration du capital et par conséquent l'engloutissement des petits capitalistes par les grands ; ensuite la séparation des producteurs des conditions du travail, l'intervention personnelle dans la production, assez importante chez les petits capitalistes, s'effaçant d'autant plus chez les grands que la masse de capital qu'ils engagent devient plus considérable. C'est cette séparation qui engendre la notion du capital et qui, point de départ de l'accumulation (vol. I, chap. XIV), continuera à se manifester dans la concentration des capitaux jusqu'au moment où leur accumulation aux mains de quelques-uns aboutira à l'expropriation, c'est-à-dire la décapitalisation. Cette suite logique des choses aurait vite fait de déterminer l'effondrement de la production capitaliste, si d'autres facteurs n'opposaient leur effort centrifuge (décentralisateur) à sa tendance centripète.

II. Le conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur

Le développement de la productivité sociale du travail se manifeste de deux manières : d'une part les forces productives (valeur et masse des éléments de la production et grandeur absolue du capital accumulé) deviennent plus considérables, d'autre part le salaire diminue d'importance par rapport au capital total, c'est-à-dire la quantité de travail vivant nécessaire pour reproduire et mettre en valeur un capital déterminé devient de plus en plus petite. Ces conséquences impliquent en même temps la concentration du capital.

En ce qui concerne spécialement la force de travail,



l'action de l'extension de la production s'affirme également sous un double aspect : elle pousse à l'accroissement du surtravail, c'est-à-dire à la diminution du temps indispensable à la reproduction de la force de travail ; elle restreint le nombre d'ouvriers nécessaires pour mettre en mouvement un capital déterminé. Non seulement ces deux effets se font sentir simultanément, mais l'un détermine l'autre : ce sont les manifestations d'une même loi, ce qui n'empêche qu'ils agissent en sens inverse sur le taux du profit. En effet, celui-ci est exprimé par $\frac{pl}{C} = \frac{\text{plus-value}}{\text{capital total}}$, expression dans laquelle le numérateur dépend du taux de la plus-value et de la quantité de travail mise en œuvre, c'est-à-dire de l'importance du capital variable. Or, l'un de ces facteurs, le taux de la plus-value, augmente tandis que l'autre, le nombre d'ouvriers, diminue (en valeur absolue ou en valeur relative), car d'une part le développement de la productivité diminue la partie payée du travail mis en œuvre, et d'autre part elle restreint la quantité de travail qui est appliquée par un capital déterminé. Même s'ils pouvaient vivre d'air et par conséquent s'ils ne devaient rien produire pour eux-mêmes, deux ouvriers en travaillant 12 heures par jour ne fourniraient pas autant de plus-value que vingt-quatre ouvriers dont le travail quotidien ne serait que de 2 heures. Il existe une limite infranchissable, au-delà de laquelle il est impossible de poursuivre la réduction du nombre de travailleurs en augmentant le degré d'exploitation du travail ; la baisse du taux du profit peut être contrariée, mais non supprimée.

Le développement de la production capitaliste provoque donc la baisse du taux du profit, mais comme il a pour effet la mise en œuvre de capitaux de plus en plus considérables, il augmente la masse de profit ; quant à l'accroissement du capital, il dépend à la fois de sa masse et du taux du profit. Directement l'accroissement de la productivité (qui ne va pas sans une dépréciation du capital constant) ne peut augmenter la valeur du capital que si, par la hausse du taux

du profit, elle donne plus de valeur à la partie du produit annuel qui est reconvertie en capital ; ce qui, en considérant la puissance de production du travail (qui n'a directement rien à faire avec la *valeur* du capital existant) ne peut arriver que pour autant qu'il y ait augmentation de la plus-value relative ou diminution de la valeur du capital constant, c'est-à-dire dépréciation des marchandises nécessaires à la reproduction de la force du travail ou du capital constant. Dans les deux cas, il y a diminution de valeur du capital existant et réduction du capital variable par rapport au capital constant, résultats qui ont pour conséquence, d'une part de faire tomber le taux du profit, d'autre part d'en ralentir la chute. En outre, toute hausse du taux du profit, par le fait qu'elle augmente la demande de bras, pousse au développement de la population ouvrière, c'est-à-dire de la matière exploitable sans laquelle le capital n'est pas capital.

Indirectement le progrès de la productivité du travail pousse à l'augmentation de la valeur du capital existant, car il multiplie la masse et la diversité des valeurs d'usage qui correspondent à une même valeur d'échange et qui fournissent la matière du capital, c'est-à-dire les objets qui constituent directement le capital constant et indirectement le capital variable. Un même capital mis en œuvre par une même quantité de travail crée, sans que leur valeur d'échange augmente, plus d'objets convertibles en capital et augmente ainsi la masse des produits capables de s'incorporer du travail, de fournir de la plus-value et d'être le point de départ d'une extension du capital. La masse de travail que le capital peut mettre en œuvre dépend, non de sa valeur, mais de la quantité de matières premières et auxiliaires, de machines et d'aliments qu'il représente. Si cette quantité s'accroît et si en même temps augmente la masse de travail et de surtravail qui lui est appliquée, il y a extension de la valeur du capital reproduit et du capital nouveau qui y est ajouté.

- Il importe de ne pas considérer, comme le fait Ricardo,



les deux facteurs de l'accumulation, l'un indépendamment de l'autre ; ils impliquent une contradiction, qui se traduit par des tendances et des phénomènes opposés se manifestant simultanément. Pendant que l'augmentation du capital pousse à l'augmentation effective de la population ouvrière, d'autres facteurs interviennent pour ne créer qu'une surpopulation simplement relative. La baisse du taux du profit est concomitante d'un accroissement de la masse des capitaux et d'une dépréciation des capitaux existants, qui agissent pour l'enrayer et activer l'accumulation. Enfin le progrès de la productivité ne va pas sans un relèvement de la composition du capital, c'est-à-dire d'une diminution de la partie variable relativement à la partie constante.

L'action de ces influences contradictoires se manifeste tantôt dans l'espace, tantôt dans le temps et s'affirme périodiquement par des crises, qui sont des irrutions violentes après lesquelles l'équilibre se rétablit momentanément. En termes généraux elle peut être exposée comme suit : La production capitaliste est caractérisée par sa tendance au développement absolu des forces productives, sans préoccupation ni de la valeur, ni de la plus-value, ni des conditions sociales au milieu desquelles elle fonctionne, bien qu'elle ait pour but et pour caractère spécifique la conservation et l'accroissement le plus rapide possible de la valeur-capital qui existe. Sa méthode comprend : la baisse du taux du profit, la dépréciation du capital existant et le développement des forces productives du travail aux dépens de celles qui fonctionnent déjà.

La dépréciation périodique du capital existant, qui est un moyen immanent de la production capitaliste pour retarder la baisse du taux du profit et accélérer l'accumulation grâce à la formation de capital nouveau, trouble les procès de circulation et de reproduction, et détermine des arrêts subits et des crises de la production. Le recul du capital variable relativement au capital constant, qui accompagne le développement des forces productives, stimule l'accrois-



sement de la population ouvrière et la formation d'une surpopulation artificielle. Quant à la baisse du taux du profit, elle ralentit l'accumulation du capital en tant que valeur pendant qu'elle multiplie les valeurs d'usage, effet dont le contre-coup se manifeste bientôt par une reprise de l'accumulation de valeur-capital. Sans cesse la production capitaliste s'efforce de vaincre ces entraves qui lui sont inhérentes et elle ne parvient à les surmonter que par des moyens qui les font réapparaître et les renforcent.

C'est le *capital lui-même* qui fixe une *borne* à la production capitaliste, parce qu'il est le point de départ et le point d'arrivée, la raison et le but de la production et qu'il veut qu'on produise exclusivement *pour lui*, alors que les moyens de production devraient servir à une extension continue de la *vie sociale*. Cette borne, qui limite le champ dans lequel la valeur-capital peut être conservée et mise en valeur par l'expropriation et l'appauvrissement de la masse des producteurs, se dresse continuellement contre les méthodes auxquelles le capital a recours pour augmenter la production et développer ses forces productives. Si historiquement la production capitaliste est un moyen pour développer la force productive matérielle et créer un marché mondial, elle est néanmoins en conflit continu avec les conditions sociales et productives que cette mission historique comporte.

III. Pléthore de capital et surpopulation.

A mesure que diminue le taux du profit, augmente le minimum de capital nécessaire pour la mise en œuvre productive du travail, pour l'exploitation de celui-ci dans des conditions telles que le temps qu'il exige pour produire la marchandise ne dépasse pas celui qui est socialement nécessaire. En même temps s'accroît la concentration, l'accumulation se réalisant plus rapidement, du moins dans une certaine limite, par de grands capitaux opérant à un petit taux de profit que par de petits capitaux fon-



tionnant à un taux élevé, et cette extension de la concentration provoque, à son tour, dès qu'elle a atteint une certaine importance, une nouvelle baisse du taux du profit. Les petits capitaux sont ainsi entraînés dans la voie des aventures, de la spéculation, des expédients du crédit, des trucs financiers et finalement des crises. Quand on dit qu'il y a pléthore de capitaux, l'expression ne s'applique qu'aux capitaux qui sont incapables d'équilibrer par leur masse la baisse du taux du profit — ce sont toujours des capitaux nouvellement formés — ou que leurs possesseurs, inaptes à les faire valoir eux-mêmes, mettent par le crédit à la disposition des grandes entreprises. Cette pléthore naît des mêmes circonstances que la surpopulation relative et figure parmi les phénomènes qui accompagnent cette dernière, bien que ces surabondances de capital inutilisable et de population ouvrière inoccupée se manifestent aux pôles opposés du procès de production.

La surproduction de capital, qu'il ne faut pas confondre avec la surproduction de marchandise — bien que celle-là n'aille jamais sans celle-ci — revient donc simplement à une suraccumulation, et pour se rendre compte de ce qu'elle est (plus loin nous l'examinerons de plus près) il suffit de la supposer absolue et de se demander dans quelles circonstances la surproduction de capital peut se manifester dans toutes les branches de l'activité humaine.

Il y aurait surproduction absolue si la production capitaliste, qui a pour but la mise en valeur du capital, c'est-à-dire l'appropriation du surtravail, la production de la plus-value et la récolte du profit, cessait d'exiger du capital supplémentaire. Il y aurait donc surproduction si le capital avait pris, relativement à la population ouvrière, une importance telle qu'il y aurait impossibilité d'augmenter le temps absolu de travail ou la partie de la journée représentant le surtravail (cette dernière éventualité n'est pas à envisager puisque la demande de travail serait très forte et qu'il y aurait tendance à une hausse des salaires); ce qui aboutirait à cette situation que le capital



accru $C + \Delta C$ ne produirait pas plus ou produirait même moins de profit que le capital primitif C . Dans les deux cas, il y aurait une baisse considérable et subite du taux général du profit, due à la modification de la composition du capital et résultant non du développement de la productivité, mais de l'accroissement de la valeur monétaire du capital variable (les salaires ayant haussé) et de la diminution du surtravail par rapport au travail nécessaire.

En pratique, les choses se passeraient de telle sorte qu'une partie du capital resterait entièrement ou partiellement inoccupée et que sous la pression de celle-ci l'autre partie serait mise en valeur à un taux de profit réduit. Peu importe qu'une partie du capital supplémentaire vienne ou non se substituer à une partie égale du capital en fonction ; on aurait toujours d'un côté un capital donné en activité et de l'autre un capital donné supplémentaire. La baisse du taux du profit serait accompagnée d'une diminution de la masse du profit, car selon notre hypothèse la force de travail employée ainsi que le taux et la masse de la plus-value ne peuvent pas augmenter, et cette masse réduite du profit devrait être rapportée à un capital total agrandi. Même si le capital en fonction continuait à rapporter du profit à l'ancien taux et si par conséquent la masse de profit restait invariable, il faudrait rapporter cette dernière à un capital total agrandi, ce qui impliquerait la baisse du taux du profit. Lorsqu'un capital de 1000 rapportant 100 de profit est porté à 1500 rapportant également 100, le taux du profit tombe de 100 à $66 \frac{2}{3}$ par 1000, ce qui revient à dire qu'un capital de 1000, dans les nouvelles circonstances, ne donne pas plus de profit qu'un capital de $666 \frac{2}{3}$ engagé dans les conditions primitives.

Il est clair que cette dépréciation effective du capital ancien de même que cette entrée en fonction du capital supplémentaire ΔC ne se feraient pas sans lutte, bien que ce ne soit pas celle-ci qui donne lieu à la baisse du taux du profit et que ce soient au contraire la baisse du taux du profit et la surproduction de capital qui provoquent la concurrence.



La partie de ΔC se trouvant entre les mains des anciens capitalistes serait laissée inoccupée par ceux-ci, afin d'éviter la dépréciation de leur capital original et son éloignement de la production. Peut-être aussi l'appliqueraient-ils même avec une perte momentanée, afin de contraindre leurs concurrents et les nouveaux capitalistes à laisser leurs capitaux inoccupés. Quant aux nouveaux capitalistes détenant l'autre partie de ΔC , ils chercheraient à prendre place aux dépens des anciens, en s'efforçant de substituer leur capital à une partie de celui de ceux-ci.

Dans tous les cas, il y aurait immobilisation d'une partie du capital ancien, qui ne pourrait plus fonctionner comme capital et s'engrosser de plus-value. L'importance de cette partie résulterait de l'énergie de la concurrence. Nous avons vu, en étudiant le taux général du profit, que tant que les affaires marchent bien, la concurrence fait les parts d'une manière fraternelle, en les proportionnant aux sommes risquées. Mais lorsqu'il s'agit de se partager non plus des bénéfices mais des pertes, chacun cherche à ramener sa part au minimum et à grossir le plus possible celle des autres. La force et la ruse entrent en jeu et la concurrence devient une lutte entre des frères ennemis. L'antagonisme entre les intérêts de chaque capitaliste et de la classe capitaliste s'affirme alors de même que précédemment la concordance de ces intérêts était pratiquement réalisée par la concurrence.

Comment ce conflit s'apaisera-t-il et comment les conditions favorables au mouvement « sain » de la production capitaliste se rétabliront-elles ? Une partie du capital — de l'importance de tout ou d'une partie de ΔC — sera immobilisée ou même détruite jusqu'à un certain point. La répartition des pertes ne se fera pas d'une manière égale entre tous les capitalistes, mais résultera d'une lutte dans laquelle chacun fera valoir ses avantages particuliers et sa situation acquise, de sorte que d'un côté il y aura un capital immobilisé, de l'autre un capital détruit, d'un autre côté encore un capital déprécié. Pour rétablir l'équilibre,



il faudra condamner à l'immobilisation ou même à la destruction une quantité plus ou moins grande de capital. Des moyens de production, du capital fixe comme du capital circulant cesseront de fonctionner et des exploitations à peine créées seront supprimées ; car bien que le temps déprécie tous les moyens de production (excepté le sol), une interruption de fonctionnement les ruine davantage.

L'effet de la crise revêtira cependant son caractère le plus aigu pour les capitaux-valeurs. La partie de ceux-ci qui représente simplement des titres à une plus-value éventuelle, sera dépréciée dès que la baisse du revenu qui lui sert de base sera connue. Une partie de la monnaie d'or et d'argent sera inoccupée et ne fonctionnera plus comme capital. Des marchandises sur le marché subiront une dépréciation considérable — d'où une dépréciation du capital — pour terminer leur circulation et leur reproduction ; il en sera de même du capital fixe, et comme la reproduction ne peut se faire qu'à des conditions de prix déterminées, elle sera complètement désorganisée et jusqu'à un certain point paralysée. Ce trouble retentira sur le fonctionnement de l'instrument monétaire ; la chaîne des engagements pour les paiements aux différentes échéances sera brisée en mille endroits et le crédit sera ébranlé. Il y aura des crises violentes, des chutes de prix inattendues et une diminution effective de la reproduction.

D'autres facteurs entreront en même temps en jeu. Le ralentissement de la production condamnera au chômage une partie de la population ouvrière et contraindra les ouvriers occupés à accepter une réduction de salaire même au-dessous de la moyenne. (Ce qui, pour le capital, aura le même résultat qu'une augmentation de la plus-value absolue ou relative, sans augmentation de salaire.) Ce résultat se manifestera avec d'autant plus d'intensité que la période de prospérité avait augmenté la matrimonialité et diminué la mortalité. (Ce qui, sans accroître la population effectivement occupée — bien que cette augmentation puisse avoir lieu — aurait le même effet, au point de vue des relations



entre travailleurs et capitalistes, qu'une extension du nombre d'ouvriers mis à l'œuvre). D'autre part, la baisse des prix agissant en même temps que la concurrence poussera chaque capitaliste à appliquer de nouvelles machines, des méthodes perfectionnées et des combinaisons plus efficaces pour réaliser une production supérieure à la production moyenne, c'est-à-dire augmenter la productivité du travail, réduire le capital variable relativement au capital constant, en un mot déterminer en supprimant des ouvriers une surpopulation artificielle. Mais bientôt la dépréciation des éléments du capital constant interviendra pour provoquer une hausse du taux du profit, car, à la faveur de sa diminution de valeur, la masse de ce capital ne tardera pas à s'accroître par rapport au capital variable. Le ralentissement de la production aura préparé son épanouissement ultérieur (toujours dans le cadre capitaliste) et le capital, un certain temps déprécié par l'arrêt de son fonctionnement, reprendra son ancienne valeur. Le même cycle vicieux recommencera donc, mais avec des moyens de production plus considérables, un marché plus étendu, une force de production plus importante.

Même dans l'hypothèse poussée à l'extrême que nous venons d'examiner, la surproduction absolue de capital n'est pas une surproduction absolue de moyens de production. Elle n'est qu'une surproduction des moyens de production *fonctionnant comme capital*, devant produire une valeur supplémentaire proportionnelle à leur augmentation en quantité. Et cependant elle est une surproduction, parce que le capital est devenu incapable d'exploiter le travail au degré qu'exige le développement « sain » et « normal » de la production capitaliste, qui veut tout au moins que la masse de profit augmente proportionnellement à la masse de capital et n'admet pas que le taux du profit baisse dans la même mesure ou plus rapidement qu'augmente le capital.

La surproduction de capital n'est jamais qu'une surproduction de moyens de travail et d'existence pouvant être



appliqués à l'exploitation des travailleurs à un degré déterminé, le recul de l'exploitation au-dessous d'un niveau donné devant provoquer des troubles, des arrêts de production, des crises et des pertes de capital. Il n'y a rien de contradictoire à ce que cette surproduction de capital soit accompagnée d'une surpopulation relative plus ou moins considérable. Car, les circonstances qui accroissent la productivité du travail, augmentent les produits, étendent les débouchés, accélèrent l'accumulation comme masse et comme valeur et font tomber le taux du profit, sont aussi celles qui provoquent continuellement une surpopulation relative d'ouvriers, que le capital en excès ne peut pas occuper parce que le degré d'exploitation du travail auquel il serait possible de les employer n'est pas assez élevé ou que le taux du profit qu'ils rapporteraient pour une exploitation déterminée est trop bas.

Lorsqu'on envoie du capital à l'étranger, on le fait, non parce qu'il est absolument impossible de l'employer dans le pays, mais parce qu'on peut en obtenir un taux de profit plus élevé. Ce capital est alors réellement superflu eu égard à la population ouvrière occupée et au pays ; il existe par conséquent à côté d'une population relativement en excès et fournit un exemple de la coexistence et de l'action réciproque des deux phénomènes de la surabondance de capital et de la surabondance de population.

La baisse du taux du profit provoquée par l'accumulation engendre nécessairement la concurrence. En effet, si cette baisse est compensée par l'accroissement de la masse du profit pour l'ensemble du capital social et pour les grands capitalistes complètement installés, il n'en est pas de même pour les capitaux nouveau-venus dans la production et qui doivent y conquérir leur place ; pour ceux-ci la lutte s'impose, et c'est ainsi que la baisse du taux du profit appelle la concurrence entre les capitaux et non cette concurrence, la chute du taux du profit. Cette lutte est accompagnée d'une hausse passagère des salaires entraînant une baisse passagère du taux du profit et elle se mani-



feste par la surproduction de marchandises et l'encombrement du marché. Le capital poursuit, en effet, non la satisfaction des besoins, mais l'obtention d'un profit, et sa méthode consiste à régler la masse des produits d'après l'échelle de la production et non celle-ci d'après les produits qui devraient être obtenus ; il y a donc conflit perpétuel entre la consommation comprimée et la production tendant à franchir la limite assignée à cette dernière, et comme le capital consiste en marchandises, sa surproduction se ramène à une surproduction de marchandises. Un phénomène bizarre c'est que les mêmes économistes qui nient la possibilité d'une surproduction de marchandises admettent que le capital puisse exister en excès. Cependant quand ils disent qu'il n'y a pas de surproduction universelle, mais simplement une disproportion entre les diverses branches de production, ils affirment qu'en régime capitaliste la proportionnalité des diverses branches de production résulte continuellement de leur disproportion ; car pour eux la cohésion de la production tout entière s'impose aux producteurs comme une loi aveugle, qu'ils ne peuvent vouloir, ni contrôler. Ce raisonnement implique, en outre, que les pays où le régime capitaliste n'est pas développé consomment et produisent dans la même mesure que les nations capitalistes. Dire que la surproduction est seulement relative est parfaitement exact. Mais tout le système capitaliste de production n'est qu'un système relatif, dont les limites ne sont absolues que pour autant que l'on considère le système en lui-même. Comment est-il possible que parfois des objets manquant incontestablement à la masse du peuple ne fassent l'objet d'aucune demande du marché, et comment se fait-il qu'il faille en même temps chercher des commandes au loin, s'adresser aux marchés étrangers pour pouvoir payer aux ouvriers du pays la moyenne des moyens d'existence indispensables ? Uniquement parce qu'en régime capitaliste le produit en excès revêt une forme telle que celui qui le possède ne peut le mettre à la



disposition du consommateur que lorsqu'il se reconvertit pour lui en capital. Enfin, lorsque l'on dit que les capitalistes n'ont qu'à échanger entre eux et consommer eux-mêmes leurs marchandises, on perd de vue le caractère essentiel de la production capitaliste, dont le but est la mise en valeur du capital et non la consommation. En résumé toutes les objections que l'on oppose aux phénomènes si tangibles cependant de la surproduction (phénomènes qui se déroulent malgré ces objections), reviennent à dire que les limites que l'on attribue à la production *capitaliste* n'étant pas des limites inhérentes à la *production en général*, ne sont pas non plus des limites de cette production spécifique que l'on appelle capitaliste. En raisonnant ainsi on oublie que la contradiction qui caractérise le mode capitaliste de production, réside surtout dans sa tendance à développer d'une manière absolue les *forces productives*, sans se préoccuper des *conditions* de production au milieu desquelles se meut et peut se mouvoir le capital.

On ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population ; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même on ne fabrique pas trop de moyens de production, étant donnée la partie de la population qui est capable de travailler. Une trop grande partie des hommes est amenée par les circonstances à exploiter le travail d'autrui ou à exécuter des travaux qui ne sont considérés comme tels que dans un système absolument misérable de production. En outre, les moyens de produire que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail.

Mais périodiquement on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. On produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être



réalisées et reconstituées en capital, dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production capitaliste, ou du moins parcourir ce cycle sans catastrophes continuelles. On peut donc dire que si la production de richesses n'est pas trop abondante, on produit périodiquement trop de richesses ayant la forme capitaliste avec les contradictions qui en sont inséparables.

Les faits suivants assignent une limite à la production capitaliste : 1° En entraînant la baisse continue du taux du profit, le progrès de la productivité du travail donne le jour à une force antagoniste, qui à un moment donné agit à l'encontre du développement de la productivité et ne peut être vaincue que par des crises sans nombre ; 2° L'importance de la production, qu'elle doive être accrue ou restreinte, est déterminée, non par les besoins sociaux, mais par l'appropriation par le capitaliste du travail qu'il ne paye pas et le rapport de ce travail au travail matérialisé, en d'autres termes, par le profit et le rapport du profit au capital engagé ; d'où il résulte que la production s'arrête, non lorsque les besoins sont satisfaits, mais lorsque l'impossibilité de réaliser un profit suffisant commande cet arrêt.

Lorsque le taux du profit baisse, l'activité du capital redouble ; chaque capitaliste s'efforce, en faisant appel à des procédés perfectionnés, à ramener la valeur de sa marchandise au-dessous de la valeur moyenne et à réaliser un profit exceptionnel. Le même phénomène provoque en même temps la fraude, en encourageant l'application incertaine de nouvelles méthodes de production, les engagements hasardés de nouveaux capitaux, en un mot les aventures qui offrent la chance de recueillir un profit exceptionnel.

Le taux du profit et le développement du capital qui y correspond sont importants surtout pour les nouveaux capitaux, qui constituent des entreprises nouvelles et indépendantes. Le feu vivifiant de la production s'étendrait bien vite si cette dernière devenait le monopole de quel-



ques grands capitaux, pour lesquels toute variation du taux du profit serait contrebalancée par la masse de celui-ci. Le taux du profit est le stimulant du régime capitaliste, qui ne produit que lorsqu'il y a un bénéfice à recueillir. On comprend dès lors l'anxiété des économistes anglais en présence de la baisse du taux du profit. L'inquiétude de Ricardo devant la seule possibilité de cette baisse démontre, mieux que toute autre considération, combien est profonde sa compréhension des conditions de la production capitaliste ; ce qu'il y a de plus remarquable en lui et ce qui est précisément ce qu'on lui reproche, c'est que dans son étude de la production capitaliste, il n'attache aucune importance aux « hommes » pour s'en tenir exclusivement au développement des forces productives, quels que soient les sacrifices en hommes et en *capitaux* qu'il faille lui faire. Le développement des forces productives du travail social, voilà la mission historique et la raison d'être du capital ; c'est par là qu'inconsciemment il crée les conditions matérielles d'une forme plus élevée de production. Ce qui inquiète Ricardo, c'est que le taux du profit, stimulant de la production et de l'accumulation capitaliste, soit menacé par le développement même de la production et, en effet, le rapport quantitatif est tout ici. Mais la base du système présente un aspect plus profond, dont il se doute à peine. Même au point de vue purement économique et vulgairement bourgeois, limité par l'horizon de la conception de ceux qui exploitent le capital, le régime capitaliste apparaît comme une forme, non pas absolue et définitive, mais relative et transitoire de la production.

IV. Considérations complémentaires.

Le développement de la productivité du travail est non seulement inégal dans les différentes industries, il se fait même souvent dans des directions opposées. Il en résulte que la masse du profit moyen (c'est-à-dire de la plus-value) est de beaucoup inférieure à ce qu'elle serait



si l'on prenait pour base le développement de la productivité dans les industries les plus avancées. Ces différences dans le développement de la productivité ne résultent pas uniquement de l'anarchie déterminée par la concurrence et du caractère particulier de la production bourgeoise ; elles sont provoquées également par des circonstances naturelles, dont l'influence diminue souvent à mesure que la productivité sociale augmente. De là des mouvements en sens inverses dans les différentes branches de la production, mouvements que l'on apprécie clairement en considérant, par exemple, l'influence des saisons sur la majeure partie des matières premières, l'épuisement des forêts, des mines de charbons et de fer, etc.

Si la masse de la partie circulante du capital constant (les matières premières, etc.) ne cesse d'augmenter parallèlement à la productivité du travail, il n'en est pas de même du capital fixe (bâtiments, machines, installations d'éclairage et de chauffage, etc.). Les machines, il est vrai, deviennent tous les jours de plus en plus massives et, d'une manière absolue, de plus en plus coûteuses ; ce qui n'empêche que relativement elles deviennent de moins en moins chères. Si cinq ouvriers produisent aujourd'hui dix fois plus de marchandises qu'auparavant, il n'en résulte pas qu'il faille décupler la dépense de capital fixe ; la valeur de cette partie du capital constant doit évidemment augmenter avec le développement de la productivité du travail, mais elle est loin de croître proportionnellement à cette dernière. A différentes reprises déjà, nous avons montré comment la variation du rapport entre le capital constant et le capital variable se répercute sur la baisse du taux du profit et sur le prix des marchandises.

[La valeur de la marchandise est déterminée par la somme des temps de travail passé (matérialisé) et actuel (vivant) qui y est incorporée. L'augmentation de la productivité du travail se ramène à une diminution du travail vivant et une augmentation du travail matérialisé dans des conditions telles que le travail total contenu dans la



marchandise diminue ; elle est donc caractérisée en ce que le travail vivant diminue plus rapidement que le travail matérialisé. Le travail matérialisé contenu dans la valeur de la marchandise (le capital constant) se compose de deux parties : l'usure du capital fixe et le capital constant (matières premières et auxiliaires). La valeur de la dernière partie diminue à mesure que la productivité du travail progresse tandis que celle de la première augmente, étant donné que l'intervention du capital fixe devient de plus en plus importante, ce qui entraîne nécessairement une augmentation de la part qui en représente l'usure. Pour qu'une nouvelle méthode entraîne effectivement un accroissement de la productivité, il faut qu'elle diminue la valeur de la marchandise, c'est-à-dire qu'elle augmente l'intervention du capital fixe dans une telle mesure que l'augmentation de valeur qu'elle provoque soit inférieure à la diminution résultant de l'épargne de travail vivant qu'elle détermine. Il doit en être ainsi même — cela se présente dans certains cas isolés — lorsque la nouvelle méthode entraîne la mise en œuvre de quantités plus grandes ou plus coûteuses de matières premières et auxiliaires. Il faut que l'épargne de travail vivant représente plus en valeur que les dépenses supplémentaires qui l'accompagnent.

Quelles que soient les conditions sociales, la réduction de la quantité de travail incorporée à la marchandise semble être le caractère essentiel d'une augmentation de la productivité du travail. Il en est incontestablement ainsi dans une société où les producteurs règlent leur activité d'après un plan arrêté d'avance et même dans la production simple de marchandises. Mais en est-il de même dans la société capitaliste ?

Considérons une industrie capitaliste produisant normalement dans les circonstances suivantes : l'usure du capital fixe est de $\frac{1}{2}$ shilling par pièce ; les matières premières et auxiliaires représentent $17 \frac{1}{2}$ sh., le salaire 2 sh. et la plus-value 2 sh., son taux étant de 100 %. La valeur d'une pièce sera donc : $\frac{1}{2} + 17 \frac{1}{2} + 2 + 2 = 22$ shil-



lings. Pour simplifier les choses, supposons que le capital ait la composition moyenne, c'est-à-dire que le coût de production soit égal à la valeur et le profit à la plus-value. Par conséquent, le coût de production est de 22 sh. et le prix de revient, le taux moyen du profit étant de $\frac{2}{10} = 10\%$, est exprimé par $1\frac{1}{2} + 17\frac{1}{2} + 2 = 20$ sh.

Admettons que l'application d'une nouvelle machine vienne réduire de moitié le travail vivant et tripler la valeur représentant l'usure du capital fixe. Celle-ci sera donc de $1\frac{1}{2}$ sh. alors que le salaire ne sera plus que de 1 sh., et la plus-value également de 1 sh. ; et comme rien n'est modifié quant aux matières premières et auxiliaires, la valeur de la pièce sera de $1\frac{1}{2} + 17\frac{1}{2} + 1 + 1 = 21$ sh. La nouvelle machine a incontestablement augmenté la productivité du travail. Cependant le capitaliste ne voit pas les choses sous cet aspect. Son prix de revient est maintenant : $1\frac{1}{2}$ (usure) + $17\frac{1}{2}$ (matières premières et auxiliaires) + 1 (salaire) = 20 shillings, c'est-à-dire le même que précédemment. Comme il tient à prélever son ancien taux de profit (10%), il vendra à 2 sh. au-dessus du prix de revient, ce qui conduira à un coût de production de 22 sh. comme avant. Seulement ce prix sera maintenant supérieur de 1 sh. à la valeur. Pour une société capitaliste, cette machine qui ne diminue pas le prix de la marchandise n'est donc pas un *progrès*. Le capitaliste n'a aucun avantage à l'introduire ; comme son application aurait pour conséquence d'enlever toute valeur aux machines qu'il possède et qui ne sont pas encore usées, comme du jour au lendemain elle en ferait de vieilles mitrailles, il se garde bien de donner dans l'utopie, comme il dit, et de faire pareille bêtise.

La loi de la productivité croissante du travail n'a donc pas une portée absolue aux yeux du capitaliste. Pour lui — nous l'avons signalé brièvement vol. I, chap. XV, 2, p. 179 — il y a accroissement de la productivité lorsque l'épargne, non de travail vivant, mais de travail vivant *payé*



est inférieure à l'augmentation de travail matérialisé que cet épargne comporte. La production capitaliste se présente ici avec une nouvelle contradiction. Sa mission historique est le développement brutal et géométriquement progressif de la productivité du travail humain; elle trahit cette mission chaque fois qu'elle oppose, comme dans le cas que nous venons de voir, un obstacle au développement de la productivité. Nouvelle preuve de sa caducité et de sa disparition prochaine (1).]

Voici quels sont les effets, au point de vue de la concurrence, de la décroissance progressive, sous l'action de la productivité croissante du travail, du capital nécessaire pour l'exploitation avantageuse d'une entreprise industrielle: Dès que l'application d'un procédé nouveau et plus coûteux s'est généralisée, les petits capitaux sont exclus de la production où elle a été faite, car ces petits capitaux ne peuvent fonctionner d'une manière indépendante que lorsque les inventions mécaniques sont à leur début. D'autre part, les entreprises de très grande importance, comme les chemins de fer, où la valeur relative du capital constant est considérable, ne donnent pas le profit moyen, mais un intérêt qui n'en représente qu'une fraction. (S'il n'en était pas ainsi, la baisse du taux général du profit serait encore plus profonde. Il est vrai que ces grandes entreprises absorbent sous forme d'actions de grandes masses de capitaux.)

L'accumulation du capital n'entraîne la baisse du taux du profit que pour autant qu'elle soit accompagnée des modifications de la composition organique du capital dont nous nous sommes occupés plus haut. Or, malgré les

(1) Cette partie est imprimée entre crochets (bien qu'elle reproduise sous une autre forme, il est vrai, une note du manuscrit original), parce qu'elle présente certains développements que Marx ne lui avait pas donnés. — F. E.



révolutions continuelles et journalières des procédés de production, tantôt l'une tantôt l'autre partie plus ou moins grande du capital total est l'objet d'une accumulation, à la faveur d'une composition organique qui reste invariable pendant un temps plus ou moins long et enraie la baisse du taux du profit. Cette accumulation de capital et par conséquent cette extension de production, poursuivies paisiblement d'après l'ancien mode de produire pendant que de nouveaux procédés commencent à entrer en vigueur, représente encore une de ces actions antagonistes qui empêchent que le taux du profit baisse aussi rapidement qu'augmente le capital social.

L'accroissement absolu de la population ouvrière occupée, qui se poursuit malgré la diminution relative du capital variable consacré aux salaires, ne se vérifie pas dans toutes les branches de production et ne se manifeste pas dans la même mesure dans toutes celles qu'elle atteint. C'est ainsi que dans l'agriculture, il peut y avoir diminution absolue du travail vivant. D'ailleurs c'est uniquement dans la production capitaliste que se rencontre ce besoin d'une augmentation absolue et d'une diminution relative simultanées du nombre des salariés ; ceux-ci y sont en excès, dès qu'il n'est plus indispensable de les occuper 12 à 15 heures par jour. Un développement des forces productives qui aurait pour effet de diminuer le nombre absolu des ouvriers et de permettre à la nation tout entière de produire en moins de temps tout ce dont elle a besoin, provoquerait une révolution, parce qu'il mettrait sur le pavé la plus grande partie de la population. Ici se manifeste de nouveau la limite qui est assignée à la production capitaliste et se montre une fois de plus que celle-ci, loin d'être la forme absolue du développement des forces productives, doit nécessairement entrer en conflit avec lui à un moment donné. Ce conflit se traduit en partie par des crises périodiques, résultant d'un excès de population ouvrière, tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre industrie. La production capitaliste est indifférente à l'épargne de temps



de travail que la société pourrait réaliser et elle n'est intéressée au progrès de la production que pour autant qu'il en résulte une augmentation du surtravail qu'elle prélève sur la classe ouvrière ; elle est ainsi en contradiction avec elle-même.

Nous avons vu que l'extension de l'accumulation ne va pas sans une concentration croissante du capital. La simultanéité de ces deux phénomènes accentue l'opposition entre le producteur réel et le capital dont le capitaliste est la personnification. Le capital se manifeste de plus en plus comme une puissance sociale dont le capitaliste est l'agent et qui n'est nullement proportionnelle à ce que l'individu peut produire par son travail ; de plus en plus il devient une puissance que la spoliation met aux mains du capitaliste et qui s'oppose comme telle à la société. La contradiction entre cette puissance sociale à laquelle s'élève le capital et la puissance privée du capitaliste sur les conditions sociales de la production s'affirme de plus en plus ; elle doit aboutir nécessairement à la dissolution de cet état de choses et à un système de production générale, commune et socialisée. Cette solution est le résultat inévitable du mode de développement des forces productives dans le système capitaliste.

Alors même qu'un procédé nouveau de production est plus productif et qu'il augmente le taux de la plus-value, il ne se trouve aucun capitaliste pour l'appliquer de bon gré s'il diminue le taux du profit. Mais le plus souvent tout nouveau procédé fournit des marchandises moins coûteuses et permet de les vendre au début au-dessus de leur coût de production et parfois au-dessus de leur valeur. Le capitaliste qui l'exploite empêche donc la différence entre le coût de production de ses marchandises et le prix du marché des autres qui sont produites dans des conditions moins avantageuses, et il profite de ce



que le temps de travail moyen nécessaire à la production de ces dernières dépasse celui qui est inhérent à l'application du procédé nouveau. Cependant, la concurrence aidant, celui-ci ne tarde pas à être généralisé et alors commence la baisse du taux du profit, qui va se rapprochant du niveau du profit des autres branches, sans que ce mouvement puisse être contrarié par la volonté du capitaliste.

La même loi s'applique aux industries dont les produits ne sont consommés ni directement, ni indirectement par les ouvriers, et ne peuvent par leur dépréciation ni augmenter la plus-value relative, ni réduire le prix de la force de travail. (Il est vrai que dans toutes ces branches une dépréciation du capital constant peut augmenter le taux du profit lorsque l'exploitation des travailleurs reste la même). Dès qu'un nouveau procédé de fabrication commence à gagner du terrain et démontre en fait qu'il permet de produire à meilleur compte, les capitalistes qui en sont encore à l'ancien système de production doivent vendre leurs marchandises au-dessous de leur coût de production, car la valeur de ces marchandises ayant baissé, le temps de travail nécessaire pour les produire est plus considérable que la moyenne sociale. Ils sont donc contraints — et cette solution semble être un effet de la concurrence — d'introduire le procédé nouveau, qui diminue le rapport du capital variable au capital constant.

Tous les facteurs qui permettent aux machines de réduire les prix des produits se ramènent en dernière analyse à la diminution de la quantité de travail et de la valeur de l'usure qui sont incorporées à la marchandise. Moins l'usure de la machine est rapide, plus grande est la quantité de marchandises sur lesquelles elle est répartie, plus important est le travail vivant dont elle accomplit la fonction avant que son renouvellement soit nécessaire. Dans les deux cas, la masse et la valeur du capital constant fixe augmentent par rapport au capital variable.

« Toutes circonstances égales, une nation peut épargner



une fraction d'autant plus grande de ses profits que le taux en est plus élevé ; mais lorsque ce taux décline, les circonstances ne restent pas égales. ... Un taux réduit de profit est ordinairement accompagné d'une accumulation rapide relativement à la population, comme en Angleterre, ... tandis qu'un taux élevé est suivi d'une accumulation plus lente, comme en Pologne, en Russie, aux Indes, etc. (Richard Jones, *An Introductory Lecture on Pol. Econ.*, London 1833, p. 50 et suiv.). Jones fait remarquer avec raison que malgré la baisse du taux du profit la tendance à l'accumulation et le pouvoir d'accumuler augmentent : 1° parce qu'il y a accroissement de la surpopulation relative ; 2° parce qu'avec le progrès de la productivité du travail augmente la masse de valeurs d'usage représentées par une même valeur d'échange, c'est-à-dire la masse des éléments matériels du capital ; 3° parce que les branches de production se multiplient ; 4° parce qu'il y a développement du crédit, des sociétés par actions, etc., qui permettent aux individus de transformer leur argent en capital sans devenir capitalistes industriels ; 5° parce que les besoins et la convoitise de la richesse augmentent ; 6° parce que la masse du capital fixe engagé devient plus grande.

La production capitaliste est caractérisée avant tout par les trois faits suivants :

1° La concentration en un petit nombre de mains des moyens de produire, qui cessent d'être la propriété des travailleurs immédiats et se transforment en puissances sociales de la production. Les capitalistes qui les possèdent sont des mandataires de la société bourgeoise, mais des mandataires qui empochent tout le produit.

2° L'organisation sociale du travail par la coopération, la division du travail et l'application des sciences naturelles. Grâce à cette organisation et à la concentration des moyens de produire la production capitaliste supprime



l'appropriation individuelle et le travail privé, bien que sous des formes opposées.

3° La constitution du marché mondial.

Le développement extraordinaire relativement à l'accroissement de la population que la production capitaliste communique aux forces productives et — dans une mesure moindre, il est vrai — aux capitaux-valeurs, est hors de proportion avec la base à laquelle elle correspond, et cette disproportion s'accroît de jour en jour en présence de l'accroissement incessant de la richesse. Les crises sont la conséquence inévitable de cette situation.



QUATRIÈME PARTIE

LA TRANSFORMATION DU CAPITAL-MARCHANDISE ET DU
CAPITAL-ARGENT EN CAPITAL COMMERCIAL (COMMERCE DE
MARCHANDISES ET COMMERCE D'ARGENT).

CHAPITRE XVI

LE CAPITAL DU COMMERCE DE MARCHANDISES

Le capital commercial se présente sous deux formes : le capital du commerce de marchandises et le capital du commerce d'argent. Nous allons en établir les caractères, d'abord parce que cette étude nous est nécessaire pour l'analyse de la structure intime du capital, ensuite parce que même les meilleurs représentants de l'Economie politique moderne ne distinguent pas les caractères particuliers du capital commercial et confondent celui-ci avec le capital industriel.

Le mouvement du capital-marchandise a été analysé dans notre deuxième volume. Lorsque l'on considère l'ensemble du capital de la société, on constate qu'une partie, dont la composition et l'importance varient sans cesse, se



trouve constamment sur le marché sous forme de marchandise devant être convertie en argent et une autre partie, sous forme d'argent demandant à être transformé en marchandise. Le capital est donc toujours en voie de transformation. Lorsque la fonction de circulation devient l'apanage d'un capital spécial, que la division du travail met aux mains d'une catégorie spéciale de capitalistes, le capital-marchandise devient capital du commerce de marchandises ou capital commercial.

Dans le volume II (chapitre VI, Les Frais de circulation, 2 et 3) nous avons montré jusqu'à quel point le transport, la conservation et la distribution des marchandises prolongent le procès de production dans le procès de circulation. Ces incidents de la circulation du capital-marchandise sont en partie confondus avec les fonctions du capital commercial, auxquelles ils se relient d'ailleurs en pratique, bien que le progrès de la division du travail ait pour effet de spécialiser et de rendre autonome la fonction du capital du commerce de marchandises. Pour notre étude, dont le but est d'établir les caractères distinctifs de ce dernier, nous devons évidemment faire abstraction de toutes les autres fonctions.

Nous avons vu que l'existence du capital sous forme de capital-marchandise avec les métamorphoses — de marchandise en argent et d'argent en marchandise — qu'il subit comme tel, représente une phase de la reproduction du capital industriel et du procès de production, bien que le capital de circulation et le capital de production aient des fonctions nettement distinctes et soient des formes différentes du capital social. Le capital du commerce de marchandises n'est qu'une partie du capital de circulation, car une autre partie de la vente-achat s'accomplit toujours directement entre les capitalistes industriels. (Nous ferons abstraction de cette dernière, parce qu'elle ne contribue pas à mettre en relief le rôle du capital commercial dont nous voulons nous occuper spécialement et que dans le



deuxième volume elle a fait l'objet d'une étude suffisamment complète.)

Etant capitaliste, le commerçant (1) figure d'abord au marché comme représentant d'une somme d'argent qu'il avancée comme capital et dont il veut transformer la valeur X en une valeur $X + \Delta X$ (la valeur primitive + un profit). Comme commerçant, il doit commencer par envoyer au marché du capital sous forme d'argent ; car il n'est pas producteur de marchandises et n'est que l'intermédiaire de leur mouvement ; comme tel il doit commencer par les acheter, par conséquent par posséder un capital-argent.

Considérons un commerçant possédant 3000 £, qu'il met en valeur comme capital commercial. Pour ses 3000 £, il achète 30.000 aunes de toile, au prix de 2 sh. l'aune. Si ces 30.000 aunes représentent sa vente annuelle et si, déduction faite des faux frais, il veut réaliser un bénéfice annuel de 10 %, il faudra qu'à la fin de l'année il récupère 3300 £. Comme nous voulons simplement dégager quelle est la forme du mouvement de son capital, nous n'avons pas à nous demander par quels procédés il arrive à réaliser son bénéfice. Il achètera donc tous les ans pour 3000 £ de toile qu'il vendra, répétant continuellement l'opération $A - M - A'$ d'un capital confiné dans le procès de circulation et tenu complètement en dehors du procès de production.

Quelle relation y a-t-il entre ce capital du commerce de marchandises et le capital-marchandise, forme spéciale du capital industriel ? Si l'on considère le fabricant de toile, on voit que l'argent du commerçant lui a permis de réaliser la valeur de son produit, c'est-à-dire d'accomplir la première phase de la métamorphose de son capital-marchandise : il a converti celui-ci en argent et peut reconver-

(1) Dans ce chapitre et dans les suivants nous nous servons du mot « commerçant » pour traduire l'expression « *Waarenhändler* » (commerçant faisant le commerce de marchandises), que Marx emploie pour bien marquer la différence entre le *Waarenhandel*, le commerce de marchandises, et le *Geldhandel*, le commerce d'argent.



tir cet argent en fil, charbon, salaires, etc., d'une part, en objets de consommation pour son usage personnel, d'autre part. En un mot, abstraction faite de ce qu'il dépense comme revenu, il est à même de poursuivre le procès de reproduction.

Mais si pour lui la conversion de la toile en argent est chose faite, il n'en est pas de même de la toile. Elle se trouve encore sur le marché comme capital-marchandise devant être vendu, devant accomplir sa première métamorphose. Rien ne s'est modifié dans sa situation, sauf qu'elle a changé de possesseur. Restant conforme à sa destination et à son rôle dans le procès, elle est toujours du capital-marchandise, de la marchandise vénale ; seulement, des mains du producteur elle a passé à celles du commerçant, qui a repris la fonction qu'autrefois le producteur devait accomplir lui-même.

Supposons que le commerçant ne parvienne pas à vendre les 30.000 aunes, pendant l'intervalle qu'il faut au fabricant pour amener au marché une nouvelle quantité de 30.000 aunes d'une valeur de 3000 £. N'ayant pas reconverti en argent la toile qu'il a encore en magasin, il ne pourra pas acheter la nouvelle marchandise et il y aura arrêt ou tout au moins interruption de la reproduction. Il est vrai que si le fabricant de toile a du capital-argent en réserve, il pourra continuer à produire en attendant qu'il trouve à vendre ses 30.000 aunes de toile ; mais cette supposition ne résout rien et n'empêche pas que le capital incorporé aux 30.000 aunes ne soit arrêté dans sa reproduction. Les opérations du commerçant sont donc des opérations indispensables pour que la conversion en argent du capital-marchandise du producteur puisse s'accomplir, par conséquent, pour que le capital-marchandise puisse fonctionner dans la circulation et dans la reproduction. Cette conclusion ne ferait l'objet d'aucun doute, si c'était un employé du fabricant qui, au lieu du commerçant autonome, était chargé exclusivement de la vente et de l'achat.

Le capital du commerce de marchandises n'est donc que



le capital-marchandise du producteur, au moment où se fait sa conversion en argent et s'accomplit sur le marché sa fonction de capital-marchandise ; mais avec cette différence que cette fonction ne répond plus à une opération secondaire du producteur et qu'elle est devenue l'opération exclusive d'une catégorie spéciale de capitalistes, les commerçants de marchandises. La forme spéciale de la circulation du capital du commerce de marchandises l'établit à l'évidence. Le commerçant achète la marchandise et la revend : $A - M - A'$. Or la circulation simple de marchandises ou même la circulation telle qu'elle se réalise dans le mouvement $M' - A - M$ du capital industriel, est caractérisée en ce que chaque pièce d'argent change deux fois de possesseur : le producteur de toile vend sa marchandise, ce qui fait passer dans sa main l'argent de l'acheteur ; il achète ensuite du fil, du charbon, du travail, et le même argent lui sert pour reconvertir la valeur de la toile en un élément de production. La marchandise qu'il achète n'est pas la même que celle qu'il a vendue ; celle-ci est un produit, celle-là se compose de moyens de production. Il n'en est pas de même du commerçant. Celui-ci dépense 3000 £ pour acheter 30.000 aunes de toile, qu'il vend pour retirer de la circulation le capital-argent (3000 £ plus le profit) qu'il a avancé. Ce n'est plus l'argent qui change deux fois de place, mais la marchandise qui passe de la main du vendeur à celle de l'acheteur, qui la revend à un autre acheteur. La marchandise est encore vendue deux et même plusieurs fois, et c'est par cette vente répétée que le premier acheteur rentre en possession de l'argent qu'il a avancé. Dans la circulation $M' - A - M$, le double déplacement de l'argent a pour conséquence que la marchandise est vendue sous une forme et mise en œuvre sous une autre forme ; dans la circulation $A - M - A'$, le double déplacement de la marchandise a pour effet que de l'argent qui a été engagé dans la circulation peut en être retiré. Il en résulte que la marchandise n'est pas définitivement vendue dès qu'elle a quitté la main du producteur pour celle



du commerçant ; celui-ci ne fait que continuer l'opération de la vente, qu'assurer le fonctionnement du capital-marchandise. Mais ce qui pour le capitaliste producteur est simplement $M - A$, le fonctionnement de son capital sous la forme transitoire de capital-marchandise, est $A - M - A'$ pour le commerçant, la mise en valeur spéciale du capital-argent qu'il a avancé, l'évolution d'un capital d'une nature déterminée.

Le commerçant vend la toile définitivement au consommateur productif (le blanchisseur, par ex.) ou au consommateur improductif (celui qui s'en sert pour un usage personnel) ; il récupère (avec profit) l'argent qu'il a avancé et il peut recommencer les mêmes opérations. Si, dans l'achat de la toile, l'argent fonctionne simplement comme moyen de paiement, c'est-à-dire si la marchandise ne doit être payée que dans un délai de six semaines, il suffit que celle-ci soit vendue avant ce délai, pour que le commerçant puisse sans avancer de l'argent s'acquitter envers le producteur ; s'il ne parvient pas à vendre la toile, il devra avancer les 3000 £, non à la date de la livraison, mais à l'échéance convenue, et si une baisse du prix l'oblige de vendre au-dessous du prix d'achat, il devra faire appel à son capital pour combler le déficit.

Où le capital du commerce de marchandises prend-il le caractère d'un capital autonome, alors que dans les mains du producteur écoulant lui-même ses produits il n'est qu'une forme spéciale du capital industriel, correspondant à une phase déterminée du procès de reproduction ?

Primo. — Lorsqu'il est capital-commercial, le capital-marchandise accomplit sa première métamorphose, la fonction qui lui est assignée sur le marché, sa conversion définitive en argent entre les mains d'un agent distinct du producteur et dont les fonctions sont nettement séparées de celles du producteur industriel. La division sociale du travail a transformé en fonction exclusive d'un agent spécial de la circulation une opération qui correspondait à une phase déterminée et spéciale du procès de reproduction.



Cependant cet acte de division du travail n'est pas suffisant pour expliquer comment le rôle du capital commercial est absolument distinct et indépendant de celui du capital industriel. D'autres considérations doivent être invoquées.

Secundo. — Ce qui caractérise avant tout le capital commercial, c'est que le commerçant, l'agent autonome de la circulation, avance comme tel un capital-argent. Ce qui pour le capitaliste industriel est simplement $M - A$, conversion du capital-marchandise en capital-argent, est pour le commerçant $A - M - A'$, achat et vente de la même marchandise et reflux du capital-argent qu'il a avancé.

Lorsqu'il avance du capital pour l'acte de circulation $A - M - A$ et qu'il achète de la marchandise au producteur, le commerçant a toujours en vue l'opération $M - A$, la conversion en argent du capital-marchandise, c'est-à-dire la première métamorphose de ce dernier, bien que l'acte qu'il accomplit puisse être, pour le producteur, la seconde métamorphose $A - M$, la reconversion de l'argent en marchandise (moyen de production). Pour le fabricant de toile, $M - A$ est la première métamorphose, la conversion du capital-marchandise en capital-argent ; pour le commerçant, ce même acte est $A - M$ la conversion de son capital-argent en capital-marchandise. Si le commerçant vend la toile au blanchisseur, il accomplit l'acte $M - A$, qui a comme pendant du côté du blanchisseur, $A - M$, conversion du capital-argent en capital productif, soit la seconde métamorphose du capital-marchandise. En réalité, c'est seulement après cette dernière opération que le capital-marchandise du fabricant de toile est définitivement vendu, et l'opération $A - M - A$ du commerçant n'est intervenue que pour permettre l'accomplissement de l'acte $M - A$ entre deux producteurs. Supposons qu'après la vente de sa marchandise, le fabricant de toile achète, pour une fraction de la valeur de celle-ci, du fil à un commerçant. Il accomplit l'acte $A - M$, dont le pendant sera $M - A$ pour le marchand de fil ; quant



au fil lui-même, il sera sorti de la circulation pour être consommé, passant par la transformation $M - A$, le but de sa première métamorphose. Que le commerçant achète ou vende au capitaliste industriel, le cycle $A - M - A$ de son capital se ramène à $M - A$, une des formes transitoires du capital industriel en voie de production. Si l'acte $A - M$ du capital commercial est $M - A$ pour le capitaliste industriel, il n'en est pas de même au point de vue du capital-marchandise ; en effet, il représente seulement le passage du capital-marchandise de la main de l'industriel à celle d'un agent de la circulation, et il faut que le capital commercial ait accompli $M - A$ (l'acte subséquent de $A - M$) pour que le $M - A$ du capital-marchandise soit définitif et complet. L'opération $A - M - A$ n'est que la succession de deux $M - A$, de deux ventes d'un même capital-marchandise aboutissant à sa vente dernière et définitive.

Le capital-marchandise devient donc capital commercial, capital d'une catégorie spéciale et indépendante, par ce fait que le commerçant avance un capital-argent, qui n'engendre de la valeur et n'agit comme capital que parce qu'il fonctionne exclusivement comme agent des métamorphoses du capital-marchandise, dont il assure la conversion en argent par une succession ininterrompue d'achats et de ventes.

Au point de vue du procès de reproduction, le capital du commerce de marchandises, tant qu'il revêt la forme d'une marchandise, représente une fraction du capital industriel dans celle de ses métamorphoses où il existe et fonctionne comme capital-marchandise. Il n'est alors que le capital argent avancé par le commerçant, destiné exclusivement aux opérations de vente et d'achat, prenant uniquement les formes de capital-marchandise ou de capital-argent et jamais celle de capital productif ; il est confiné continuellement dans le procès de circulation.

Lorsque le fabricant de toile a vendu ses 30.000 aunes pour 3000 £, il consacre cet argent à l'achat de moyens de



production, et son capital peut continuer à produire. Mais, si à son point de vue la marchandise est convertie en argent, il n'en est pas de même, ainsi que nous l'avons dit, pour la toile. Celle-ci n'est pas encore transformée définitivement en argent, puisqu'elle n'est pas encore consommée, ni productivement, ni improductivement; comme capital-marchandise elle se trouve encore sur le marché, représentée maintenant par le marchand de toile, qui a pris la place du fabricant.

Si le producteur de toile devait attendre jusqu'à ce que toute sa toile eût cessé d'être de la marchandise et eût été transmise au dernier acheteur, le consommateur, il serait obligé d'interrompre sa fabrication, à moins qu'il ne prit la décision de restreindre ses opérations, de convertir en capital productif (fil, charbon, travail, etc.) une partie moindre de sa toile et de conserver une partie plus grande comme réserve monétaire, pour continuer la production pendant qu'une fraction de son capital est retenue au marché sous forme de marchandise. L'intervention du commerçant ne lui permet pas de se passer de cet expédient; seulement elle réduit relativement à la partie du capital fonctionnant comme capital productif l'importance de la partie du capital circulant qui doit être tenue en réserve, et elle permet d'agrandir proportionnellement l'échelle de la reproduction. Mais si de la sorte une plus grande partie du capital du capitaliste industriel peut être consacrée à la production, il y a une autre partie du capital social qui est continuellement engagée dans la circulation sous forme de capital commercial. Celle-ci n'est plus utilisée qu'à des ventes et des achats, et les choses se passent comme s'il y avait eu une simple substitution de personnes. En effet, si, au lieu d'acheter de la toile destinée à la vente, le commerçant engageait ses 3000 £ dans une production quelconque, le capital productif de la société serait accru; mais le fabricant de toile devrait augmenter sa réserve monétaire et le commerçant devenu capitaliste industriel serait obligé d'en faire autant. D'autre part en continuant



à faire du commerce, le commerçant épargne au producteur le temps qu'il devrait consacrer à la vente et qu'il peut donner à la surveillance de la production.

Lorsque l'importance du capital commercial ne dépasse pas les proportions indispensables, on peut admettre que la division du travail appliquée au capital social donne les résultats suivants :

1° La partie du capital à affecter à l'achat et à la vente peut être plus petite, parce que les achats et les ventes constituent la fonction d'une catégorie spéciale de capitalistes et que les capitalistes industriels ne doivent plus s'occuper eux-mêmes de toute la partie commerciale de leurs entreprises. (Par capital à affecter à l'achat et à la vente, il faut entendre non seulement celui qui sert à l'échange des marchandises, mais l'argent qui doit être avancé pour les salaires des entreprises commerciales et pour le capital constant des magasins, appareils de transport, etc.).

2° Le producteur voit sa marchandise convertie plus rapidement en argent et toutes les métamorphoses du capital-marchandise sont accélérées, étant donné que toutes ces opérations rentrent dans les attributions d'un agent spécial, le commerçant.

3° La rotation d'un capital commercial peut représenter, non seulement les rotations d'un certain nombre de capitaux d'une même branche de production, mais celles de toute une série de capitaux engagés dans des industries différentes. Le premier cas se présente, par exemple, lorsque le marchand de toile vend les 3000 £ de toile qu'il a achetées à un fabricant, avant que celui-ci ait alimenté le marché d'une quantité équivalente, et achète et vend les produits d'un autre ou de plusieurs autres fabricants. Le second cas arrive lorsque le commerçant, après avoir vendu la toile, achète de la soie, assurant ainsi la rotation du capital d'une autre branche de production.

La rotation du capital industriel trouve une limite, non seulement dans la durée de la circulation, mais également dans celle de la production. La rotation du capital commer-



cial (nous supposons un capital affecté au commerce d'une catégorie déterminée de marchandises) est limitée, non par la rotation d'un capital industriel, mais par celle de tous les capitaux industriels de la même branche. Après avoir acheté et vendu la toile d'un fabricant, le commerçant peut acheter et vendre celle d'un autre, avant que le premier ait fait un second envoi de marchandises au marché. Le même capital commercial peut donc coopérer successivement aux rotations de divers capitaux engagés dans une branche de production ; sa rotation n'est pas liée à celle d'un seul capital industriel et il ne sert pas de réserve monétaire à un capitaliste industriel seulement. Nécessairement, dans une branche de production déterminée, la rotation du capital commercial est limitée par la production totale de cette branche. Supposons que A fabrique une marchandise dont la production demande trois mois. Si le commerçant qui l'achète parvient à la vendre dans le mois qui suit l'achat, il pourra recommencer la même opération avec un autre fabricant de la même branche de production. Ayant vendu le blé d'un fermier, il peut avec le même argent acheter celui d'un autre, le revendre et recommencer à différentes reprises. La rotation de son capital sera limitée par la quantité de blé qu'il pourra acheter et vendre successivement dans un temps donné, un an par exemple, tandis que la rotation du capital du fermier, abstraction faite du temps qu'exige la circulation, est limitée par la durée de la production, qui est d'un an.

Nous avons vu que la rotation d'un même capital commercial peut coopérer aux rotations de divers capitaux engagés dans des branches de production différentes. Lorsque le capital commercial opère dans ces conditions et que, par une série de ses rotations, il convertit en argent différents capitaux-marchandises, sa fonction comme capital-argent est à celle du capital-marchandise, comme l'argent, caractérisé par la multiplicité de ses rotations, est à la marchandise.

La rotation d'un capital commercial ne s'identifie pas



avec la rotation ou la reproduction d'un capital industriel de même grandeur ; elle correspond à la somme des rotations de toute une série de capitaux de cette importance, engagés soit dans la même branche de production, soit dans des industries différentes. La fraction du capital social qui doit prendre la forme de capital commercial est d'autant plus petite que celui-ci circule plus rapidement. Moins la production est développée, plus le capital commercial doit être considérable par rapport à la quantité de marchandises qu'il doit mettre en circulation. Aussi dans les sociétés produisant dans des conditions inférieures, la plus grande partie du capital-argent se trouve aux mains des commerçants, qui jouissent d'une puissance d'argent vis-à-vis des autres.

La vitesse de circulation du capital-argent avancé par le commerçant dépend : 1° de la vitesse avec laquelle se renouvelle le procès de production et se suivent les divers procès de production ; 2° de la vitesse de la consommation.

Le capital commercial n'effectue pas toujours sa rotation comme nous l'avons supposé jusqu'ici, c'est-à-dire qu'il n'achète pas toujours des marchandises pour toute sa valeur pour les revendre ensuite. Le commerçant fait généralement deux parts de son capital, dont l'une existe comme capital-marchandise pendant que l'autre fonctionne comme capital-argent. D'un côté, il achète et convertit de l'argent en marchandises ; de l'autre, il vend et transforme du capital-marchandise en argent. Plus la partie de son capital affectée à l'une de ces opérations est grande, plus celle réservée à l'autre est petite ; mais la fraction devant revêtir la forme argent sera d'autant moindre, eu égard aux transactions qu'elle doit accomplir, que le rôle du crédit sera plus important dans la circulation. Si j'achète pour 3000 £ de vin à trois mois de date et si je le vends au comptant avant l'échéance, je n'aurai pas un centime à avancer pour ma transaction. Il est clair que le capital-argent, qui figure dans ce cas comme capital commercial,



n'est que le capital industriel dans celle de ses métamorphoses où il reprend la forme argent. (Ce fait que le producteur qui a vendu le vin à 3 mois de date peut escompter la lettre de change qui lui a été souscrite, ne modifie pas les choses en ce qui concerne le capital du commerçant). Si, dans l'intervalle qui sépare l'achat de la vente, le prix baissait d'un dixième, par exemple, non seulement le commerçant ne réaliserait aucun profit, mais il ne toucherait que 2700 £ au lieu de 3000, et il devrait prélever 300 £ sur sa réserve pour compenser la différence des prix. Les faits se seraient évidemment passés de la même manière si la vente avait été faite par le producteur lui-même; c'est lui qui dans ce cas aurait perdu les 300 £ et aurait dû faire appel à son capital de réserve pour pouvoir recommencer la production à la même échelle.

Un commerçant achète pour 3000 £ de toile à un fabricant, qui en emploie les deux tiers (2000 £) pour se procurer du fil. L'argent que le fabricant de toile remet au marchand de fil n'est pas celui du commerçant de toile, car ce dernier a reçu de la marchandise en échange de la monnaie qu'il a avancée; ce que le fabricant de toile débourse, c'est une partie de son propre capital. Au point de vue du marchand de fil, ces 2000 £ semblent être du capital-argent refluant à son point de départ; mais jusqu'à quel point en est-il ainsi et ces 2000 £ ne sont-elles pas simplement du capital industriel venant d'abandonner la forme de toile ou allant prendre celle de fil? Si le marchand de fil a acheté à crédit et vendu au comptant, le capital commercial représenté par les 2000 £ qui lui reviennent avant qu'il paye ce qu'il a acheté, ne se différencie d'aucune manière du capital industriel arrivé au point de son cycle où il revêt la forme argent. Lorsque le capital du commerce de marchandises n'est pas, sous la forme marchandise ou sous la forme argent, du capital industriel se trouvant entre les mains du commerçant, il est simplement la partie du capital-argent qui appartient au commerçant et circule pour la vente et l'achat des marchandises. Il représente alors,



avec une importance moindre, la partie du capital que l'industriel aurait dû avancer pour constituer la réserve monétaire qui lui aurait permis de faire ses achats et qu'il aurait fait circuler comme capital-argent. Cette partie du capital total, ramenée à des proportions moindres, se trouve maintenant aux mains des commerçants qui la font circuler continuellement comme moyen d'achat pour assurer la continuité du procès de reproduction. Elle est d'autant plus petite relativement au capital total, que la reproduction est plus accélérée et que la fonction de l'argent comme moyen de paiement, c'est-à-dire le crédit, est plus développée (1).

Le capital commercial fonctionne exclusivement dans la circulation, qui n'est qu'une phase du procès de repro-

(1) Afin de pouvoir assimiler le capital commercial au capital productif, Ramsay confond le commerce avec l'industrie du transport et l'appelle « *the transport of commodities from one place to another* » (*An Essay on the Distribution of Wealth*, p. 19). La même confusion se rencontre chez Verri (*Meditazioni sull' Ec. Pol.*, § 4), chez J.-B. Say (*Traité d'Ec. Pol.*, I, 14, 15) et chez J.-P. Newman, qui dit dans ses *Elements of Pol. Ec.* (Andover et New-York 1835) : « *In the existing economical arrangements of society, the very act which is performed by the merchant of standing between the producer and the consumer, advancing to the former capital and receiving products in return, and handing over these products to the latter, receiving back capital in return, is a transaction which both facilitates the economical process of the community, and adds value to the products in relation to which it is performed* » (p. 174). Ainsi le producteur et le consommateur gagnent du temps grâce à l'intervention du commerçant : ce dernier, qui fait une avance de capital et de travail, doit être récompensé, « *since it adds value to products, for the same products, in the hands of consumers, are worth more than in the hands of producers* ». Pour Newmann comme pour J.-B. Say, le commerce est donc « *strictly an act of production* » (p. 175). Cette conception est absolument fautive. La valeur d'usage d'une marchandise est plus grande entre les mains du consommateur qu'entre celles du producteur, car c'est là seulement qu'elle entre en fonctions et qu'elle est réalisée, tandis qu'entre les mains du producteur elle n'existe qu'à l'état potentiel. On ne paie pas la marchandise deux fois, d'abord comme valeur d'échange, ensuite comme valeur d'usage. En payant sa valeur d'échange, on s'approprie sa valeur d'usage et rien n'est ajouté à la valeur d'échange par le passage de la marchandise des mains du producteur ou du commerçant à celles du consommateur.



duction. La circulation n'engendre ni valeur, ni plus-value, car elle ne comporte que des échanges de formes. Par conséquent, si de la plus-value est réalisée par la vente de la marchandise, c'est qu'elle était d'avance contenue dans celle-ci. Aussi au second acte du procès de production, lorsque le capital-argent est échangé contre des moyens de production, l'acheteur n'en crée aucune plus-value et se borne à préparer la récolte de cette dernière en convertissant de l'argent en force de travail et en moyens de production. Toutes ces métamorphoses, en tant qu'elles coûtent du temps — un temps pendant lequel le capital ne produit rien et par conséquent n'engendre pas de plus-value — ralentissent la production de la valeur et ont pour effet de diminuer d'autant plus le taux du profit que la durée de la circulation est plus grande. On peut donc dire que si directement le capital commercial ne crée ni valeur, ni plus-value, il peut contribuer indirectement à augmenter celle-ci, lorsqu'il a pour effet d'accélérer la circulation. En intervenant pour étendre le marché et assurer la division du travail des capitaux, en leur permettant d'opérer à une échelle plus grande, il aiguillonne la productivité et l'accumulation du capital industriel. En réduisant la durée de la circulation, il accroît la plus-value par rapport au capital avancé et par conséquent le taux du profit. Enfin en donnant une importance moindre à la partie du capital social qui doit être affectée exclusivement à la circulation sous forme de capital-argent, il renforce la partie qui peut être consacrée directement à la production.



CHAPITRE XVII

LE PROFIT COMMERCIAL

Nous avons vu, dans le deuxième volume, que la fonction du capital dans la circulation — les opérations $M' - A - M$ qui assurent la conversion de la marchandise en argent et de l'argent en éléments de production — loin d'engendrer de la valeur et de la plus-value, en réduit la quantité à cause du temps qui est absorbé par la circulation. Ce que nous avons constaté en étudiant les métamorphoses du capital-marchandise sous sa forme exclusive n'est pas modifié, lorsqu'une partie de ce capital prend la forme de capital du commerce de marchandises et a ses transformations assurées par une partie spéciale du capital-argent et une catégorie déterminée de capitalistes. Par conséquent, si la vente et l'achat des marchandises ne créent ni valeur, ni plus-value lorsqu'elles sont effectuées par les capitalistes industriels, elles n'acquièrent pas plus cette vertu lorsqu'elles sont faites par d'autres personnes ; l'incapacité qui caractérise à ce point de vue la partie du capital social qui doit être disponible en argent pour que la reproduction suive son cours sans interruption, subsiste quelle que soit la personne, le capitaliste industriel ou tout autre capitaliste, qui en fasse l'avance.

Si nous faisons abstraction de toutes les opérations hétérogènes, l'emmagasiner, l'expédition, le transport, la distribution, qui se rattachent au fonctionnement du capital commercial, et si nous ne considérons que la fonction effec-



tive de ce dernier, la vente et l'achat, nous pouvons dire qu'il assure uniquement la réalisation de la valeur et de la plus-value, en opérant l'échange social des marchandises. Cependant la circulation du capital industriel est une phase de la reproduction au même titre que la production ; par suite, le capital qui fonctionne dans la circulation doit rapporter le même profit annuel moyen que le capital engagé dans les diverses branches de la production. S'il n'en était pas ainsi, si, par exemple, le capital commercial donnait un profit moyen supérieur à celui du capital industriel, on verrait une partie de celui-ci émigrer aux entreprises commerciales ; dans le cas contraire, l'inverse se produirait et cela avec d'autant moins d'hésitation qu'aucun capital ne rencontre moins de difficulté que le capital commercial à changer de destination et de fonction. Mais si le capital commercial est incapable d'engendrer par lui-même de la plus-value, il est évident que celle qui lui tombe en partage sous forme de profit moyen doit provenir de la plus-value créée par le capital productif. Comment parvient-il à s'en emparer ?

Et d'abord, constatons que c'est en apparence seulement que le profit du commerçant résulte d'une addition à la valeur de la marchandise, d'une élévation nominale du prix au-dessus de la valeur.

Il est clair que le commerçant ne peut prélever son profit que sur le prix des marchandises qu'il vend, et il est plus clair encore que ce profit est égal à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat. Il se peut qu'entre la vente et l'achat viennent s'ajouter des dépenses supplémentaires (des frais de circulation) ; dans ce cas, l'excédent du prix de vente sur le prix d'achat représente à la fois ces frais et le profit. Pour simplifier l'analyse, nous supposerons que ces dépenses supplémentaires n'existent pas.

Pour le capitaliste industriel, la différence entre le prix de vente de ses marchandises et leur prix d'achat représente l'écart entre leur coût de production et leur prix de revient. Si nous considérons le capital total de la société,



cette différence se ramène à la différence entre la valeur des marchandises et le prix de revient payé par les capitalistes, c'est-à-dire à la différence entre la quantité totale et la quantité payée de travail qu'elles contiennent. Avant que les marchandises achetées par le capitaliste industriel puissent être envoyées au marché comme marchandises vendables, elles doivent parcourir le procès de production, pendant lequel la fraction de leur prix qui sera réalisée plus tard comme profit est produite. Il n'en est pas de même pour le commerçant. Les marchandises ne sont en sa possession que pendant qu'elles sont engagées dans la circulation et il ne fait que poursuivre l'opération de vente qui a été commencée par le capitaliste industriel, opération au cours de laquelle aucune plus-value nouvelle n'est incorporée à la marchandise. Alors que le capitaliste industriel réalise seulement dans la circulation la plus-value qui était déjà produite, le commerçant doit, non seulement réaliser, mais créer son profit au moyen de la circulation. A première vue, cette opération ne paraît possible que s'il vend au-dessus de leur coût de production les marchandises que le capitaliste industriel lui a vendues au coût de production, c'est-à-dire à leur valeur, si nous considérons l'ensemble du capital-marchandise ; par conséquent s'il leur donne un prix nominal supérieur à leur prix et leur assigne une valeur (si nous considérons tout le capital-marchandise) plus grande que leur valeur réelle ; en un mot s'il les vend plus cher qu'elles ne valent. Si une aune de toile coûte 2 sh., je la mettrai en vente, pour réaliser 10 % de profit, à $\left(2 + \frac{2}{10}\right)$ sh., soit 2 sh. $2\frac{2}{5}$ d. Je la vendrai donc à un prix qui est en réalité celui de $1\frac{4}{10}$ aune ou, ce qui revient au même, pour les 2 sh., je donnerai $\frac{10}{11}$ aune et je garderai pour moi $\frac{1}{11}$. De cette manière j'arriverai à participer à la plus-value et au surproduit par un détour, par une majoration du prix nominal de la marchandise.

C'est sous cet aspect que la formation du profit commer-



cial se présente au premier abord à l'esprit et c'est même de là qu'est partie la conception que tout profit résulte d'une augmentation nominale du prix, c'est-à-dire de la vente de la marchandise au-dessus de sa valeur.

Il suffit cependant de regarder les choses de près pour être convaincu que cette explication (il est bien entendu que nous parlons du profit moyen et non de ce qui peut se passer dans un cas particulier) repose sur une apparence. Pourquoi considérons-nous que le commerçant ne peut réaliser 10 % sur sa marchandise qu'en la vendant 10 % au-dessus du coût de production? Parce que nous avons admis que le producteur, le capitaliste industriel (pour le monde extérieur, c'est le capitaliste industriel, la personification du capital industriel, qui apparaît comme « producteur ») la lui a vendue au coût de production. Et, en effet, si le coût de production, c'est-à-dire en dernière instance la valeur de la marchandise, est le prix de revient du commerçant, il est évident que celui-ci ne peut profiter d'une différence entre son prix de vente et son prix d'achat — et cette différence seulement peut lui rapporter un profit — qu'en vendant la marchandise au-dessus de sa valeur, en établissant un prix du commerce supérieur au coût de production. Mais pourquoi avons-nous admis que le capitaliste industriel vend au coût de production, supposition qui implique que le capital commercial (nous ne parlons que du capital du commerce de marchandises) n'intervient pas dans la constitution du taux général du profit? Nous avons été amenés naturellement à faire cette hypothèse dans notre exposé du taux général du profit, d'abord parce que le capital commercial n'existait pas encore pour nous à ce moment, ensuite parce que nous devions nécessairement considérer alors le taux général du profit comme le résultat du nivellement des profits (c'est-à-dire des plus-values) produits réellement par les capitaux industriels des diverses branches. Il n'en est plus de même maintenant que nous avons affaire au capital commercial, qui recueille une



part du profit sans intervenir dans la production. Nous devons donc compléter notre exposé précédent.

Supposons que le capital industriel avancé pendant l'année soit $720_c + 180_v = 900$ (par ex., 900 millions de £) et que p' soit de 100% . Le produit sera $720_c + 180_v + 180_{pl} = 1080$. Désignons ce produit (le capital-marchandise) par M. La valeur de M ou son coût de production (car valeur et coût de production sont identiques quand on considère l'ensemble des marchandises) sera égal à 1080 et le taux du profit, étant donné que le capital avancé est de 900, sera de 20% . D'après ce que nous avons développé précédemment, ces 20% représentent le taux moyen du profit, car nous considérons la plus-value, non isolément pour chaque capital, mais pour l'ensemble des capitaux industriels et nous la rapportons à la composition moyenne de ceux-ci. Supposons qu'aux 900 £ des capitalistes industriels s'ajoutent 100 £ des capitalistes commerçants, devant participer au profit total en proportion de leur importance. Le capital commercial représentera $1/10$ du capital total qui sera maintenant de 1000 £, et il recevra $1/10$ de la plus-value (180), soit un profit dont le taux sera de 18% . Le restant (900) du capital total ne touchera plus qu'un profit de 162, ce qui en ramènera le taux également à 18% . Les capitalistes industriels vendront donc leurs produits aux commerçants au prix de : $720_c + 180_v + 162_{pl} = 1062$ et les commerçants les revendront à $1062 + 18 = 1080$, c'est-à-dire à leur coût de production, à leur valeur, bien que le profit commercial ne prenne naissance que dans la circulation et qu'il ne soit que la différence entre les prix de vente et d'achat. Les commerçants ne vendent donc pas la marchandise au-dessus de sa valeur, au-dessus de son coût de production ; ils l'achètent aux capitalistes industriels au-dessous de sa valeur, au-dessous de son coût de production.

Le capital commercial intervient dans la formation du taux général du profit en raison de son importance par rapport au capital total. Dans notre exemple le taux moyen



du profit était de 18% ; il aurait été de 20% , si $1/10$ du capital n'avait pas été du capital commercial. Notre définition du coût de production doit donc être modifiée quelque peu. Ce coût, qu'il y ait capital commercial ou non, est le prix de la marchandise, c'est-à-dire son prix de revient (la valeur du capital constant + celle du capital variable) augmenté du profit moyen. Mais ce profit moyen n'est plus le même ; s'il résulte encore du profit total engendré par le capital productif, il est calculé non plus d'après ce capital productif, mais d'après celui-ci augmenté du capital commercial. Notre capital productif était de 900 et notre capital commercial de 100 ; notre profit total de 180 a donné, non un taux moyen de $\frac{180}{900} = 20\%$, mais un taux de $\frac{180}{1000} = 18\%$, et le prix de revient étant k , le coût de production a été de $k + 162$ au lieu de $k + 180$. La part du capital commercial est donc déjà comprise dans le taux moyen du profit, de sorte que si nous désignons par h le profit commercial, nous voyons que la valeur réelle, le véritable coût de production du capital-marchandise, est $k + p + h$. Le prix de vente du capitaliste industriel est donc inférieur au véritable coût de production, et si l'on considère l'ensemble des marchandises, on peut dire que les prix auxquels elles sont vendues par la classe des capitalistes industriels sont inférieurs à leurs valeurs. Ainsi, dans notre exemple, la marchandise a été vendue par le capitaliste industriel à 900 (prix de revient) + 18% de 900 = $900 + 162 = 1062$. En vendant à 118 la marchandise qui ne lui a coûté que 100, le commerçant augmente, il est vrai, le prix de 18% ; mais comme la marchandise vaut 118, il ne la vend pas au-dessus de sa valeur. Nous attribuerons dorénavant à l'expression « coût de production » le sens que nous venons de préciser. Le profit des capitalistes industriels sera donc égal à la différence entre le coût de production et le prix de revient, tandis que le profit des commerçants sera exprimé par l'excé-



dent du prix de vente sur le coût de production, ce dernier représentant le prix d'achat des commerçants; enfin le prix des marchandises sera égal à leur coût de production augmenté du profit commercial. De même que le capital industriel ne réalise un profit que parce que de la plus-value a été préalablement incorporée au produit, de même un profit ne tombe en partage au capital commercial que parce que toute la plus-value incorporée au produit n'a pas été réalisée par le capital industriel (1). Le commerçant vend à un prix supérieur à celui auquel il achète, non parce que son prix de vente est supérieur à la valeur de la marchandise, mais parce que son prix d'achat est inférieur à cette valeur.

Le capital commercial contribuant à ramener la plus-value au niveau du profit moyen sans participer à sa production, il en résulte que le taux général du profit contient d'avance la plus-value qui tombe en partage au capital commercial.

L'exposé que nous venons de faire conduit aux conclusions suivantes :

1° Le taux du profit industriel est d'autant plus petit que le capital commercial est plus important par rapport au capital industriel.

2° L'intervention du capital commercial accentue l'écart entre le taux de la plus-value et celui du profit. Nous avons vu dans la première partie, que le taux du profit est toujours plus petit que celui de la plus-value et qu'il exprime un degré d'exploitation du travail plus petit que la réalité; c'est ainsi que dans notre exemple d'un produit d'une valeur de $720_c + 180_v + 180_{pl}$, le taux de la plus-value était de 100 %, tandis que celui du profit n'était que de 20 %. L'intervention du capital commercial a eu pour effet d'augmenter cette différence, puisqu'il a fait tomber le taux du profit de 20 % à 18 %. Le taux moyen du profit du producteur immédiat est donc une expression inférieure à la réalité.

(1) John Bellers.



Toutes choses égales, l'importance relative du capital commercial (nous faisons abstraction du commerce de détail, qui constitue une catégorie hybride et exceptionnelle) est d'autant plus petite que sa rotation est plus accélérée et, par conséquent, que la reproduction est plus énergique. Dans l'analyse scientifique, le taux général du profit semble prendre naissance dans le capital industriel et sous l'action de la concurrence, pour se modifier et se compléter par l'intervention du capital commercial. L'évolution historique présente les choses sous l'aspect inverse. C'est le capital commercial qui a d'abord déterminé les prix des marchandises plus ou moins d'après leurs valeurs, et c'est dans la circulation servant d'intermédiaire à la reproduction que s'est constitué en premier lieu un taux général du profit. Plus tard, lorsque le système capitaliste s'est généralisé et que le producteur lui-même est devenu commerçant, le profit commercial a été ramené à n'être qu'une fraction de la plus-value, la quote-part assignée au capital commercial considéré comme une partie du capital total engagé dans la reproduction sociale.

Nous avons vu que lorsque se fait l'égalisation des profits par l'intervention du capital commercial, il n'entre dans la valeur des marchandises aucun élément supplémentaire correspondant au capital-argent avancé par le commerçant, et que ce qui est ajouté au prix pour former le profit du commerçant est simplement égal à la partie de la valeur de la marchandise que le capital productif n'a pas pu faire entrer dans le coût de production. Il en est de ce capital-argent comme du capital fixe industriel, tant que celui-ci n'est pas consommé et que sa valeur n'est pas devenue un élément de la valeur de la marchandise. Son prix d'achat équivalant au coût de production A et son prix de vente est $A + \Delta A$, où ΔA exprime la somme que le taux général du profit ajoute au prix de la marchandise ; de sorte que la vente produit non seulement ΔA , mais restitue le capital-argent qui a été avancé pour l'achat. Il se manifeste ici



de nouveau que le capital-argent du commerçant n'est que le capital-marchandise du capitaliste industriel transformé en argent, et qu'il n'affecte pas plus la valeur de la marchandise que si celle-ci était vendue directement à celui qui doit la consommer. Sa seule action consiste à en anticiper le paiement, et encore n'en est-il ainsi que pour autant que le commerçant, ainsi que nous l'avons admis, n'est astreint à aucun faux frais et qu'en dehors du capital-argent pour acheter la marchandise au producteur, il n'engage aucun autre capital, soit fixe, soit circulant, dans le procès des métamorphoses de la marchandise. Cette condition ne se présente pas dans la réalité, comme nous l'avons vu dans l'étude des frais de la circulation (vol. II, chap. VI), qui nous a montré que celle-ci donne lieu à des dépenses que le commerçant rencontre directement dans la conduite de ses affaires ou qui proviennent d'autres agents de la circulation.

Quels que soient ces frais, qu'ils soient inhérents directement à l'entreprise commerciale ou qu'ils proviennent d'opérations complémentaires, comme l'expédition, le transport, l'emmagasinage, ils exigent que le commerçant dispose d'un capital supplémentaire à côté du capital-argent qu'il consacre à l'achat des marchandises. Ce capital supplémentaire passe dans le prix de vente, entièrement s'il est du capital circulant, partiellement et proportionnellement à son usure s'il est du capital fixe ; seulement il y passe comme un élément constituant une valeur nominale, même lorsqu'il n'ajoute à la marchandise aucune valeur réelle, comme par exemple, les dépenses purement commerciales de la circulation. Qu'il soit circulant ou fixe, tout le capital supplémentaire contribue à la formation du taux général du profit.

Les frais purement commerciaux, c'est-à-dire ceux qui ne résultent pas de l'expédition, du transport et de l'emmagasinage, sont nécessaires pour réaliser la valeur de la marchandise, pour la convertir de marchandise en argent ou d'argent en marchandise, en un mot pour en permettre



l'échange. Il faut donc les distinguer de certains actes de production qui continuent pendant la circulation et qui d'ailleurs peuvent se produire absolument en dehors de l'entreprise commerciale. C'est ainsi que l'industrie du transport et les entreprises d'expédition peuvent être et sont en réalité des branches en dehors du commerce ; de même les marchandises à négocier peuvent être emmagasinées dans des docks ou des entrepôts publics, et donner lieu à des frais que des tierces personnes porteront en compte au commerçant. Tous ces faits se présentent couramment dans le grand commerce, où le capital commercial fonctionne dans sa forme la plus pure et se cantonne le plus rigoureusement sur le terrain qui lui est propre. Les entrepreneurs de charriage, les directeurs de chemins de fer, les affréteurs ne sont pas des « commerçants », et les frais dont ils grevent les produits ne sont pas ceux que nous considérons ici et qui portent exclusivement sur l'achat et sur la vente. Précédemment déjà, nous avons constaté que ces frais consistent uniquement en dépenses de comptabilité, de correspondance, etc., et qu'ils ont pour point de départ un capital constant qui comprend le mobilier de bureau, les registres, le papier, etc., et un capital variable qui sert à payer les salaires des employés. (Les frais d'expédition, de transport, de droits d'entrée, etc., peuvent être considérés en partie comme des avances faites pour l'acquisition des marchandises et doivent comme telles être intégrées au prix d'achat.)

Tous ces frais, qui résultent de ce que la forme économique du produit est la marchandise, prennent naissance, non dans la production de la valeur d'usage, mais au cours de la réalisation de la valeur. Ils sont inhérents, non au procès de production, mais au procès de circulation et par suite au procès de reproduction. La seule partie qui nous intéresse ici est celle qui est dépensée sous forme de capital variable. (Nous aurions en outre à examiner : 1° Comment la loi qui veut que la valeur de la marchandise ne contient que du travail nécessaire, se vérifie dans la



circulation ; 2° Comment l'accumulation s'accomplit dans le capital commercial ; 3° Comment le capital commercial fonctionne dans le procès de reproduction sociale.)

Si le temps de travail que les capitalistes industriels perdent lorsqu'ils se vendent leurs produits entre eux — ou objectivement parlant, le temps de rotation — n'ajoute rien à la valeur de la marchandise, il est évident qu'il en est de même lorsque l'opération est faite par le commerçant se substituant à l'industriel. La transformation de la marchandise (du produit) en argent et de l'argent en marchandise (en moyens de production) est une fonction inévitable du capital industriel et du capitaliste, qui est le capital doué de conscience et de volonté. Cette fonction, bien qu'elle réponde à une opération indispensable du procès de reproduction, n'engendre ni valeur, ni plus-value, et il en est de même lorsque dans la sphère de la circulation le commerçant vient prendre la place de l'industriel. Si le commerçant ne l'accomplissait pas et s'il n'y consacrait pas le temps de travail qu'elle exige, il ne ferait pas de son capital un agent de circulation du capital industriel, et il n'aurait pas à participer, en proportion de l'argent qu'il avance, au profit produit par la classe des capitalistes industriels. Pour participer à la plus-value, pour mettre en valeur son capital, le capitaliste commerçant doit s'abstenir d'occuper des salariés. Lorsque son entreprise et son capital sont de peu d'importance, il doit être le seul travailleur qu'il utilise ; car ce qui lui est payé est la partie du profit qui équivaut à la différence entre le prix auquel il achète les marchandises et leur véritable coût de production.

Lorsque le commerçant opère avec un petit capital, le profit qu'il réalise peut ne pas être supérieur et même être inférieur au salaire d'un ouvrier habile et bien payé. De même, à côté de lui fonctionnent des agents commerciaux dépendant directement de l'entreprise industrielle, chargés de la vente ou de l'achat, ayant autant ou même plus de revenu que lui, sous forme d'un salaire ou d'une commission sur la vente. Il se différencie de ceux-ci en ce qu'il



eneaisse le profit commercial comme capitaliste autonome, tandis que les autres ne reçoivent qu'un salaire de l'industriel qui empoche alors à la fois le profit industriel et le profit commercial. Dans tous ces cas, le revenu de l'agent de la circulation, qu'il se présente comme un salaire ou comme un profit, résulte uniquement du profit commercial et cela parce que dans ces circonstances le travail n'est pas créateur de valeur.

Toute prolongation des opérations de la circulation constitue : 1° au point de vue du capitaliste industriel, une perte de temps qui l'empêche de vaquer à ses fonctions de directeur du procès de production ; 2° au point de vue du produit, un retard dans sa transformation en argent ou en marchandise et un séjour exagéré dans le procès de circulation, qui n'ajoute rien à sa valeur et qui interrompt le procès de production. Cette interruption ne peut être évitée que par une réduction de la production ou la mise en œuvre d'un capital-argent supplémentaire, ce qui revient à dire, ou bien que le capitaliste doit se résoudre à retirer moins de profit du capital qu'il a engagé, ou bien qu'il doit donner plus d'importance à celui-ci s'il veut continuer à toucher le même profit. La substitution du commerçant à l'industriel ne modifie en rien cette situation. C'est le commerçant qui maintenant consacre son temps à la circulation et c'est lui qui avance le capital supplémentaire qu'elle exige ; aussi le capitaliste industriel doit lui abandonner une partie de son profit, à laquelle d'ailleurs il aurait dû renoncer s'il avait affecté à la circulation une fraction de son capital productif. Tant que l'importance du capital commercial ne dépasse pas ce qu'elle doit être, l'intervention du commerçant n'a que ce seul effet que la circulation prend moins de temps, exige moins de capital supplémentaire et détermine une perte moindre de profit. Dans l'exemple dont nous nous sommes servis plus haut, le capital industriel $720_c + 180_v + 180_{pl}$ servi par un capital commercial de 100, donne à l'industriel 162 ou 18 % de profit ; il est pro-



bable que si l'industriel s'était chargé lui-même de la vente, il aurait dû affecter à la circulation un capital de 200 au lieu de 100, ce qui l'aurait conduit à engager un capital de 1100 au lieu d'un capital de 900, qui, pour une plus-value de 180, ne lui aurait donné qu'un profit de $16 \frac{4}{11} \%$.

Si outre le capital additionnel qui sert à acheter de nouvelles matières avant que la marchandise en circulation soit reconvertie en argent, l'industriel qui vend lui-même son produit doit encore avancer du capital sous forme de frais de bureau et de salaires pour assurer la circulation de ce qu'il met en vente, ce capital n'est pas producteur de plus-value ; il doit être reconstitué par la vente de la marchandise et doit par conséquent figurer dans la valeur de celle-ci. On peut donc dire qu'une partie du capital total de la société doit servir à des opérations secondaires, qui ne contribuent pas au procès de mise en valeur ; cette partie doit être continuellement reproduite. Il en résulte, tant pour chaque capitaliste considéré individuellement que pour l'ensemble des capitalistes, une réduction du taux du profit, qui est d'autant plus importante que la quantité de capital nécessaire pour faire circuler la même masse de capital variable est plus considérable.

Cette réduction du taux du profit persiste évidemment lorsque les frais inhérents à la circulation sont transférés de l'industriel au commerçant, seulement elle a lieu d'une autre manière et dans une moindre mesure. En effet, le commerçant doit alors avancer plus de capital qu'il n'en engagerait si ces frais n'existaient pas, et son profit est augmenté du profit qui doit être attribué à ce capital additionnel ; le capital commercial intervient donc pour une plus large part dans la constitution du taux du profit moyen et celui-ci devient nécessairement plus petit. Si, dans notre exemple, en dehors du capital commercial de 100, il fallait avancer 50 pour les frais commerciaux supplémentaires, la plus-value de 100 se répartirait sur 900 de capital productif + 150 de capital commercial



$= 1050$, et le taux moyen du profit tomberait à $17 \frac{1}{7} \%$. L'industriel aurait cédé sa marchandise au commerçant au prix de $900 + 154 \frac{2}{7} = 1054 \frac{2}{7}$ et le commerçant l'aurait vendue à 1130, soit $1080 + 50$ pour les frais qu'il doit payer. Il est vrai que la division du capital en capital industriel et capital commercial entrave inévitablement la centralisation des opérations commerciales et la réduction de leurs frais.

Il s'agit maintenant de caractériser les salaires des ouvriers occupés par le capitaliste commerçant. Ces ouvriers ont des salaires comme tous les autres et leur travail est acheté par le capital variable du commerçant et non par l'argent de son revenu ; ils sont payés non pour des services personnels, mais pour faire valoir le capital, et leur salaire est déterminé comme celui de tous les salariés, non par le produit de leur travail, mais par les frais de production et de reproduction de leur force de travail. Mais entre eux et les ouvriers occupés directement par l'industrie, il existe la même différence qu'entre le capital industriel et le capital commercial, entre l'industriel et le commerçant. Le commerçant est un simple agent de la circulation, qui ne crée ni valeur ni plus-value (la valeur ajoutée à la marchandise par les frais qu'il supporte est une valeur qui existait précédemment et la seule question qui soit à résoudre est de savoir comment il conserve la valeur de son capital constant) ; de même les ouvriers que le commerçant occupe comme agent de la circulation ne peuvent produire aucune plus-value pour lui. Nous supposons ici, comme nous l'avons fait pour les ouvriers productifs, que le salaire correspond rigoureusement à la valeur de la force de travail et que le commerçant ne s'enrichisse pas en portant en compte des salaires fictifs, plus élevés que ceux qu'il paie en réalité.

La difficulté ne consiste pas à éclaircir comment le salaire commercial, tout en n'étant pas producteur de plus-value, peut rapporter un profit à celui qui l'occupe ; l'ana-

lyse générale du profit commercial a fourni la réponse à cette question. De même que le capitaliste industriel réalise un profit parce qu'il vend, incorporé à la marchandise, du travail qu'il n'a pas payé, de même le capitaliste commercial fait un profit parce que, ne payant pas intégralement au capitaliste industriel le travail non payé que celui-ci a intégré au produit, il porte néanmoins cette partie de travail en compte à ses acheteurs. Le rapport entre le capital commercial et la plus-value diffère complètement de celui entre la plus-value et le capital industriel ; ce dernier produit de la plus-value en s'appropriant directement du travail non payé, tandis que le premier se borne à se faire allouer une partie de la plus-value produite par le capital-industriel.

C'est uniquement parce qu'il a pour fonction d'assurer la réalisation de la valeur, que le capital commercial participe au procès de reproduction et recueille une part de la plus-value produite par le capital total. Pour chaque commerçant, cette part dépend du capital qu'il peut consacrer à la vente et à l'achat, et ce capital peut être d'autant plus grand qu'il extorque à ses commis une quantité de travail non payé plus considérable. Le commerçant fait exécuter par des salariés la plus grande partie des opérations qui permettent à son argent d'être un capital ; le travail qu'il ne paye pas à ceux-ci ne produit pas de plus-value, mais est recueilli par lui comme plus-value, ce qui revient au même au point de vue du profit qu'il encaisse. S'il n'en était pas ainsi, aucune entreprise commerciale ne pourrait être exploitée en mode capitaliste.

La difficulté est la suivante : le commerçant ne créant pas de la valeur par son travail (bien que celui-ci lui permette de s'assurer une part de la plus-value produite ailleurs), en est-il de même du capital variable qu'il avance pour l'achat de la force de travail ? Ce capital doit-il être ajouté au capital commercial comme avance pour subvenir aux frais de celui-ci ? S'il n'en est pas ainsi, il paraît y avoir contradiction avec la loi de l'égalisation des taux du profit : en effet, quel est le capitaliste qui avancerait 150 s'il



sait qu'ils ne peuvent fonctionner que comme un capital de 100 ? Et s'il en est ainsi, la contradiction se reporte sur la nature même du capital commercial, qui fonctionne comme capital, non parce qu'il met en œuvre, comme le capital industriel, le travail d'autrui, mais parce qu'il travaille lui-même, exerce lui-même les fonctions de l'achat et de la vente et recueille à ce titre une partie de la plus-value engendrée par le capital industriel.

(Nous avons donc à analyser : le capital variable du commerçant, la loi du travail nécessaire dans la circulation, la conservation de la valeur du capital constant par le travail commercial, le rôle du capital commercial dans le procès de reproduction, enfin le dédoublement du capital du commerce en capital-marchandise et capital-argent, correspondant à la subdivision en capital du commerce de marchandises et capital du commerce d'argent).

Si chaque commerçant ne possédait que le capital qu'il peut faire valoir par son travail personnel, il y aurait une subdivision à l'infini du capital commercial et cet émiettement s'accroîtrait à mesure que la production capitaliste, prenant plus d'extension, opérerait avec des masses de capitaux de plus en plus considérables. A mesure que le capital se concentrerait dans la sphère de la production, il se décentraliserait dans celle de la circulation. Le cercle d'opérations et par suite les dépenses purement commerciales du capitaliste industriel s'étendraient à l'infini, puisqu'au lieu de cent il aurait mille commerçants en face de lui. Une bonne partie des avantages résultant de l'individualisation et de l'autonomie du capital commercial disparaîtrait, et non seulement il y aurait majoration des frais de vente et d'achat, mais accroissement de toutes les autres dépenses de circulation (échantillonnage, expédition, etc.). Tels seraient les inconvénients en ce qui concerne le capital industriel ; ils ne seraient pas moindres pour le capital commercial. Si calculer avec de grands chiffres ne coûte pas plus de peine que faire des opérations d'arithmétique avec de petits chiffres, il faut au contraire dix fois plus de



temps pour faire dix achats de 100 £ qu'un seul de 1000 £, et de même la correspondance (papier, timbres) coûte dix fois plus avec dix petits commerçants qu'avec un grand. La division du travail dans l'établissement commercial où un commis fait la comptabilité pendant que l'autre tient la caisse et un troisième fait la correspondance, où l'un achète pendant que l'autre vend et un autre voyage, assure une économie de temps considérable, à tel point que le nombre des salariés occupés par le grand commerce est hors de toute proportion avec l'importance des affaires. Il en est ainsi parce que dans le commerce bien plus que dans l'industrie certaines fonctions prennent le même temps, qu'elles soient exercées en grand ou en petit; aussi la concentration apparaît-elle dans le commerce bien avant de se manifester dans l'industrie. Ce que nous avons dit du capital variable est vrai du capital constant : cent petits comptoirs et cent petits magasins coûtent beaucoup plus cher qu'un grand, et les frais de transport augmentent avec l'émission.

Le capitaliste industriel aurait, par conséquent, à dépenser beaucoup plus de temps et d'argent pour la partie commerciale de son entreprise; il en serait de même du côté du capital commercial, qui, disséminé entre un grand nombre de petits commerçants, n'assurerait la fonction qui lui est assignée que par le concours d'un très grand nombre de travailleurs et devrait lui-même avoir une importance exagérée pour faire circuler un même capital-marchandise. Si nous appelons B tout le capital commercial consacré directement à l'achat et la vente des marchandises, et b le capital variable affecté au paiement des salariés des opérations commerciales, $B + b$ sera plus petit que le capital B' qui serait nécessaire si b n'existait pas, c'est-à-dire si au lieu d'avoir un certain degré de concentration des affaires, chaque commerçant opérait individuellement, sans le concours d'un employé.

Le prix de vente des marchandises doit être suffisant :
1° pour donner le profit moyen correspondant à $B + b$ (cc



qui s'explique par ce fait que $B + b$ représente un capital plus petit que celui qui serait nécessaire si b n'existait pas); 2° pour renouveler le capital variable b , c'est-à-dire le salaire que le commerçant paie à ses employés. Ce b constitue-t-il un nouvel élément du prix ou est-il simplement une partie du profit rapporté par $B + b$, dans lequel il figure comme élément reconstituant le salaire des employés, c'est-à-dire le capital variable du commerçant? Dans ce dernier cas, le profit réalisé par le commerçant sur le capital $B + b$ qu'il avance, ne serait donc que le profit qui d'après le taux général retombe sur B , augmenté de la quantité b représentant le salaire des employés, c'est-à-dire une somme qui ne donne aucun profit.

Il s'agit de trouver la limite mathématique de b . Désignons par B le capital servant directement à la vente et à l'achat des marchandises, par k le capital constant (les dépenses de matériel) nécessaire pour ces opérations et par b le capital variable que le commerçant doit avancer.

Le renouvellement de B ne soulève aucune difficulté. B est le prix d'achat du commerçant, c'est-à-dire le coût de production du fabricant. Le commerçant retrouve ce coût dans son prix de vente, qui lui rapporte en outre le profit correspondant à B . Si, par exemple, la marchandise lui coûte 100 £ et si le profit est de 10 %, il la revendra 110 £. Le capital commercial de 100 a donc ajouté 10 au prix de la marchandise, qui avant la vente ne coûtait que 100.

Le capital constant k du commerçant est au maximum aussi grand et en réalité plus petit que le capital constant que le producteur devrait employer pour la vente et l'achat, et qui pour lui représenterait une somme additionnelle au capital constant qu'il consacre à la production. Cette partie doit toujours être reconstituée par le prix de la marchandise ou, ce qui revient au même, une partie correspondante de la marchandise — en considérant tout le capital de la société — doit être constamment reproduite



sous cette forme. Cette partie du capital constant, comme tout le capital avancé directement pour la production, aura pour effet de diminuer le taux du profit. Elle n'est plus avancée par l'industriel, dès que celui-ci reporte sur le commerçant la partie commerciale de son entreprise, et c'est alors ce dernier qui en fait l'avance. Mais cette avance n'est que nominale, car le commerçant ne produit ni reproduit le capital constant qu'il utilise ; ce dernier est produit par des capitalistes industriels spéciaux, dont les entreprises sont analogues à celles des industriels qui fournissent le capital constant aux producteurs d'aliments. Le commerçant, qui perçoit un profit sur ce capital reproduit par d'autres, réduit donc doublement le profit de l'industriel ; mais grâce à la concentration et à l'économie résultant de la division du travail, cette réduction est moins importante qu'elle ne le serait si l'industriel devait lui-même avancer le capital (lequel serait, dans ce cas, plus considérable).

Les deux éléments B et k du prix de vente que nous avons analysés jusqu'à présent ne donnent pas lieu à difficulté, ainsi qu'on vient de le voir. Nous avons maintenant à nous occuper de b , du capital variable avancé par le commerçant. L'intervention de b ramène l'expression du prix de vente à $B + k + b +$ le profit sur $(B + k) +$ le profit sur b .

B reconstitue le prix d'achat et y ajoute le profit qui lui correspond. De même k ne figure dans le prix de vente qu'avec sa valeur et le profit qui lui échoit, et encore peut-on dire que s'il était avancé par l'industriel, au lieu de l'être par le commerçant, il représenterait une somme plus considérable. Jusqu'à présent, le profit moyen n'a donc subi d'autre réduction que celle correspondant au profit de $B + k$, c'est-à-dire le profit d'un capital spécial, le capital du commerçant. Il n'est pas de même de $b +$ le profit sur b , c'est-à-dire $b + \frac{1}{10} b$, en supposant un profit de 10 %. C'est ici que se trouve la véritable difficulté.

Ce que le commerçant achète pour b , c'est selon notre



hypothèse du travail appliqué exclusivement à la circulation et indispensable pour qu'un capital puisse fonctionner comme capital commercial, c'est-à-dire assurer la conversion de la marchandise en argent et de l'argent en marchandise. C'est du travail qui réalise des valeurs mais n'en produit pas, et ce n'est que pour autant qu'il fonctionne dans ces conditions, que le capital avancé pour le payer intervient dans la fixation du taux général du profit et participe au profit total. L'expression $b +$ profit de b semble cependant exprimer la rémunération du travail que le commerçant doit exécuter lui-même (peu importe que l'industriel lui remette cet argent pour le travail qu'il fait lui-même ou pour celui qu'il confie à des commis) augmentée du profit retombant sur cette rémunération. Le capital commercial récupérerait donc d'abord le paiement de b et percevrait ensuite un profit sur b , c'est-à-dire qu'il se ferait d'abord payer le travail en vertu duquel il est *capital commercial* et qu'il réclamerait ensuite un profit en tant que *capital*. C'est là la question qui est à résoudre :

Supposons que B soit égal à 100, b à 10 et le taux du profit à 10 $\frac{0}{0}$. Admettons que k soit nul, afin de ne pas introduire inutilement dans notre calcul un élément dont le rôle a été éclairci. Le prix de revient sera donc $B + Bp' + b + bp'$, p' exprimant le taux du profit, soit $100 + 10 + 10 + 1 = 121$.

Si b n'était pas avancé par le commerçant pour le salaire (b n'est payé que pour la réalisation de la valeur de la marchandise que le capital industriel jette au marché), les choses se présenteraient comme suit : Pour acheter et vendre pour $B = 100$, le commerçant donne son temps (et nous supposons qu'il y consacre tout son temps). Le salaire qui était représenté par $b = 10$ et qui était la rémunération du travail du commerçant devient maintenant un profit, supposant un capital commercial de 100 (étant donné que nous avons admis un taux du profit de 10 $\frac{0}{0}$). Il y a donc un second $B = 100$, qui n'entrera pas dans le prix de la marchandise, mais y introduira



10 $\frac{0}{100}$ de sa valeur et nous nous trouvons en présence de deux opérations de 100 chacune (soit en tout 200) qui achèteront des marchandises pour $200 + 20 = 220$.

Le capital commercial n'étant qu'une partie du capital industriel devenu autonome pour assurer la circulation, toutes les questions qui s'y rapportent doivent être examinées comme si les phénomènes propres au capital commercial n'étaient pas encore séparés de ceux accompagnant le fonctionnement du capital industriel. Dans le bureau du capitaliste industriel, qui est le pendant de son usine, le capital commercial fonctionne sans interruption dans le procès de circulation et c'est là que nous aurons à étudier en premier lieu le *b* qui nous intéresse. Ce bureau est toujours infiniment petit relativement à l'usine, bien qu'à mesure que la production prend des proportions plus considérables, les opérations commerciales et les travaux de comptabilité deviennent plus importants, tant pour la vente des produits devenus marchandises que pour la conversion en moyens de production de l'argent provenant de leur vente. Le calcul des prix, la comptabilité, la tenue de la caisse, la correspondance, toutes ces opérations acquièrent d'autant plus d'importance que la production se fait à une échelle plus grande, sans que cependant les opérations commerciales du capital industriel, le travail et les frais de circulation pour la réalisation de la valeur et de la plus-value gagnent en importance proportionnellement à l'extension de la production. Le capitaliste industriel se voit donc obligé de confier tous ces travaux à des employés salariés, pour la rémunération desquels il doit avancer un capital qui, tout en servant à payer des salaires, diffère du capital variable avancé pour payer le travail productif, en ce qu'il augmente la masse de capital qui doit être engagée sans fournir un accroissement correspondant de la plus-value. Ce capital supplémentaire sert en effet à payer du travail dépensé uniquement pour la réalisation de valeurs déjà créées et, comme toute avance du même genre qui fait augmenter le capital sans



plus-value, il détermine une baisse du taux du profit. (La plus-value pl restant constante pendant que le capital C s'accroît et devient $C + \Delta C$, le taux du profit $\frac{pl}{C}$ baisse et devient $\frac{pl}{C + \Delta C}$.) Il s'ensuit que l'industriel cherche à réduire au minimum ces frais de circulation de même qu'il fait pour toutes ses dépenses en capital constant, et qu'il ne se comporte pas de la même manière à l'égard de ses salariés commerciaux qu'à l'égard de ses salariés productifs. Plus il occupe de ces derniers, plus, toutes circonstances égales, sa production est importante et plus considérables sa plus-value et son profit. Mais plus sa production prend de l'extension et par conséquent plus grandes deviennent la valeur et la plus-value qu'il doit réaliser, plus augmentent, d'une manière absolue (non relative), les frais de bureau auxquels il est assujéti et plus ils donnent lieu à une espèce de division du travail. Ces frais ne sont possibles que pour autant que l'entreprise soit lucrative, ce qui apparaît clairement dans ce fait que les salaires commerciaux, à mesure qu'ils deviennent plus importants, sont généralement payés en partie par un prélèvement sur le profit. Il est tout naturel qu'un travail qui se rapporte exclusivement au calcul et à la réalisation des valeurs et à la reconversion de l'argent en moyens de production, dont l'importance dépend des valeurs produites et à réaliser, agisse, non comme cause à l'exemple du travail productif, mais comme conséquence de ces valeurs. Il en est de même des autres frais de circulation. L'importance des travaux de mesurage, de pesage, d'emballage et de transport dépend de la masse des marchandises qui doivent être l'objet de ces opérations.

Le travailleur du commerce ne produit pas directement de la plus-value ; le prix de son travail est déterminé par la valeur de sa force de travail, c'est-à-dire par les frais de production de cette dernière, tandis que l'exercice



et l'usure de sa force de travail n'est pas plus limitée par sa valeur que celle de tout autre salarié. Il n'existe donc aucun rapport nécessaire entre son salaire et la masse de profit qu'il aide à réaliser. Ce qu'il coûte au capitaliste diffère absolument de ce qu'il lui rapporte. Il rapporte, non parce qu'il produit directement de la plus-value, mais parce qu'il contribue à diminuer la dépense de réalisation de la plus-value, dans la mesure du travail non payé qu'il accomplit. Les véritables travailleurs du commerce appartiennent à la classe des salariés bien payés, ceux qui font du travail qualifié supérieur au travail moyen. Leur salaire tend à baisser, même par rapport au travail moyen, à mesure que la production capitaliste se développe : d'abord, par suite de la division du travail, qui permet sans qu'il en coûte au capitaliste de développer et de perfectionner les aptitudes des travailleurs dans une direction ; ensuite grâce aux progrès de la science et de l'enseignement, qui diffusent plus rapidement et plus complètement l'instruction générale, les connaissances commerciales et linguistiques, et qui sous l'influence du régime capitaliste adoptent des méthodes plus pratiques. Le développement de l'instruction, en permettant le recrutement des salariés du commerce dans des classes qui précédemment ne fournissaient pas des travailleurs de ce genre et étaient habitués à une vie moins aisée, augmente le nombre des candidats et les pousse à la concurrence ; par suite, leur force de travail se déprécie et leur rémunération baisse à mesure que leurs capacités et leurs aptitudes se perfectionnent. Le capitaliste en augmente le nombre chaque fois qu'il doit réaliser plus de valeur et par conséquent plus de profit, de sorte que cette augmentation est un effet et non une cause de l'accroissement de la plus-value (1).

(1) Cette prédiction faite en 1865 au sujet du sort du prolétariat du commerce s'est complètement vérifiée depuis, et parmi ceux qui peuvent en certifier il faut citer en première ligne les centaines d'employés allemands qui, connaissant à fond toutes les opérations commerciales et possédant trois ou quatre langues, offrent en vain leurs services dans la



Il se produit donc un dédoublement : d'une part, les fonctions du capital-marchandise et du capital-argent répondent à des formes générales du capital industriel ; d'autre part, des capitaux et des capitalistes spéciaux sont exclusivement occupés par ces fonctions qui correspondent à des sphères spéciales de la mise en valeur du capital.

Les fonctions commerciales et les frais de circulation ne sont spécialisés que pour le capital commercial. La partie du capital industriel consacrée aux opérations commerciales est caractérisée, non seulement en ce qu'elle se présente sous forme de capital-marchandise et de capital-argent, mais aussi en ce qu'elle fonctionne dans le bureau à côté de l'atelier. Quand elle devient autonome et se transforme en capital commercial, le bureau devient son seul atelier. La partie du capital correspondant aux frais de circulation est beaucoup plus importante chez le grand commerçant que chez l'industriel, parce que les opérations commerciales de toute la classe des industriels sont concentrées aux mains de quelques commerçants qui s'occupent à la fois des fonctions et des frais de la circulation.

Au point de vue du capital industriel, les dépenses de la circulation sont de faux frais ; elles sont, au contraire, la source du profit du commerçant dont elles rendent l'entreprise d'autant plus lucrative — le taux général du profit étant donné — qu'elles sont plus considérables. L'avance pour les frais de la circulation est donc une avance productive pour le capitaliste commerçant et de même le travail qu'il achète est pour lui immédiatement productif.

Cité de Londres, à raison de 25 shillings par semaine, bien au-dessous du salaire d'un mécanicien habile. — Une lacune de deux pages dans le manuscrit indique que ce point avait été détaillé plus longuement. Au surplus qu'on veuille s'en rapporter au volume II, chapitre VI (les frais de circulation) qui s'occupe de différents points qui sont traités ici. — F. E.

CHAPITRE XVIII

LA ROTATION DU CAPITAL COMMERCIAL. — LES PRIX

La rotation du capital industriel comprend la production et la circulation, c'est-à-dire le procès de production tout entier. La rotation du capital commercial, qui n'est que le mouvement du capital-marchandise devenu autonome, ne comporte que la première phase $M - A$ de la métamorphose de la marchandise, c'est-à-dire le cycle ($M - A$, $A - M$) d'un capital qui se reconstitue continuellement. Le commerçant achète et convertit son argent en marchandise; il revend et transforme la marchandise en argent, et les mêmes opérations se succèdent continuellement. Dans la circulation le capital industriel subit la métamorphose $M_1 - A - M_2$: l'argent provenant de la vente du produit M_1 est employé à acheter les moyens de production M_2 et sert d'intermédiaire pour l'échange des deux marchandises M_1 et M_2 . Il en est autrement chez le commerçant; ici, l'argent après avoir effectué l'opération $A - M - A'$, qui fait changer la marchandise deux fois de possesseur, revient à celui qui l'a avancé.

Lorsque, disposant d'un capital de 100 £, le commerçant achète pour 100 £ de marchandises et les revend pour 110 £, il fait accomplir une rotation à son capital, qui effectuera autant de rotations par an que se répétera de fois l'opération $A - M - A'$. Nous faisons abstraction des frais du commerçant qui, le cas échéant, interviennent dans la différence entre le prix de vente et le prix d'achat; ces frais ne peuvent modifier d'aucune manière le phénomène que nous voulons étudier.



Il y a analogie entre les rotations successives d'un capital commercial déterminé et la circulation de l'argent considéré simplement comme l'instrument des échanges. De même qu'un thaler, lorsqu'il circule dix fois, achète des marchandises qui représentent dix fois sa valeur, de même 100 de capital-argent d'un commerçant, lorsqu'ils font dix rotations, achètent des marchandises d'une valeur de 1000. Les deux opérations présentent cependant une différence. Lorsque l'argent fonctionne comme instrument de la circulation, ce sont les mêmes pièces de monnaie qui, passant d'une main à l'autre, accomplissent toujours la même fonction, de sorte que plus vite elles circulent moins leur quantité doit être considérable. Chez le commerçant, au contraire, c'est le même capital-argent, quelles que soient les pièces de monnaie qui le constituent, qui achète et vend continuellement des marchandises pour l'import de sa valeur et qui reflue continuellement à son point de départ en quantité $A + \Delta A$, valeur + plus-value. Ce qui fait de ce cycle une rotation de capital, c'est que l'argent que la circulation ramène est toujours plus abondant que celui qui y a été versé. Il va de soi que plus la rotation du capital commercial est rapide (pour qu'il en soit ainsi, il faut un développement considérable du crédit, et dans ce cas l'argent fonctionne comme moyen de paiement), plus accélérée est la circulation d'une même somme d'argent.

La répétition de la rotation du capital du commerce de marchandises n'exprime que la répétition de l'achat et de la vente, tandis que la répétition de la rotation du capital industriel exprime la périodicité et le renouvellement de tout le procès de reproduction (qui comprend, ainsi qu'on le sait, le procès de consommation). Le capital industriel doit envoyer continuellement des marchandises au marché et continuellement lui en retirer, pour qu'une rotation rapide du capital commercial soit possible ; la lenteur du procès de reproduction entraîne la lenteur de la rotation du capital commercial. Il est vrai que de son côté le capital commercial, en diminuant la durée de la rotation, active



la rotation du capital productif ; mais il n'influence pas directement la durée de la production, qui limite également le temps de rotation du capital industriel. Nous connaissons donc un premier élément qui peut entraver la rotation du capital commercial. Celle-ci peut être influencée également par la masse et la vitesse de la consommation personnelle, qui agit évidemment sur la partie du capital-marchandise qui l'alimente.

Si nous faisons abstraction des rotations dans le monde même des commerçants, qui ont pour effet, surtout lorsque la spéculation est développée, qu'une même marchandise se vend un grand nombre de fois, nous voyons que le capital commercial a pour conséquence de raccourcir la phase $M - A$ de la rotation du capital productif. L'organisation moderne du crédit met à la disposition du commerçant une grosse partie du capital-argent de la société ; elle lui permet de renouveler ses commandes avant qu'il ait vendu toutes les marchandises de ses achats précédents (peu importe qu'il vende directement aux consommateurs ou qu'il passe par une douzaine d'intermédiaires), sans que pour ces opérations, étant donné l'élasticité extraordinaire du procès de reproduction, il rencontre un obstacle infranchissable dans la production. La séparation des actes $M - A$ et $A - M$, qui découle de la nature de la marchandise, entraîne donc une demande fictive. Malgré son autonomie, le mouvement du capital commercial ne diffère pas, dans la sphère de la circulation, de celui du capital industriel ; mais grâce à elle, il est indépendant jusqu'à un certain point des limites de la reproduction et il peut même entraîner celle-ci au delà de ses bornes normales, au point que l'antagonisme entre la dépendance interne et l'indépendance extérieure devient telle qu'une crise doit intervenir pour rétablir violemment l'harmonie. C'est ainsi qu'il faut expliquer que les crises éclatent, non pas dans le commerce de détail qui est directement en rapport avec les consommateurs, mais dans les sphères du grand commerce et de la banque. Que le fabricant vende ses



marchandises à un exportateur qui les revend à des clients étrangers, que l'importateur alimente de matières premières le fabricant qui fournit ses produits au marchand de gros, à un moment donné il y a toujours quelque part des marchandises restant invendues ou encombrant les magasins des producteurs et des intermédiaires. Il n'est pas rare, dans des circonstances pareilles, de voir la consommation atteindre des proportions extraordinaires, la production étant très active et les ouvriers largement occupés étant à même de dépenser plus que d'habitude. En même temps s'accroît, abstraction faite de l'accumulation (voir vol. II, troisième partie), la circulation de capital constant à capital constant, qui bien qu'elle ne dépende pas de la consommation individuelle, est cependant accélérée par elle. Stimulés par la perspective des commandes, les affaires marchent très bien pendant un certain temps et la crise n'éclate que lorsque les rentrées d'argent des commerçants, qui ont vendu à des clients éloignés ou qui ne sont pas parvenus à écouler leurs marchandises, se font avec une telle lenteur et une telle difficulté que les banques perdent patience et que les traites arrivent à échéance avant que les marchandises soient vendues. Alors se produit le krach et en même temps prend fin le semblant de prospérité.

La rotation du capital commercial est d'autant plus difficile à pénétrer et à analyser, que la rotation d'un seul capital assure les rotations simultanées ou successives de plusieurs capitaux productifs. Elle peut déterminer également la phase opposée de la métamorphose d'un capital-marchandise. Lorsqu'un commerçant achète de la toile à un fabricant pour la revendre à un blanchisseur, son capital a une rotation $M - A$ qui représente deux phases opposées pour les deux capitaux industriels entre lesquels il agit, et il en est de même de tout commerçant qui vend à des consommateurs productifs : son $M - A$ est $A - M$ pour le capital industriel auquel il vend, et son $A - M$ est $M - A$ pour le capital industriel auquel il achète.



Nous avons dit que nous ferons abstraction des frais de circulation k , que le commerçant doit avancer en surplus de la somme qu'il dépense pour l'achat de la marchandise ; pour constater logiquement et mathématiquement quelle est l'influence du profit et de la rotation du capital commercial sur les prix, nous devons également ne pas tenir compte du profit Δk réalisé sur les frais de circulation.

Le coût de production d'une livre de sucre étant d'un £, le commerçant peut en acheter 100 pour 100 £, et si telle est la quantité qu'il achète et vend pendant une année, avec un profit moyen de 15 0/0, ses 100 £ deviennent 115 £. Il vendra donc la livre de sucre à raison de 1 £ 3 sh. Si le coût de production d'une livre de sucre tombait à 1 sh., 100 £ lui permettraient d'en acheter 2000, qu'il revendrait à 1 sh. 1 $\frac{4}{5}$ d. Dans les deux cas, son profit serait de 15 £., mais d'une part il devrait vendre 100 livres et de l'autre 2000. Le coût de production, qu'il soit élevé ou bas, n'a aucune influence sur le taux du profit, mais il agit d'une manière décisive sur la partie du prix de vente de chaque livre de sucre qui représente le profit commercial, c'est-à-dire sur la majoration de prix que subit une quantité déterminée de produits du fait de l'intervention du commerçant. Plus le coût de production d'une marchandise est bas, plus petit est le prix d'achat que le commerçant doit avancer pour en acheter une quantité déterminée et moindre est le profit qu'il peut réaliser à un taux donné. La productivité plus ou moins grande du capital industriel dont il vend les produits a donc une influence sur le profit qu'il peut réaliser par unité de marchandise. L'idée vulgaire qu'il dépend du commerçant de vendre beaucoup avec peu de profit ou peu avec beaucoup de profit est donc absurde, à moins qu'il ne s'agisse d'un monopole à la fois du commerce et de la production, comme celui dont jouissait en son temps la Compagnie néerlandaise des Indes. Deux facteurs sur lesquels le commerçant n'a aucune action limitent le prix de vente : d'un côté le coût de production et de l'autre le taux moyen

du profit. Le seul point où sa volonté puisse intervenir — et encore doit-il tenir compte de l'importance de son capital et d'autres circonstances — c'est le choix entre un commerce de marchandises chères ou un commerce de marchandises à bon marché. Or le coût de production des marchandises dépend du degré de développement de la production capitaliste et non du bon vouloir du commerçant, et seule une compagnie purement commerciale, comme l'ancienne Compagnie néerlandaise des Indes, qui avait en même temps un monopole de production, a pu s'imaginer qu'il lui serait possible de maintenir, dans des circonstances tout à fait modifiées, une méthode qui correspondait tout au plus aux débuts de la production capitaliste (1).

Le préjugé populaire au sujet du profit commercial résulte d'une observation superficielle et de certaines idées erronées ayant cours dans le monde des commerçants, où elles sont entretenues par les faits suivants :

Primo. — Certains phénomènes de la concurrence, qui ne se rapportent qu'à la répartition du profit commercial entre les divers commerçants et qui se manifestent, par exemple, lorsqu'un négociant s'obstine à vendre à meilleur marché pour éliminer ses concurrents.

Secundo. — La naïveté d'économistes du calibre du professeur Roscher de Leipzig, qui s'imaginent que les prix de vente se sont modifiés par des raisons de sagesse et d'humanité et non par une révolution des modes de production.

(1) « En thèse générale, le profit est toujours le même quel que soit le prix ; que le commerce prospère ou décline, il se maintient comme un élément inévitable. Aussi le commerçant élève ses prix lorsque les prix montent et les diminue lorsqu'ils baissent, (Corbet, *An Inquiry into the Causes, etc. of the Wealth of Individuals*, London 1845, p. 15). Dans ce passage comme dans notre texte, il est question du commerce ordinaire et non de la spéculation, que nous laissons en dehors de nos recherches relatives au capital commercial. « Le profit du commerçant est une valeur qui s'ajoute au capital, lequel est indépendant du prix ; le profit donné par la spéculation se base sur les variations de la valeur du capital ou du prix lui-même » (*l. c.*, p. 12).



Tertio. — Alors même que les coûts de production et par conséquent les prix de vente baissent par suite d'une augmentation de la productivité du travail, il peut arriver que les prix du marché haussent parce que la demande croît plus rapidement que l'offre, ce qui permet au prix de vente de donner un profit supérieur au profit moyen.

Quarto. — Il se peut qu'un commerçant réduise le prix de vente et renonce à une partie du profit usuel, afin d'accélérer la rotation d'un capital plus considérable; mais c'est là un fait qui ne concerne que la concurrence entre commerçants.

Nous avons établi, dans notre premier volume, que le prix des marchandises n'a aucune influence sur la masse et le taux de la plus-value produite par un capital déterminé, bien que le prix de chaque marchandise et la plus-value qu'il contient soient plus ou moins grands suivant le travail qui y est incorporé. Lorsque les prix des marchandises correspondent à leurs valeurs, ils sont déterminés par les quantités de travail qui y sont contenues, de sorte que si peu de travail est contenu dans beaucoup de marchandise, le prix de celle-ci est bas et la plus-value qu'elle renferme minime. Cette quantité de travail qui détermine le prix est absolument indépendante de la manière dont elle se subdivise en travail payé et travail non payé, par conséquent de la plus-value qu'elle donne. Quant au taux de la plus-value, il dépend non de la grandeur absolue de cette dernière, mais de son rapport au salaire qui a été dépensé pour produire la marchandise; il peut donc être élevé alors que la grandeur absolue de la plus-value à laquelle il correspond est petite. Enfin la grandeur absolue de la plus-value dépend, pour une marchandise déterminée, en premier lieu de la productivité du travail et en second lieu de sa subdivision en travail payé et travail non payé.

Les prix de vente du commerce partent toujours des coûts de production. S'ils étaient élevés autrefois, il faut l'attribuer : 1^o aux coûts de production qui étaient élevés eux-mêmes à cause du peu de productivité du travail; 2^o à



l'inégalité des taux du profit, qui permettait au capital commercial de s'emparer d'une part de plus-value beaucoup plus considérable que celle qui lui serait revenue si tous les capitaux avaient eu une égale mobilité. C'est donc au développement de la production capitaliste qu'il faut attribuer la suppression de cet état de choses.

Les rotations du capital commercial varient en durée d'une branche de commerce à l'autre ; dans une même branche, elles sont plus ou moins rapides suivant la phase du cycle économique que l'on considère. Il y a cependant, pour une année, un nombre moyen de rotations que l'expérience permet de déterminer.

Nous avons vu que la rotation du capital commercial n'est pas la même que celle du capital industriel. La nature des choses le veut ainsi : ce qui n'est qu'une phase de la rotation du capital industriel est la rotation entière du capital commercial. Ces rotations diffèrent en outre en ce qui concerne la détermination des profits et des prix.

La rotation d'un capital industriel indique que la reproduction est périodique. Elle fixe la quantité de marchandises qui peut être envoyée au marché en un temps déterminé et trace une limite, extensible il est vrai, à la production et par suite à la création de valeur et de plus-value. Elle intervient donc, non pour engendrer de la plus-value, mais pour en limiter la quantité et pour fixer le taux général du profit. Le capital commercial, au contraire, pour lequel le taux moyen du profit est une grandeur donnée d'avance, ne participe ni à la création du profit, ni à celle de la plus-value ; il n'intervient dans la fixation du taux général du profit que pour autant qu'il prélève sur le profit produit par le capital industriel une part qui est en rapport avec sa coopération à la formation du capital total.

Un capital industriel donne d'autant plus de profit que le nombre de ses rotations, dans les conditions énoncées dans la deuxième partie du volume II, est plus grand. L'action du taux général du profit, qui a pour effet de répartir



le profit entre les divers capitaux d'après leur importance et non d'après leur participation à la formation de ce taux, n'infirme en rien cette conclusion. Les choses ne se passent pas de même pour le capital commercial. Le taux du profit de celui-ci est une grandeur donnée, qui dépend d'une part de la masse de profit produite par le capital industriel, et d'autre part du rapport du capital commercial au capital total avancé pour la production et la circulation. Il est vrai que sa grandeur absolue est en raison inverse de sa vitesse de rotation et que par conséquent celle-ci a une influence décisive sur sa grandeur relative, c'est-à-dire sur son rapport au capital total. Le capital commercial étant, par exemple, le dixième du capital total, s'élève à 1000 lorsque ce dernier est de 10.000 et à 100 s'il est de 1000, c'est-à-dire que sa valeur absolue varie alors que sa valeur relative reste constante. Mais la valeur relative peut varier avec la rapidité de la rotation. C'est ainsi qu'avec une rotation accélérée, la valeur absolue du capital commercial peut être de 1000 pour un capital total de 10.000 et de 100 pour un capital total de 1000, soit un rapport de $\frac{1}{10}$, tandis qu'avec une rotation lente elle serait de 2000 et de 200, soit un rapport de $\frac{1}{5}$. Le ralentissement de la rotation aurait donc augmenté la grandeur relative dans le rapport de $\frac{1}{5}$ à $\frac{1}{10}$. Les facteurs qui diminuent la durée de la rotation moyenne du capital commercial, tel le progrès des moyens de transport, permettent de réduire la grandeur absolue de ce capital et font hausser le taux général du profit. Le développement de la production capitaliste agit doublement sur le capital commercial. D'une part, il faut moins de capital commercial pour faire circuler la même quantité de marchandise ; en effet, l'accélération du procès de reproduction détermine une rotation plus rapide du capital commercial et permet de diminuer sa grandeur relativement au capital total. D'autre part, la production capitaliste se développant, tous les produits affectent la forme de marchandises et passent par l'intermédiaire des agents de la circulation. Il n'en était pas de même autre-



fois lorsque la production se faisait en petit et lorsque, abstraction faite des produits qui étaient consommés directement par leurs producteurs et des prestations en nature, une bonne partie des marchandises étaient produites sur commande ou vendues directement aux consommateurs. Bien qu'à cette époque le capital commercial fût plus grand relativement au capital-marchandise qu'il devait faire circuler, il avait une grandeur absolue plus petite, parce que la partie du produit total qui circulait comme marchandise et passait par les mains des commerçants était incomparablement moins importante. Le capital commercial était relativement plus grand parce que la rotation était plus lente et parce qu'une même valeur correspondait à moins de marchandises, le prix de celles-ci étant plus élevé à cause de la moindre productivité du travail.

Le système capitaliste n'a pas seulement pour conséquence une production plus abondante de marchandises, mais la même quantité de produits, de blé par exemple, fournit une plus forte proportion de marchandises, c'est-à-dire de produits faisant l'objet d'un commerce. Il en résulte un accroissement, non seulement de la masse de capital commercial, mais de tous les capitaux agissant dans la circulation et engagés, par exemple, dans les constructions navales, les chemins de fer, la télégraphie, etc. Enfin — et ce côté des choses regarde la « concurrence des capitaux » — la quantité de capital commercial qui reste inoccupée ou qui ne parvient à fonctionner qu'à moitié augmente à mesure que la production capitaliste se développe, qu'elle trouve plus de facilité à s'introduire dans le commerce de détail et que la spéculation joue un rôle plus important.

La grandeur du capital commercial relativement au capital total étant donnée, la variation de la rotation d'après les branches de commerce où on l'observe n'agit ni sur le profit total du capital commercial, ni sur le taux général du profit. Le profit d'un commerçant dépend, non de la masse de capital-marchandise qu'il fait circuler,



mais du capital-argent qu'il avance pour cette circulation. L'avance d'un commerçant étant de 100 £ et le taux général des profits étant de 15 % par an, il vendra pour 115 £ de marchandises si son capital fait une rotation en une année, et il en vendra pour 515 £ si le nombre annuel de rotations s'élève à cinq. La variation du nombre de rotations d'une branche de commerce à l'autre affecte donc directement le prix de vente des marchandises. Le surenchérissement de leur coût de production pour constituer le profit du commerçant est en raison inverse de la vitesse du capital commercial. Un capital faisant cinq rotations par an n'augmente un capital-marchandise d'une valeur donnée que d'un cinquième de ce que l'augmente un autre capital faisant une rotation seulement en une année.

Selon la vitesse moyenne de rotation des capitaux dans les différentes branches du commerce, la masse du profit — qui, pour un taux général déterminé, est indépendante du caractère spécial des opérations mercantiles qui l'engendrent — se répartit de différentes manières sur des masses de marchandises de même valeur, augmentant, par exemple, le prix de 15 % quand le capital ne fait qu'une rotation par an, l'augmentant de $\frac{15}{5} = 3\%$ quand le nombre de rotations est de cinq. Un même taux de profit commercial renchérit donc les prix de vente dans des mesures très différentes suivant les durées des rotations.

Il en est tout autrement du capital industriel. Le temps de rotation de celui-ci n'a aucune influence sur les valeurs des marchandises produites, bien qu'il affecte, en faisant varier la masse de travail exploité, les quantités de valeur et de plus-value qu'un capital déterminé peut produire dans un temps donné. Il semble ne pas en être ainsi, lorsque l'on considère les coûts de production de différentes marchandises ; mais, ainsi que nous l'avons développé précédemment, les coûts de production des différentes marchandises considérées individuellement s'écartent de leurs valeurs, alors que la loi générale se vérifie dès que l'on envisage l'ensemble du procès de production, c'est-à-dire



la masse de marchandises produites par le capital industriel tout entier.

Alors qu'une observation rigoureuse de l'influence du temps de rotation du capital industriel sur la création de la valeur, ramène à la loi générale qui constitue la base de l'économie politique et d'après laquelle les valeurs des marchandises sont déterminées par le temps de travail qu'elles contiennent, l'étude de l'influence des rotations du capital commercial sur les prix semble prouver que ceux-ci s'établissent d'une manière arbitraire, pour autant qu'on ne pousse pas à fond l'analyse des rouages intermédiaires. C'est ainsi que les prix semblent dépendre du profit annuel que le capitaliste a décidé de s'attribuer, quelles que soient, du moins dans certaines limites, les conditions du procès de production. Ces conceptions erronées que l'observation du capital commercial a fait germer dans les cerveaux des agents de la circulation, ont conduit à toutes les idées superficielles et fausses qui ont cours au sujet du procès de reproduction.

Ainsi que le lecteur a pu s'en convaincre, l'analyse des rapports internes du procès de production capitaliste est excessivement compliquée et il faut faire appel à la science pour en séparer les mouvements apparents des mouvements réels. Il n'est donc pas étonnant que les agents de la production et de la circulation se fassent des idées inexactes sur les lois de la production ; ce fait est en quelque sorte inévitable pour les commerçants, les spéculateurs et les banquiers, et il s'explique facilement chez les industriels quand on pense aux phénomènes de circulation dans lesquels leur capital est engagé et à la formation du taux général du profit (1). Ces agents se font

(1) L'observation suivante montre avec une naïveté remarquable comment pour certains auteurs la fixation des prix devient purement théorique, c'est-à-dire abstraite : « Il est évident que si une même marchandise est vendue par divers commerçants à des prix très différents, il ne peut en être ainsi que par suite d'erreurs de calcul. » (Feller et Oldermann, *Das Ganze der kaufmännischen Arithmetik*, 7^e édit., 1859).



nécessairement aussi une conception fausse du rôle de la concurrence. Les limites de la valeur et de la plus-value étant données, il est facile de voir comment, sous l'action de la concurrence, les valeurs se transforment en coûts de production et prix du commerce, et comment la plus-value devient le profit moyen. Mais lorsqu'on ne tient pas compte de ces limites, il est impossible de comprendre pourquoi la concurrence assigne au profit tel taux général plutôt que tel autre, 15 % au lieu de 1500 %.

Il semble donc que pour le capital commercial ce soit la rotation qui détermine les prix. D'autre part, le taux du profit qu'il peut recueillir lui est assigné d'avance par ce fait que c'est la vitesse de rotation du capital industriel qui, fixant la quantité de travail que ce dernier peut exploiter, détermine et limite la masse et le taux général du profit. Le capital industriel qui, sa composition organique et les autres circonstances restant les mêmes, fait en une année quatre rotations au lieu de deux, produit deux fois plus de plus-value et de profit, et ce fait se manifeste clairement aussi longtemps que ce capital est seul à produire d'après la nouvelle méthode qui accélère sa rotation. Dans le commerce, au contraire, des différences dans la durée de rotation ont pour effet que le profit réalisé par rotation d'un capital-marchandise est en raison inverse du nombre de rotations que fait le capital-argent qui sert à faire circuler ce capital marchandise. « De petits profits souvent répétés », tel est le principe des détaillants.

Il va de soi que la loi des rotations du capital commercial ne s'applique, dans chaque branche du commerce (abstraction faite des rotations, tantôt courtes, tantôt longues, dont les inégalités se compensent), qu'à la moyenne des rotations accomplies par tout le capital commercial engagé dans cette branche. Que le capital A fasse plus ou moins de rotations que la moyenne, cet écart sera neutralisé par un autre capital qui en fera moins ou plus, et il n'en résultera aucune anomalie pour l'ensemble du capital de la branche que l'on considère. Il n'en sera pas de même



pour le capitaliste A considéré individuellement. Si son capital fait plus de rotations que la moyenne, il y aura pour lui une source de surprofit, absolument comme pour les capitalistes industriels, lorsqu'ils produisent dans des conditions plus favorables que la moyenne, et il pourra, si la concurrence l'y oblige, vendre à meilleur marché que ses concurrents sans voir descendre son profit au-dessous de la moyenne. Si les conditions qui le mettent en état de supériorité peuvent faire l'objet d'un commerce, par exemple, un emplacement favorable pour un magasin, il sera obligé de les payer et une partie de son surprofit passera à la rente foncière.



CHAPITRE XIX

LE CAPITAL DU COMMERCE D'ARGENT

Les mouvements purement techniques de l'argent dans le procès de circulation du capital industriel et du capital commercial (1) peuvent être assurés par un capital spécial, dont la fonction consiste exclusivement à effectuer ce genre d'opérations. Ce capital devient alors un capital du commerce d'argent et il est constitué par une partie du capital total, qui s'en détache et devient autonome sous forme de capital-argent, avec la mission de faire des opérations d'argent tant pour la classe des capitalistes industriels que pour celle des capitalistes commerçants. Comme le capital commercial, cette partie est en réalité un fragment du capital industriel, qui se spécialise pour accomplir, pour tout le reste du capital, certains actes de circulation faisant partie du procès de reproduction.

Ce n'est que dans sa première rotation, c'est-à-dire quand il commence à fonctionner comme capital — il en est de même lorsqu'il y a accumulation — que le capital affecte la forme argent au point initial et au point final de son mouvement ; les rotations suivantes ne présentent plus que des points de passage. Dans la métamorphose $M' - A - M$, qui s'intercale entre le moment où le capital industriel sort du procès de production et le moment où il y rentre, A représente en réalité la fin de l'une des phases de cette

(1) Nous rappelons encore que nous nous servons de l'expression « capital commercial » pour traduire *Waarenhandlungskapital*, capital du commerce de marchandises. (Note des traducteurs).



métamorphose et le commencement de l'autre, et bien que l'opération $M - A$ du capital industriel soit continuellement $A - M - A$ pour le capital commercial, le procès de ce dernier, dès qu'il suit son cours, a pour formule $M - A - M$. Le capital commercial accomplit simultanément les actes $M - A$ et $A - M$: non seulement un capital se trouve dans le stade $M - A$ pendant qu'un autre est dans le stade $A - M$, mais, à cause de la continuité du procès de reproduction, un même capital achète en même temps qu'il vend. Pendant qu'une partie se convertit en argent pour se retransformer plus tard en marchandise, un autre devient marchandise pour se reconvertir en argent.

Dans ces opérations, l'argent fonctionne soit comme moyen de circulation, soit comme moyen de paiement, et le capitaliste se trouve continuellement dans le cas de remettre de l'argent à un grand nombre de personnes et d'en recevoir. Il en résulte pour lui un travail spécial d'établissement et de calcul de comptes, donnant lieu à des dépenses de temps et d'argent, qui sont moins importantes lorsqu'une catégorie spéciale de capitalistes s'en charge pour les autres.

Une partie du capital doit se trouver sous forme de trésor, de capital potentiel, vers lequel refluent sans interruption les réserves de moyens d'achat et de paiement et le capital-argent momentanément inoccupé. Elle donne lieu à des opérations d'encaissement, de paiement, de comptabilité et de garde. Sans cesse le trésor se décompose pour fournir les moyens de circulation et de paiement que le procès de reproduction réclame et sans cesse il se reconstitue par l'argent venant des ventes et des paiements arrivés à échéance. Ce mouvement de la partie du capital, qui ne fonctionne plus comme capital et qui existe à l'état d'argent, donne lieu à du travail et à des dépenses qui constituent des frais de circulation.

La division du travail intervenant, ces opérations nécessitées par les fonctions du capital sont accomplies, dans la mesure du possible, par une catégorie de capitalistes qui



s'en charge pour les autres. De même que pour le capital commercial, cette application de la division du travail se fait à deux degrés : d'une part, il se constitue une branche de capitalistes qui spécialise, concentre et accomplit à une grande échelle toutes les opérations techniques relatives à l'argent ; d'autre part, dans cette branche intervient une nouvelle division qui assigne à des catégories spéciales d'agents les différents travaux qui doivent être exécutés. Les paiements et les encaissements, la rédaction des bilans, l'établissement des comptes-courants, la garde de l'argent sont ainsi séparés des actes qui les rendent nécessaires, et c'est cette autonomie assignée à toutes ces opérations qui fait que le capital qui est avancé pour les accomplir devient du capital du commerce d'argent.

J'ai montré dans la *Critique de l'Economie politique*, p. 27, comment l'argent commença à fonctionner dans les échanges de produits entre les communautés. Ce sont les rapports internationaux qui ont donné naissance au commerce d'argent. Dès qu'il a existé des monnaies différentes d'après les pays, les commerçants qui achetaient à l'étranger ont été obligés de convertir la monnaie de leur pays en monnaie du pays avec lequel ils trafiquaient, ou tout au moins à la convertir en lingots d'or ou d'argent. Alors se sont établis des changeurs, dont les opérations doivent être considérées comme une des origines du commerce moderne d'argent (1). Plus tard vinrent les banques de change,

(1) « De la grande variété des monnaies, tant au point de vue du titre que de l'effigie soit des princes soit des villes, résulta la nécessité de se servir partout de la monnaie locale pour les transactions commerciales qui devaient être soldées en argent. Pour faire leurs paiements, les commerçants qui se rendaient aux marchés étrangers, se munissaient d'argent ou d'or en barre, et de même ils convertissaient en lingots, dès leur rentrée, les monnaies étrangères qu'ils rapportaient de leur voyage. C'est ainsi que les établissements de change, qui servaient d'intermédiaires pour l'échange des métaux précieux non monnayés et la monnaie locale et inversement, acquirent une grande importance et devinrent très lucratifs. » (Hüllmann, *Städtewesen des Mittelalters*, Bonn, 1826-29, I, p. 437). — « La banque de change ne tient pas sa dénomination de la lettre de change, mais de ce qu'on y changeait des monnaies. Longtemps



où l'argent (ou l'or) fonctionna comme monnaie mondiale (aujourd'hui appelée monnaie de banque ou de commerce) distincte de la monnaie courante, et déjà à Rome et en Grèce on vit les opérations de change proprement dites donner lieu à des relations entre les changeurs des deux pays pour les remises d'argent à faire aux voyageurs.

Le commerce de l'or et de l'argent considérés comme marchandises servant de matières premières pour les articles de luxe est la base naturelle du commerce de lingots (*Bullion trade*), qui rend possible le fonctionnement de la monnaie comme monnaie mondiale. Ce fonctionnement, ainsi que nous l'avons montré précédemment (Vol. I, Chap. III, 3 c), présente un double aspect : d'une part, la monnaie doit exécuter un mouvement de va-et-vient entre les circulations nationales des différents pays, afin d'assurer le paiement des transactions internationales et des intérêts du capital quand il se déplace ; d'autre part, partant des pays producteurs de métaux précieux, elle doit se répandre de par le monde afin d'alimenter la circulation de chaque pays. Pendant la plus grande partie du XVII^e siècle, on vit encore en Angleterre les orfèvres fonctionner comme banquiers. Le règlement des paiements internationaux engendra plus tard le commerce des lettres de change, etc. ;

avant la fondation en 1609 de l'*Amsterdamsche Wisselbank*, on avait dans les villes commerciales néerlandaises, des changeurs, des maisons de change et même des banques de change..... L'entreprise de ces changeurs avait pour but de changer les nombreuses monnaies que les commerçants étrangers apportaient dans le pays, contre des pièces ayant cours légal. Peu à peu le champ de leur activité prit de l'extension ... ils devinrent les caissiers et les banquiers de leur époque. Mais le gouvernement d'Amsterdam ne tarda pas à voir un danger dans cette association des opérations de caisse et de change, et il décida pour le prévenir de créer un grand établissement public chargé des deux fonctions. Cet établissement fut la célèbre Banque de change d'Amsterdam, qui fut fondée en 1609. De même les banques de change de Venise, de Gênes, de Stockholm, de Hambourg ont dû leur naissance au change des pièces de monnaie. De toutes ces banques, celle de Hambourg est la seule qui existe encore, parce que dans cette ville commerçante, qui n'a pas de monnaie à elle, la nécessité d'une pareille institution se fait toujours sentir etc. (S. Vissering, *Handboek van Praktische Staathuishoudkunde*, Amsterdam, 1860, I, p. 247).

mais cette question ne nous intéresse pas en ce moment de même que tout ce qui se rapporte aux papiers-valeurs et aux formes spéciales du crédit.

Devenant monnaie mondiale, la monnaie nationale perd son caractère local ; elle peut être ramenée à celle de tout autre pays et sa valeur répond à son titre en or ou en argent, c'est-à-dire à la valeur commerciale de ces deux métaux. C'est pour cette raison que le commerce de monnaie est devenu un commerce spécial. Le changeur et le commerçant de lingots ont donc été les premiers agents du commerce d'argent et leurs fonctions sont résultées du double caractère national et international de la monnaie.

La production capitaliste et, même avant le régime capitaliste, le commerce en général nécessitent l'accumulation sous forme de trésor d'une certaine quantité d'argent, qui dans l'organisation actuelle est constituée par la partie du capital tenue en réserve à l'état de monnaie, comme moyen de paiement et d'achat. Le trésor réapparaît donc dans la production capitaliste et c'est toujours sous cette forme que se constitue le capital commercial dès qu'il se développe. Il en est ainsi tant pour la circulation nationale que pour la circulation internationale. Ce trésor est continuellement en mouvement ; tantôt il est versé à la circulation, tantôt il est restitué par elle. Parfois aussi il est formé par le capital-argent momentanément inoccupé ainsi que par le capital-argent nouvellement accumulé et non encore placé. Il donne lieu à des travaux de garde, de comptabilité, etc.

L'argent tenu en réserve doit être mis en circulation pour payer les achats de même que de l'argent doit être encaissé après les ventes. Ces opérations de paiement et de recette, d'établissement de comptes, etc., le commerçant d'argent les exécute comme simple *caissier* pour les capitalistes industriels et commerçants (1).

(1) « L'institution des caissiers n'a peut-être conservé son caractère original et autonome nulle part avec autant de pureté que dans les villes commerciales néerlandaises (Voir sur l'origine des caissiers à Amster-



Le commerce d'argent atteint son plein développement, même lorsqu'il est à peine institué, dès qu'aux fonctions que nous venons de passer en revue s'ajoutent le prêt, l'emprunt et le crédit, dont nous nous occuperons dans la cinquième partie de ce volume, en traitant du capital productif d'intérêt.

Le commerce de lingots, qui transporte l'or et l'argent d'un pays à un autre, a pour origine le commerce de marchandises et résulte des variations du change, dont le cours exprime la situation des transactions internationales et correspond au taux de l'intérêt sur les divers marchés. Le commerçant de lingots n'est donc qu'un intermédiaire.

En étudiant (vol. I, chap. III) comment les mouvements et les formes de la monnaie résultent de la circula-

dam, E. Lusac, *Holland's Rykdom*, 3^e volume). Le caissier reçoit des commerçants qui ont recours à ses services, une certaine somme d'argent pour laquelle il leur ouvre un « crédit » dans ses livres. Il touche leurs créances et les en crédite ; il reçoit d'eux des ordres de paiement (*kassiers briefjes*) qu'il exécute et qu'il porte à leur débit. Il compte pour ces opérations une légère commission, qui ne constitue une rémunération suffisante pour son travail que parce qu'elle se répète sur un grand nombre de transactions. Lorsque deux commerçants ayant le même caissier ont réciproquement des paiements à se faire, les opérations se font d'une manière très simple par des inscriptions aux livres du caissier, qui journellement établit le compte de l'un et de l'autre. Le caissier a donc en réalité pour rôle de servir d'intermédiaire pour ces paiements ; il doit rester étranger aux entreprises industrielles, aux spéculations, aux ouvertures de crédit en blanc, ayant pour règle de ne faire, pour ceux à qui il a ouvert un compte dans ses livres, que des paiements à concurrence de leur crédit. » (Vissering. *l. c.*, p. 434.) — Voici ce que Hüllmann écrit au sujet des institutions analogues qui fonctionnèrent à Venise : « Tenant compte des dispositions locales qui font qu'à Venise il est plus gênant que n'importe où de transporter des valeurs en espèces, les commerçants vénitiens fondèrent des unions de banques, offrant une sécurité suffisante et soumises à une surveillance et une administration rigoureuses. Les affiliés à ces institutions y déposaient des sommes déterminées, qui leur permettaient de transmettre à la banque des ordres de paiement à leurs créanciers. Des inscriptions aux livres établissaient ce qui avait été déboursé et encaissé pour chaque participant. Ces établissements, qui furent le point de départ des banques de virement, sont très anciennes. Il convient cependant de ne pas les faire remonter au douzième siècle et surtout de ne pas les confondre avec la Banque des emprunts d'Etat fondée en 1171 » (Hüllmann, *l. c.*, p. 550).



tion des marchandises, nous avons vu que la quantité d'argent en circulation comme moyen de paiement est déterminée par l'importance et la célérité des métamorphoses des marchandises, qui, d'après ce que nous avons vu depuis, ne constituent qu'une phase du procès de reproduction. Quant à la manière de s'approvisionner de métaux précieux pour en faire de la monnaie, elle se ramène à un simple échange de la marchandise or ou argent contre d'autres marchandises; elle ne diffère pas de la manière dont on se procure du fer ou d'autres métaux. Le mouvement des métaux précieux sur le marché mondial (nous faisons abstraction des prêts et des emprunts qui transmettent également les capitaux comme s'il s'agissait de marchandises) est déterminé par l'échange international des marchandises, de même que dans un pays le mouvement de la monnaie servant aux achats et aux paiements dépend de l'échange intérieur des marchandises. Le déplacement des métaux précieux d'un pays à un autre, lorsqu'il est la conséquence du système monétaire ou de la dépréciation de la monnaie, n'a rien à voir avec la circulation monétaire et résulte simplement d'erreurs voulues des gouvernements. Enfin il faut considérer comme des sédiments de la circulation les trésors, c'est-à-dire les fonds de réserve constitués pour les paiements soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, ou fournis par le capital momentanément inoccupé. La circulation monétaire n'étant que le résultat de la circulation de marchandises, c'est-à-dire, dans une société capitaliste, le résultat de la circulation du capital (qui comprend l'échange du capital contre le revenu et du revenu contre le revenu, celui-ci étant dépensé dans le commerce de détail), il va de soi que le commerce d'argent n'a pas pour seul résultat de faire circuler l'argent; il assure également les opérations techniques de la circulation monétaire, qu'il simplifie, raccourcit et centralise. Le commerce d'argent ne crée pas les trésors; il fournit le moyen de les réduire au minimum pour autant qu'ils soient volontaires et ne résultent pas d'un manque de débouchés pour le capital ou d'un trouble



du procès de reproduction. Il n'achète pas les métaux précieux, mais en assure la répartition dès qu'ils ont été acquis par l'intervention du commerce de marchandises ; s'il réalise la balance des comptes et s'il réduit l'importance de la masse d'argent qui est nécessaire pour liquider ceux-ci, il n'a aucune action sur leur importance et leurs rapports. Les lettres de change et les chèques qui sont échangés dans les banques et les *Clearing Houses*, représentent des transactions tout à fait indépendantes et sont les résultats d'opérations isolées qu'il s'agit de rapprocher pour en rendre les résultats meilleurs. Lorsque la monnaie circule comme moyen d'achat, l'importance et le nombre des ventes et des achats sont absolument indépendants du commerce d'argent, qui ne joue d'autre rôle que de raccourcir les opérations techniques qui accompagnent les transactions commerciales et de diminuer la quantité d'espèces qu'elles exigent.

Le commerce d'argent séparé du crédit, tel que nous le considérons ici, ne correspond donc qu'à la technique de l'une des phases de la circulation des marchandises, comprenant la circulation monétaire et les diverses fonctions de la monnaie qui y correspondent. Par là, il se distingue essentiellement du commerce de marchandises, qui poursuit l'échange (la métamorphose) de celles-ci et montre le procès du capital-marchandise comme celui d'un capital distinct du capital industriel. Alors que le capital commercial a une forme de circulation qui lui est propre, la forme $A - M - A$, dans laquelle la marchandise change deux fois de place et qui est l'opposé de la forme $M - A - M$, dans laquelle l'argent change deux fois de main, il est impossible d'attribuer au capital du commerce d'argent aucune forme particulière de circulation.

Lorsque le capital-argent devant servir d'intermédiaire à la circulation est avancé par une catégorie spéciale de capitalistes, la formule générale $A - A'$ du capital lui est applicable ; le capital A devient $A + \Delta A$ pour celui qui l'avance ; mais la transformation $A - A'$ correspond non



à l'aspect matériel, mais à l'aspect technique d'une métamorphose. Il est évident que la masse d'argent qui est maniée par les agents du commerce d'argent est le capital-argent des commerçants et des industriels, et que ce sont les opérations de ceux-ci qu'elle effectue. De même il est clair que le profit qu'ils recueillent n'est qu'un prélèvement sur la plus-value, étant donné qu'ils n'opèrent que sur des valeurs réalisées, même quand il s'agit de créances.

Pour le commerce d'argent comme pour le commerce de marchandises, il y a dédoublement de la fonction : malgré l'intervention des commerçants d'argent, une partie des opérations techniques de la circulation monétaire se maintient dans les attributions des producteurs et des commerçants de marchandises.



CHAPITRE XX

HISTOIRE DU CAPITAL COMMERCIAL

Nous réservons à la cinquième partie de ce volume l'étude de la forme spéciale qu'affecte l'accumulation pour le capital du commerce d'argent et le capital du commerce de marchandises.

De ce que nous venons de développer il résulte qu'il n'y a rien de plus absurde que de considérer le capital, tant du commerce d'argent que du commerce de marchandises, comme une forme spéciale du capital industriel et de l'envisager comme l'exploitation des mines, l'agriculture, les manufactures, l'industrie du transport, qui sont des branches spéciales que la division sociale du travail a introduites dans la mise en valeur du capital industriel. Cette conception grossière tombe devant cette simple constatation que tout capital industriel, pendant qu'il se trouve engagé dans la circulation sous forme de capital-marchandise ou de capital-argent, remplit absolument les mêmes fonctions que le capital du commerçant sous l'une ou l'autre de ses formes. Inversement, la différence entre le capital industriel fonctionnant dans la production et ce même capital engagé dans la circulation est fixée dans le capital du commerce de marchandises et du commerce d'argent, qui montre les formes et les fonctions du capital industriel engagé dans la circulation comme des formes et des fonctions propres à une partie détachée de ce capital.

Un abîme sépare les formes que le capital industriel revêt dans la circulation des formes qu'il affecte dans la



production suivant les branches d'industrie dans lesquelles il est engagé. Cependant ces deux aspects sont confondus par les économistes, qui ont l'habitude de juger les choses superficiellement, par leur côté matériel, le seul qui puisse les intéresser, et qui dans ce cas ont été conduits à une confusion : 1^o par leur incapacité de dégager les caractères du profit commercial ; 2^o par leur tendance apologétique de faire dériver du procès de production les formes du capital-marchandise et du capital-argent, et plus tard celles du capital du commerce de marchandises et du commerce d'argent, alors que ces formes découlent du mode capitaliste de production, qui a pour condition la circulation de marchandises et la circulation d'argent.

Si, entre le capital du commerce de marchandises ou d'argent et l'agriculture il n'y a d'autre différence que celle qui existe entre l'agriculture et la manufacture, il est clair que la production capitaliste ne peut pas différer de la production en général, et que la répartition des produits sociaux, soit entre les consommateurs productifs, soit entre les consommateurs improductifs, a été assurée de toute éternité par des commerçants et des banquiers, absolument comme il a fallu élever des bestiaux pour manger de la viande et confectionner des vêtements pour se vêtir (1).

(1) Le sage Roscher a découvert cette subtilité que si certains caractérisent le commerce comme étant l'« intermédiaire » entre le producteur et le consommateur, « on » peut considérer avec autant de raison la production comme étant l'intermédiaire de la consommation (et..... ?), ce qui a naturellement pour conséquence que le capital commercial fait partie du capital productif au même titre que les capitaux engagés dans l'agriculture et l'industrie. Et puisqu'en raisonnant ainsi, on peut dire que l'homme doit se servir de l'intermédiaire de la production pour consommer (ce qu'il doit faire même sans la science de Leipzig) ou que le travail est nécessaire — et l'« intermédiaire » nécessaire — pour prendre possession des produits de la nature, on est autorisé à conclure qu'un « intermédiaire » qui résulte d'une forme spéciale de la production sociale — parce qu'il est un intermédiaire — a le même caractère de nécessité absolue. C'est le mot intermédiaire qui décide tout. D'ailleurs, les commerçants ne sont pas des intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs (ceux-ci distincts de ceux-là et abstraction faite des consom-



Les grands économistes comme Smith et Ricardo, qui envisagent le capital sous sa forme fondamentale, c'est-à-dire le capital industriel, et qui ne s'occupent du capital de circulation (argent et marchandise) que pour autant qu'il corresponde à une phase de la reproduction du capital, sont intéressants quand ils ont devant eux le capital commercial comme une catégorie spéciale, et qu'ils constatent qu'ils ne peuvent pas lui appliquer les théories de la valeur et du profit qu'ils ont déduites de l'étude du capital industriel. Aussi ont-ils soin de faire du capital commercial une variété du capital industriel et quand ils s'en occupent spécialement, comme Ricardo lorsqu'il parle du commerce international, s'efforcent-ils de démontrer qu'il n'est pas créateur de valeur (par conséquent, qu'il ne crée pas de la plus-value). Cependant ce qui est vrai du commerce extérieur doit l'être du commerce intérieur.

Jusqu'ici nous avons étudié le capital commercial au point de vue et dans les limites de la production capitaliste. Cependant non seulement le commerce, mais aussi le capital commercial sont plus anciens que la production capitaliste et ils correspondent au mode d'existence historiquement le plus éloigné du capital.

Le commerce d'argent et le capital qu'il comporte ayant pour condition d'existence le commerce de gros et le capital du commerce de marchandises, c'est de ce dernier dont nous nous occuperons exclusivement.

Le capital commercial est relégué dans la sphère de la circulation et il n'a d'autre fonction que d'assurer l'échange des marchandises ; il en résulte que pour qu'il puisse exister, il faut uniquement, abstraction faite du troc, qu'il y ait

mateurs qui ne produisent pas), mais des intermédiaires de l'échange des produits entre producteurs, c'est-à-dire les intermédiaires d'un échange qui s'opère des millions de fois sans leur intervention.



circulation de marchandises et d'argent, ou plus exactement qu'il y ait simplement circulation d'argent. Quel que soit le mode de production qui alimente la circulation — que les produits soient fournis par des communautés primitives, des esclaves, des petits paysans ou des petits bourgeois, des capitalistes — la marchandise, parce qu'elle est marchandise, doit passer par l'échange et subir les transformations que l'échange comporte. Les formes extrêmes entre lesquelles le capital commercial évolue sont données de même que celles de la circulation de l'argent; la condition essentielle c'est qu'à ces points extrêmes le produit soit à l'état de marchandise, c'est-à-dire que la production soit exclusivement une production de marchandises ou que les producteurs n'envoient au marché que l'excédent de produits qui ne leur est pas nécessaire. Le capital commercial ne sert donc que d'intermédiaire au mouvement des marchandises, qui sont là avant lui.

L'étendue du rôle du commerce et des commerçants dépend du mode de production; elle atteint son plein épanouissement dans la production capitaliste largement développée, où le produit est une marchandise et non un objet de consommation immédiate. Inversement le commerce pousse la production capitaliste à prendre une intensité excessive et à livrer des produits qui ont de plus en plus le caractère de valeurs d'échange.

Le mouvement et les transformations des marchandises consistent, au point de vue matériel, dans l'échange de marchandises de natures diverses et, au point de vue de la forme, dans la conversion de la marchandise en argent et de l'argent en marchandise, c'est-à-dire la vente et l'achat. L'accomplissement de ces fonctions constitue le rôle du capital commercial, qui effectue donc simplement l'échange des marchandises, sans que cet échange ait lieu nécessairement entre producteurs immédiats. Alors que sous les régimes de l'esclavage, du servage et des communautés primitives, c'est le maître, le seigneur ou l'Etat qui est propriétaire et vendeur du produit, le commerçant, au con-



traire, achète et vend pour beaucoup d'autres ; il concentre dans ses mains les achats et les ventes, qui cessent ainsi d'être rattachés directement aux besoins des acheteurs.

Quelle que soit l'organisation sociale des branches de production dont il fait circuler les marchandises, le commerçant ne dispose que d'argent et cet argent fonctionne comme capital. La formule de ses opérations est $A-M-A'$, ayant pour point de départ l'argent, la forme autonome de la valeur, et pour but l'accroissement de cette valeur. Cet échange des marchandises, effectué en dehors de la production et par des individus qui ne sont pas des producteurs, non seulement augmente la richesse comme telle, mais l'accroît sous sa forme sociale de valeur d'échange. Il a pour but de transformer A en $A + \Delta A$, les actes $A - M$ et $M - A'$ étant seulement des opérations intermédiaires. La formule $A - M - A'$, qui caractérise le mouvement du capital commercial, le distingue du commerce de marchandises entre producteurs, qui est exprimé par la formule $M - A - M$ et qui a pour but l'échange de valeurs d'usage.

Moins la production est développée, plus l'argent se concentre dans les mains des commerçants et plus il est la forme spécifique de la fortune commerciale. Aussi ce n'est que lorsque la production devient capitaliste que le capital commercial cesse d'affecter la forme d'un capital chargé d'une fonction *spéciale*, alors que dans les régimes antérieurs il est le capital par excellence et joue un rôle d'autant plus important que l'activité des producteurs se porte davantage sur la production d'objets directement nécessaires à la vie.

On comprend donc facilement que le capital ait fonctionné dans le commerce longtemps avant qu'il s'empare de la production, et que même il ait fallu que le capital commercial acquière une certaine importance pour que la production capitaliste puisse naître ; car celle-ci, outre qu'elle exige une certaine concentration de l'argent, a pour condition la production en vue du commerce, la



vente en gros et l'achat, non pas seulement pour la satisfaction des besoins personnels de ceux qui produisent, mais pour les besoins d'un grand nombre d'autres. En outre toute extension du capital commercial a pour effet de développer de plus en plus la production de valeurs d'échange, de marchandises, bien que cette extension ne soit pas suffisante pour expliquer le passage d'un système de production à un autre.

Dès que la production eut pris la forme capitaliste, le capital commercial dut renoncer à l'existence indépendante qu'il avait eue jusque là pour devenir une émanation du capital ; alors aussi le taux du profit qu'il réalise fut ramené au taux général moyen. Les circonstances sociales qui avaient assuré son développement n'existèrent plus et il ne parvint à se maintenir sous une forme autonome que dans des milieux surannés, disparaissant même dans les pays où survécurent des villes essentiellement commerciales, beaucoup plus aptes cependant à conserver les traditions du passé que les villes industrielles (1).

Le développement autonome et prédominant du capital commercial correspond par conséquent à un système de production dans lequel le capital ne joue aucun rôle, et à ce point de vue on peut dire qu'il est en raison inverse du développement économique de la société.

Lorsque le capital est concentré d'une manière prédomi-

(1) M. W. Kiesselbach (*Der Gang des Welthandels in Mittelalter*, 1860) continue à vivre dans la conception d'un monde où le capital commercial est la seule forme du capital. Il n'a pas la moindre notion de l'idée moderne du capital, de même que M. Mommsen lorsqu'il parle dans son *Histoire romaine* du « capital » et de la domination du capital. L'histoire moderne de l'Angleterre nous montre cependant la classe des commerçants et les villes commerciales politiquement réactionnaires et alliées à l'aristocratie foncière et financière contre le capital industriel. Il suffit pour en être convaincu de comparer le rôle politique de Liverpool à celui de Manchester et de Birmingham. Le capital commercial et l'aristocratie financière (*moneyed interest*) anglais ne se sont rendus à l'évidence et n'ont reconnu la suprématie du capital industriel que depuis la suppression des droits d'entrée sur les céréales, etc.



nante aux mains de commerçants autonomes, les producteurs restent étrangers à la circulation, et c'est par le commerce que les produits deviennent des marchandises et non par le mouvement des produits que le commerce se constitue. Alors le capital fonctionne avant tout dans le procès de circulation, et celui-ci jouit de la propriété de transformer l'argent en capital et le produit en valeur d'échange, en marchandise, en argent. Le capital dut donc se développer dans le procès de circulation avant de pouvoir dominer la production, et c'est grâce à la circulation de l'argent et des marchandises que des branches de production, présentant les organisations les plus différentes et ayant encore pour objet principal l'obtention de valeurs d'usage, purent être mises en rapport les unes avec les autres. Cette indépendance du procès de circulation par rapport aux branches de production auxquelles il servait d'intermédiaire, caractérise une période où la circulation ne s'est pas encore emparée de la production et où la production ne s'est pas encore incorporée la circulation. Les choses changent d'aspect dès que le régime capitaliste fait son apparition ; la production repose alors entièrement sur la circulation et celle-ci n'est plus qu'une phase de la production, pendant laquelle le produit est vendu comme marchandise et remplacé par d'autres marchandises destinées à reconstituer les éléments qui ont servi à le produire. Le capital commercial n'est plus alors qu'une forme du capital poursuivant son mouvement de reproduction.

La loi d'après laquelle le développement autonome du capital commercial est en raison inverse du développement de la production capitaliste se vérifie le plus clairement chez les peuples dont le commerce était un commerce d'intermédiaires (*carrying trade*). Les Vénitiens, les Génois, les Hollandais réalisaient avant tout du profit, non pas en exportant les produits de leur pays, mais en assurant l'échange entre des nations ou des communautés peu développées aux points de vue économique et commercial, par



conséquent en exploitant les pays producteurs (1). Leur capital commercial avait une existence propre et était nettement séparé des branches de production auxquelles il servait d'intermédiaire. Le monopole de ce rôle d'intermédiaire et le commerce auquel il donnait lieu déclinerent à mesure que se développèrent économiquement les peuples dont l'exploitation l'alimentait et ce fait, qui se manifesta, non-seulement par le déclin de quelques branches de commerce, mais par la décadence des peuples purement commerçants, prouve incontestablement que le développement de la production capitaliste a pour conséquence la subordination du capital commercial au capital industriel. Le système colonial en général et la Compagnie hollandaise des Indes orientales en particulier fournissent d'autres exemples du fonctionnement du capital commercial dominant la production.

Le mouvement du capital commercial étant $A - M - A'$, le profit du commerçant prend naissance dans des opérations d'achat et de vente qui ont lieu exclusivement dans la circulation ; il est réalisé dans la dernière opération, la vente et il est, comme disent les Anglais, un « *profit upon alienation* », un profit sur aliénation. A première vue le profit commercial semble impossible lorsque les produits sont vendus à leur valeur. Le commerce a pour loi, non pas d'échanger des équivalents, mais d'acheter à bon compte pour vendre cher. Les produits dont il assure l'échange ont de la valeur et ont un équivalent en argent, puisqu'ils résultent tous et au même titre du travail

(1) « Les habitants des villes commerçantes, en important des pays plus riches des ouvrages raffinés et des objets de luxe d'un grand prix, offrirent un aliment à la vanité des grands propriétaires, qui en achetèrent avec empressement, moyennant de grandes quantités de produits bruts de leurs terres. Le commerce d'une grande partie de l'Europe, à cette époque, consistait dans les échanges du produit brut du pays contre le produit manufacturé d'un autre pays plus avancé en industrie.. Quand ce goût fut devenu assez général pour donner lieu à une demande considérable, les marchands, pour épargner les frais de transport, tâchèrent naturellement d'établir dans leur propre pays, des manufactures du même genre. » A. Smith, *Richesse des Nations*, Livre III, Chapitre III.



social ; mais leurs valeurs ne sont pas quantitativement égales et les rapports quantitatifs suivant lesquels ils s'échangent sont tout à fait accidentels. Ce caractère s'efface cependant à mesure que l'échange devient plus continu et la reproduction plus régulière, si bien que l'équivalence se réalise, non pas tant sous l'influence du producteur et du consommateur, mais par l'action de celui qui leur sert d'intermédiaire, le commerçant qui compare les prix en argent et en empêche la différence.

Au début, le capital commercial n'est que l'intermédiaire entre des productions qu'il ne domine pas et dont il ne crée pas les conditions.

De même que dans la circulation $M - A - M$ des marchandises, l'argent agit non-seulement comme mesure des valeurs et comme instrument de la circulation, mais aussi comme forme absolue de la marchandise et de la richesse, c'est-à-dire comme trésor, de même dans la circulation $A - M - A'$ du capital commercial, l'argent apparaît comme un trésor qui se conserve et s'augmente à la suite de simples opérations d'aliénation.

Les peuples commerçants de l'antiquité existaient comme les dieux d'Epicure dans les entrailles de la terre ou plutôt comme les juifs dans les pores de la société polonaise. Le commerce des premières grandes villes ou grands peuples commerçants s'appuyait sur la barbarie des peuples producteurs entre lesquels ils servaient d'intermédiaires.

Avant la production capitaliste, c'est le commerce qui domine l'industrie ; l'inverse se présente dans la société moderne. Naturellement le commerce réagit plus ou moins sur les individus entre lesquels il fonctionne ; il fait dépendre la satisfaction des besoins avant tout de la vente et par là engage de plus en plus la production dans la fabrication de valeurs d'échange. Il brise les anciens rapports et assigne plus d'importance à la circulation monétaire ; il ne se contente plus de ne faire circuler que les produits que les producteurs ne consomment pas eux-mêmes, mais s'attache de plus en plus à la production et parvient à tenir



dans sa dépendance des branches entières de fabrication. Cette influence ne se manifeste cependant que là où elle rencontre des conditions favorables.

Aussi longtemps que le capital commercial assure l'échange des produits de communautés peu développées, il réalise, non seulement en apparence, mais presque toujours en réalité, des profits exagérés et entachés de fraude. Il ne se borne pas à exploiter la différence entre les coûts de production des divers pays, en quoi il pousse à la fixation et à l'égalisation des valeurs des marchandises, mais il s'approprie la plus grande partie de la plus-value. Il y parvient en servant d'intermédiaire entre des communautés qui produisent avant tout des valeurs d'usage et pour qui la vente et la valeur de ces produits sont d'une importance secondaire, ou en traitant avec des maîtres d'esclaves, des seigneurs féodaux, des gouvernements despotiques, qui représentent la richesse jouisseuse, tendant des pièges au commerçant, ainsi qu'A. Smith nous le montre dans son passage relatif à la féodalité que nous avons reproduit. Partout où il prédomine, il représente un système de pillage (1) et son développement, tant dans

(1) « Les plaintes sont maintenant générales chez les marchands au sujet des nobles, qui sont devenus des brigands ; ils doivent trafiquer au milieu des plus grands dangers et sont en outre faits prisonniers, battus, rançonnés et pillés. S'ils consentaient à endurer tout cela au nom de la justice, ils seraient réellement des saints... Mais ces injustices si criantes, ces vols et ces pillages si peu chrétiens sont pratiqués, de par le monde entier, par les marchands eux-mêmes, qui vont jusqu'à s'en rendre coupables entre eux. Faut-il donc s'étonner de ce que Dieu estime que tant de biens acquis par l'injustice doivent être de nouveau perdus et volés, et qu'à leur tour les commerçants doivent être frappés à la tête et faits prisonniers ?... Il appartient aux princes de punir par la violence régulière et de prévenir un commerce aussi malfaisant, afin que leurs sujets ne soient pas volés aussi scandaleusement par les commerçants. Mais ils ne le font pas ; aussi Dieu se sert-il des chevaliers et des brigands pour punir les injustices des commerçants et en fait-il ses démons, de même qu'il déchaîne des démons sur l'Égypte et le monde entier, ou les ruine par des ennemis. C'est ainsi qu'il atteint un malfaiteur par un autre, sans qu'il pense à faire entendre par là que les chevaliers soient moins brigands que les commerçants ; seulement les commerçants pillent tous les jours le monde entier, tandis qu'un chevalier ne dévalise qu'une ou deux



l'antiquité que dans les temps modernes, tant chez les Carthaginois et les Romains que chez les Vénitiens, les Portugais et les Hollandais, est accompagné de piraterie sur terre et sur mer, de vol d'esclaves et d'annexion violente.

A mesure que le commerce et le capital commercial prennent de l'extension, la production fournit de plus en plus des valeurs d'échange, gagne en importance et en variété, devient de plus en plus cosmopolite et universalise l'emploi de la monnaie. Le commerce a donc une action dissolvante sur les anciennes formes de la production, qui quelles qu'elles soient sont dirigées principalement sur les valeurs d'usage et ne résistent que dans la mesure de leur solidité et de leur organisation. Le résultat de cette influence du commerce, qui doit aboutir à la substitution d'un nouveau système de production à l'ancien, dépend non du commerce, mais du caractère de l'ancienne production elle-même. Dans l'antiquité l'action du commerce et du développement du capital commercial aboutit toujours à l'esclavage, à moins que, les esclaves existant déjà, elle ne se traduise par la transformation d'un système d'esclavage patriarcal, produisant des objets à consommer immédiatement, en un système ayant pour objet la production de la plus-value. Dans la société moderne elle aboutit toujours à la production capitaliste, ce qui montre que les résultats ne sont pas déterminés exclusivement par le développement du capital commercial.

fois par an, une ou deux personnes ». — « Ecoutez la parole d'Esau : les princes sont devenus les compagnons des voleurs. Ils font pendre des voleurs qui ont volé un florin ou un demi-florin, et fraient avec des voleurs qui pillent le monde entier et volent plus sûrement que les autres, afin que le proverbe reste vrai : les grands voleurs font pendre les petits, et comme disait le sénateur romain Caton : les voleurs maladroits gémissent dans les prisons et sous les chaînes, alors que les voleurs publics sont couverts d'or et de soie. Mais que fera Dieu dans tout cela ? Il fera comme il disait à Ezechiël, il fondra ensemble, comme du plomb et de l'airain, les princes et les commerçants, les voleurs d'une espèce et ceux de l'autre, afin que, comme lorsqu'on brûle une ville, il ne reste plus ni princes, ni commerçants. » (Martin Luther, *Bücher vom Kaufhandel und Wucher*, 1527).



Il est de la nature des choses que l'industrie des villes, dès qu'elle se sépare de l'industrie agricole, produise des marchandises pour la vente desquelles l'intervention du commerce est indispensable. Le commerce a donc besoin des villes pour se développer et réciproquement ; mais il faut que d'autres circonstances interviennent pour que l'industrie se développe d'un pas égal. L'ancienne Rome voit pendant les dernières années de la république le capital commercial atteindre un développement que l'antiquité n'avait pas connu jusque là, et aucun progrès de l'industrie n'accompagne cet épanouissement ; au contraire, à Corinthe et dans d'autres cités grecques de l'Europe et de l'Asie mineure, les progrès de l'industrie et du commerce marchent de front. Par opposition au développement des villes et à ses conditions, l'esprit commercial et le développement du capital commercial sont souvent le propre des peuples nomades.

Bien que les conceptions fausses n'aient pas manqué à ce sujet, il est hors de doute que la révolution profonde que les découvertes géographiques des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles firent subir au commerce et au capital commercial, a été le facteur principal du passage de la production féodale à la production capitaliste. L'extension si subite du marché mondial, la diversité des marchandises en circulation, la rivalité entre les nations européennes pour s'emparer des produits de l'Asie et des trésors de l'Amérique, la colonisation eurent pour effet de faire tomber les retranchements de la production féodale, bien qu'il soit juste d'ajouter que la production manufacturière, la première forme de la production moderne, ne se développa que là où les conditions nécessaires pour son application avaient été préparées par le Moyen-Age. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer la Hollande et le Portugal (1) et de considérer que si au

(1) Déjà les écrivains du ^{xviii}^e siècle, Massey entre autres, signalent le rôle important que jouent, abstraction faite d'autres circonstances, la pêche, la manufacture et l'agriculture, dans le développement de la Hollande. Contrairement aux appréciations antérieures, qui n'attribuaient pas



xvi^e et en partie au xvii^e siècle, l'extension soudaine du commerce et la création d'un nouveau marché mondial ont exercé une influence décisive sur la ruine de l'ancien mode de production et l'essor du mode capitaliste, il en a été ainsi parce que la production capitaliste existait déjà. Si le marché mondial sert de base à la production capitaliste, inversement cette dernière, dans son besoin de développer son importance, pousse à une extension continue du marché mondial et fait dépendre la puissance du commerce de celle de l'industrie. Que l'on compare, par exemple, l'Angleterre et la Hollande ; l'histoire de la décadence de la souveraineté en Hollande est l'histoire de la subordination du capital commercial au capital industriel. La résistance qu'oppose à l'action dissolvante du commerce, la solidité de l'organisation interne de certains modes de production nationaux et précapitalistes apparaît d'une manière frappante dans les transactions de l'Angleterre avec les Indes et la Chine. Dans ces pays la production a pour base l'union de l'agriculture et de l'industrie à domicile, existant concurremment avec la propriété commune du sol, ce qui fut aussi la forme primitive en Chine. Pour faire sauter ces petites communautés économiques (1), les Anglais se servent aux Indes à la fois de leur puissance politique et de leur puissance économique, et agissent comme dominateurs et comme propriétaires fonciers. Par le bas prix de leurs

au commerce dans l'antiquité et le moyen âge toute l'importance qu'il mérite, il est de mode aujourd'hui d'en exagérer extraordinairement le rôle. Pour en revenir à un jugement rigoureux, il suffit de comparer les exportations et les importations anglaises du commencement du xviii^e siècle à celles d'aujourd'hui. Et cependant elles étaient incomparablement plus importantes que celles de n'importe quel peuple commercial aux époques antérieures. (Voir Anderson, *History of Commerce*.)

(1) Plus que l'histoire d'aucun peuple, la politique économique des Anglais aux Indes fournit l'exemple d'expériences manquées, absurdes et infâmes. Dans le Bengale, ils établirent une caricature de la grande propriété foncière anglaise et dans le sud-est des Indes un semblant de propriété parcellaire ; dans le nord-ouest ils transformèrent autant que possible la communauté indienne basée sur la propriété commune du sol et en firent une caricature de ce qu'elle était avant leur arrivée.



produits contre lesquels ne peuvent lutter les fileurs et les tisserands indigènes, ils brisent l'unité de la production semi-agricole, semi-industrielle du pays, et du coup détruisent les communautés. Mais c'est très lentement qu'ils parviennent à accomplir cette œuvre de destruction, et il en est de même en Chine où la puissance politique ne leur vient pas en aide. La grande économie et l'épargne de temps, qui sont la conséquence de l'union de l'agriculture et de la manufacture, y opposent une résistance opiniâtre à l'introduction des produits de la grande industrie, dont le prix comprend tous les faux frais d'une circulation comptant un grand nombre d'intermédiaires. Contrairement au commerce anglais, le commerce russe se garde bien de toucher à la base économique de la production asiatique (1).

La transition de la production féodale à la production capitaliste s'est faite de deux manières : ou bien c'est le producteur qui est devenu commerçant et capitaliste, rompant avec l'économie agricole naturelle et l'industrie des villes du moyen-âge basée sur le travail manuel et la corporation, ce qui a été la voie révolutionnaire ; ou bien c'est le commerçant qui s'est emparé de la production. C'est le plus souvent de cette dernière manière que la transition s'est opérée, et c'est ainsi, par exemple, que le drapier anglais du ^{xvii}^e siècle a assujéti à son contrôle le tisserand, qui restait il est vrai indépendant, mais à qui il vendait la laine et dont il achetait le drap. Ce dernier procédé révolutionne beaucoup moins que le premier l'ancien mode de production et même il le conserve et s'appuie sur lui. C'est ainsi que jusque vers le milieu de notre siècle, les fabricants de soieries en France et les fabricants de bas et de dentelles en Angleterre n'ont été fabricants que de nom ; ils étaient en réalité des commerçants, qui

(1) La Russie commence à s'écarter de cette politique depuis qu'elle fait les plus grands efforts pour se créer une production capitaliste à elle, ayant exclusivement pour objectif son marché intérieur et celui des pays asiatiques qui l'avoisinent. — F. E.



faisaient travailler pour leur compte des tisserands d'après l'ancien système du travail éparpillé (1). Cette organisation s'est maintenue partout en face de la production capitaliste et elle ne disparaît que par le développement de celle-ci. Elle ne modifie en rien la production en elle-même, mais elle rend plus défavorable la position des producteurs immédiats, qu'elle transforme en salariés et prolétaires de la pire des conditions et qu'elle frustre de la plus-value qu'ils produisent. On la rencontre encore bien qu'un peu modifiée à Londres, pour une partie de la fabrication des meubles par des artisans et elle fleurit surtout à Tower Hamlets. La production comprend plusieurs catégories de travailleurs, dont les uns ne font que des chaises, les autres des tables ou des armoires. Ils travaillent par petits groupes sous les ordres d'un petit patron qui, produisant trop pour alimenter une clientèle privée, ne peut écouler ses meubles que dans les grands magasins. Le samedi est son jour de vente ; il se rend au magasin et y débat le prix de son produit absolument comme au mont-de-piété on discute pour obtenir quelques sous de plus sur l'objet qu'on engage. Ces petits patrons sont obligés de vendre chaque semaine afin de pouvoir payer les salaires et acheter des matières premières pour la semaine suivante. A vrai dire ils ne sont que des intermédiaires entre leurs ouvriers et les commerçants, qui en véritables capitalistes empêchent la plus grande partie de la plus-value (2). Le même procédé de transition marque le passage à la manufacture de la production à la main

(1) Il en était de même, dans la province rhénane, de la fabrication du ruban, de la passementerie et de la soierie. Dans les environs de Crefeld on avait même établi un chemin de fer pour faciliter les communications entre les tisserands des villages et les « fabricants » des villes ; cette ligne ferrée ne fait plus d'affaires depuis que le tissage mécanique a été substitué au tissage à la main. — F. E.

(2) Ce système a pris beaucoup d'extension depuis 1865, ainsi qu'on peut s'en assurer par la lecture de *First Report of the Select Committee of the House of Lords on the Sweating System*, London, 1888. F. E.



par des artisans et de la production associée accessoirement à l'agriculture. A mesure qu'elles progressent au point de vue technique — il y en a qui utilisent des machines — ces petites industries accessoires sont accaparées par la grande industrie, et les outils dont elles se servent cessent d'être mis en action à la main pour être entraînés par des machines à vapeur, ainsi que nous l'avons montré dans ces derniers temps la fabrication des bas en Angleterre.

La transition peut donc se faire de trois manières : 1° Le commerçant se transforme directement en industriel. C'est le cas des industries qui ont le commerce pour base, notamment les industries de luxe, dont les ouvriers et les matières premières sont importés de l'étranger par les commerçants, ainsi que cela se faisait, par exemple, au xv^e siècle de Constantinople en Italie. 2° Le commerçant s'adresse à de petits patrons, qui sont en réalité ses intermédiaires, ou achète directement à des producteurs. Il laisse indépendants ceux à qui il s'adresse et maintient intact leur mode de production. 3° L'industriel devient commerçant et produit directement en gros pour le commerce.

Au moyen-âge le commerçant était simplement « débiteur », comme dit avec raison Poppe, des marchandises produites par les corporations et les paysans. Plus tard il est devenu industriel, ou plus exactement il a fait travailler pour son compte la petite industrie manuelle et surtout la petite industrie des campagnes. Mais en même temps le producteur est devenu commerçant ; au lieu de recevoir du commerçant, par petites quantités à la fois, la laine qu'il devait travailler avec ses compagnons, le maître tisserand a acheté lui-même la matière première et il a vendu le drap au commerçant. Ce furent des marchandises que lui-même achetait qui constituèrent alors ses éléments de production et, au lieu de fabriquer pour un commerçant ou quelques clients déterminés, il produisit pour le monde du commerce.



Aujourd'hui le capital commercial n'est plus engagé que dans le procès de circulation, alors qu'à l'origine c'est lui qui a transformé en production capitaliste l'agriculture féodale et la petite industrie exercée par les corporations et accessoirement par les paysans, en faisant de leurs produits des marchandises, en leur ouvrant des marchés, en développant l'échange par l'importation de marchandises nouvelles et en leur fournissant des matières premières et des matières auxiliaires. Dès que la manufacture et encore plus la grande industrie eurent acquis une certaine puissance, elles se créèrent elles-mêmes un marché et le dominèrent par leurs marchandises. Le commerce devint alors le serviteur de l'industrie, qui eut besoin de ses services pour donner une extension de plus en plus grande au marché, et il cessa (en tant qu'expression de la demande) de fixer les limites de la production, qui dépendit désormais de la grandeur du capital en fonction et de la productivité du travail.

Le capitaliste industriel a continuellement devant les yeux le marché mondial ; sans cesse il compare et sans cesse il doit comparer ses prix de revient aux prix du marché de son pays et du monde entier. Au début cette comparaison était la tâche des commerçants et c'est ainsi que le capital commercial conserva pendant un certain temps la prédominance sur le capital industriel.

La première conception théorique de la production moderne, le système mercantile, partit nécessairement des phénomènes superficiels du procès de circulation, tels qu'ils se manifestent dans le mouvement du capital commercial, et elle ne rendit compte que de l'apparence des choses. Il devait en être ainsi parce que le capital commercial est la forme sous laquelle le capital existe d'abord d'une manière indépendante et que c'est lui qui joue le rôle prépondérant dans la transformation de la production féodale. L'économie moderne ne devint réellement scientifique que lors qu'elle passa de l'observation théorique de la circulation à celle de la production. Il est vrai que le



capital productif d'intérêts est également une forme très ancienne du capital. Nous verrons plus loin pourquoi l'école mercantile ne l'a point pris comme point de départ et a eu plutôt une attitude agressive à son égard.



CINQUIÈME PARTIE

SUBDIVISION DU PROFIT EN INTÉRÊT ET PROFIT D'ENTREPRISE LE CAPITAL PRODUCTIF D'INTÉRÊTS

CHAPITRE XXI

LE CAPITAL PRODUCTIF D'INTÉRÊTS

L'étude que nous avons faite dans la deuxième partie de ce volume du taux général ou moyen du profit ne nous a pas fait connaître la forme définitive de celui-ci ; nous n'avions, en effet, envisagé que le capital industriel et les différentes branches de production dans lesquelles il peut être engagé. Nous savons maintenant qu'il y a également un profit commercial et que le capital commercial intervient dans l'égalisation des taux des profits. La notion du taux moyen et du taux général est donc enserrée dans des limites plus étroites, et il conviendra dans la suite de cette étude de ne pas perdre de vue que c'est de cette notion que partiront dorénavant nos raisonnements, de sorte que lorsque nous parlerons du taux moyen du profit, nous ne penserons plus à une distinction entre le capital commercial et le capital industriel. (Que le capital fonctionne industriellement dans la production ou commercialement dans



la circulation, il est soumis au même taux moyen du profit et il rapporte un profit annuel moyen qui est en rapport avec sa grandeur.)

Une somme d'argent — qu'elle existe en espèces ou sous forme de marchandises — peut être transformée en capital dans la production capitaliste, et cette transformation fait d'une valeur déterminée une valeur capable de s'augmenter d'elle-même. Cet argent devenu capital rapporte du profit et permet au capitaliste d'extraire des ouvriers du travail non payé et de s'approprier du surproduit et de la plus-value. A sa valeur d'usage comme argent s'ajoute ainsi une autre valeur d'usage, résultant de ce qu'il fonctionne comme capital et consistant dans le profit qu'il rapporte comme tel. Considéré à ce point de vue, envisagé comme une valeur susceptible de devenir un capital et de rapporter du profit, il devient une marchandise d'un genre spécial. On peut donc dire que le capital en tant que capital est une marchandise⁽¹⁾.

Supposons que le taux moyen du profit annuel soit de 20 0/0. Appliquée comme capital dans les conditions ordinaires, par un capitaliste d'une intelligence moyenne et d'une activité suffisante, une machine d'une valeur de 100 £ donnera un profit de 20 £. Un homme qui dispose de 100 £ détient donc la puissance d'en faire 120 £. S'il cède son argent à un autre qui l'applique comme capital, il lui transmet la puissance de produire 20 £ de profit et de recueillir une plus-value qui ne lui coûte rien, pour laquelle il ne paie pas d'équivalent. Si cet autre lui remet pour ce service 5 £ par an, c'est-à-dire une fraction du profit qu'il recueille, il lui paie la valeur d'usage des 100 £, la valeur d'usage de leur fonction comme capital. Cette fraction du

(1) Nous aurions à reproduire ici quelques passages dans lesquels les économistes considèrent les choses sous cet aspect. Bornons-nous à citer la question suivante qui fut posée à un directeur de la Banque d'Angleterre au cours de l'enquête pour le *Report on Bank Acts*. II. of C. 1857 : « Vous (la Banque d'Angleterre) êtes des commerçants très importants de la *marchandise capital* ? »



profit constitue l'intérêt, qui n'est donc que la partie du profit que celui qui fait fonctionner le capital paie au propriétaire de ce dernier au lieu de l'empêcher lui-même.

Il est évident que celui qui possède les 100 £, par le fait qu'il en est le propriétaire, a le pouvoir de prélever l'intérêt, de se faire remettre une partie du profit que produit son capital. S'il ne remettait pas ses 100 £ à un autre, celui-ci ne pourrait pas recueillir le profit et ne serait pas capitaliste, du moins pour ces 100 £ (1). Il est absurde d'invoquer ici la justice naturelle comme le fait Gilbert (voir la note). Les transactions entre les agents de la production sont justes parce qu'elles sont des conséquences naturelles des conditions de la production, et leur valeur n'est pas déterminée par les formes juridiques sous lesquelles elles apparaissent comme l'expression de la volonté commune de ceux qui y participent et comme un contrat dont le pouvoir judiciaire peut exiger l'exécution. Leur teneur est juste ou injuste suivant qu'elles sont adéquates ou non au système de production : l'esclavage et la tromperie sur la qualité de la marchandise sont également injustes dans le système capitaliste de production.

Les 100 £ donnent un profit de 20 £ parce qu'elles fonctionnent comme capital, soit industriel, soit commercial, et elles ne peuvent fonctionner comme tel qu'à la condition d'être avancées, soit pour l'achat de moyens de production (capital industriel), soit pour l'achat de marchandises (capital commercial). Si X dépensait pour ses besoins personnels les 100 £ dont il est propriétaire ou s'il les conservait simplement dans son coffre-fort, elles ne pourraient pas être engagées comme capital par le capitaliste Y, qui ne dépense pas son capital mais celui de X, et qui ne peut le faire qu'avec le consentement de X. En remontant à l'origine des choses, on peut donc dire que c'est X qui

(1) « C'est un principe évident de justice naturelle que celui qui emprunte de l'argent pour en retirer un profit, doit céder une partie de ce dernier au prêteur. » Gilbert, *The History and Principles of Banking*, London, 1834, p. 163.



dépense les 100 £ comme capital, sa fonction de capitaliste s'arrêtant là, et que c'est à cette condition que Y peut agir comme capitaliste.

Nous étudierons d'abord la circulation particulière du capital productif d'intérêts ; nous examinerons ensuite comment il est vendu comme marchandise, c'est-à-dire prêté au lieu d'être aliéné définitivement.

Le point de départ est l'argent que X avance à Y. Cette avance peut être couverte par un gage ; mais cette forme est surannée, à moins qu'il ne s'agisse d'un prêt sur marchandises ou sur titres de crédit (lettres de change, actions, etc.), et en tout cas elle ne nous intéresse pas ici, où nous ne nous occuperons que de la forme ordinaire du capital produisant des intérêts.

Utilisé comme capital par Y, l'argent parcourt la circulation $A - M - A'$ et revient à X en quantité $A + \Delta A$, l'intérêt étant représenté par ΔA . Pour simplifier le raisonnement, nous ne considérons pas le cas où l'argent reste aux mains de Y pendant un temps assez long et où celui-ci paie périodiquement les intérêts.

Le mouvement est donc :

$$A - A - M - A' - A'.$$

L'argent A dépensé comme capital figure deux fois dans cette expression, de même que le capital réalisé $A' = A + \Delta A$.

La circulation $A - M - A'$ du capital commercial fait passer la même marchandise par au moins deux et souvent plusieurs possesseurs, chaque changement de possesseur correspondant à une vente et les choses se répétant de la sorte jusqu'à ce que la marchandise soit achetée par celui qui la consommera. Dans la circulation $M - A - M$ l'argent change deux fois de place et la transformation de la marchandise, qui devient d'abord argent et redevient ensuite marchandise, est complète. Au contraire, dans le mouvement du capital productif d'intérêts, l'argent change d'abord de possesseur, et ce transfert ne correspond ni



à la transformation d'une marchandise, ni à la reproduction d'un capital. Cette dernière opération ne se présentera qu'au dernier déplacement de A, lorsqu'il sera dépensé par un capitaliste, industriel ou commerçant en action. Le premier mouvement de A est son transfert de X à Y, sous certaines formes et réserves juridiques.

Cette avance en deux actes de l'argent à engager comme capital (le premier acte est la remise de l'argent de X à Y) a son pendant lorsque la circulation le restitue. Il revient d'abord à Y en quantité $A' = A + \Delta A$ et Y le restitue à X en quantité $A + \Delta A$, dans laquelle ΔA ne représente plus qu'une partie du profit, l'intérêt. L'argent reste aux mains de Y aussi longtemps qu'il fonctionne comme capital et il cesse d'agir comme tel dès qu'il est restitué à X, qui n'a pas cessé un instant d'en être le propriétaire légal. L'argent a donc été prêté à Y et non pas vendu ; cette forme du prêt qui se substitue à la vente est caractéristique (bien qu'elle se rencontre aussi dans d'autres transactions) de ce que le capital est ici une marchandise ou de ce qu'en devenant capital l'argent devient une marchandise.

Dans le chapitre I de notre deuxième volume, nous avons vu que dans le procès de circulation l'argent agit comme capital-marchandise et comme capital-argent ; mais sous aucune de ces formes il n'est marchandise. Lorsque le capital productif transformé en capital-marchandise est envoyé au marché, il fonctionne simplement comme marchandise, et le capitaliste est vendeur de marchandise absolument comme l'acheteur est acheteur de marchandise. Engagé dans le procès de circulation, le produit doit être vendu et reconverti en argent, et il est sans importance qu'il soit acheté comme objet de consommation ou comme moyen de production. C'est donc uniquement comme marchandise et non comme capital que le capital-marchandise fonctionne dans la circulation ; mais il est *capital-marchandise* par opposition à la marchandise pure et simple : 1° parce qu'il contient déjà de la plus-



value et que la réalisation de sa valeur comporte celle de la plus-value (ce qui ne modifie pas son état de marchandise, de produit d'une valeur donnée); 2^o parce qu'en fonctionnant comme marchandise, il accomplit une phase de sa reproduction comme capital et que par conséquent sa vente comme marchandise fait partie de son mouvement comme capital.

De même, lorsque dans la circulation il a la forme de capital-argent, le capital productif agit simplement comme argent, c'est-à-dire comme moyen d'achat d'une marchandise (les moyens de production). Que cet argent soit en même temps capital-argent, cela ne résulte nullement de la fonction acquisitive qu'il accomplit en tant qu'argent, mais de la connexion de cet acte (qui ouvre le procès de production) avec le mouvement d'ensemble du capital.

Par conséquent, dans le procès de circulation le capital-marchandise et le capital-argent fonctionnent uniquement comme marchandise et comme argent; à aucun moment le capitaliste ne vend la marchandise comme *capital* à l'acheteur et ne remet l'argent comme *capital* au vendeur, bien que dans les deux cas la marchandise et l'argent représentent pour lui du capital. Ce n'est qu'au moment où une rotation s'enchaîne à l'autre, lorsque le point terminus de l'une est le point initial de l'autre, que le capital en rotation apparaît comme capital; mais alors les intermédiaires ont disparu, on se trouve en présence de $A' = A + \Delta A$ (ΔA en argent, en marchandise ou en moyens de production), c'est-à-dire une somme d'argent égale à la somme avancée plus un excédent. A ce moment — que ce soit un instant de repos réel ou fictif — le capital, sous forme de capital réalisé, n'est plus en circulation; il représente le résultat de l'ensemble du procès. Si alors il est de nouveau dépensé, il n'est jamais aliéné comme *capital*, mais vendu comme marchandise ou donné en paiement comme argent. Dans la circulation, le capital productif apparaît donc exclusivement comme marchandise et comme argent, et ce sont les seules formes sous lesquelles



il existe pour les *autres*. La marchandise et l'argent y représentent le capital, non parce que la marchandise se convertit en argent et l'argent en marchandise, non à cause de leurs rapports réels avec l'acheteur, mais à cause de leurs rapports idéaux, au point de vue subjectif, avec le capitaliste et, au point de vue objectif, avec le procès de reproduction. Le capital est capital, non dans la circulation; mais uniquement dans la production où se fait l'exploitation de la force de travail.

Il en est autrement du capital productif d'intérêts et c'est ce qui le caractérise. Celui qui veut faire de son argent un capital rapportant un intérêt, le lance dans la circulation, l'aliène à un tiers, en fait une marchandise. Alors l'argent n'est pas seulement capital pour lui, il l'est pour d'autres; il est cédé à des tiers comme une valeur d'usage ayant la propriété d'engendrer de la plus-value et du profit, comme une valeur qui se conserve pendant qu'elle circule et qui lorsqu'elle a fonctionné revient à celui qui l'a avancée. L'argent ne passe ainsi que temporairement de celui qui le possède à celui qui le fera valoir comme capital; ni remis en paiement, ni vendu, simplement prêté, il doit faire retour au bout d'un certain temps à celui qui l'a émis, à l'état de capital réalisé, augmenté d'une plus-value.

Alors qu'une marchandise ne peut être prêtée, selon sa nature, que sous forme de capital fixe ou de capital circulant, l'argent peut être prêté sous les deux formes et entre autres comme capital fixe, lorsqu'il doit être restitué en rentes viagères, remboursant chaque année avec l'intérêt une partie du capital. Certaines marchandises, comme une maison, un navire, une machine, ont une valeur d'usage telle qu'elles ne peuvent faire l'objet que d'un prêt de capital fixe. Elles doivent néanmoins, comme tout capital prêté, quelle qu'en soit la forme et quelque influence celle-ci puisse avoir sur le mode de remboursement, être considérées comme capital-argent, car c'est toujours d'après une somme d'argent que se calcule l'intérêt. Quant au rembour-



sement, s'il s'agit d'un prêt qui n'a été fait ni en argent, ni en capital circulant, il doit être effectué suivant les règles qui président à la reconstitution du capital fixe : le prêteur reçoit périodiquement, outre l'intérêt, l'équivalent de l'usure de l'objet prêté. Si le capital prêté est du capital circulant il fait retour au prêteur suivant les règles que nous avons étudiées pour le reflux du capital. Or ce reflux dépend, dans chaque cas particulier, de la nature et du mode de reproduction. Quand il s'agit d'un capital prêté, il doit évidemment avoir la *forme* d'un remboursement, étant donné que l'avance a la forme d'un prêt.

Dans ce chapitre, nous ne nous occuperons que du capital-argent proprement dit, dont dérivent d'ailleurs les autres formes sous lesquelles il est possible de prêter du capital.

Le capital prêté reflue à deux personnes : d'abord, par le procès de reproduction, au capitaliste qui l'a fait valoir ; ensuite au prêteur, au capitaliste d'argent, qui en est resté propriétaire :

Dans la circulation, le capital existe ou comme marchandise ou comme argent, et son mouvement, qui consiste en une série d'achats et de ventes, se ramène à la transformation de la marchandise. Il en est autrement lorsque l'on envisage l'ensemble du procès de reproduction. Quand nous partons de l'argent ou de la marchandise (celle-ci devant être considérée au point de vue de sa valeur, doit être en définitive ramenée à l'argent), nous pouvons dire qu'une somme d'argent est dépensée pour parcourir un cycle déterminé, après lequel elle revient à son point de départ, non seulement conservée, mais augmentée de plus-value. Ce mouvement circulatoire avec l'accroissement de valeur qui l'accompagne caractérise également l'argent prêté comme capital. Mais cet argent n'est dépensé ni comme argent servant à acheter des marchandises, ni comme marchandise devant être convertie en argent ; il est dépensé comme capital. Alors que la conception de l'argent engagé dans la production ne va pas sans



l'idée de tous les mouvements intermédiaires qui lui permettent d'engendrer de l'argent, cette dernière propriété est considérée simplement comme caractéristique du capital prêté et c'est pour cette raison qu'il peut être aliéné comme capital-argent.

Proudhon a une singulière conception du rôle du capital-argent (*Gratuité du crédit, Discussion entre M. F. Bastiat et M. Proudhon*, Paris 1850). Prêter lui paraît mauvais, parce que prêter n'est pas vendre. Prêter à intérêt « est la faculté de vendre toujours de nouveau le même objet et d'en recevoir toujours de nouveau le prix sans jamais céder la propriété de ce qu'on vend » (p. 9) (1). L'objet prêté, que ce soit de l'argent ou une maison, ne change pas, il est vrai, de propriétaire comme dans la vente-achat ; mais — et c'est ce que Proudhon ne voit pas — celui qui remet à un autre de l'argent comme capital devant lui rapporter un intérêt n'en reçoit aucun équivalent. Dans la vente-achat on donne l'objet et on en cède la propriété, mais on n'en donne pas la valeur : lorsqu'il s'agit d'une vente, on reçoit en échange de la marchandise cédée sa contre-valeur sous forme d'argent ou d'une créance, et lorsqu'il est question d'un achat, on ne remet l'argent qu'en échange d'une marchandise. De sorte que pendant tout le procès de reproduction, le capitaliste industriel retient en sa possession la même valeur (abstraction faite de la plus-value) sous des formes différentes.

De ce qu'il y a échange d'objets, il ne résulte pas qu'il y a changement de valeurs : le même capitaliste détient toujours la même valeur. De même l'échange n'est pas créateur de plus-value, car lorsqu'il a lieu la plus-value est déjà incorporée à la marchandise. Lorsque l'on considère, non des actes isolés d'échange, mais l'ensemble du capital social dans la circulation $A - M - A'$, on voit que conti-

(1) Cette phrase n'est pas de Proudhon. Elle est de F. Chevé qui a signé la première lettre à Bastiat sur la gratuité du crédit.

NOTE DES TRADUCTEURS.



nuellement une valeur est engagée dans la circulation pour en être retirée plus tard, lorsqu'elle est augmentée de plus-value ou de profit. Les opérations qui déterminent ce résultat ne sont pas visibles dans les simples actes d'échange, bien qu'elles soient l'origine et la base de l'intérêt du prêteur.

« En effet, dit Proudhon, le chapelier qui vend des chapeaux ne s'en prive pas. Non, car il reçoit de ses chapeaux, il est censé du moins en recevoir immédiatement la valeur, ni plus ni moins. Mais le capitaliste prêteur non seulement n'est pas privé, puisqu'il rentre intégralement dans son capital ; il perçoit plus que le capital, plus que ce qu'il apporte à l'échange ; il reçoit, en sus du capital, un intérêt. » (p. 169) Le chapelier représente, dans l'exemple, le capitaliste producteur par opposition au prêteur. Proudhon n'a évidemment pas pénétré le mystère qui fait que le capitaliste producteur peut vendre la marchandise à sa valeur (l'égalisation des prix de production est sans importance pour sa conception) et recevoir un profit en sus du capital qu'il verse à l'échange. Supposons que le prix de production de 100 chapeaux soit de 115 £ et que le hasard veuille que ce prix soit égal à la valeur des chapeaux, c'est-à-dire que le capital produisant ces derniers ait la composition moyenne. Si le taux du profit est de 15 $\frac{0}{100}$, le chapelier réalisera un profit de 15 £ en vendant ses chapeaux à 115 £, ce qui indiquera qu'ils ne lui ont coûté que 100 £. S'il a opéré avec un capital qui lui appartient, il empochera les 15 £ ; sinon il devra remettre 5 £ comme intérêt à celui qui lui a avancé l'argent. La valeur des chapeaux reste la même dans les deux cas, mais la répartition de la plus-value ne se fait plus de la même manière, et comme la valeur n'est pas affectée par le paiement de l'intérêt, Proudhon a tort de s'écrier : « Il est impossible que l'intérêt du capital s'ajoutant, dans le commerce, au salaire de l'ouvrier pour composer le prix de la marchandise, l'ouvrier puisse racheter ce qu'il a lui-même produit. *Vivre en tra-*



vaillant est un principe qui, sous le régime de l'intérêt, implique une contradiction. » (p. 105) (1).

La phrase suivante dans laquelle le mouvement du capital est décrit comme mouvement d'un capital productif d'intérêts, démontre combien peu Proudhon s'est rendu compte de la nature du capital. « Comme par l'accumulation des intérêts, le capital-argent, d'échange en échange, revient toujours à sa source il s'ensuit que la relocation toujours faite par la même main, profite toujours au même personnage ».

Mais quel est donc l'aspect qui lui échappe dans le mouvement spécial du capital productif d'intérêts ? Ce sont les catégories achat, prix, cession d'objets, et la forme immédiate de la plus-value, en un mot ce fait que le capital est devenu marchandise, que la vente s'est transformée en prêt et que le prix représente une part du profit.

La circulation de tout capital a pour caractéristique de le ramener à son point de départ, et ce retour au point initial n'est pas une propriété spéciale du capital productif d'intérêts ; mais ce qui caractérise ce dernier c'est la forme du retour, indépendante de la circulation intermédiaire. Le capitaliste prêteur remet son capital au capitaliste industriel, sans en recevoir l'équivalent. Cette cession ne fait pas partie du cycle du capital : elle n'en est que la préparation. Rien n'est modifié non plus quant à la propriété du capital, car il n'y a pas eu échange ; l'acte de cession est complété par la restitution au prêteur du capital qu'il a prêté. Le procès de reproduction fait, il est vrai, refluer l'argent au capitaliste industriel ; mais comme l'argent ne lui

(1) « Une maison », « de l'argent », etc., doivent donc, selon Proudhon, non pas être prêtés comme « capital », mais aliénés comme « marchandise »... au prix de revient (p. 44). Luther avait une conception un peu plus élevée que lui. Il savait déjà que le profit est indépendant de ce qu'il y a à prêt ou achat : « Ils transforment également le commerce en usure. Mais ne nous occupons pas de tout en une fois. Considérons d'abord l'usure qui accompagne le prêt et quand nous aurons réprimé celle-ci (à la fin du monde), nous censurerons à son tour *l'usure dans le commerce* ». (M. Luther, *An die Pfarherrn wider den Wucher zu predigen*, Wittenberg, 1525).



appartenait pas lorsqu'il a été engagé, il n'est pas sien non plus quand le cycle le rend, et il doit être restitué au prêteur. La remise du capital par le prêteur à l'emprunteur est une transaction juridique, qui reste en dehors du procès de reproduction ; il en est de même de sa restitution par l'emprunteur au prêteur. La première de ces transactions prépare le procès de reproduction ; l'autre en est le complément, et au point de vue de la reproduction en elle-même, il est indifférent que le capital appartienne ou non au capitaliste industriel qui le fait valoir. Quant à la transaction entre le prêteur et l'emprunteur — si l'on fait provisoirement abstraction de l'intérêt — on peut dire que le mouvement du capital prêté comprend uniquement la remise de l'argent par le prêteur et sa restitution par l'emprunteur, ces deux opérations étant séparées par un temps plus ou moins long pendant lequel a lieu la reproduction. Et cette cession à charge de restitution est la forme spécifique de l'aliénation conditionnelle de l'argent ou de la marchandise.

Le retour de l'argent au point initial, au capitaliste, qui caractérise le mouvement du capital en général, présente, quand il s'agit du capital productif d'intérêts, une forme extérieure ne répondant nullement au mouvement réel. X donne son argent, non comme argent, mais comme capital. Cependant l'argent ne se transforme réellement en capital que dans les mains de Y, ce qui n'empêche que pour X il soit devenu capital par ce seul fait qu'il a été remis à Y. C'est à ce dernier que l'argent reflue du procès de production et de circulation ; mais Y le restitue à X, qui voit donc rentrer son argent sous la même forme qu'il l'a donné. La cession de l'argent pour un temps donné, sa restitution avec un intérêt (une plus-value) déterminé, tel est tout le mouvement du capital productif d'intérêts ; quant au mouvement de l'argent agissant comme capital, il s'effectue en dehors des transactions entre le prêteur et l'emprunteur, et n'y apparaît même pas.

Comme marchandise d'une nature spéciale, le capital



productif d'intérêts est caractérisé par une forme particulière d'aliénation. Il fait retour à celui qui l'a prêté, non parce que ce retour est la finale d'une série d'opérations économiques, mais parce que la convention juridique conclue entre l'acheteur et le vendeur le veut ainsi. Cependant cette convention dépend nécessairement de la durée du procès de reproduction et c'est seulement *en apparence* qu'elle est une stipulation arbitraire entre le prêteur et l'emprunteur. En réalité les transactions entre ces derniers sont déterminées par les conditions de la reproduction, mais rien dans ces transactions n'indique qu'il en est ainsi et parfois la pratique révèle le contraire. C'est ainsi que le capital peut ne pas revenir au point initial dans le délai qui avait été prévu, ce qui mettra l'emprunteur dans la nécessité de faire appel à d'autres ressources pour pouvoir tenir ses engagements.

La cession d'un capital A et son retour après un certain temps en quantité $A + \frac{A}{x}$, sans que rien n'apparaisse des opérations intermédiaires qui ont amené cette transformation, n'est donc que le mouvement apparent du capital. Dans le mouvement effectif le retour est une phase du procès de circulation. En effet, l'argent est converti d'abord en moyens de production ; le procès de production en fait ensuite une marchandise, que la vente reconvertit en argent, qui reflue au capitaliste qui l'a avancé. Dans le mouvement du capital productif d'intérêts, au contraire, l'avance et le retour de l'argent sont simplement provoqués par une transaction juridique, dans laquelle n'apparaît aucune des opérations intermédiaires. Il peut en être ainsi parce que le prêteur remet son argent à un capitaliste et que l'argent engagé comme capital a la propriété de retourner à celui qui l'avance, $A - M - A'$ étant la forme immanente du mouvement du capital revenant augmenté à son point de départ. Le prêteur donne donc son argent comme capital, parce que comme tel il a la propriété de revenir à son point de départ, c'est-à-dire au capitaliste



emprunteur qui l'a appliqué et qui, lorsqu'il est revenu, peut le restituer.

Lorsque de l'argent est prêté comme capital, la condition est qu'il soit réellement appliqué comme capital, c'est-à-dire qu'il revienne à son point de départ. Le cycle du capital est donc la base de la transaction juridique qui intervient entre le prêteur et l'emprunteur. Il est loisible, il est vrai, à l'emprunteur de ne pas utiliser comme capital l'argent qu'il emprunte ; il n'est pas moins vrai que le prêteur le lui avance comme capital, c'est-à-dire à la condition qu'il fasse retour, sous forme d'argent, à son point de départ.

Les actes de circulation $A - M$ et $M - A'$, dans lesquels la valeur fonctionne comme argent ou comme marchandise, ne sont que des phases du mouvement d'ensemble. Comme capital la valeur accomplit tout le mouvement $A - A'$: avancée comme valeur en argent ou sous toute autre forme, elle revient comme valeur. Le prêteur ne la dépense pas pour acheter des marchandises ou la convertir en argent ; il l'avance comme capital, comme valeur devant, après un certain temps, revenir à son point de départ. Il la prête et le prêt est la forme qu'il choisit pour l'aliéner comme *capital*, ce qui ne veut pas dire que le prêt ne puisse pas être la forme adoptée pour d'autres transactions qui n'ont rien à voir avec la reproduction capitaliste.

Jusqu'ici nous n'avons considéré que le mouvement que le *capital* prêté accomplit entre le propriétaire et le capitaliste industriel. Nous avons maintenant à nous occuper de l'*intérêt*.

La somme que le prêteur remet à l'emprunteur est un *capital* et comme tel elle a la propriété de lui revenir. Mais ce simple retour ne suffit pas pour en faire un *capital* ; il faut encore que le mouvement dans lequel elle se trouvera engagée, non-seulement la conserve, mais l'augmente



et la restitue avec une plus-value ΔA . Cette plus-value porte le nom d'intérêt ; c'est la partie du profit moyen qui ne reste pas à l'industriel et qui va au prêteur.

Le fait que l'argent A a été prêté comme capital signifie donc qu'il doit être restitué en quantité $A + \Delta A$. Nous examinerons plus tard la forme de prêt qui admet que l'intérêt étant payé périodiquement, le capital ne soit restitué qu'après une période plus longue.

C'est l'acte d'aliénation qui fait de l'argent prêté un capital, une marchandise ; plus exactement, le prêt a pour conséquence que la marchandise (argent) du prêteur est remise à un tiers comme capital.

Qu'aliène-t-on dans la vente ordinaire? Evidemment pas la valeur de la marchandise vendue, car celle-ci ne fait que changer de forme ; avant de devenir argent dans la main du vendeur, elle existait idéalement dans le prix de la marchandise et la vente l'a fait simplement passer de la forme marchandise à la forme argent. Ce qui est aliéné réellement c'est la valeur d'usage de la marchandise ; c'est elle que le vendeur cède à l'acheteur avec la faculté de la faire passer dans sa consommation productive ou improductive.

Quelle est maintenant la valeur d'usage que le capitaliste d'argent aliène pour la durée du prêt au capitaliste industriel ? C'est la valeur d'usage que l'argent acquiert par ce fait que par l'aliénation il devient capital, ayant la propriété, non-seulement de conserver sa valeur primitive, mais d'engendrer de la plus-value, de produire le profit moyen. Dans la marchandise ordinaire la valeur d'usage finit par être consommée et par ce fait s'évanouissent la substance de la marchandise et sa valeur. La marchandise-capital, au contraire, présente ce caractère que non-seulement la consommation de sa valeur d'usage conserve celle-ci et par conséquent sa valeur, mais en outre l'augmente.

C'est cette valeur d'usage de l'argent devenu capital, cette propriété de donner du profit moyen, que le capita-



liste d'argent aliène au capitaliste industriel, pendant le temps qu'il lui prête son argent.

L'argent prêté a donc une certaine analogie avec la force de travail en ce qui concerne son rapport avec le capitaliste industriel, avec cette différence cependant que celui-ci paie la valeur de la force de travail, alors qu'il ne fait que restituer la valeur du capital emprunté. La force de travail est une valeur d'usage pour l'industriel parce qu'en la consommant il en retire plus de valeur (le profit) qu'elle n'en contient et qu'elle en coûte ; sa valeur d'usage consiste précisément dans l'excédent de valeur qu'elle fournit. De même la valeur d'usage du capital-argent prêté réside dans sa propriété d'augmenter de valeur.

L'analogie est complète entre la marchandise et la valeur d'usage qu'aliène le capitaliste prêteur lorsqu'il prête son argent. D'abord, c'est bien une valeur qui passe d'une main à une autre, avec cette différence que lorsqu'il s'agit de la vente d'une marchandise, une même valeur, en changeant il est vrai de forme, reste au vendeur et à l'acheteur, tandis que dans le prêt d'argent, le capitaliste prêteur est seul à remettre une valeur et l'emprunteur seul à en recevoir une. En second lieu, d'un côté comme de l'autre, l'une des parties aliène une valeur d'usage que l'autre reçoit et consomme ; mais quand il s'agit du prêt, cette valeur d'usage est elle-même une valeur, en ce qu'elle représente le surcroît de valeur que rapportera le fonctionnement de l'argent comme capital ; c'est le profit qui constitue cette valeur d'usage.

L'argent prêté est une valeur d'usage en ce qu'il a la propriété de pouvoir fonctionner comme capital et de produire, dans les circonstances moyennes, le profit moyen (1).

(1) « L'équité de l'intérêt dépend, non de ce qu'un profit est réalisé ou non, mais de ce que la somme prêtée est capable d'en produire un lorsqu'elle est bien employée. » (*An Essay of the Governing Causes of the Natural Rate of Interest, wherein the Sentiments of Sir W. Petty and Mr. Locke, on that head, are considered*, Londres, 1750, p. 49. (L'auteur de cet écrit anonyme est J. Massie).



Mais que paie l'industriel qui l'emprunte et quel est, d'après cela, le prix du capital prêté ? « L'intérêt qu'on paie, dit Massie, pour l'usage de ce que l'on emprunte, est une partie du profit que ce que l'on emprunte peut produire » (1).

En devenant acquéreur d'une marchandise ordinaire, l'acheteur en achète la valeur d'usage et en paie la valeur. L'emprunteur achète également la valeur d'usage de l'argent qu'on lui prête ; mais que paie-t-il ? Certainement pas, comme pour une autre marchandise, le prix et la valeur ; en passant du prêteur à l'emprunteur, la valeur ne change pas de forme comme lorsqu'elle passe du vendeur à l'acheteur, entre lesquels de marchandise elle devient argent et réciproquement. L'identité de ce qui est donné avec ce qui est reçu se manifeste ici d'une autre manière ; l'argent est donné sans qu'un équivalent soit cédé en échange et il est restitué après un certain temps. Le prêteur ne cesse d'en être propriétaire, même après qu'il l'a remis à l'emprunteur. Dans l'échange simple de marchandises, l'argent est toujours du côté de l'acheteur ; dans le prêt il est toujours du côté du vendeur et celui-ci le cède pour une durée déterminée à l'acheteur de capital qu'il reçoit comme marchandise. Evidemment il n'en est ainsi que pour autant que l'argent soit avancé pour être utilisé comme capital. Au moment où il est cédé par le prêteur il n'est qu'un capital virtuel, comme tout capital à l'instant où il est avancé ; par l'usage, il devient réellement un capital et c'est comme capital *réalisé*, comme valeur augmentée de plus-value, que l'emprunteur doit le restituer ; seulement la plus-value (l'intérêt) qu'il remet au prêteur n'est qu'une partie du profit qu'il a recueilli, car l'argent qu'il a emprunté n'a été pour lui une valeur d'usage qu'à la condition qu'il lui laisse un profit. Il va sans dire que tout le profit ne peut pas être retenu par l'em-

(1) « Les gens riches, au lieu d'employer leur argent eux-mêmes... le prêtent à d'autres pour que ceux-ci en retirent un profit, dont ils leur abandonnent une part. » (*op. cit.*, p. 23).



prunteur ; sinon il ne paierait rien pour l'usage de la valeur qui lui a été aliénée et il se bornerait à restituer l'argent simplement comme de l'argent et non comme un capital réalisé, un capital devenu $A + \Delta A$.

Le prêteur et l'emprunteur avancent tous les deux une somme comme capital, mais cette somme, la même pour les deux, ne fonctionne comme capital que dans les mains du dernier. Aussi le profit n'est-il pas double, bien que deux personnes aient fait une avance de capital. Au contraire, la somme prêtée ne peut fonctionner comme capital pour les deux qu'à la condition que le profit soit partagé entre elles et qu'une part, appelée intérêt, soit attribuée au prêteur.

Ainsi que nous l'avons dit en commençant, nous admettons que la transaction que nous venons d'analyser se passe entre deux capitalistes, un capitaliste d'argent et un capitaliste industriel ou commerçant. Dans cette transaction, le capital en tant que capital est une marchandise et la marchandise est un capital. Les rapports que nous avons passés en revue seraient irrationnels, si on les appliquait à la marchandise simple ou au capital fonctionnant dans le procès de reproduction comme capital-marchandise. S'il a été question de prêt et d'emprunt et non de vente et d'achat, d'intérêt et non de prix, c'est que nous avons considéré une marchandise — le capital — d'une nature spéciale, et il serait irrationnel et contraire à la conception du prix de la marchandise, d'appeler l'intérêt le prix du capital-argent (1). Le prix est ramené ici à une forme purement abstraite ; il exprime une somme d'argent qui est payée pour quelque chose qui figure comme valeur d'usage de telle ou de telle manière, alors que le prix, dans sa con-

(1) « L'expression valeur (*value*) employée quand il s'agit de la circulation a trois sens : 2^o Circulation actuelle (*currency actually*) comparée à ce que sera la circulation à une date ultérieure. Alors la valeur dépend du taux de l'intérêt, du rapport entre l'offre et la demande de capital ». R. Torrens, *On the Operation of the Bank Charter Act of 1844*, etc., 2^e édition, 1847.



ception vraie, est l'expression de la valeur d'une valeur d'usage.

Faire de l'intérêt le prix du capital reviendrait à assigner deux valeurs à une marchandise, d'abord sa valeur et ensuite un prix (or celui-ci est l'expression en argent de la valeur) différent de cette valeur. Le capital-argent n'est qu'une somme d'argent ou la valeur exprimée en argent d'une quantité déterminée de marchandises. Lorsqu'une marchandise est prêtée comme capital, c'est comme s'il s'agissait d'une somme d'argent; ce ne sont pas tant ou tant de livres de coton qui sont données en prêt, mais autant d'argent existant sous forme de coton. Le prix du capital se calcule donc d'après la somme d'argent qu'il représente et non d'après la *currency*, comme le croit M. Torrens (voir la note 1, p. 390.) Comment une valeur pourrait-elle avoir un prix autre que son propre prix, celui qui lui vient de ce qu'elle existe en argent? Le prix n'est-il pas la valeur de la marchandise, différente de sa valeur d'usage, et même n'en est-il pas ainsi du prix du marché qui diffère de la valeur quantitativement et non qualitativement? Un prix, qui qualitativement serait différent de la valeur, serait un non sens (1).

Le capital ne devient capital que lorsqu'il est mis en valeur et il est d'autant plus capital que sa mise en valeur est plus productive; le taux de la plus-value ou du profit qu'il produit ne peut donc être apprécié que pour autant que l'on rapporte la masse de plus-value ou de profit à la valeur du capital avancé. Cette règle s'applique évidemment au capital productif d'intérêts, dont le degré de mise en valeur doit être mesuré en rapportant au capital prêté la somme payée comme intérêt, c'est-à-dire la part du

(1) « L'ambiguïté des expressions valeur de la monnaie ou valeur de la *currency* employées indifféremment, ainsi qu'on le fait, pour désigner la valeur d'échange des marchandises et la valeur d'usage du capital, est une source permanente de confusion » (Tooke, *Inquiry into the Currency Principle*, p. 77). — Tooke ne voit pas que la confusion provient avant tout de ce que la valeur proprement dite (l'intérêt) est considérée comme valeur d'usage du capital.



profit que l'emprunteur doit céder au prêteur. Par conséquent si le prix exprime la valeur de la marchandise, l'intérêt exprime la mise en valeur du capital-argent et il est le prix que le prêteur paie pour ce capital. On voit dès lors combien Proudhon est absurde lorsqu'il applique directement, dans cette circonstance, le rapport simple de la vente-achat opérée par l'intermédiaire de l'argent. La condition fondamentale est que l'argent fonctionne comme capital et c'est parce qu'il est capital en soi, capital potentiel, qu'il peut être transféré à une tierce personne.

Le capital se présente cependant ici comme une marchandise, étant donné qu'il fait l'objet d'une offre sur le marché et que c'est la valeur d'usage de l'argent qui est aliénée comme capital. Cette valeur d'usage réside dans la propriété de produire du profit. La valeur de l'argent ou des marchandises faisant office de capital n'est pas déterminée par leur valeur comme argent ou comme marchandise, mais par la quantité de plus-value qu'ils produisent pour celui qui les possède. Le produit du capital est le profit et, dans la production capitaliste, dépenser de l'argent comme argent et l'avancer comme capital sont deux opérations absolument différentes. L'argent, de même que la marchandise, de même que le travail est du capital à l'état potentiel, car : 1^o) il est susceptible d'être converti en éléments de production et il est par conséquent l'expression abstraite, le représentant de la valeur de ces éléments ; 2^o) il trouve à côté de lui, dans une société capitaliste, le travail salarié qui a la vertu de transformer en capital les éléments matériels de la richesse.

Déjà l'appropriation individuelle du capital exprime, sans l'intervention du procès de production, l'opposition entre la richesse matérielle et le travail salarié. En effet, l'argent et également la marchandise peuvent être vendus comme capital, ayant la puissance de commander au travail d'autrui et de s'en approprier le produit, d'agir par conséquent comme valeur capable de produire de la valeur. Et c'est ce caractère et non un travail qu'il accomplirait



qui constitue pour le capitaliste les titres et les moyens qui lui permettent de s'approprier le travail des autres.

La qualité de marchandise doit encore être attribuée au capital, parce que le partage du profit entre l'intérêt et le profit proprement dit est réglé par l'offre et la demande, par la concurrence, de même que les prix des marchandises. Mais à cette analogie correspond une différence qui est non moins frappante. Lorsque l'offre est égale à la demande, le prix du marché de la marchandise équivaut à son coût de production, et il est déterminé par les lois immanentes de la production capitaliste, indépendamment de la concurrence. Il en est de même du salaire, qui lorsque l'offre et la demande se paralysent, est égal à la valeur de la force de travail. Mais les choses se passent autrement pour l'intérêt. Ici la concurrence ne provoque aucune déviation de la loi, pour la bonne raison qu'elle règne en souveraine pour fixer la règle suivant laquelle se fait le partage, et qu'il n'existe pas, ainsi que nous le verrons plus loin, un taux « naturel » de l'intérêt. (Ce que l'on appelle « taux naturel » est plutôt le taux déterminé par la libre concurrence.)

Tout est apparence dans le capital productif d'intérêts : l'avance du capital se présente comme un simple transfert d'argent du prêteur à l'emprunteur et le retour du capital se réalise comme une simple restitution, avec intérêt. On ne voit nullement que le taux du profit dépend, non-seulement du rapport entre la masse de profit réalisé pendant une rotation et le montant du capital avancé, mais aussi de la durée de la rotation ; le prêteur reçoit simplement un intérêt après un temps déterminé.

Avec sa pénétration profonde de la connexion intime des choses, le romantique Adam Muller, dit dans ses *Elemente der Staatskunst* (Berlin, 1809, p. 37) : « Le temps, dont on ne s'inquiète pas quand il s'agit de fixer le prix des choses, est un facteur essentiel pour la fixation de l'intérêt ». Il ne voit pas que le temps de production et le temps de circulation sont des éléments du prix des marchandises, et



que le taux du profit, qui dépend de la durée de la rotation, détermine le taux de l'intérêt. Sa perspicacité s'arrête, ici comme partout, à la poussière qui recouvre les choses et elle en fait prétentieusement un phénomène mystérieux et important.



CHAPITRE XXII

LE PARTAGE DU PROFIT — LE TAUX ET LE TAUX « NATUREL » DE L'INTÉRÊT

Nous ne pouvons pas étudier ici en détail les questions qui font l'objet de ce chapitre, pas plus que les problèmes du crédit que nous aurons à examiner plus tard. La concurrence entre les prêteurs et les emprunteurs et les perturbations passagères du marché financier qui en résultent, sortent du cadre de nos recherches; il en est de même du cycle du taux de l'intérêt, qui suppose l'étude du cycle industriel, que nous ne pouvons pas aborder, ainsi que de la question de l'égalisation approximative des taux de l'intérêt sur le marché mondial. Nous ne nous occuperons que de la forme propre du capital productif d'intérêts et du rapport entre l'intérêt et le profit.

L'intérêt étant une partie du profit que le capitaliste industriel doit abandonner au capitaliste d'argent, il doit avoir pour limite supérieure le profit, car lorsqu'il devient égal à ce dernier la part de l'industriel est nulle. Si nous faisons abstraction des cas anormaux où l'intérêt est effectivement plus élevé que le profit (et où par conséquent il ne peut pas être payé au moyen de ce dernier), nous pouvons admettre que le maximum de l'intérêt ne peut pas dépasser le profit moins une partie (dont nous nous occuperons plus loin) représentant les *wages of superintendence*, le salaire de surveillance. Quant à la limite inférieure de l'intérêt, elle ne peut pas être fixée.

« Le rapport entre la somme qui est payée pour l'usage



d'un capital et ce capital lui-même constitue le taux de l'intérêt exprimé en argent ». « Le taux de l'intérêt dépend : 1° du taux du profit ; 2° de la base d'après laquelle le profit entier est partagé entre le prêteur et l'emprunteur » (*Economist*, 22 janvier 1853). « Etant donné que ce que l'on paie comme intérêt pour l'usage de ce qu'on emprunte est une partie du profit que l'objet emprunté peut produire, l'intérêt doit dans tous les cas être déterminé par ce profit » (Massie, *H. op. cit.*, 49).

Supposons d'abord qu'il y ait un rapport invariable entre le profit total et la partie de celui-ci qui doit être payée, à titre d'intérêt, au capitaliste d'argent. L'intérêt variera en même temps que le profit total, dont les oscillations sont déterminées, à leur tour, par celles du taux général du profit. Si, par ex., le taux moyen du profit est de 20 % et si l'intérêt est égal au quart du profit, le taux de l'intérêt sera de 5 % ; dans les mêmes circonstances, à un taux du profit de 16 % correspondra un taux de l'intérêt de 4 %. Les taux du profit et de l'intérêt étant respectivement de 20 et de 8 %, l'industriel fera le même profit que lorsque ces taux sont respectivement de 16 et de 4 % ; il fera un profit plus considérable si au taux du profit de 20 % correspond un taux de l'intérêt de 7 ou de 6 %. Lorsque l'intérêt est une quote-part constante du profit moyen, il varie proportionnellement à ce dernier. Si, par exemple, il est admis que l'intérêt représente le cinquième du profit moyen, il sera de 2 lorsque le profit sera de 10, de 4 lorsque le profit sera de 20, de 5 lorsque le profit sera de 25, de 6 lorsque le profit sera de 30 et de 7 lorsque le profit sera de 35, et les différences entre le taux du profit et celui de l'intérêt seront respectivement de 8, de 16, de 20, de 24 et de 35. Des taux différents, 4, 5, 6, 7 %, de l'intérêt expriment donc une même quote-part du profit, celui-ci variant dans les limites de 20, 25, 30, 35 et, dans ces circonstances, le profit industriel (la différence entre le profit total et l'intérêt) est d'autant plus élevé que le taux général du profit est plus grand.



Toutes circonstances égales, c'est-à-dire le rapport entre le profit total et l'intérêt restant à peu près invariable, le capitaliste industriel pourra payer et payera un taux d'intérêt directement en rapport avec le taux du profit (1). Or le taux du profit est en raison inverse du développement de la production capitaliste ; le taux de l'intérêt, pour autant qu'il se règle effectivement sur celui du profit, variera donc également en raison inverse du développement industriel. Nous verrons plus tard qu'il n'en est pas toujours ainsi. Nous dirons cependant que l'intérêt, même l'intérêt moyen, se fixe d'après le profit ou plus exactement d'après le taux général du profit, et que dans tous les cas le taux moyen du profit peut être considéré comme la limite supérieure de l'intérêt.

La grandeur du profit qui doit être partagé entre le capitaliste industriel et le capitaliste d'argent, est déterminée par le taux moyen du profit. Ce taux étant donné, l'intérêt qui sera payé au capitaliste prêteur varie en raison inverse de la partie du profit qui est retenue par le capitaliste emprunteur ; les circonstances qui règlent le partage entre les deux diffèrent complètement et agissent souvent en sens inverse (2) de celles qui fixent l'importance du profit, c'est-à-dire de la valeur produite par du travail non payé qui est à partager.

Lorsque l'on considère les cycles dans lesquels se meut l'industrie moderne, — accalmie, reprise des affaires, prospérité, surproduction, krach, dépression, accalmie, etc., événements dont l'analyse sort du cadre de notre étude, — on voit que l'intérêt est généralement bas dans les périodes de grande prospérité et de profits

(1) « Le taux naturel de l'intérêt est réglé par les profits des industriels ou commerçants » (Massie, *op. cit.*, p. 51).

(2) Le manuscrit porte ici la remarque suivante : Ce chapitre montre qu'il vaut mieux, avant d'étudier les lois du partage du profit, développer comment le partage quantitatif se transforme en un partage qualitatif. Pour rattacher cette étude au chapitre précédent il suffit d'admettre provisoirement que l'intérêt est une fraction non encore définie du profit.



extraordinaires, qu'il monte lorsque la prospérité arrive à son point culminant, et qu'il atteint son maximum et s'élève à un taux usuraire lorsque la crise bat son plein (1). C'est ainsi que la prospérité s'étant affirmée d'une manière décisive pendant l'été 1843, on vit l'intérêt, qui au printemps 1842 avait été de 4 $\frac{1}{2}$ p. 0/0, tomber à 2 p. 0/0 (2) et même à 1 $\frac{1}{2}$ p. 0/0 au mois de septembre 1843 (Gilbart, I, p, 166), pour remonter à 8 0/0 et plus durant la crise de 1847. Ce qui n'empêche pas que parfois un taux réduit de l'intérêt corresponde à un arrêt des affaires et qu'un relèvement en accompagne la reprise.

L'intérêt atteint son taux le plus élevé pendant les crises, lorsque de l'argent doit être emprunté coûte que coûte. La hausse provoque alors la baisse des valeurs et fournit l'occasion aux gens qui ont de l'argent disponible d'acheter à un prix ridiculement bas des titres portant intérêt, qui remonteront tout au moins à leur prix moyen dès que la baisse de l'intérêt se manifestera (3).

Deux causes principales agissent cependant pour que le taux de l'intérêt tende à baisser indépendamment des variations du taux du profit.

I. « Si même nous admettons que le capital ne soit emprunté que pour des entreprises productives, une variation du taux de l'intérêt est possible alors que le

(1) « Dans la période qui suit immédiatement une crise, l'argent abonde et la spéculation est nulle; puis vient la seconde période dans laquelle l'argent est abondant et la spéculation intense; suit la troisième où la spéculation ralentit et où l'argent est demandé; enfin, dans la quatrième, l'argent est rare et la crise commence. » (Gilbart, *op. cit.*, I, p. 144).

(2) Tooke explique cela « par l'accumulation du capital en excès, qui n'a pas trouvé dans les années précédentes l'occasion d'être employé lucrativement, par la diminution des trésors, et par le relèvement de la confiance dans les entreprises commerciales. » (*History of Prices from 1839 till 1847*, London, 1848, p. 54.)

(3) « Un ancien client d'un banquier se vit refuser un prêt contre une garantie de 200.000 £ en papier; il se décidait à suspendre ses paiements, lorsque le banquier lui fit dire qu'il pouvait ne pas recourir à cette mesure extrême et qu'il consentait à lui acheter ses titres pour 150.000 £. » (*The Theory of the Exchanges. The Bank Charter Act of 1844 etc.*, Londres, 1869, p. 80).



taux du profit brut reste invariable. A mesure qu'un peuple se développe dans la voie de la richesse, il compte une classe de plus en plus nombreuse de gens qui, grâce au travail de leurs ancêtres, sont en possession d'un fonds dont les intérêts sont suffisants pour les faire vivre. A ceux-ci s'ajoutent les personnes qui s'étant occupées activement d'affaires pendant la première partie de leur vie se sont retirées pour vivre de leurs rentes. Ces deux catégories ont une tendance à devenir de plus en plus nombreuses à mesure que le pays devient plus riche, car ceux qui commencent avec un capital moyen arrivent plus facilement à la fortune que ceux qui débutent avec rien. Dans les pays vieux et riches la fraction du capital national, qui n'est pas appliquée directement par ceux qui la possèdent, intervient donc dans le capital productif de la société pour une plus large part que dans les pays pauvres et récents. Combien de rentiers ne comptons-nous pas en Angleterre ! Et à mesure qu'augmente cette classe des rentiers, augmente aussi la classe des prêteurs de capital, car l'une est constituée par l'autre. » (Ramsay, *Essay on the Distribution of Wealth*, p. 201).

II. La baisse du taux de l'intérêt est également influencée par le développement du crédit, par l'accaparement par les industriels et les commerçants — aidés en cela par les banquiers — de l'argent épargné par toutes les classes de la société et par la concentration de ces épargnes en masses qui leur permettent de fonctionner comme capital. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

D'après Ramsay le taux de l'intérêt « dépend en partie du taux du profit brut et en partie de la proportion suivant laquelle celui-ci est partagé en intérêt et profit d'entreprise (*profits of enterprise*). Cette proportion dépend de la concurrence entre les prêteurs et les emprunteurs, laquelle est influencée, mais non déterminée exclusivement, par le taux probable du profit brut (1). Si la concurrence ne se

(1) Le taux de l'intérêt général étant déterminé par le taux moyen du profit, il arrive très souvent que des tripotages sans nom se produisent



règle pas exclusivement d'après le taux probable, c'est que d'un côté il y a beaucoup d'emprunteurs dont l'argent ne doit pas servir à une entreprise productive, et que d'autre part le total du capital qui peut être prêté dépend de la richesse du pays et non des variations quelles qu'elles soient du profit brut. » (Ramsay, *op. cit.*, pp. 206, 207.)

Pour déterminer le taux moyen de l'intérêt, il faut calculer : 1°) la moyenne du taux de l'intérêt, en tenant compte de ses variations aux différentes périodes de prospérité et de dépression de l'industrie ; 2°) le taux de l'intérêt dans les entreprises qui empruntent du capital pour de longues durées.

Aucune loi ne règle le taux moyen de l'intérêt dans un pays déterminé, et l'on peut dire qu'il n'y a pas un taux naturel de l'intérêt analogue aux taux naturels du profit et des salaires dont parlent les économistes. Massie dit à ce sujet avec infiniment de raison (p. 49) : « Le seul point sur lequel on puisse discuter est de savoir quelle est la part de ces profits qui revient équitablement au prêteur et quelle est celle qui doit rester à l'emprunteur ; pour être fixé à cet égard, il n'y a guère d'autre méthode que de s'en rapporter à l'opinion des emprunteurs et des prêteurs en général, car l'équité en cette matière n'est que ce que le consentement commun veut qu'elle soit ». Le taux moyen du profit étant donné d'avance, aucune influence ne peut être attribuée à la formule de l'équilibre de l'offre et de la demande. Il n'est fait appel à cette formule (et pratiquement on a raison d'agir de la sorte) que pour trouver les limites qui règlent la concurrence et en déterminent l'importance, et elle est surtout mise à contribution par les praticiens qui, mêlés directement aux phénomènes de la concurrence, désirent se faire une idée — superficielle, il est vrai — de la connexion intime des rapports économi-

lorsque l'intérêt est à un taux réduit. Tels furent en 1844 les tripotages sur les valeurs de chemins de fer. Ce ne fut que le 16 octobre 1844 que la Banque d'Angleterre éleva le taux de l'intérêt à 3 %.



ques qu'elle abrite ; dans ces conditions, elle sert à déterminer la limite des variations qui accompagnent la concurrence. Mais tel n'est pas le cas quand il s'agit du taux de l'intérêt ; ici il n'y a aucune raison pour que ce soient la concurrence dans son allure moyenne et l'équilibre entre la demande des emprunteurs et l'offre des prêteurs qui déterminent qu'un intérêt au taux de 3, de 4 ou de 5 % soit alloué au capital du prêteur ou que celui-ci prélève 20 ou 30 % du profit brut. Lorsqu'il arrive que la concurrence décide, c'est simplement par accident, et seuls les pédants et les fantaisistes peuvent considérer comme inévitable ce qui alors est uniquement l'effet du hasard (1). Rien n'est amusant comme les rapports parlementaires de 1857 et de 1858 sur la législation des banques et la crise commerciale, dans lesquels les directeurs de la Banque d'Angleterre, des banquiers de Londres et de la province et des professionnels de la théorie bavardent sur le « *real rate produced* » (le taux réel) sans avancer autre chose que des lieux communs comme « le prix du capital prêté varie d'après l'offre » ou « il est impossible qu'à la longue des

(1) Dans son *Treatise on Pol. Econ.* New-York, 1851, B. J. G. Opdyke essaie vainement d'établir que l'intérêt à un taux uniforme de 5 % résulte de lois éternelles. Mais incomparablement plus naïf est M. Karl Arnd, qui écrit tout au long dans *Die naturgemässe Volkswirtschaft gegenüber dem Monopoliengeist und dem Kommunismus*, etc., Hanau, 1845 : « Dans la marche naturelle de la production il n'y a qu'un phénomène qui, dans les pays entièrement civilisés, semble devoir régler quelque peu le taux de l'intérêt ; c'est la proportion dans laquelle le cube de bois des forêts européennes augmente par la croissance annuelle des arbres. Cette croissance se fait, indépendamment de la valeur d'échange, [Quels drôles d'arbres qui arrangent leur croissance sans se préoccuper de leur valeur d'échange !] dans le rapport de 3 à 4 pour 100. Par conséquent, [la croissance des arbres étant indépendante de leur valeur d'échange, bien que celle-ci puisse dépendre dans une large mesure de la croissance] il ne faut pas s'attendre à ce qu'il [le taux de l'intérêt] tombe au-dessous du niveau qu'il occupe actuellement dans les pays les plus riches » (p. 124). — Voilà ce que l'on peut appeler le « taux d'intérêt d'origine forestière », découverte qui n'étonnera pas quand on saura que celui qui l'a faite, acquiert dans le même ouvrage un autre titre à la reconnaissance de « notre science » comme « philosophe de l'impôt sur les chiens ».



taux élevés de l'intérêt coexistent avec de faibles taux du profit » (1). La coutume, la tradition en matière de jurisprudence et d'autres facteurs interviennent autant que la concurrence pour déterminer le taux moyen de l'intérêt, pour autant que sous cette dénomination on désigne, non seulement une moyenne, mais une grandeur factice. C'est ainsi que dans les contestations en justice, on est obligé d'admettre un taux moyen légal. Mais quand on se demande s'il n'y a pas des lois générales qui limitent le taux moyen de l'intérêt, on constate qu'une réponse ne peut être formulée que si, remontant à l'origine de l'intérêt, on considère que celui-ci est une fraction du profit moyen. C'est un seul et unique capital qui fonctionne d'un côté comme capital donné en prêt, de l'autre comme capital industriel ou commercial ; mais il ne fonctionne qu'une fois et ne produit qu'une fois du profit (en tant que capital prêté, il ne joue aucun rôle dans le procès de production). Le partage de ce profit entre les deux personnes qui y ont droit est une question empirique dont la solution dépend du hasard autant que le partage du profit entre les actionnaires d'une société anonyme. La *répartition quantitative* de la valeur produite entre la plus-value et le salaire, répartition qui fixe en réalité le taux de profit, repose sur la *différence qualitative* entre la force de travail et le capital, deux variables indépendantes qui se fixent réciproquement leurs limites ; il en est de même, ainsi qu'on le verra plus loin, du partage de la plus-value entre la rente et le profit. Les choses se passent tout autrement quand il s'agit de l'intérêt ; ici nous nous trouvons en présence d'une *différence qualitative* résultant du *partage purement quantitatif* d'une même partie de la plus-value.

(1) Tout en tenant compte du taux du marché, la Banque d'Angleterre élève ou abaisse le taux de l'escompte suivant que l'or est abondant ou se fait rare. « C'est pour cette raison que la spéculation sur les escomptes, basée sur les variations éventuelles du taux de la Banque d'Angleterre, occupe plus de la moitié de ceux qui sont à la tête du marché monétaire », c'est-à-dire du marché financier de Londres (*The Theory of the Exchanges*, etc., p. 413.)



De ce qui vient d'être dit il résulte qu'il n'existe pas de taux « naturel » de l'intérêt. Alors que, contrairement au taux général du profit, la limite du taux moyen de l'intérêt (qu'il ne faut pas confondre avec le taux sans cesse décroissant du marché) ne peut pas être fixée par une loi générale, puisqu'il s'agit uniquement du partage du profit brut entre deux possesseurs du capital, on voit au contraire que le taux de l'intérêt, autant le taux moyen que le taux du marché, affecte une grandeur déterminée, tangible et régulière, que l'on ne rencontre pas dans le taux général du profit (1).

Le taux de l'intérêt est relié au taux du profit par la même relation que le prix de la marchandise à la valeur. Pour autant que le taux de l'intérêt dépende du taux du profit, il est déterminé par le taux général du profit et non par les taux spéciaux qui se rencontrent dans des industries spéciales, et encore moins par le profit extraordinaire qu'un capitaliste donné réalise dans une entreprise déterminée (2). Il en résulte que le taux général du profit se répercute effectivement comme un élément déterminé et

(1) « Le prix des marchandises varie continuellement ; elles sont destinées à des usages très différents, tandis que l'argent convient à tous les usages. Alors que des marchandises, même du même genre, se différencient d'après leur qualité, la monnaie métallique a toujours la même valeur ou doit tout au moins l'avoir. D'où il résulte que le prix de l'argent, que nous désignons sous le nom d'intérêt, présente plus de fixité et d'uniformité que tout autre chose » (J. Steuart, *Principles of Pol. Econ.* ; trad. franç., 1789, IV, p. 27).

(2) « Cette règle du partage du profit est applicable, non pas à chaque prêteur ou emprunteur en particulier, mais aux prêteurs et emprunteurs en général. . . . des gains extraordinairement grands ou petits étant la récompense d'une grande habileté ou la punition d'un manque de connaissance, choses dans lesquelles les prêteurs n'ont rien à voir, car s'ils ne veulent pas pâtir de l'un ils ne doivent pas bénéficier de l'autre. Le même raisonnement est applicable aux entreprises. Si les commerçants et les industriels d'une branche réalisent avec l'argent qu'ils ont emprunté, plus que les profits ordinaires des commerçants et des industriels des autres branches de la même contrée, la différence, bien qu'il ait suffi de l'habileté et des connaissances ordinaires pour l'obtenir, revient à eux et non aux capitalistes qui leur ont avancé de l'argent. . . . car ceux-ci ne leur auraient consenti aucun prêt pour exploiter une entreprise moins lucra-

empirique sur le taux moyen de l'intérêt, bien que ce dernier ne l'exprime pas entièrement et fidèlement.

Il est vrai que le taux de l'intérêt varie selon les garanties offertes par les emprunteurs et les durées des prêts ; mais cette différence n'empêche pas que le taux soit fixe et uniforme à des moments donnés, pour des garanties et des durées égales (1).

Lorsqu'on embrasse des périodes assez longues, le taux moyen de l'intérêt semble constant dans chaque pays ; il en est ainsi parce que le taux général du profit, malgré la variation continuelle des profits particuliers, ne se modifie qu'au bout de durées très longues et a lui-même une constance relative, qui se répercute dans le taux moyen de l'intérêt (*average rate or common rate of interest*). Quant au taux du marché, bien que variant d'un jour à l'autre, il doit être considéré à chaque moment comme une grandeur fixe au même titre que le prix de marché des marchandises, étant donné qu'à chaque moment le taux de l'intérêt est déterminé par le rapport entre l'offre et la demande de capital. Cet aspect des choses se vérifie d'autant plus exactement que le développement de la concentration du crédit accentue le caractère social du capital offert aux emprunteurs et l'amène plus spontanément et en masses plus

tive que celles qui peuvent payer le taux ordinaire de l'intérêt ; aussi les emprunteurs ne doivent-ils que le taux ordinaire quel que soit le profit qu'ils réalisent avec l'argent qu'on leur avance » (Massie, *op. cit.*, p. 50.51).

(1) Le tableau suivant que nous empruntons au *Daily News* du 10 décembre 1887 et qui donne les taux de l'intérêt à la Bourse de Londres du 9 décembre, montre quelles différences énormes — de 1 à 5 % — ce taux peut présenter le même jour.

Taux en banque.....	5 p. c.
Taux du marché, escompte à 60 jours.....	3 $\frac{5}{8}$
— — — 3 mois.....	3 $\frac{1}{2}$
— — — 6 mois.....	3 $\frac{5}{16}$
Prêts aux courtiers de change, au jour le jour...	1 à 2
— — — pour une semaine	3
Prêts aux agents de change, pour quinze jours.	4 $\frac{1}{2}$ à 5
Provision déposée dans une banque.....	3 $\frac{1}{2}$
— — — dans un comptoir d'escompte	3 $\frac{1}{4}$
	F. E.



considérables au marché financier. Il n'en est pas de même, le taux général du profit n'existant qu'à l'état de tendance comme un mouvement vers l'égalisation des profits individuels, de la concurrence entre capitalistes ; celle-ci se manifeste lentement, les capitaux ne se retirant qu'à la longue des entreprises donnant un bénéfice au-dessous de la moyenne pour se reporter sur des entreprises plus lucratives, et le capital supplémentaire ne s'engageant que petit à petit, dans des proportions différentes, entre ces deux catégories d'affaires. Aussi, alors que la fixation du taux de l'intérêt résulte d'une action en masse, voit-on dans les sphères de la production le capital se transporter lentement d'une industrie à l'autre.

Le capital productif d'intérêts, en sa qualité de marchandise — marchandise *sui generis*, d'une catégorie absolument distincte de la marchandise ordinaire — a donc un prix, l'intérêt, et un prix du marché, déterminé comme celui de toute marchandise par l'offre et la demande. Ce taux du marché de l'intérêt, bien que variant continuellement, est à un moment donné aussi fixe et aussi uniforme que le prix du marché de n'importe quelle marchandise. Les capitalistes d'argent apportent leur argent au marché et les capitalistes producteurs l'achètent : d'un côté l'offre, de l'autre la demande. Les choses ne se passent pas aussi simplement pour le taux général du profit. Lorsque, dans une branche de production, le prix de la marchandise est au-dessus ou au-dessous du coût de production, l'égalité se rétablit entre les deux par une extension ou une réduction de la production : le capital en fonction est augmenté ou diminué et la marchandise est envoyée au marché en plus grande ou en plus petite quantité. Le rétablissement de l'égalité entre le prix moyen du marché et le coût de production efface l'écart qui s'était produit entre le taux spécial du profit et le taux général ou moyen, et dans cette opération le capital industriel ou commercial n'affecte pas *comme tel* la forme d'une marchandise ainsi que le fait le capital productif d'intérêts. Le taux général



du profit est déterminé : 1^o) par la plus-value produite par l'ensemble du capital ; 2^o) par le rapport de la plus-value au capital total ; 3^o) par la concurrence, pour autant que l'on entende par là l'action des capitaux engagés dans les différentes sphères de production, s'efforçant de participer à cette plus-value en raison directe de leur importance. Le taux général du profit procède donc de causes tout autres et beaucoup plus compliquées que le taux du marché de l'intérêt, qui dépend directement de l'offre et de la demande ; il n'est par conséquent pas un élément saisissable et donné comme le taux de l'intérêt. Même les taux particuliers de l'intérêt dans les diverses branches de production sont plus ou moins incertains et pour autant qu'ils apparaissent, ce sont leurs différences et non leur uniformité que l'on constate. Quant au taux général du profit, il est la limite inférieure vers laquelle tend le profit et non une mesure empirique et directement visible du taux réel du profit.

En établissant cette différence entre le taux de l'intérêt et le taux du profit, nous faisons abstraction des deux circonstances suivantes qui favorisent la consolidation du taux de l'intérêt : 1^o la préexistence historique du capital productif d'intérêts et l'existence traditionnelle d'un taux général de l'intérêt ; 2^o l'influence immédiate du marché mondial, beaucoup plus considérable sur le taux de l'intérêt que sur celui du profit, abstraction faite des conditions de production propres à un pays donné.

Le profit moyen n'est pas un élément donné d'avance, mais le résultat de l'équilibre d'une série de variations antagonistes. Il en est autrement du taux de l'intérêt qui est un facteur fixé journellement, servant de point de départ aux capitalistes industriels et commerçants pour le calcul de leurs opérations. Toute somme de 100 £ a le pouvoir de donner 3, 4 ou 5 ⁰/₁₀₀ d'intérêt. Les bulletins météorologiques ne renseignent pas plus exactement sur les hauteurs du baromètre et du thermomètre que la cote de la bourse sur le taux de l'intérêt, non pas de tel ou tel capital,



mais de tout le capital offert à ceux qui désirent emprunter.

Le marché financier met l'emprunteur en face du prêteur. La marchandise n'y a qu'une forme, l'argent, et toutes les différences qui peuvent caractériser le capital suivant les branches de production ou de circulation où il est engagé, y sont effacées. De même il n'y a aucune trace de la concurrence qui existe entre les producteurs ; ils sont confondus en une masse et sont simplement des emprunteurs devant le capital, qui à ce moment est absolument indifférent à l'application à laquelle il peut être destiné et est uniquement le *capital commun de la classe* figurant dans un phénomène d'offre et de demande. A mesure que la grande industrie se développe, le capital-argent se présente de moins en moins sur le marché sous forme de petites sommes appartenant à un nombre plus ou moins grand de capitalistes isolés ; il y arrive en masses agglomérées et organisées, qui bien autrement que la production sont soumises au contrôle des banquiers, représentants du capital socialisé. Si bien que le capital à prêter qui du côté de l'offre affecte la forme d'une masse, subit du côté de la demande le poids d'une classe.

Voilà quelques-unes des raisons pour lesquelles le taux général du profit apparaît comme une image nébuleuse à côté du taux de l'intérêt, dont la grandeur, il est vrai, varie également, mais se présente cependant comme fixe aux yeux des emprunteurs, parce qu'elle varie dans la même mesure pour tous. De même que les variations de valeur de la monnaie ne l'empêchent pas d'avoir la même valeur par rapport à toutes les marchandises, de même que malgré leurs variations quotidiennes les prix du marché des marchandises sont relatés jour par jour dans les mercuriales, de même le taux de l'intérêt est noté régulièrement comme « prix de la monnaie ». C'est parce que le capital lui-même sous forme d'argent est offert comme marchandise et que son prix comme celui de toutes les marchandises est un prix du marché, que le taux de l'intérêt est toujours un taux général de l'intérêt, déterminé quantita-



tivement, s'élevant à autant pour autant d'argent. Par contre, même dans les mêmes prix du marché, les taux du profit peuvent être différents, si les conditions dans lesquelles les capitaux produisent la même marchandise sont différentes ; car le taux du profit de chaque capital est déterminé, non par le prix du marché de la marchandise, mais par la différence entre le prix du marché et le prix de revient. Et ces taux de profit, différents dans la même branche de production et différents d'une branche à l'autre, ne peuvent être ramenés à un taux unique que par leurs variations incessantes.

Points à développer ultérieurement : *Primo*. Une forme spéciale du crédit. On sait que lorsque la monnaie sert de moyen de paiement et non de moyen d'achat, la marchandise est aliénée, mais que sa valeur n'est réalisée que plus tard. Si le paiement n'a lieu qu'après que la marchandise est revendue, cette vente n'est pas une conséquence de l'achat, mais la condition de sa réalisation ; elle est par conséquent un moyen d'achat. *Secundo*. Des titres de créance, des lettres de change, etc., deviennent des moyens de paiement pour les créanciers. *Tertio*. La compensation des titres de créance remplace la monnaie.



CHAPITRE XXIII

L'INTÉRÊT ET LE PROFIT D'ENTREPRISE.

Ainsi que nous l'avons vu dans les deux chapitres précédents, l'intérêt n'est en apparence et en réalité qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value que le capitaliste industriel ou commerçant, employant du capital emprunté, doit payer à celui qui le lui a prêté. Il garderait pour lui tout le profit s'il ne mettait en œuvre que du capital lui appartenant ; aussi ceux qui n'appliquent à la production que leurs capitaux n'interviennent pas pour déterminer le taux de l'intérêt, et ce fait suffit pour démontrer que l'intérêt — impossible sans qu'il y ait un taux de l'intérêt — reste étranger au mouvement du capital industriel.

« On peut dire que le taux de l'intérêt est la somme proportionnelle que le prêteur accepte de recevoir et l'emprunteur de payer pour l'usage, pendant une année ou une période plus ou moins longue, d'une quantité déterminée de capital-argent... Le propriétaire d'un capital qu'il applique lui-même à une production reste en dehors de la catégorie de capitalistes dont le nombre relativement à celui des emprunteurs détermine le taux de l'intérêt. » (Th. Tooke, *History of Prices*, éd. Newmarch, London, 1857, II, p. 355). En effet, c'est parce qu'il y a deux catégories de capitalistes, les capitalistes d'argent et les capitalistes industriels, qu'une partie du profit se transforme en intérêt et que l'intérêt existe ; c'est la concurrence entre ces deux catégories de capitalistes qui crée le taux de l'intérêt.



Aussi longtemps que le capital fonctionne dans le procès de reproduction, il est rivié à celui-ci et il cesse d'être à la disposition du capitaliste industriel alors même que celui-ci en est le propriétaire. Pendant tout ce temps le capitaliste ne dispose que du profit, qu'il lui est loisible de dépenser comme revenu. Il en est de même du capitaliste d'argent. Aussi longtemps que son capital est prêté et fonctionne comme capital-argent, il ne peut pas en disposer et il doit se contenter d'en toucher l'intérêt. Son capital lui est-il restitué, il est obligé de chercher un nouvel emprunteur s'il veut que son argent continue à fonctionner comme capital-argent. Par conséquent, tant qu'il détient son argent, celui-ci ne rapporte pas d'intérêts et ne fonctionne pas comme capital, et tant que son argent est appliqué comme capital et produit des intérêts, il en est séparé. Le capital peut donc être prêté pour des temps éternels et à ce sujet on peut dire que les observations suivantes que Tooke oppose à Bosanquet sont absolument sans fondement. Il cite le passage suivant de Bosanquet (*Metallic, Paper and Credit Currency*, p. 73) : « Si le taux de l'intérêt tombait à 1 0/0, le capital emprunté irait presque de pair (*on a par*) avec le capital appliqué directement par celui qui en est le propriétaire », et le fait suivre de la critique que voici : « Dire que le capital emprunté à ce taux ou même à un taux inférieur irait de pair avec le capital mis en œuvre par celui qui le possède, est une affirmation tellement étrange qu'on n'y ferait guère attention si elle n'était émise par un écrivain aussi intelligent et si bien au courant de la question qu'il traite. Aurait-il perdu de vue ou considérerait-il comme peu important ce fait que l'emprunt implique la restitution ? » (Th. Tooke, *An Inquiry into the Currency Principle*, 2^e éd., Londres, 1844, p. 80). Si l'intérêt tombait à zéro, le capitaliste industriel ayant emprunté son capital serait sur le même pied que celui qui travaillerait avec son propre capital ; tous deux encaisseraient le même profit moyen et la condition de la restitution ne changerait rien aux choses.



Plus le taux de l'intérêt se rapproche de zéro — s'il descend par exemple à 1 0/0 — et plus le capital emprunté se rapproche de la situation où il est sur le même pied que le capital non-emprunté. Tant que le capital-argent existera comme tel, il devra être prêté sans interruption au taux existant, 1 0/0 par exemple, à la même classe des capitalistes industriels et commerçants. Et tant que ceux-ci fonctionneront comme capitalistes, il n'y aura d'autres différences entre eux et les capitalistes opérant avec leurs propres capitaux, que ce fait qu'ils auront à payer un intérêt dont ces derniers seront affranchis et qu'au lieu d'engraisser comme ceux-ci tout le profit p , ils n'en retiendront qu'une partie $p-i$, qui sera d'autant plus grande que i se rapprochera davantage de zéro. Si les premiers doivent restituer le capital qu'ils ont emprunté et en emprunter immédiatement un autre, les seconds doivent laisser leur capital engagé dans le procès de production, et aussi longtemps que durera celui-ci les uns ne peuvent pas plus disposer de leur capital que les autres. La seule différence qui les sépare est que les uns sont propriétaires du capital et les autres pas.

Comment se fait-il que ce partage purement quantitatif du profit en profit net et en intérêt prenne un aspect qualitatif? En d'autres termes quelles sont les considérations qui amènent le capitaliste opérant avec son propre capital à envisager comme intérêt une partie de son profit brut, et par conséquent comment se fait-il que tout capital, emprunté ou non, soit considéré comme rapportant un profit net et un intérêt?

On voit immédiatement que la question dont nous cherchons la solution ne s'applique pas à tous les partages quantitatifs quels qu'ils soient du profit. Il se peut que plusieurs industriels s'associent pour une entreprise dont ils se partageront le profit d'après les bases d'un contrat arrêté d'avance, de même qu'il arrive qu'un capitaliste s'engage seul, sans associé. Dans ce dernier cas il n'y a pas partage du profit et par conséquent il ne peut pas



être question d'un partage quantitatif prenant un aspect qualitatif, ce qui n'a lieu que lorsque plusieurs personnes juridiques sont engagées dans l'entreprise.

Pour trouver la solution, nous devons remonter au point de départ de l'intérêt et admettre que le capitaliste d'argent et le capitaliste producteur sont non seulement des personnes juridiques différentes, mais qu'ils jouent des rôles absolument différents dans le procès de reproduction et qu'ils impriment à un même capital des mouvements complètement séparés, l'un le donnant en prêt, l'autre l'appliquant productivement.

Le capitaliste producteur opérant avec un capital emprunté doit faire deux parts de son profit brut : l'intérêt, qu'il paiera à son bailleur de fonds et le surplus qui sera son profit réel. Ce dernier sera déterminé par le taux de l'intérêt si le taux général du profit est donné d'avance, et inversement il se déduira du taux général du profit si le taux de l'intérêt est fixé au préalable. Quel que soit dans chaque cas particulier l'écart entre le profit brut et le profit moyen, la part qui reste réellement au capitaliste producteur est déterminée par l'intérêt, puisque, sauf le cas de stipulations spéciales, l'intérêt résulte du taux général de l'intérêt, qui est fixé et admis avant que le procès de production commence, avant par conséquent que le résultat de celui-ci, le profit brut, soit obtenu. Pour le capitaliste opérant avec un capital emprunté, le produit de ce dernier n'est pas la plus-value, c'est-à-dire le profit, mais le profit moins l'intérêt, et c'est ce restant qui à ses yeux personnifie le capital en fonction. Il fait donc une distinction entre l'intérêt qu'il doit prélever sur le profit brut pour le remettre au bailleur de fonds et la partie restante du profit brut qui constitue pour lui le profit industriel ou commercial, ou pour employer une expression générique, le profit d'entreprise. Lorsque le profit brut est égal au profit moyen, le profit d'entreprise dépend exclusivement du taux de l'intérêt. Il n'en est pas de même lorsque ces profits diffèrent ; alors interviennent toutes les circonstan-



ces qui déterminent un écart transitoire, soit entre le taux du profit dans une industrie déterminée et le taux général du profit, soit entre le profit d'un capitaliste d'une branche de production donnée et le profit moyen de tous les capitalistes de cette branche. Nous avons vu, en outre, que dans le procès de production-même le taux du profit ne dépend pas seulement de la plus-value, mais de quantité d'autres éléments : du prix d'achat des moyens de production, du perfectionnement des méthodes de travail, de l'économie de capital constant, etc. Abstraction faite du coût de production, il est influencé par la conjoncture et par l'habileté et l'activité plus ou moins grandes de chaque capitaliste, qui parvient à retirer, par la circulation, une part d'autant plus grande de la plus-value qu'il est plus adroit à acheter au-dessous et vendre au-dessus du coût de production. Le partage quantitatif du profit brut prend ici un aspect qualitatif, qui est d'autant plus accentué que le partage quantitatif dépend lui-même de *ce* qui est à partager, de la *manière* dont le capitaliste producteur applique le capital et de l'*importance* du profit brut que son activité rapporte. Le capitaliste producteur n'étant pas propriétaire du capital qu'il met en œuvre — telle est notre supposition — l'intérêt qu'il paie à son bailleur de fonds lui apparaît comme une part du profit brut qui revient nécessairement à celui qui possède le capital ; par opposition la partie du profit brut qui lui reste est à ses yeux le profit d'entreprise, la rémunération des opérations et des fonctions qu'il accomplit dans l'industrie ou dans le commerce. L'intérêt est donc pour lui le fruit de l'appropriation du capital, le produit du capital en soi, éloigné du procès de production, ne « travaillant », ne fonctionnant pas ; par contre le profit d'entreprise est le fruit du capital en activité, activité qu'il fait sienne par opposition à l'oisiveté du capitaliste d'argent, qui ne prend aucune part au procès de production. Cette distinction qualitative entre les deux parts du profit brut, l'intérêt, fruit du capital en soi, et le profit d'entreprise, fruit du capital en fonction, n'est pas seulement une



conception subjective des capitalistes d'argent d'un côté et des capitalistes industriels de l'autre ; elle répond aux faits eux-mêmes, qui font affluer l'intérêt aux capitalistes d'argent, qui représentent la propriété du capital en dehors du procès de production, et qui attribuent le profit d'entreprise aux capitalistes producteurs, qui représentent le capital en fonction sans qu'ils en aient la propriété.

Le partage purement quantitatif du profit brut entre les deux personnes qui ont des droits sur le capital qui l'a engendré, prend donc un aspect qualitatif autant pour le capitaliste industriel qui travaille avec un capital emprunté que pour le capitaliste d'argent qui ne met pas directement son capital en œuvre. L'une des parts, l'intérêt, apparaît comme le fruit du capital dans *une* fonction, l'autre, le profit d'entreprise, comme le fruit du capital dans une fonction opposée ; l'une échoit à la simple propriété du capital, l'autre au capital en fonction. Ces deux parts du profit brut prennent corps indépendamment l'une de l'autre, comme si elles découlaient réellement de deux sources absolument différentes, et leur distinction s'impose à toute la classe des capitalistes, que le capital en fonction soit emprunté ou non. Il en résulte que le profit de tout capital et par suite le profit moyen est décomposé en deux parties qualitativement différentes et indépendantes l'une de l'autre, l'intérêt et le profit d'entreprise, déterminées d'après des lois spéciales. Qu'il opère ou non avec du capital emprunté, tout capitaliste fait deux parts du profit brut, l'une revenant à titre d'intérêt au propriétaire du capital, l'autre revenant comme profit d'entreprise à celui qui met le capital en œuvre. Peu importe au point de vue qualitatif qu'en réalité ce partage ait lieu ou non ; si le capitaliste opère avec un capital qui lui appartient, il considère qu'il y a deux personnes en lui, l'une qui possède le capital et l'autre qui le met en œuvre ; il admet que son capital lui-même a cette double personnalité et qu'il est d'une part du *capital-propriété* produisant de l'intérêt et d'autre



part du *capital producteur* engendrant du profit d'entreprise.

L'intérêt prend donc une existence telle qu'il apparaît seulement comme une partie du profit brut, sans importance au point de vue de la production, n'existant que lorsque l'industriel travaille avec un capital qui ne lui appartient pas ; par contre, le profit brut se fractionne en intérêt et en profit d'entreprise même lorsque le capitaliste met en œuvre un capital dont il est propriétaire. C'est ainsi que le partage quantitatif prend un aspect qualitatif et existe que le capital soit emprunté ou non ; le profit ne se partage plus en deux parts destinées à des personnes différentes, il se scinde en deux catégories ayant des rapports différents avec le capital, par conséquent en rapport avec des fonctions différentes du capital.

Il n'est pas difficile maintenant de dégager les raisons pour lesquelles une fois ce caractère qualitatif attribué au partage du profit brut entre l'intérêt et le profit d'entreprise, l'application en a été faite au capital en général et à toute la classe des capitalistes.

Primo. — Il en a été ainsi parce que la plupart des capitalistes industriels travaillent avec du capital qui leur appartient et du capital emprunté, le rapport entre les deux variant d'une période à l'autre.

Secundo. — Par le fait qu'une partie du profit brut prend la forme d'intérêt, l'autre devient du profit d'entreprise, car celui-ci n'est que ce qui reste du profit brut dès que l'intérêt s'érige en catégorie spéciale. La question revient donc simplement à rechercher comment une partie du profit brut a pris une existence autonome et est devenue l'intérêt. Or le capital produisant de l'intérêt et l'intérêt, forme dérivée de la plus-value, existent historiquement longtemps avant la production capitaliste et les notions de capital et de profit que celle-ci comporte ; c'est pour cette raison que dans la conception populaire le capital productif d'intérêts est le capital par excellence, et que jusqu'à Massie a prévalu cette idée que c'est l'argent comme tel que



l'intérêt sert à payer. Le capital productif d'intérêts a été considéré d'autant plus facilement comme une forme spéciale du capital que l'argent prêté rapporte un intérêt, qu'il soit utilisé réellement comme capital ou non, alors même qu'il est emprunté en vue d'une consommation improductive. Rien ne démontre plus clairement que pendant les premières périodes de la production capitaliste l'intérêt et le capital productif d'intérêts avaient une existence bien distincte du profit et du capital industriel, que ce fait qu'il a fallu découvrir et que la découverte n'a été faite qu'au milieu du XVIII^e siècle (par Massie et plus tard par Hume), que l'intérêt est simplement une partie du profit brut.

Tertio. — Que le capitaliste industriel travaille avec son capital ou celui d'un autre, la classe des capitalistes d'argent ne lui apparaît pas moins comme une classe spéciale de capitalistes, le capital-argent comme un genre spécial de capital et l'intérêt comme la plus-value correspondant à ce genre spécial de capital.

Au point de vue *qualitatif*, l'intérêt est une plus-value qu'un capital rapporte indépendamment de la production à laquelle il participe et qui échoit à celui qui est propriétaire de ce capital, uniquement parce qu'il en est le propriétaire. Considérée *quantitativement*, la fraction du profit qui constitue l'intérêt semble résulter, non du capital industriel ou commercial, mais du capital-argent; cette apparence est renforcée par le taux de l'intérêt, qui a une existence indépendante bien qu'il résulte du taux général du profit, qui apparaît comme le prix du marché des marchandises et se présente, non pas sous une forme insaisissable comme le taux du profit, mais sous la forme d'un rapport fixe, uniforme, tangible et déterminé. Si tout le capital était aux mains des capitalistes industriels, il n'y aurait ni intérêt, ni taux de l'intérêt; c'est donc le partage quantitatif du profit brut qui en engendre l'aspect qualitatif. Le capitaliste industriel ne se différencie du capitaliste d'argent que par le profit d'entreprise, l'excédent du profit brut sur l'intérêt moyen, qui grâce au taux



de l'intérêt, apparaît comme une quantité donnée d'avance; il ne se distingue du capitaliste industriel travaillant avec un capital qui lui appartient qu'en ce que ce dernier est en même temps capitaliste d'argent, empochant lui-même l'intérêt au lieu de le payer à un bailleur de fonds. D'un côté comme de l'autre, l'intérêt est à ses yeux une plus-value que le capital rapporte comme tel et qu'il produirait alors même qu'il ne serait pas appliqué productivement, et le profit d'entreprise est constitué par la différence entre le profit brut et l'intérêt.

Cet aspect des choses se vérifie complètement quand on considère un capitaliste en particulier, qui a évidemment le droit, soit de prêter son capital, soit de l'appliquer lui-même à la production. Il n'en est plus de même quand on se place, ainsi que le font quelques économistes vulgaires, au point de vue du capital social. Il est alors absurde d'admettre que tout le capital de la société puisse être transformé en capital-argent sans qu'il se trouve des individus pour acheter et mettre en valeur les moyens de production, qui représentent tout le capital à part la fraction relativement petite existant en argent. Et il est encore plus absurde d'admettre que dans la production capitaliste le capital puisse donner un intérêt sans qu'il fonctionne comme capital productif, sans qu'il engende de la plus-value, dont l'intérêt n'est qu'une partie. Si des capitalistes en nombre très considérable se décidaient à transformer leur capital productif en capital-argent, il en résulterait une dépréciation énorme du capital-argent et une baisse extraordinaire du taux de l'intérêt; une bonne partie d'entre eux serait dans l'impossibilité de vivre du produit des intérêts et se verrait dans la nécessité de redevenir capitalistes industriels. Ainsi que nous l'avons dit, les choses ne se passent pas de la sorte pour un capitaliste en particulier. Celui-ci admet, même quand il opère avec un capital lui appartenant, que la partie de son profit moyen représentant l'intérêt moyen est le produit de son capital comme tel, abstraction faite du procès de produc-



tion, et que la partie du profit brut qui excède l'intérêt est le profit d'entreprise.

Quarto. — (Ce point est indiqué, mais non développé dans le manuscrit.)

Nous avons donc vu que la partie du profit que le capitaliste producteur doit abandonner à celui qui lui a prêté le capital, prend une forme autonome et doit être produite sous le nom d'intérêt par tout capital, qu'il soit emprunté ou non. L'importance de cette partie dépend du taux moyen de l'intérêt et son origine ne se détermine plus que par le fait que le capitaliste opérant avec un capital qui lui appartient n'intervient pas — du moins activement — pour la fixation de ce taux. Le partage purement quantitatif du profit entre les deux personnes qui y ont droit a pris un aspect qualitatif, semblant résulter de la nature même du capital et du profit. L'une des parties du profit ayant pris d'une manière générale la forme d'intérêt, l'autre est devenue par opposition le profit d'entreprise. Ni l'une ni l'autre ne se rapporte à la plus-value, bien qu'elles en soient des fractions classées en différentes catégories et sous différentes rubriques; elles existent par leur opposition: parce qu'une partie du profit se transforme en intérêt, l'autre devient du profit d'entreprise.

Dans toute cette étude nous appliquons le mot profit au profit moyen; les différences qui peuvent en résulter, soit pour un capitaliste en particulier, soit dans une branche déterminée de production, n'ont aucune importance au point de vue de nos recherches. L'intérêt est maintenant, ainsi que le dit Ramsay, le profit net qui échoit en sa qualité de propriétaire à celui qui possède le capital, soit qu'il le donne en prêt, soit qu'il l'applique lui-même à la production. (Dans ce dernier cas il perçoit le profit net, non comme capitaliste producteur, mais comme capitaliste d'argent.) Pour que la production capitaliste soit possible, le capital doit exister continuellement sous forme d'argent; sous cette forme il a la propriété de se convertir en moyens de production, qui se présentent comme puissance



autonome devant la force de travail, et il a le pouvoir de s'approprier du travail non payé, l'ouvrier n'étant pas le propriétaire des instruments et des objets de travail qu'il met en œuvre. Cependant cette opposition du capital-argent et du salaire n'apparaît pas dans l'intérêt, car dans le procès de reproduction le capitaliste d'argent se trouve en face, non de l'ouvrier salarié qui n'a pas la propriété des moyens de production, mais du capitaliste producteur. Le capital productif d'intérêts s'oppose au *capital-fonction*, parce qu'il est le *capital-propriété*; comme tel il n'exploite pas les ouvriers et ne peut pas être opposé au travail.

De même le profit d'entreprise n'est pas en opposition avec le travail salarié; il l'est avec l'intérêt pour les raisons suivantes :

Primo. — Le profit moyen étant donné, le taux du profit d'entreprise découle, non du salaire, mais du taux de l'intérêt; il varie en raison inverse de ce dernier (1).

Secundo. — Le capitaliste producteur base son droit au profit d'entreprise, non sur ce qu'il est propriétaire du capital, mais sur ce que le capital fonctionne. Ce qui le démontre à l'évidence, c'est que l'intérêt et le profit d'entreprise tombent en partage à deux personnes différentes, dès que le capital n'appartient pas à celui qui le met en œuvre. Le profit d'entreprise découle de la fonction du capital dans le procès de reproduction, par conséquent de l'activité du capitaliste, soit industriel, soit commerçant. Représenter le capital en fonction n'est pas une sinécure comme représenter le capital productif d'intérêt. Le capitaliste a la direction et du procès de production et du procès de circulation; l'exploitation du travail productif lui coûte de la peine, qu'il s'en charge lui-même ou qu'il la confie à d'autres. Aussi, et contrairement à l'intérêt, le profit d'entreprise est considéré par lui comme étant

(1) « Les profits d'entreprise dépendent des profits nets du capital et non ceux-ci de ceux-là ». Ramsay, *op. cit.*, p. 214 (Ramsay désigne toujours l'intérêt sous le nom de « profits nets »).



indépendant de sa qualité de propriétaire de capital, comme la rémunération de fonctions qu'il exerce comme non-propriétaire, comme..... *travailleur*.

Il se pénètre donc nécessairement de l'idée que son profit d'entreprise, loin d'être en opposition avec le travail salarié et de ne représenter que du travail d'autrui non payé, est au contraire un *salaire*, un salaire de surveillance, le *wages of superintendence of labour*. Et ce salaire doit être plus élevé que le salaire ordinaire, d'abord parce qu'il paie du travail plus compliqué, ensuite parce que celui qui le paie se le paie à lui-même. Continuellement on perd de vue que la fonction du capitaliste consiste à produire, dans les conditions les plus économiques possibles, de la plus-value et à s'approprier du travail non payé; il en est ainsi parce que l'intérêt lui est attribué alors même qu'il ne fonctionne pas comme capitaliste, qu'il agit simplement comme propriétaire de capital, tandis que le profit d'entreprise est perçu par le capitaliste producteur alors qu'il n'est pas propriétaire du capital qu'il met en œuvre. En mettant en opposition les deux catégories qui se partagent le profit, on perd de vue que leurs parts proviennent l'une comme l'autre de la plus-value, dont la nature, l'origine, les conditions d'existence restent les mêmes quel que soit le partage auquel on la soumet.

Dans le procès de reproduction le capitaliste producteur représente le capital-propriété d'un autre, et le capitaliste d'argent participe à l'exploitation du travail parce qu'il est représenté par le capitaliste producteur. L'opposition entre le capital en fonction active dans le procès de reproduction et le capital fonctionnant comme propriété en dehors du procès de production fait oublier que le capitaliste producteur n'est, dans ses rapports avec les ouvriers, que le représentant des moyens de production, exerçant la fonction de faire travailler les ouvriers et de mettre en œuvre les moyens de travail. En effet, ni l'intérêt, ni le profit d'entreprise ne révèlent dans leur forme aucun rapport existant entre eux et le travail; ils ne sont en connexion



qu'avec le profit, c'est-à-dire la plus-value, dont ils sont les deux parties et qui doit évidemment exister avant qu'il ne puisse être question d'en faire le partage. Si le capitaliste producteur est propriétaire du capital qu'il met en œuvre, la plus-value lui revient tout entière, et il est indifférent pour l'ouvrier qu'il en soit ainsi au lieu que ce soient le capitaliste producteur et le capitaliste d'argent qui se partagent le profit. Néanmoins les causes qui servent de base à ce partage entre les deux capitalistes se transforment tacitement en causes d'existence de la plus-value faisant l'objet du partage, alors cependant que la plus-value, qu'elle soit partagée ou non, a pour seule cause d'existence le procès de reproduction. De sorte que l'intérêt étant opposé au profit d'entreprise et le profit d'entreprise à l'intérêt, sans que ni l'un ni l'autre ne soit opposé au travail, les choses ont une apparence telle que la plus-value, c'est-à-dire le profit, c'est-à-dire la somme de l'intérêt et du profit industriel, semble reposer sur l'opposition de ces deux derniers. Cependant il faut bien que le profit soit produit avant qu'il puisse être question de le partager.

L'argent prêté ne rapporte un intérêt que pour autant qu'il soit réellement employé comme capital et qu'il produise un profit, dont l'intérêt est une partie, ce qui n'empêche que cette propriété de produire de l'intérêt lui soit acquise en dehors du procès de production. Il diffère en cela de la force de travail, qui manifeste également sa puissance créatrice de valeur quand elle est engagée dans le procès de production, mais qui est par elle-même une puissance créatrice de valeur et qui, loin de prendre naissance dans le procès de travail, en est au contraire la condition. Le capitaliste qui achète, soit la force de travail, soit le capital, peut les employer productivement ou non ; le prix qu'il en donne est en raison de la plus-value qu'ils peuvent engendrer.



Approfondissons l'examen du profit d'entreprise.

L'intérêt étant considéré comme la partie de la plus-value qui doit son origine au caractère spécifique du capital dans la production capitaliste — le capital en tant que propriété, ayant comme tel le droit de commander au travail — l'autre partie de la plus-value, le profit d'entreprise, ne peut plus résulter du capital comme tel, mais du procès de production. Or, lorsqu'on le considère indépendamment du capital, le procès de production n'est plus que le procès de travail. Il en résulte que le capitaliste producteur, lorsqu'il n'est pas propriétaire du capital, par conséquent lorsqu'il est distinct du capitaliste d'argent, apparaît comme un simple fonctionnaire du procès de travail, comme un travailleur, un salarié.

L'intérêt exprime que c'est le capital qui domine les conditions du travail et que celui qui possède le capital détient le moyen de s'approprier le produit du travail d'autrui. Mais il représente ce caractère du capital comme ayant son origine en dehors du procès de production et comme ne résultant nullement de la forme capitaliste de ce dernier. Loin de mettre le droit de propriété sur le capital en opposition avec le travail, il le montre comme absolument étranger et indifférent au rapport entre le capital et le travail, comme donnant lieu à un simple rapport entre un capitaliste et un autre. Par conséquent dans l'intérêt s'efface complètement le caractère d'opposition du capital et du travail ; l'intérêt met en présence deux capitalistes et non un capitaliste et un ouvrier. Ce caractère de l'intérêt donne à l'autre partie du profit le caractère de profit d'entreprise, de salaire de surveillance. Les fonctions spéciales que le capitaliste producteur exerce comme tel, qui le distinguent des ouvriers et l'opposent à eux, prennent l'apparence de simples fonctions de travail. Il produit de la plus-value non parce qu'il fonctionne comme *capitaliste*, mais parce qu'en étant capitaliste il travaille *aussi*. La partie de la plus-value qui constitue le profit d'entreprise n'est donc plus de la plus-



value, mais au contraire l'équivalent d'un travail accompli. Le capital en tant que propriété — et c'est ce caractère qui l'oppose au travail — se trouvant comme capital productif d'intérêts en dehors du véritable procès d'exploitation, celui-ci apparaît comme n'étant plus qu'un procès de travail, dans lequel le capitaliste producteur fait simplement un travail autre que celui des ouvriers. Capitaliste exploitant et ouvriers exploités sont donc mis sur le même pied en ce qui concerne le travail. L'intérêt correspond à la forme sociale — mais sous un aspect neutre et indifférent — du capital ; le profit d'entreprise correspond à sa fonction économique, mais dépouillée de son caractère capitaliste.

Le cerveau du capitaliste voit ici les choses absolument de la même manière que lorsqu'il considère (voir la deuxième partie de ce volume) les causes compensatrices qui agissent pour déterminer le profit moyen. Les causes compensatrices qui sont déterminantes pour fixer le partage de la plus-value, deviennent à ses yeux les causes qui font naître et justifient le profit. La conception qui fait du bénéfice d'entreprise un salaire de surveillance du travail est étayée par ce fait qu'une partie du profit peut être et est effectivement isolée comme salaire, ou plus exactement qu'une partie du salaire semble dans la production capitaliste être un élément du profit. Cette partie, qui ainsi qu'A. Smith l'avait signalé se distingue du profit (intérêt + profit d'entreprise) et du profit d'entreprise, est constituée par la rémunération du directeur dans les entreprises dont l'importance permet une division suffisante du travail et un salaire spécial pour celui qui les dirige.

Le travail de surveillance et de direction devient indispensable partout où la production prend un caractère social et cesse d'être aux mains de producteurs isolés et autonomes (1). Il présente un double aspect. Tous les

(1) « La surveillance y est absolument superflue » [dans la propriété paysanne] (J. E. Cairnes, *The Slave Power*, London, 1862, p. 48.)



travaux auxquels beaucoup d'individus coopèrent exigent, pour être exécutés avec ensemble et unité, que quelqu'un ayant le pouvoir de commander s'occupe, non des opérations partielles, mais de l'activité totale de l'entreprise, comme fait le chef conduisant un orchestre. A ce point de vue la direction est un travail productif, nécessaire dans toute production combinée. D'autre part, le travail de surveillance se développe inévitablement dans toutes les productions, abstraction faite des entreprises commerciales, qui ont pour base l'antagonisme entre l'ouvrier, producteur immédiat, et le propriétaire des moyens de production ; il acquiert une importance d'autant plus grande que cet antagonisme est plus profond et il atteint son maximum dans l'esclavage (1). Cette surveillance a une seconde raison dans la production capitaliste, résultant de ce fait que le procès de production est en même temps le procès de consommation de la force de travail par le capitaliste. Elle rappelle ainsi l'organisation des états despotiques où la surveillance et l'intervention du gouvernement s'exercent sur tous les points, tant pour administrer les affaires publiques, comme dans tout gouvernement, que pour exercer les fonctions spéciales résultant de l'antagonisme entre le peuple et celui qui le gouverne.

Les auteurs anciens, qui avaient l'esclavage sous les yeux et qui exposent en théorie ce que la pratique leur faisait voir, décrivent les deux aspects du travail de surveillance absolument de la même manière que les économistes, pour qui la production capitaliste est la forme absolue de la production. De même que les apologistes de l'esclavage moderne invoquent le travail de surveillance pour justifier l'esclavage, de même les économistes le citent comme justification du travail salarié.

Considérons le *villicus* du temps de Caton : « A la tête

(1) « Lorsque la nature du travail demande la dispersion des travailleurs (c'est-à-dire des esclaves) sur une grande superficie, le nombre des surveillants et, par conséquent, le coût du travail de surveillance augmentent dans la même mesure. » (Cairnes, *op. cit.*, p. 44.)



des esclaves (*familia rustica*) était l'intendant (*villicus* de *villa*), qui recevait et dépensait, achetait et vendait, allait chercher les instructions du maître, et, en son absence, donnait des ordres et punissait... L'intendant est naturellement plus libre que les autres valets ; les livres de Magon lui conseillent le mariage, l'éducation des enfants et une caisse particulière, et Caton l'engage à épouser l'intendante ; il avait seul quelque chance, s'il se conduisait bien, d'obtenir de son maître, la liberté. Sous d'autres rapports, ils formaient tous ensemble une famille... Tout esclave et l'intendant lui-même étaient pourvus des choses nécessaires à la vie à certaines époques, suivant des mesures fixes, et ils devaient ainsi se suffire à eux-mêmes... La quantité était réglée selon le travail ; l'intendant ayant moins à faire était moins nourri. » (Mommsen, *Histoire Romaine*, traduction Guérle, III, p. 309).

Aristote : 'Ο γὰρ δεσπότης οὐκ ἐν τῷ κτᾶσθαι τοὺς δούλους, ἀλλ' ἐν τῷ χρῆσθαι δούλους. (Car le maître — capitaliste — se manifeste comme tel non en achetant des esclaves — en possédant du capital qui lui donne le pouvoir d'acheter du travail — mais en employant des esclaves — en occupant des ouvriers, des salariés, dans le procès de production.) Ἔστι δὲ αὐτῇ ἡ ἐπιστήμη οὐδὲν μέγα ἔχουσα οὐδὲ σεμνόν (il n'y a cependant dans cette science rien de grand ni d'élevé) ἀ γὰρ τὸν δούλον ἐπίστασθαι δεῖ ποιεῖν, ἐκείνον δὲ ταῦτα ἐπίστασθαι ἐπιπάττειν. (Car ce que l'esclave doit savoir faire, l'autre doit savoir le commander.) Διὸ ὅσοις ἐξουσία μὴ αὐτοὺς κακοπαθεῖν, ἐπίτροπος λαμβάνει ταυτὴν τὴν τιμὴν, αὐτοὶ δὲ πολιτεύονται ἢ φιλοσοφοῦσιν. (Lorsque les maîtres ne désirent pas s'en occuper eux-mêmes, le surveillant se charge de cet honneur, et eux s'occupent des affaires de l'Etat ou philosophent). Arist., *Républ.*, éd. Bekker, liv. I, 7.

Aristote dit donc crûment que la domination tant économique que politique impose à ceux qui en sont investis la fonction de dominer, notamment, dans le domaine économique, de savoir consommer la force de travail, et il ajoute qu'il ne convient pas d'attacher grande importance à ce



travail de surveillance, puisque le maître, dès qu'il est assez riche, en confie « l'honneur » à un surveillant.

Le travail de direction et de surveillance, ayant pour seule base l'opposition entre celui qui fournit la force de travail et celui qui possède les moyens de production, basé par conséquent, non sur la fonction de direction du travail combiné, mais sur l'asservissement des producteurs immédiats, esclaves ou salariés, a été invoqué assez souvent pour justifier cet asservissement et pour faire de la plus-value un salaire dû au propriétaire du capital. Dans cette manière d'exposer les choses, la palme revient incontestablement à un monsieur O'Connor, avocat, défenseur de l'esclavage, qui s'exprima comme suit à New-York le 19 décembre 1839, dans un meeting demandant la « Justice pour le Sud » : « *Now, gentlemen*, dit-il aux applaudissements de l'assemblée, la Nature elle-même a destiné le nègre à l'esclavage. Le noir est fort et bien membré ; mais en lui donnant cette force la Nature l'a privé de toute volonté, tant pour gouverner que pour travailler. (Applaudissements.) Et cette même Nature qui lui a refusé la volonté de travailler, lui a donné un maître pour le contraindre et en faire sous le climat où il est né un serviteur utile autant pour lui-même que pour celui qui le commande. Je considère qu'il n'y a aucune injustice à laisser le nègre dans la situation que la Nature lui a assignée. Celle-ci lui a donné un maître, qui le dirige ; est-ce donc le priver d'un droit que de l'obliger à travailler pour ce maître, que de le forcer à fournir une juste indemnité à celui qui dépense son activité et son talent à en faire un être utile à la société et à lui-même ? »

Il va sans dire que pour les économistes l'ouvrier salarié, de même que l'esclave, doit avoir un maître pour le faire travailler et le diriger. Et nécessairement, ce rapport de maître à serviteur étant admis, il est dans l'ordre que l'ouvrier salarié soit contraint à produire, non seulement son salaire, mais le salaire de celui qui est son maître et son surveillant, « la juste indemnité de celui qui



dépense son activité et son talent à en faire un être utile à la société et à lui-même ».

Dans le système capitaliste le travail de direction et de surveillance présente les deux aspects que nous avons signalés plus haut : non seulement il est la conséquence de l'antagonisme de classes, conséquence de l'asservissement du travail au capital, mais il est directement et indissolublement lié aux fonctions productives, qui doivent être assignées à quelques individus dans toute production sociale basée sur le travail combiné d'un grand nombre. Le salaire de l'*epitropos*, du « régisseur » comme disait la France féodale, est entièrement distinct du profit et est réellement le salaire d'un travail qualifié, dès que l'entreprise est assez importante pour payer un directeur, bien que nos industriels soient bien éloignés de « conduire les affaires de l'Etat ou de philosopher. » Et c'est ce directeur et non plus le capitaliste industriel qui devient alors, comme le dit M. Ure (1), « l'âme de l'industrie », abstraction faite de la partie commerciale, dont nous nous sommes occupés dans le chapitre précédent.

C'est la production capitaliste elle-même qui est cause que le travail de surveillance, considéré en dehors de l'idée de propriété du capital, est invoqué à chaque instant et qui a dégagé entièrement le capitaliste de ce travail. Il est absolument inutile qu'un chef de musique soit propriétaire des instruments de son orchestre, tout comme il peut parfaitement diriger ses musiciens en restant étranger à la question de leur « salaire ». Les fabriques coopératives démontrent qu'en tant que fonctionnaire de la production, le capitaliste est devenu tout aussi superflu que l'est suivant lui-même le propriétaire foncier. Son travail est complètement indépendant du capital du moment qu'il ne résulte pas du caractère capitaliste de la production, qu'il ne répond pas à la fonction qui a pour seul but l'ex-

(1) A. Ure, *Philosophie des Manufactures*, édit. franç., I, p. 68, où ce Pindare des fabricants leur déclare en même temps que la plupart, d'entre eux n'ont pas la moindre idée des mécanismes qu'ils emploient.



ploitation du travail des autres et qu'il a pour point de départ le travail social, dans lequel la coopération de plusieurs est nécessaire pour atteindre un résultat déterminé. Dire que ce travail répond à une fonction nécessaire du capital, c'est dire que le vulgaire ne parvient pas à se représenter les formes qui se sont développées au sein de la production capitaliste lorsqu'elles sont affranchies de certains caractères capitalistes qui leur sont opposées. Le capitaliste industriel est, il est vrai, un travailleur aux yeux du capitaliste d'argent, mais un travailleur en tant que capitaliste, en tant qu'exploiteur du travail des autres. Le salaire qu'il demande et reçoit est exactement égal à la quantité de travail d'autrui qu'il s'est approprié et est directement en rapport, pour autant qu'il assume lui-même la peine de faire travailler les autres, avec le degré d'exploitation de ce travail et non avec l'effort que lui coûte cette exploitation, effort dont il peut, au prix d'une rémunération relativement modeste, se décharger sur un directeur. Après chaque crise on voit en Angleterre nombre d'exploitants devenir directeurs des fabriques dont ils étaient précédemment propriétaires et qu'ils dirigent ensuite, moyennant un traitement peu élevé, pour le compte de leurs créanciers (1).

La rémunération des directeurs des entreprises commerciales comme des entreprises industrielles est toujours distinguée du profit d'entreprise, tant dans les fabriques coopératives appartenant à des ouvriers que dans les sociétés par actions créées par les capitalistes. Dans les fabriques coopératives le travail de surveillance est dépouillé de tout caractère d'antagonisme, le directeur étant payé par les ouvriers et n'étant pas le représentant du capital contre les ouvriers. Quant aux sociétés par actions, dont le nombre va grandissant à mesure que le crédit se déve-

(1) Je connais un cas où un fabricant ayant fait faillite après la crise de 1868 devint directeur salarié pour compte de ses anciens ouvriers, qui s'étaient constitués en société coopérative et avaient repris la fabrique après la faillite. — F. E.



loppe, elles ont en général la tendance de séparer de plus en plus la fonction de direction de la possession du capital, que celui-ci soit emprunté ou non ; elles suivent en cela la loi d'évolution de la société bourgeoise, qui a séparé les fonctions judiciaires et administratives de la propriété foncière, dont elles étaient l'apanage aux temps féodaux. Alors que le capitaliste producteur s'oppose au propriétaire de capital et au capitaliste d'argent et que, concentré dans les banques, le capital-argent revêt lui-même un caractère social ; alors que le simple directeur, qui ne possède le capital à aucun titre, exerce toutes les fonctions qui incombent au capitaliste producteur, le procès de production ne met plus en évidence qu'une seule personne, le fonctionnaire, le directeur, et laisse dans l'ombre le capitaliste qui est devenu un personnage superflu.

Les comptes (1) publiés par les fabriques coopératives anglaises accusent, après déduction de la rémunération du directeur qui fait partie du capital variable au même titre que les salaires, un profit plus élevé que le profit moyen, bien que ces sociétés paient pour leurs capitaux un intérêt bien plus élevé que les capitalistes. Il en est ainsi parce que ces associations sont obligées de faire des économies de capital constant. Ce qui nous intéresse dans leurs comptes, c'est que le profit moyen (l'intérêt + le profit d'entreprise) y apparaît complètement séparé du salaire de surveillance. Il est évident que si le profit de ces sociétés est supérieur au profit moyen, le profit d'entreprise y est également plus élevé que chez leurs concurrents.

Le fait que nous signalons pour les fabriques coopératives se constate également pour quelques entreprises capitalistes, par ex. les banques par actions (les *joint stock banks*). La *London and Westminster Bank* distribua en 1863 un dividende de 30 % et la *Union Bank of London* ainsi que d'autres donnèrent 15 %, les traitements des directeurs et

(1) Les comptes dont il est question sont antérieurs à cet écrit, qui date de 1865. — F. E.



les intérêts payés aux déposants ayant été défalqués du profit brut. Ces dividendes élevés s'expliquent par ce fait que le capital versé est relativement petit par rapport aux dépôts ; c'est ainsi qu'en 1863, à la *London and Westmins-ter Bank*, le capital versé était de 1.000.000 £ alors que les dépôts s'élevaient à 14.540.275 £ et qu'à la *Union Bank of London* le capital et les dépôts étaient respectivement de 600.000 et de 12.384.173 £.

La confusion du profit d'entreprise avec le salaire de surveillance ou d'administration résulta d'abord de l'opposition entre l'intérêt et ce qui reste du profit lorsqu'on en a retranché l'intérêt. Elle se développa ensuite grâce à la définition fausse que l'on donna du profit, en le représentant non comme de la plus-value, c'est-à-dire du travail non payé, mais comme un salaire revenant au capitaliste pour un travail fait par lui. Les socialistes invoquèrent cette conception pour soutenir que le profit devait être réduit en fait à ce qu'il est d'après la théorie, c'est-à-dire un simple salaire de surveillance. Cette revendication fut d'autant plus désagréable aux théoriciens, que le salaire de surveillance, grâce au développement d'une classe de plus en plus nombreuse de directeurs (1) industriels et commerciaux, avait fini comme tous les salaires par avoir un prix du marché, allant en fléchissant sous l'action de la loi générale d'évolution, qui fait baisser les frais de production de la force de travail dans toutes les branches exigeant un apprentissage spécial (2). Le développement de la coopé-

(1) « Les maîtres sont des travailleurs au même titre que leurs ouvriers, et à ce point de vue ils ont les mêmes intérêts. Mais les maîtres sont en même temps des capitalistes ou des agents de capitalistes et à cet égard leurs intérêts sont nettement opposés à ceux de leurs ouvriers » (p. 27). « Le développement de l'instruction parmi les mécaniciens de ce pays fait que le travail et les connaissances de la plupart des maîtres perd journellement en valeur en présence de l'accroissement du nombre des personnes qui possèdent leurs connaissances spéciales. » Hodgskin, *Labour defended against the Claim of Capital*, etc., p. 30, London 1825.

(2) « L'abaissement général des barrières conventionnelles, la facilité chaque jour plus grande avec laquelle on peut acquérir l'instruction tendent à produire, entre tant de bons effets, un effet fâcheux, l'abaissement



ration, du côté des ouvriers, et des sociétés par actions, du côté des bourgeois, fit s'évanouir le dernier prétexte qui était invoqué pour confondre le profit d'entreprise avec le salaire d'administration, et montra qu'en pratique le profit est ce qu'il est indéniablement en théorie, c'est-à-dire de la plus-value, du surtravail, une valeur dont l'équivalent n'a pas été payé. Il fut alors bien établi que le capitaliste producteur exploite le travail et que le produit de cette exploitation se divise, lorsque le capital est emprunté, en intérêt et profit d'entreprise, ce dernier représentant l'excédent du profit sur l'intérêt.

Les sociétés par actions qui se développent à la faveur de la production capitaliste donnent lieu à une autre exploitation sollicitée par le salaire d'administration : à côté et au-dessus des directeurs effectifs viennent se placer des conseils d'administration et de surveillance, qui servent uniquement à enrichir ceux qui en font partie et à spolier les actionnaires. *The City or the Physiology of London Business; with Sketches on Change, and the Coffee Houses* (London, 1845) donne des détails édifiants à cet égard : « L'exemple suivant donne une idée de ce que peuvent gagner ces banquiers et ces commerçants qui participent à la direction de huit ou neuf sociétés différentes. Le compte privé de M. Timothy Abraham Curtis, établi par les curateurs de sa faillite, signale sous la rubrique « Directions » un revenu annuel de huit à neuf cents livres; ce qui s'explique par ce fait que M. Curtis ayant été directeur de la Banque d'Angleterre et de la Compagnie des Indes Orientales, toutes les sociétés par actions s'estimaient heureuses de l'avoir comme directeur » (p. 82). Les jetons de présence des directeurs de ces compagnies sont d'au moins une guinée et les débats devant les tribunaux de commerce montrent que leur salaire de surveillance est généralement en raison inverse de la surveillance qu'ils exercent en réalité.

du prix du travail intelligent. » (J. St. Mill, *Principes d'Economie politique*, édit. Guillaumin, 1873, I., p. 453.)



CHAPITRE XXIV

L'EXTÉRIORISATION DU RAPPORT CAPITALISTE PAR LE CAPITAL PRODUCTIF D'INTÉRÊTS

C'est dans le capital productif d'intérêts que le rapport capitaliste s'extériorise le plus complètement et prend le plus la forme d'un fétiche. La formule est $A - A'$, l'argent engendrant de l'argent, sans qu'aucune opération intermédiaire ne soit apparente. La formule $A - M - A'$ du capital commercial a au moins la forme générale de l'expression du mouvement capitaliste, bien que les phénomènes qu'elle exprime restent confinés dans le procès de circulation ; si elle représente le profit comme résultant de l'aliénation, elle le montre aussi comme produit d'un *rapport* social et non pas comme produit d'un simple *objet*. Le capital commercial comprend toujours dans son fonctionnement deux phases opposées, deux opérations en sens inverse, la vente et l'achat de marchandises. Il n'en est plus de même dans la formule $A - A'$ du capital productif d'intérêts. Lorsqu'un capitaliste prête 1000 £ à 5 $\frac{0}{10}$, la valeur de ce capital devient à la fin de l'année $1000 + 1000 \times \frac{5}{100} =$ 1050 £, ou sous une forme générale $C + Ci'$, C étant le capital et i' le taux de l'intérêt. La nouvelle valeur 1050 du capital n'est pas une simple grandeur, c'est un *rapport* de grandeurs ; elle exprime qu'une valeur déterminée s'est augmentée d'elle-même, a produit de la plus-value. Cette propriété du capital de s'augmenter de lui-même peut être mise à profit par tous les capitalistes producteurs, qu'ils



opèrent avec un capital leur appartenant ou avec un capital emprunté.

L'expression $A - A'$ part de la forme originale du capital et elle ramène la formule $A - M - A'$ à ses deux termes extrêmes A et A' , ce dernier étant égal à $A + \Delta A$, l'argent transformé en plus d'argent ; la formule générale du capital est ainsi condensée en une expression dénuée de sens. Alors que la formule générale comprend les procès de production et de circulation donnant une plus-value déterminée dans un temps donné, la formule du capital productif d'intérêts nous montre la plus-value surgissant spontanément, sans l'intermédiaire de la production et de la circulation ; le capital s'augmentant ainsi de lui-même, devient une source mystérieuse dont découle l'intérêt. L'*objet*, qu'il soit argent, marchandise ou valeur, est capital par lui-même, le capital n'est plus qu'un objet, et le résultat de tout le procès de reproduction est une qualité inhérente à l'objet ; dès lors il dépend uniquement du caprice de celui qui possède l'argent que celui-ci soit simplement dépensé ou loué comme capital.

Le capital productif d'intérêts est donc le capital fétiche, engendrant automatiquement de la valeur, substituant plus d'argent à de l'argent, sans qu'aucune trace ne révèle le secret de l'opération, faisant du rapport social le rapport d'un objet (l'argent) à lui-même. La transformation effective de l'argent en capital cesse d'être visible. L'argent devient une valeur d'usage ayant comme la force de travail la propriété de faire naître de la valeur, de rendre plus qu'il ne contient, et c'est parce qu'il a cette vertu qu'il peut être prêté, ce qui est la forme de la vente pour cette marchandise d'une nature spéciale. Il produit de l'intérêt comme un poirier produit des poires ; comme tel il est mis en vente et la projection au dehors de sa propriété caractéristique est si pénétrante que le capital réellement productif, appliqué dans l'industrie ou le commerce, semble produire de l'intérêt, non parce qu'il est capital fonctionnant, mais parce qu'il est capital en soi, parce qu'il est



capital-argent. L'intérêt, bien qu'il ne soit qu'une fraction du profit, de la plus-value que le capitaliste prélève sur l'ouvrier, apparaît ainsi comme le produit immédiat du capital, et le profit devenu profit d'entreprise ne semble plus être qu'un accessoire, un ingrédient introduit dans le procès de reproduction. La transformation du capital en fétiche est alors complète. Il est exprimé par la formule $A - A'$ qui en donne une expression inintelligible, qui dénature complètement le phénomène de production et qui montre le capital productif d'intérêts comme étant la forme la plus simple du capital, puisqu'il porte en lui-même les éléments du procès de reproduction, devenu inutile pour la mise en valeur de l'argent, c'est-à-dire de la marchandise. C'est la mystification capitaliste dans sa forme la plus brutale, sur laquelle les économistes vulgaires se sont jetés comme sur une proie, étant donné qu'elle fait perdre la trace de l'origine du profit et qu'elle rend celui-ci indépendant du procès de production, dont il est cependant le résultat.

Ce n'est qu'en devenant capital-argent que le capital devient une marchandise, dont le prix (l'intérêt) résulte de la propriété qu'elle possède d'augmenter d'elle-même sa valeur. Il devient une marchandise parce qu'il se présente continuellement à l'état d'argent, une forme indécise dans laquelle aucun des éléments qui le constituent réellement n'apparaît. L'argent est en effet la forme dans laquelle sont effacées toutes les différences entre les marchandises considérées comme valeurs d'usage, par conséquent les différences entre les divers capitaux industriels qui se composent de ces marchandises et ont pour but leur production; il est la forme sous laquelle la valeur — dans ce cas, le capital — existe comme valeur d'échange autonome. Alors que dans le procès de reproduction l'argent n'apparaît que transitoirement, il est la forme permanente du capital sur le marché financier. Le capital-argent devient également une marchandise, parce que la plus-value qu'il engendre naît



en argent et comme une vertu qui lui est inhérente, de même qu'il est du propre des arbres de croître.

Le capital productif d'intérêts ramène au minimum le mouvement du capital : un capital de 1000 est considéré comme valant 1100, parce qu'en une certaine période il doit se transformer en 1100, absolument comme la valeur d'usage du vin devient plus grande à mesure qu'il a de la cave. Le capital productif d'intérêts est un objet et comme objet il est un capital. Il est prolifique ; à peine est-il donné en prêt ou engagé dans la production (il produit alors de l'intérêt et du profit d'entreprise), qu'il engendre de l'intérêt, soit qu'il dorme, soit qu'il veille, qu'il soit à la maison ou en voyage, que ce soit la nuit ou le jour ; il est l'idéal du capitaliste thésauriseur.

C'est l'incorporation de l'intérêt au capital-argent qui préoccupe avant tout Luther dans ses philippiques naïves contre l'usure. Il admet qu'un intérêt puisse être exigé lorsque le remboursement de la somme prêtée n'ayant pas lieu dans le délai prescrit, le prêteur en souffre parce que lui-même avait besoin de l'argent pour effectuer un paiement ou faire une acquisition, acheter un jardin, par exemple, qui lui échappe à cause du retard ; mais il ajoute ensuite : « Alors que je te les (100 florins) ai prêtés, tu me causes un double dommage, puisque je suis dans l'impossibilité de payer ici, d'acheter là, ce que l'on appelle *duplex interesse, damni emergentis et lucri cessantis*... Maintenant que tu as appris que Jean a subi un dommage à cause des cent florins qu'il a prêtés et qu'il en exige une réparation équitable, tu t'empares lourdement de la chose et tu portes en compte sur chaque centaine de florins un double dommage du même genre, savoir, les frais de paiement et l'impossibilité dans laquelle tu as été d'acheter un jardin, comme si *deux dommages de ce genre poussaient naturellement* sur chaque centaine de florins, de telle sorte que chaque fois que tu as cent florins tu les places, en portant en compte deux dommages que tu n'as cependant pas subis... C'est pour cela que tu es un usurier, car tu fais payer par



l'argent de ton prochain un dommage que tu inventes, que personne ne t'a causé et que tu ne peux ni démontrer, ni évaluer. Pareil dommage, les juristes l'appellent un *non verum sed phantasticum interessé*. C'est un dommage que chacun peut s'attribuer en rêve... et dont on ne peut pas dire qu'il ait pour cause que l'on n'ait pas pu payer, ni acheter. Autrement dit ce serait faire *ex contingente necessarium*, faire de ce qui n'est rien ce qui devrait être, faire de ce qui est incertain une chose absolument certaine. Une usure pareille ne dévorerait-elle pas le monde en quelques années !... Par accident il peut arriver malheur au prêteur, ce qui le met dans la nécessité de se rattraper ; mais dans le commerce c'est l'inverse ou plutôt la contre-partie : on y cherche et on y invente des dommages qu'on met à charge d'un prochain moins puissant, afin de devenir plus important et plus riche, paresseux et désœuvré, et de pouvoir sans souci et sans risque parader et mener la vie avec le produit du travail des autres. Qui n'accepterait de rester les pieds sur les chenets pendant que ses cent florins produisent pour lui, sans qu'il ait ni souci, ni risque, l'argent restant dans sa bourse puisqu'il est prêté ? » (M. Luther, *An die Pfarrerhenn wider den Wucher zu predigen*, etc., Wittenberg, 1540.)

L'idée que le capital est une valeur qui se reproduit d'elle-même et qui s'augmente dans la production en vertu d'une qualité innée et éternelle — la qualité cachée des Scolastiques — a donné lieu aux élucubrations fantaisistes du Dr Price, qui dépassent de loin celles des alchimistes et auxquelles Pitt croyait si sérieusement qu'il les prit pour base de sa science financière lorsqu'il fit ses lois sur le *sinking fund*. « L'argent placé à intérêts composés, dit Price, s'accroît d'abord lentement ; mais comme cet accroissement s'accélère continuellement, il devient tellement rapide au bout d'un certain temps qu'il dépasse toute imagination. Un penny prêté à 5 % d'intérêts composés à la naissance de notre Rédempteur serait devenu actuellement une somme telle qu'il faudrait pour la représenter cent cin-



quante millions de globes terrestres en or pur ; prêté à intérêt simple il serait devenu simplement 7 sh. 4 $\frac{1}{2}$ d. Jusqu'à présent notre gouvernement a préféré cette seconde voie à la première pour améliorer la situation de ses finances » (1).

Ses *Observations on reversionary payments, etc.* (London 1782) sont plus fantaisistes encore : « Un shilling avancé le jour de la naissance de notre Rédempteur » (sans doute dans le temple de Jérusalem) « à 6 % d'intérêts composés serait devenu une somme plus grande que celle que pourrait contenir tout notre système solaire transformé en une sphère d'un diamètre égal à celui de l'anneau de Saturne. » — « Aussi un Etat ne devrait-il jamais être embarrassé : les plus petites épargnes lui permettront de payer la plus grosse dette quelque court que soit le temps qu'il est de son intérêt

(1) Richard Price : *An Appeal to the Public on the Subject of the National Debt*, 2^e éd., London, 1772, livre dans lequel il écrit avec une naïveté touchante : « Il faut emprunter de l'argent à intérêt simple pour l'augmenter en le prêtant à intérêts composés. » (R. Hamilton, *An Inquiry into the Rise and Progress of the National Debt of Great Britain*, 2^e éd., Edinburgh, 1814), méthode d'après laquelle emprunter serait pour les particuliers le moyen le plus sûr de s'enrichir. Cependant lorsque j'emprunte, par exemple, 400 £ à 5 %, je dois payer 5 £ à la fin de l'année; j'aurai beau renouveler cette opération pendant cent millions d'années, je n'emprunterai chaque année que 400 £, pour lesquelles j'aurai à payer chaque fois 5 £. Je ne vois pas comment dans ces conditions je parviendrais à prêter 405 £, étant donné que je n'emprunte que 400. Et puis où prendrai-je les 5 £ pour payer l'intérêt ? En faisant un nouvel emprunt ou, si je suis l'Etat, en ayant recours à l'impôt ? Lorsqu'un industriel emprunte de l'argent et qu'il réalise un profit de 15 %, il doit payer 5 % pour l'intérêt et dépenser 5 % pour vivre (bien que son appétit augmente en même temps que son revenu) ; il lui reste 5 % qu'il pourra capitaliser. Il lui faut donc 15 % de profit pour pouvoir payer constamment 5 % d'intérêt ; or pour peu que le genre de production qu'il fait continue, le taux du profit ira en baissant, ainsi que nous l'avons établi plus haut, et tombera probablement de 15 à 10 %. Price perd absolument de vue qu'il faut un profit de 15 % pour pouvoir servir un intérêt de 5 %, et il raisonne comme si le profit de 15 % se maintenait pendant que le capital s'accumule. Il ne se préoccupe pas de cette accumulation et il pense qu'il suffit de prêter de l'argent pour le voir revenir ensuite avec les intérêts des intérêts. Quant à rechercher comment cela est possible, il juge inutile de s'en préoccuper puisqu'il s'agit d'une qualité innée du capital productif d'intérêts.



de consacrer à l'extinction de ce qu'il doit » (p. 136). Quelle belle introduction théorique pour la dette publique anglaise !

Price fut simplement ébloui par la grandeur des nombres auxquels conduisent les progressions géométriques. Comme Malthus dans son théorème de la population, il considéra, sans tenir compte des conditions de la reproduction et du travail, le capital comme un automate grossissant de lui-même, et il put se figurer avoir exprimé ce développement par la formule $S = C(1+i)^n$, dans laquelle S représente la somme du capital et des intérêts accumulés, C le capital prêté, i le taux de l'intérêt et n la durée en années du prêt.

Pitt prit au sérieux la mystification du docteur Price. La Chambre des Communes avait voté en 1786 un impôt d'un million de £ pour des dépenses d'utilité publique. D'après Price il n'y avait rien de mieux à faire que de lever un impôt pour « accumuler » la somme perçue et de faire appel au mystère de l'intérêt composé pour faire disparaître par enchantement la dette publique. « Le vote de la Chambre des Communes ne tarda pas à être suivi d'une loi de Pitt ordonnant l'accumulation de 250.000 £ jusqu'au moment où cette somme avec les rentes viagères arrivant à échéance s'élevât à 4.000.000 £ » (*Act 26, Georg. III. Chap. 22*). Dans son discours de 1792, dans lequel il proposa d'augmenter la somme affectée au fonds d'amortissement, Pitt cita parmi les causes de la prépondérance commerciale de l'Angleterre, les machines, le crédit, « mais surtout l'accumulation, la cause la plus puissante et la plus durable. Ce principe, ajoutait-il, est maintenant complètement développé et clairement expliqué dans l'œuvre de Smith, ce génie.... Cette accumulation du capital s'effectue lorsqu'on prélève une partie du revenu annuel pour l'appliquer à des achats de rentes et qu'on utilise annuellement de la même manière les intérêts de ces rentes. » Grâce au Dr Price, Pitt fit de la théorie de l'accumulation de Smith la théorie de l'enrichissement des peuples par l'accumula-



tion des dettes, c'est-à-dire la théorie de l'endettement indéfini afin d'amortir un emprunt par un autre emprunt.

Déjà dans Josias Child, le père des banquiers modernes, nous trouvons que « 100 £ placées à 10 $\frac{0}{0}$, intérêt composé, se transforment en 102.400 £ en 70 ans. » (*Traité sur le commerce*, etc., par J. Child, traduit, etc., Amsterdam et Berlin, 1754, p. 115. Ecrit en 1669.) De son côté, l'*Economist*, dans le passage suivant de son numéro du 19 juillet 1859, nous montre comment la conception du Dr Price s'est infiltrée pour ainsi dire naturellement dans l'économie politique moderne : « Le capital économisé augmenté de ses intérêts composés représente une somme tellement forte que toute la richesse du monde dont dérive le revenu serait insuffisante pour payer l'intérêt de cette somme. La rente n'est plus que le paiement de l'intérêt du capital qui a été engagé antérieurement dans la terre. » Par conséquent toute la richesse qui pourra encore être produite appartient de droit au capital comme intérêts qui lui sont dus, et tout ce qu'il a reçu jusqu'à présent n'est qu'un acompte sur ce qui lui est dû. A ce Moloch appartient tout le surtravail que l'humanité pourra encore produire.

Pour finir, reproduisons quelques phrases du galimatias du « romantique » Muller : « Pour que l'intérêt composé puisse s'amplifier dans les proportions énormes définies par le Dr Price et que les forces humaines s'activant d'elles-mêmes puissent atteindre les effets considérables qu'il a signalés, il faut que durant plusieurs siècles l'ordre règne d'une manière uniforme et ininterrompue. Dès que le capital se partage en tranches poursuivant individuellement leur développement, l'accumulation générale des forces entre de nouveau en scène. La nature a assigné une durée de 20 à 25 ans en moyenne à la période pendant laquelle la force de l'ouvrier (!) progresse. A la fin de cette période l'ouvrier abandonne la carrière et transfère le capital gagné par l'intérêt composé du travail à un autre ouvrier, ou plus généralement à plusieurs ouvriers ou enfants, qui ne pourront profiter de l'intérêt composé du capital qui leur est transmis



que lorsqu'ils auront appris à se servir de celui-ci. D'un autre côté, une partie considérable du capital produit par la société bourgeoise s'accumule lentement durant de longues années, même dans les pays les plus agités, et ce capital, qui n'est pas appliqué directement à l'extension du travail, est transféré sous le nom de prêt, dès qu'il a atteint une certaine importance, à un ouvrier, à une banque, à l'Etat. Lorsque celui qui le reçoit le met réellement en œuvre, il en retire un intérêt composé qui lui permet de payer sans difficulté un intérêt simple à celui qui le lui a prêté. Enfin intervient la loi du désir, de la dépense, de la prodigalité pour réagir contre la progression énorme suivant laquelle s'amplifieraient la force et les produits des hommes si la loi de la production et de l'économie régnait en maîtresse. » (A. Müller, *op. cit.*, II, pp. 147-149.)

Il serait impossible d'accumuler plus d'absurdités en autant de lignes. Une confusion grotesque est établie entre l'ouvrier et le capitaliste, entre la valeur de la force de travail et l'intérêt du capital, et par-dessus le marché la baisse de l'intérêt composé est expliquée par ce fait que le capital est prêté pour rapporter de l'intérêt composé. La méthode de Müller caractérise bien le romantisme dans tous les domaines; elle consiste à recueillir tous les préjugés vulgaires, n'enregistrer que la partie la plus superficielle des choses, donner à cet ensemble faux et trivial une forme mystérieuse et le couvrir de phrases « élevées » et poétiques.

Le procès d'accumulation du capital peut être considéré comme une accumulation d'intérêts composés, étant donné que l'on peut désigner sous le nom d'intérêt la partie du profit (de la plus-value) qui est reconvertie en capital et qui sert à une nouvelle extorsion de plus-value. Cependant cette conception donne lieu aux observations suivantes :

1° Même quand on fait abstraction des troubles accidentels, on constate que pendant le procès de reproduction une grande partie du capital engagé est plus ou moins dépréciée, parce que la valeur des marchandises est déter-



minée, non par le temps de travail que leur production a coûté à l'origine, mais par le temps de travail que coûte leur reproduction, temps qui va en diminuant à mesure que grandit la productivité du travail social. C'est pour cette raison que lorsque la productivité sociale atteint un stade élevé de développement, le capital apparaît, non comme le résultat d'un long procès d'accumulation, mais comme le résultat d'un temps relativement court de reproduction (1).

2° Ainsi que nous l'avons démontré dans la troisième partie de ce volume, le taux du profit diminue à mesure qu'augmentent l'accumulation du capital et la productivité du travail social, c'est-à-dire que diminue le capital variable par rapport au capital constant. Pour que le taux du profit reste invariable lorsque le capital constant mis en œuvre par un ouvrier se décuple, la durée du surtravail doit aussi devenir dix fois plus grande, si bien que les vingt-quatre heures de la journée finiraient par être insuffisantes. L'hypothèse d'un taux de profit échappant à la baisse sert cependant de base à la progression de Price et en général à toutes les théories de l'« *engrossing capital, with compound interest* » (2).

La plus-value dépendant du surtravail, l'accumulation du capital est limitée qualitativement par la *journée totale de travail*, c'est-à-dire la somme des journées exploitables simultanément pour un développement donné des forces productives et de la population. Il n'en est pas de même si l'on confond la plus-value avec l'intérêt (une forme dénuée

(1) Voir Mill et Carey ainsi que le commentaire de Roscher, qui ne les a pas compris.

(2) « Il est certain qu'aucun travail, aucune puissance productive, aucun esprit d'invention, aucun art ne peuvent engendrer assez de richesses pour satisfaire l'appétit de l'intérêt composé. Mais toutes les épargnes sont faites sur les revenus des capitalistes, de sorte que si les exigences de l'intérêt composé se renouvellent continuellement, la productivité du travail déclare sans cesse qu'elle ne peut y satisfaire. Et c'est ainsi qu'une espèce d'équilibre existe toujours » (Hodgskin, *Labour defended against the Claims of Capital*, p. 23.)



de sens); alors la limite est simplement quantitative et absolument fantaisiste.

Le capital productif d'intérêts représente la plus haute expression du capital fétiche, de la conception qui attribue à l'accumulation en argent des produits du travail la vertu mystérieuse et innée d'engendrer de la plus-value, automatiquement et en progression géométrique, au point que d'avance lui appartiennent de droit, comme dit l'*Economist*, toutes les richesses que l'humanité pourra produire. Les produits du travail passé, le travail passé lui-même sont autorisés à réclamer leur part du surtravail actuel ou futur. Heureusement que nous savons que la conservation et la reproduction de la valeur des produits du travail passé *ne sont possibles* que si ces produits sont mis en contact avec du travail vivant, et que la domination des produits du travail passé sur le surtravail vivant n'aura que la durée de l'organisation capitaliste.



CHAPITRE XXV

LE CRÉDIT ET LE CAPITAL FICTIF

Le plan de notre étude n'embrasse pas l'analyse détaillée du crédit et des instruments au moyen desquels il fonctionne; nous n'entendons nous occuper que des points qui sont absolument nécessaires pour caractériser la production capitaliste en général. A ce point de vue le crédit commercial et le crédit en banque sont seuls intéressants pour nous et encore n'avons-nous pas à les envisager en ce qui concerne le rapport de leur développement avec celui du crédit public.

J'ai exposé dans le premier volume (chap. III, 3, b) comment la circulation simple des marchandises appelle l'argent fonctionnant comme moyen de paiement et fait naître un rapport de créancier à débiteur entre le producteur et le commerçant. Cette base naturelle du crédit s'élargit, se généralise et se perfectionne à mesure que se développent le commerce et la production capitaliste, qui ainsi qu'on le sait ne travaille qu'en vue de la circulation. L'argent finit par fonctionner uniquement comme moyen de paiement, la marchandise n'étant plus vendue contre espèces sonnantes, mais sur un engagement écrit de la payer à un jour déterminé. Pour ne pas compliquer notre exposé nous appliquerons le nom général de traites ou d'effets à tous les engagements quels qu'ils soient qui interviennent entre les acheteurs et les vendeurs. Jusqu'au jour de l'échéance ces traites circulent comme moyens de paiement, et elles sont en réalité la monnaie du commerce. Elles fonctionnent



intégralement comme monnaie lorsqu'elles soldent définitivement les comptes entre un débiteur et un créancier, puisque dans ce cas la monnaie métallique ne doit intervenir d'aucune façon. De même que les avances réciproques des producteurs et des commerçants sont la base du crédit, de même la traite est en réalité la base de la monnaie de crédit, des billets de banque, etc. ; car ceux-ci reposent, non sur la circulation monétaire (espèces ou papier), mais sur la circulation des lettres de change.

W. Leatham (banquier en Yorkshire), *Letters on the Currency* 2^e éd., Londres 1840 : « Je trouve que pendant l'année 1838 les traites ont représenté un total de 528.493.842 £ (il évalue les lettres de change étrangères à environ $\frac{1}{5}$ de cette somme) et que le montant des traites simultanément en circulation a été de 132.123.460 £. » (p. 36.) « Les lettres de change constituent une partie de la circulation qui dépasse toutes les autres réunies. » (p. 3.) — « Cet énorme édifice de traites repose (!) sur une base constituée par les billets de banque et l'or, et sa solidité et même son existence peuvent être mises en danger, si dans le cours des événements cette base se rétrécit. » (p. 8.) — « Lorsque je fais l'évaluation de tous les engagements des banques dont aux termes de la loi le paiement peut être exigé immédiatement en espèces, je trouve une somme de 153 millions alors que l'encaisse pour faire face à ces paiements n'est que de 14 millions en or. » (p. 11.) — « Le contrôle des traites ne serait possible que si l'on mettait des obstacles à la surabondance de l'argent et à la réduction du taux de l'escompte qui produit en partie et favorise cette expansion considérable et dangereuse. Il est impossible de savoir quelle est l'importance totale des traites qui répondent à des transactions réelles et quelle est celle des effets fictifs, de la « cavalerie », ayant pour but de créer un capital fictif par la mise en circulation d'effets ne correspondant à aucune opération commerciale. Je sais que dans les périodes où la monnaie est abondante et à bon marché, de pareilles manœuvres sont très fréquentes. » (p. 43, 44.) — J. W. Bosanquet, *Metallic, Paper, and Credit Currency*, Londres 1842 : « La moyenne des paiements faits journellement au *Clearing House* de Londres dépasse 3 millions de £ et la monnaie nécessaire pour solder ces comptes est d'un peu plus de 200.000 £. » (p. 36.)

(En 1889 le chiffre des affaires traitées au *Clearing House* fut de 7518 $\frac{3}{4}$ millions de £, ce qui pour 300 jours ouvrables fait une moyenne de 25 $\frac{1}{2}$ millions par jour. — F. E.) « Les lettres de change sont incontestablement un instrument de circulation (*currency*) indépendant de la monnaie, car grâce à l'endossement elles sont un moyen de transmission de la propriété. » (p. 92.) « On peut admettre qu'en moyenne chaque traite est endossée deux fois et effectuée deux paiements avant d'arriver à échéance. Il en résulte que l'endossement a eu pour effet pendant l'année 1839 de permettre des transferts de créances pour deux fois 528 millions, soit 1056 millions £, c'est-à-dire plus de 3 millions par jour. Il est certain

que les traites et les dépôts fonctionnent comme monnaie pour au moins 18 millions de livres par jour. » (p. 93).

Voici en quels termes Tooke parle du crédit en général : « Ramené à son expression la plus simple, le crédit est la confiance fondée ou non qui amène quelqu'un à confier à un autre un capital en argent ou en marchandise évaluée en argent, à condition d'en avoir la restitution dans un délai déterminé. Lorsque ce capital est prêté en argent, soit en billets de banque, soit en espèces, soit en une remise sur un correspondant, il sera restitué augmenté d'un certain pour cent pour l'usage qui en aura été fait. Lorsqu'il est avancé en marchandises, dont la valeur est alors fixée en argent de commun accord entre les parties, la somme à restituer comprend une indemnité pour l'usage du capital et le risque jusqu'à l'échéance. Des engagements écrits fixent dans les opérations de ce genre les dates auxquelles les restitutions doivent être faites, et ces engagements, qui sont transmissibles, procurent aux prêteurs le moyen, lorsque l'occasion s'en présente, d'utiliser leur capital avant qu'il soit restitué, d'emprunter ou d'acheter à des conditions avantageuses, parce que leur crédit est renforcé par la deuxième signature apposée sur la traite. » (*Inquiry into the Currency Principle*, p. 87.)

Ch. Coquelin, *Le Crédit et les Banques* (Edit. Guillaumin, 1876, p. 60.) « Dans tout pays, le plus grand nombre des actes de crédit se consomment dans le cercle même des relations industrielles, c'est-à-dire de travailleur à travailleur, de commerçant à commerçant. Le producteur de la matière première en fait l'avance au fabricant qui doit la mettre en œuvre, en acceptant de lui une obligation payable à terme. Ce dernier, après avoir exécuté le travail qui le concerne, avance à son tour et aux mêmes conditions cette matière déjà préparée à quelque autre fabricant, qui doit lui faire subir une préparation nouvelle, et le crédit s'étend ainsi de proche en proche, d'un producteur à l'autre, jusqu'au consommateur. Le marchand en gros fait des avances de marchandises au marchand en détail, après en avoir reçu lui-même du fabricant ou du commissionnaire. Chacun emprunte d'une main et prête de l'autre, quelquefois de l'argent, mais bien plus souvent des produits. Ainsi se fait, dans les relations industrielles, un échange continuuel d'avances qui se combinent et s'entrecroisent dans tous les sens. C'est surtout dans la multiplication et l'accroissement de ces avances mutuelles que consiste le développement du crédit, et c'est là qu'est le véritable siège de sa puissance. »

L'autre aspect du crédit se rattache au développement du commerce d'argent, qui dans la production capitaliste marche naturellement d'un pas égal avec le commerce de marchandises et qui, ainsi que nous l'avons vu dans la partie précédente (chapitre XIX), comprend la garde du fonds de réserve, les opérations d'eneaissement et de paiement, les paiements internationaux et le commerce de lingots. La seconde fonction des commerçants d'argent se



rattache à l'administration du capital productif d'intérêts et du capital-argent; ils sont les intermédiaires entre les prêteurs et les emprunteurs. A ce point de vue, les opérations du banquier consistent à concentrer de grandes masses d'argent et de représenter, d'une part, l'ensemble des bailleurs de fonds et, de l'autre, l'ensemble des emprunteurs. Les profits qu'elles rapportent proviennent de ce que le banquier emprunte à un taux plus bas qu'il ne prête.

Le capital dont les banquiers disposent pour leurs prêts leur afflue de différentes manières. En premier lieu se concentrent dans leurs mains, en leur qualité de caissiers des capitalistes industriels, le capital-argent que les producteurs et les commerçants doivent tenir en réserve et celui qui leur est remis en paiement; ces capitaux deviennent des capitaux empruntables. Grâce à cette opération de concentration, le fonds de réserve du commerce est réduit au minimum et une partie du capital-argent, qui aurait dormi comme fonds de réserve, est prêtée et fonctionne comme capital productif d'intérêts. Le capital disponible dans les banques est constitué, en second lieu, par les dépôts de capitalistes d'argent, qui s'en rapportent aux banquiers du soin de trouver un placement pour leurs fonds; ces dépôts, qui représentent les épargnes et l'argent momentanément inoccupé de toutes les classes, ont pris de l'importance dès que les banques ont atteint un certain degré de développement et surtout dès l'instant où elles ont payé un intérêt aux dépôts qui leur étaient confiés. De petites sommes, insuffisantes pour fonctionner isolément comme capital-argent, se groupent en grandes masses et représentent une puissance financière considérable. Cette action de la banque, qui consiste à grouper de petits capitaux, ne doit pas être confondue avec son rôle d'intermédiaire entre les véritables capitalistes d'argent et les emprunteurs. Enfin le capital dont les banquiers disposent pour leurs prêts est constitué également par la partie des revenus qui n'est pas dépensée.



Lorsqu'il s'agit du crédit commercial, les prêts se font par l'escompte des traites et les avances sous différentes formes : avances sur crédit personnel, avances sur gages (titres portant intérêts, fonds publics, actions de toute nature), avances sur connaissements, sur warrants et autres titres de propriété de marchandises, sur récépissés de dépôts, etc. Ces avances se font ou par une ouverture de crédit ou par la remise d'effets ou de chèques sur d'autres banques, ou par la remise de billets de banque quand la banque qui fait l'avance est une banque d'émission. Le billet de banque est simplement une traite payable à vue, que le banquier tire sur lui-même et qu'il remet en échange de la traite qu'il escompte. Cette forme du crédit frappe le vulgaire, d'abord parce que le titre de crédit qui y correspond franchit le cercle étroit de la circulation commerciale pour se répandre dans la circulation générale et y fonctionner comme monnaie ; ensuite parce que dans la plupart des pays la banque principale d'émission a un caractère indéfini, qui lui permet de fonctionner à la fois comme banque nationale et banque privée, qui lui assure l'accaparement du crédit national et fait plus ou moins de ses billets des moyens légaux de paiement ; enfin parce que le billet de banque, qui est un titre de crédit circulant, établit à l'évidence que le banquier est un commerçant de crédit. (Le banquier fait ce commerce, non seulement quand il émet des billets de banque, mais quand il avance en espèces l'argent déposé chez lui.) En réalité, et le plus bel exemple en est fourni par les banques d'Ecosse, le billet de banque ne constitue que la monnaie du commerce de gros et ce sont les dépôts qui sont l'élément capital dans les banques.

Nous n'avons pas, au point de vue de l'étude que nous avons à poursuivre, à nous occuper davantage des institutions spéciales du crédit, ni des formes spéciales des banques.

« Les banquiers font deux genres d'affaires..... 1° ils accumulent les capitaux de ceux qui ne trouvent pas à les employer immédiatement, pour



les transmettre et les distribuer à ceux qui en ont emploi ; 2° ils gardent les revenus de leurs clients pour les leur restituer à mesure qu'ils en ont besoin. La première de ces opérations constitue la circulation du *capital*, la seconde, la circulation de l'*argent* (*currency*.) L'une est la concentration du capital suivie de sa distribution ; l'autre est l'administration de la circulation pour des usages locaux ». — Tooke, *Inquiry into the Currency Principle*, p. 36, 37. Nous reviendrons sur ce passage dans le chapitre XXVIII.

Reports of Committees. Vol. VIII. Commercial Distress. Vol. II. Part. I, 1847-48. Minutes of Evidence (que nous citerons désormais sous le titre : *Commercial Distress, 1847-48*). De 1840 à 1850, les traites présentées à l'escompte à Londres furent payées dans un grand nombre de cas, non par des billets de banque, mais par des traites tirées à 21 jours d'une banque sur l'autre (Témoignage de J. Pease, banquier de province, n° 4636 et 4636). D'après le même rapport, dès que la monnaie se faisait rare, les banquiers avaient l'habitude d'employer également ces traites pour payer leurs clients, et si ceux-ci voulaient obtenir des billets de banque, ils devaient de nouveau escompter ces traites. Cette opération équivalait pour les banquiers au privilège de faire de l'argent. Elle était mise en pratique de temps immémorial par la maison Jones, Loyd et C^o, qui y avait recours dès que le taux de l'intérêt dépassait 5 0/0. Les clients étaient très satisfaits d'être payés en traites provenant de Jones, Loyd et C^o, parce qu'ils les escomptaient plus facilement que les leurs ; aussi ces traites passaient-elles par vingt, trente mains (*ibidem*, n° 901, 904, 995.)

Toutes ces formes ont pour but de rendre les titres de crédit transmissibles. « Quelle que soit sa forme, le crédit doit fonctionner à un moment donné comme monnaie ; que cette forme soit le billet de banque, la traite ou le chèque, les opérations et leur résultat sont essentiellement les mêmes ». — Fullarton, *On the Regulation of Currencies*, 2^e éd., Londres, 1845, p. 88. — Les billets de banque sont la monnaie divisionnaire du crédit » (p. 57).

Les lignes suivantes sont empruntées à J. W. Gilbart, *The History and Principles of Banking*, Londres, 1834 : « Le capital d'une banque se compose de deux parties, le capital engagé (*invested capital*) et le capital de banque (*banking capital*) qui est emprunté (p. 117). Le capital de banque se constitue de trois manières : 1° en recevant des dépôts ; 2° en émettant des billets de banque ; 3° en tirant des traites. Lorsque quelqu'un consent à me prêter gratuitement 100 £ et que je donne cet argent en prêt à un autre au taux de 4 0/0 par an, je fais une opération qui me rapporte 4 £ à la fin de l'année. De même lorsque celui qui a accepté mon billet de banque, c'est-à-dire ma promesse de paiement, (*I promise to pay*) est la formule habituelle des billets de banque en Angleterre) me le restitue à la fin de l'année en me payant 4 0/0 d'intérêt comme si je lui avais prêté 100 £, je gagne 4 £ ; enfin si dans une ville de province quelqu'un me remet 100 £ à condition que je les paie 21 jours plus tard à une personne de Londres, je touche comme profit l'intérêt que rapportera cet argent pendant les 21 jours. Voilà un exposé succinct des opérations d'une banque et des moyens qui permettent de créer un capital de banque par des dépôts, des



billets de banque et des traites (p. 117). En général, le profit d'un banquier est en raison de l'importance de son capital de banque, c'est-à-dire de son capital emprunté, et il faut évidemment pour le déterminer défalquer du profit brut l'intérêt du capital engagé (p. 118). *Les avances d'un banquier à ses clients sont faites avec l'argent des autres* (p. 146). Seuls les banquiers qui n'émettent pas de billets créent leur capital de banque en escomptant des traites, leurs opérations d'escompte venant grossir leurs dépôts. Les banquiers de Londres n'escomptent qu'aux maisons qui ont un compte-courant chez eux (p. 119). Une firme qui escompte des traites chez son banquier doit laisser en dépôt chez celui-ci sans intérêt une partie du montant de ses traites ; de cette manière le banquier reçoit pour l'argent qu'il a avancé un intérêt plus élevé que l'intérêt courant et il se constitue un capital de banque au moyen de l'argent qu'il retient » (p. 120). — « Grâce aux virements de compte, les banques de dépôts font des économies d'instruments monétaires et règlent avec une petite quantité de numéraire des affaires de grande importance. L'argent qui n'est pas employé pour ces opérations sert au banquier à faire des avances à ses clients, en escomptant leurs billets, etc., et c'est ainsi que les virements de compte augmentent la puissance des banques de dépôts » (p. 123). « Peu importe que les clients en relation d'affaires aient ou non le même banquier ; les banques échangent leurs chèques au *Clearing House*. Les virements de compte pourront donc pousser le système des dépôts à un tel développement que l'emploi de la monnaie métallique deviendra complètement inutile. Si chacun avait un compte-courant chez un banquier et effectuait tous ses paiements en chèques, ceux-ci deviendraient l'exclusif instrument des échanges. Avec une organisation pareille les banquiers devraient posséder la monnaie, car sans cela les chèques n'auraient pas de valeur » (p. 124). La centralisation des transactions locales dans les banques se réalise : 1^o par les banques succursales ; (Les banques départementales ont des succursales dans les petites villes, de même que les banques de Londres en ont dans les différents quartiers de la ville). 2^o par les agences. « Chaque banque départementale a un agent à Londres, pour y payer ses traites et rembourser ses billets, et recevoir les paiements d'habitants de Londres pour compte de leurs créanciers de province » (p. 127). Chaque banquier reçoit les billets des autres et ne les émet plus ; mais dans chaque grande ville, tous se réunissent une ou deux fois par semaine pour faire l'échange de leurs billets et solder la différence en bons sur Londres (p. 134). « Le but des banques est de faciliter les affaires. Tout ce qui facilite les affaires facilite la spéculation, et souvent les deux sont si intimement liées qu'il est difficile de dire où finissent les affaires et où commence la spéculation.... Partout où il existe des banques, on obtient le capital avec plus de facilité et à meilleur compte. Ce bon marché du capital favorise la spéculation, de même que le bon marché de la viande et de la bière encourage la gourmandise et l'ivrognerie » (p. 137, 138). « Etant donné que les banques d'émission paient avec leurs billets, il peut sembler que leurs opérations d'escompte soient faites exclusivement avec le capital constitué par ces billets. Cependant il n'en est rien. Alors même qu'un banquier paie avec ses billets toutes les traites qu'il escompte, il se peut



que les $\frac{9}{10}$ des traites se trouvant en sa possession représentent un capital réel ; car de ce qu'il a payé les traites au moyen de billets de son émission, il ne résulte pas que ces billets restent en circulation jusqu'à l'échéance des traites. Celles-ci peuvent avoir à courir pendant trois mois, alors que les billets peuvent rentrer à la banque en trois jours » (p. 172). Le dépassement des comptes par les clients se présente régulièrement dans le monde des affaires. C'est pour cela que les ouvertures de crédit doivent être garanties..... Les crédits sont ouverts, non seulement sur une garantie personnelle, mais contre un dépôt de titres, de valeurs » (p. 174, 175). Lorsqu'il est avancé sur marchandises données en nantissement, le capital produit les mêmes effets que lorsqu'il est avancé pour des traites présentées à l'escompte. Lorsque quelqu'un emprunte 100 £ en donnant des marchandises en garantie, c'est comme s'il les avait vendues contre une traite de 100 £, qu'il escompterait ensuite chez un banquier. Mais l'avance d'argent lui permet de garder ses marchandises jusqu'à ce que le marché devienne plus favorable et d'échapper au sacrifice qu'il aurait dû s'imposer s'il avait dû se procurer de l'argent à tout prix » (p. 180, 181).

The Currency Question Reviewed, etc., p. 62, 63 : « Il est incontestable que les 1000 £ que je dépose aujourd'hui chez A seront mises en circulation demain et constitueront un dépôt chez B. Après-demain elles passeront à C, et ainsi de suite d'une manière indéfinie. Ces 1000 £ de monnaie peuvent donc, grâce à ces transferts successifs, représenter une somme indéterminable de dépôts, et c'est ainsi qu'il est possible que les neuf dixièmes des dépôts n'existent en Angleterre que dans les livres des banquiers, responsables chacun pour leur part... Il en est de même en Ecosse où la monnaie en circulation (presqu'exclusivement en papier 1) ne dépasse jamais 3 millions de £ alors que les dépôts s'élèvent à 27 millions. Aussi longtemps qu'il ne se produit pas une demande de restitution brusque et en masse des dépôts (*a run on the banks*), ces mêmes 1000 £ revenant sur leurs pas pourront avec la même facilité solder un nombre indéterminable de comptes. Je les donnerai aujourd'hui à un commerçant à qui je le dois ; celui-ci les emploiera demain pour payer la dette qu'il a à l'égard d'un troisième ; ce dernier en fera usage après-demain pour se mettre en règle avec sa banque, et ainsi, passant de main en main et de banque en banque, ces 1000 £ solderont toute somme imaginable.

[Nous avons vu que déjà en 1834 Gilbert savait que « tout ce qui facilite les affaires facilite la spéculation, les deux étant souvent si intimement liées qu'il est difficile de décider où finissent les affaires et où commence la spéculation. » Plus il est facile d'obtenir des avances d'argent sur des marchandises non vendues, plus de pareilles avances sont demandées, plus on est tenté, dans le seul but d'en obtenir, de fabriquer des marchandises ou d'en inonder des marchés éloignés. L'histoire du commerce anglais nous pré-



sente, pendant la période allant de 1843 à 1847, un exemple frappant de la manière dont le monde des affaires d'un pays peut tout entier être pris d'un pareil vertige et de la fin qui attend des opérations de ce genre ; elle nous montre en même temps ce dont le crédit est capable. Mais quelques explications préliminaires sont nécessaires.

Dans les derniers mois de 1842 la crise, qui depuis 1837 n'avait cessé de peser sur l'industrie anglaise, commença à prendre fin. Pendant les deux années suivantes la demande de produits anglais par l'étranger alla en croissant et la prospérité atteignit son point culminant en 1845-46. En 1843 la guerre de l'opium était venue ouvrir la Chine au commerce anglais et ce nouveau débouché avait encouragé l'expansion déjà si vivace de l'industrie et surtout de l'industrie du coton. « Comment pourrions-nous jamais trop produire ? Nous avons 300 millions d'hommes à habiller », me disait alors un fabricant de Manchester. Toutes les fabriques qu'on bâtissait, toutes les machines à vapeur et tous les métiers à filer et à tisser qu'on installait étaient insuffisants pour absorber le torrent de plus-value qui affluait du Lancashire. On s'était jeté sur la construction des chemins de fer avec la même passion qu'on développait l'industrie, et c'est sur ce terrain que les fabricants et les commerçants commencèrent, déjà dès l'été de 1844, à donner libre carrière à leur passion de la spéculation. On souscrivait des actions tant et plus, pourvu qu'on eût l'argent pour les premiers versements ; l'avenir se chargerait du reste ! D'après la question 1059, C. D. 1848/57, on engagea pendant les années 1846-47 un capital de 75 millions dans les chemins de fer ; aussi quand vint le moment de parfaire les versements, fallut-il recourir au crédit et saigner dans la plupart des cas le capital engagé directement dans les affaires. Or dans beaucoup d'entreprises ce capital était lui-même obéré ; la perspective des profits élevés avait entraîné à des opérations beaucoup plus importantes que ne le permettait l'avoir liquide dont on disposait. Le crédit était cependant abondant et à bon mar-



ché. Le taux de l'escompte avait varié de $1\frac{3}{4}$ à $2\frac{3}{4}\frac{0}{0}$ en 1844, p^{ou}rs'élever à $3\frac{0}{0}$ en octobre 1845 et $5\frac{0}{0}$ en février 1846, et retomber ensuite à $3\frac{1}{4}\frac{0}{0}$ en décembre 1846. Les banques avaient une encaisse en or inconnue jusque-là et la Bourse cotait plus haut que jamais toutes les valeurs du pays. C'eut été de la naïveté de perdre une si belle occasion et de ne pas entrer carrément dans la danse ! Pourquoi ne pas fabriquer tant qu'on pouvait et inonder de marchandises les marchés étrangers qui soupiraient après les produits anglais ? Pourquoi ne pas profiter de l'occasion qui s'offrait de faire un double bénéfice en vendant en Extrême-Orient les fils et les tissus et en écoulant en Angleterre les marchandises importées en échange ?

Ainsi se développèrent les consignations en masse sur l'Inde et la Chine, qui ne tardèrent pas à devenir un système ayant pour but exclusif, ainsi que l'établiront les notes suivantes, l'obtention d'avances d'argent et qui devaient nécessairement aboutir à l'encombrement des marchés et au krach. Celui-ci éclata après les mauvaises récoltes de 1846. D'énormes quantités de produits alimentaires, surtout de céréales et de pommes de terre, durent être importées en Angleterre et en Irlande, et les pays qui les fournirent ne purent guère être payés en produits de l'industrie anglaise. On fut obligé d'envoyer à l'étranger au moins neuf millions d'or. La Banque d'Angleterre en fournit $7\frac{1}{2}$ millions, mais sa liberté d'action sur le marché financier en fut sérieusement atteinte. Les autres banques, dont les réserves sont déposées à la Banque d'Angleterre et s'identifient en réalité avec celle de la Banque, durent également enrayer leur mouvement monétaire, si bien que le courant des paiements commença par rencontrer des difficultés et finit par s'arrêter complètement. L'escompte, qui en janvier 1847 était encore de 3 à $3\frac{1}{2}\frac{0}{0}$, s'éleva à $7\frac{0}{0}$ aux premiers symptômes de la panique qui se manifestèrent en avril ; il retomba momentanément à 6 et même à $5\frac{0}{0}$ pour monter résolument dès que les conséquences de la mauvaise récolte portèrent la panique à son comble. Le taux officiel de l'escompte



fut au moins de 7 % en octobre et de 10 % en novembre, ce qui revient à dire que la plus grande partie des traites fut escomptée à un taux usuraire et même ne fut pas escomptée du tout. Plusieurs maisons de premier ordre et un grand nombre de moyennes et de petites firent faillite, et la Banque elle-même fut menacée. Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement fut obligé de suspendre le 25 octobre le *Bank Act* de 1884 et d'autoriser le cours forcé, ce qui ne pouvait évidemment rien compromettre, le crédit des billets de banque étant garanti en fait par le crédit de la nation. Le manque de monnaie métallique cessa de faire sentir ses effets et si toute une série de grands et de petits établissements embourbés sans rémission fit encore faillite, la crise cependant put être considérée comme vaincue. En septembre l'escompte était redescendu à 5 % et déjà en 1848 s'esquissait la nouvelle reprise des affaires, qui vint enrayer en 1849 les mouvements révolutionnaires du continent, qui provoqua après 1850 la plus brillante prospérité que l'industrie eût connue jusque-là et se termina... par le krach de 1857. — F. E.]

I. — Une pièce émanant de la Chambre des Lords et publiée en 1848 donne des détails intéressants sur la dépréciation colossale que subirent les fonds publics et les actions pendant la crise de 1847. Elle donne les chiffres suivants sur la perte subie par les valeurs de février à octobre 1847 :

Fonds publics anglais	93.824.217 £
Actions de docks et de canaux	1.358.288 »
Actions de chemins de fer	19.579.820 »
Total	114.762.325 £

II. — Le *Manchester Guardian* du 24 novembre 1848 donne les renseignements suivants sur la fièvre d'affaires avec les Indes Orientales, durant laquelle on ne tira pas des traites parce que des marchandises étaient vendues, mais on vendit des marchandises pour avoir des traites à escompter et transformer en argent :

A de Londres achète, par l'intermédiaire de B, au fabricant C de Manchester des marchandises à expédier à D aux Indes. B paie C par une traite à six mois et se couvre par une traite à six mois sur A, qui tire à six mois sur D dès que les marchandises sont embarquées. « De cette manière l'acheteur (A) et le vendeur (B) touchent de l'argent longtemps



avant qu'ils ne paient la marchandise en espèces, sans compter que très souvent à l'échéance ils ont soin de renouveler leurs traites, sous prétexte que dans des expéditions à si longue distance il faut beaucoup de temps pour voir rentrer son argent. Ce qui était malheureux dans ces opérations c'était qu'au lieu de perdre en importance, elles prenaient de l'extension dès que les pertes survenaient. Plus ceux qui y prenaient part devenaient pauvres, plus ils éprouvaient le besoin d'acheter, afin d'obtenir des avances pour remplacer le capital perdu dans les opérations précédentes, et ils achetaient, non parce que la demande les y engageait, mais uniquement pour faire une opération financière. En outre ce qui se passait en Angleterre se renouvelait aux Indes. Des maisons indiennes dont le crédit était suffisant pour leur permettre d'escompter leurs traites, achetaient du sucre, de l'indigo, de la soie, du coton, non parce que les prix étaient plus avantageux que les derniers prix de Londres, mais parce que les traites qu'ils avaient à payer à des maisons de Londres approchaient de l'échéance et devaient être couvertes. Quoi de plus simple que d'acheter un chargement de sucre, de le payer par une traite à six mois au profit du vendeur et d'envoyer par poste le connaissance à Londres ? Moins de deux mois après et alors que la marchandise était à peine chargée, le connaissance était gagé à Lombard Street et la maison de Londres avait de l'argent huit mois avant que les traites tirées pour le paiement de la marchandise arrivassent à échéance. Et tout cela alla régulièrement, sans interruption ni difficulté, aussi longtemps que les comptoirs d'escompte eurent de l'argent en abondance pour l'avancer contre des connaissances et des warrants, et escompter quel qu'en fut l'import les traites des maisons indiennes sur les « bonnes » firmes de Mincing Lane.

[Ces tripotages restèrent en vogue aussi longtemps que les communications avec les Indes se firent par le Cap. Le canal de Suez et les transports par steamers qui en furent la conséquence, sont venus ruiner cette méthode de fabriquer du capital fictif, qui reposait sur la longue durée du transport des marchandises et qui est devenue tout à fait impossible depuis que le télégraphe informe le jour même le négociant de Londres de la situation du marché des Indes et réciproquement. — F. E.J.]

III. — Le rapport sur la *Commercial Distress 1847-48* dit ce qui suit : « Pendant la dernière semaine d'avril 1847 la Banque d'Angleterre fit savoir à la *Royal Bank of Liverpool* que son ouverture de crédit était réduite de moitié. Cette décision eut des conséquences fâcheuses, étant donné que depuis quelque temps déjà les paiements se faisaient à Liverpool beaucoup plus en traites qu'en espèces, les négociants remettant en paiement à la banque, non plus de l'argent comme précédemment, mais des effets qu'ils avaient reçus eux-mêmes pour leurs fournitures de coton et autres produits. Les billets que la banque avait à liquider pour les commerçants étaient pour la plupart payables à l'étranger et avaient été soldés en grande partie jusque-là par les sommes dues pour les livraisons des produits. Mais maintenant, au lieu de remettre des espèces, les négociants apportaient des effets de différente nature et à des échéances variées, payables en grande partie à trois mois et correspondant à des ventes de coton. Les unes étaient payables en banque à Londres, les autres étaient tirées directement sur des commerçants de toute espèce, engagés dans les



affaires brésiliennes, américaines, canadiennes, indiennes, etc.... Les commerçants de Liverpool ne tiraient pas les uns sur les autres, mais leurs clients du pays qui avaient acheté des produits à Liverpool leur remettaient des traites sur des banques ou des maisons de commerce de Londres ou sur n'importe qui. La décision de la Banque d'Angleterre eut pour conséquence que la circulation, qui précédemment dépassait généralement trois mois, dut être réduite pour les traites données en paiement pour les produits vendus à l'étranger » (p. 26, 27).

Ainsi que nous l'avons déjà dit, la période de prospérité de 1844-47 fut accompagnée en Angleterre des premières grandes spéculations sur les valeurs de chemins de fer. Le rapport que nous venons de citer analyse comme suit les conséquences de ces opérations : « En avril 1847, la plupart des maisons de commerce s'étaient décidées à faire languir plus ou moins leurs affaires (*to starve their business*) en engageant une partie de leur capital dans les chemins de fer (p. 41), qui avaient emprunté en même temps, au taux élevé de 8 %, à des particuliers, des banquiers et des compagnies d'assurances (p. 66). Pour pouvoir continuer les affaires, les maisons de commerce furent obligées de s'adresser aux banques et de leur prendre, par l'escompte de traites, plus de capital qu'il n'aurait fallu (p. 67). — (Question) Entendez-vous dire que les versements qui furent faits sur les actions souscrites aux chemins de fer contribuèrent pour une large part à la dépression dont souffrit le marché financier en avril et octobre 1847 ? — « Je crois qu'ils eurent plus d'influence sur la dépression du mois d'avril. A mon avis ils consolidèrent plutôt la situation des banquiers jusque probablement en été. L'argent ne fut pas dépensé immédiatement après qu'il fut versé, et les banques eurent à leur disposition, au commencement de l'année, une bonne partie des fonds des chemins de fer. » (Cette déclaration fut confirmée par de nombreux témoignages de banquiers dans le C D 1848/57). « Ces fonds furent écoulés petit à petit en été et se trouvèrent considérablement réduits le 31 décembre. Ce fut précisément cette diminution progressive des fonds des chemins de fer — ils diminuèrent d'un tiers du 22 avril au 31 décembre — qui fut la cause de la dépression du mois d'octobre, dont l'effet se fit sentir dans toute l'Angleterre et soutira petit à petit les dépôts de toutes les banques » (p. 43, 44.). — Une constatation identique est faite par Samuel Gurney, le chef de la célèbre maison Overend Gurney & Co : « En 1846 la demande de capital fut considérable de la part des compagnies de chemins de fer ; elle ne fit cependant pas monter le taux de l'intérêt. Beaucoup de petites sommes furent condensées en de grandes et celles-ci furent transportées sur le marché financier, la tactique étant de jeter sur le marché de la *City* plus d'argent qu'on n'en retirait. »

M. Hodgson, directeur de la *Liverpool Joint Stock Bank*, établit dans les termes suivants jusqu'à quel point les traites peuvent constituer la réserve des banques : « Nous avons l'habitude de retenir dans notre portefeuille les traites échéant au jour le jour, jusqu'à concurrence des neuf dixièmes de nos dépôts et de l'argent qui nous était confié par des tiers... ce qui eut pour conséquence que pendant la crise les traites que nous eûmes à encaisser journellement équilibrèrent les paiements que nous eûmes à faire » (p. 53).

Les traites de spéculation. — N° 5092. « Par qui les traites (correspondant à des ventes de coton) étaient-elles principalement acceptées ? — R (Gardner, le filateur de coton dont il est plusieurs fois question dans notre ouvrage). Par des courtiers en marchandises. Un commerçant achète du coton, le remet à un courtier, tire une traite sur celui-ci et la porte à l'escompte. — N° 5094. Et ces traites sont présentées aux banques de Liverpool et y sont escomptées ? — A Liverpool et ailleurs..... Si cette circulation de complaisance, qui fut admise principalement par les banques de Liverpool, n'avait pas été appliquée, la livre de coton eut été à mon avis de $1\frac{1}{2}$ à 2 d. moins chère l'année dernière. — N° 600. Vous dites que des traites en nombre considérable, tirées par des spéculateurs sur des courtiers en coton, ont circulé à Liverpool. En a-t-il été de même pour des traites se rapportant à d'autres produits coloniaux que le coton ? — (A. Hodgson, banquier à Liverpool). Oui ; mais l'opération a porté principalement sur le coton. — N° 601. Comme banquier, aimez-vous mieux ne pas recevoir de ces traites ? — D'aucune manière ; nous les considérons comme des effets absolument réguliers, pour autant que la masse n'en devient pas trop considérable..... Ces traites sont souvent renouvelées ».

Tripotages sur le marché de l'Extrême-Orient en 1847. — Charles Turner, chef d'une des premières firmes de Liverpool faisant le commerce avec les Indes Orientales : « Nous connaissons tous ce qui s'est produit dans les affaires avec l'île Maurice et d'autres affaires du même genre. Les courtiers, qui avaient l'habitude de faire des avances sur les connaissements et sur les marchandises dès qu'elles étaient arrivées à destination, ce qui est tout à fait dans l'ordre..... s'étaient mis également à faire des avances sur des produits qui n'étaient pas encore embarqués, et même qui n'étaient pas encore fabriqués. C'est ainsi que j'avais acheté à Calcutta des traites pour six à sept mille livres, dont le montant devait être appliqué à des plantations de sucre dans l'île Maurice. Les traites furent présentées en Angleterre et plus de la moitié fut protestée. Quand le sucre qui devait permettre de les payer nous arriva, il se trouva qu'il avait été gagé à des tiers avant d'être embarqué, presque avant d'être raffiné (p. 78). Les marchandises en destination des Indes Orientales doivent maintenant être payées au comptant au fabricant. Mais cela n'a guère d'importance, car si l'acheteur jouit de quelque crédit à Londres, il tire sur Londres, y escompte sa traite (l'escompte y étant à bon marché) et paie le fabricant avec l'argent qu'il obtient..... Il faut au moins douze mois pour que celui qui embarque des marchandises pour les Indes en reçoive l'argent..... Celui qui veut traiter avec ce pays et qui dispose de 10 ou 15.000 £ quand il commence les affaires, se fera ouvrir un crédit suffisant dans une maison de Londres ; il lui payera 1 % pour pouvoir tirer sur elle, le produit des marchandises vendues aux Indes devant être adressé directement à cette maison et celle-ci ayant l'assurance en vertu d'une convention secrète que ses traites seront renouvelées jusqu'au moment où ce produit lui aura été payé. Des traites de ce genre sont escomptées à Liverpool, à Manchester, à Londres ; les banques écossaises en possèdent un certain nombre (p. 79). — N° 730. L'examen des livres d'une maison de Londres qui fit faillite il n'y a pas longtemps, fit



découvrir ce qui suit : Deux firmes, l'une à Manchester, l'autre à Calcutta, s'étaient fait ouvrir un crédit de 200.000 £ dans une maison de Londres. Les fournisseurs de la maison de Manchester, qui de Manchester ou de Glasgow envoyèrent des marchandises en consignment à la maison de Calcutta, tirèrent sur la maison de Londres jusqu'à concurrence de 200.000 £, mais en même temps, en vertu de la convention, la maison de Calcutta tira également sur la maison de Londres pour une somme de 200.000 £. Ces dernières traites furent vendues à Calcutta et le produit de la vente fut employé à acheter d'autres traites, qui furent envoyées à Londres pour permettre à la maison de Londres de payer les traites tirées par les fournisseurs de Glasgow et de Manchester. Cette combinaison permit de mettre pour 600.000 £ de traites en circulation. — N° 971. A présent, lorsqu'une maison de Calcutta a payé avec ses propres traites tirées sur son correspondant de Londres un chargement en destination de l'Angleterre, il suffit qu'elle envoie le connaissement à Londres, pour qu'il puisse être utilisé comme gage dans Lombard Street pour obtenir des avances d'argent ; celles-ci seront donc faites huit mois avant que les traites viennent à échéance ».

IV. — En 1848 un comité de la Chambre haute fut chargé de poursuivre en secret une enquête sur les causes de la crise de 1847 ; les témoignages qu'il recueillit furent publiés en 1857 sous le titre de *Minutes of Evidence taken before the Secret Committee of the H. of L. opposated to inquire into the causes of distress*, etc. Nous y trouvons la déposition suivante faite par M. Lister, directeur de la *Union Bank Liverpool* :

« 2444. Il y eut, au printemps 1847, une expansion irrationnelle du crédit.... due à ce que des commerçants qui avaient retiré une partie de leur capital du commerce pour l'engager dans les chemins de fer, voulaient conserver quand même leur ancienne importance à leurs affaires. Tous espéraient sans doute vendre à profit leurs actions de chemins de fer et reconstituer ainsi leur capital ; mais tous trouvèrent que cela n'était pas possible et ils durent faire appel au crédit pour des paiements que précédemment ils pouvaient faire au comptant. De là l'expansion du crédit ».

« 2500. Ces traites qui mirent en perte les banquiers qui en étaient porteurs, étaient-elles tirées principalement pour payer des achats de céréales ou de coton ? — Elles correspondaient à des achats de toute nature, des céréales, du coton, du sucre. Aucun produit, sauf peut-être l'huile, n'échappa à la dépression des prix. — 2506. Un courtier se garde bien d'accepter une traite s'il n'est pas suffisamment couvert, même contre une dépréciation de la marchandise qui lui sert de garantie.

« 2512. Deux espèces de traites sont tirées contre des produits. La première catégorie comprend les traites tirées de là-bas sur les importateurs.... Elles arrivent généralement à échéance avant que les produits ne soient arrivés à destination. Aussi le commerçant doit-il, s'il ne dispose pas d'un capital suffisant, donner sa marchandise en gage à un courtier jusqu'à ce qu'il ait trouvé à la vendre. Dans ce cas, le commerçant de Liverpool tire immédiatement sur le courtier une traite de la seconde catégorie, garantie par sa marchandise..... il appartient ensuite au banquier



de s'assurer si le courtier est en possession de la marchandise et de s'informer de ce qu'il a avancé sur elle. Il doit s'assurer si le courtier est suffisamment couvert pour la perte qu'il pourrait éventuellement subir.

« 2516. On nous envoie également des traites de l'étranger..... Quelqu'un achète-là-bas une traite sur l'Angleterre et l'envoie à une maison anglaise; nous ne pouvons pas nous rendre compte de ce que la traite est sérieuse ou non, ni contrôler si elle représente des produits ou du vent.

« 2533. Vous disiez que des produits étrangers pour ainsi dire de toute nature avaient été vendus à grande perte. Croyez-vous qu'il en fut ainsi parce qu'on avait fait des spéculations aventureuses sur ces produits? — La cause fut qu'il y eut une importation considérable alors qu'il n'y avait pas une consommation correspondante pour l'absorber. Il semble que la consommation diminua énormément. — 2537. En octobre..... les produits furent à peu près invendables ».

Dans le même rapport, un connaisseur de premier ordre, le très digne et très roué quaker Samuel Gurney de Overend Guernsey et C^o, nous montre comment le krach arrivant à son point culminant, ce fut un sauve-qui-peut général : « 4262. Lorsqu'une panique se produit, l'homme d'affaires ne se demande pas à quel taux il peut placer son argent, ni s'il perdra 1 ou 2 % en vendant ses bons du trésor ou son trois pour cent. Une fois qu'il est sous le coup de la frayeur, il se préoccupe peu de perdre ou de gagner ; il se sauve, que le reste du monde se débrouille.

V. — En ce qui concerne l'encombrement de deux marchés l'un par l'autre, voici un extrait de la déposition que fit M. Alexander, commerçant s'occupant d'affaires avec les Indes Orientales, devant la Commission de la Chambre des communes faisant en 1857 une enquête sur les banques : « 4330. Si en ce moment j'avance 6 sh. à Manchester, on m'en restitue 5 aux Indes, et si j'en avance 6 aux Indes, j'en retrouve 5 à Londres ». Le marché des Indes était donc encombré par des produits expédiés d'Angleterre et le marché anglais l'était par des produits venant des Indes. Et cela se passait pendant l'été de l'année 1857, à peine dix ans après la cruelle expérience de 1847 !

CHAPITRE XXVI

L'ACCUMULATION DU CAPITAL-ARGENT ; SON INFLUENCE SUR LE TAUX DE L'INTÉRÊT

« En Angleterre la richesse s'accumule d'une manière incessante et a une tendance à se présenter finalement sous forme d'argent. Le premier désir est d'acquérir de l'argent, mais à celui-ci succède le désir plus intense de se dessaisir de cet argent, pour l'engager dans une entreprise rapportant de l'intérêt ou du profit ; car l'argent en tant qu'argent ne rapporte rien. Or, si la production de capital en excès n'est pas accompagnée d'un développement des sphères d'activité où il peut être employé, il faut que périodiquement nous nous trouvions en présence d'accumulations plus ou moins importantes d'argent en quête d'un placement. Pendant de longues années la dette publique absorba la plus grande partie de la richesse disponible en Angleterre. Mais depuis qu'elle a atteint son maximum en 1816, il s'est trouvé chaque année une somme de 27 millions en moyenne qui a dû se chercher un autre placement. De plus plusieurs remboursements de capital ont été effectués. ... Des entreprises exigeant de grands capitaux et drainant périodiquement la masse de capital en excès.... sont absolument indispensables dans notre pays, afin de réduire les accumulations de richesse qui se font périodiquement parce l'argent n'est pas entièrement absorbé par les entreprises ordinaires. » (*The Curreney Question Reviewed*, London, 1845, p. 32). En ce qui concerne l'année 1845 : « Une période très courte a suffi pour imprimer une augmentation très



rapide aux prix qui étaient tombés au point le plus bas de la dépression.... le 3 pour cent est au pair.... l'or est entassé en quantité plus grande que jamais dans les caves de la Banque d'Angleterre. Les actions quelles qu'elles soient sont à des taux qui dépassent tout ce qui a été coté jusqu'aujourd'hui et le taux de l'intérêt est tellement bas qu'il est presque nominal.... Tout démontre que l'Angleterre est de nouveau en présence d'une énorme accumulation de richesse qui ne trouve pas à se placer, et qu'une nouvelle fièvre de spéculation est imminente » (*ibid.*, p. 36).

« Bien qu'une importation d'or ne soit pas un indice certain de profit dans le commerce extérieur, en l'absence de toute autre explication elle indique néanmoins *prima facie* que le profit existe. » (J. G. Hubbard, *The Currency and the Country*, Londres 1843, p. 41). « Supposons que pendant une période d'affaires prospères, de prix rémunérateurs et de circulation d'argent abondante, une mauvaise récolte entraîne une exportation de 5 millions d'or et une importation équivalente de céréales. La « circulation » (on verra plus loin que ce mot désigne, non les moyens de circulation, mais le capital-argent inoccupé. — F. E.) sera diminuée dans la même mesure. Les particuliers posséderont la même quantité de moyens de circulation qu'avant, mais les dépôts des commerçants chez les banquiers, les soldes des banquiers chez leurs courtiers d'argent et les réserves dans leurs caisses seront diminués, et le résultat de cette réduction du capital inoccupé sera la hausse du taux de l'intérêt, qui montera, par exemple, de 4 à 5 $\frac{0}{10}$. Les affaires étant prospères, la confiance ne sera pas ébranlée, mais le crédit sera plus cher » (*ibid.* p. 42). « Lorsque survient une baisse générale des prix des marchandises, l'argent en excès reflue sous forme de dépôts dans les banques, l'intérêt descend à un taux minimum, et cet état de choses dure jusqu'à ce que des prix plus rémunérateurs ou une reprise des affaires rappelle l'argent à l'activité ou que celui-ci trouve un placement dans des valeurs ou des marchandises étrangères » (p. 68.)



Le passage suivant relatif aux importations de denrées alimentaires qui accompagnèrent la mauvaise récolte et la famine de 1846-47, est encore emprunté au Rapport parlementaire sur la *Commercial Distress 1847-48*. « Il en résulta que l'importation dépassa de beaucoup l'exportation...ce qui eut pour conséquence un retrait considérable de l'argent déposé dans les banques et une affluence plus considérable dans les comptoirs d'escompte des gens qui devaient faire argent de leurs traites. Aussi les effets de commerce furent-ils examinés de plus près. La circulation de complaisance pour laquelle on avait été très tolérant jusqu'alors ne fut plus guère admise et des maisons qui n'étaient pas solides firent faillite. De même celles qui s'étaient fiées exclusivement au crédit succombèrent. Il en résulta une accen-
tuation de l'inquiétude qui s'était déjà manifestée. Les banquiers trouvèrent que pour s'acquitter de leurs obligations, ils ne pouvaient plus s'attendre à échanger aussi facilement qu'avant leurs traites et autres valeurs contre des billets de banque ; ils limitèrent de plus en plus et finirent par couper net la circulation de complaisance, réservant même, dans beaucoup de cas, les billets de banque pour l'acquittement de leurs obligations personnelles. L'inquiétude et le trouble augmentèrent de jour en jour et sans la lettre de lord John Russell la banqueroute générale aurait éclaté » (p. 74, 75). (Cette lettre de Russell vint suspendre le *Bank Act*). — Charles Turner, dont nous avons parlé plus haut, déposa comme suit : « Bien des maisons avaient des moyens de paiement, mais non liquides. Tout leur capital était représenté par des propriétés foncières — des fabriques d'indigo ou de sucre — dans l'île Maurice. Ayant contracté des engagements pour 5 à 600.000 £, elles n'avaient, à défaut d'argent liquide pour payer leurs traites, que le crédit dont elles disposaient » (p. 81). — S. Guernsey : « Il y a en ce moment (1848) une restriction des échanges et une surabondance d'argent. — N° 1763. A mon avis l'intérêt fut poussé à un taux si élevé,



non parce que le capital faisait défaut, mais parce qu'on craignait de ne pas obtenir de billets de banque. »

En 1847, l'Angleterre paya à l'étranger au moins neuf millions de £ en or pour solder ses importations de denrées alimentaires : 7 $\frac{1}{2}$ millions furent avancées par la Banque d'Angleterre et 1 $\frac{1}{2}$ million par d'autres établissements (p. 245.) — Morris, gouverneur de la Banque d'Angleterre : « Le 23 octobre 1847 la dépréciation des fonds publics et des actions de chemins de fer et de canaux se chiffrait par 114 752 225 £. » (p. 312.) — Lord G. Bentinck pose au même Morris la question suivante : « Est-il à votre connaissance que la dépréciation avait atteint tous les capitaux, en valeurs comme en produits, que les matières premières, le coton, la soie, la laine étaient dirigés sur le continent à des prix également bas et qu'il y eut des ventes forcées de sucre, de café et de thé ? — La nation dut nécessairement faire un sacrifice considérable pour contrebalancer l'exportation d'or qui avait été la conséquence de l'énorme importation de denrées alimentaires. — Ne croyez-vous pas qu'il eût été préférable de recourir aux 8 millions de £ déposées dans les coffres-forts de la Banque que de tenter de rentrer en possession de l'or au prix de sacrifices pareils ? — *Je ne le crois pas.* »

L'interrogatoire par Disraeli de M. W. Cotton, directeur et ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, fournit le commentaire de cet acte d'héroïsme : « Quel dividende les actionnaires de la Banque touchèrent-ils en 1847 ? — Neuf pour cent — La Banque paie-t-elle cette année l'impôt sur le revenu pour ses actionnaires ? — Oui. — Le fit-elle en 1844 ? — Non (1). — Le *Bank Act* de 1844 a donc été favorable aux actionnaires. Il a eu pour effet de faire monter leurs

(1) Avant 1844 on fixait d'abord le dividende et on en retranchait l'impôt sur le revenu au moment du paiement ; depuis, la Banque prélève d'abord l'impôt sur le profit total et calcule ensuite le dividende « *free of income tax* ». De sorte que si l'on veut comparer les dividendes nominaux des deux époques, il faut majorer du montant de l'impôt les dividendes de la seconde période. — F. E.



dividendes de 7 à 9 ⁰/₀, sans compter que l'impôt sur le revenu qu'ils devaient précédemment payer eux-mêmes est acquitté maintenant par la Banque. — *C'est absolument ainsi.* » (N° 4356-4361)

En ce qui concerne l'accumulation de l'or dans les banques pendant la crise de 1847, écoutons M. Peasse, un banquier de province : « 4605. La Banque d'Angleterre ne cessant d'augmenter le taux de l'escompte, l'appréhension devint générale. Les banques provinciales renforcèrent leur encaisse métallique et leur portefeuille de billets, et beaucoup d'entre elles, qui en temps ordinaire disposaient à peine de quelques centaines de livres en or et en billets, en accumulèrent des milliers en présence de l'incertitude, tant de l'escompte que de la circulation des effets. C'est ainsi que la monnaie s'accumula chez les banquiers. » Un membre de la Commission fait suivre cette déposition de l'observation suivante : « 4691. Par conséquent, quelles qu'aient été les causes pendant ces douze dernières années, les résultats ont été en tout cas plus favorables aux juifs et à ceux qui font le commerce d'argent qu'aux producteurs en général. »

Tooke montre dans la phrase suivante comment les crises sont exploitées par les financiers : « En 1847 les métallurgistes du Warwickshire et du Staffordshire durent refuser quantité de commandes parce que l'escompte aurait dévoré plus que leur profit » (N° 5451)

Compulsons maintenant un autre rapport parlementaire, le *Report of Select Committee on Bank Acts, communicated from the Commons to the Lords, 1857*. (Dans nos citations ultérieures nous le désignerons par C. A. 1857.) Voici la déposition de M. Norman, directeur de la Banque d'Angleterre et une des grandes lumières du *currency principle* :

« 3635. Vous disiez que d'après vous le taux de l'intérêt dépend, non de la masse des billets de banque, mais de l'offre et de la demande de capital. Voulez-vous nous dire ce que vous entendez par capital en dehors des billets de banque et de la monnaie métallique ? — Je crois que



l'on appelle ordinairement capital les marchandises et les services utilisés dans la production. — 3636. Quand vous parlez d'intérêt, englobez-vous toutes les marchandises dans le mot « capital » ? — Oui. Un fabricant qui a besoin de coton pour sa fabrique, demandera une avance à son banquier et avec les billets de banque que celui-ci lui remettra, il ira acheter à Liverpool la marchandise qui lui est nécessaire. Ce qu'il lui faut c'est du coton, et l'or et les billets de banque ne sont que les moyens d'atteindre ce but. Mais il doit aussi payer ses ouvriers ; il emprunte donc de nouveau des billets pour payer les salaires, billets que les ouvriers dépenseront en achetant des aliments et en acquittant le loyer de leurs habitations. — 3638. Cet argent est-il avancé à intérêt ? — Évidemment, dans l'exemple que nous avons choisi. Mais considérons un autre cas. Supposons que le fabricant achète à crédit, sans recourir à une avance de la banque ; la différence entre le prix de la marchandise payée au moment de la vente et le prix de la marchandise achetée à crédit représente alors l'intérêt. L'intérêt existerait donc même s'il n'y avait pas d'argent ».

Ce galimatias est bien digne de cet homme, l'une des colonnes du *currency principle*. Et d'abord cette découverte géniale que les billets de banque et l'or sont des moyens d'acheter quelque chose et qu'on ne les emprunte pas pour eux-mêmes ! Et ce principe étant admis, le taux de l'intérêt est déterminé par quoi ? Par l'offre et la demande, dont on savait jusqu'à présent cette seule chose que c'est par eux que le prix du marché des marchandises est déterminé. Or des taux très différents de l'intérêt sont compatibles avec des prix du marché égaux. Mais la finesse n'apparaît que plus loin, lorsqu'est posée la question : « Cet argent est-il avancé à intérêt ? », question qui embrasse les suivantes : L'intérêt que touche un banquier qui ne fait pas le commerce de marchandises, quel rapport a-t-il avec les marchandises ? Les fabricants n'obtiennent-ils pas l'argent au même taux, alors qu'ils consacrent cet argent à



des fabrications très différentes et utilisent des marchandises pour lesquelles les rapports entre l'offre et la demande sont loin d'être les mêmes? Et à ces questions notre solennel génie répond que lorsque le fabricant de coton achète à crédit, « l'intérêt est mesuré par la différence entre le prix de la marchandise achetée au comptant et le prix de la marchandise achetée à crédit ». Mais retournons les choses. Le taux de l'intérêt dont le génial Norman doit expliquer la détermination est la mesure de la différence entre le prix au comptant et le prix à crédit, en tenant compte de la durée du crédit. Or le prix du coton est fixé en premier lieu en supposant la vente au comptant et en tenant compte du prix du marché, lequel est réglé par l'offre et la demande. Lorsque ce prix a été fixé, à 1000 £ par exemple, la transaction est terminée en tant que vente et achat entre le fabricant et le courtier. Mais alors intervient une seconde transaction, celle-ci entre le prêteur et l'emprunteur. La valeur de 1000 £ a été avancée au fabricant sous forme de coton, à payer, par exemple, dans un délai de trois mois. Un intérêt doit être payé pour ces 1000 £ pendant trois mois, et cet intérêt calculé d'après le taux du marché représente ce qui doit être ajouté au prix au comptant; de sorte que si le prix du coton est déterminé par l'offre et la demande, le prix de l'avance de la valeur (1000 £) du coton résulte du taux de l'intérêt. Ce fait que le coton est ainsi converti en capital-argent démontre, d'après M. Norman, que l'intérêt existerait même s'il n'y avait pas d'argent, alors qu'il démontre au contraire que s'il n'y avait pas d'argent, il n'y aurait pas de taux général de l'intérêt.

Ce raisonnement part de la conception vulgaire qui appelle capital les « marchandises employées dans la production ». Pour autant que ces marchandises interviennent comme capital, leur valeur s'exprime comme *capital* — par opposition à leur valeur comme *marchandises* — dans le profit réalisé par leur application à l'industrie et au commerce. Le taux du profit est influencé incontestablement



par le prix du marché ainsi que par l'offre et la demande des marchandises achetées, mais bien d'autres circonstances interviennent pour le déterminer ; d'autre part, ce qui ne souffre aucune discussion c'est que le taux de l'intérêt a pour limite en général le taux du profit. M. Norman va nous dire comment cette limite est fixée. Elle est déterminée par la demande et l'offre de capital-argent, *se distinguant* ainsi des autres formes du capital. Mais cette offre et cette demande de capital-argent comment sont-elles déterminées elles-mêmes ? Qu'il y ait un rapport intime entre l'offre de capital-marchandise et l'offre de capital-argent, il n'y a pas à en douter, de même qu'il est indiscutable que la demande de capital-argent par les industriels dépend des circonstances de la production. Au lieu d'éclaircir ces points, M. Norman nous dit que la demande de capital-argent n'est pas identique avec la demande d'argent et il débite cette profonde vérité parce que lui, Overstone et les autres prophètes du *currency principle* sont continuellement poursuivis par l'idée de faire appel à la loi pour transformer artificiellement l'instrument de circulation en capital et élever le taux de l'intérêt.

Écoutons maintenant Lord Overstone, alias Samuel Jones Lloyd, qui va nous expliquer qu'il prend 10 % pour son « argent », parce que le « capital » est très rare dans le pays.

« 3653. Les variations du taux de l'intérêt résultent de l'une des deux causes suivantes : une variation de la valeur du capital ou une variation de la quantité de monnaie existant dans le pays ». [Une variation de la valeur du capital ! Mais d'une manière générale la valeur du capital est le taux de l'intérêt. La variation du taux de l'intérêt résulte donc de la variation du taux de l'intérêt. Théoriquement, ainsi que nous l'avons établi plus haut, la « valeur du capital » n'est jamais conçue d'une autre manière, à moins que M. Overstone n'entende par valeur du capital le taux du profit, et alors ce penseur profond en arrive à dire que le taux de l'intérêt est réglé par le taux



du profit !] « Toutes les variations du taux de l'intérêt, importantes au point de vue de la durée ou de l'étendue, découlent nettement de variations de la valeur du capital ; la hausse du taux de l'intérêt pendant l'année 1847 et pendant ces deux dernières années (1855-56) en fournit une preuve éclatante. Par contre, les oscillations du taux de l'intérêt ayant pour point de départ une variation de la quantité de monnaie affectée à la circulation ne sont jamais longues, ni profondes ; mais elles sont nombreuses, et plus elles sont fréquentes, plus elles sont efficaces pour le but qu'elles doivent atteindre » (notamment l'enrichissement des banquiers à la Overstone).

Notre ami Samuel Guernay s'exprime très naïvement à ce sujet devant le *Committee of Lords*, C. D. 1848 : « 1324. D'après vous les grandes oscillations du taux de l'intérêt qui se sont produites l'année dernière, ont-elles profité aux banquiers et aux financiers ? — Je crois que les financiers en ont profité. Toutes les oscillations des affaires rapportent à ceux qui s'y connaissent (*to the knowing men*). — 1325. A la longue, le banquier ne perd-il pas à une hausse du taux de l'intérêt, qui a pour effet d'appauvrir ses meilleurs clients ? — Non, je ne suis pas d'avis que pareille conséquence se manifeste d'une manière sensible ». — Voilà ce que parler veut dire.

Nous reviendrons sur l'influence de la quantité de monnaie sur le taux de l'intérêt. Mais mettons d'abord en évidence le quiproquo commis par Overstone. En 1847 la demande de capital-argent (avant le mois d'octobre il n'y eut aucune inquiétude au sujet de la « quantité de monnaie existante », comme il dit) s'accrut pour différentes raisons. La cherté des blés, le renchérissement du coton, la surproduction du sucre, la spéculation et le krach des chemins de fer, l'encombrement des marchés étrangers par les produits de l'industrie textile, la circulation de traites de complaisance alimentées par un commerce forcé d'exportations et d'importations avec l'Inde, toutes ces causes augmentèrent la demande de capital-argent, par conséquent la



demande de crédit et de monnaie. L'accroissement de la demande de capital-argent eut donc son origine dans le procès de production. D'ailleurs quelqu'en fut la cause, ce fut la demande de capital-*argent* qui fit hausser le taux de l'intérêt, la valeur du capital-argent. Si Overstone entend dire que la valeur du capital-argent monta *parce qu'elle* monta, il énonce une simple tautologie, et si son expression « valeur du capital » répond à une augmentation du taux du profit considéré comme cause de l'augmentation du taux de l'intérêt, il raisonne d'une manière absolument inexacte. La demande de capital-argent et par suite la « valeur du capital » peuvent croître, bien que le profit baisse ; mais dès que l'offre relative de capital-argent diminue, on en voit augmenter la « valeur ». Ce qu'Overstone veut démontrer c'est que la crise de 1847 et l'élévation du taux de l'escompte qui l'accompagna sont indépendantes de la « quantité de monnaie existante », par conséquent des dispositions du *Bank Act* de 1844 qu'il avait inspiré lui-même, alors qu'il est indéniable qu'il y a une corrélation entre ces faits, étant donné que la crainte de voir s'épuiser la réserve de la Banque — une création d'Overstone — est venue compliquer d'une panique financière la crise de 1847-48. Mais ce point n'est pas en question pour le moment. On se trouvait en présence d'une pénurie de capital-argent, provoquée par des opérations dont l'importance était hors proportion avec les moyens dont on disposait et qui s'était manifestée à la suite d'une mauvaise récolte, d'entreprises de chemins de fer exagérées, d'une surproduction principalement dans l'industrie cotonnière, de tripotages dans les relations commerciales avec l'Inde et la Chine, de spéculations, d'importations trop considérables de sucre, etc. Lorsque le grain qui avait été acheté à 120 sh. le quarter tomba à 60 sh., il manqua 60 sh. à ceux qui l'avaient acheté trop cher, et le défaut de crédit les empêcha d'obtenir de leur blé le prix qu'ils en avaient donné, c'est-à-dire 120 sh. en argent. Il en fut de même de ceux qui avaient importé du sucre et ne parvinrent pas à



le vendre, ainsi que de ceux qui avaient engagé leur capital roulant (*floating capital*) dans les chemins de fer et durent recourir au crédit pour leurs affaires « légitimes ». Tout cela, pour Overstone, découle d'un *moral sense of the enhanced value of his money*, de ce que l'on a l'impression morale que la valeur de la monnaie que l'on possède a augmenté. Cette valeur accrue du capital-argent n'en eut pas moins pour pendant la baisse de la valeur monétaire du capital réel (marchandises et moyens de production), de sorte que la valeur du capital augmenta sous une forme et diminua sous l'autre. Mais Overstone cherche à ramener ces deux valeurs de deux espèces différentes de capitaux à une valeur unique du capital en général, et cela en les opposant l'une et l'autre à un déficit de moyens de circulation. Une même somme de capital-argent peut cependant être prêtée par des quantités très différentes de moyens de circulation.

Examinons son exemple de 1847. Le taux officiel de l'intérêt était de 3 à 3 $\frac{1}{2}$ 0/0 en Janvier, 4 à 4 $\frac{1}{2}$ 0/0 en Février, presque continuellement 4 0/0 en Mars, 4 à 7 $\frac{1}{2}$ en Avril (au moment de la panique), 5 à 5 $\frac{1}{2}$ 0/0 en Mai, 5 0/0 en Juin, 5 0/0 en Juillet, 5 à 5 $\frac{1}{2}$ 0/0 en Août, 5 0/0 en Septembre (avec de légères variations passant par 5 $\frac{1}{4}$, 5 $\frac{1}{2}$ et 6 0/0), 5, 5 $\frac{1}{2}$ et 7 0/0 en Octobre, 7 à 10 0/0 en Novembre, 7 à 5 0/0 en Décembre. L'intérêt monta parce que les profits diminuèrent et qu'il y eut une baisse énorme de la valeur (en argent) des marchandises. Par conséquent lorsque Overstone dit qu'en 1847 il y eut hausse du taux de l'intérêt parce qu'il y eut hausse de la valeur du capital, il ne peut envisager que la valeur du capital-argent, qui est exprimée par le taux de l'intérêt et rien de plus. Mais plus loin le renard est trahi par sa queue et la valeur du capital est identifiée avec le taux du profit.

En ce qui concerne le taux élevé de l'intérêt qui fut exigé en 1856, Overstone devait ignorer en effet qu'il fut jusqu'à un certain point le symptôme de l'avènement de cette catégorie de chevaliers du crédit, qui paient l'intérêt,



non au moyen de leurs profits, mais au moyen des capitaux des autres. A peine deux mois avant la crise de 1857, il considérait que « les affaires étaient absolument saines ».

Plus loin Overstone dit : « 3722. L'opinion que le profit d'entreprise disparaît lorsque le taux de l'intérêt monte, est complètement erronée : d'abord parce qu'une hausse du taux de l'intérêt est rarement de longue durée ; ensuite parce que si elle est de longue durée et en même temps importante, elle signifie une augmentation de valeur du capital. Or pourquoi le capital augmente-t-il de valeur ? Parce qu'il y a eu hausse du taux du profit ». — Cette réponse nous apprend enfin quel sens nous devons attacher à l'expression « valeur du capital ». Le taux du profit peut cependant rester élevé très longtemps pendant que le profit d'entreprise baisse et que le taux de l'intérêt monte, l'intérêt absorbant la majeure partie du profit.

« 3724. La hausse du taux de l'intérêt a été une conséquence de l'énorme extension des affaires et de la hausse considérable du taux du profit ; de sorte que c'est soutenir une absurdité que se plaindre de ce que le taux élevé de l'intérêt détruit les deux éléments dont il est la cause. » Ce raisonnement est aussi logique que si l'on disait : La hausse du taux du profit a été la conséquence de l'augmentation des prix des marchandises par la spéculation ; c'est soutenir une absurdité que se plaindre de ce que l'augmentation des prix détruit la spéculation qui en est la cause. Qu'un phénomène détruise à la longue le facteur qui en est la cause, ce résultat ne peut être une absurdité que pour l'usurier hypnotisé par le taux élevé de l'intérêt. La grandeur des Romains fut la cause de leurs conquêtes et leurs conquêtes provoquèrent la décadence de leur grandeur. La richesse est la cause du luxe et le luxe a une action dissolvante sur la richesse. Quel rusé compère ! Pourrait-on mieux mettre en relief la bêtise de la bourgeoisie qu'en signalant le respect que la « logique » de ce millionnaire, de ce *dung hill aristocrat* inspira à toute l'Angleterre. Du reste, de ce que la hausse du taux de l'intérêt a été déterminée par la hausse



du taux du profit et l'extension des affaires, il ne résulte nullement que la hausse du taux de l'intérêt soit la cause de la hausse du taux du profit. Or il s'agit précisément de savoir si le taux élevé de l'intérêt (ce qui s'est présenté dans la crise) n'a pas perduré et même n'a pas atteint son point culminant, après que la hausse du taux du profit avait cessé depuis longtemps.

« 3718. En ce qui concerne la hausse notable du taux de l'escompte, on peut dire qu'elle résulte entièrement de l'augmentation de valeur du capital, augmentation dont tout le monde, je crois, peut facilement découvrir la cause, J'ai déjà signalé que pendant les treize années que le *Bank Act* est en vigueur, le commerce de l'Angleterre s'est accru de 45 à 120 millions de £. Qu'on réfléchisse à tous les événements qui sont exprimés par ces chiffres ; qu'on pense surtout à l'énorme demande de capital qui a été provoquée par une extension aussi gigantesque du commerce, et que l'on considère en même temps que pendant ces trois ou quatre dernières années l'épargne nationale, la source qui doit alimenter cette demande, a été consacrée à des dépenses militaires sans profit. J'avoue que je suis étonné de ce que le taux de l'intérêt ne soit pas beaucoup plus élevé, c'est-à-dire que ces opérations gigantesques n'aient pas déterminé une pénurie d'argent plus considérable que celle que vous avez trouvée. »

Quelle belle salade de mots que ce raisonnement de notre logicien de l'usure ! Il revient avec son augmentation de la valeur du capital ! Il semble qu'il se figure qu'il y eut d'un côté une énorme extension du procès de reproduction, par conséquent accumulation de capital effectif, pendant que de l'autre côté se trouvait un « capital », qui fut l'objet d'une « énorme demande », pour assurer cette extension gigantesque du commerce ! Cette augmentation gigantesque de la production n'impliquait-elle pas l'augmentation du capital, et en même temps qu'elle provoquait la demande, ne créait-elle pas l'offre et même une offre exagérée de capital-argent ? Si l'intérêt atteignit un taux très élevé,



c'est que la demande de capital-argent augmenta plus rapidement que l'offre et que le développement industriel ne put se poursuivre que sur la base du crédit. L'expansion effective de l'industrie détermina une demande plus grande d'avance d'argent et c'est évidemment cette demande que notre banquier appelle une « énorme demande de capital ». Il est certain que ce n'est pas une simple *demande* de capital qui a fait passer le commerce d'exportation de 45 à 120 millions. Mais qu'est-ce qu'Overstone veut bien dire lorsqu'il énonce que l'épargne nationale engloutie dans la guerre de Crimée représente la source naturelle qui alimente la demande ? Comment l'Angleterre a-t-elle fait pour accumuler de 1792 à 1815, durant une autre guerre que celle de Crimée ? Si la source naturelle était tarie, d'où vint donc le capital ? Cependant l'Angleterre n'a pas emprunté à l'étranger. Peut-être y eût-il une source artificielle, et alors on ne peut qu'admirer le système qui mit à la disposition de la nation la source naturelle pour la guerre et la source artificielle pour les affaires. Et si cependant l'ancien capital a dû suffire à tout, est-ce par l'augmentation du taux de l'intérêt qu'il a pu dédoubler son efficacité ? M. Overstone croit évidemment que l'épargne annuelle du pays (qui selon lui fut consommée dans ce cas) se convertit uniquement en capital-argent. Mais lorsqu'il ne se produit aucune accumulation réelle, c'est-à-dire aucune extension ni de la production, ni des moyens de production, quelle peut être l'utilité au point de vue productif d'une accumulation de créances à payer en argent ?

Overstone confond l'augmentation de « valeur du capital », résultant d'une hausse du taux du profit, avec l'augmentation ayant pour cause une extension de la demande de capital-argent. Cette dernière peut cependant se produire pour des motifs absolument étrangers au taux de profit, et lui-même cite l'exemple de 1847 où elle fut provoquée par une dépréciation du capital effectif ; ce qui montre que, suivant les circonstances, il applique l'expression valeur du capital, soit au capital effectif, soit au capital-argent.



Le passage suivant donne une nouvelle preuve du peu de probité et de l'étroitesse de vues de notre Lord banquier : 3728. (Question) « Vous disiez qu'à votre avis le taux de l'escompte est de peu d'importance pour le négociant ; voulez-vous dire ce que vous entendez par taux ordinaire du profit ? » M. Overstone ayant répondu qu'il lui était « impossible » de répondre, la Commission lui pose la question suivante : 3629. « Le taux moyen du profit étant de 7 à 10 $\frac{0}{0}$, ne considérez-vous pas qu'une variation de 2 $\frac{0}{0}$ du taux de l'escompte doive modifier de 7 à 8 $\frac{0}{0}$ le taux du profit ? » (Posée de la sorte la question confond le taux du profit d'entreprise avec le taux du profit et perd de vue que le profit est la source commune de l'intérêt et du profit d'entreprise ; le taux de l'intérêt peut ne pas affecter le taux du profit, mais il influence toujours le profit d'entreprise). Réponse d'Overstone : « Plutôt que de payer un escompte qui absorbe leur profit, les entrepreneurs suspendront leurs affaires. » (Oui, pour autant qu'ils puissent agir de la sorte sans se ruiner. Tant que leur profit est élevé ils paient l'escompte parce qu'ils le veulent, mais quand il est bas, ils paient l'escompte parce qu'ils le doivent). « Qu'est-ce que l'escompte ? Pourquoi quelqu'un escompte-t-il une traite ?... Parce qu'il se propose de grossir son capital. » (Non pas ; c'est parce qu'il veut rentrer plus rapidement en possession d'un capital qu'il a avancé et éviter l'arrêt de son entreprise. Il ne se propose de grossir son capital que lorsque les affaires vont bien ou qu'il spéculé avec le capital des autres, même quand les affaires ne vont pas. L'escompte n'a jamais pour but exclusif une extension de l'entreprise.) « Et pourquoi désire-t-il disposer d'un capital plus considérable ? Parce qu'il veut engager ce capital. Et pourquoi veut-il engager ce capital ? Parce qu'il en retirera un profit, ce qui ne serait pas le cas si l'escompte absorbait le profit. »

Ce logicien suffisant admet donc que l'on n'escompte des traites que pour donner de l'extension aux entreprises et que l'on n'étend les entreprises que parce qu'elles rappor-



tent du profit. L'homme d'affaires ordinaire escompte pour rentrer plus vite en possession de son capital-argent et éviter l'interruption de la reproduction, pour équilibrer le crédit qu'il donne par le crédit qu'il obtient et non pas pour se procurer un capital supplémentaire. S'il voulait donner plus d'importance à ses affaires en faisant appel au crédit, l'escompte, qui n'est qu'une transformation d'un capital-argent qu'il possède, lui serait de peu d'utilité ; il serait préférable pour lui de faire un emprunt ferme à long terme. Seul le chevalier du crédit peut penser à escompter sa « cavalerie » pour donner du souffle à son entreprise, pour couvrir une affaire malpropre par une autre qui ne l'est pas moins, pour esroquer le capital d'autrui et non pas faire du profit.

A peine M. Overstone a-t-il identifié l'escompte avec l'emprunt d'un capital supplémentaire, qu'il revient sur cette assimilation lorsqu'on le serre de plus près. — « 3730. (Question) : Une fois engagé dans une affaire, le commerçant ne doit-il pas la continuer un certain temps, malgré la hausse du taux de l'intérêt ? — (Overstone) Il n'y a pas de doute que lorsqu'on se place à ce point de vue étroit il est plus agréable pour quelqu'un d'obtenir un capital à un intérêt inférieur qu'à un intérêt élevé. » — Par contre, M. Overstone est loin de se placer à un point de vue étroit lorsque sans crier gare il entend par « capital » son capital de banquier et considère comme étant dépourvu de capital celui qui lui présente une traite à escompter, alors que cette traite est la contre-valeur d'un capital-marchandise que l'on demande à M. Overstone de faire passer d'une forme argent à une autre forme argent.

« 3732. En ce qui concerne le *Bank Act* de 1844, pouvez-vous dire quel était approximativement le rapport du taux de l'intérêt à la réserve métallique de la Banque ? Est-il juste que lorsque cette réserve était de 9 à 10 millions, le taux de l'intérêt s'élevait à 6 ou 7 0/0, alors qu'il ne fut que de 3 à 4 0/0 lorsque l'encaisse était de 16 millions ? (La question a pour but de l'amener à déclarer que le taux de



l'intérêt est influencé par la valeur du capital, étant donné qu'il est influencé par la masse d'or en réserve à la Banque). — Je ne dis pas qu'il en est ainsi.... cependant si tel était le cas, je considère que nous devrions recourir à des mesures plus rigoureuses qu'en 1844. En effet s'il était vrai que le taux de l'intérêt est d'autant plus bas que la réserve métallique est plus importante, nous devrions nous efforcer de pousser la réserve à une valeur infinie afin que le taux de l'intérêt tombe à zéro. » Cette échappatoire de mauvais goût n'ayant guère impressionné M. Caylay, celui-ci continue : « 3733. Admettons qu'on tente cet effort et supposons qu'il rentre 5 millions d'or dans les caves de la Banque ; la réserve sera de 16 millions pendant les six mois à venir et le taux de l'escompte tombera, mettons, à 3 ou 4 $\frac{0}{100}$. Comment pourra-t-on expliquer que cette baisse du taux de l'intérêt est la conséquence d'une dépression des affaires ? — J'ai parlé de la hausse récente du taux de l'intérêt et non pas de la baisse, et j'ai dit que cette hausse était liée intimement à la grande expansion des affaires. » — Overstone a soin de ne pas répondre au raisonnement de Caylay, qui dit que si une hausse du taux de l'intérêt se produisant en même temps qu'une contraction de la réserve métallique est un signe d'expansion des affaires, une baisse du taux de l'intérêt concomitante d'un accroissement de la réserve métallique doit être le symptôme d'une dépression.

« 3736. (Question). Je remarque que votre Seigneurie (*Your Lordship*, comme ne cesse de dire le texte) dit que la monnaie est l'instrument pour obtenir du capital. (L'absurdité consiste précisément à considérer comme un instrument ce qui est une *forme* du capital.) « Lorsque la réserve métallique de la Banque d'Angleterre diminue, la grande difficulté ne consiste-elle pas au contraire en ce que les *capitalistes* ne peuvent pas se procurer de la monnaie ? » — (Overstone) Non ; ce ne sont pas les capitalistes, mais ceux qui ne sont pas capitalistes qui cherchent à se procurer de l'argent. Et pourquoi demandent-ils de l'argent ?....



Parec que cet argent leur permet de disposer du capital des capitalistes pour exploiter les entreprises des gens qui ne sont pas des capitalistes. » — Ce qui est affirmer que les fabricants et les négociants ne sont pas des capitalistes et que le capital des capitalistes n'est que du capital-argent. — « 3737. Les personnes qui tirent des traites ne sont-elles donc pas des capitalistes ? — Ces personnes peuvent être comme elles peuvent ne pas être des capitalistes. » Ici *Your Lordship* s'enferme.

Les questions suivantes portent sur le point de savoir si les traites des commerçants représentent les marchandises qu'ils ont vendues ou embarquées. Il nie (3740, 3741) — ce qui est quelque peu audacieux — que les effets représentent la valeur des marchandises au même titre que les billets de banque représentent celle de l'or.

« 3742. Le but du négociant n'est-il pas d'obtenir de l'argent ? — Non ; pour obtenir de l'argent le négociant ne tire pas, mais escompte des traites. » Tirer une traite c'est transformer une marchandise en une monnaie de crédit et escompter c'est échanger cette monnaie de crédit contre une autre, des billets de banque, par exemple. M. Overstone veut bien concéder ici qu'on escompte des traites pour obtenir de l'argent, alors que précédemment il considérait que l'escompte a pour but d'obtenir un capital supplémentaire et non de faire passer le capital d'une forme à une autre.

« 3743. Que désire avant tout le monde des affaires lorsqu'il est sous le coup d'une panique, comme celles qui se sont produites d'après vous en 1825, 1837 et 1839 ? Demande-t-il du capital ou de la monnaie ayant cours légal ? — Il désire du capital pour pouvoir continuer les affaires ». — Ce que ceux qui font des affaires demandent ce sont des moyens de paiement pour faire honneur à leurs traites et pour ne pas être obligés de vendre leurs marchandises au-dessous du prix. Mais en obtenant ces moyens de paiement, ils obtiennent en même temps du capital, même ceux qui n'en ont pas, puisqu'on leur avance une valeur



sans équivalent. Par conséquent ce qu'ils désirent c'est de convertir en argent une valeur existant sous forme de marchandise ou de créance ; d'où la grande différence — abstraction faite des crises — entre un emprunt de capital et l'escompte, qui a pour seul objectif de transformer un titre de crédit en monnaie métallique ou en un autre titre de crédit.

[Je — Engels — me permets de présenter ici une observation. Pour Norman et Loyd-Overstone le banquier est toujours quelqu'un qui « avance du capital » et le client, quelqu'un qui demande du « capital ». C'est ainsi qu'Overstone dit (3729) qu'on escompte des traites « pour obtenir un *capital* » et (3730) qu'il est agréable de « pouvoir *disposer d'un capital* » à bas intérêt. De même (3736) « l'argent est l'instrument pour obtenir du *capital* » et (3743) en temps de panique le plus grand désir du monde des affaires est « d'avoir du *capital* à sa disposition ». De tout ce qu'il y a de confus dans la conception de Loyd-Overstone sur ce qu'il faut entendre par capital, il ressort cependant clairement que ce que le banquier remet à ses clients sous le nom de capital est un capital que ceux-ci ne possédaient pas encore, qui leur est avancé et qui vient s'ajouter à celui dont ils disposaient déjà.

Le banquier a tellement pris l'habitude de se considérer comme le distributeur et le prêteur du capital-argent disponible dans la société, qu'il n'est plus aucune opération dans laquelle il avance de l'argent qui ne soit à ses yeux un prêt. Tous les paiements qu'il effectue sont pour lui des avances, et cependant il n'en est ainsi que si l'argent est donné réellement en prêt ou s'il est payé pour une traite présentée à l'escompte, cas dans lequel l'avance n'est faite que jusqu'au moment de l'échéance. Tous ses paiements sont pour lui des avances, non seulement dans le sens d'avances à intérêt ou à profit qu'un particulier en tant que propriétaire d'argent se fait à lui-même en tant qu'industriel, mais dans le sens de remises à des tiers de capitaux venant s'ajouter à ceux dont ils disposent. C'est cette conception qui,



en passant des bureaux de banque dans les traités d'économie politique, a donné lieu à la discussion embrouillée sur le point de savoir si les avances en espèces que le banquier fait à ses clients représentent un capital ou simplement de la monnaie, des moyens de circulation, de la *currency*. Pour éclaircir la question nous devons nous placer au point de vue des clients et nous demander ce qu'ils demandent et ce qu'ils obtiennent.

Lorsque la banque fait une avance uniquement sur crédit personnel, sans exiger un gage, la chose est claire. Le client obtient une avance d'une valeur déterminée, qui vient grossir le capital qu'il a engagé. Cette avance lui est faite en argent; elle ne représente pas seulement de la monnaie, mais aussi du *capital-argent*.

Lorsque l'avance est faite sur nantissement de valeurs, etc., elle constitue une remise d'argent à charge de restitution. Il n'y a pas avance de capital, car les valeurs données en gage sont aussi un capital et leur valeur est même supérieure à celle du capital emprunté. L'emprunteur fait donc l'affaire, non pas parce qu'il a besoin de capital — puisque ses valeurs sont un capital — mais parce qu'il a besoin de monnaie. Il y a donc avance de *monnaie* et non de capital.

Enfin lorsque l'avance est faite contre des traites admises à l'escompte, la *forme* même de l'avance disparaît. Nous nous trouvons alors en présence d'un simple acte de vente-achat. L'endossement transmet la propriété de la traite à la banque, dont l'argent devient la propriété du client, sans qu'il soit question de restitution. Obtenir de la monnaie en espèces contre une traite ou tout autre titre de crédit n'est pas plus contracter un emprunt que d'obtenir de la monnaie en espèces contre des marchandises, du coton, du fer, du blé. D'aucune façon il ne peut être question dans cette opération d'avance de *capital*. Toute vente-achat entre commerçants est une transmission de capital et il ne peut y avoir avance que lorsqu'au lieu d'être réciproque la transmission est unilatérale et à terme.



L'escompte ne peut donner lieu à une avance de capital que lorsque la traite est une traite de complaisance, ne correspondant à aucune vente de marchandises, et pareille traite est refusée par tout banquier qui en devine la nature. Les opérations d'escompte se faisant régulièrement, le client n'obtient une avance, ni en capital, ni en monnaie. Il reçoit des espèces pour une marchandise qui est vendue.

Les cas où les clients demandent et obtiennent du capital sont donc nettement distincts de ceux où la banque leur avance ou leur vend de la monnaie. Comme M. Loyd-Overstone ne consentait que dans les cas les plus rares (je fus son client à Manchester) à avancer ses fonds sans qu'il fut couvert, nous sommes autorisés à conclure que ses belles descriptions des masses de capitaux que les généreux banquiers avancent aux fabricants qui en sont privés, se ramènent à une vulgaire fanfaronnade.

Dans le passage suivant du chapitre XXXII, Marx voit les choses comme nous : « La demande de moyens de paiements n'est qu'une demande de *convertir en monnaie*, lorsque les négociants et les industriels offrent des garanties suffisantes; elle devient une demande de *capital-argent*, lorsque cette condition n'est pas remplie, c'est-à-dire lorsque l'avance n'a pas seulement pour but de leur remettre les moyens de paiement sous la *forme* qu'ils doivent présenter, mais également l'*équivalent* qui leur est indispensable pour faire leurs paiements ». Plus loin, dans le chapitre XXXIII, il dit encore : « Lorsque par suite du développement du crédit l'argent est concentré dans les banques, ce sont celles-ci qui *du moins nominale*ment l'avancent. Cette avance ne concerne pas l'argent se trouvant en circulation; c'est une avance de *circulation* et non de capitaux ». — De son côté, M. Chapman, qui est compétent en la matière, confirme ce que nous disons des opérations d'escompte : C. A. 1857 : « Le banquier a *acheté la traite* ». *Evid.* Question 5139. Nous reviendrons du reste sur cette question dans le chapitre XXVIII. — F. E.]

« 3744. Voulez-vous dire ce que vous entendez réelle-



ment par le mot capital? — (Réponse d'Overstone). Le capital se compose de différentes marchandises, au moyen desquelles l'industrie est maintenue en activité (*capital consists of various commodities, by the means of which trade is carried on*); il y a du capital fixe et du capital circulant. Vos navires, vos docks, vos chantiers sont du capital fixe; vos denrées alimentaires, vos vêtements, etc., sont du capital circulant ».

« 3745. Le drainage de l'or par l'étranger a-t-il eu des conséquences nuisibles pour l'Angleterre? — Non, pour autant qu'on donne à ce mot un sens rationnel ». (Puis vient la vieille théorie de Ricardo sur la monnaie)..... Dans la situation naturelle des choses la monnaie est répartie dans des proportions déterminées entre les différents pays du monde, et ces proportions sont telles que le commerce entre un pays quelconque et tous les autres se ramène uniquement à des échanges. De temps en temps des facteurs perturbateurs viennent modifier cette répartition et déterminer le transfert d'une partie de monnaie d'un pays à d'autres. — 3746. Vous vous servez maintenant du mot monnaie. Si je vous ai bien compris tantôt, vous avez appelé cela une perte de capital. — Qu'est-ce que j'ai appelé une perte de capital? — 3747. Le drainage de l'or. — Non, je n'ai pas dit cela. Lorsque vous considérez l'or comme un capital, c'est incontestablement une perte de capital, c'est la cession d'une certaine quantité du métal précieux dont est composée la monnaie mondiale. — 3748. Ne disiez-vous pas précédemment qu'une variation du taux de l'escompte est simplement l'indice d'une variation de la valeur du capital? — Oui. — 3749. Et qu'en général le taux de l'escompte varie d'après la réserve métallique de la Banque d'Angleterre? — Oui; mais j'ai déjà dit que les oscillations du taux de l'intérêt résultant de variations de la quantité de monnaie (par là il entend cette fois la quantité de l'or effectif) d'un pays sont très peu sensibles.....

« 3750. Entendez-vous donc dire qu'une diminution



de capital s'est produite lorsque l'escompte s'est élevé passagèrement, mais plus longtemps, au-dessus du taux ordinaire — Oui, une diminution dans un certain sens. Le rapport entre le capital et la demande de capital s'est modifié, mais probablement par suite d'une augmentation de la demande et non à cause d'une diminution de la quantité de capital ». — [Or, il n'y a qu'un instant, la monnaie ou l'or sous le nom de capital, et un peu plus haut l'augmentation du taux de l'intérêt expliqué par une hausse du taux du profit résultaient, non d'une dépression, mais d'une expansion des affaires, c'est-à-dire du capital].

« 3751. Quel est donc le capital que vous visez spécialement en ce moment? — Cela dépend du capital dont chacun a besoin. C'est le capital dont dispose la nation pour ses entreprises, de sorte que si l'importance de celles-ci devient double, il doit intervenir une augmentation considérable dans la demande de capital ». (Ce malin banquier dédouble d'abord les entreprises et ensuite la demande de capital qui doit leur permettre de rendre cette importance deux fois plus grande. Il ne parvient pas à détacher les regards de ses guichets où les clients arrivent pour demander à M. Loyd un capital plus grand pour pouvoir dédoubler leurs affaires). — « Le capital est comme toute autre marchandise »; (d'après M. Loyd lui-même il n'est rien autre que l'ensemble des marchandises) « son prix varie » (le prix des marchandises varie donc doublement, une fois comme marchandises, une fois comme capital) « selon l'offre et la demande ».

« 3752. Les oscillations du taux de l'escompte sont généralement en rapport avec les variations de la réserve métallique de la Banque. Est-ce là le capital dont vous parlez? — Non. — 3753. Pourriez-vous donner un exemple d'une hausse du taux de l'escompte correspondant à un renforcement de la provision de capital de la Banque d'Angleterre? — La Banque d'Angleterre accumule de la monnaie et non du capital. — 3754. Vous disiez que le taux de l'escompte dépend de la quantité de

capital ; voulez-vous dire de quel capital vous entendez parler et citer un exemple où la réserve d'or étant considérable à la Banque le taux de l'intérêt était en même temps élevé ? — Il est très probable » (ah, ah !) « que l'accumulation de l'or à la Banque coïncide avec un taux réduit de l'escompte, étant donné qu'une période de faible demande de capital » (de capital-argent, car la période 1844-45 dont il parle fut une période de prospérité) « se prête naturellement à l'accumulation de l'instrument qui permet de disposer du capital. — 3755. Vous admettez donc qu'il n'y a aucune corrélation entre le taux de l'escompte et la réserve métallique de la Banque ? — Il est possible qu'il y ait une corrélation, mais en principe il n'y en a pas » ; (le *Bank Act* de 1844, dont il est le père, impose cependant à la Banque de régler le taux de l'intérêt d'après sa réserve métallique) ; « les deux faits peuvent se produire simultanément (*there may be a coincidence of time*). — 3758. Entendez-vous donc dire que lorsque l'argent est rare à cause du taux élevé de l'escompte, la difficulté, pour les commerçants de notre pays, consiste à obtenir du capital et non à se procurer de la monnaie ? — Vous confondez deux choses que je ne rapproche pas sous cette forme ; il y a à la fois difficulté de se procurer du capital et difficulté d'obtenir de l'argent..... et ces deux difficultés se ramènent à une difficulté unique se présentant à deux moments différents ». — Notre homme s'est de nouveau enfoncé. La première difficulté est d'escompter un effet ou d'obtenir une avance sur nantissement, car il s'agit de convertir en monnaie un capital ou un titre de crédit ; cette difficulté s'exprime entr'autres par le taux élevé de l'intérêt. La monnaie étant obtenue, où la seconde difficulté git-elle ? Est-il difficile de se dessaisir de son argent, quand il s'agit de faire un paiement ? Et s'il s'agit d'acheter, quelqu'un a-t-il jamais éprouvé des difficultés à se procurer des marchandises en temps de crise ? Supposons même que l'on se trouve en présence d'un renchérissement exceptionnel du blé ou du coton ; la difficulté ne proviendra pas de la



valeur du capital-argent, c'est-à-dire du taux de l'intérêt, mais du prix de la marchandise, et cette difficulté disparaît dès que notre homme a l'argent pour acheter.

« 3760. La hausse du taux de l'escompte n'augmente-t-elle par la difficulté de se procurer de l'argent ? — Elle accroît cette difficulté, mais celle-ci ne porte pas sur l'obtention de l'argent, mais sur la forme » (c'est cette forme qui met du profit dans les poches des banquiers) « sous laquelle l'argent doit être obtenu, et cette difficulté devient de plus en plus grande en présence des complications de notre civilisation ».

« 3763 (Réponse d'Overstone). Le banquier est l'intermédiaire, qui, d'un côté, reçoit des dépôts, de l'autre, les applique, en les confiant sous *forme de capital* à des personnes qui..... » Enfin nous savons ce qu'il entend par capital. Il transforme l'argent en capital en le « confiant » ou, sans euphémisme, en le prêtant à intérêt.

Après avoir dit qu'une variation du taux de l'escompte ne dépend pas en réalité d'une variation de la réserve métallique de la Banque ou de la quantité de monnaie existante, il répète : « 3804. Lorsque par suite d'un drainage la monnaie existant dans un pays diminue en quantité, la valeur en augmente et la Banque d'Angleterre doit s'adapter à cette variation de la valeur de la monnaie » ; (donc à la variation de la valeur de la monnaie comme *capital*, c'est-à-dire à la variation du taux de l'intérêt, car la valeur de la monnaie comme *monnaie* (relativement aux marchandises) reste invariable) « ce que l'on exprime en langage technique en disant que le taux de l'intérêt monte ».

« 3819. Je ne confonds pas les deux. » (Savoir la monnaie et le capital ; pour cette raison bien simple qu'il ne les distingue pas.)

« 3834. La somme très élevée qui dut être payée pour les subsistances nécessaires au pays (du blé en 1846) et qui fut *en réalité du capital*. »

« 3841. Les oscillations du taux de l'intérêt sont intimement liés à la situation de la réserve métallique (de la



Banque d'Angleterre), car cette situation renseigne sur l'augmentation ou la diminution de la quantité de monnaie existant dans le pays ; or suivant que cette quantité diminue ou augmente, la valeur de l'argent et le taux de l'escompte croissent ou décroissent. » Il eoneède donc ici ee qu'il n'admettait pas à la question 3755.

« 3842. Il y a une étroite corrélation entre les deux », savoir entre la quantité d'or à l'issue *department* (département de l'émission) et la réserve de billets au *banking department* (département de la banque). « Cette fois il explique la variation du taux de l'intérêt par la variation de la quantité de monnaie, ee qui est inexaet. La réserve peut diminuer lorsque la quantité de monnaie en eirculation dans le pays augmente (ce qui est le cas lorsque le public prend plus de billets sans que le trésor augmente d'une manière correspondante) ; mais alors le taux de l'intérêt augmente, la loi de 1844 assignant un import déterminé au eapital de la Banque d'Angleterre. Il se garde bien de parler de ees faits, parce que la loi de 1844 décide précisément que les deux départements de la Banque doivent rester indépendants l'un de l'autre.

« 3859. Un taux élevé du profit provoquera toujours une demande considérable de eapital et par suite un accroissement de la valeur de eelui-ei. » — Cette phrase nous dit enfin eomment Overstone eomprend la corrélation entre la hausse du taux du profit et la demande de eapital. En 1844-45 le taux du profit fut élevé dans l'industrie du eoton, parce que malgré une demande eonsidérable de produits la matière première resta à bas prix. La valeur du eapital (antérieurement Overstone a appelé eapital ee que ehaeun emploie dans son entreprise), c'est-à-dire la valeur du eoton brut, ne haussa pas pour les fabrieants, et le profit élevé qui en résulta engagea beaucoup de eeux-ei à emprunter de l'argent pour donner plus d'importance à leur entreprise. C'est là et non ailleurs qu'il faut ehereher la eause de leurs demandes de eapital-argent.

« 3889. L'or peut être ou ne pas être de la monnaie,



comme le papier peut être ou ne pas être un billet de banque. »

« 3896. — Vous ai-je bien compris ? Abandonnez-vous votre thèse de 1840, d'après laquelle les variations de la circulation de billets de la Banque d'Angleterre dépendent des variations de la réserve métallique ? — J'y renonce pour autant que.... dans l'état actuel de nos connaissances nous devons ajouter aux billets en circulation les billets faisant partie de la réserve de la Banque. » Voilà qui dépasse tout. La disposition arbitraire qui permet à la Banque d'émettre autant de billets qu'elle a de réserve métallique, 14 millions et plus, a naturellement pour conséquence que son émission varie d'après les variations de sa réserve. Or « l'état actuel de nos connaissances » établit que la quantité de billets que la Banque peut fabriquer et faire passer de son *issue department* à son *banking department* (circulation qui varie suivant l'importance de la réserve métallique) ne détermine pas les variations de la circulation de billets en dehors de la Banque. Il en résulte que cette dernière — qui est la vraie circulation — est sans importance au point de vue de l'administration de la Banque, pour laquelle est seule décisive la circulation entre ses deux départements, et celle-ci ne se distingue de la circulation réelle que par la réserve. Quant à cette dernière, elle sert au public en ce qu'elle le renseigne sur l'importance que peut atteindre légalement l'émission de la Banque et par conséquent sur ce que le *banking department* peut fournir à ses clients.

Voici un exemple frappant de la mauvaise foi d'Overs-
tone :

« 4243. D'après vous la quantité de capital varie-t-elle d'un mois à l'autre dans des proportions telles que les changements de valeur qui en résultent, soient de nature à provoquer les oscillations du taux de l'escompte dont nous avons été témoins pendant ces dernières années ? — Le rapport entre la demande et l'offre de capital peut indubitablement varier dans une période très courte... Si la France annonçait demain qu'elle a décidé de contracter un emprunt



très important, il en résulterait inévitablement en Angleterre une grande modification de la *valeur de l'argent*, *c'est-à-dire de la valeur du capital*. »

« 4245. Si la France annonçait que pour un motif ou l'autre elle a immédiatement besoin de 30 millions de marchandises, il y aurait une demande considérable de *capital*, pour me servir d'une expression plus scientifique et plus simple. »

« 4246. Le *capital* que la France se proposerait d'acheter avec la somme qu'elle aurait empruntée est *une* chose ; la *monnaie* qu'elle consacrerait à cet achat est *une autre* chose ; est-ce la *monnaie* qui change de valeur ? — Nous retombons donc toujours sur la même question et, à mon avis, elle rentre plus dans le domaine de ce que le savant étudie dans son cabinet de travail que de ce que votre Commission recherche dans ses séances. » — Et là-dessus M. Overstone se retire, mais non dans un cabinet d'études (1).

(1) A la fin du chapitre XXXII nous reviendrons sur les idées troubles d'Overstone en matière de capital.



CHAPITRE XXVII

LE RÔLE DU CRÉDIT DANS LA PRODUCTION CAPITALISTE

L'étude du crédit nous a conduit jusqu'à présent aux observations générales suivantes :

I. — Le crédit est indispensable pour l'égalisation des taux des profits, base de la production capitaliste.

II. — Le crédit réduit les frais de la circulation. En effet :

1) Il permet d'économiser la monnaie métallique : *a)* en se substituant à elle pour une grande partie des transactions ; *b)* en multipliant l'emploi de la monnaie de papier ; *c)* en accélérant la circulation de l'instrument des échanges (1). D'une part, cette accélération dépend purement de la technique des banques, qui avec une quantité moindre de monnaie d'argent et de papier parviennent à faire circu-

(1) « La circulation moyenne de billets de la Banque de France était de 106 538 000 francs en 1812 et de 101 205 000 francs en 1818, alors que la circulation totale, l'ensemble des entrées et des sorties de caisse, pendant les mêmes années, était respectivement de 2 837 712 000 et de 9 665 030 000 francs. La circulation de 1818 a donc été à celle de 1812 dans le rapport de 3 à 1. Le grand régulateur de la vitesse de la circulation est le crédit. Aussi une dépression énergique du marché financier coïncide généralement avec une circulation très abondante. » (*The Currency Question reviewed*, etc., p. 165). — « De septembre 1833 à septembre 1843, environ 300 banques d'émission ont été fondées en Grande-Bretagne ; il en est résulté une réduction de 2 1/2 millions de la circulation de billets, qui de 36 035 244 £ fin septembre 1833 tomba à 33 518 544 £ fin septembre 1843. » (*l. c.*, p. 53.) — « L'activité de la circulation écossaise est telle que 100 £ lui suffisent pour liquider la même quantité d'affaires qu'en Angleterre avec 420 £ » (*op. cit.*, p. 55). Ce dernier fait se rapporte à la technique des opérations.



ler une même masse de marchandises ; d'autre part, elle résulte de ce que le crédit active les métamorphoses des marchandises et par suite la vitesse de la circulation monétaire.

2) Il accélère les différentes phases de la métamorphose des marchandises et du capital, et par suite de la reproduction en général. (D'autre part il permet de distancer davantage les opérations d'achat et de vente et, à ce point de vue, il sert de base à la spéculation). Il permet une réduction du fonds de réserve, qui se traduit soit par une diminution des instruments d'échange en circulation, soit par une diminution de la partie du capital qui doit exister continuellement sous forme d'argent (1).

III. — Le crédit pousse à la création de sociétés par actions. D'où :

1) Une extension énorme de la production et des entreprises, qui prennent des proportions qui auraient été impossibles avec des capitalistes agissant isolément. Des entreprises dont primitivement les gouvernements seuls pouvaient se charger sont faites par des sociétés.

2) La transformation du capital privé en capital social (concentration des moyens de production et de la force de travail) et des entreprises privées en entreprises sociales, c'est-à-dire la suppression du capital en tant que propriété privée dans le cadre de la production capitaliste.

3) La transformation du capitaliste opérant lui-même en un dirigeant exploitant le capital d'autrui, et du capitaliste propriétaire en un simple propriétaire, un simple capitaliste d'argent. Même lorsque le dividende est égal au profit total, c'est-à-dire englobe l'intérêt et le profit d'entreprise (la rémunération du dirigeant n'est qu'un salaire), il est considéré comme intérêt, comme rémunération de la propriété du capital, qui dans le procès de reproduction est séparée de la fonction du capital, absolument comme dans

(1) « Avant l'existence des banques le capital devant fonctionner comme intermédiaire des échanges était plus considérable que ce qui était nécessaire pour la circulation des marchandises. » *Economist*, 1843, p. 238.



la personne du dirigeant la fonction est séparée de la propriété. Dans ces conditions, le profit — et non plus la partie du profit, l'intérêt, qui est le profit du bailleur de fonds — est simplement l'accaparement du surtravail d'autrui, résultant de ce que les moyens de production sont transformés en capital et n'appartiennent pas aux producteurs véritables, depuis le directeur jusqu'au dernier des manœuvres. De même que dans les sociétés par actions ceux qui mettent le capital en œuvre ne sont pas ceux qui le possèdent, de même ceux qui travaillent ne sont pas ceux qui possèdent les instruments de travail et prélèvent la plus-value. Ce résultat ultime du développement de la production capitaliste est un stade qui doit être atteint inévitablement pour que le capital puisse redevenir la propriété des producteurs, non plus la propriété privée de quelques producteurs isolés, mais la propriété sociale de tous les producteurs. Ce stade sera également le point de départ de la transformation en fonctions sociales de l'appropriation individuelle du capital des fonctions qui jusque-là avaient été le corollaire des producteurs associés.

Avant d'aller plus loin, constatons encore que puisque le profit se présente exclusivement sous forme d'intérêt dans les sociétés par actions, les entreprises qui en font l'objet restent possibles même lorsqu'elles rapportent simplement l'intérêt des capitaux qui y sont engagés, ce qui est une des raisons qui s'opposent à la baisse du taux général du profit ; en effet ces entreprises ne contribuent pas nécessairement à la formation du taux général à cause de l'énorme disproportion qui s'y rencontre entre le capital constant et le capital variable.

[Depuis que Marx a écrit ce qui précède, l'industrie a adopté de nouvelles formes d'association ; elle crée maintenant des sociétés par actions à la deuxième et à la troisième puissance. Dans tous les domaines de la grande industrie la capacité de produire se développe avec une rapidité extraordinaire et rencontre comme obstacle la lenteur de l'extension du marché, qui met des années à absorber ce qui



est produit en quelques mois. De là la politique protectionniste par laquelle chaque pays cherche à se défendre contre les autres et surtout contre l'Angleterre, politique qui a pour conséquence d'augmenter artificiellement l'activité de la production intérieure. Le grand principe de la libre concurrence, tant vanté et tant adulé, en est réduit à annoncer lui-même sa banqueroute. Dans chaque pays on voit dans telle et telle branche de la production les industriels s'entendre, créer un cartel pour régler la production et instituer une commission assignant à chaque établissement la quantité qu'il peut produire et répartissant les commandes entre tous. Cette entente entre producteurs ne se limite pas à un pays ; les cartels deviennent internationaux, comme c'est le cas du cartel anglo-allemand de l'industrie du fer. Mais cette forme de socialisation de la production est devenue elle-même insuffisante dans beaucoup de cas, où l'antagonisme des intérêts parvenait quand même à rompre l'association. On en est arrivé alors dans quelques branches à concentrer toute la production en une seule société par actions, recevant son impulsion d'une direction unique. Ce système a déjà reçu de multiples applications en Amérique et il a comme exemple le plus remarquable en Europe l'*United Alkali Trust*, qui réunit en une seule firme toute la production anglaise des alcalis. Les usines existantes, au nombre de plus de trente, ont été taxées et d'après cette évaluation leurs propriétaires ont reçu des actions du trust, dont le montant s'élevant à 5 millions de £ constitue le capital fixe de la nouvelle société. La direction technique est continuée par ceux qui l'exerçaient précédemment, mais la direction des affaires est centralisée en une direction générale. Le public a été invité à souscrire le capital circulant, le *floating capital*, d'un million de £ environ, de sorte que le trust fonctionne au capital de 6 millions de £. Dans cette branche, qui constitue la base de toute l'industrie chimique, le monopole a donc pris en Angleterre la place de la concurrence et préparé de la manière la plus satisfai-



sante l'expropriation par la société entière, la nation. — F. E.]

La transformation de la production capitaliste sous l'influence des sociétés par actions exerce une influence dissolvante sur la production capitaliste elle-même. Elle provoque dans certaines industries le monopole et appelle ainsi l'intervention de l'Etat. Elle fait surgir une nouvelle aristocratie de la finance et une nouvelle catégorie de parasites sous forme de faiseurs de projets, lanceurs d'affaires et directeurs purement nominaux ; en un mot, tout un système de filouteries et de tromperie ayant pour base le lancement de sociétés, l'émission et le commerce d'actions. C'est la production privée sans le contrôle de la propriété privée.

IV. — Dans une certaine limite, le crédit met à la disposition des capitalistes isolés et de ceux qui sont considérés comme tels, le capital, la propriété et le travail des autres (1). (Nous faisons abstraction des sociétés par actions qui, ainsi que nous l'avons vu, ont une influence dissolvante sur la production capitaliste et exterminent l'industrie privée à mesure qu'elles envahissent de nouvelles sphères de production). Le capital qu'ils possèdent en réalité ou tout au moins aux yeux du public devient la base d'un crédit exagéré, particulièrement dans le grand commerce dont les transactions

(1) Qu'on lise, par exemple, dans le *Times* la liste des faillites pendant une année de crise comme 1857, et que l'on compare la fortune réelle des faillis et le montant de leurs dettes. — « En réalité la capacité d'achat de ceux qui disposent d'un capital et de crédit dépasse de loin ce que peuvent concevoir ceux qui n'ont aucune accointance avec les marchés où l'on spéculé. » (Tooke, *Inquiry into the Currency Principle*, p. 73). « Un homme qui possède de nom assez de capital pour conduire régulièrement ses affaires et qui dans sa branche dispose d'un bon crédit, peut lorsqu'il a une conception optimiste de la conjoncture de l'article dont il s'occupe et s'il est favorisé par les circonstances au début et dans le cours de sa spéculation, conclure des achats dépassant de beaucoup le capital dont il dispose » (*ibidem*, p. 436.) — « Les commerçants, les fabricants, etc., font tous des affaires bien plus considérables que leur capital... Aujourd'hui, le capital est bien plus la base d'un bon crédit que la limite des transactions de n'importe quelle entreprise commerciale » (*Economist*, 1847, p. 333.)



portent sur la plus grande partie des produits sociaux. Tous les ménagements et toutes les justifications plus ou moins plausibles usitées dans la production capitaliste disparaissent ici. Ce que le grand commerçant risque dans ses spéculations appartient non à *lui*, mais à la société, et l'on voit là combien est absurde la thèse qui fait résulter le capital de l'épargne, puisque le spéculateur désire que d'autres épargnent pour lui. [C'est ainsi que récemment toute la France avait épargné un milliard et demi pour les tripoteurs du Panama, dont les manœuvres et les opérations sont parfaitement exposées dans ces lignes, que Marx écrivait il y a plus de vingt ans. — F. E.] L'autre thèse qui fait dériver le capital du renoncement n'est pas moins absurde en présence du luxe des hommes du grand commerce, luxe qui est même un moyen d'obtenir du crédit. Des conceptions qui se justifient jusqu'à un certain point dans une production capitaliste moins développée, perdent toute signification ici. L'échec comme le succès aboutit à la centralisation des capitaux et à l'expropriation la plus vaste, non seulement des producteurs immédiats, mais des petits et moyens capitalistes. Mais cette expropriation, qui est l'aboutissement de la production capitaliste, dont le but est d'enlever aux producteurs isolés les moyens de production pour les transférer aux producteurs associés, revêt en même temps dans la société capitaliste l'aspect opposé, puisqu'elle est le renforcement de la propriété aux mains de quelques-uns et que le crédit intervient sans cesse pour faire de plus en plus de ceux-ci de simples chevaliers de la chance. La propriété étant représentée par des actions, son mouvement et sa transmission se font par des opérations de bourse, dans lesquelles les goujons sont avalés par les brochets et les moutons dévorés par les loups. Bien qu'elle soit déjà en opposition avec l'ancienne forme, où le moyen de production social se présente comme propriété individuelle, la valeur en bourse, l'action ne sort pas du cadre de la production capitaliste, car elle ne fait que représenter sous un autre aspect l'opposition entre les deux carac-



tères de la richesse, propriété sociale d'une part, propriété privée de l'autre.

Même les fabriques coopératives créées par les ouvriers sont destructives de l'ancienne forme, bien que leur organisation doive nécessairement reproduire partout tous les défauts du système existant. Elles suppriment cependant l'antagonisme entre le capital et le travail, étant donné que les ouvriers y sont eux-mêmes capitalistes et y appliquent les moyens de production à la mise en valeur de leur propre capital. Elles montrent comment, à un stade déterminé du développement des forces productives et des formes de production que la société y fait correspondre, un mode de production doit naturellement donner naissance à un autre. Sans la fabrique capitaliste la fabrique coopérative n'aurait pas pu se développer. Et de même le système capitaliste du crédit lui a été nécessaire, car celui-ci n'est pas seulement la base principale de la transformation de l'entreprise capitaliste privée en société capitaliste par actions, mais également un moyen de développement des entreprises coopératives. Les sociétés capitalistes par actions sont, comme les fabriques coopératives, des formes intermédiaires de la transformation de la production capitaliste en production associée, seulement les unes résolvent l'antagonisme entre le capital et le travail négativement et les autres positivement.

Jusqu'à présent nous avons étudié, principalement au point de vue du capital industriel, le problème du développement du crédit et de la suppression de l'appropriation du capital qui y est virtuellement inhérente. Dans les chapitres suivants nous envisagerons le crédit, tant en ce qui concerne ses effets que sa forme, au point de vue du capital productif d'intérêts, et nous aurons l'occasion de faire quelques observations économiques caractéristiques. Mais avant, notons encore ce qui suit :

Si le crédit est le levier principal de la surproduction et de la spéculation à l'excès, il en est ainsi parce que le procès de reproduction, naturellement très élastique, est



forcé à l'extrême, ce qui est dû à ce que une grande partie du capital social est appliquée par des individus qui n'en sont pas propriétaires et qui s'en servent avec bien moins de prudence que les capitalistes produisant avec leurs propres capitaux. Les entraves et les limites immanentes que la mise en valeur du capital oppose à la production dans la société capitaliste, sont donc continuellement brisées (1) par l'organisation du crédit, qui accélère le développement matériel des forces productives et la création du marché mondial, base matérielle de l'avènement de la nouvelle forme de production. La dissolution de l'ancienne forme est d'autre part activée par les crises, dont le crédit accentue la fréquence.

Le crédit a donc ce double caractère d'être, d'une part, le pivot de la production capitaliste, le facteur qui transforme en un colossal jeu de spéculation l'enrichissement par le travail d'autrui et qui ramène à un nombre de plus en plus restreint ceux qui exploitent la richesse nationale ; d'être, d'autre part, un agent préparant la transition de la production actuelle à une forme nouvelle. C'est ce double aspect qui fait des prêcheurs du crédit, depuis Law jusque Isaac Pereire, à la fois des charlatans et des prophètes.

(1) Th. Chalmers.



CHAPITRE XXVIII

L'INSTRUMENT DE CIRCULATION ET LE CAPITAL. — THÉORIES
DE TOOKE ET DE FULLARTON

Tooke (1), Wilson et d'autres, qui confondent à plaisir l'argent, instrument de circulation, avec l'argent, capital-argent sous une forme générale et avec l'argent productif d'intérêt (*moneyed capital*), établissent deux distinctions entre l'instrument de circulation et le capital.

L'instrument de circulation circule comme *monnaie* lorsqu'il est affecté à la *dépense du revenu*, c'est-à-dire aux transactions entre les consommateurs improductifs et les petits négociants, dénomination sous laquelle il faut comprendre tous ceux qui vendent des produits à la consommation improductive, à l'exclusion de la consommation productive, c'est-à-dire la production. Bien que dans cette

(1) Nous reproduisons ici le texte original de Tooke dont nous avons donné un extrait p. 447 : « *The business of bankers, setting aside the issue of promissory notes payable on demand, may be divided into two branches, corresponding with the distinction pointed out by Dr. Smith of the transactions between dealers and dealers, and between dealers and consumers. One branch of the bankers' business is to collect capital from those who have not immediate employment for it, and to distribute or transfer it to those who have. The other branch is to receive deposits of the incomes of their customers, and to pay out the amount, as it is wanted for expenditure by the latter in the objects of their consumption..... the former being a circulation of capital, the latter of currency* » (Tooke, *Inquiry into the Currency Principle*, p. 36) — La première branche est « *the concentration of capital on the one hand and the distribution of it on the other* », la seconde est « *administering the circulation for local purposes of the district* », *ibid.*, p.37. — Kinnear se rap-



fonction l'argent circule comme monnaie, il ne contribue pas moins au *renouvellement incessant du capital*. Dans chaque pays une quantité déterminée d'argent est affectée à cette fonction.

Par contre l'argent est *capital* dès qu'il sert à la *transmission du capital*, soit comme moyen d'achat (instrument de circulation), soit comme moyen de paiement. Ce n'est donc pas sa fonction de moyen d'achat ou de paiement qui le distingue de la monnaie, car il peut servir de moyen d'achat dans les transactions à argent comptant entre négociants et négociants et il peut servir de moyen de paiement entre négociant et consommateur, du moment que le crédit intervient et que le revenu est dépensé avant d'être perçu. La différence réside dans ce fait que lorsque l'argent est capital il ne renouvelle pas seulement le capital du vendeur, mais est dépensé comme capital par l'acheteur. Elle provient donc de ce que, d'une part, l'argent est une *forme du revenu*, de l'autre, une *forme du capital*, et non de ce que d'un côté il serait question de circulation et de l'autre de capital. Qu'il s'agisse de transactions entre négociants ou de transactions entre négociants et consommateurs, il faut dans un cas comme dans l'autre qu'une quantité suffisante d'argent *circule* et cette *circulation* est la même pour les *deux* fonctions.

proche bien plus de la conception exacte dans le passage suivant : « L'argent est employé à deux opérations distinctes. Comme instrument d'échange entre commerçants il accomplit des transferts de capitaux, c'est-à-dire l'échange d'un capital déterminé en argent contre un capital égal en marchandise. Mais l'argent consacré au paiement des salaires ou aux ventes-achats entre les négociants et les consommateurs n'est pas du capital, mais du revenu ; il représente la fraction du revenu social qui est employée aux dépenses journalières. Cet argent est employé journellement à la circulation et c'est lui seul que dans le sens strict du mot on peut appeler moyen de circulation (*currency*). Les avances de capital dépendent exclusivement de la volonté des banquiers et des autres possesseurs de capitaux, car on trouve toujours des emprunteurs ; mais l'importance des moyens de circulation dépend des besoins de la société, au sein de laquelle l'argent est consacré aux dépenses quotidiennes » (J. G. Kinnear, *The Crisis and the Currency*, London, 1847).



La théorie de Tooke donne lieu à plusieurs confusions, parce que : 1^o elle confond les caractères fonctionnels ; 2^o elle tient compte de la quantité d'argent en circulation pour les deux fonctions confondues en une seule ; 3^o elle se préoccupe du rapport des quantités d'instruments de circulation nécessaires pour les deux fractions, par conséquent pour les deux sphères du procès de reproduction.

1) Que l'argent serve à dépenser un revenu ou à transmettre un capital, il fonctionne pour permettre un achat, une vente ou un paiement, il agit comme moyen d'achat ou de paiement, en un mot comme instrument de circulation. Peu importe à ce point de vue le rôle qu'il joue dans les comptes de ceux qui le dépensent ou de ceux qui le reçoivent, qu'il soit pour eux un capital ou un revenu. Bien que les catégories d'argent circulant dans les deux sphères soient différentes, c'est la même monnaie, par exemple un billet de cinq livres, qui passe d'une sphère à l'autre et accomplit alternativement les deux fonctions ; ce qui est d'ailleurs inévitable, le petit commerçant ne pouvant donner à son capital d'autre forme que celle de la monnaie qu'il reçoit de ses clients. On peut admettre que la véritable monnaie divisionnaire a son centre de circulation dans la sphère du petit commerce, ce qui ne veut pas dire que le petit commerçant ne reçoive pas également de la monnaie à pouvoir libératoire absolu, des livres sterling et des billets de 5 à 10 £ ; mais ces pièces d'or et ces billets ainsi que la monnaie divisionnaire dont il n'a pas l'emploi direct, il les dépose journellement ou hebdomadairement chez le banquier qui opère pour lui le paiement de ses achats. Ces pièces d'or et ces billets sortent ensuite des banques, se distribuent dans le public qui les reçoit en qualité de consommateur ou comme revenu, et reviennent à la caisse du petit commerçant dont ils renouvellent le capital ou reconstituent le revenu. Ce dernier fait, qui est important, est complètement perdu de vue par Tooke. Dès que l'argent est avancé comme capital-argent pour commencer un procès de reproduction (Vol. II, première partie) la valeur-



capital existe comme telle : dans les marchandises produites, il n'y a plus seulement le capital, mais aussi la plus-value, il n'y a plus le capital primitif, mais le capital transformé, portant en lui une source de revenu. La marchandise que le petit négociant donne en échange de l'argent qui reflue dans sa caisse, est à son point de vue un capital augmenté de profit, son capital plus son revenu. Cet argent reconstitue en même temps son capital sous forme de monnaie.

Il est donc contraire aux faits de transformer en une différence entre la circulation et le capital une distinction qui existe entre la circulation du revenu et la circulation du capital. Tooke donne dans cette erreur parce qu'il se place uniquement au point de vue des banques d'émission. Les billets que celles-ci mettent en circulation ne leur coûtent que des dépenses de papier et d'impression. Ce sont des titres de crédit sur leur caisse, qui leur rapportent de l'argent et sont un moyen de mise en valeur de leur capital ; mais ils sont distincts de leur capital, que celui-ci leur appartienne ou soit emprunté, et c'est pour cette raison qu'elles font une distinction entre la circulation et le capital, distinction qui doit rester en dehors de la conception théorique, surtout de celle exposée par Tooke.

Le caractère de l'argent comme instrument de circulation n'est pas influencé par la fonction qui lui est assignée, qu'il représente le revenu ou le capital. Lorsqu'il est dépensé comme revenu, il fonctionne surtout comme *instrument de circulation* (monnaie), parce que les ventes et les achats sont divisés et éparpillés et que les ouvriers, qui constituent la plus grande partie de ceux qui dépensent du revenu, ne peuvent guère acheter à crédit. Lorsqu'il s'agit au contraire de transactions dans le monde du commerce, où l'instrument de circulation représente le capital, l'argent fonctionne avant tout comme *moyen de paiement*, tant à cause de la concentration que du rôle important joué par le crédit. Mais cette distinction entre l'argent, moyen de paiement, et l'argent, moyen d'achat (instrument de circu-



lation), appartient à l'argent en propre et ne provient pas d'une distinction entre l'argent et le capital ; de même que ce n'est pas parce que dans le petit commerce il circule avant tout du cuivre et de l'argent et dans le grand commerce avant tout de l'or, que la différence entre le cuivre et l'argent d'une part et l'or de l'autre puisse correspondre à une différence entre la circulation et le capital.

2) L'argent circulant, soit comme moyen d'achat, soit comme moyen de paiement — quelle que soit la sphère dans laquelle il circule, qu'il fonctionne comme capital ou comme revenu — est soumis, en ce qui concerne sa masse, aux lois que nous avons développées (Vol. I, chap. III, 2 b) en étudiant la circulation simple de la marchandise. Dans les deux cas la quantité d'argent en circulation (la *currency*) est déterminée par la rapidité de la circulation, l'activité du fonctionnement des pièces de monnaie dans un temps donné, le nombre d'achats et de ventes ou de paiements s'effectuant simultanément, le prix global des marchandises en circulation, enfin les comptes qui sont à balancer. La quantité d'argent nécessaire est déterminée exclusivement par sa fonction de moyen d'achat et de paiement et n'est influencée d'aucune manière par la fonction de capital ou de revenu que l'argent accomplit pour celui qui le dépense ou le reçoit.

3) Un rapport interne relie les deux sphères du procès de reproduction, étant donné que d'une part la masse des revenus détermine l'importance de la consommation, et que d'autre part la masse du capital circulant dans la production et le commerce caractérise la rapidité du procès de reproduction. Cependant des circonstances identiques ont des effets différents et même opposés sur les quantités d'argent circulant dans les deux sphères ou sur les quantités de la circulation, comme disent les Anglais dans le langage des banques. De nouveau ce fait donne lieu à la distinction erronée que Tooke établit entre la circulation et le capital ; mais ce n'est pas parce que ces messieurs de la théorie du *currency principle* confondent deux choses



bien distinctes, qu'il est permis d'introduire cette confusion dans la science.

Lorsque le procès de reproduction traverse une période d'accélération et d'énergie, lorsque la prospérité règne, les ouvriers trouvent facilement à s'occuper et voient leurs salaires monter. En même temps augmentent les revenus des capitalistes et s'élargit d'une manière générale la consommation. Les prix s'élèvent régulièrement pour les produits essentiels. Il en résulte que la quantité de monnaie en circulation doit suivre parallèlement une marche ascendante, du moins dans certaines limites, l'accélération de la circulation pouvant jusqu'à un certain point suppléer à l'extension de l'instrument monétaire. La partie du revenu social, qui est représentée par les salaires et qui est constituée par le capital variable que les capitalistes doivent avancer en argent, ne peut circuler alors qu'à la condition que la quantité de monnaie soit renforcée. Mais il faut bien se garder de porter cette quantité deux fois en compte, une fois comme argent nécessaire pour la circulation du capital variable et une seconde fois comme argent indispensable pour la circulation du revenu des ouvriers. En effet, le salaire payé aux ouvriers est dépensé en achats au petit commerce, qui le fait rentrer assez régulièrement toutes les semaines dans les banques, après l'avoir utilisé à un certain nombre de petites transactions ; l'argent reflue donc sans difficulté aux capitalistes industriels, et les besoins d'argent de ceux-ci n'augmentent nullement parce qu'ils ont plus de salaires à payer et qu'il faut plus de monnaie pour la circulation de leur capital variable.

Le résultat d'une période de prospérité est de faire augmenter dans une large mesure la masse des instruments de circulation servant à la dépense des revenus.

Quant à la circulation intervenant exclusivement entre capitalistes et servant à la transmission du capital, elle est réglée directement comme rapidité par le crédit ; aussi la masse d'instruments de circulation nécessaire pour solder les comptes et même pour les achats au comptant est sou-



mise à une diminution relative. Alors même qu'elle augmente d'une manière absolue et quelles que soient les circonstances, elle diminue relativement à l'expansion du procès de reproduction : d'une part les paiements sans l'intervention de la monnaie augmentent en importance ; d'autre part le mouvement de la même quantité d'argent fonctionnant comme moyen d'achat et de paiement est accéléré. Une même quantité d'argent assure le reflux d'une masse plus considérable de capitaux.

En somme, pendant les périodes de prospérité, la circulation monétaire est abondante (*full*), parce que la dépense de revenu augmente d'une manière absolue, bien que la transmission des capitaux se contracte relativement.

Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie du deuxième volume, le reflux de l'argent correspond à la transformation $A - M - A'$ du capital-marchandise en argent. L'intervention du crédit a pour effet de rendre le reflux en espèces indépendant du reflux effectif, tant pour le capitaliste industriel que pour le commerçant. Vendant tous les deux à crédit, leurs marchandises sont aliénées avant que l'équivalent leur soit remis en argent ; mais comme ils achètent également à crédit, la valeur de leurs marchandises leur est déjà restituée, soit sous forme de capital productif, soit sous forme de capital-marchandise, avant qu'elle soit réellement reconvertie en argent et que les paiements soient arrivés à échéance. Lorsque les affaires prospèrent le reflux se fait facilement et sans obstacle : le petit commerçant paie régulièrement le négociant de gros, celui-ci le fabricant, et ce dernier l'importateur de matières premières. Et ce reflux rapide et assuré se maintient en apparence longtemps après que la prospérité a disparu, grâce au crédit qui continue à fonctionner et qui substitue des rentrées d'argent sur le papier aux rentrées réelles. Les banques devinent la situation (voir plus haut, p. 457, la déclaration du directeur de la Banque de Liverpool) dès que leurs clients leur remettent plus de traites que d'argent.

Je répéterai encore ici ce que j'ai déjà écrit en 1859



dans *Zur Kritik der politischen Oekonomie* (p. 83, 84.) : « Pendant les périodes où le crédit domine, la rapidité de la circulation monétaire augmente plus que les prix des marchandises, tandis que la régression du crédit est accompagnée d'une baisse des prix plus lente que la diminution de la vitesse de la circulation. »

Pendant les périodes de crise le contraire se passe de ce que nous venons de constater pour les périodes de prospérité. La circulation des moyens d'achat (pour la dépense du revenu) se contracte, les prix et les salaires baissent, le nombre des ouvriers occupés diminue et la masse des transactions devient plus petite. Par contre, dans la circulation des moyens de paiement le besoin d'avances d'argent devient plus grand à mesure que le crédit devient plus difficile, un point sur lequel nous reviendrons plus loin.

Il est hors de doute que la baisse du crédit, qui est le résultat d'un ralentissement du procès de reproduction, entraîne une diminution de la masse d'instruments de circulation nécessaire pour la dépense du revenu et une augmentation de celle indispensable pour la transmission du capital. Mais il convient d'examiner jusqu'à quel point cette conclusion est d'accord avec celle formulée par Fullarton et d'autres : « Une demande d'emprunt de capital et une demande d'instruments de circulation supplémentaires sont des choses toutes différentes et qui ne se produisent guère simultanément » (1).

(1) « *A demand for capital on loan and a demand for additional circulation are quite distinct things, and not often found associated.* » (Fullarton, *op. cit.*, p. 82. En tête du chapitre V). — « C'est en effet une grande erreur de s'imaginer que la demande d'avance d'argent (c'est-à-dire la demande d'emprunt d'un capital) est la même chose que la demande de moyens de circulation supplémentaires, ou de croire que les deux sont fréquemment associées. Chacune prend naissance dans des circonstances qui l'affectent particulièrement et qui sont loin d'être les mêmes pour l'une et l'autre. Lorsque tout annonce la prospérité, lorsque les salaires sont élevés, lorsque les prix montent et que les fabriques sont occupées, il se produit généralement une demande de *moyens de circulation* supplémentaires, parce que les paiements deviennent plus considérables et plus nombreux. Au contraire, c'est principalement à un stade plus avancé du



D'abord il est évident qu'en temps de prospérité la demande d'instruments de circulation doit augmenter. Mais il est non moins vrai que si un fabricant, qui est amené à augmenter sa dépense de capital sous forme d'argent, demande à la banque où il dispose d'un crédit une plus grande quantité d'or ou de billets de banque, sa demande ne porte pas sur du capital, mais sur la forme spéciale sous laquelle il veut dépenser son capital ; sa demande se rapporte exclusivement à la forme technique sous laquelle il met son capital en circulation. C'est ainsi que suivant le développement du crédit, le même capital variable, le paiement de la même masse de salaires, exige dans tel pays une plus grande masse d'instruments de circulation que dans tel autre, une plus grande masse, par ex., en Angleterre qu'en Ecosse, et une plus grande en Allemagne qu'en Angleterre. De même en agriculture, le même capital en activité dans le

cycle commercial, lorsque les difficultés commencent à surgir, lorsque les marchés sont encombrés et que l'argent rentre difficilement, que l'intérêt hausse et que la Banque est assaillie de demandes d'avances de *capital*. Il est vrai que la Banque ne peut avancer du capital qu'au moyen de ses billets et que refuser ceux-ci c'est refuser de faire l'avance. Une fois l'avance accordée tout s'adapte aux nécessités du marché ; le prêt persiste et le moyen de circulation, lorsqu'il n'est plus nécessaire, retourne à la Banque qui l'a émis. Aussi un examen même superficiel des Rapports parlementaires convaincra tout le monde que les *securities* détenues par la Banque d'Angleterre sont plus fréquemment en raison inverse qu'en raison directe de la circulation ; de sorte que l'exemple de ce grand établissement ne contredit pas à la théorie que défendent avec tant d'insistance les banquiers de province et d'après laquelle aucune banque ne peut élargir sa circulation lorsque celle-ci est déjà adéquate aux buts auxquels répond généralement une circulation de billets de banque. En effet, toute avance au-delà de cette limite ne pourrait être prise que sur le capital de la banque, qui serait obligée soit de vendre une partie des garanties qu'elle a en réserve, soit de renoncer à faire de nouveaux placements contre des garanties de cette espèce. Le tableau concernant la période 1838 à 1840, qui accompagne les Rapports parlementaires et auquel je me suis rapporté dans une page précédente, fournit de nombreux exemples qui confirment ce principe, mais il y en a deux sur lesquels je désire insister. Le 3 janvier 1837, alors que la Banque faisait appel à toutes ses ressources pour maintenir le crédit et tenir tête aux difficultés du marché financier, ses avances pour des opérations de prêt et d'escompte s'élevaient à la somme énorme de 17 022 000 £, un chiffre qui n'avait guère été atteint



procès de reproduction exige suivant les saisons des quantités différentes de monnaie pour l'exercice de sa fonction.

L'opposition signalée par Fullarton n'est donc pas fondée. Ce n'est pas, comme il le dit, le renforcement de la demande d'emprunts qui distingue les périodes de dépression des périodes de prospérité, mais la facilité avec laquelle cette demande est accueillie lorsque les affaires sont prospères et la difficulté qu'elle rencontre lorsqu'elles sont dans le marasme. Et ce sont précisément le développement extraordinaire du crédit pendant les périodes de prospérité et l'énorme condescendance avec laquelle les demandes considérables d'emprunt sont accueillies, qui sont les causes des difficultés que rencontre le crédit dans les périodes de crise. Les deux périodes ne se différencient donc pas par l'importance des demandes d'emprunt; mais bien, ainsi que nous l'avons constaté plus haut, en ce que dans les temps prospères c'est la demande d'instruments de circulation pour les transactions entre

depuis la guerre et qui représentait presque l'ensemble de l'émission. Et cependant sa circulation de billets n'était à cette date que de 17 076 000 £! D'autre part, le 4 juin 1833, la circulation atteignait 48 892 000 £ alors que le montant des garanties n'était que de 972 000 £, la somme probablement la plus faible qui se soit présentée pendant ce dernier demi-siècle! » (Fullarton, *l. c.*, p. 97, 98). Qu'une *demand for pecuniary accomodation* (une demande d'emprunt de capital) n'est nullement identique à une *demand for gold* (une demande de monnaie, que Wilson, Tooke et d'autres appellent une demande de capital), c'est ce qui résulte clairement de la déclaration suivante de M. Weguelin, gouverneur de la Banque d'Angleterre : « L'escompte de traites jusqu'à ce montant (un million par jour, trois jours durant) ne diminuerait pas la réserve (de billets de banque) si le public ne désirait pas un renforcement de la circulation active. Les billets émis en échange des traites escomptées nous reviendraient par le canal des banques et des déposants. Si ces transactions n'ont pas pour but l'exportation de l'or ou si, la panique ne se déclarant pas dans le pays, le public conserve ses billets au lieu de les présenter aux banques, la réserve ne sera pas affectée par ces événements. » — « La Banque peut escompter journellement un million et demi — et cela se présente couramment — sans que sa réserve en souffre le moins du monde. Les billets de banque rentrent par les déposants, et la seule différence qui se manifeste, c'est le simple report d'un compte à l'autre. » (*Report on Bank-Acts, 1857. Evidence*, n° 241, 500). Les billets servent donc exclusivement dans ce cas comme moyen de reports de crédits.



consommateurs et commerçants qui prédomine, et que dans les périodes de crise c'est la demande d'instruments de circulation pour les transactions entre capitalistes qui sévit, alors que l'autre diminue.

Fullarton et d'autres signalent comme très important ce fait que lorsque les *securities*, les gages et les traites, affluent en masse à la Banque d'Angleterre, la circulation en billets de celle-ci diminue et réciproquement. La quantité de *securities* dépend de l'importance des escomptes et des avances sur gages. C'est ainsi que Fullarton dit dans le passage que nous reproduisons en note à la page 503 : les *securities* varient généralement à la Banque d'Angleterre en sens inverse de la circulation en billets, et ceci confirme le principe admis de tout temps par les banques privées qu'aucune banque ne peut pousser son émission de billets au delà d'une limite déterminée par les besoins du public ; veut-elle faire des avances au delà de cette limite, il faut qu'elle les prenne sur son capital, soit en convertissant des titres, soit en y affectant des rentrées d'argent que sans cela elle aurait converties en titres.

Ce passage nous fait voir en même temps ce que Fullarton entend par capital. Lorsque la banque ne parvient plus à faire des avances avec ses propres billets — qui ne lui coûtent rien — à quoi a-t-elle recours ? Elle vend les *securities* qu'elle a en réserve, des fonds publics, des actions, des titres quelconques portant intérêts. Mais pourquoi vend-elle ces titres ? Pour se procurer de l'argent, de l'or ou des billets de banque, comme ceux de la Banque d'Angleterre, ayant cours légal. Ce qu'elle avance dans cette opération est en tout état de cause de la monnaie et cette monnaie constitue dès lors une partie de son capital. La chose est évidente quand elle avance de l'or ; il en est de même quand elle avance des billets, puisque pour les obtenir elle a dû vendre des titres portant intérêts. Lorsqu'il s'agit d'une banque privée, elle n'obtient, en échange des titres qu'elle vend, que des billets de la banque d'Angleterre ou des billets de sa propre émission, car elle accepte-



rait difficilement en paiement des billets d'une autre banque ; quand il s'agit de la Banque d'Angleterre, elle se voit forcée de donner en échange de ses propres billets, c'est-à-dire du capital, des titres portant intérêts, sans compter qu'elle retire par là ses propres billets de la circulation. Si elle remet ensuite ces billets en circulation ou si elle émet un lot de nouveaux billets du même import, ces billets représentent du capital : ils seront remis comme avancés à des capitalistes ou seront reconvertis en titres ou fonds publics lorsque plus tard la demande qui les a rendus nécessaires n'existera plus. Dans toutes ces opérations le mot capital a le sens qu'on lui donne dans le langage des banques, où l'on dit que le banquier touche à son capital lorsqu'il se voit obligé de prêter plus d'argent que son crédit ne le comporte.

Tout le monde sait que la Banque d'Angleterre fait toutes ses avances en billets de son émission. Or, d'après la règle énoncée par Fullarton, la Banque voit diminuer sa circulation en billets à mesure qu'augmentent ses escomptes et ses prêts sur gages, c'est-à-dire ses avances. Comment les billets refluent-ils donc à la Banque ?

La réponse est très simple lorsque la situation résulte d'une balance défavorable et qu'elle a pour but de permettre une exportation d'or. Les traites sont escomptées en billets, ceux-ci sont échangés à la Banque même, à son *issue department*, contre de l'or et cet or est envoyé à l'étranger. C'est absolument comme si la Banque escomptait directement en or. Une situation de ce genre, qui dans certaines circonstances donne lieu à des demandes de 7 à 10 millions de livres sterling, n'ajoute pas même un billet de cinq livres à la circulation intérieure du pays, et si parlant de l'opération de la Banque, on dit qu'elle a avancé du capital et non des instruments de circulation, cette phrase a un double sens. Elle dit : d'abord que la Banque a avancé, non des titres de crédit, mais une valeur réelle, une partie de son capital ou des capitaux qu'elle a en dépôt ; ensuite que la Banque a avancé de l'argent, non



pour la circulation intérieure, mais pour la circulation internationale, laquelle ne se contente pas d'une monnaie ayant la forme d'une valeur, mais veut une monnaie ayant une valeur intrinsèque, l'or. Bien que cet or représente du capital tant pour la Banque que pour ceux qui l'exportent, il a été demandé, non à titre de capital, mais à titre de monnaie. La demande en est devenue nécessaire à un moment où les marchés étrangers regorgeaient de marchandises anglaises qu'ils ne parvenaient pas à écouler ; ce qu'il fallait alors en Angleterre, ce n'était pas du capital en tant que *capital*, mais du capital en tant que *monnaie*, sous la forme qui en fait une marchandise universelle, sous la forme de métal précieux. Les exportations d'or ne sont donc pas, comme le disent Fullarton, Tooke et d'autres, *a mere question of capital*, une simple question de capital, mais *a question of money*, une question de monnaie (de monnaie dans une fonction spécifique). Le fait qu'elles ne sont pas une question de circulation *intérieure* comme le prétendent les gens du *curreney principle* ne démontre pas, comme le croient Fullarton et d'autres qu'il s'agit d'une simple question de capital. « Que le capital (il s'agit de l'argent servant à payer des millions de quarts de blés étrangers qu'on avait dû acheter parce que la récolte avait manqué en Irlande) soit transmis en marchandises ou en espèces, la nature de la transaction n'en est nullement affectée » (Fullarton, *op. cit.*, p. 131). Ce qui est affecté, c'est le point de savoir si de l'or sera exporté ou non ; or le capital devra être transmis en or, parce qu'il ne peut pas du tout ou qu'il ne peut qu'avec une très grande perte être transmis en marchandises.

Les banques modernes éprouvent pour les exportations d'or une peur qui dépasse tout ce qu'a pu rêver le système monétaire, pour lequel les métaux précieux représentent la seule vraie richesse. Écoutons l'interrogatoire de M. Morris, gouverneur de la Banque d'Angleterre, dans l'enquête faite par le Comité parlementaire sur la crise de 1847-48 :

Question 3846. Au sujet de la dépréciation des pro-



duits en stocks et du capital fixe, n'est-il pas à votre connaissance que tout le capital engagé dans les stocks et les produits de toute nature a été déprécié dans la même mesure, que des laines, des cotons et des soies brutes ont été expédiés sur le continent à des prix dérisoires et que le sucre, le café et le thé n'ont pu être écoulés qu'au prix de grands sacrifices comme dans les ventes forcées ? — Le pays dut inévitablement s'imposer un *sacrifice considérable* pour compenser l'*exportation de l'or*, qui avait été la conséquence de l'énorme importation de matières alimentaires.

Question 3848. N'êtes-vous pas d'avis qu'il aurait mieux valu recourir aux 8 millions de £ constituant le trésor de la Banque, que de chercher à rentrer en possession de l'or au prix de pareils sacrifices ? — Non, *je ne suis pas de cet avis* ». C'est donc bien l'or qui est considéré ici comme la seule vraie richesse.

La découverte de Tooke que signale Fullarton (p. 121), savoir « qu'à part une ou deux exceptions pouvant être expliquées d'une manière satisfaisante, chaque baisse du change suivie d'un drainage de l'or a coïncidé partout, pendant le dernier demi-siècle, avec une restriction de l'instrument circulatoire et vice versa », démontre que ces drainages de l'or se produisent le plus généralement après une période de fièvre et de spéculation « comme un signal d'affaissement..... annonçant que le marché est encombré, que l'étranger cesse de demander nos produits, que les rentrées d'argent sont retardées, et comme la suite inévitable du marasme du commerce, de la fermeture des usines, de la misère de la classe ouvrière et d'une stagnation générale de l'industrie et des entreprises » (p. 129). Cette explication répond victorieusement à la thèse des gens du *currency principle* qui soutiennent « qu'une circulation intense chasse l'or tandis qu'une circulation faible l'attire », thèse qui est d'ailleurs contredite par les faits, étant donné que la Banque d'Angleterre dispose toujours d'une forte réserve d'or pendant les périodes de prospérité et que cette réserve se constitue toujours pendant les périodes d'abattement et de stagnation qui suivent les crises.



La vérité, en ce qui concerne les drainages de l'or, c'est que la demande de moyens *internationaux* de circulation et de paiement est différente de la demande de moyens de circulation et de paiement pour l'*intérieur* (« *the existence of a drain does not necessarily imply any diminution of the internal demand for circulation* », dit Fullarton, p. 112) et que l'exportation de métaux précieux, leur incorporation à la circulation internationale, diffère totalement de l'introduction de billets et de monnaie dans la circulation intérieure. Au surplus j'ai démontré précédemment que le mouvement du trésor constitué comme fonds de réserve pour les paiements internationaux est en lui-même complètement indépendant du mouvement de l'argent comme moyen de circulation. De sorte que si une complication se produit, elle résulte de ce que les fonctions très différentes du trésor résultant de sa qualité de monnaie ont pour base un fonds de réserve unique, fournissant les moyens de paiement pour l'intérieur, les moyens de circulation et la monnaie mondiale, ce qui a pour conséquence que dans des conditions données un drainage de l'or de la Banque pour la circulation à l'intérieur peut coïncider avec une exportation de métaux précieux. Elle résulte en outre de ce que dans des pays où le crédit et les instruments de crédit sont largement développés, on a sans raison assigné au trésor la fonction de servir de fonds de garantie pour la conversion des billets de banque, cause à laquelle il faut ajouter : 1° la concentration du fonds de réserve national en une banque unique ; 2° la réduction au minimum de ce fonds de réserve. D'où cette plainte de Fullarton (p. 143) : « On ne peut comparer le silence parfait et la condescendance avec lesquelles les variations de l'échange sont accueillies dans les pays du continent avec l'inquiétude fiévreuse et la panique qui s'emparent de l'Angleterre chaque fois que le trésor de la Banque semble approcher du point où il sera épuisé, sans être frappé du grand avantage qu'une circulation métallique présente sous ce rapport ».

Abstraction faite du drainage de l'or, comment une ban-



que d'émission, telle la Banque d'Angleterre, peut-elle augmenter ses avances d'argent sans renforcer son émission?

Tous les billets de banque sortis du portefeuille de la Banque, qu'ils circulent ou qu'ils dorment dans les coffres-forts des particuliers, sont considérés par la banque comme étant en circulation, comme ne lui appartenant plus. La banque donne-t-elle plus d'importance à ses opérations d'escompte et de prêt, à ses avances sur gages, les billets de banque qu'elle émet à cet effet doivent lui faire retour, car sans cela ils renforceraient la circulation, ce qui ne doit pas être. Ce retour des billets à la banque peut se faire de deux manières :

Primo. — La banque remet à A des billets contre un dépôt de titres ; A les emploie pour solder des traites qu'il doit à B et B les dépose à la banque. La circulation des billets est donc terminée, mais l'emprunt de A persiste. (*The loan remains, and the currency, if not wanted, finds its way back to the issuer.* Fullarton, p. 97). Les billets que la Banque avait remis à A sont rentrés dans son portefeuille ; par contre elle est créancière de A ou des personnes sur lesquelles sont tirées les traites escomptées par A, et elle est débitrice de B de la somme représentée par les billets qu'il lui a restitués. B dispose donc d'une partie du capital de la banque.

Secundo. — A paie B et B lui-même ou C, à qui il a remis les billets en paiement, emploie ces billets pour payer directement ou indirectement des traites à la banque. Cette fois la banque reçoit en paiement ses propres billets et la transaction est terminée (sauf que A doit restituer à la banque l'argent qu'elle lui a prêté).

Cette avance que la banque fait à A, doit-elle être considérée comme une avance de capital ou comme une simple avance de moyens de paiement (1) ?

(1) Le passage qui suit était incompréhensible dans le manuscrit et a dû être remanié entièrement (il s'agit de la partie entre parenthèses). La question qui y est traitée a déjà été examinée à un autre point de vue dans le chapitre XXVI. — F. E.



[La réponse à cette question dépend de la nature même de l'avance, pour laquelle trois cas sont à distinguer :

Premier cas. — L'avance a été faite à A sur crédit personnel, sans aucune autre garantie. Dans ce cas la banque lui a avancé, non seulement des moyens de paiement, mais un nouveau capital qu'il peut employer et mettre en valeur comme capital supplémentaire jusqu'au moment où il en fera la restitution.

Deuxième cas. — A a donné en nantissement à la banque des valeurs, des fonds publics ou des actions, et a reçu comme avance en espèces les deux tiers, par exemple, de leur valeur à la cote du jour. Cette fois il a reçu des moyens de paiement dont il avait besoin, mais non un capital supplémentaire, car il a remis à la banque un capital d'une valeur supérieure à celui qu'il en a reçu. Ce capital d'une valeur plus grande revêtait une forme, celle de capital productif d'intérêt, qui n'était pas celle, la forme de moyens de paiement, qui était indispensable pour l'usage qui devait en être fait momentanément, étant donné que A n'avait aucune raison pour le convertir par la vente en moyens de paiement. Ces valeurs que A a données en nantissement avaient entre autres destinations celle de servir de capital de réserve et c'est ce rôle qu'il leur a fait jouer. Il y a donc eu entre A et la banque un échange réciproque et momentanée de capitaux, dont le résultat a été non de procurer à A un capital supplémentaire (au contraire), mais de lui faire obtenir des moyens de paiement dont il avait besoin. En ce qui concerne la banque, l'opération a abouti à une immobilisation momentanée du capital-argent qu'elle a prêté et à une transformation de capital-argent qui répond à la véritable fonction de la banque.

Troisième cas. — A a escompté un billet à la banque, qui lui en a remis le montant en espèces, déduction faite de l'escompte. Il lui a donc vendu une valeur non liquide pour obtenir en échange une valeur payable à vue ; contre des espèces sonnantes il a donné une traite, qui est maintenant la propriété de la banque. Peu importe qu'à défaut



de paiement ce soit le dernier endosseur qui soit responsable devant la banque ; cette responsabilité il la partage avec les autres endosseurs et le tireur, contre lesquels il peut prendre son recours. Dans ce cas, il n'est donc pas question d'une avance ; il y a vente-achat ordinaire. A n'aura plus rien à restituer à la banque, car celle-ci rentrera dans ses fonds le jour de l'échéance de la traite. Il y a eu échange réciproque de capitaux entre A et la banque comme dans une vente ordinaire de marchandises, et c'est pour cette raison que A n'a pas reçu un capital supplémentaire. Ce qu'il désirait et ce qu'il a obtenu c'étaient des moyens de paiement, et la banque les lui a procurés en transformant son capital-argent, en le faisant passer de la forme traite à la forme argent.

Il n'y a donc réellement avance de capital que dans le premier cas ; dans le deuxième et le troisième il n'y a « avance de capital » que dans le sens vulgaire, c'est-à-dire que la banque avance à A du capital-argent, qui n'est *capital* pour A que dans ce sens qu'il s'agit d'une partie de son capital en général. En outre cette avance que lui fait la banque il ne la demande, ni l'emploie comme capital, mais spécialement comme moyen de paiement. S'il n'en était pas ainsi il faudrait considérer toute vente de marchandises, par laquelle on se procure des moyens de paiement, comme une avance de capital. — F. E.]

Les banques d'émission privées ont pour obligation d'échanger contre de l'or ou des billets de la Banque d'Angleterre les billets de leur émission dont le paiement est réclaté à leurs guichets. Lorsqu'elles avancent de leurs billets c'est donc en réalité comme si elles avançaient des billets de la Banque d'Angleterre, ou ce qui revient au même à leur point de vue, de l'or, c'est-à-dire une partie de leur capital de banque. Il en est de même lorsque la Banque d'Angleterre ou une banque quelconque, dont l'émission ne peut dépasser un maximum fixé par la loi, se voit obligée de vendre des valeurs pour retirer de la circulation une partie de ses propres billets, qu'elle consacre ensuite à des



avances ; ces billets représentent alors une partie de son capital de banque rendu liquide.

Même si la circulation était purement métallique on pourrait avoir simultanément : 1^o) un drainage de l'or [il s'agit évidemment ici d'un drainage au moins en partie vers l'extérieur. F. E.] ; 2^o) une augmentation des avances d'or contre des titres et des valeurs, devant servir à des paiements et revenant à la banque sous forme de dépôts ou de recettes pour des traites échues. Il en résulterait que d'une part la banque verrait diminuer son trésor à mesure que les valeurs augmenteraient dans son portefeuille, et que d'autre part elle détiendrait, comme débitrice de ses déposants, des sommes dont elle était précédemment propriétaire ; enfin la masse totale des instruments de circulation aurait diminué.

Nous avons admis que les avances sont faites en billets et qu'elles peuvent entraîner une augmentation au moins momentanée et sans durée de l'émission. Les choses ne se passent pas nécessairement de la sorte. Au lieu de lui remettre des billets, la banque peut ouvrir un crédit à A, qui devient ainsi un déposant fictif. A paiera alors ses créanciers en chèques sur la banque, et les porteurs de ces chèques les donneront en paiement à leurs banquiers, qui les porteront au *Clearing House*. Dans ce cas, les billets de banque n'interviennent pas dans les opérations et toute la transaction se ramène à ceci que l'on paie à la banque une créance qu'elle avait à récupérer au moyen d'un chèque sur elle-même et qu'elle inscrira au compte de A. La banque a donc avancé à A une partie de son capital.

Pour autant que cette demande d'avance d'argent soit une demande de capital, elle est une demande de capital-argent, de capital en ce qui concerne le banquier. c'est-à-dire une demande d'or quand il y a drainage de l'or par l'étranger, ou de billets de la Banque nationale, qui représentent du capital puisque les banques privées ne peuvent se les procurer qu'en les achetant. Nous avons vu que dans certains cas les banques et même la Banque d'Angleterre peuvent être obligées de vendre des valeurs, des



fonds publics, des actions portant intérêt, afin de se procurer de l'or ou des billets. Lorsque ces valeurs sont des titres de la dette publique, elles représentent un capital uniquement pour celui qui les achète et à concurrence de la somme qu'il débourse pour les acquérir, tandis qu'en elles-mêmes elles sont simplement des titres de créance. Si elles sont représentées par des cédules hypothécaires, elles sont des titres à des rentes foncières éventuelles et si elles consistent en actions, elles sont des titres de propriété donnant droit à la perception d'une part de plus-value. Tous ces titres ne sont donc à proprement parler ni un capital, ni une partie de capital, et ils ne sont pas en eux-mêmes des valeurs. Il se peut aussi que par des transactions de ce genre de l'argent appartenant à la banque soit transformé en dépôt, de sorte qu'elle cesse d'en être propriétaire pour en devenir débitrice et qu'elle le détienne à un autre titre. Autant des faits de ce genre sont importants pour la banque, autant leur importance est minime au point de vue de la provision de capital et même de capital-argent dont le pays dispose. Le capital ne figure ici que comme capital-argent, même simplement à titre de capital s'il n'existe pas sous forme d'argent, ce qui est très important puisqu'il s'agit d'une confusion de la rareté et la demande pressante du capital de *banque* avec une réduction du capital *réel*, qui dans des circonstances pareilles existe au contraire en grande abondance sous forme de moyens de production et de produits, au point qu'il déprime les marchés.

Ces considérations expliquent très simplement comment la banque peut voir s'accroître la masse de valeurs qui lui servent de couverture et par conséquent donner satisfaction à des demandes croissantes d'avances d'argent, alors que la masse de moyens de circulation reste constante ou diminue. Dans les périodes où la monnaie fait défaut, la masse des moyens de circulation est limitée : 1° parce l'or est drainé ; 2° parce que la monnaie n'est demandée que pour des paiements, situation qui a comme conséquence



que les billets émis font immédiatement retour à la banque et qu'un grand nombre de transactions se liquident par des virements de comptes sans l'intervention de billets de banque, par conséquent par de simples opérations de crédit. La monnaie, lorsqu'elle fonctionne exclusivement pour solder des comptes — en temps de crise on emprunte de l'argent pour payer et non pour acheter, pour terminer des affaires, et non pour en commencer — est caractérisée par une circulation fugace, même lorsque les paiements ne se font pas exclusivement par des virements aux livres ; il en résulte que lorsque la demande d'argent est intense, une quantité considérable de ces transactions peut être faite sans que plus d'extension soit donnée à la circulation. Cependant de ce que la circulation de la Banque d'Angleterre reste stationnaire et même diminue à des époques où elle donne plus d'importance à des avances d'argent, on ne peut pas inférer à première vue, comme le font Fullarton, Tooke et d'autres (qui confondent les avances d'argent avec les avances de capital) que la circulation de la monnaie ou des billets de banque fonctionnant comme moyens de paiement n'augmente et ne se développe pas. Car, étant donné que la circulation des billets fonctionnant comme moyen d'achat diminue lorsque les demandes d'avances augmentent, il se peut très bien que leur circulation comme moyens de paiement augmente alors que la circulation totale (celle des moyens de paiement et des moyens d'achat) reste stationnaire ou même diminue. La circulation des billets de banque servant de moyens de paiement et refluant immédiatement à la banque qui les a émis, ne constitue une circulation aux yeux d'aucun de ces économistes.

Lorsque la circulation des moyens de paiement augmente plus rapidement que ne diminue celle des moyens d'achat, la circulation totale augmente, alors même que la masse d'argent fonctionnant comme moyens de paiement diminue dans une large mesure. Ce fait se présente à certains moments des crises, lorsque le crédit est radicalement suspendu, lorsque non seulement les marchandises et les



valeurs sont invendables, mais que les traites ne sont plus admises à l'escompte et que seuls les paiements au comptant ou, comme dit le négociant, la « caisse », sont encore écoutés. Or Fullarton et d'autres ne comprennent pas que dans de pareils moments la disette d'argent est caractérisée par la circulation de billets fonctionnant comme moyens de paiement. Aussi considèrent-ils le phénomène comme accessoire : « En ce qui concerne ces exemples d'ardente compétition pour la possession des billets de banque, qui caractérise les moments de panique et qui conduit parfois, comme à la fin de l'année 1825, à une extension soudaine mais temporaire de l'émission, même lorsque le drainage de l'or continue encore, je considère qu'ils ne sont pas à considérer comme devant accompagner naturellement et nécessairement un ralentissement de l'échange; dans ce cas il n'y a pas demande de circulation (de moyens d'achat) mais demande de trésor de la part de banquiers et de capitalistes alarmés, demande qui se produit au dernier acte de la crise (donc comme réserve pour des moyens de paiement) après que le drainage a continué longtemps, et qui annonce qu'il va prendre fin » (Fullarton, p. 130).

En étudiant dans le premier volume (Chap. III, page 57) la monnaie comme moyen de paiement, nous avons montré comment une rupture violente de la chaîne des paiements fait passer la monnaie d'une forme purement idéale (de monnaie de compte) à une forme matérielle et absolue de la valeur, et les notes 1 et 2 au bas de la page 57 ont donné des illustrations de ce phénomène. Cette rupture est en partie la conséquence et en partie la cause de l'ébranlement du crédit et des circonstances qui l'accompagnent, c'est-à-dire l'encombrement des marchés, la dépréciation des marchandises, l'interruption de la production, etc. Il est clair que Fullarton, partant de la conception étroite que les banquiers ont de la circulation, substituée à la différence entre l'argent, moyen d'achat, et l'argent, moyen de paiement, la différence sans fondement entre la *currency* et le capital.



On pourrait encore poser la question : Que manque-t-il dans ces périodes des crises, du capital ou de la monnaie devant fonctionner comme moyen de paiement ? Cette question donne lieu à une controverse. Lorsque la crise résulte d'un drainage de l'or, il est évident que la demande a pour objet le moyen international de paiement. Or, la monnaie capable de fonctionner dans les paiements internationaux est l'or, la monnaie ayant une valeur intrinsèque. Mais cette monnaie est en même temps capital, non pas capital sous forme de marchandise, mais capital sous forme de monnaie (de monnaie dans le sens le plus élevé du mot, de monnaie sous une forme qui en fait la marchandise générale du marché mondial). De sorte qu'il n'y a pas opposition entre la demande de monnaie, moyen de paiement, et la demande de capital, mais entre le capital sous sa forme de monnaie et le capital sous sa forme de marchandise. C'est la forme de monnaie qui dans ce cas est demandée et qui seule peut fonctionner.

Abstraction faite de cette demande d'or (ou d'argent), il est incontestable que dans ces périodes le capital ne fait défaut d'aucune manière. Il ne pourrait en être ainsi que dans des circonstances extraordinaires, par exemple, s'il y avait renchérissement des céréales, disette de coton, etc ; mais ces événements n'accompagnent pas nécessairement, ni régulièrement les crises, et l'on ne peut pas inférer que le capital fait défaut de ce qu'il y a une recrudescence des demandes d'avances de monnaie. Au contraire ; les marchés sont encombrés et submergés de marchandises, de sorte que ce n'est d'aucune manière le manque de capital-*marchandise* qui est cause de la gêne. Nous reviendrons plus loin sur cette question.



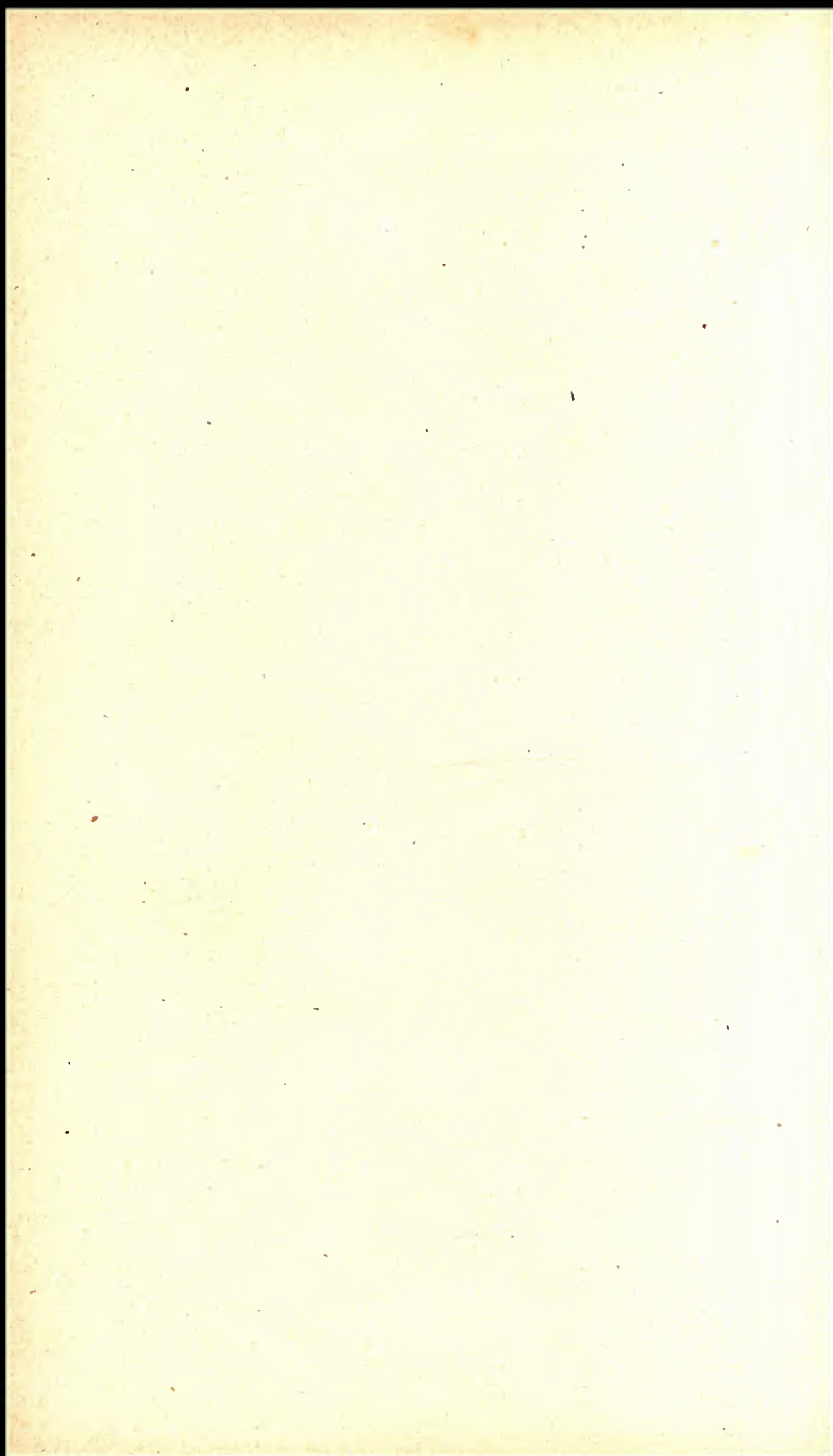


TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.....	1

LIVRE III

LE PROCÈS D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

PREMIÈRE PARTIE

La transformation de la plus-value en profit et du taux de la plus-value en taux du profit.

CHAPITRE I. — PRIX DE REVIENT ET PROFIT.....	4
CHAPITRE II. — LE TAUX DU PROFIT.....	17
CHAPITRE III. — RAPPORT ENTRE LE TAUX DU PROFIT ET LE TAUX DE LA PLUS-VALUE.....	26
1. p' constant, $\frac{v}{C}$ variable.....	31
1) p' et C constants, v variable.....	33
2) p' constant, v variable et C modifié par la variation de v	37
3) p' et v constants, c et C variables.....	38
4) p' constant, v , c et C variables.....	40
II. p' variable.....	43
1) p' variable, $\frac{v}{C}$ constant.....	44
2) p' et v variables, C constant.....	46
3) p' , v et C variables.....	48
CHAPITRE IV. — ACTION DE LA ROTATION SUR LE TAUX DU PROFIT.....	52
CHAPITRE V. — ECONOMIE DANS L'APPLICATION DU CAPITAL CONSTANT.....	61
I. Considérations générales.....	61
II. Economie aux dépens des ouvriers dans les conditions du travail.....	74



	Pages
III. Economie dans la production et la transmission de la force mécanique et dans les bâtiments.....	86
IV. Utilisation des résidus de la production.....	91
V. Economie due aux inventions.....	93
CHAPITRE VI. — EFFETS DES VARIATIONS DE PRIX.....	97
I. Oscillations des prix de la matière première. Leurs effets directs sur le taux du profit.....	97
II. Renchérissment et dépréciation. Dégagement et engagement de capital.....	103
III. Exemple général : la crise du coton de 1864-1865.....	121
CHAPITRE VII. — CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	140

DEUXIÈME PARTIE

La transformation du profit en profit moyen.

CHAPITRE VIII. — DIFFÉRENCE DES TAUX DE PROFIT DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES DE PRODUCTION PAR SUITE DES DIFFÉRENCES DE COMPOSITION DU CAPITAL.....	145
CHAPITRE IX. — FORMATION D'UN TAUX GÉNÉRAL (MOYEN) DU PROFIT ET TRANSFORMATION DE LA VALEUR DES MARCHANDISES EN COUT DE PRODUCTION.....	160
CHAPITRE X. — ACTION ÉGALISATRICE DE LA CONCURRENCE SUR LES TAUX GÉNÉRAUX DES PROFITS. — PRIX ET VALEURS DU MARCHÉ. — SURPROFIT.....	182
CHAPITRE XI. — EFFETS DES OSCILLATIONS DU SALAIRE SUR LES COUTS DE PRODUCTION.....	214
I. Composition moyenne.....	217
II. Composition inférieure.....	217
III. Composition supérieure.....	218
CHAPITRE XII. — CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	220
I. Causes modifiant le coût de production.....	220
II. Coût de production des marchandises de composition moyenne.....	222
III. Causes de compensation pour le capitaliste.....	223

TROISIÈME PARTIE

Loi tendancielle de la baisse du taux du profit.

CHAPITRE XIII. — LA LOI EN ELLE-MÊME.....	227
CHAPITRE XIV. — FACTEURS ANTAGONISTES.....	232
I. L'accroissement de l'exploitation du travail.....	232
II. La réduction du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail.....	236
III. La dépréciation des éléments du capital constant.....	236
IV. La surpopulation relative.....	237
V. Le commerce international.....	238
VI. L'accroissement du capital par actions.....	261
CHAPITRE XV. — LE DÉVELOPPEMENT DES CONTRADICTIONS IMMANENTES DE LA LOI.....	263



	Pages
I. Considérations générales	263
II. Le conflit entre l'extension de la production et la mise en valeur.....	269
III. Pléthore de capital et surpopulation.....	273
IV. Considérations complémentaires.....	283

QUATRIÈME PARTIE

La transformation du capital-marchandise et du capital-argent en capital commercial (commerce de marchandises et commerce d'argent).

CHAPITRE XVI. — LE CAPITAL DU COMMERCE DE MARCHANDISES.....	293
CHAPITRE XVII. — LE PROFIT COMMERCIAL.....	308
CHAPITRE XVIII. — LA ROTATION DU CAPITAL COMMERCIAL. — LES PRIX...	332
CHAPITRE XIX. — LE CAPITAL DU COMMERCE D'ARGENT	346
CHAPITRE XX. — HISTOIRE DU CAPITAL COMMERCIAL.....	355

CINQUIÈME PARTIE

**Subdivision du profit en intérêt et profit d'entreprise.
Le capital productif d'intérêts.**

CHAPITRE XXI. — LE CAPITAL PRODUCTIF D'INTÉRÊTS	373
CHAPITRE XXII. — LE PARTAGE DU PROFIT. — LE TAUX ET LE TAUX « NATUREL » DE L'INTÉRÊT.....	395
CHAPITRE XXIII. — L'INTÉRÊT ET LE PROFIT D'ENTREPRISE	409
CHAPITRE XXIV. — L'EXTÉRIORISATION DU RAPPORT CAPITALISTE PAR LE CAPITAL PRODUCTIF D'INTÉRÊTS.....	432
CHAPITRE XXV. — LE CRÉDIT ET LE CAPITAL FICTIF.....	443
CHAPITRE XXVI. — L'ACCUMULATION DU CAPITAL-ARGENT. — SON IN- FLUENCE SUR LE TAUX DE L'INTÉRÊT.....	459
CHAPITRE XXVII. — LE RÔLE DU CRÉDIT DANS LA PRODUCTION CAPITALISTE.	487
CHAPITRE XXVIII. — L'INSTRUMENT DE CIRCULATION ET LE CAPITAL. — THÉORIES DE TOOKE ET DE FULLARTON.....	495
TABLE DES MATIÈRES	519



